REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Recueil des actes administratifs

N°2026/01

Premier semestre 2026

TOME 2/3

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

Recueil des actes administratifs

N°2026/01

Premier semestre 2026

SOMMAIRE GENERAL

TOME 1

1. Délibérations du 05 mars 2026
2. Délibérations du 16 avril 2026

TOME 2

3. Délibérations du 21 mai 2026

TOME 3

4. Décisions du bureau communautaire
5. Décisions du président
6. Arrêtés du président
7. Certificats administratifs

Date conseil	Numéro	Thématique	Intitulé	Transmise en préfecture et publiée le	Publiée le
21/05/2026	DL2026_049	Affaires Générales	Désignation des représentants au sein de la Société publique locale Pays de Grasse Développement	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_050	Affaires Générales	Désignation des représentants au sein de la Société publique locale Pays de Grasse Développement	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_051	Commande Publique	Election des membres de la Commission permanente d'Appel d'Offres (CAO)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_052	Commande Publique	Election des membres de la commission permanente d'ouverture des plis pour les délégations de service public (CDSP)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_053	Commande Publique	Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_054	Commande Publique	Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Approbation du règlement intérieur	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_055	Commande Publique	Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) – Approbation du règlement intérieur	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_056	Commande Publique	Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Approbation du règlement intérieur	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_057	FINANCES	Election du Président de séance	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_058	FINANCES	Budget principal – Vote du compte financier unique 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_059	FINANCES	Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Vote du compte financier unique 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_060	FINANCES	Budget annexe Eau potable – Vote du compte financier unique 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_061	FINANCES	Budget annexe Assainissement – Vote du compte financier unique 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_062	FINANCES	Budget annexe SPANC – Vote du compte financier unique 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_063	FINANCES	Budget principal - Affectation des résultats 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_064	FINANCES	Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Affectation des résultats 2025	04/06/2026	04/06/2026

21/05/2026	DL2026_065	FINANCES	Budget annexe Eau potable - Affectation des résultats 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_066	FINANCES	Budget annexe Assainissement - Affectation des résultats 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_067	FINANCES	Budget annexe SPANC - Affectation des résultats 2025	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_068	FINANCES	Avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition de biens meubles et immeubles de la CAPG au Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED) pour l'exercice de la compétence « traitement des déchets »	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_069	FINANCES	Institution de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) et désignation des membres	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_070	Ressources humaines	Mise en place du droit à la formation des élus communautaires	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_071	Ressources humaines	Attribution des frais de représentation au Président	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_072	Ressources humaines	Composition du Comité Social Territorial de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	15/06/2026	15/06/2026
21/05/2026	DL2026_073	Ressources humaines	Modalités d'exercice du travail à temps partiel du personnel stagiaire, titulaire et contractuel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_074	Ressources humaines	Recrutement d'un Chargé de projet contrat de ville - Contrat à durée déterminée de 3 ans	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_075	Ressources humaines	Tableau des effectifs n°58 - Création, suppression et mise à jour d'emplois	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_076	Ressources humaines	Renouvellement de l'activité accessoire du chef de cabinet à compter du 1er mai 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_077	Ressources humaines	Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_078	Insertion Professionnelle et Innovation Sociale	Désignation de représentants auprès de l'association SOLI-CITES	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_079	Insertion Professionnelle et Innovation Sociale	Désignation des représentants au sein de la Mission Locale du Pays de Grasse	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_080	Insertion Professionnelle et Innovation Sociale	Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_081	Insertion Professionnelle et Innovation Sociale	Programmation Economie Sociale et Solidaire – Attribution de subventions 2026	04/06/2026	04/06/2026

21/05/2026	DL2026_082	Développement social des territoires et	Programmation Développement social des territoires et prévention - Attribution de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_083	Développement social des territoires et	Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » - Attribution des subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_084	Développement social des territoires et	Programmation Politique de la ville - Attribution de subventions et signature de convention d'objectifs et de financement pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_085	Développement Numérique	Programmation Inclusion Numérique - Attribution de subventions pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_086	Culture	Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_087	Culture	Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_088	Culture	Programmation artistique et culturelle 2026 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_089	Culture	Signature d'une convention pluriannuelle de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers avec l'Association centre de développement culturel du Pays de Grasse – 2026/2028	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_090	Culture	Convention entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Pays de Grasse Tourisme pour la vente des droits d'accès aux manifestations organisées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_091	Sports	Programmation Sports 2026 - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_092	Enseignement supérieur	Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante - Attribution de subvention 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_093	Habitat - Logement	Délégation des aides à la pierre - Conventions de délégation de compétence des aides à la pierre et de gestion des aides à l'habitat privé Etat et Anah - Avenants de gestion pour l'année 2026 - Approbation et autorisation de signature	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_094	Habitat - Logement	Désignation des représentants au sein du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_095	Habitat - Logement	Désignation des représentants au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_096	Habitat - Logement	Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) – Attribution d'une subvention pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_097	Foncier	Acquisition foncière dans le cadre de la réalisation d'un dépôt-bus	09/06/2026	09/06/2026

21/05/2026	DL2026_098	Environnement et cadre de vie	Attribution de subventions aux associations environnementales pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_099	Mobilités - Transports	Enquête publique unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), entre Grasse (PEM de la Gare SNCF) et Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) – Annule et remplace la DL2025_116 du 26 juin 2025 - Demande d'engagement des procédures et autres	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_100	Mobilités - Transports	Modification des statuts de la régie des transports Sillages	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_101	Mobilités - Transports	Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie des transports SILLAGES	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_102	Mobilités - Transports	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Désignation d'un élu référent au Conseil d'Administration (CA) de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA)	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_103	Mobilités - Transports	Approbation de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA, pour l'année 2026	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_104	Mobilités - Transports	Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques et hybrides (IRVE) : Approbation des Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU), de la convention de mandat de gestion de recettes et de la convention tripartite de prélèvement automatique SEPA du service WiiiZ	04/06/2026	04/06/2026
21/05/2026	DL2026_105	Développement économique	Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Initiative Terres d'Azur (2026-2029)	08/06/2026	08/06/2026
21/05/2026	DL2026_106	Développement économique	Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions (2026-2029)	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_107	Développement économique	Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, et de deux avenants aux conventions de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec les associations Pôle Innov'Alliance et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_108	Développement économique	Programmation action économique et agriculture 2026 : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_109	Agriculture	Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « 06 à Table »	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_110	Agriculture	Désignation de représentants de la CAPG au sein de la SCIC Terre Adonis	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_111	Tourisme	Désignation des élus représentant la CAPG au sein de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_112	Energie	Désignation d'un référent ou d'une référente pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_113	Eau et assainissement	Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie dotée de simple autonomie financière du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la CAPG	05/06/2026	05/06/2026
21/05/2026	DL2026_114	Eau et assainissement	Délégation de Service Public – Création et désignation des membres de la commission de concession spécifique du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées »	05/06/2026	05/06/2026

3

Délibérations

Du 21 mai 2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU JEUDI 21 mai 2026

Ordre du jour

Approbation du procès-verbal de la séance du 16 avril 2026

Communication des décisions prises par Monsieur le Président conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par Monsieur le Président au titre des marchés à procédure adaptée conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Communication des décisions prises par le bureau communautaire conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

PROJETS DE DELIBERATIONS

AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°049 : Désignation des représentants au sein de la Société publique locale Pays de Grasse Développement

N° 050 : Désignation de représentants au sein de la SEM Grasse Dynamique

COMMANDE PUBLIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°051 : Election des membres de la Commission permanente d'Appel d'Offres (CAO)

N°052 : Election des membres de la commission permanente d'ouverture des plis pour les délégations de service public (CDSP)

N°053 : Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

N°054 : Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Approbation du règlement intérieur

N°055 : Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) – Approbation du règlement intérieur

N°056 : Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Approbation du règlement intérieur

FINANCES

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc DELIA

N°057 : Compte Financier Unique 2025 – Election du Président de séance

RAPPORTEUR : Madame/Monsieur le Président de séance

N°058 : Budget principal – Vote du compte financier unique 2025

N°059 : Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Vote du compte financier unique 2025

N°060 : Budget annexe Eau potable – Vote du compte financier unique 2025

N°061 : Budget annexe Assainissement – Vote du compte financier unique 2025

N°062 : Budget annexe SPANC – Vote du compte financier unique 2025

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc DELIA

N°063 : Budget principal - Affectation des résultats 2025

N°064 : Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Affectation des résultats 2025

N°065 : Budget annexe Eau potable - Affectation des résultats 2025

N°066 : Budget annexe Assainissement - Affectation des résultats 2025

N°067 : Budget annexe SPANC - Affectation des résultats 2025

N°068 : Avenant 1 au procès-verbal de mise à disposition des biens au SMED

N°069 : Institution de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) et désignation des membres

RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°070 : Mise en place du droit à la formation des élus communautaires

N°071 : Attribution des frais de représentation au Président

N°072 : Composition du Comité Social Territorial de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

N°073 : Modalités d'exercice du travail à temps partiel du personnel stagiaire, titulaire et contractuel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

N°074 : Recrutement d'un Chargé de projet contrat de ville - Contrat à durée déterminée de 3 ans

N°075 : Tableau des effectifs n°58 - Création, suppression et mise à jour d'emplois

N°076 : Renouvellement de l'activité accessoire du chef de cabinet à compter du 1er mai 2026

N°077 : Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales - « Les CAPGéniaux » pour l'année 2026

EMPLOI INSERTION ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

RAPPORTEUR : Monsieur Damien MATTEOLI

N°078 : Désignation de représentants auprès de l'association SOLI-CITES

N°079 : Désignation des représentants au sein de la Mission Locale du Pays de Grasse

N°080 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale – Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

N°081 : Programmation Economie Sociale et Solidaire – Attribution de subventions 2026

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°082 : Programmation Développement social des territoires et prévention - Attribution de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2026

RAPPORTEUR : Monsieur Christian ZEDET

N°083 : Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » - Attribution des subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2026

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc DELIA

N°084 : Programmation Politique de la ville - Attribution de subventions et signature de convention d'objectifs et de financement pour l'année 2026

DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur Hervé ROMANO

N° 085 : Programmation Inclusion Numérique - Attribution de subventions pour l'année 2026

CULTURE

RAPPORTEUR : Monsieur Florent ROSSI

N°086 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse)

N° 087 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur

N° 088 : Programmation artistique et culturelle 2026 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

N° 089 : Signature d'une convention pluriannuelle de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers avec l'Association centre de développement culturel du Pays de Grasse – 2026/2028

N° 090 : Convention entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Pays de Grasse Tourisme pour la vente des droits d'accès aux manifestations organisées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

SPORTS

RAPPORTEUR : Monsieur Gilles RONDONI

N°091 : Programmation Sports 2026 - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°092 : Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante - Attribution de subvention 2026

HABITAT ET LOGEMENT

RAPPORTEUR : Madame Marie-Louise GOURDON

N°093 : Délégation des aides à la pierre-Conventions de délégation de compétence des aides à la pierre et de gestion des aides à l'habitat privé Etat et Anah - Avenants de gestion pour l'année 2026 - Approbation et autorisation de signature

N°094 : Désignation des représentants au sein du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06)

N°095 : Désignation des représentants au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06)

N°096 : Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) – Attribution d'une subvention pour l'année 2026

FONCIER

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°097 : Acquisition foncière dans le cadre de la réalisation d'un dépôt bus

ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur Marino CASSEZ

N°098 : Attribution de subventions aux associations environnementales pour l'année 2026

MOBILITES / TRANSPORTS

RAPPORTEUR : Monsieur Claude SERRA

N°099 : Enquête publique unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), entre Grasse (PEM de la Gare SNCF) et Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) – Annule et remplace la DL2025_116 du 26 juin 2025 -Demande d'engagement des procédures et autres autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet de BHNS

N°100 : Modification des statuts de la régie des transports Sillages

N°101 : Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie des transports Sillages

N°102 : Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Désignation d'un élu référent au Conseil d'Administration (CA) de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA)

N°103 : Approbation de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA, pour l'année 2026

N°104 : Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques et hybrides (IRVE) : Approbation des Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation

(CGAU), de la convention de mandat de gestion de recettes et de la convention tripartite de prélèvement automatique SEPA du service WiiiZ

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc DELIA

N°105 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Initiative Terres d'Azur (2026-2029)

RAPPORTEUR : Monsieur Clément THIERY

N°106 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions (2026-2029)

N°107 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, et de deux avenants aux conventions de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec les associations Pôle Innov'Alliance et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Marc DELIA

N°108 : Programmation action économique et agriculture 2026 : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement

AGRICULTURE

RAPPORTEUR : Monsieur Raoul CASTEL

N°109 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « 06 à Table »

N°110 : Désignation de représentants la CAPG au sein de la SCIC Terre Adonis

TOURISME

RAPPORTEUR : Monsieur Christian ZEDET

N°111 : Désignation des élus représentant la CAPG au sein de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme

ENERGIE

RAPPORTEUR : Monsieur Marino CASSEZ

N° 112 : Désignation d'un référent ou d'une référente pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06

EAU ET ASSAINISSEMENT

RAPPORTEUR : Monsieur le Président

N°113 : Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie dotée de simple autonomie financière du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la CAPG

N° 114 : Délégation de Service Public – Création et désignation des membres de la commission de concession spécifique du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public

d’assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées »

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_049-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_049 : Désignation des représentants au sein de la Société publique locale Pays de Grasse Développement

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_049-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_049
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES	
Désignation des représentants au sein de la Société publique locale Pays de Grasse Développement	
SYNTHESE **Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de désigner pour la SPL Pays de Grasse Développement, les représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au conseil d'administration et à l'assemblée générale.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de la SPL Pays de Grasse Développement en vigueur ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Considérant qu'il convient, suite au renouvellement du conseil communautaire, de désigner un nouveau représentant au sein du conseil d'administration et un nouveau représentant au sein de l'assemblée générale ;

Monsieur le Président annonce les candidatures reçues :

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Jean-Marc DELIA	- Élodie BARBIER

Il demande si d'autre candidats souhaitent se présenter ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_049-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** les conseillers suivants pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au conseil d'administration et à l'assemblée générale des actionnaires de la SPL Pays de Grasse Développement :

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Jean-Marc DELIA	- Élodie BARBIER

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au Président de la SPL Pays de Grasse Développement.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_049-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_050-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_050 : Désignation de représentants au sein de la Société d'Economie Mixte (SEM) Grasse Dynamique

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_050-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_050
RAPPORTEUR : Monsieur Le Président	
AFFAIRES GENERALES ET JURIDIQUES	
Désignation de représentants au sein de la Société d'Economie Mixte (SEM) Grasse Dynamique	
SYNTHESE **Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation de deux représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du conseil d'administration et d'un représentant de la communauté d'agglomération à l'assemblée générale de la SEM Grasse Dynamique.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.1521-1 et suivants ;

Vu la délibération n° DL2022_125 du 30 juin 2022 portant sur la constitution d'une SEM (Société d'Economie Mixte) Pays de Grasse Dynamiques avec prise de participation de la collectivité et détermination du nombre de représentant de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein du conseil d'administration ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts en vigueur de la SEM Grasse Dynamique en vigueur ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est actionnaire de la SEM Grasse Dynamique ;

Considérant qu'il convient, suite au renouvellement général du conseil communautaire, de désigner deux membres de la CAPG au sein du conseil d'administration et d'un membre de la CAPG au sein de l'assemblée générale de la SEM Grasse Dynamique conformément à ses statuts ;

Monsieur le Président propose les conseillers suivants ;

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Clément THIERY	- Clément THIERY
- Valérie COPIN	

Il demande si d'autres conseillers souhaitent candidater ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_050-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après en avoir délibéré et procéder au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI) **DECIDE** :

— **DE DESIGNER** les conseillers suivants pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au **conseil d'administration** et à l'**assemblée générale** des actionnaires de la SEM Grasse Dynamique :

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Clément THIERY	- Clément THIERY
- Valérie COPIN	

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au président de la SEM Grasse Dynamique.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_050-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_051_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_051 : Election des membres de la Commission permanente d'Appel d'Offres (CAO)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_051_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_051
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

COMMANDE PUBLIQUE

Election des membres de la Commission permanente d'Appel d'Offres (CAO)

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de constituer une nouvelle Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de procéder à la désignation de ses membres (cinq titulaires et cinq suppléants) au scrutin secret à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire du 16 avril 2026 ;

Vu les dispositions de l'article L. 1411-5 Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit que dans les communes de plus de 3 500 habitants ou un établissement public, la commission d'appel d'offres (CAO) est composée en plus de l'autorité habilitée à signer les marchés publics ou son représentant, Président, de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants, élus au sein de l'assemblée délibérante, à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Considérant qu'il convient de constituer une commission d'appel d'offres permanente et de désigner en son sein, les élus siégeant auprès du Président, membre de droit, ou de son représentant à cette commission, soit cinq titulaires et cinq suppléants ;

Considérant qu'en application du Code général des collectivités territoriales, les membres de la commission d'appel d'offres sont élus au scrutin secret, à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Considérant que les listes constituées en vue de l'élection des membres de la commission prévue par les dispositions susvisées peuvent être déposées lors de la présente séance. Etant précisé, que ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;

Considérant les listes déposées suivantes :

	Titulaires	Suppléants
- LISTE	- Raoul CASTEL - Julie CREACH - François ROUSTAN - Elodie BARBIER - Paul EUZIERE	- Hervé ROMANO - Christian ZEDET - Brigitte VIDAL - Jean-Pierre BICAIL - Marc COMBE

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_051_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CONSTITUER** une Commission d'Appel d'Offres permanente comprenant, hormis le Président ou son représentant, cinq membres titulaires et cinq membres suppléants ;

- **DE PROCEDER** à l'élection des membres ;

A l'issue du vote, il ressort :

Nombre total de bulletins : 67
Bulletins Blancs ou Nuls : 0
Nombre de Suffrages exprimés : 67

- **DE PROCLAMER** élus à la Commission d'Appel d'Offres :

Titulaires	Suppléants
- Raoul CASTEL - Julie CREACH - François ROUSTAN - Elodie BARBIER - Paul EUZIERE	- Hervé ROMANO - Christian ZEDET - Brigitte VIDAL - Jean-Pierre BICAIL - Marc COMBE

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_051_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_052_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_052 : Election des membres de la commission permanente d'ouverture des plis pour les délégations de service public (CDSP)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_052_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_052
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Election des membres de la commission permanente d'ouverture des plis pour les délégations de service public (CDSP)	

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de constituer une nouvelle commission permanente d'ouverture des plis pour les délégations de service public (CDSP) et de procéder à la désignation de ses membres (cinq titulaires et cinq suppléants) au scrutin secret à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire en date du 16 avril 2026 ;

Considérant que la mise en œuvre des procédures de délégation de services publics nécessite la mise en place d'une commission permanente d'ouverture des plis avec compétence générale dont la composition est prévue à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que conformément à l'article L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la procédure de délégation de service public prévoit, préalablement aux négociations avec les entreprises ayant remis une offre, que soit recueilli l'avis de cette commission ;

Considérant que le conseil communautaire doit désigner les élus siégeant auprès du Président ou de son représentant à la commission permanente d'ouverture des plis de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, soit cinq titulaires et cinq suppléants ;

Considérant que les listes constituées en vue de l'élection des membres de la commission prévues par les dispositions susvisées peuvent être déposées lors de la présente séance ; étant précisé, que ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;

Considérant les listes déposées suivantes :

	Titulaires	Suppléants
- LISTE	- Raoul CASTEL - Hervé ROMANO - Florent ROSSI - Florence SIMON - Christian ZEDET	- Sandrine GIRAUD - Dominique CONDO - Ismaël OGEZ - Pierre TRAMI - Claude SERRA

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_052_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CONSTITUER** une Commission d'ouverte des plis permanente comprenant, hormis le Président ou son représentant, cinq membres titulaires et cinq membres suppléants ;

- **DE PROCEDER** à l'élection des membres ;

A l'issue du vote, il ressort :

Nombre total de bulletins : 67
Bulletins Blancs ou Nuls : 0
Nombre de Suffrages exprimés : 67

- **DE PROCLAMER** élus à la CDSP :

Titulaires	Suppléants
- Raoul CASTEL	- Sandrine GIRAUD
- Hervé ROMANO	- Dominique CONDO
- Florent ROSSI	- Ismaël OGEZ
- Florence SIMON	- Pierre TRAMI
- Christian ZEDET	- Claude SERRA

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_052_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_053_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_053 : Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_053_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_053
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	
SYNTHESE Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de constituer une nouvelle Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et de procéder à la désignation de ses membres.	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1413-1, L. 5210-1-1, L. 5211-25-1, L. 5211-41-3 et L. 5216-1 ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire en date du 16 avril 2026 ;

Considérant que la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) est créée afin de permettre aux usagers de faire des propositions et d'émettre des avis sur le fonctionnement des services publics locaux que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou qui sont exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que cette commission est présidée par le Président de la CAPG, ou son représentant ;

Considérant qu'elle comprend des conseillers communautaires désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales nommés par l'assemblée délibérante ;

Considérant qu'en fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile ;

Considérant que la majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux ;

Considérant que la CCSPL examine chaque année sur le rapport de son Président :
1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3 du CGCT, établi par le délégataire de service public ;
2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 du CGCT ;
3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du Code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_053_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant qu'elle est consultée pour avis, par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :
1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 du CGCT ;
2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 du CGCT ;
4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service ;

Considérant que la CCSPL de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est composée de dix membres élus par le conseil communautaire et de deux membres représentant des associations d'usagers ;

Considérant que suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, il convient d'élire les conseillers communautaires membres de la CCSPL ;

Considérant que les listes constituées en vue de l'élection des membres de la commission prévues par les dispositions susvisées peuvent être déposées lors de la présente séance ;

La liste des conseillers communautaires présentée est :

- Florence SIMON
- Florent ROSSI
- Raoul CASTEL
- Jean-Marc DELIA
- Jean-Marc MACARIO
- Clément THIERY
- Pierre TRAMI
- Brigitte VIDAL
- Claude SERRA
- Chrisitan ZEDET

Les 2 associations d'usagers proposés sont :

- Forum Association du Pays de Grasse
- UFC Que choisir

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

– **D'ELIRE** les conseillers communautaires suivants, membres de la commission consultative des services publics locaux :

- Florence SIMON
- Florent ROSSI
- Raoul CASTEL
- Jean-Marc DELIA
- Jean-Marc MACARIO
- Clément THIERY
- Pierre TRAMI
- Brigitte VIDAL
- Claude SERRA
- Chrisitan ZEDET

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_053_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

– **DE DESIGNER** les 2 associations d'usagers suivantes :

- Forum Association du Pays de Grasse
- UFC Que choisir

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_054 : Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Approbation du règlement intérieur

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_054
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Approbation du règlement intérieur	

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il est proposé d'approuver le règlement intérieur relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la CAPG.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu les articles L. 1414-2, L. 1414-3, L. 1414-4 et L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les articles L. 2111-1 à L. 2111-3 et R. 2122-1 à R. 2122-10 du Code de la commande publique ;

Vu la délibération n° DL2026_051 du 21 mai 2026 portant création de la Commission d'Appel d'Offres ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de commande publique, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'attache à garantir la transparence, l'égalité de traitement des candidats et la rigueur des procédures d'attribution des marchés publics et des accords-cadres. Ces principes, inscrits dans le Code de la commande publique et le Code général des collectivités territoriales (CGCT), imposent une organisation collégiale et formalisée pour les marchés dépassant les seuils européens ;

Considérant qu'à ce jour, la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse fonctionne sur la base des dispositions légales minimales prévues aux articles L. 1414-2, L. 1414-3, L. 1414-4 et L. 1411-5 du CGCT, ainsi que des principes généraux du droit de la commande publique. Cependant, ces textes ne précisent pas les modalités pratiques de fonctionnement de la CAO, laissant à chaque collectivité ou EPCI le soin de les définir par un règlement intérieur ;

L'adoption d'un tel règlement permet de :

- Préciser la composition de la CAO (président, membres titulaires et suppléants, voix consultatives),
- Préciser le rôle de CAO,
- Définir le fonctionnement de la CAO modalités de convocation, de quorum, des dispositions relatives aux délibérations à distance, de vote et de Procès-verbal,
- Encadre la confidentialité et le caractère non public des séances, le devoir de réserve et d'impartialité des membres.

Considérant que cette délibération vise donc à approuver le règlement intérieur de la CAO et à autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à sa mise en œuvre, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, tel que joint en annexe à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte ou arrêté nécessaire à la mise en œuvre de ce règlement intérieur, y compris les modifications ultérieures mineures (ajustements rédactionnels, etc.) sous réserve de leur conformité aux principes généraux du droit de la commande publique.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_054

Règlement intérieur de la commission d'appel d'offres

PROJET

Textes de référence :
- Code de la commande publique,
- Articles L. 1414-2, L. 1414-3, L. 1414-4 et L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00

https://www.paysdegrasse.fr/
commande@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur a été adopté par l'Assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au cours de sa séance du XX xxxxxx.

Il est établi dans le respect de la réglementation en vigueur et s'appuie sur la mise en œuvre des principes de liberté d'accès de la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparences des procédures.

ARTICLE 1 – COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

1.1 – Présidence

Le Président de la Commission d'appel d'offres est de droit l'exécutif de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Il peut, par arrêté, déléguer ces fonctions à un représentant et, le cas échéant, désigner, un ou plusieurs suppléants. Cette désignation ne peut intervenir parmi les membres titulaires ou suppléants de la Commission.

1.2 – Membres à voix délibérative

La Commission d'appel d'offres est composée du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ou de son représentant, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des cinq suppléants.

1.3 – Membres à voix consultative

Des membres à voix consultative peuvent être invités par le Président de la Commission d'appel d'offres. Il s'agira notamment du comptable de l'EPCI, d'un représentant du ministre chargé de la concurrence et de personnalités ou agents de l'EPCI, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

ARTICLE 2 – REMPLACEMENT D'UN MEMBRE TITULAIRE

En cas d'empêchement momentané : Le titulaire est remplacé par le suppléant appartenant à la même liste.

En cas d'empêchement permanent : Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire par le suppléant inscrit sur la même liste, et venant

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste. Le remplacement du suppléant ainsi devenu membre titulaire est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

ARTICLE 3 – ROLE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'appel d'offres est une instance à caractère permanent pour toute la durée de la mandature, qui se réunie périodiquement.

Elle est appelée à délibérer pour attribuer tous les marchés publics et accords-cadres passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens, sauf en cas d'urgence impérieuse.

La Commission d'appel d'offres se réunit pour délibérer et donner son avis concernant tout projet d'avenant à un marché public et accord-cadre entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %. Cette disposition n'est pas applicable lorsque ces avenants concernent des marchés publics et accords-cadres qui n'ont pas été soumis à la Commission d'appel d'offres.

ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

4.1 – Modalités de convocation

Les membres, à voix délibérative et voix consultative, de la Commission d'appel d'offres sont convoqués, par écrit, au plus tard cinq jours francs avant la tenue de la séance. La Commission se réunit aux dates et heures fixées.

En cas de difficultés impliquant une re-convocation de la Commission d'appel d'offres (urgence, absence de quorum lors de la première séance…), les membres de la Commission pourront être convoqués dans un délai inférieur à cinq jours francs.

L'ordre du jour de la séance est communiqué aux membres de la Commission d'appel d'offres. Il peut être modifié jusqu'au jour de la séance de la Commission.

Les documents nécessaires à l'information des membres de la Commission sont mis à leur disposition avant la tenue des séances.

4.2 – Conditions de quorum

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Le quorum doit être maintenu tout au long de la commission.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la Commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement, dans un délai fixé par la personne publique, sans condition de quorum.

4.3 Débat et vote

Sur décision de son Président, les délibérations de la Commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial, ainsi que par le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

La séance a lieu en présentiel ou à distance dans les conditions prévues au présent règlement.

Les débats sont organisés par le Président de la Commission.

Les membres à voix délibératives participent à la décision de la Commission d'appel d'offres. Les membres à voix consultatives émettent des avis et apportent leur contribution sur les discussions permettant de conclure au choix de l'attributaire.

Les membres à voix délibérative de la Commission d'appel d'offres votent : pour, contre ou abstention.

L'attribution du marché public ou de l'accord-cadre doit être approuvée à la majorité des votants.

En cas de partage égal des voix, le Président de la Commission a voix prépondérante.

4.4 – Procès-verbal de la Commission d'appel d'offres

Un procès-verbal est dressé et signé par les membres ayant voix délibérative présents, ainsi que par le comptable public et le représentant du ministre en charge de la concurrence lorsqu'ils sont présents.

Tous les membres de la Commission peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. De plus, si le comptable de l'EPCI et un représentant du ministre chargé de la concurrence ont été invités à participer à la Commission d'appel d'offres, leurs observations doivent être contresignées au procès-verbal.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE ET CARACTERE NON PUBLIC DES SEANCES – DEVOIR DE RESERVE ET D'IMPARTIALITE DES MEMBRES

Les séances de la Commission d'appel d'offres ne sont pas publiques. Seules les personnes, convoquées ou invitées à la séance, peuvent y assister. Seule la présence des agents de l'EPCI, en charge des dossiers examinés, est admise pour le bon déroulement de la séance.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_054_1-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les membres de la Commission d'appel d'offres sont tenus au secret. Leur devoir de réserve s'étend à l'ensemble des informations dont ils sont destinataires et aux débats auxquels ils participent.

Si un membre de la Commission d'appel d'offres se trouve en situation de conflit d'intérêts, il doit immédiatement s'abstenir de siéger ou de prendre part au vote et se faire remplacer par son suppléant.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_055-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_055 : Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) – Approbation du règlement intérieur

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_055-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_055
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) – Approbation du règlement intérieur	

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il est proposé d'approuver le règlement intérieur relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) de la CAPG.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu les articles L. 1411-1 et L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n° DL2026_052 du 21 mai 2026 portant création de la Commission de Délégation de Service Public ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de commande publique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'attache à garantir la transparence, l'égalité de traitement des candidats et la rigueur des procédures d'attribution des délégations de service public. Ces principes, inscrits dans le Code de la commande publique et le Code général des collectivités territoriales, imposent une organisation collégiale et formalisée pour les concessions de service et de travaux dépassant les seuils européens ;

Considérant qu'à ce jour, la Commission de délégation de service public de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse fonctionne sur la base des dispositions légales minimales prévues à l'article L. 1411-5 du CGCT, ainsi que des principes généraux du droit de la commande publique. Cependant, ces textes ne précisent pas les modalités pratiques de fonctionnement de la CDSP, laissant à chaque collectivité le soin de les définir par un règlement intérieur ;

Considérant que l'adoption d'un tel règlement permet de :

- Préciser la composition de la commission de délégation de service public (CDSP), (Président, membres titulaires et suppléants, voix consultatives),
- Préciser le rôle de CDSP,
- Définir le fonctionnement de la CDSP modalités de convocation, de quorum, des dispositions relatives aux délibérations à distance, de vote et de Procès-verbal,
- Encadre la confidentialité et le caractère non public des séances, le devoir de réserve et d'impartialité des membres,

Considérant que cette délibération vise donc à approuver le règlement intérieur de la CDSP et à autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à sa mise en œuvre, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_055-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur de la commission de délégation de service public (CDSP) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, tel que joint en annexe à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte ou arrêté nécessaire à la mise en œuvre de ce règlement intérieur, y compris les modifications ultérieures mineures (ajustements rédactionnels, etc.) sous réserve de leur conformité aux principes généraux du droit de la commande publique.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_055-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_056 : Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Approbation du règlement intérieur

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_056
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
COMMANDE PUBLIQUE	
Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Approbation du règlement intérieur	

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il est proposé d'approuver le règlement intérieur relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la CAPG.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1413-1, L. 5210-1-1, L. 5211-25-1, L. 5211-41-3 et L. 5216-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu la circulaire n° NOR/LBL/B/03/10019C du 7 mars 2003 ;

Considérant que la commission consultative des services publics locaux a été constituée par délibération n° DL2026_053 du 21 mai 2026, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales. Cette commission a pour objectif d'émettre, à titre consultatif, des avis sur le fonctionnement et l'amélioration des services publics locaux ainsi que sur les délégations de service public mises en œuvre par la CAPG ;

Considérant que le nouvel article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur le Président ou son représentant, doit comprendre des membres du conseil communautaire, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, des représentants d'associations locales et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux nommés par l'assemblée délibérante ;

Considérant la nécessité, pour le bon fonctionnement de cette commission, qu'elle soit dotée d'un règlement intérieur conformément à la circulaire susvisée. Un règlement intérieur peut utilement fixer, notamment, la périodicité des réunions, les modalités de détermination de l'ordre du jour, les conditions de convocation et d'envoi des documents, les éventuelles conditions de quorum ;

Considérant qu'il convient d'approuver le règlement intérieur de la CCSPL et d'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à sa mise en œuvre, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur de la Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, tel que joint en annexe à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte ou arrêté nécessaire à la mise en œuvre de ce règlement intérieur, y compris les modifications ultérieures mineures (ex. : ajustements rédactionnels) sous réserve de leur conformité aux principes généraux du Code général des collectivités territoriales.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Règlement intérieur de la commission consultative des services publics locaux

projet

Textes de référence :
- Code de la commande publique,
- Code général des collectivités territoriales.

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
57 avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE
Tel : 04.97.05.22.00

https://www.paysdegrasse.fr/
commande@paysdegrasse.fr

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

REGLEMENT INTERIEUR

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : ROLE DE LA CCSPL : 3
ARTICLE 2 - COMPOSITION 4
ARTICLE 3 – CONVOCATIONS 4
ARTICLE 4 - ORDRE DU JOUR : DETERMINATION ET PROPOSITION 4
ARTICLE 5 - INFORMATION DES MEMBRES ET ACCES AUX DOSSIERS 4
ARTICLE 6 – PRESIDENCE 5
ARTICLE 7 – QUORUM 5
ARTICLE 8 - PERSONNEL ADMINISTRATIF ET INTERVENANTS EXTERIEURS 6
ARTICLE 9 - DEROULEMENT DE LA SEANCE 6
ARTICLE 10 - DEBATS ORDINAIRES 6
ARTICLE 11 - EXPRESSION DES AVIS ET VOTES 7
ARTICLE 12 - RELEVES DE CONCLUSIONS : DIFFUSION 8
ARTICLE 13 - COMPTES RENDUS DES TRAVAUX : PRESENTATION AU CONSEIL DE COMMUNAUTE 8

projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG).

Ce règlement vise notamment à compléter les dispositions prévues par la loi de manière à organiser au mieux, sur le plan pratique, le travail de cette commission. Au cas où l'une des dispositions du règlement intérieur viendrait à être en contradiction avec la législation actuelle ou à venir, cette dernière s'appliquerait de plein droit sans qu'il soit besoin d'en délibérer.

ARTICLE 1 : ROLE DE LA CCSPL

L'article L1413-1 du CGCT dispose que les communes de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;

2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;

3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;

4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du Code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;
2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;
4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.
Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.
Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 - COMPOSITION

Elle est composée :

- Du président : le Président de la CAPG ou son représentant,
- De 10 membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés selon le principe de la représentation proportionnelle,
- De deux représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant,
- Des habitants intéressés à la vie des services publics locaux,
- Et en fonction de l'ordre du jour, sur proposition du président, avec voix consultative, toute personne dont l'audition paraît utile à la commission.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

ARTICLE 3 – CONVOCATIONS

Le Conseil Communautaire a créé la CCSPL et en a délégué la présidence à Monsieur le Président de la CAPG.

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de réunion et est adressée aux membres par courriel et/ou par courrier à l'adresse de leur choix. Le délai de convocation ne peut être inférieur à 5 jours francs.

Cependant, s'il apparaît à Monsieur le Président de la CAPG qu'une ou des affaires importantes et/ou urgentes n'ont pas été incluses dans l'ordre du jour en temps utile, peut être adressé aux membres un additif à cet ordre du jour, dans un délai qui ne peut être inférieur à un jour franc.

ARTICLE 4 - ORDRE DU JOUR : DETERMINATION ET PROPOSITION

Le président fixe l'ordre du jour de la séance. L'ordre du jour est joint à la convocation. Le président a la possibilité de retirer, à tout moment, certaines affaires inscrites à l'ordre du jour. De même, en cas d'urgence, le président a la possibilité d'adjoindre à l'ordre du jour des affaires présentant un caractère d'urgence dans les conditions décrites ci-dessus.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux, qu'il s'agisse des services confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

ARTICLE 5 - INFORMATION DES MEMBRES ET ACCES AUX DOSSIERS

Le délégataire d'un service public est tenu de produire chaque année à l'autorité délégante, un rapport comportant un compte rendu technique et financier, une analyse de la qualité du service et une annexe permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Le partenaire produit également un rapport annuel.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ce rapport est tenu pendant un an à la disposition du public dans les bureaux de la Direction de la Commande Publique de la CAPG. Tout membre de la commission a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé préalablement des affaires qui font l'objet d'une inscription à l'ordre du jour.

Sauf cas d'impossibilité matérielle retardant la diffusion, les rapports annuels et les notes de présentation, relatifs aux affaires inscrites à l'ordre du jour, sont mis à disposition des membres dès l'envoi par courriel ou courrier de la convocation.

L'ensemble des pièces peut être consulté par tout membre, à la Direction de la Commande Publique de la CAPG, aux jours et heures ouvrables, durant les cinq jours précédant le jour de la séance.

Les membres s'adressent à Monsieur le Président de la CAPG pour toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre auprès de l'administration intercommunale.

Seuls les élus ayant reçu délégation, peuvent s'adresser aux services pour obtenir des renseignements nécessaires à l'exercice de leur délégation.

ARTICLE 6 – PRESIDENCE

Le Président de la CAPG ou son représentant assure la présidence des séances.

Le Président ouvre les séances, dirige les débats et propose le cas échéant à la commission d'en fixer les modalités, accorde la parole, autorise et clôt, s'il y a lieu, les interruptions de séance, met aux voix les propositions et avis, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétariat les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 7 – QUORUM

Pour que le quorum soit atteint, il est nécessaire que le nombre des membres effectivement présents à la séance soit supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Le quorum s’apprécie au moment de l’ouverture de la séance, mais également au moment de la mise en discussion de chacun des points de l’ordre du jour.

Lorsque le quorum n’est pas atteint à l’ouverture de la séance, ou lorsqu’il cesse de l’être en cours de séance, le président pourra convoquer à nouveau la commission. A la suite de la deuxième convocation, la règle du quorum n’est plus obligatoire, mais seulement pour les questions reprises de l’ordre du jour de la première réunion.

7.1 - Confidentialité

Les membres de la CCSPL, ainsi que toute personne appelée à participer à la réunion sont tenus à une stricte confidentialité à l’égard des informations dont ils pourraient prendre connaissance lors des réunions.

Le contenu des échanges et des débats est également strictement confidentiel.

projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

7.2 – Séance à distance

Il sera possible d'organiser des séances de CCSPL par le biais d'un système de vidéo conférence. Les modalités techniques de mise en œuvre seront précisées dans la convocation.

ARTICLE 8 - PERSONNEL ADMINISTRATIF ET INTERVENANTS EXTERIEURS

Outre les membres de la commission, peuvent assister aux réunions, sans toutefois pouvoir formuler d'avis :

- les représentants désignés par les organes dirigeants d'une délégation ou d'une régie,

- toute personne qualifiée et/ou invitée à titre d'expert par le Président.

Le personnel administratif qui assure le secrétariat des séances.

Quand les représentants des entreprises délégataires ou partenaires participent aux réunions au titre des personnes invitées, leur présence est toutefois limitée à la durée de leur audition, lorsque l'avis de la commission est requis au début d'une procédure de délégation de service public.

ARTICLE 9 - DEROULEMENT DE LA SEANCE

Les commissions se tiennent à huis clos.
Le Président appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour.
Aucune affaire ne peut être débattue sans que le Président l'ait inscrite à l'ordre du jour.
Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Président.
Les éléments significatifs des rapports d'activité annuels sont exposés par les représentants des délégataires, des partenariats ou des régies.
Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président.

ARTICLE 10 - DEBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le Président aux membres qui la demandent.
Les membres prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.
L'intervention se limite au sujet en discussion, la concision favorisant l'intérêt et la clarté du débat.

Lorsque le Président de séance estime la commission suffisamment éclairée sur l'affaire présentée, il peut être mis fin aux interventions qui prolongeraient inutilement la durée de la séance et paralyseraient ainsi les réflexions, dans le souci de conserver aux débats une bonne tenue et d'éviter tout abus.

Le Président met fin aux débats et sollicite l'avis des membres de commission.

Lors de l'examen annuel des rapports et bilans d'activité, le Président de séance délégué invite les représentants des exploitants à faire une présentation succincte des éléments marquants de leur domaine d'activité.

Projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ensuite, une phase de débat est ouverte. Il offre aux associations, quel que soit leur objet, la possibilité de s'exprimer sur le fonctionnement des différents services publics.

Si, de ce débat, émergent des propositions d'amélioration des services publics, elles sont alors mises aux voix par le Président pour être pour être instruites par les services qui communiquent les éléments de réponse dans le procès-verbal.

ARTICLE 11 - EXPRESSION DES AVIS ET VOTES

La commission doit se prononcer sur l'ensemble des documents relatifs à l'exploitation des services publics en gestion déléguée (rapports des délégataires, bilans d'activité…) et sur les projets de délégation.

Les avis sont recueillis à la majorité des suffrages exprimés, au vote à main levée.
En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Lorsqu'un membre de la commission est intéressé à une affaire inscrite à l'ordre du jour, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, il ne participe pas à la discussion, et ne prend part au débat, faute de quoi son influence sur une proposition ou un avis pourrait lui être préjudiciable lorsque la décision sera évoquée en Conseil de communauté et rendre irrégulière la délibération dont il s'agit.

Il le signale expressément et publiquement au Président de séance. Il quitte la séance à l'occasion de l'examen de cette affaire s'il le juge nécessaire. Le relevé de conclusions doit mentionner la non-participation des membres intéressés.

Prévention des conflits d'intérêts :

Lorsqu'un membre de la commission est intéressé à une affaire inscrite à l'ordre du jour, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, il ne participe pas à la discussion, et ne prend part au débat, faute de quoi son influence sur une proposition ou un avis pourrait lui être préjudiciable lorsque la décision sera prise et rendre irrégulière la procédure.

Ce membre doit le signaler expressément au Président. Il doit quitter la séance à l'occasion de l'examen de cette affaire s'il le juge nécessaire (le quorum doit toujours subsister). Le relevé de conclusions doit mentionner la non-participation des membres intéressés.

Les élus membres doivent déclarer :

- si, à leur connaissance, ils se trouvent en situation de conflit d'intérêts au regard du dossier ;
- si des circonstances sont susceptibles de les placer à court terme en situation de conflit d'intérêts.
  Pour rappel, en application de loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique « les personnes titulaires d'un mandat électif (...) exercent leur fonction avec dignité, probité et intégrité et veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.» L'article 2 de cette même loi définit le conflit d'intérêts comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».

projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_056-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

a) il est soumissionnaire en qualité de personne physique,
b) il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale,
c) il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire,
d) il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'entreprises dont le soumissionnaire fait partie,
e) il est un proche des personnes visées aux points a) à d) ci-dessus (amis, famille, relations d'affaires ou politique, etc.),
f) il intervient en qualité de conseil des personnes visées aux points a) à d) ci-dessus,
g) il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors d'une procédure donnée.

ARTICLE 12 - RELEVES DE CONCLUSIONS : DIFFUSION

Les réunions de la commission font l'objet d'un procès-verbal.

Le relevé de conclusions des réunions pour l'examen des rapports annuels fait l'objet d'un classement à la Direction de la Commande Publique de la CAPG.

ARTICLE 13 - COMPTES RENDUS DES TRAVAUX : PRESENTATION AU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Le Président de la CCSPL présente à l'assemblée délibérante, chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

projet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_057-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_057 : Compte Financier Unique 2025 – Election du Président de séance

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_057-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_057
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Compte Financier Unique 2025 – Election du Président de séance	

SYNTHESE

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le président ne peut assister au vote du compte financier unique, il convient de procéder à l'élection d'un président de séance pour le vote du compte financier unique du budget principal et des budgets annexes.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M4 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 2121-14 applicables par renvoi de l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'EPCI ne peut assister au vote du compte financier unique ;

Considérant qu'aussi, il convient que le conseil communautaire procède à l'élection du président de séance pour le vote du compte financier unique du budget principal et des budgets annexes avant l'engagement des débats ;

Considérant que l'article L. 2121-21 alinéa 4, du Code général des collectivités territoriales précise que le conseil « peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou les présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin » ;

Considérant que Monsieur Jean-Marc DELIA s'est porté candidat à cette présidence ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_057-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE PROCEDER** à l'élection de Monsieur Jean-Marc DELIA, en qualité de président de séance, pour le vote du compte financier unique du budget principal et des budgets annexes.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_057-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_058 : Budget principal – Vote du compte financier unique 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Murièle CHABERT, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_058
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget principal – Vote du compte financier unique 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le compte financier unique 2025 (CFU) du budget principal de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.** **Le résultat cumulé de la section d'investissement est – 4 006 379,62 € et 12 548 345,81 € pour la section de fonctionnement.**	

Monsieur le Président de séance expose au conseil communautaire :

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes relatifs à l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CAPG ;

Vu le CFU 2025 annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n° DL2026_056 du 21 mai 2026 portant élection du Président de séance du conseil communautaire consacrée à l'examen du CFU ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et du compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leur travail en amont de la production du CFU ;

Considérant l'application de l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Président quitte la séance pendant la mise au vote des comptes financiers uniques ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget Principal

		Investissement	Fonctionnement
Recettes	Titres émis	24 012 048,78 €	118 340 912,02 €
	Restes à réaliser	15 502 956,51 €	
Dépenses	Mandats émis	27 350 785,44 €	114 718 561,62 €
	Restes à réaliser	8 381 840,00 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**- 3 338 736,66 €**	**3 622 350,40 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	- 7 788 759,47 €	8 925 995,41 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**- 11 127 496,13 €**	**12 548 345,81 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	7 121 116,51 €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**- 4 006 379,62 €**	**12 548 345,81 €**

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à la majorité absolue (contre : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le compte financier unique 2025 du budget principal ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Comptable Public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Compte Financier Unique 2025

Note de Présentation

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Table des matières

1. Introduction 3
2. Structure du Budget 5
3. Résultats cumulés 2025 des différents budgets 6
4. Analyse de l'exécution budgétaire 2025 11
4.1 Le budget principal 11
4.2 Le budget annexe de l'Eau potable 16
4.3 Le budget annexe de l'Assainissement 19
4.4 Le budget annexe SPANC 23
4.5 Le budget annexe de la Régie SILLAGES 24

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

1. Introduction

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte financier unique afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation ;

Issu de la réforme du cadre comptable des finances locales et généralisé par l'article 205 de la loi de finances 2024, le CFU se substitue au compte administratif de l'ordonnateur et au compte de gestion du comptable public. Il deviendra obligatoire à compter des comptes 2026 pour l'ensemble des entités publiques locales sous M57 ou M4.

Sa mise en place poursuit trois objectifs principaux :

- *Renforcer la transparence* : les données d'exécution budgétaire et les informations patrimoniales sont réunies au sein d'un même document ;
- *Simplifier les procédures* : sa production est entièrement dématérialisée, avec des contrôles automatisés de cohérence entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable ;
- *Enrichir l'information financière* : de nouveaux indicateurs sont introduits (taux d'épargne nette, capacité de désendettement, bilan et compte de résultat synthétiques).

Le CFU en bref

- Le CFU est un document **commun** à l'ordonnateur et au comptable public, qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. À lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ».
- Le CFU **rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable** soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion.
- Il **simplifie** les procédures, car sa production est totalement **dématérialisée.**

Plus précisément, focus sur les principales nouveautés

- Le CFU met en évidence, dès sa partie I *« Informations générales et synthétiques »*, des **informations clés** sur la situation financière de la collectivité, en particulier :
    - la présentation rénovée des ratios distingue des ratios par habitant et des ratios de structure et d'analyse financière avec deux nouveautés : le taux d'épargne nette et le calcul de la capacité de désendettement ;
    - une nouvelle présentation des résultats ;
    - le bilan et le compte de résultat synthétiques ;
    - les taux des contributions et produits afférents.
- La lecture de l'**exécution budgétaire** modernisée (partie II) se complète d'une **vision patrimoniale** (partie III). Le bilan présente notamment la valeur des biens immobilisés, le niveau des créances et des dettes en fin d'exercice, ce qui permet d'approfondir les analyses au-delà de la vérification du respect des autorisations budgétaires données.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Les « états annexés » (partie IV) apportent des informations complémentaires budgétaires, comptables ou de gestion. Les états figurant dans la partie IV du CFU expérimental correspondent à certaines annexes du cadre de compte administratif. Par mesure de **simplification**, toutes ne figurent pas dans le CFU. Le CFU permet ainsi de supprimer des états qui ne sont plus jugés utiles, et de mettre davantage en lumière les informations pertinentes. Certaines informations ont été remontées en début de CFU afin de les mettre en exergue (périmètre, modalités de vote).

- Une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de **contrôles automatisés** entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU. Si des discordances subsistaient, elles apparaîtraient avant la page des signatures du CFU.

- **En résumé : aperçu du cadre du CFU**

Composition du CFU	**Ce que vous y trouverez**
I) Informations générales et synthétiques	Une vue panoramique sur les principales données : ratios, résultats globaux et bilans synthétiques
II) Exécution budgétaire	Le compte rendu de l'exécution budgétaire : la vue d'ensemble, qui vous présente les grands équilibres, est fournie par l'ordonnateur et les vues détaillées par le comptable.
III) États financiers	La vision patrimoniale : le bilan et le compte de résultat et l'annexe si votre collectivité expérimente aussi la certification des comptes
IV) États annexés	Des précisions que vous trouviez précédemment dans les annexes du compte administratif. Seuls les états conservant une pertinence sont retenus dans le CFU. Vous disposez ainsi de focus sur des questions budgétaires (vérification de l'équilibre, présentation croisée nature / fonction, détail des subventions, annexe environnementale ou gestion pluriannuelle…) ou comptables (état de la dette, des provisions ou d'engagements au-delà de l'exercice liés à des opérations particulières).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2. Structure du Budget

La CAPG dispose d'un budget principal ainsi que de plusieurs budgets annexes dédiés à des compétences spécifiques : Eau potable, Assainissement, SPANC et Régie Sillages. Chaque budget fait l'objet d'un vote distinct pour son CFU.

Structure du budget d'un EPCI

Le budget d'un **EPCI** est structuré en **deux sections** :

- **La section de fonctionnement**, qui couvre la gestion courante de la collectivité ;
- **La section d'investissement**, qui regroupe les achats de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que les études et travaux portés par la **CAPG**.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et recettes nécessaires à l'activité quotidienne et récurrente des services de l'agglomération.

- Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel, l'entretien et les consommations de fluides des bâtiments intercommunaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer ;
- Les recettes de fonctionnement sont constituées par les produits des services et domaine, la fiscalité, les subventions, la Dotation Globale de Fonctionnement etc…

La section d'investissement est dédiée aux projets d'aménagement et de développement de l'agglomération.

- Les dépenses de cette section font varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de l'agglomération. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers ainsi que les études et les travaux réalisés. On retrouve également ici le remboursement du capital des emprunts contractés pour mener à bien ces projets ;
- Les recettes d'investissement sont principalement les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement, le remboursement de la TVA par l'Etat et l'autofinancement ainsi que les emprunts nouveaux contractés pour financer les dépenses d'investissements.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3 - Résultats cumulés 2025 des différents budgets

Budget Principal

		Investissement	Fonctionnement
Recettes	Titres émis	24 012 048,78 €	118 340 912,02 €
	Restes à réaliser	15 502 956,51 €	
Dépenses	Mandats émis	27 350 785,44 €	114 718 561,62 €
	Restes à réaliser	8 381 840,00 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**- 3 338 736,66 €**	**3 622 350,40 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	- 7 788 759,47 €	8 925 995,41 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**- 11 127 496,13 €**	**12 548 345,81 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	7 121 116,51 €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**- 4 006 379,62 €**	**12 548 345,81 €**

Section de fonctionnement : La section dégage un excédent de réalisation de **3,62 M€** sur l'exercice 2025, avec des recettes de 118,3 M€ contre 114,7 M€ de dépenses. Le résultat de clôture cumulé s'établit à **12,55 M€**, ce qui témoigne d'une situation financière saine et d'une capacité d'autofinancement préservée.

Section d'investissement : Le solde de réalisation est déficitaire de **-3,33 M€**, ce qui est structurellement courant en investissement où les dépenses précèdent souvent l'encaissement des recettes. Le déficit cumulé atteint **-11,12 M€** avant prise en compte des restes à réaliser. Toutefois, la différence entre les RAR en recettes (15,5 M€) et en dépenses (8,4 M€) dégage un solde positif de **7,12 M€**, ce qui ramène le résultat cumulé à **-4 M€**.

Vision globale : L'excédent de fonctionnement (12,55 M€) couvre largement le besoin de financement de l'investissement (-4,02 M€), ce qui traduit un équilibre financier global satisfaisant. Le niveau des RAR en recettes d'investissement (15,5 M€) reste à surveiller pour s'assurer du recouvrement effectif de ces recettes attendues.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget Eau Potable

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	819 968,80 €	4 494 080,09 €
	Restes à réaliser	998 478,40 €	
Dépenses	Mandats émis	2 870 575,76 €	3 216 418,76 €
	Restes à réaliser	264 254,35 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	- **2 050 606,96 €**	**1 277 661,33 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	523 709,25 €	2 287 996,03 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	- **1 526 897,71 €**	**3 565 657,36 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	734 224,05 €	

Résultat cumulé	**Déficit / Excédent**	- **792 673,66 €**	**3 565 657,36 €**

Section d'exploitation : La section dégage un excédent de réalisation de **1,28 M€** sur l'exercice 2025, avec des recettes de 4,49 M€ contre 3,22 M€ de dépenses. Cumulé aux résultats antérieurs reportés (2,29 M€), le résultat de clôture s'établit à **3,57 M€**, ce qui traduit une bonne santé financière du service.

Section d'investissement : Le solde de réalisation est déficitaire de **-2,05 M€**. Le déficit cumulé s'établit à **-1,53 M€** après intégration du report antérieur excédentaire de 0,52 M€. Le solde positif des RAR (+0,73 M€) ramène le résultat cumulé à **-0,79 M€**.

Vision globale : L'excédent de fonctionnement (3,57 M€) couvre très largement le besoin de financement résiduel de l'investissement (-0,79 M€), confirmant l'équilibre financier du budget eau potable. Les RAR en recettes (1 M€) correspondent aux subventions restant à percevoir au titre du projet de l'usine de la Foux.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget Assainissement

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	1 340 953,92 €	2 640 027,67 €
	Restes à réaliser	429 374,24 €	
Dépenses	Mandats émis	1 811 765,18 €	1 960 475,48 €
	Restes à réaliser	626 856,69 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	- **470 811,26 €**	**679 552,19 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	- 244 008,02 €	5 877 522,26 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	- **714 819,28 €**	**6 557 074,45 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- 197 482,45 €	

Résultat cumulé	**Déficit / Excédent**	- **912 301,73 €**	**6 557 074,45 €**

Section d'exploitation : La section dégage un excédent de réalisation de 0,68 M€ sur l'exercice 2025, avec des recettes de 2,64 M€ contre 1,96 M€ de dépenses. Cumulé aux résultats antérieurs reportés (5,88 M€), le résultat de clôture atteint 6,56 M€, ce qui témoigne d'une situation financière confortable pour ce budget.

Section d'investissement : Le solde de réalisation est déficitaire de -0,47 M€, avec 1,81 M€ de mandats émis contre 1,34 M€ de recettes encaissées. Le déficit cumulé s'établit à -0,71 M€ après prise en compte du report antérieur déficitaire de -0,24 M€. Le solde des RAR est négatif (-0,20 M€), les RAR en dépenses (0,63 M€) étant supérieurs aux RAR en recettes (0,43 M€), ce qui porte le résultat cumulé à -0,91 M€.

Vision globale : L'excédent de fonctionnement (6,56 M€) couvre très largement le besoin de financement de l'investissement (-0,91 M€), confirmant un équilibre financier solide du budget assainissement.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget SPANC

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	685,00 €	96 534,67 €
	Restes à réaliser		
Dépenses	Mandats émis	- €	70 388,82 €
	Restes à réaliser		
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**685,00 €**	**26 145,85 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	10 656,21 €	- 26 785,63 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**11 341,21 €**	**- 639,78 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**11 341,21 €**	**- 639,78 €**

Section d'exploitation : La section dégage un excédent modeste de 26 145,85 € sur l'exercice 2025, avec des recettes de 96 534,67 € contre 70 388,82 € de dépenses. Toutefois, le résultat de clôture reste déficitaire à -639,78 € après intégration du report antérieur déficitaire de -26 785,63 €. Ce budget demeure structurellement fragile, les recettes étant directement liées au nombre de visites effectuées par le service, tandis que les charges, composées essentiellement de remboursements de personnel au budget principal, constituent des dépenses fixes.

Section d'investissement : La section présente un excédent cumulé de 11 341,21 €, avec des recettes de 685 € sur l'exercice et un report antérieur de 10 656,21 €. Aucune dépense d'investissement n'a été engagée en 2025, ni aucun RAR constaté.

Vision globale : L'excédent d'investissement (11 341,21 €) compense le léger déficit de fonctionnement (-639,78 €), mais l'équilibre de ce budget reste précaire. La dépendance des recettes à l'activité du service (volume de visites) face à des charges de personnel incompressibles expose ce budget à un risque de déséquilibre en cas de baisse d'activité. Une attention particulière devra être portée au maintien d'un rythme de visites suffisant pour assurer la pérennité financière du service.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget Régie SILLAGES

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	426 213,41 €	17 490 390,41 €
	Restes à réaliser		
Dépenses	Mandats émis	1 805 563,07 €	16 568 429,84 €
	Restes à réaliser	- €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**- 1 379 349,66 €**	**921 960,57 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	290 247,19 €	729 070,16 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**- 1 089 102,47 €**	**1 651 030,73 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**- 1 089 102,47 €**	**1 651 030,73 €**

Section d'exploitation : La section dégage un excédent de réalisation de **0,92 M€** sur l'exercice 2025, avec des recettes de **17,48 M€** contre **16,57 M€** de dépenses. Cumulé aux résultats antérieurs reportés (0,73 M€), le résultat de clôture atteint 1,65 M€.

Section d'investissement : Le solde de réalisation est déficitaire de **-1,38 M€**, avec **1,81 M€** de mandats émis contre seulement **0,43 M€** de recettes encaissées. Le déficit cumulé s'établit à **-1,09 M€** après prise en compte du report antérieur excédentaire de **0,29 M€**.

Vision globale : L'excédent de fonctionnement (**1,65 M€**) couvre le déficit d'investissement (-**1,09 M€**), dégageant une capacité nette positive pour la régie Sillages. Toutefois, l'écart structurel de la section investissement devra faire l'objet d'une stratégie de financement adaptée — mobilisation d'emprunts ou de subventions — afin de préserver l'équilibre financier durable de la régie et d'éviter une sollicitation croissante de la section d'exploitation.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4 Analyse de l'exécution budgétaire 2025

4.1 Le budget principal

Les Dépenses de fonctionnement

Dans un contexte budgétaire contraint, l'ensemble des services de la **CAPG** s'est engagé dans une démarche de **maîtrise et de modération des dépenses**.

Cet effort a pour objectif de **préserver l'équilibre budgétaire** tout en garantissant un **niveau de service optimal** pour les usagers. Il s'inscrit dans une gestion rigoureuse des ressources, indispensable pour anticiper et faire face aux **contraintes financières** des années à venir.

Pour l'exercice 2025, **les dépenses de fonctionnement** s'élèvent à un montant de **114 718 561,62 €**.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2025	Réalisé 2025
011 Charges à caractère général	17,8 M€	16,4 M€
012 Charges de personnel	30,4 M€	30 M€
014 Atténuation de produits	36 M€	35,8 M€
65 Autres charges gestion courante	26,3 M€	25,6 M€
66 Charges financières	1,2 M€	1,1 M€
67 Charges exceptionnelles	0,05 M€	0,06 M€
68 Dotations aux provisions	0,4 M€	0,3 M€
023 Virement à la section d'Investissement	8,2 M€	
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	5,1 M€	5,2 M€
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	**125,5 M€**	**114,7 M€**

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de l'EPCI, notamment :

- Les charges à caractère général (contrats, fluides, télécommunications, fournitures, assurances ….) : **16,4 M€** ;
- Les charges de personnel : **30 M€** ;
- Les subventions aux associations : **2,6 M€** ;
- La contrainte de service public versée à Sillages : **6,9 M€** ;
- Les cotisations versées au SMED et à Univalom : **13 M€** ;
- Les charges financières (intérêts de la dette et autres) : **1,1 M€** ;
- Les atténuations de produits (chapitre 014) : **35,8 M€** qui concernent le reversement d'une partie du versement mobilité à Sillages, les attributions de compensation versées aux communes, le FNGIR, le reversement de la taxe GEMAPI au SMIAGE ainsi que la contribution au FPCI ;
- Les opérations d'ordre (chapitre 042) : **5,2 M€**.

Les recettes de fonctionnement

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La **section de fonctionnement** garantit la gestion courante de l'établissement.
Les **recettes** proviennent principalement de :

- La fiscalité locale ;
- Les produits des services et du domaine ;
- Les dotations versées par l'État.

Pour l'exercice 2025, **les recettes de fonctionnement (hors excédent antérieur reporté de 2024)** s'élèvent à **118 340 912,02 €**.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2025	Réalisé 2025
70 Produits des services et domaine	8,3 M€	8,4 M€
73 & 731 Fiscalité	89,6 M€	90,1 M€
74 Subvention d'exploitation	15,6 M€	16,5 M€
75 Produits divers de gestion courante	1,2 M€	0,9 M€
76 Produits financiers	1,1 M€	1,1 M€
77 Autres produits exceptionnels	0,02 M€	0,3 M€
78 Reprise sur provisions	-	0,1 M€
013 Atténuations de charges	0,5 M€	0,6 M€
002 Excédent de fonctionnement reporté	8,9 M€	
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,04 M€	0,2 M€
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**125,5 M€**	**118,3 M€**

***Chapitre 70 produits des services et domaines* : 8,4 M€**

Ce chapitre inclut principalement :

- Les produits des services à la population tels que les sports, la jeunesse, la petite enfance, les musées, le parc automobile, Grasse Campus, les déplacements, le développement économique, etc… ;
- La redevance spéciale déchets appliquée aux professionnels ;
- Le remboursement des salaires pour les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que par l'Office de tourisme et la Ville de Grasse, entre autres.

Chapitre 73 Impôts et taxes et 731 *:* **90,1 M€**

La Fiscalité perçue par la CAPG se décline comme ci-après

- La CFE (cotisation foncière des entreprises) ;
- La TF (taxe foncière) ;
- La THRS (taxe d'habitation sur les résidences secondaires) ;
- La TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales) ;
- L'IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux) ;
- La TVA versée par l'Etat en compensation de la suppression de la TH sur les résidences principales ;
- La Taxe GEMAPI ;
- La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour la collectivité : **EPCI : 003 PAYS DE GRASSE**

	Lissage dû à la RVLLP	Produit perçu
I - TAXE D'HABITATION (TH)		
Taxe d'habitation (hors habitation principale et hors logements vacants)	0	2 943 232
Taxe d'habitation sur les logements vacants		>>>
Majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires		>>>
II - TAXES FONCIÈRES (TFPB, TFPNB, TEOM, TIEOM)		
Taxe foncière sur les propriétés bâties	41	204 154
Taxe foncière sur les propriétés non bâties		44 345
Effet du coefficient correcteur (pour les communes)		>>>
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et part incitative*	10 249	31 461 640
* hors part incitative pour le lissage dû à la Révision des Valeurs locatives des Locaux Professionnels		
III - COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE) ET TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM)		
Cotisation foncière des entreprises	4 651	13 875 031
Taxe sur les surfaces commerciales		1 354 331
IV- COMPENSATION PAR LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)		
Montant de la TVA en compensation de la suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		7 050 667
Montant de la TVA en compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THP)		16 621 742
Montant de la TVA en compensation de la perte de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)		>>>
Montant de la TVA en compensation de la perte de part régionale de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		>>>
V - IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RÉSEAU (IFER)		
IFER sur les éoliennes terrestres		
IFER sur les hydroliennes		
IFER sur la production d'électricité photovoltaïque		12 595
IFER sur la production d'électricité hydraulique		26 519
IFER sur les transformateurs électriques		392 728
IFER sur les stations radioélectriques		414 479
IFER sur les centrales électriques		
IFER sur les installations de gaz		
IFER sur les stations de compression de gaz		
IFER sur le stockage de gaz		
IFER sur les canalisations de gaz		10 114
IFER sur le transport d'hydrocarbure		
IFER sur les canalisations des transports chimiques		
IFER sur le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national		>>>
IFER sur les répartiteurs principaux de la boucle locale de cuivre		>>>
IFER sur la géothermie		>>>
VI - TAXES ANNEXES (TPYLÔNES, TA-TFPNB, TASA, TGEMAPI, TFC)		
Taxe sur les pylônes		
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties		206 341
Taxe additionnelle spéciale annuelle pour la Région Île-de-France	>>>	>>>
Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	-1	1 927 299
Taxe sur les friches commerciales		>>>

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre 74 Dotations et participation : **16,5 M€**

- Dotation Globale de Fonctionnement : dotation d'intercommunalité et dotation de compensation : **7 828 878 €** ;

- Les allocations compensatrices de l'Etat : **4,01 M€** ;

- Les subventions de la CAF (service jeunesse), de la DRAC (service culture), de l'Europe (pour le plie), de la Région et enfin du Département des Alpes-Maritimes.

Chapitre 75 Autres produits de gestion courante : **0,9 M€**

Ces recettes proviennent principalement

- des revenus du patrimoine immobilier ;
- des revenus tirés de la pépinière et de l'hôtel d'entreprises ;
- des revenus de la maison médicale de Valderoure ;
- des pénalités appliqués à l'occasion de l'exécution des marchés publics.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La section d'investissement

Le montant des dépenses d'équipement (hors reste à réaliser et DMO) s'élève pour 2025 à **16,3 €**.

Les principaux postes de dépenses sont répartis ainsi :

Principaux postes de dépenses d'équipement		
Gestionnaire/service	**Détail / Précisions**	**Montant**
Collecte et traitement des Ordures ménagères	Remplacement de véhicules, aménagement de points d'apports, achats de caches bacs, composteurs, colonnes, subvention d'investissement au SMED et Univalom etc.	**1,8 M€**
DSI	Remplacement des matériels obsolètes et mise à niveau des infrastructures numériques	**0,7 M€**
Mobilité – Déplacements	Acquisitions VAE, bus électrique, bornes, consignes vélos, BHNS – dont projet BHNS pour 1,1 M€	**1,4 M€**
Voirie	Jardin Pluie	**0,08 M€**
	ZA, PAV, mise aux normes arrêts bus, convention FONTIS ALDI	**1,8 M€**
Habitat	Financement politiques de l'Habitat	**0,5 M€**
Eaux Pluviales	Études et travaux liées aux eaux pluviales urbaines	**0,3 M€**
Pôle Assistance aux communes	Restructuration de la piscine Altitude 500	**4,6 M€**
DGST – Patrimoine	CAMPUS 2	**2,5 M€**
	MIP/JMIP	**0,6 M€**
	GER (gros entretien renouvellement) des crèches	**1,4 M€**

Le financement de ces investissements est assuré principalement par :

- Les subventions de nos partenaires : **2 271 143€ ;**
- Le FCTVA, l'affectation du résultat 2024 : **4 742 785€** ;
- Les amortissements : **5 223 872€ ;**
- Les emprunts : **5 400 000€.**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.2 Le budget annexe de l'Eau potable

Depuis 2020, la CAPG est compétence dans le domaine de l'eau potable

Les résultats 2025 se présentent comme résumé ci-dessous :

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section d'exploitation	Résultats propres à l'exercice 2025	3 216 418,76 €	4 494 080,09 €	1 277 661,33 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2025)		2 287 996,03 €	2 287 996,03 €
	Résultat à affecter			**3 565 657,36 €**
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	2 870 575,76 €	819 968,80 €	- 2 050 606,96 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2025)		523 709,25 €	523 709,25 €
	Solde global d'exécution			**- 1 526 897,71 €**
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Fonctionnement			
	Investissement	264 254,35 €	998 478,40 €	734 224,05 €
Excédent de financement				**- 792 673,66 €**
Affectation du Résultat 2025	**Affectation en réserve R1068**			**792 673,66 €**
	Report en fonctionnement en Recettes R002			2 772 983,70 €
	Report en investissement en Recettes R001			1 526 897,71 €

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les dépenses d'exploitation sont principalement :

- Les achats d'eau au SIEF et au SICASIL ;
- Les charges de personnel (remboursées au budget principal) ;
- Les intérêts des emprunts ;
- Les dotations aux amortissements.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	3 106 118,38	1 783 160,11	351 950,00	2 135 110,11	68,74	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	420 000,00	396 212,15	0,00	396 212,15	94,34	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 526 128,38**	**2 179 372,26**	**351 950,00**	**2 531 322,26**	**71,79**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	119 503,00	82 152,88	12 283,00	94 435,88	79,02	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	20,83	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 885 631,38**	**2 311 525,14**	**364 233,00**	**2 675 758,14**	***68,86***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 675 916,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*540 660,62*	*540 660,62*	*0,00*	*540 660,62*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 216 576,62***	***540 660,62***	***0,00***	***540 660,62***	***24,39***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**6 102 208,00**	**2 852 185,76**	**364 233,00**	**3 216 418,76**	**52,71**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**2 852 185,76**	**364 233,00**	**3 216 418,76**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les recettes d'exploitation sont principalement constituées :

- Des recettes de surtaxe encore appelée redevance eau reversées par le délégataire SUEZ ;

- De la Redevance d'utilisation des équipements facturée à la SEM Eaux de Mouans.

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 695 389,00	2 059 674,15	2 296 602,32	4 356 276,47	117,88	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	88 547,00	88 551,15	0,00	88 551,15	100,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 783 936,00**	**2 148 225,30**	**2 296 602,32**	**4 444 827,62**	**117,47**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	12 999,97	26 976,47	0,00	26 976,47	207,51	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 796 935,97**	**2 180 201,77**	**2 296 602,32**	**4 476 804,09**	**117,91**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*17 276,00*	*17 276,00*	*0,00*	*17 276,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***17 276,00***	***17 276,00***	***0,00***	***17 276,00***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**3 814 211,97**	**2 197 477,77**	**2 296 602,32**	**4 494 080,09**	**117,82**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**2 287 996,03**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**2 197 477,77**	**2 296 602,32**	**4 494 080,09**		**0,00**

En section d'investissement,

Les dépenses d'équipement (hors reste à réaliser) représentent **2 545 750,12€** dont **2 077 602,38€** pour l'usine de traitement de la Foux à Grasse, opération terminée en 2025.

Ces dépenses ont été financées par des subventions et de l'autofinancement. Aucun emprunt n'a été mobilisé sur l'exercice 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.3 Le budget annexe de l'Assainissement

Depuis 2020, la CAPG est compétente dans le domaine de l'assainissement.

Les résultats 2025 se présentent comme résumé ci-dessous :

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section d'exploitation	Résultats propres à l'exercice 2025	1 960 475,48 €	2 640 027,67 €	679 552,19 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2025)		5 877 522,26 €	5 877 522,26 €
	Résultat à affecter			**6 557 074,45 €**
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	1 811 765,18 €	1 340 953,92 €	- 470 811,26 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2025)	244 008,02 €		- 244 008,02 €
	Solde global d'exécution			**- 714 819,28 €**
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Fonctionnement			
	Investissement	626 856,69 €	429 374,24 €	- 197 482,45 €
Bseoin de financement				**- 912 301,73 €**
Affectation du Résultat 2025	**Affectation en réserve R1068**			**912 301,73 €**
	Report en fonctionnement en Recettes R002			5 644 772,72 €
	Report en investissement en dépenses D001			714 819,28 €

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les dépenses d'exploitation sont principalement constituées :

- Des participations pour les effluents facturés par la CAPL ;
- Des charges de personnel (remboursées au budget principal).

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	495 111,73	298 533,67	18 827,52	317 361,19	64,10	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	469 000,00	437 068,58	31 931,42	469 000,00	100,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 014 121,73**	**735 602,25**	**50 758,94**	**786 361,19**	**77,54**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	67 567,49	34 193,90	27 702,92	61 896,82	91,61	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	2 875,00	2 875,00	0,00	2 875,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 149 564,22**	**772 671,15**	**78 461,86**	**851 133,01**	***74,04***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 188 161,31*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*0,00*	*1 109 342,47*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***7 297 503,78***	***1 109 342,47***	***0,00***	***1 109 342,47***	***15,20***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**8 447 068,00**	**1 882 013,62**	**78 461,86**	**1 960 475,48**	**23,21**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**1 882 013,62**	**78 461,86**	**1 960 475,48**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les recettes d'exploitation sont constituées des redevances assainissement (surtaxe) reversées par le délégataire SUEZ et des participations de raccordement à l'assainissement collectif.

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 145 371,73	1 655 012,48	543 544,86	2 198 557,34	102,48	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	187 645,00	194 085,53	0,00	194 085,53	103,43	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 333 016,73**	**1 849 098,01**	**543 544,86**	**2 392 642,87**	**102,56**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	29 500,00	40 355,79	0,00	40 355,79	136,80	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 362 516,73**	**1 889 453,80**	**543 544,86**	**2 432 998,66**	**102,98**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*207 029,01*	*207 029,01*	*0,00*	*207 029,01*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***207 029,01***	***207 029,01***	***0,00***	***207 029,01***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**2 569 545,74**	**2 096 482,81**	**543 544,86**	**2 640 027,67**	**102,74**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**5 877 522,26**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**2 096 482,81**	**543 544,86**	**2 640 027,67**		**0,00**

Les recettes d'exploitation sont constituées des redevances assainissement (surtaxe) reversées par le délégataire SUEZ et des participations de raccordement à l'assainissement collectif.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

En section d'investissement,

Les dépenses d'équipement (hors reste à réaliser) représentent **1 447 711,62€**.

Ces dépenses sont financées par des subventions et par l'autofinancement, aucun recours à l'emprunt sur l'exercice 2025.

Le tableau ci-après retrace les dépenses et recettes d'investissement par commune.

Section	Chapitre	Auribeau	Grasse	Pégomas	La Roquette	Mouans	Total
Investissement	Résultat	272 621,28	4 742 325,92	517 663,17	584 042,57	440 421,51	6 557 074,45
	001 - Résultat d'investissement reporté	-42 551,00	-168 426,49	413 013,71	41 971,80		244 008,02
	16 - Emprunts et dettes assimilés	18 505,42	78 405,51		17 886,34	26 535,48	141 332,75
	Dépenses d'équipement	13 519,03	1 413 635,10	7 429,17	13 128,32	0,00	1 447 711,62
	20 - Immobilisations incorporelles	*3 079,03*	*152 906,80*	*7 429,17*	*5 093,32*		*168 508,32*
	21 - Immobilisations corporelles		*2 919,29*				*2 919,29*
	23 - Immobilisations en cours	*10 440,00*	*1 257 809,01*		*8 035,00*		*1 276 284,01*
	10 dotations fonds divers						0,00
	040 - Opérations d'ordre	217,00	200 564,01	6 248,00			207 029,01
	041 - Opérations patrimoniales		15 230,00	461,80			15 691,80
	Total Dépenses	**-10 309,55**	**1 539 408,13**	**427 152,68**	**72 986,46**	**26 535,48**	**2 055 773,20**
	001 - Résultat reporté						0,00
	021 - Virement de la section d'exploitation						0,00
	10 - Dotations, fonds divers & réserves	-37 741,00	-365 186,80	416 408,74	74 149,80		87 630,74
	13 - Subventions d'investissement reçues	15 820,00	42 000,00	37 266,76			95 086,76
	27 - Immobilisations financières					33 202,15	33 202,15
	040 - Opérations d'ordre	67 500,00	917 575,47	65 523,00	58 744,00		1 109 342,47
	041 - Opérations patrimoniales		15 230,00	461,80			15 691,80
	Total Recettes	**45 579,00**	**609 618,67**	**519 660,30**	**132 893,80**	**33 202,15**	**1 340 953,92**
	Résultat (a)	55 888,55	-929 789,46	92 507,62	59 907,34	6 666,67	-714 819,28
	Report Dépenses 2025	10 329,18	581 412,78	15 423,13	19 691,60		626 856,69
	Report Recettes 2025		424 512,00	4 862,24			429 374,24
	Solde Reports (b)	-10 329,18	-156 900,78	-10 560,89	-19 691,60	0,00	-197 482,45
	Besoin de financement	*45 559,37*	*-1 086 690,24*	*81 946,73*	*40 215,74*	*6 666,67*	*-912 301,73*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.4 Le budget annexe SPANC

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est responsable du contrôle de tous les systèmes d'assainissement assurant la collecte, le traitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques dans les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Lorsqu'un logement n'est pas relié au réseau public de collecte des eaux usées, il doit être équipé d'un système d'assainissement non collectif autonome, soumis à un contrôle par la CAPG. Ce contrôle aboutit à un diagnostic. En cas de vente, le vendeur doit inclure ce diagnostic dans le dossier de diagnostic technique (DDT), qui doit être remis à l'acquéreur.

Les résultats 2025 se présentent comme résumé ci-dessous :

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2025	70 388,82 €	96 534,67 €	26 145,85 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2025)	26 785,63 €		- 26 785,63 €
	Résultat à affecter			**- 639,78 €**
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	- €	685,00 €	685,00 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2025)		10 656,21 €	10 656,21 €
	Solde global d'exécution			**11 341,21 €**
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Fonctionnement			
	Investissement	- €	- €	- €
Excédent de financement				**11 341,21 €**
Affectation du Résultat 2025	**Affectation en réserve R1068**			**- €**
	Report en fonctionnement en Dépenses D002			- 639,78 €
	Report en investissement en Recettes R001			11 341,21 €

Les dépenses d'exploitation sont constituées majoritairement des dépenses de personnel pour **64 067,78€** (remboursement au bénéfice du budget principal de la CAPG).

Les recettes d'exploitation sont constituées des facturations réalisées par les agents du service lors notamment de contrôle des systèmes d'assainissement autonomes.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.5 Le budget annexe de la Régie SILLAGES

Par une délibération en date du 10 janvier 2014 (DL 2014_063), le conseil communautaire de la CAPG a décidé de créer la Régie Sillages, qui dispose de l'autonomie financière exclusive.

Cette régie autonome est chargée :

- De l'organisation des transports sur le territoire de la CAPG ;
- De la conception et de la proposition de l'offre de service à mettre en œuvre ;
- De l'exploitation du réseau de transport urbain du territoire de la communauté d'agglomération (lignes régulières, lignes occasionnelles, SAD) ;
- De toutes les opérations d'investissement liées à l'exploitation du réseau.

Les résultats 2025 se présentent comme résumé ci-dessous :

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section d'exploitation	Résultats propres à l'exercice 2025	16 568 429,84 €	17 490 390,41 €	921 960,57 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2025)		729 070,16 €	729 070,16 €
	Résultat à affecter			**1 651 030,73 €**
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2025	1 805 563,07 €	426 213,41 €	- 1 379 349,66 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2025)		290 247,19 €	290 247,19 €
	Solde global d'exécution			**- 1 089 102,47 €**
Restes à réaliser au 31 décembre 2025	Fonctionnement			
	Investissement	- €	- €	- €
Besoin de financement				**- 1 089 102,47 €**
Affectation du Résultat 2025	**Affectation en réserve R1068**			**1 089 102,47 €**
	Report en fonctionnement en Recettes R002			561 928,26 €
	Report en investissement en Recettes R001			- 1 089 102,47 €

Les dépenses d'exploitation sont constituées principalement :

- Des charges de personnel : **829 544,44€** ;
- Des charges à caractère général : **1 564 440,29€** ;
- Des autres charges de gestion : **14 030 861,33€** pour la Contribution Forfaitaire Financière pour la délégation de service public pour le transport urbain;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les recettes d'exploitation sont constituées principalement :

- Du versement mobilité reversé par le budget principal de la CAPG : **9,2 M€** ;
- De la contrainte de service public versée par le budget principal de la CAPG : **6,9 M€** ;
- De subvention pour le transport scolaire (**631 638 €**) et la DGD (**223 512 €**) ;
- De l'excédent antérieur reporté : **729 070 €**.

En section d'investissement

Les dépenses d'investissement 2025 sont égales à **1 805 564€**.

Dans le cadre de l'amélioration continue de nos services et de l'exploitation, plusieurs investissements ont été réalisés en 2025.

- Le déploiement du nouveau Système d'Aide à l'Exploitation (SAE) Navineo pour 928 K€
- Le déploiement du nouveau système Billettique Paragon pour 699k€
- Achat d'un logiciel pour le transport à la demande pour 74 K€
- Achat d'un logiciel de gestion des données de transport public pour 6k€
- Achat d'un bus Iveco Daily pour 90 k€
- Achat de matériel Informatique (ordinateur) pour 7k€
-

Tous ces investissements ont été réalisés afin de renforcer la qualité des services proposés aux usagers mais également à améliorer le confort et l'efficacité du personnel.

Pas de restes à réaliser (RAR) de 2025.

Ces dépenses sont financées par l'excédent antérieur reporté et par l'autofinancement, aucun emprunt n'a été contracté sur l'exercice 2025.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus : CA DU PAYS DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20003985700012

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 8
B3.2 - Liste des établissements publics créés 9
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 10
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 11
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 12
D - Bilan synthétique 14
E - Compte de résultat synthétique 15
F - Taux des contributions et produits afférents en N 17

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 18

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 19
A1.2 - Recettes d'investissement 20
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 21
A2.2 - Recettes de fonctionnement 22

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 23
B2 - Recettes d'investissement 28
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 34
D1 - Dépenses de fonctionnement 35
D2 - Recettes de fonctionnement 41

III - Etats financiers

A - Bilan 45
B - Compte de résultat 49
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 52
D - Balance des comptes 53

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 94
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 96
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 98

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 101
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 102
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 109
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 111
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 112
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 114
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 115
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 119
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 167
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 168
B9 - Etat du personnel 173
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 181
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 196
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 197
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 198
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 201
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 208

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 215
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 216
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 218
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 221

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 222

AR Prefecture
006-200030857-20260521-DL2026_058-BF
Recu le 04/06/2026
Publie le 04/06/2026

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	103770

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1336.08

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1055.17
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1138.57
3	Dépenses d'équipement brut / population	172.60
4	Encours de dette / population (2)(3)	446.83
5	DGF / population	75.69
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	27.44%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	96.84%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	15%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	39.24%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	58 376 080,06	116 689 803,59	175 065 883,65
	Recettes réalisées (1)	B	24 012 048,78	118 340 912,02	142 352 960,80
	Restes à réaliser	C	15 502 956,51	0,00	15 502 956,51
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	50 587 320,59	125 615 799,00	176 203 119,59
	Dépenses réalisées (1)	E	27 350 785,44	114 718 561,62	142 069 347,06
	Restes à réaliser	F	8 381 840,00	0,00	8 381 840,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-3 338 736,66	3 622 350,40	283 613,74
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-7 788 759,47	8 925 995,41	1 137 235,94
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-11 127 496,13	12 548 345,81	1 420 849,68
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	7 121 116,51	0,00	7 121 116,51
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-4 006 379,62	12 548 345,81	8 541 966,19

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-7 788 759,47	0,00	-3 338 736,66	0,00	-11 127 496,13
Fonctionnement	12 324 070,15	3 398 074,74	3 622 350,40	0,00	12 548 345,81
TOTAL I	**4 535 310,68**	**3 398 074,74**	**283 613,74**	**0,00**	**1 420 849,68**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
00702-REGIE TRANSPORTS SILLAGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	290 247,19	0,00	-1 379 349,66	0,00	-1 089 102,47
Fonctionnement	1 013 523,37	284 453,21	921 960,57	0,00	1 651 030,73
Sous-Total	1 303 770,56	284 453,21	-457 389,09	0,00	561 928,26
00703-EAU CA DU PAYS DE GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	523 709,25	0,00	-2 050 606,96	0,00	-1 526 897,71
Fonctionnement	2 287 996,03	0,00	1 277 661,33	0,00	3 565 657,36
Sous-Total	2 811 705,28	0,00	-772 945,63	0,00	2 038 759,65
00704-ASSAINISSEMENT CA PAYS GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-244 008,02	0,00	-470 811,26	0,00	-714 819,28
Fonctionnement	5 965 153,00	87 630,74	679 552,19	0,00	6 557 074,45
Sous-Total	5 721 144,98	87 630,74	208 740,93	0,00	5 842 255,17
00705-REGIE SPANC Pays de Grasse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	10 656,21	0,00	685,00	0,00	11 341,21
Fonctionnement	-26 785,63	0,00	26 145,85	0,00	-639,78
Sous-Total	-16 129,42	0,00	26 830,85	0,00	10 701,43
TOTAL III	**9 820 491,40**	**372 083,95**	**-994 762,94**	**0,00**	**8 453 644,51**
TOTAL I + II + III	**14 355 802,08**	**3 770 158,69**	**-711 149,20**	**0,00**	**9 874 494,19**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SMGA			59 000,00
SCOT			100 000,00
SDIS			79 287,33
PNR VERDON			2 000,00
PNR VERDON COMPETENCE GEMAPI			21 111,00
SICTIAM	01/01/2003		45 977,60
SMIAGE	01/01/2004		1 844 322,00
PNR PREALPES D'AZUR	01/01/2005		84 351,56
SMED	01/02/2014		12 254 755,65
UNIVALOM	01/08/2014		1 088 742,64

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
SPIC	REGIE AUTONOMIE FINANCIERE DES TRANSPORT SILLAGES	01/01/2014		20003985100020	transports urbains	oui
SPIC	EAU POTABLE	01/01/2020	04/10/2019	20003985700053	service public de distribution d'eau potable	oui
SPIC	ASSAINISSEMENT	01/01/2020	04/10/2019	20003985700046	service public assainissement	oui
SPIC	REGIE AUTONOMIE FINANCIERE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)	10/06/2020	10/06/2020	20003985700061	service public d'assainissement non collectif	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **8 381 840,00**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**651 792,58**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**80 763,44**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**279 746,46**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**5 650 537,20**
26	**Participations et créances rattachées**	**178 800,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**1 540 200,32**
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	36 000,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	23 139,02
4581036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU	191 301,98
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	2 449,15
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE	914 977,62
4581043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY	142 277,70
4581050	CABRIS HALLE MARCHE	54 655,76
4581052	VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE	55 963,98
4581056	SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE	36 647,11
4581059	SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS	5 310,00
4581061	VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX	8 820,00
4581064	SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES	25 080,00
4581068	PARKING COVOITURAGE SPERACEDES	20 038,80
4581069	CHEMIN DES GALANTS ESCRAGNOLLES MUR SOUTENEMENT	23 539,20
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**15 502 956,51**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**9 632 439,33**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 990 000,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**52 164,64**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**3 828 352,54**
4582009	AUBERGE DE BRIANCONNET	241 068,24
458201	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	1 350 613,00
458202	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	36 000,00
4582031	PARKING NOTRE DAME DES FLEURS GRASSE	2 967,03
4582034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	33 799,27
4582035	GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS	5 344,80
4582036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU	276 493,76
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	33 613,22
4582039	PARKING LA ROQUE GRASSE	936 300,36
4582041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	14 860,00
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	45,00
4582043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY	330 389,03
4582045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY	81 034,46
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	8 909,78
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	59 124,08
4582050	CABRIS HALLE MARCHE	75 041,36
4582052	VALDEROURE 2 LOGEMENTS VILLAGE	69 960,00
4582053	VALDEROURE AMENAGT MAIRIE ET LOCAL ASSOCIATIF	34 996,39
4582055	CAILLE MAISON ALZIARY	432,00
4582056	SAINT-AUBAN GITE TONIC PHASE OPERATIONNELLE	43 304,06
4582057	LES MUJOULS RENOVATION MAIRIE PHASE 3	419,22
4582059	SAINT-VALLIER AMENAGT BUREAUX ADMINISTRATIFS	11 253,68
4582061	VALDEROURE DOTATION CANTONALE TRAVAUX	73 788,00
4582064	SAINT VALLIER CHEMIN DOMAINE DES SOURCES	41 640,60
4582067	SAINT AUBAN SENTIER DU VERTIGE SUITE	15 000,00
4582068	PARKING COVOITURAGE SPERACEDES	51 955,20
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) — D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	12 825,12
Autres immobilisations incorporelles	5 293,37
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	16 760,33
Constructions	95 579,28
Réseaux et installations de voirie	13 582,81
Réseaux divers	3 625,99
Installations techniques, agencements et matériel	2 335,67
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	4 076,07
Immobilisations corporelles en cours	**48 903,79**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**27 641,70**
Immobilisations financières (nettes)	**1 340,19**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**231 964,31**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	24 643,62
Charges constatées d'avance	92,76
Trésorerie	3 775,67
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**28 512,06**
Comptes de régularisation (III)	4 264,29
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**264 740,66**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	77 396,33
Neutralisations et régularisations	-3 549,02
Réserves	69 320,59
Report à nouveau	8 926,00
Résultat de l'exercice	3 622,35
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	35 571,84
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**191 288,10**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	46 558,24
Dettes financières et autres emprunts	2 685,44
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**49 243,68**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 662,90
Autres dettes non financières	19 194,84
Produits constatés d'avance	3 335,36
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**24 193,10**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**73 436,79**
Comptes de régularisation (III)	15,78
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**264 740,66**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	8 070,71	8 122,57
Participations	4 469,84	4 528,17
Compensations, autres attributions et autres participations	3 137,41	3 108,12
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	55 168,07	53 354,10
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	8 419,36	8 867,61
Produits des cessions d'actifs	67,06	755,06
Autres produits de gestion	1 124,93	1 410,62
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	120,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	43,80	26,16
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	147,37	120,92
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**80 768,56**	**80 293,35**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	16 797,63	16 792,60
Charges de personnel	28 117,05	26 955,92
Indemnités des élus (et membres du CESR)	644,33	671,93
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	305,95	476,76
Impôts et taxes	926,75	942,96
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	3 938,08	3 481,51
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	164,50	479,59
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	49,93	396,40

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**50 944,23**	**50 197,68**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	9 693,03	9 931,30
Autres charges	15 107,22	15 881,88
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**24 800,25**	**25 813,19**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**5 024,08**	**4 282,48**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**1 112,87**	**1 167,12**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**2 514,60**	**2 799,83**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-1 401,73**	**-1 632,71**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**3 622,35**	**2 649,78**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

MODALITES DE VOTE DU BUDGET — A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 124 629,27	1 760 389,80	56,34	651 792,58
204	Subventions d'équipement versées (6)	3 062 465,57	1 627 906,27	53,16	80 763,44
21	Immobilisations corporelles	3 677 111,61	2 018 463,79	54,89	279 746,46
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	19 715 338,67	10 963 857,50	55,61	5 650 537,20
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**29 579 545,12**	**16 370 617,36**	**55,34**	**6 662 839,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	26 496,00	26 495,68	100,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 916 133,50	4 916 103,31	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	117 510,00	22 650,00	19,27	178 800,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	73 915,00	49,28	0,00
Total des dépenses financières		**5 210 139,50**	**5 039 163,99**	**96,72**	**178 800,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	12 853 831,53	2 859 801,08	22,25	1 540 200,32
Total des dépenses réelles d'investissement		**47 643 516,15**	**24 269 582,43**	**50,94**	**8 381 840,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*43 804,44*	*191 172,52*	*436,42*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*2 900 000,00*	*2 890 030,49*	*99,66*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**2 943 804,44**	**3 081 203,01**	**104,67**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**50 587 320,59**	**27 350 785,44**	**54,07**	**8 381 840,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**7 788 759,47**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**58 376 080,06**	**27 350 785,44**		**8 381 840,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	12 739 541,55	2 271 142,96	17,83	9 632 439,33
16	Emprunts et dettes assimilées	7 392 600,00	5 402 425,80	73,08	1 990 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	207 182,00	155 017,36	74,82	52 164,64
21	Immobilisations corporelles	14 856,00	1 080 856,00	7 275,55	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 531 811,74	4 742 784,95	62,97	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	84 921,00	56,61	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	14 015 496,93	2 160 997,83	15,42	3 828 352,54
Total des recettes réelles d'investissement		**42 101 488,22**	**15 898 145,90**	**37,76**	**15 502 956,51**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*8 295 305,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*5 079 286,84*	*5 223 872,39*	*102,85*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*2 900 000,00*	*2 890 030,49*	*99,66*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**16 274 591,84**	**8 113 902,88**	**49,86**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**58 376 080,06**	**24 012 048,78**	**41,13**	**15 502 956,51**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**58 376 080,06**	**24 012 048,78**		**15 502 956,51**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	17 981 492,22	15 335 465,83	1 131 457,55	16 466 923,38	91,58	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	30 400 000,00	29 966 614,18	74 814,27	30 041 428,45	98,82	0,00
014	Atténuations de produits	35 774 120,00	35 105 569,91	687 004,86	35 792 574,77	100,05	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	26 410 982,94	25 334 992,18	351 836,53	25 686 828,71	97,26	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**110 566 595,16**	**105 742 642,10**	**2 245 113,21**	**107 987 755,31**	**97,67**	**0,00**
66	Charges financières	1 224 550,00	840 076,77	253 092,60	1 093 169,37	89,27	0,00
67	Charges spécifiques	50 000,00	63 703,42	0,00	63 703,42	127,41	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	400 062,00	350 061,13	0,00	350 061,13	87,50	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**112 241 207,16**	**106 996 483,42**	**2 498 205,81**	**109 494 689,23**	**97,55**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*8 295 305,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*5 079 286,84*	*5 223 872,39*	*0,00*	*5 223 872,39*	*102,85*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**13 374 591,84**	**5 223 872,39**	**0,00**	**5 223 872,39**	**39,06**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**125 615 799,00**	**112 220 355,81**	**2 498 205,81**	**114 718 561,62**	**91,32**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**125 615 799,00**	**112 220 355,81**	**2 498 205,81**	**114 718 561,62**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	570 525,38	666 910,05	0,00	666 910,05	116,89	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 503 373,77	6 171 139,38	2 248 224,74	8 419 364,12	99,01	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	23 613 570,00	23 762 562,00	0,00	23 762 562,00	100,63	0,00
731	Fiscalité locale	65 994 201,00	65 222 745,80	1 120 191,00	66 342 936,80	100,53	0,00
74	Dotations et participations	15 696 496,00	15 517 497,83	1 015 608,68	16 533 106,51	105,33	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 070 457,00	887 497,57	11 454,00	898 951,57	83,98	0,00
Total des recettes de gestion des services		**115 448 623,15**	**112 228 352,63**	**4 395 478,42**	**116 623 831,05**	**101,02**	**0,00**
76	Produits financiers	1 117 088,00	1 112 871,17	0,00	1 112 871,17	99,62	0,00
77	Produits spécifiques	80 288,00	293 037,28	0,00	293 037,28	364,98	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**116 645 999,15**	**113 754 261,08**	**4 395 478,42**	**118 149 739,50**	**101,29**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*43 804,44*	*191 172,52*	*0,00*	*191 172,52*	*436,42*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**43 804,44**	**191 172,52**	**0,00**	**191 172,52**	**436,42**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**116 689 803,59**	**113 945 433,60**	**4 395 478,42**	**118 340 912,02**	**101,41**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**8 925 995,41**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**125 615 799,00**	**113 945 433,60**	**4 395 478,42**	**118 340 912,02**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	1 532 272,47	0,00	1 532 272,47	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	7 750,66	0,00	7 750,66	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	223 951,80	3 585,13	220 366,67	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 124 629,27	1 763 974,93	3 585,13	1 760 389,80	1 364 239,47
2041412	Bâtiments et installations	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00
204182	Bâtiments et installations	0,00	752 505,00	0,00	752 505,00	0,00
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	25 696,27	0,00	25 696,27	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	29 500,00	0,00	29 500,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	420 205,00	0,00	420 205,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	3 062 465,57	1 627 906,27	0,00	1 627 906,27	1 434 559,30
2115	Terrains bâtis	0,00	70 009,64	0,00	70 009,64	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	2 682,00	0,00	2 682,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	68 866,64	0,00	68 866,64	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	12 308,75	0,00	12 308,75	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	669 013,46	0,00	669 013,46	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	151 523,89	0,00	151 523,89	0,00
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00
21752	Installations de voirie	0,00	6 852,18	0,00	6 852,18	0,00
21821	Matériel de transport ferroviaire	0,00	7 800,00	0,00	7 800,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	458 421,17	0,00	458 421,17	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	409 893,74	0,00	409 893,74	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	45 423,77	0,00	45 423,77	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2185	Matériel de téléphonie	0,00	14 470,93	0,00	14 470,93	0,00
2188	Autres	0,00	71 197,62	0,00	71 197,62	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 677 111,61	2 018 463,79	0,00	2 018 463,79	1 658 647,82
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	689 104,36	0,00	689 104,36	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	285 657,57	0,00	285 657,57	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	627 248,60	0,00	627 248,60	0,00
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	7 915 458,53	0,00	7 915 458,53	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	1 446 388,44	0,00	1 446 388,44	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	19 631 398,67	10 963 857,50	0,00	10 963 857,50	8 667 541,17
Total des dépenses d'équipement		**29 495 605,12**	**16 374 202,49**	**3 585,13**	**16 370 617,36**	**13 124 987,76**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00
1328	Autres	0,00	14 495,68	0,00	14 495,68	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	26 496,00	26 495,68	0,00	26 495,68	0,32
1641	Emprunts en euros	0,00	4 465 303,04	0,00	4 465 303,04	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 605,00	0,00	1 605,00	0,00
16871	État et établissements nationaux	0,00	195 886,50	0,00	195 886,50	0,00
168741	Communes membres du GFP	0,00	253 308,77	0,00	253 308,77	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 916 133,50	4 916 103,31	0,00	4 916 103,31	30,19
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	22 650,00	0,00	22 650,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	201 450,00	22 650,00	0,00	22 650,00	178 800,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	325,00	0,00	325,00	0,00
27632	Régions	0,00	73 590,00	0,00	73 590,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	150 000,00	73 915,00	0,00	73 915,00	76 085,00
Total des dépenses financières		**5 294 079,50**	**5 039 163,99**	**0,00**	**5 039 163,99**	**254 915,51**
4581009	Opération pour compte tiers n° 4581009	28 442,42	14 329,60	0,00	14 329,60	14 112,82
458101	Opération pour compte tiers n° 458101	1 700 000,00	1 469 617,00	6 002,00	1 463 615,00	236 385,00
458102	Opération pour compte tiers n° 458102	936 000,00	258 300,00	0,00	258 300,00	677 700,00
4581034	Opération pour compte tiers n° 4581034	64 359,55	9 521,45	0,00	9 521,45	54 838,10
4581035	Opération pour compte tiers n° 4581035	56 940,00	22 960,80	0,00	22 960,80	33 979,20
4581036	Opération pour compte tiers n° 4581036	3 491 560,46	84 751,45	0,00	84 751,45	3 406 809,01
4581037	Opération pour compte tiers n° 4581037	2 449,15	0,00	0,00	0,00	2 449,15
4581039	Opération pour compte tiers n° 4581039	1 781 486,08	451 506,83	0,00	451 506,83	1 329 979,25
4581042	Opération pour compte tiers n° 4581042	86 532,58	45,00	0,00	45,00	86 487,58
4581043	Opération pour compte tiers n° 4581043	508 895,00	178 301,53	0,00	178 301,53	330 593,47
4581044	Opération pour compte tiers n° 4581044	1 344,24	985,00	0,00	985,00	359,24
4581046	Opération pour compte tiers n° 4581046	9 447,53	9 230,00	0,00	9 230,00	217,53
4581048	Opération pour compte tiers n° 4581048	173 623,85	155 255,94	0,00	155 255,94	18 367,91
4581050	Opération pour compte tiers n° 4581050	511 104,00	13 089,60	0,00	13 089,60	498 014,40
4581051	Opération pour compte tiers n° 4581051	624 000,00	0,00	0,00	0,00	624 000,00
4581052	Opération pour compte tiers n° 4581052	69 960,00	0,00	0,00	0,00	69 960,00
4581053	Opération pour compte tiers n° 4581053	88 943,87	41 064,00	0,00	41 064,00	47 879,87
4581054	Opération pour compte tiers n° 4581054	504,00	0,00	0,00	0,00	504,00
4581055	Opération pour compte tiers n° 4581055	359 568,00	0,00	0,00	0,00	359 568,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4581056	Opération pour compte tiers n° 4581056	700 800,00	4 207,80	0,00	4 207,80	696 592,20
4581057	Opération pour compte tiers n° 4581057	28 870,80	28 870,80	0,00	28 870,80	0,00
4581058	Opération pour compte tiers n° 4581058	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
4581059	Opération pour compte tiers n° 4581059	120 000,00	5 943,68	0,00	5 943,68	114 056,32
4581060	Opération pour compte tiers n° 4581060	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
4581061	Opération pour compte tiers n° 4581061	74 000,00	64 920,00	0,00	64 920,00	9 080,00
4581062	Opération pour compte tiers n° 4581062	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
4581063	Opération pour compte tiers n° 4581063	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
4581064	Opération pour compte tiers n° 4581064	300 000,00	16 560,60	0,00	16 560,60	283 439,40
4581065	Opération pour compte tiers n° 4581065	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
4581067	Opération pour compte tiers n° 4581067	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
4581068	Opération pour compte tiers n° 4581068	300 000,00	31 916,40	0,00	31 916,40	268 083,60
4581069	Opération pour compte tiers n° 4581069	360 000,00	4 425,60	0,00	4 425,60	355 574,40
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	12 853 831,53	2 865 803,08	6 002,00	2 859 801,08	9 994 030,45
Total des dépenses réelles d'investissement		**47 643 516,15**	**24 279 169,56**	**9 587,13**	**24 269 582,43**	**23 373 933,72**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*43 804,44*	*0,00*	*43 804,44*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*147 368,08*	*0,00*	*147 368,08*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*191 172,52*	*191 172,52*	*0,00*	*191 172,52*	*0,00*
21311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*	*29 231,91*	*0,00*	*29 231,91*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*62 447,87*	*0,00*	*62 447,87*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*656,87*	*0,00*	*656,87*	*0,00*
2145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*	*0,00*	*10 519,45*	*0,00*	*10 519,45*	*0,00*
2148	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*	*0,00*	*5 040,00*	*0,00*	*5 040,00*	*0,00*
21578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*89 223,60*	*0,00*	*89 223,60*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
217314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*142 235,57*	*0,00*	*142 235,57*	*0,00*
217318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*22 950,83*	*0,00*	*22 950,83*	*0,00*
21752	*Installations de voirie*	*0,00*	*16 040,30*	*4 284,00*	*11 756,30*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*2 529,11*	*0,00*	*2 529,11*	*0,00*
21848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*1 883,27*	*0,00*	*1 883,27*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*42 893,33*	*0,00*	*42 893,33*	*0,00*
2314	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*6 785,55*	*0,00*	*6 785,55*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*25 381,13*	*0,00*	*25 381,13*	*0,00*
2317	*Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition*	*0,00*	*2 436 495,70*	*0,00*	*2 436 495,70*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*2 900 000,00*	*2 894 314,49*	*4 284,00*	*2 890 030,49*	*9 969,51*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***3 091 172,52***	***3 085 487,01***	***4 284,00***	***3 081 203,01***	***9 969,51***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**50 734 688,67**	**27 364 656,57**	**13 871,13**	**27 350 785,44**	**23 383 903,23**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**7 788 759,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**58 523 448,14**	**27 364 656,57**	**13 871,13**	**27 350 785,44**	**31 172 662,70**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	67 909,75	0,00	67 909,75	0,00
1313	Départements	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	248 068,86	0,00	248 068,86	0,00
1322	Régions	0,00	481 264,20	0,00	481 264,20	0,00
13258	Autres groupements	0,00	32 016,54	0,00	32 016,54	0,00
1328	Autres	0,00	385 720,90	0,00	385 720,90	0,00
1348	Autres	0,00	1 046 162,71	0,00	1 046 162,71	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	12 739 541,55	2 271 142,96	0,00	2 271 142,96	10 468 398,59
1641	Emprunts en euros	0,00	5 400 000,00	0,00	5 400 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 425,80	0,00	2 425,80	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	7 392 600,00	5 402 425,80	0,00	5 402 425,80	1 990 174,20
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	155 017,36	0,00	155 017,36	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	207 182,00	155 017,36	0,00	155 017,36	52 164,64
21538	Autres réseaux	0,00	14 856,00	0,00	14 856,00	0,00
217314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	1 066 000,00	0,00	1 066 000,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	14 856,00	1 080 856,00	0,00	1 080 856,00	-1 066 000,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 344 710,21	0,00	1 344 710,21	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 398 074,74	0,00	3 398 074,74	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	7 531 811,74	4 742 784,95	0,00	4 742 784,95	2 789 026,79

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27632	Régions	0,00	84 921,00	0,00	84 921,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	150 000,00	84 921,00	0,00	84 921,00	65 079,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-17 056,90	0,00	0,00	0,00	0,00
4582009	Opération pour compte tiers n° 4582009	349 551,51	107 714,35	0,00	107 714,35	241 837,16
458201	Opération pour compte tiers n° 458201	1 700 000,00	361 548,00	0,00	361 548,00	1 338 452,00
458202	Opération pour compte tiers n° 458202	900 000,00	258 300,00	0,00	258 300,00	641 700,00
4582024	Opération pour compte tiers n° 4582024	38 167,38	38 057,71	0,00	38 057,71	109,67
4582030	Opération pour compte tiers n° 4582030	206 391,25	200 000,00	0,00	200 000,00	6 391,25
4582034	Opération pour compte tiers n° 4582034	200 141,25	134 642,90	0,00	134 642,90	65 498,35
4582035	Opération pour compte tiers n° 4582035	56 940,00	17 616,00	0,00	17 616,00	39 324,00
4582036	Opération pour compte tiers n° 4582036	3 492 000,79	0,00	0,00	0,00	3 492 000,79
4582037	Opération pour compte tiers n° 4582037	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
4582039	Opération pour compte tiers n° 4582039	1 600 000,00	431 787,46	0,00	431 787,46	1 168 212,54
4582041	Opération pour compte tiers n° 4582041	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
4582042	Opération pour compte tiers n° 4582042	96 639,36	10 106,78	0,00	10 106,78	86 532,58
4582043	Opération pour compte tiers n° 4582043	518 704,80	0,00	0,00	0,00	518 704,80
4582044	Opération pour compte tiers n° 4582044	54 356,16	47 027,92	0,00	47 027,92	7 328,24
4582045	Opération pour compte tiers n° 4582045	111 771,99	10 000,00	0,00	10 000,00	101 771,99
4582046	Opération pour compte tiers n° 4582046	33 067,79	23 940,48	0,00	23 940,48	9 127,31
4582048	Opération pour compte tiers n° 4582048	483 868,65	383 319,71	0,00	383 319,71	100 548,94
4582050	Opération pour compte tiers n° 4582050	518 400,00	0,00	0,00	0,00	518 400,00
4582051	Opération pour compte tiers n° 4582051	624 000,00	0,00	0,00	0,00	624 000,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4582052	Opération pour compte tiers n° 4582052	69 960,00	0,00	0,00	0,00	69 960,00
4582053	Opération pour compte tiers n° 4582053	117 920,00	59 643,74	24 600,00	35 043,74	82 876,26
4582054	Opération pour compte tiers n° 4582054	46 904,00	46 400,00	0,00	46 400,00	504,00
4582055	Opération pour compte tiers n° 4582055	360 000,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
4582056	Opération pour compte tiers n° 4582056	700 800,00	0,00	0,00	0,00	700 800,00
4582057	Opération pour compte tiers n° 4582057	55 912,00	55 492,78	0,00	55 492,78	419,22
4582058	Opération pour compte tiers n° 4582058	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
4582059	Opération pour compte tiers n° 4582059	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
4582060	Opération pour compte tiers n° 4582060	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
4582061	Opération pour compte tiers n° 4582061	74 000,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00
4582062	Opération pour compte tiers n° 4582062	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
4582063	Opération pour compte tiers n° 4582063	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
4582064	Opération pour compte tiers n° 4582064	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
4582065	Opération pour compte tiers n° 4582065	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
4582067	Opération pour compte tiers n° 4582067	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
4582068	Opération pour compte tiers n° 4582068	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
4582069	Opération pour compte tiers n° 4582069	360 000,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	14 015 496,93	2 185 597,83	24 600,00	2 160 997,83	11 854 499,10
Total des recettes réelles d'investissement		**42 034 431,32**	**15 922 745,90**	**24 600,00**	**15 898 145,90**	**26 136 285,42**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 295 305,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*49 928,15*	*0,00*	*49 928,15*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*145 207,03*	*0,00*	*145 207,03*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*19 289,80*	*0,00*	*19 289,80*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*19 880,00*	*0,00*	*19 880,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*331,00*	*0,00*	*331,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2804113	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*48 104,00*	*0,00*	*48 104,00*	*0,00*
2804122	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*3 640,00*	*0,00*	*3 640,00*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*6 000,00*	*0,00*	*6 000,00*	*0,00*
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*1 020,00*	*0,00*	*1 020,00*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*223 915,63*	*0,00*	*223 915,63*	*0,00*
28041481	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*664,87*	*0,00*	*664,87*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*189 396,00*	*0,00*	*189 396,00*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*221 799,41*	*0,00*	*221 799,41*	*0,00*
2804183	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*6 944,00*	*0,00*	*6 944,00*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*14 115,00*	*0,00*	*14 115,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*894 289,87*	*0,00*	*894 289,87*	*0,00*
2804411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*8 437,54*	*0,00*	*8 437,54*	*0,00*
2804412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*6 486,46*	*0,00*	*6 486,46*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*370 465,22*	*0,00*	*370 465,22*	*0,00*
28087	*Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition*	*0,00*	*5 688,00*	*0,00*	*5 688,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*3 161,77*	*0,00*	*3 161,77*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*552,00*	*0,00*	*552,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*11 245,68*	*0,00*	*11 245,68*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*147 820,00*	*0,00*	*147 820,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*11 701,78*	*0,00*	*11 701,78*	*0,00*
28141	*Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics*	*0,00*	*1 777,94*	*0,00*	*1 777,94*	*0,00*
28142	*Constructions sur sol d'autrui - Immeubles de rapport*	*0,00*	*5 147,00*	*0,00*	*5 147,00*	*0,00*
28145	*Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements*	*0,00*	*106,21*	*0,00*	*106,21*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*1 644,19*	*0,00*	*1 644,19*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*14 262,00*	*0,00*	*14 262,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*7 709,31*	*0,00*	*7 709,31*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*7 332,00*	*0,00*	*7 332,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*240,00*	*0,00*	*240,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*257 833,09*	*0,00*	*257 833,09*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*145 053,03*	*0,00*	*145 053,03*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*37 723,82*	*0,00*	*37 723,82*	*0,00*
281735	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*4 432,98*	*0,00*	*4 432,98*	*0,00*
281751	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*3 954,32*	*0,00*	*3 954,32*	*0,00*
281752	*Installations de voirie*	*0,00*	*300,00*	*0,00*	*300,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*15 283,80*	*0,00*	*15 283,80*	*0,00*
281821	*Matériel de transport ferroviaire*	*0,00*	*784,00*	*0,00*	*784,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*310 539,36*	*0,00*	*310 539,36*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*289 934,42*	*0,00*	*289 934,42*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*126 516,30*	*0,00*	*126 516,30*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*8 598,14*	*0,00*	*8 598,14*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*153 188,70*	*0,00*	*153 188,70*	*0,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*0,00*	*1 421 428,57*	*0,00*	*1 421 428,57*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*5 293 711,82*	*5 223 872,39*	*0,00*	*5 223 872,39*	*69 839,43*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*2 548 299,43*	*4 284,00*	*2 544 015,43*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*42 438,58*	*0,00*	*42 438,58*	*0,00*
237	*Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles*	*0,00*	*1 937,19*	*0,00*	*1 937,19*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*301 639,29*	*0,00*	*301 639,29*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*2 900 000,00*	*2 894 314,49*	*4 284,00*	*2 890 030,49*	*9 969,51*
Total des recettes d'ordre en investissement		***16 489 016,82***	***8 118 186,88***	***4 284,00***	***8 113 902,88***	***8 375 113,94***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**58 523 448,14**	**24 040 932,78**	**28 884,00**	**24 012 048,78**	**34 511 399,36**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**58 523 448,14**	**24 040 932,78**	**28 884,00**	**24 012 048,78**	**34 511 399,36**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	91 623,98	2 124,07	89 499,91	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	117 939,25	0,58	117 938,67	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 043 635,26	133 198,38	910 436,88	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	257 389,80	0,00	257 389,80	0,00
60621	Combustibles	0,00	3 244,77	1 023,00	2 221,77	0,00
60622	Carburants	0,00	317 594,11	6 876,18	310 717,93	0,00
60623	Alimentation	0,00	11 166,06	105,00	11 061,06	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	33 394,87	0,00	33 394,87	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	46 946,88	0,00	46 946,88	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	27 650,48	1 054,58	26 595,90	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	514 287,74	53 366,93	460 920,81	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	63 706,91	864,48	62 842,43	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	30 612,63	2,50	30 610,13	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	1 829,40	0,00	1 829,40	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	2 249,35	0,00	2 249,35	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	202 156,81	3 355,90	198 800,91	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	9 852 504,99	713 962,23	9 138 542,76	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	462 498,73	9 390,00	453 108,73	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	108 094,14	17 130,01	90 964,13	0,00
61358	Autres	0,00	10 245,96	0,00	10 245,96	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	84 960,28	0,00	84 960,28	0,00
61521	Terrains	0,00	28 020,00	28 020,00	0,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	342 354,05	72 621,03	269 733,02	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
615231	Voiries	0,00	5 333,44	0,00	5 333,44	0,00
615232	Réseaux	0,00	127 494,44	29 407,45	98 086,99	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	550 951,62	1 726,63	549 224,99	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	51 177,45	230,75	50 946,70	0,00
6156	Maintenance	0,00	647 403,44	150 617,84	496 785,60	0,00
6168	Autres	0,00	302 761,81	11 696,72	291 065,09	0,00
617	Études et recherches	0,00	150 911,12	55 115,11	95 796,01	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	32 333,72	2 994,61	29 339,11	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	68 487,57	0,00	68 487,57	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	3 182,00	0,00	3 182,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	7 119,84	0,00	7 119,84	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	60 089,74	9 510,00	50 579,74	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	28 652,40	2 850,00	25 802,40	0,00
6228	Divers	0,00	9 102,10	1 040,00	8 062,10	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	187 154,01	1 562,00	185 592,01	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	86 466,30	6 278,33	80 187,97	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	9 455,04	0,00	9 455,04	0,00
6234	Réceptions	0,00	39 755,49	849,77	38 905,72	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	141 772,69	226,00	141 546,69	0,00
6238	Divers	0,00	33 153,47	1 150,00	32 003,47	0,00
6241	Transports de biens	0,00	47 199,13	0,00	47 199,13	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	7 864,18	0,00	7 864,18	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	180,00	0,00	180,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	54 172,39	3 148,81	51 023,58	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6261	Frais d'affranchissement	0,00	34 861,57	1 153,18	33 708,39	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	63 565,22	6 099,64	57 465,58	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	29 632,93	54,03	29 578,90	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	95 415,06	500,00	94 915,06	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	73 858,54	5 887,20	67 971,34	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	390 548,32	13 866,30	376 682,02	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	604 539,79	19 724,41	584 815,38	0,00
62878	A des tiers	0,00	48 868,00	0,03	48 867,97	0,00
6288	Autres	0,00	11 299,76	0,00	11 299,76	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	125 922,86	13 420,00	112 502,86	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	3 792,00	0,00	3 792,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	2 939,56	1 396,52	1 543,04	0,00
6358	Autres droits	0,00	7 891,00	0,00	7 891,00	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	35 134,13	0,00	35 134,13	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	18 041 492,22	17 850 523,58	1 383 600,20	16 466 923,38	1 574 568,84
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	658 677,07	181 484,31	477 192,76	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	15 844,74	1 462,98	14 381,76	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	294 983,35	0,00	294 983,35	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	81 508,07	0,00	81 508,07	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	389 399,36	0,00	389 399,36	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	11 363 780,08	0,00	11 363 780,08	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	240 694,87	0,00	240 694,87	0,00
64113	NBI	0,00	152 757,23	0,00	152 757,23	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	2 767 664,87	0,00	2 767 664,87	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64121	Rémunération principale	0,00	23 297,81	0,00	23 297,81	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	7 364,00	0,00	7 364,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	4 919 433,82	4 035,48	4 915 398,34	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	81 619,28	0,00	81 619,28	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	5 180,00	0,00	5 180,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	97 948,92	0,00	97 948,92	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	21 690,90	0,00	21 690,90	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	3 289 455,45	0,00	3 289 455,45	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	4 479 580,98	0,00	4 479 580,98	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	203 790,87	0,00	203 790,87	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	175 760,82	0,00	175 760,82	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	44 301,22	0,00	44 301,22	0,00
64731	Versées directement	0,00	16 082,61	0,00	16 082,61	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	53 047,21	163,39	52 883,82	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	844 711,08	0,00	844 711,08	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	30 400 000,00	30 228 574,61	187 146,16	30 041 428,45	358 571,55
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	187 156,59	0,00	187 156,59	0,00
739156	Reversement sur taxe de versement mobilité	0,00	9 249 709,28	0,00	9 249 709,28	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	18 952 304,00	0,00	18 952 304,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	1 737 292,00	0,00	1 737 292,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	2 863 666,00	0,00	2 863 666,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	1 898 523,00	0,00	1 898 523,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00	0,00
7498	Autres reversements sur dotations et participations	0,00	855 149,90	0,00	855 149,90	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 014	Atténuations de produits	35 793 120,00	35 792 574,77	0,00	35 792 574,77	545,23
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
65188	Autres	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	458 897,74	164,43	458 733,31	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	3 091,57	0,00	3 091,57	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	29 790,29	0,00	29 790,29	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	152 718,81	0,00	152 718,81	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	79 287,33	0,00	79 287,33	0,00
65568	Autres contributions	0,00	15 806 843,48	699 628,37	15 107 215,11	0,00
65733	Départements	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	11 600,00	0,00	11 600,00	0,00
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	6 900 000,00	0,00	6 900 000,00	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	2 614 144,25	0,00	2 614 144,25	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	3 098,10	0,00	3 098,10	0,00
65818	Autres	0,00	24 580,56	17 333,68	7 246,88	0,00
65888	Autres	0,00	231 903,06	0,00	231 903,06	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	26 281 982,94	26 403 955,19	717 126,48	25 686 828,71	595 154,23
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**110 516 595,16**	**110 275 628,15**	**2 287 872,84**	**107 987 755,31**	**2 528 839,85**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	1 095 342,89	0,00	1 095 342,89	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	253 092,60	305 883,14	-52 790,54	0,00
661131	aux communes membres du GFP	0,00	50 485,41	0,00	50 485,41	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6688	Autres	0,00	131,61	0,00	131,61	0,00
total chapitre 66	Charges financières	1 224 550,00	1 399 052,51	305 883,14	1 093 169,37	131 380,63
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	63 703,42	0,00	63 703,42	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	100 000,00	63 703,42	0,00	63 703,42	36 296,58
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	350 061,13	0,00	350 061,13	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	400 062,00	350 061,13	0,00	350 061,13	50 000,87
Total des dépenses réelles et mixtes		**112 241 207,16**	**112 088 445,21**	**2 593 755,98**	**109 494 689,23**	**2 746 517,93**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*8 295 305,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*164 496,83*	*0,00*	*164 496,83*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*49 928,15*	*0,00*	*49 928,15*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*3 588 018,84*	*0,00*	*3 588 018,84*	*0,00*
6862	*Dotations aux amortissements des charges financières à répartir*	*0,00*	*1 421 428,57*	*0,00*	*1 421 428,57*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*5 293 711,82*	*5 223 872,39*	*0,00*	*5 223 872,39*	*69 839,43*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***13 589 016,82***	***5 223 872,39***	***0,00***	***5 223 872,39***	***8 365 144,43***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**125 830 223,98**	**117 312 317,60**	**2 593 755,98**	**114 718 561,62**	**11 111 662,36**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**125 830 223,98**	**117 312 317,60**	**2 593 755,98**	**114 718 561,62**	**11 111 662,36**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	182 142,23	0,00	182 142,23	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	484 767,82	0,00	484 767,82	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	570 525,38	666 910,05	0,00	666 910,05	-96 384,67
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	472 713,39	0,00	472 713,39	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	2 484,46	0,00	2 484,46	0,00
70328	Autres droits de stationnement et de location	0,00	298 558,43	36 250,00	262 308,43	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	167 967,51	0,00	167 967,51	0,00
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	0,00	3 930 848,59	1 875 662,00	2 055 186,59	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	378 663,10	5 999,62	372 663,48	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	80 327,00	0,00	80 327,00	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	610 420,28	25 326,78	585 093,50	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	687 846,84	36 789,05	651 057,79	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	381 341,75	32 904,95	348 436,80	0,00
706888	Autres	0,00	53 402,21	726,54	52 675,67	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	2 807,55	0,00	2 807,55	0,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	888 957,49	0,00	888 957,49	0,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	968 016,41	33 075,00	934 941,41	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	520 051,00	0,00	520 051,00	0,00
708722	dotés de la personnalité morale	0,00	3 333,57	943,57	2 390,00	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	752 570,06	11 160,43	741 409,63	0,00
70878	par des tiers	0,00	285 220,63	15 135,36	270 085,27	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	7 807,15	0,00	7 807,15	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	8 503 373,77	10 493 337,42	2 073 973,30	8 419 364,12	84 009,65
73211	Attribution de compensation	0,00	27 092,00	0,00	27 092,00	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	16 621 742,00	0,00	16 621 742,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	7 050 667,00	0,00	7 050 667,00	0,00
7358	Autres	0,00	63 061,00	0,00	63 061,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	23 613 570,00	23 762 562,00	0,00	23 762 562,00	-148 992,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	17 283 157,00	0,00	17 283 157,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	1 371 898,00	17 567,00	1 354 331,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	856 435,00	0,00	856 435,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	402 902,00	0,00	402 902,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	31 494 757,00	0,00	31 494 757,00	0,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	1 929 735,00	0,00	1 929 735,00	0,00
73156	Versement mobilité	0,00	14 069 410,80	1 047 791,00	13 021 619,80	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	65 994 201,00	67 408 294,80	1 065 358,00	66 342 936,80	-348 735,80
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	2 130 490,00	0,00	2 130 490,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	5 698 388,00	0,00	5 698 388,00	0,00
744	FCTVA	0,00	18 320,05	0,00	18 320,05	0,00
74611	DGD	0,00	223 512,00	0,00	223 512,00	0,00
74718	Autres	0,00	1 037 219,85	248 068,58	789 151,27	0,00
7472	Régions	0,00	679 375,90	45 050,00	634 325,90	0,00
7473	Départements	0,00	176 738,01	29 000,16	147 737,85	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
74771	Fonds social européen	0,00	969 789,30	671 066,67	298 722,63	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	23 600,00	0,00	23 600,00	0,00
747818	Autres	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00	0,00
747888	Autres	0,00	3 030 081,72	464 779,23	2 565 302,49	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	3 809 045,00	0,00	3 809 045,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	570,00	0,00	570,00	0,00
748381	Compensation liée au relèvement du seuil des personnes assujetties au versement mobilité	0,00	134 167,32	0,00	134 167,32	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	15 696 496,00	17 991 071,15	1 457 964,64	16 533 106,51	-836 610,51
752	Revenus des immeubles	0,00	595 802,46	2 618,02	593 184,44	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	49 140,00	49 140,00	0,00	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	27,66	0,00	27,66	0,00
75888	Autres	0,00	317 193,47	11 454,00	305 739,47	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1 070 457,00	962 163,59	63 212,02	898 951,57	171 505,43
Total des recettes de gestion des services		**115 448 623,15**	**121 284 339,01**	**4 660 507,96**	**116 623 831,05**	**-1 175 207,90**
76811	Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées	0,00	1 111 787,90	0,00	1 111 787,90	0,00
7688	Autres	0,00	1 083,27	0,00	1 083,27	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	1 117 088,00	1 112 871,17	0,00	1 112 871,17	4 216,83
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	225 980,38	0,00	225 980,38	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	67 056,90	0,00	67 056,90	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	147 344,90	293 037,28	0,00	293 037,28	-145 692,38
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00	-120 000,00
Total des recettes réelles et mixtes		**116 713 056,05**	**122 810 247,46**	**4 660 507,96**	**118 149 739,50**	**-1 436 683,45**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*147 368,08*	*0,00*	*147 368,08*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*43 804,44*	*0,00*	*43 804,44*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*191 172,52*	*191 172,52*	*0,00*	*191 172,52*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***191 172,52***	***191 172,52***	***0,00***	***191 172,52***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**116 904 228,57**	**123 001 419,98**	**4 660 507,96**	**118 340 912,02**	**-1 436 683,45**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**8 925 995,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**125 830 223,98**	**123 001 419,98**	**4 660 507,96**	**118 340 912,02**	**7 489 311,96**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		24 913 133,85	12 088 009,39	12 825 124,46	12 977 048,33
Autres immobilisations incorporelles		7 060 136,85	1 902 364,63	5 157 772,22	6 393 572,10
Immobilisations incorporelles en cours		135 595,72	0,00	135 595,72	1 550 683,79
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		16 770 418,77	10 087,32	16 760 331,45	16 686 833,58
Constructions		97 960 209,52	2 380 933,05	95 579 276,47	62 878 589,12
Réseaux et installations de voirie		13 642 481,87	59 672,13	13 582 809,74	10 603 707,92
Réseaux divers		3 640 843,12	14 856,00	3 625 987,12	3 269 603,88
Installations techniques, agencements et matériel		8 510 909,81	6 175 240,26	2 335 669,55	2 304 841,91
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		14 617 062,46	10 540 996,17	4 076 066,29	3 969 291,40
Immobilisations corporelles en cours		48 903 790,93	0,00	48 903 790,93	72 155 599,79
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		27 641 701,62	0,00	27 641 701,62	26 886 411,69
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		1 340 188,82	0,00	1 340 188,82	1 328 544,82
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**265 136 473,34**	**33 172 158,95**	**231 964 314,39**	**221 004 728,33**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		3 631 308,26	0,00	3 631 308,26	6 130 706,67
Créances sur les redevables et comptes rattachés		966 775,81	398 040,62	568 735,19	2 773 852,12
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		15 144 738,22	0,00	15 144 738,22	13 292 969,65
Créances sur budgets annexes		164 275,42	0,00	164 275,42	0,00
Créances sur les autres débiteurs		5 134 566,45	0,00	5 134 566,45	2 159 453,27

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		92 760,25	0,00	92 760,25	73 281,28
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**25 134 424,41**	**398 040,62**	**24 736 383,79**	**24 430 262,99**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		3 695 674,19	0,00	3 695 674,19	7 095 708,76
AUTRES		80 000,00	0,00	80 000,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**3 775 674,19**	**0,00**	**3 775 674,19**	**7 095 708,76**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		4 264 285,73	0,00	4 264 285,73	5 685 742,35
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**298 310 857,67**	**33 570 199,57**	**264 740 658,10**	**258 216 442,43**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		6 339 960,84	6 339 960,84
Fonds globalisés		17 833 946,80	16 489 236,59
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		1 465 112,40	1 655 657,17
Rattachées à un actif non amortissable		51 757 312,60	49 590 575,07
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-3 549 015,08	-3 401 878,15
RÉSERVES		69 320 591,98	65 922 517,24
REPORT A NOUVEAU		8 925 995,41	9 674 293,91
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		3 622 350,40	2 649 776,24
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		35 571 840,34	35 532 991,53
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**191 288 095,69**	**184 453 130,44**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	120 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**120 000,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		46 558 239,69	45 676 333,27
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		2 685 444,03	3 332 606,50
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**49 243 683,72**	**49 008 939,77**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 662 904,62	1 511 103,33
Dettes fiscales et sociales		773 548,15	208 631,01
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		12 515 501,21	11 362 535,89

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		5 217 363,02	5 799 967,10
Autres dettes non financières		688 422,69	1 131 834,75
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		3 335 363,71	4 447 151,61
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**24 193 103,40**	**24 461 223,69**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**73 436 787,12**	**73 590 163,46**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		15 775,29	173 148,53
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**264 740 658,10**	**258 216 442,43**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		8 070 710,05	8 122 572,88	-51 862,83
Participations		4 469 840,14	4 528 169,62	-58 329,48
Compensations, autres attributions et autres participations		3 137 406,42	3 108 115,42	29 291,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		55 168 073,93	53 354 102,35	1 813 971,58
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		8 419 364,12	8 867 613,07	-448 248,95
Produits des cessions d'actifs		67 056,90	755 063,08	-688 006,18
Autres produits de gestion		1 124 931,95	1 410 624,46	-285 692,51
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		120 000,00	0,00	120 000,00
Reprises du financement rattaché à un actif		43 804,44	26 164,05	17 640,39
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		147 368,08	120 924,69	26 443,39
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**80 768 556,03**	**80 293 349,62**	**475 206,41**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		16 797 634,87	16 792 603,82	5 031,05
Charges de personnel		28 117 053,10	26 955 923,97	1 161 129,13
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*19 495 254,07*	*19 021 200,45*	*474 053,62*
Dont charges sociales		*8 621 799,03*	*7 934 723,52*	*687 075,51*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		644 333,98	671 933,06	-27 599,08
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		305 951,46	476 756,54	-170 805,08
Impôts et taxes		926 753,81	942 963,25	-16 209,44
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		3 938 079,97	3 481 512,45	456 567,52
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		164 496,83	479 585,27	-315 088,44

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		49 928,15	396 402,50	-346 474,35
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**50 944 232,17**	**50 197 680,86**	**746 551,31**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		9 693 031,58	9 931 303,01	-238 271,43
Dont ménages		*58 000,00*	*42 000,00*	*16 000,00*
Dont personnes morales de droit privé		*2 614 144,25*	*2 601 614,17*	*12 530,08*
Dont collectivités territoriales		*21 600,00*	*5 000,00*	*16 600,00*
Dont autres organismes publics		*6 999 287,33*	*7 282 688,84*	*-283 401,51*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		15 107 215,11	15 881 884,00	-774 668,89
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**24 800 246,69**	**25 813 187,01**	**-1 012 940,32**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**5 024 077,17**	**4 282 481,75**	**741 595,42**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		1 112 871,17	1 167 124,98	-54 253,81
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**1 112 871,17**	**1 167 124,98**	**-54 253,81**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		1 093 037,76	1 378 401,92	-285 364,16
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		131,61	0,00	131,61
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		1 421 428,57	1 421 428,57	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**2 514 597,94**	**2 799 830,49**	**-285 232,55**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-1 401 726,77**	**-1 632 705,51**	**230 978,74**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**3 622 350,40**	**2 649 776,24**	**972 574,16**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	6 339 960,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 339 960,84	0,00	6 339 960,84
10222	F.C.T.V.A.	0,00	16 488 956,69	0,00	0,00	0,00	1 344 710,21	0,00	17 833 666,90	0,00	17 833 666,90
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	279,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279,90	0,00	279,90
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**16 489 236,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 344 710,21**	**0,00**	**17 833 946,80**	**0,00**	**17 833 946,80**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	20 815 891,35	656 567,00	248 485,00	0,00	0,00	656 567,00	21 064 376,35	0,00	20 407 809,35
	Sous Total compte 102	**0,00**	**43 645 088,78**	**656 567,00**	**248 485,00**	**0,00**	**1 344 710,21**	**656 567,00**	**45 238 283,99**	**0,00**	**44 581 716,99**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	65 922 517,24	0,00	0,00	0,00	3 398 074,74	0,00	69 320 591,98	0,00	69 320 591,98
	Sous Total compte 106	**0,00**	**65 922 517,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 398 074,74**	**0,00**	**69 320 591,98**	**0,00**	**69 320 591,98**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**109 567 606,02**	**656 567,00**	**248 485,00**	**0,00**	**4 742 784,95**	**656 567,00**	**114 558 875,97**	**0,00**	**113 902 308,97**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	9 674 293,91	3 398 074,74	2 649 776,24	0,00	0,00	3 398 074,74	12 324 070,15	0,00	8 925 995,41
	Sous Total compte 11	**0,00**	**9 674 293,91**	**3 398 074,74**	**2 649 776,24**	**0,00**	**0,00**	**3 398 074,74**	**12 324 070,15**	**0,00**	**8 925 995,41**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	2 649 776,24	2 649 776,24	0,00	0,00	0,00	2 649 776,24	2 649 776,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 649 776,24**	**2 649 776,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 649 776,24**	**2 649 776,24**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	805 676,66	743,72	0,00	0,00	67 909,75	743,72	873 586,41	0,00	872 842,69
1312	Régions	0,00	392 140,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 140,26	0,00	392 140,26
1313	Départements	0,00	1 846 150,39	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	1 856 150,39	0,00	1 856 150,39
13158	Autres groupements	0,00	38 112,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 112,25	0,00	38 112,25
	Sous Total compte 1315	**0,00**	**38 112,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 112,25**	**0,00**	**38 112,25**
1318	Autres	0,00	455 836,55	305 131,77	0,00	0,00	0,00	305 131,77	455 836,55	0,00	150 704,78
	Sous Total compte 131	**0,00**	**3 537 916,11**	**305 875,49**	**0,00**	**0,00**	**77 909,75**	**305 875,49**	**3 615 825,86**	**0,00**	**3 309 950,37**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux	0,00	8 661 566,30	0,00	0,00	12 000,00	248 068,86	12 000,00	8 909 635,16	0,00	8 897 635,16
1322	Régions	0,00	10 854 234,57	0,00	0,00	0,00	481 264,20	0,00	11 335 498,77	0,00	11 335 498,77
1323	Départements	0,00	13 820 689,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 820 689,34	0,00	13 820 689,34
13241	Communes membres du GFP	0,00	2 734 709,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 734 709,15	0,00	2 734 709,15
13248	Autres communes	0,00	142 095,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 095,53	0,00	142 095,53
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**2 876 804,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 876 804,68**	**0,00**	**2 876 804,68**
13258	Autres groupements	0,00	25 295,90	0,00	0,00	0,00	32 016,54	0,00	57 312,44	0,00	57 312,44
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**25 295,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 016,54**	**0,00**	**57 312,44**	**0,00**	**57 312,44**
13278	Autres fonds européens	0,00	1 857 351,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 857 351,41	0,00	1 857 351,41
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**1 857 351,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 857 351,41**	**0,00**	**1 857 351,41**
1328	Autres	0,00	6 135 442,56	0,00	0,00	14 495,68	385 720,90	14 495,68	6 521 163,46	0,00	6 506 667,78
	Sous Total compte 132	**0,00**	**44 231 384,76**	**0,00**	**0,00**	**26 495,68**	**1 147 070,50**	**26 495,68**	**45 378 455,26**	**0,00**	**45 351 959,58**
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	470 002,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 002,32	0,00	470 002,32
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**470 002,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 002,32**	**0,00**	**470 002,32**
1348	Autres	0,00	4 609 854,46	0,00	0,00	0,00	1 046 162,71	0,00	5 656 017,17	0,00	5 656 017,17
	Sous Total compte 134	**0,00**	**5 079 856,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 046 162,71**	**0,00**	**6 126 019,49**	**0,00**	**6 126 019,49**
1381	État et établissements nationaux	0,00	42 833,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 833,90	0,00	42 833,90
1383	Départements	0,00	46 611,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 611,68	0,00	46 611,68
1384	Communes	0,00	188 707,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 707,81	0,00	188 707,81
1388	Autres	0,00	1 180,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 180,14	0,00	1 180,14
	Sous Total compte 138	**0,00**	**279 333,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279 333,53**	**0,00**	**279 333,53**
13911	État et établissements nationaux	453 459,69	0,00	0,00	743,72	43 804,44	0,00	497 264,13	743,72	496 520,41	0,00
13912	Régions	159 900,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 900,66	0,00	159 900,66	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Départements	1 010 002,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 010 002,15	0,00	1 010 002,15	0,00
139158	Autres groupements	20 956,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 956,22	0,00	20 956,22	0,00
	Sous Total compte 13915	**20 956,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 956,22**	**0,00**	**20 956,22**	**0,00**
13918	Autres	237 940,22	0,00	0,00	80 481,69	0,00	0,00	237 940,22	80 481,69	157 458,53	0,00
	Sous Total compte 1391	**1 882 258,94**	**0,00**	**0,00**	**81 225,41**	**43 804,44**	**0,00**	**1 926 063,38**	**81 225,41**	**1 844 837,97**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**1 882 258,94**	**0,00**	**0,00**	**81 225,41**	**43 804,44**	**0,00**	**1 926 063,38**	**81 225,41**	**1 844 837,97**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**1 882 258,94**	**53 128 491,18**	**305 875,49**	**81 225,41**	**70 300,12**	**2 271 142,96**	**2 258 434,55**	**55 480 859,55**	**0,00**	**53 222 425,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	120 000,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	45 370 450,13	0,00	0,00	4 465 303,04	5 400 000,00	4 465 303,04	50 770 450,13	0,00	46 305 147,09
	Sous Total compte 164	**0,00**	**45 370 450,13**	**0,00**	**0,00**	**4 465 303,04**	**5 400 000,00**	**4 465 303,04**	**50 770 450,13**	**0,00**	**46 305 147,09**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	68 812,76	0,00	0,00	1 605,00	2 425,80	1 605,00	71 238,56	0,00	69 633,56
16871	État et établissements nationaux	0,00	1 175 319,00	0,00	0,00	195 886,50	0,00	195 886,50	1 175 319,00	0,00	979 432,50
168741	Communes membres du GFP	0,00	2 088 474,74	198 788,00	0,00	253 308,77	0,00	452 096,77	2 088 474,74	0,00	1 636 377,97
	Sous Total compte 16874	**0,00**	**2 088 474,74**	**198 788,00**	**0,00**	**253 308,77**	**0,00**	**452 096,77**	**2 088 474,74**	**0,00**	**1 636 377,97**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**3 263 793,74**	**198 788,00**	**0,00**	**449 195,27**	**0,00**	**647 983,27**	**3 263 793,74**	**0,00**	**2 615 810,47**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	305 883,14	305 883,14	253 092,60	0,00	0,00	305 883,14	558 975,74	0,00	253 092,60
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**305 883,14**	**305 883,14**	**253 092,60**	**0,00**	**0,00**	**305 883,14**	**558 975,74**	**0,00**	**253 092,60**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**3 569 676,88**	**504 671,14**	**253 092,60**	**449 195,27**	**0,00**	**953 866,41**	**3 822 769,48**	**0,00**	**2 868 903,07**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**49 008 939,77**	**504 671,14**	**253 092,60**	**4 916 103,31**	**5 402 425,80**	**5 420 774,45**	**54 664 458,17**	**0,00**	**49 243 683,72**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	659 368,45	0,00	107 640,00	107 640,00	0,00	0,00	767 008,45	107 640,00	659 368,45	0,00
	Sous Total compte 18	**659 368,45**	**0,00**	**107 640,00**	**107 640,00**	**0,00**	**0,00**	**767 008,45**	**107 640,00**	**659 368,45**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	914 702,50	0,00	0,00	0,00	147 368,08	49 928,15	1 062 070,58	49 928,15	1 012 142,43	0,00
193	Autres neutralisations et régularisation	2 487 175,65	0,00	49 697,00	0,00	0,00	0,00	2 536 872,65	0,00	2 536 872,65	0,00
	Sous Total compte 19	**3 401 878,15**	**0,00**	**49 697,00**	**0,00**	**147 368,08**	**49 928,15**	**3 598 943,23**	**49 928,15**	**3 549 015,08**	**0,00**
	Total classe 1	**5 943 505,54**	**224 149 107,12**	**7 792 301,61**	**3 340 219,25**	**5 133 771,51**	**12 466 281,86**	**18 869 578,66**	**239 955 608,23**	**6 053 221,50**	**227 139 251,07**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	172 089,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 089,01	0,00	172 089,01	0,00
2031	Frais d'études	5 801 237,97	0,00	0,00	13 371,45	1 536 556,47	2 548 299,43	7 337 794,44	2 561 670,88	4 776 123,56	0,00
2033	Frais d'insertion	61 805,18	0,00	0,00	0,00	7 750,66	42 438,58	69 555,84	42 438,58	27 117,26	0,00
	Sous Total compte 203	**5 863 043,15**	**0,00**	**0,00**	**13 371,45**	**1 544 307,13**	**2 590 738,01**	**7 407 350,28**	**2 604 109,46**	**4 803 240,82**	**0,00**
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	407 182,00	0,00	0,00	207 182,00	0,00	155 017,36	407 182,00	362 199,36	44 982,64	0,00
	Sous Total compte 20411	**407 182,00**	**0,00**	**0,00**	**207 182,00**	**0,00**	**155 017,36**	**407 182,00**	**362 199,36**	**44 982,64**	**0,00**
204122	Bâtiments et installations	109 206,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 206,37	0,00	109 206,37	0,00
	Sous Total compte 20412	**109 206,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 206,37**	**0,00**	**109 206,37**	**0,00**
204132	Bâtiments et installations	90 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	90 000,00	45 000,00	45 000,00	0,00
	Sous Total compte 20413	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**90 000,00**	**45 000,00**	**45 000,00**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	15 314,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 314,38	0,00	15 314,38	0,00
2041412	Bâtiments et installations	3 358 799,16	0,00	0,00	16 022,23	400 000,00	0,00	3 758 799,16	16 022,23	3 742 776,93	0,00
	Sous Total compte 204141	**3 374 113,54**	**0,00**	**0,00**	**16 022,23**	**400 000,00**	**0,00**	**3 774 113,54**	**16 022,23**	**3 758 091,31**	**0,00**
2041481	Biens mobiliers, matériel et études	8 451,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 451,79	0,00	8 451,79	0,00
	Sous Total compte 204148	**8 451,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 451,79**	**0,00**	**8 451,79**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20414	**3 382 565,33**	**0,00**	**0,00**	**16 022,23**	**400 000,00**	**0,00**	**3 782 565,33**	**16 022,23**	**3 766 543,10**	**0,00**
2041582	Bâtiments et installations	3 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 766 000,00	0,00	3 766 000,00	0,00
	Sous Total compte 204158	**3 766 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 766 000,00**	**0,00**	**3 766 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**3 766 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 766 000,00**	**0,00**	**3 766 000,00**	**0,00**
204182	Bâtiments et installations	3 726 365,82	0,00	0,00	100 000,00	752 505,00	0,00	4 478 870,82	100 000,00	4 378 870,82	0,00
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	202 217,47	0,00	0,00	214,00	25 696,27	0,00	227 913,74	214,00	227 699,74	0,00
	Sous Total compte 20418	**3 928 583,29**	**0,00**	**0,00**	**100 214,00**	**778 201,27**	**0,00**	**4 706 784,56**	**100 214,00**	**4 606 570,56**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**11 683 536,99**	**0,00**	**0,00**	**368 418,23**	**1 178 201,27**	**155 017,36**	**12 861 738,26**	**523 435,59**	**12 338 302,67**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	70 575,00	0,00	0,00	46 000,00	29 500,00	0,00	100 075,00	46 000,00	54 075,00	0,00
20422	Bâtiments et installations	13 339 401,11	0,00	0,00	1 462 710,00	420 205,00	0,00	13 759 606,11	1 462 710,00	12 296 896,11	0,00
	Sous Total compte 2042	**13 409 976,11**	**0,00**	**0,00**	**1 508 710,00**	**449 705,00**	**0,00**	**13 859 681,11**	**1 508 710,00**	**12 350 971,11**	**0,00**
204411	Biens mobiliers, matériel et études	126 563,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 563,17	0,00	126 563,17	0,00
204412	Bâtiments et installations	97 296,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 296,90	0,00	97 296,90	0,00
	Sous Total compte 20441	**223 860,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 860,07**	**0,00**	**223 860,07**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**223 860,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 860,07**	**0,00**	**223 860,07**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**25 317 373,17**	**0,00**	**0,00**	**1 877 128,23**	**1 627 906,27**	**155 017,36**	**26 945 279,44**	**2 032 145,59**	**24 913 133,85**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 651 322,55	0,00	0,00	0,00	223 951,80	3 585,13	1 875 274,35	3 585,13	1 871 689,22	0,00
	Sous Total compte 205	**1 651 322,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 951,80**	**3 585,13**	**1 875 274,35**	**3 585,13**	**1 871 689,22**	**0,00**
2087	Immobilisations incorporelles reçues au	203 845,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 845,80	0,00	203 845,80	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	9 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 272,00	0,00	9 272,00	0,00
	Sous Total compte 208	**213 117,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 117,80**	**0,00**	**213 117,80**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**33 216 945,68**	**0,00**	**0,00**	**1 890 499,68**	**3 396 165,20**	**2 749 340,50**	**36 613 110,88**	**4 639 840,18**	**31 973 270,70**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2111	Terrains nus	3 239 331,58	0,00	0,00	1 960,00	0,00	0,00	3 239 331,58	1 960,00	3 237 371,58	0,00
2112	Terrains de voirie	102 185,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 185,89	0,00	102 185,89	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 163 152,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163 152,66	0,00	1 163 152,66	0,00
2115	Terrains bâtis	10 671 011,52	0,00	0,00	0,00	70 009,64	0,00	10 741 021,16	0,00	10 741 021,16	0,00
2118	Autres terrains	60 277,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 277,10	0,00	60 277,10	0,00
	Sous Total compte 211	**15 235 958,75**	**0,00**	**0,00**	**1 960,00**	**70 009,64**	**0,00**	**15 305 968,39**	**1 960,00**	**15 304 008,39**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 627,90	0,00	0,00	0,00	2 682,00	0,00	23 309,90	0,00	23 309,90	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	965 692,54	0,00	6 480,00	0,00	0,00	0,00	972 172,54	0,00	972 172,54	0,00
	Sous Total compte 212	**986 320,44**	**0,00**	**6 480,00**	**0,00**	**2 682,00**	**0,00**	**995 482,44**	**0,00**	**995 482,44**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	1 063 822,64	0,00	29 231,91	0,00	1 093 054,55	0,00	1 093 054,55	0,00
21318	Autres bâtiments publics	19 384 248,19	0,00	15 002 925,71	0,00	131 314,51	0,00	34 518 488,41	0,00	34 518 488,41	0,00
	Sous Total compte 2131	**19 384 248,19**	**0,00**	**16 066 748,35**	**0,00**	**160 546,42**	**0,00**	**35 611 542,96**	**0,00**	**35 611 542,96**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	4 375 446,77	0,00	429 023,97	72 590,00	0,00	145 207,03	4 804 470,74	217 797,03	4 586 673,71	0,00
	Sous Total compte 2132	**4 375 446,77**	**0,00**	**429 023,97**	**72 590,00**	**0,00**	**145 207,03**	**4 804 470,74**	**217 797,03**	**4 586 673,71**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	415 166,79	0,00	412 061,43	0,00	656,87	19 289,80	827 885,09	19 289,80	808 595,29	0,00
	Sous Total compte 2135	**415 166,79**	**0,00**	**412 061,43**	**0,00**	**656,87**	**19 289,80**	**827 885,09**	**19 289,80**	**808 595,29**	**0,00**
2138	Autres constructions	1 243 958,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 243 958,67	0,00	1 243 958,67	0,00
	Sous Total compte 213	**25 418 820,42**	**0,00**	**16 907 833,75**	**72 590,00**	**161 203,29**	**164 496,83**	**42 487 857,46**	**237 086,83**	**42 250 770,63**	**0,00**
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	605 880,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 880,74	0,00	605 880,74	0,00
2142	Constructions sur sol d'autrui - Immeubl	164 732,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 732,16	0,00	164 732,16	0,00
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	7 050 681,24	0,00	0,00	0,00	10 519,45	0,00	7 061 200,69	0,00	7 061 200,69	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	1 662 193,62	0,00	1 191 999,22	0,00	5 040,00	0,00	2 859 232,84	0,00	2 859 232,84	0,00
	Sous Total compte 214	**9 483 487,76**	**0,00**	**1 191 999,22**	**0,00**	**15 559,45**	**0,00**	**10 691 046,43**	**0,00**	**10 691 046,43**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	465 252,90	0,00	1 788,00	0,00	0,00	0,00	467 040,90	0,00	467 040,90	0,00
2152	Installations de voirie	45 961,20	0,00	19 192,27	0,00	0,00	0,00	65 153,47	0,00	65 153,47	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 215 285,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215 285,05	0,00	1 215 285,05	0,00
21534	Réseaux d'électrification	495 174,09	0,00	10 359,38	0,00	0,00	0,00	505 533,47	0,00	505 533,47	0,00
21538	Autres réseaux	1 054 709,00	0,00	375 141,86	0,00	0,00	14 856,00	1 429 850,86	14 856,00	1 414 994,86	0,00
	Sous Total compte 2153	**2 765 168,14**	**0,00**	**385 501,24**	**0,00**	**0,00**	**14 856,00**	**3 150 669,38**	**14 856,00**	**3 135 813,38**	**0,00**
21561	Matériel roulant	13 898,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 898,60	0,00	13 898,60	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	59 115,17	0,00	0,00	0,00	12 308,75	0,00	71 423,92	0,00	71 423,92	0,00
	Sous Total compte 2156	**73 013,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 308,75**	**0,00**	**85 322,52**	**0,00**	**85 322,52**	**0,00**
215731	Matériel roulant	993 349,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	993 349,55	0,00	993 349,55	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	3 494 552,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 494 552,39	0,00	3 494 552,39	0,00
	Sous Total compte 21573	**4 487 901,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 487 901,94**	**0,00**	**4 487 901,94**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	483 153,65	0,00	0,00	0,00	758 237,06	0,00	1 241 390,71	0,00	1 241 390,71	0,00
	Sous Total compte 2157	**4 971 055,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**758 237,06**	**0,00**	**5 729 292,65**	**0,00**	**5 729 292,65**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	2 888 787,39	0,00	0,00	695 355,36	151 523,89	0,00	3 040 311,28	695 355,36	2 344 955,92	0,00
	Sous Total compte 215	**11 209 238,99**	**0,00**	**406 481,51**	**695 355,36**	**922 069,70**	**14 856,00**	**12 537 790,20**	**710 211,36**	**11 827 578,84**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	334 058,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 058,21	0,00	334 058,21	0,00
	Sous Total compte 2161	**334 058,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 058,21**	**0,00**	**334 058,21**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**334 058,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 058,21**	**0,00**	**334 058,21**	**0,00**
21711	Terrains nus	211 515,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 515,21	0,00	211 515,21	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21715	Terrains bâtis	259 412,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 412,73	0,00	259 412,73	0,00
	Sous Total compte 2171	**470 927,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 927,94**	**0,00**	**470 927,94**	**0,00**
217311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	345,00	0,00	0,00	0,00	345,00	0,00	345,00	0,00
217314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	14 400 103,81	0,00	142 235,57	1 066 000,00	14 542 339,38	1 066 000,00	13 476 339,38	0,00
217318	Autres bâtiments publics	25 606 512,07	0,00	1 909 206,58	656 567,00	22 950,83	0,00	27 538 669,48	656 567,00	26 882 102,48	0,00
	Sous Total compte 21731	**25 606 512,07**	**0,00**	**16 309 655,39**	**656 567,00**	**165 186,40**	**1 066 000,00**	**42 081 353,86**	**1 722 567,00**	**40 358 786,86**	**0,00**
21735	Installations générales, agencements, am	53 174,76	0,00	26 269,09	0,00	30 000,00	0,00	109 443,85	0,00	109 443,85	0,00
21738	Autres constructions	4 504 284,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 504 284,93	0,00	4 504 284,93	0,00
	Sous Total compte 2173	**30 163 971,76**	**0,00**	**16 335 924,48**	**656 567,00**	**195 186,40**	**1 066 000,00**	**46 695 082,64**	**1 722 567,00**	**44 972 515,64**	**0,00**
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres	45 876,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 876,82	0,00	45 876,82	0,00
	Sous Total compte 2174	**45 876,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 876,82**	**0,00**	**45 876,82**	**0,00**
21751	Réseaux de voirie	10 146 267,44	0,00	213 251,86	0,00	0,00	0,00	10 359 519,30	0,00	10 359 519,30	0,00
21752	Installations de voirie	0,00	0,00	2 732 159,72	0,00	22 892,48	4 284,00	2 755 052,20	4 284,00	2 750 768,20	0,00
217538	Autres réseaux	505 029,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505 029,74	0,00	505 029,74	0,00
	Sous Total compte 21753	**505 029,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 029,74**	**0,00**	**505 029,74**	**0,00**
2175731	Matériel roulant	276 235,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 235,68	0,00	276 235,68	0,00
2175738	Autre matériel et outillage de voirie	61 534,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 534,11	0,00	61 534,11	0,00
	Sous Total compte 217573	**337 769,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**
	Sous Total compte 21757	**337 769,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**
21758	Autres installations, matériel et outill	13 568,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 568,93	0,00	13 568,93	0,00
	Sous Total compte 2175	**11 002 635,90**	**0,00**	**2 945 411,58**	**0,00**	**22 892,48**	**4 284,00**	**13 970 939,96**	**4 284,00**	**13 966 655,96**	**0,00**
217828	Autres matériels de transport	272 213,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 213,78	0,00	272 213,78	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21782	**272 213,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 213,78**	**0,00**	**272 213,78**	**0,00**
217838	Autre matériel informatique	64 311,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 311,12	0,00	64 311,12	0,00
	Sous Total compte 21783	**64 311,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 311,12**	**0,00**	**64 311,12**	**0,00**
217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	218 191,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 191,73	0,00	218 191,73	0,00
	Sous Total compte 21784	**218 191,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 191,73**	**0,00**	**218 191,73**	**0,00**
21788	Autres	318 967,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 967,43	0,00	318 967,43	0,00
	Sous Total compte 2178	**873 684,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**873 684,06**	**0,00**	**873 684,06**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**42 557 096,48**	**0,00**	**19 281 336,06**	**656 567,00**	**218 078,88**	**1 070 284,00**	**62 056 511,42**	**1 726 851,00**	**60 329 660,42**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	949 364,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	949 364,46	0,00	949 364,46	0,00
21821	Matériel de transport ferroviaire	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00	0,00	7 800,00	0,00	7 800,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	4 108 901,81	0,00	107 640,00	107 640,00	460 950,28	0,00	4 677 492,09	107 640,00	4 569 852,09	0,00
	Sous Total compte 2182	**4 108 901,81**	**0,00**	**107 640,00**	**107 640,00**	**468 750,28**	**0,00**	**4 685 292,09**	**107 640,00**	**4 577 652,09**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	3 406 007,15	0,00	0,00	0,00	409 893,74	0,00	3 815 900,89	0,00	3 815 900,89	0,00
	Sous Total compte 2183	**3 406 007,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**409 893,74**	**0,00**	**3 815 900,89**	**0,00**	**3 815 900,89**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 403 525,99	0,00	0,00	0,00	47 307,04	0,00	1 450 833,03	0,00	1 450 833,03	0,00
	Sous Total compte 2184	**1 403 525,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 307,04**	**0,00**	**1 450 833,03**	**0,00**	**1 450 833,03**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	9 882,40	0,00	0,00	0,00	14 470,93	0,00	24 353,33	0,00	24 353,33	0,00
2188	Autres	2 520 018,77	0,00	0,00	0,00	71 197,62	0,00	2 591 216,39	0,00	2 591 216,39	0,00
	Sous Total compte 218	**12 397 700,58**	**0,00**	**107 640,00**	**107 640,00**	**1 011 619,61**	**0,00**	**13 516 960,19**	**107 640,00**	**13 409 320,19**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**117 622 681,63**	**0,00**	**37 901 770,54**	**1 534 112,36**	**2 401 222,57**	**1 249 636,83**	**157 925 674,74**	**2 783 749,19**	**155 141 925,55**	**0,00**
2298	Autres	0,00	414 545,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 545,80	0,00	414 545,80
	Sous Total compte 229	**0,00**	**414 545,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**414 545,80**	**0,00**	**414 545,80**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 22	**0,00**	**414 545,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**414 545,80**	**0,00**	**414 545,80**
2312	Agencements et aménagements de terrains	6 480,00	0,00	0,00	6 480,00	0,00	0,00	6 480,00	6 480,00	0,00	0,00
2313	Constructions	32 433 011,59	0,00	0,00	15 317 763,03	731 997,69	0,00	33 165 009,28	15 317 763,03	17 847 246,25	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	714 819,03	0,00	0,00	288 366,35	292 443,12	0,00	1 007 262,15	288 366,35	718 895,80	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	1 821 233,47	0,00	0,00	142 041,97	652 629,73	0,00	2 473 863,20	142 041,97	2 331 821,23	0,00
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mi	35 513 960,26	0,00	0,00	19 103 424,24	10 351 954,23	0,00	45 865 914,49	19 103 424,24	26 762 490,25	0,00
	Sous Total compte 231	**70 489 504,35**	**0,00**	**0,00**	**34 858 075,59**	**12 029 024,77**	**0,00**	**82 518 529,12**	**34 858 075,59**	**47 660 453,53**	**0,00**
237	Avances versées sur commandes d'immobili	1 550 683,79	0,00	0,00	1 413 150,88	0,00	1 937,19	1 550 683,79	1 415 088,07	135 595,72	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobili	1 666 095,44	0,00	0,00	1 567 507,19	1 446 388,44	301 639,29	3 112 483,88	1 869 146,48	1 243 337,40	0,00
	Sous Total compte 23	**73 706 283,58**	**0,00**	**0,00**	**37 838 733,66**	**13 475 413,21**	**303 576,48**	**87 181 696,79**	**38 142 310,14**	**49 039 386,65**	**0,00**
2423	d'établissements publics de coopération	26 127 814,46	0,00	755 289,93	0,00	0,00	0,00	26 883 104,39	0,00	26 883 104,39	0,00
	Sous Total compte 242	**26 127 814,46**	**0,00**	**755 289,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 883 104,39**	**0,00**	**26 883 104,39**	**0,00**
243	Mises en affectation à une régie dotée d	99 228,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 228,78	0,00	99 228,78	0,00
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	14 142 623,01	80 481,69	527 412,50	0,00	0,00	80 481,69	14 670 035,51	0,00	14 589 553,82
2498	Autres mises en affectation	0,00	159 931,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 931,37	0,00	159 931,37
	Sous Total compte 249	**0,00**	**14 302 554,38**	**80 481,69**	**527 412,50**	**0,00**	**0,00**	**80 481,69**	**14 829 966,88**	**0,00**	**14 749 485,19**
	Sous Total compte 24	**26 227 043,24**	**14 302 554,38**	**835 771,62**	**527 412,50**	**0,00**	**0,00**	**27 062 814,86**	**14 829 966,88**	**12 232 847,98**	**0,00**
261	Titres de participation	438 862,12	0,00	0,00	0,00	22 650,00	0,00	461 512,12	0,00	461 512,12	0,00
	Sous Total compte 26	**438 862,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 650,00**	**0,00**	**461 512,12**	**0,00**	**461 512,12**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	19 640,00	0,00	0,00	0,00	325,00	0,00	19 965,00	0,00	19 965,00	0,00
27631	État et établissements nationaux	32 060,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 060,63	0,00	32 060,63	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
27632	Régions	50 400,00	0,00	0,00	0,00	73 590,00	84 921,00	123 990,00	84 921,00	39 069,00	0,00
27633	Départements	100 068,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 068,31	0,00	100 068,31	0,00
276341	Communes membres du GFP	532 385,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	532 385,98	0,00	532 385,98	0,00
	Sous Total compte 27634	**532 385,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**532 385,98**	**0,00**	**532 385,98**	**0,00**
276358	Autres groupements	145 127,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 127,78	0,00	145 127,78	0,00
	Sous Total compte 27635	**145 127,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 127,78**	**0,00**	**145 127,78**	**0,00**
27638	Autres établissements publics	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
	Sous Total compte 2763	**870 042,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 590,00**	**84 921,00**	**943 632,70**	**84 921,00**	**858 711,70**	**0,00**
	Sous Total compte 276	**870 042,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 590,00**	**84 921,00**	**943 632,70**	**84 921,00**	**858 711,70**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**889 682,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 915,00**	**84 921,00**	**963 597,70**	**84 921,00**	**878 676,70**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	172 089,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 089,01	0,00	172 089,01
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 880,00	0,00	19 880,00	0,00	19 880,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331,00	0,00	331,00	0,00	331,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 211,00**	**0,00**	**20 211,00**	**0,00**	**20 211,00**
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	189 075,00	207 182,00	0,00	0,00	48 104,00	207 182,00	237 179,00	0,00	29 997,00
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**189 075,00**	**207 182,00**	**0,00**	**0,00**	**48 104,00**	**207 182,00**	**237 179,00**	**0,00**	**29 997,00**
2804122	Bâtiments et installations	0,00	32 760,00	0,00	0,00	0,00	3 640,00	0,00	36 400,00	0,00	36 400,00
	Sous Total compte 280412	**0,00**	**32 760,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 640,00**	**0,00**	**36 400,00**	**0,00**	**36 400,00**
2804132	Bâtiments et installations	0,00	81 000,00	45 000,00	0,00	0,00	6 000,00	45 000,00	87 000,00	0,00	42 000,00
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**81 000,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**45 000,00**	**87 000,00**	**0,00**	**42 000,00**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00	0,00	11 220,00	0,00	11 220,00
28041412	Bâtiments et installations	0,00	2 125 857,18	16 022,23	0,00	0,00	223 915,63	16 022,23	2 349 772,81	0,00	2 333 750,58

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**2 136 057,18**	**16 022,23**	**0,00**	**0,00**	**224 935,63**	**16 022,23**	**2 360 992,81**	**0,00**	**2 344 970,58**
28041481	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	7 122,07	0,00	0,00	0,00	664,87	0,00	7 786,94	0,00	7 786,94
	Sous Total compte 2804148	**0,00**	**7 122,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**664,87**	**0,00**	**7 786,94**	**0,00**	**7 786,94**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**2 143 179,25**	**16 022,23**	**0,00**	**0,00**	**225 600,50**	**16 022,23**	**2 368 779,75**	**0,00**	**2 352 757,52**
28041582	Bâtiments et installations	0,00	746 980,00	0,00	0,00	0,00	189 396,00	0,00	936 376,00	0,00	936 376,00
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**746 980,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 396,00**	**0,00**	**936 376,00**	**0,00**	**936 376,00**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**746 980,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 396,00**	**0,00**	**936 376,00**	**0,00**	**936 376,00**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	950 845,13	100 000,00	0,00	0,00	221 799,41	100 000,00	1 172 644,54	0,00	1 072 644,54
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	10 941,00	214,00	0,00	0,00	6 944,00	214,00	17 885,00	0,00	17 671,00
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**961 786,13**	**100 214,00**	**0,00**	**0,00**	**228 743,41**	**100 214,00**	**1 190 529,54**	**0,00**	**1 090 315,54**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**4 154 780,38**	**368 418,23**	**0,00**	**0,00**	**701 483,91**	**368 418,23**	**4 856 264,29**	**0,00**	**4 487 846,06**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	40 555,00	46 000,00	0,00	0,00	14 115,00	46 000,00	54 670,00	0,00	8 670,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	7 950 977,46	1 462 710,00	0,00	0,00	894 289,87	1 462 710,00	8 845 267,33	0,00	7 382 557,33
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**7 991 532,46**	**1 508 710,00**	**0,00**	**0,00**	**908 404,87**	**1 508 710,00**	**8 899 937,33**	**0,00**	**7 391 227,33**
2804411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	109 688,02	0,00	0,00	0,00	8 437,54	0,00	118 125,56	0,00	118 125,56
2804412	Bâtiments et installations	0,00	84 323,98	0,00	0,00	0,00	6 486,46	0,00	90 810,44	0,00	90 810,44
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**194 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 924,00**	**0,00**	**208 936,00**	**0,00**	**208 936,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**194 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 924,00**	**0,00**	**208 936,00**	**0,00**	**208 936,00**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**12 340 324,84**	**1 877 128,23**	**0,00**	**0,00**	**1 624 812,78**	**1 877 128,23**	**13 965 137,62**	**0,00**	**12 088 009,39**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	1 171 992,45	0,00	0,00	0,00	370 465,22	0,00	1 542 457,67	0,00	1 542 457,67
28087	Immobilisations incorporelles reçues au	0,00	152 646,95	0,00	0,00	0,00	5 688,00	0,00	158 334,95	0,00	158 334,95

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	9 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 272,00	0,00	9 272,00
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**161 918,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 688,00**	**0,00**	**167 606,95**	**0,00**	**167 606,95**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**13 846 325,25**	**1 877 128,23**	**0,00**	**0,00**	**2 021 177,00**	**1 877 128,23**	**15 867 502,25**	**0,00**	**13 990 374,02**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	3 753,00	0,00	0,00	0,00	3 161,77	0,00	6 914,77	0,00	6 914,77
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 620,55	0,00	0,00	0,00	552,00	0,00	3 172,55	0,00	3 172,55
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**6 373,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 713,77**	**0,00**	**10 087,32**	**0,00**	**10 087,32**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	221 599,37	0,00	0,00	0,00	11 245,68	0,00	232 845,05	0,00	232 845,05
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**221 599,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 245,68**	**0,00**	**232 845,05**	**0,00**	**232 845,05**
281321	Immeubles de rapport	0,00	1 202 741,00	72 590,00	0,00	0,00	147 820,00	72 590,00	1 350 561,00	0,00	1 277 971,00
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**1 202 741,00**	**72 590,00**	**0,00**	**0,00**	**147 820,00**	**72 590,00**	**1 350 561,00**	**0,00**	**1 277 971,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	295 168,24	0,00	0,00	0,00	11 701,78	0,00	306 870,02	0,00	306 870,02
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**295 168,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 701,78**	**0,00**	**306 870,02**	**0,00**	**306 870,02**
28138	Autres constructions	0,00	17 469,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 469,97	0,00	17 469,97
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**1 736 978,58**	**72 590,00**	**0,00**	**0,00**	**170 767,46**	**72 590,00**	**1 907 746,04**	**0,00**	**1 835 156,04**
28141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	0,00	18 934,48	0,00	0,00	0,00	1 777,94	0,00	20 712,42	0,00	20 712,42
28142	Constructions sur sol d'autrui - Immeubl	0,00	8 781,00	0,00	0,00	0,00	5 147,00	0,00	13 928,00	0,00	13 928,00
28145	Constructions sur sol d'autrui - Install	0,00	1 212,70	0,00	0,00	0,00	106,21	0,00	1 318,91	0,00	1 318,91
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	0,00	7 252,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 252,50	0,00	7 252,50
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**36 180,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 031,15**	**0,00**	**43 211,83**	**0,00**	**43 211,83**
28152	Installations de voirie	0,00	14 230,42	0,00	0,00	0,00	1 644,19	0,00	15 874,61	0,00	15 874,61
281538	Autres réseaux	0,00	594,00	0,00	0,00	0,00	14 262,00	0,00	14 856,00	0,00	14 856,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**594,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 262,00**	**0,00**	**14 856,00**	**0,00**	**14 856,00**
281561	Matériel roulant	0,00	13 898,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 898,60	0,00	13 898,60
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	40 006,16	0,00	0,00	0,00	7 709,31	0,00	47 715,47	0,00	47 715,47
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**53 904,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 709,31**	**0,00**	**61 614,07**	**0,00**	**61 614,07**
2815731	Matériel roulant	0,00	934 831,60	0,00	0,00	0,00	7 332,00	0,00	942 163,60	0,00	942 163,60
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	2 828 158,44	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	2 828 398,44	0,00	2 828 398,44
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**3 762 990,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 572,00**	**0,00**	**3 770 562,04**	**0,00**	**3 770 562,04**
281578	Autre matériel technique	0,00	158 362,67	0,00	0,00	0,00	257 833,09	0,00	416 195,76	0,00	416 195,76
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**3 921 352,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 405,09**	**0,00**	**4 186 757,80**	**0,00**	**4 186 757,80**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	1 652 757,37	222 280,73	0,00	0,00	145 053,03	222 280,73	1 797 810,40	0,00	1 575 529,67
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**5 642 839,26**	**222 280,73**	**0,00**	**0,00**	**434 073,62**	**222 280,73**	**6 076 912,88**	**0,00**	**5 854 632,15**
2817318	Autres bâtiments publics	0,00	417 868,62	0,00	0,00	0,00	37 723,82	0,00	455 592,44	0,00	455 592,44
	Sous Total compte 281731	**0,00**	**417 868,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 723,82**	**0,00**	**455 592,44**	**0,00**	**455 592,44**
281735	Installations générales, agencements, am	0,00	42 539,76	0,00	0,00	0,00	4 432,98	0,00	46 972,74	0,00	46 972,74
	Sous Total compte 28173	**0,00**	**460 408,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 156,80**	**0,00**	**502 565,18**	**0,00**	**502 565,18**
281751	Réseaux de voirie	0,00	39 543,20	0,00	0,00	0,00	3 954,32	0,00	43 497,52	0,00	43 497,52
281752	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00	0,00	300,00
28175731	Matériel roulant	0,00	276 235,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 235,68	0,00	276 235,68
28175738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	61 534,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 534,11	0,00	61 534,11
	Sous Total compte 2817573	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**337 769,79**
	Sous Total compte 281757	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**337 769,79**	**0,00**	**337 769,79**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281758	Autres installations, matériel et outill	0,00	13 568,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 568,93	0,00	13 568,93
	Sous Total compte 28175	**0,00**	**390 881,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 254,32**	**0,00**	**395 136,24**	**0,00**	**395 136,24**
2817828	Autres matériels de transport	0,00	272 213,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 213,78	0,00	272 213,78
	Sous Total compte 281782	**0,00**	**272 213,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 213,78**	**0,00**	**272 213,78**
2817838	Autre matériel informatique	0,00	49 387,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 387,57	0,00	49 387,57
	Sous Total compte 281783	**0,00**	**49 387,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 387,57**	**0,00**	**49 387,57**
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	218 191,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 191,73	0,00	218 191,73
	Sous Total compte 281784	**0,00**	**218 191,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 191,73**	**0,00**	**218 191,73**
281788	Autres	0,00	314 093,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 093,43	0,00	314 093,43
	Sous Total compte 28178	**0,00**	**853 886,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**853 886,51**	**0,00**	**853 886,51**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**1 705 176,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 411,12**	**0,00**	**1 751 587,93**	**0,00**	**1 751 587,93**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	535 304,52	0,00	0,00	0,00	15 283,80	0,00	550 588,32	0,00	550 588,32
281821	Matériel de transport ferroviaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	784,00	0,00	784,00	0,00	784,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	3 226 494,29	107 640,00	107 640,00	0,00	310 539,36	107 640,00	3 644 673,65	0,00	3 537 033,65
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**3 226 494,29**	**107 640,00**	**107 640,00**	**0,00**	**311 323,36**	**107 640,00**	**3 645 457,65**	**0,00**	**3 537 817,65**
281838	Autre matériel informatique	0,00	2 461 518,39	0,00	0,00	0,00	289 934,42	0,00	2 751 452,81	0,00	2 751 452,81
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**2 461 518,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**289 934,42**	**0,00**	**2 751 452,81**	**0,00**	**2 751 452,81**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	863 632,17	0,00	0,00	0,00	126 516,30	0,00	990 148,47	0,00	990 148,47
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**863 632,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 516,30**	**0,00**	**990 148,47**	**0,00**	**990 148,47**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	46,00	0,00	0,00	0,00	8 598,14	0,00	8 644,14	0,00	8 644,14
28188	Autres	0,00	1 695 269,57	0,00	0,00	0,00	153 188,70	0,00	1 848 458,27	0,00	1 848 458,27
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**8 782 264,94**	**107 640,00**	**107 640,00**	**0,00**	**904 844,72**	**107 640,00**	**9 794 749,66**	**0,00**	**9 687 109,66**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281	**0,00**	**17 909 813,82**	**402 510,73**	**107 640,00**	**0,00**	**1 566 841,84**	**402 510,73**	**19 584 295,66**	**0,00**	**19 181 784,93**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**31 756 139,07**	**2 279 638,96**	**107 640,00**	**0,00**	**3 588 018,84**	**2 279 638,96**	**35 451 797,91**	**0,00**	**33 172 158,95**
	Total classe 2	**252 101 498,95**	**46 473 239,25**	**41 017 181,12**	**41 898 398,20**	**19 369 365,98**	**7 975 493,65**	**312 488 046,05**	**96 347 131,10**	**264 477 104,89**	**48 336 189,94**
4011	Fournisseurs	0,00	149 626,96	15 683 969,60	15 832 194,12	0,00	0,00	15 683 969,60	15 981 821,08	0,00	297 851,48
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	1 016,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016,45	0,00	1 016,45
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**1 016,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 016,45**	**0,00**	**1 016,45**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**150 643,41**	**15 683 969,60**	**15 832 194,12**	**0,00**	**0,00**	**15 683 969,60**	**15 982 837,53**	**0,00**	**298 867,93**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	5 589,67	17 869 499,10	17 891 440,83	0,00	0,00	17 869 499,10	17 897 030,50	0,00	27 531,40
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	83 633,93	0,00	108 360,16	0,00	0,00	0,00	191 994,09	0,00	191 994,09
40473	Fournisseurs d'immobilisations - Pénalit	0,00	3 053,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 053,65	0,00	3 053,65
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**86 687,58**	**0,00**	**108 360,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 047,74**	**0,00**	**195 047,74**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**92 277,25**	**17 869 499,10**	**17 999 800,99**	**0,00**	**0,00**	**17 869 499,10**	**18 092 078,24**	**0,00**	**222 579,14**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	1 268 182,67	1 268 182,67	1 141 457,55	0,00	0,00	1 268 182,67	2 409 640,22	0,00	1 141 457,55
40971	Fournisseurs - Avoirs - Amiable	40,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,20	0,00	40,20	0,00
	Sous Total compte 4097	**40,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40,20**	**0,00**	**40,20**	**0,00**
	Sous Total compte 409	**40,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40,20**	**0,00**	**40,20**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**40,20**	**1 511 103,33**	**34 821 651,37**	**34 973 452,66**	**0,00**	**0,00**	**34 821 691,57**	**36 484 555,99**	**0,00**	**1 662 864,42**
411	Redevables	385 208,44	0,00	814 601,71	792 559,54	0,00	0,00	1 199 810,15	792 559,54	407 250,61	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	168 820,33	0,00	691 605,61	727 617,54	0,00	0,00	860 425,94	727 617,54	132 808,40	0,00
4161	Créances douteuses	377 115,68	0,00	133 712,69	183 583,57	0,00	0,00	510 828,37	183 583,57	327 244,80	0,00
	Sous Total compte 416	**377 115,68**	**0,00**	**133 712,69**	**183 583,57**	**0,00**	**0,00**	**510 828,37**	**183 583,57**	**327 244,80**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables - Produits non encore facturé	1 890 687,16	0,00	99 472,00	1 890 687,16	0,00	0,00	1 990 159,16	1 890 687,16	99 472,00	0,00
	Sous Total compte 418	**1 890 687,16**	**0,00**	**99 472,00**	**1 890 687,16**	**0,00**	**0,00**	**1 990 159,16**	**1 890 687,16**	**99 472,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**2 821 831,61**	**0,00**	**1 739 392,01**	**3 594 447,81**	**0,00**	**0,00**	**4 561 223,62**	**3 594 447,81**	**966 775,81**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	15 918 805,76	15 918 805,76	0,00	0,00	15 918 805,76	15 918 805,76	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	37 777,98	37 777,98	0,00	0,00	37 777,98	37 777,98	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**15 956 583,74**	**15 956 583,74**	**0,00**	**0,00**	**15 956 583,74**	**15 956 583,74**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	6 477 130,25	6 477 130,25	0,00	0,00	6 477 130,25	6 477 130,25	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	6 138 742,85	6 138 742,85	0,00	0,00	6 138 742,85	6 138 742,85	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	163,39	163,39	0,00	0,00	0,00	163,39	163,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**163,39**	**163,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163,39**	**163,39**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**163,39**	**12 616 036,49**	**12 615 873,10**	**0,00**	**0,00**	**12 616 036,49**	**12 616 036,49**	**0,00**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	1 072,66	0,00	701 805,84	702 878,50	0,00	0,00	702 878,50	702 878,50	0,00	0,00
44121	Sortie des emprunts à risques avec IRA c	4 447 151,61	0,00	0,00	1 111 787,90	0,00	0,00	4 447 151,61	1 111 787,90	3 335 363,71	0,00
	Sous Total compte 4412	**4 447 151,61**	**0,00**	**0,00**	**1 111 787,90**	**0,00**	**0,00**	**4 447 151,61**	**1 111 787,90**	**3 335 363,71**	**0,00**
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	324,91	0,00	1 072,66	0,00	0,00	0,00	1 397,57	0,00	1 397,57	0,00
	Sous Total compte 441	**4 448 549,18**	**0,00**	**702 878,50**	**1 814 666,40**	**0,00**	**0,00**	**5 151 427,68**	**1 814 666,40**	**3 336 761,28**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	433 594,84	433 594,84	0,00	0,00	433 594,84	433 594,84	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**433 594,84**	**433 594,84**	**0,00**	**0,00**	**433 594,84**	**433 594,84**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	353 444,90	13 031 713,30	12 678 268,40	0,00	0,00	13 031 713,30	13 031 713,30	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**353 444,90**	**13 040 713,30**	**12 687 268,40**	**0,00**	**0,00**	**13 040 713,30**	**13 040 713,30**	**0,00**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	2 528 590,00	2 528 590,00	0,00	0,00	2 528 590,00	2 528 590,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	631 637,90	631 637,90	0,00	0,00	631 637,90	631 637,90	0,00	0,00
44326	Recettes - Contentieux	71,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71,74	0,00	71,74	0,00
	Sous Total compte 4432	**71,74**	**0,00**	**3 160 227,90**	**3 160 227,90**	**0,00**	**0,00**	**3 160 299,64**	**3 160 227,90**	**71,74**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	2 667 338,40	2 667 338,40	0,00	0,00	2 667 338,40	2 667 338,40	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	3 926,25	0,00	31 983,68	35 201,11	0,00	0,00	35 909,93	35 201,11	708,82	0,00
44336	Recettes - Contentieux	3 320,10	0,00	174,30	174,30	0,00	0,00	3 494,40	174,30	3 320,10	0,00
	Sous Total compte 4433	**7 246,35**	**0,00**	**2 699 496,38**	**2 702 713,81**	**0,00**	**0,00**	**2 706 742,73**	**2 702 713,81**	**4 028,92**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	126 957,61	21 375 775,59	21 478 932,98	0,00	0,00	21 375 775,59	21 605 890,59	0,00	230 115,00
44342	Recettes - Amiable	106 512,51	0,00	2 116 585,00	2 119 183,58	0,00	0,00	2 223 097,51	2 119 183,58	103 913,93	0,00
44346	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	8 438,29	8 438,29	0,00	0,00	8 438,29	8 438,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**106 512,51**	**126 957,61**	**23 500 798,88**	**23 606 554,85**	**0,00**	**0,00**	**23 607 311,39**	**23 733 512,46**	**0,00**	**126 201,07**
44351	Dépenses	0,00	0,00	2 204 207,61	2 204 207,61	0,00	0,00	2 204 207,61	2 204 207,61	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	0,00	0,00	48 892,73	48 892,73	0,00	0,00	48 892,73	48 892,73	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**0,00**	**2 253 100,34**	**2 253 100,34**	**0,00**	**0,00**	**2 253 100,34**	**2 253 100,34**	**0,00**	**0,00**
44362	Recettes - Amiable	0,00	0,00	19 037,20	209,20	0,00	0,00	19 037,20	209,20	18 828,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**19 037,20**	**209,20**	**0,00**	**0,00**	**19 037,20**	**209,20**	**18 828,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	2 746 839,54	2 841 047,73	0,00	0,00	2 746 839,54	2 841 047,73	0,00	94 208,19
44382	Recettes - Amiable	0,00	0,00	104 371,32	52 052,41	0,00	0,00	104 371,32	52 052,41	52 318,91	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**2 851 210,86**	**2 893 100,14**	**0,00**	**0,00**	**2 851 210,86**	**2 893 100,14**	**0,00**	**41 889,28**
	Sous Total compte 443	**113 830,60**	**480 402,51**	**47 524 584,86**	**47 303 174,64**	**0,00**	**0,00**	**47 638 415,46**	**47 783 577,15**	**0,00**	**145 161,69**
4452	TVA due intracommunautaire	0,00	2,03	14 164,99	14 164,99	0,00	0,00	14 164,99	14 167,02	0,00	2,03
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	21 965,00	21 965,00	0,00	0,00	21 965,00	21 965,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**21 965,00**	**21 965,00**	**0,00**	**0,00**	**21 965,00**	**21 965,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44562	T.V.A. sur immobilisations	1,84	0,00	258 912,48	258 912,48	0,00	0,00	258 914,32	258 912,48	1,84	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	611,73	0,00	289 029,64	274 716,81	0,00	0,00	289 641,37	274 716,81	14 924,56	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	63 166,80	0,00	665 642,00	671 306,00	0,00	0,00	728 808,80	671 306,00	57 502,80	0,00
	Sous Total compte 4456	**63 780,37**	**0,00**	**1 213 584,12**	**1 204 935,29**	**0,00**	**0,00**	**1 277 364,49**	**1 204 935,29**	**72 429,20**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	5 860,32	283 074,84	278 394,99	0,00	0,00	283 074,84	284 255,31	0,00	1 180,47
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**5 860,32**	**283 074,84**	**278 394,99**	**0,00**	**0,00**	**283 074,84**	**284 255,31**	**0,00**	**1 180,47**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	318 638,00	293 995,00	0,00	0,00	318 638,00	293 995,00	24 643,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	14 083,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 083,46	0,00	14 083,46	0,00
	Sous Total compte 4458	**14 083,46**	**0,00**	**318 638,00**	**293 995,00**	**0,00**	**0,00**	**332 721,46**	**293 995,00**	**38 726,46**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**77 863,83**	**5 862,35**	**1 851 426,95**	**1 813 455,27**	**0,00**	**0,00**	**1 929 290,78**	**1 819 317,62**	**109 973,16**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	402 896,59	403 443,11	0,00	0,00	402 896,59	403 443,11	0,00	546,52
4486	Autres charges à payer	0,00	202 605,27	202 605,27	771 819,13	0,00	0,00	202 605,27	974 424,40	0,00	771 819,13
4487	Produits à recevoir	1 490 463,06	0,00	4 229,82	1 490 463,06	0,00	0,00	1 494 692,88	1 490 463,06	4 229,82	0,00
	Sous Total compte 448	**1 490 463,06**	**202 605,27**	**206 835,09**	**2 262 282,19**	**0,00**	**0,00**	**1 697 298,15**	**2 464 887,46**	**0,00**	**767 589,31**
	Sous Total compte 44	**6 130 706,67**	**688 870,13**	**51 122 216,83**	**54 030 616,45**	**0,00**	**0,00**	**57 252 923,50**	**54 719 486,58**	**2 533 436,92**	**0,00**
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	1 035 197,95	6 941 230,61	5 741 757,24	0,00	0,00	6 941 230,61	6 776 955,19	164 275,42	0,00
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	4 764 769,15	3 012 475,19	3 465 069,06	0,00	0,00	3 012 475,19	8 229 838,21	0,00	5 217 363,02
	Sous Total compte 451	**0,00**	**5 799 967,10**	**9 953 705,80**	**9 206 826,30**	**0,00**	**0,00**	**9 953 705,80**	**15 006 793,40**	**0,00**	**5 053 087,60**
4581001	Dépenses (à subdiviser par mandat)	40 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 701,14	0,00	40 701,14	0,00
4581009	Dépenses (à subdiviser par mandat)	1 361 154,24	0,00	0,00	0,00	14 329,60	0,00	1 375 483,84	0,00	1 375 483,84	0,00
458101	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 554 629,00	0,00	0,00	0,00	1 469 617,00	6 002,00	4 024 246,00	6 002,00	4 018 244,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581017	Dépenses (à subdiviser par mandat)	47 496,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 496,39	0,00	47 496,39	0,00
4581019	Dépenses (à subdiviser par mandat)	52 242,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 242,93	0,00	52 242,93	0,00
458102	Dépenses (à subdiviser par mandat)	213 920,00	0,00	0,00	0,00	258 300,00	0,00	472 220,00	0,00	472 220,00	0,00
4581024	Dépenses (à subdiviser par mandat)	840 227,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840 227,56	0,00	840 227,56	0,00
4581030	Dépenses (à subdiviser par mandat)	869 608,75	0,00	0,00	869 608,75	0,00	0,00	869 608,75	869 608,75	0,00	0,00
4581031	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 967,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 967,03	0,00	2 967,03	0,00
4581034	Dépenses (à subdiviser par mandat)	199 640,45	0,00	0,00	0,00	9 521,45	0,00	209 161,90	0,00	209 161,90	0,00
4581035	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	22 960,80	0,00	22 960,80	0,00	22 960,80	0,00
4581036	Dépenses (à subdiviser par mandat)	440,33	0,00	0,00	0,00	84 751,45	0,00	85 191,78	0,00	85 191,78	0,00
4581037	Dépenses (à subdiviser par mandat)	31 164,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 164,07	0,00	31 164,07	0,00
4581039	Dépenses (à subdiviser par mandat)	206 632,93	0,00	0,00	0,00	451 506,83	0,00	658 139,76	0,00	658 139,76	0,00
4581041	Dépenses (à subdiviser par mandat)	29 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 790,00	0,00	29 790,00	0,00
4581042	Dépenses (à subdiviser par mandat)	41 867,42	0,00	0,00	0,00	45,00	0,00	41 912,42	0,00	41 912,42	0,00
4581043	Dépenses (à subdiviser par mandat)	9 809,80	0,00	0,00	0,00	178 301,53	0,00	188 111,33	0,00	188 111,33	0,00
4581044	Dépenses (à subdiviser par mandat)	68 342,76	0,00	0,00	69 327,76	985,00	0,00	69 327,76	69 327,76	0,00	0,00
4581045	Dépenses (à subdiviser par mandat)	163 168,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 168,47	0,00	163 168,47	0,00
4581046	Dépenses (à subdiviser par mandat)	35 440,87	0,00	0,00	0,00	9 230,00	0,00	44 670,87	0,00	44 670,87	0,00
4581048	Dépenses (à subdiviser par mandat)	610 688,20	0,00	0,00	0,00	155 255,94	0,00	765 944,14	0,00	765 944,14	0,00
4581050	Dépenses (à subdiviser par mandat)	7 296,00	0,00	0,00	0,00	13 089,60	0,00	20 385,60	0,00	20 385,60	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581053	Dépenses (à subdiviser par mandat)	43 056,13	0,00	0,00	0,00	41 064,00	0,00	84 120,13	0,00	84 120,13	0,00
4581054	Dépenses (à subdiviser par mandat)	69 096,00	0,00	0,00	69 096,00	0,00	0,00	69 096,00	69 096,00	0,00	0,00
4581055	Dépenses (à subdiviser par mandat)	432,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432,00	0,00	432,00	0,00
4581056	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 449,15	0,00	0,00	0,00	4 207,80	0,00	6 656,95	0,00	6 656,95	0,00
4581057	Dépenses (à subdiviser par mandat)	40 729,20	0,00	0,00	0,00	28 870,80	0,00	69 600,00	0,00	69 600,00	0,00
4581059	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 943,68	0,00	5 943,68	0,00	5 943,68	0,00
4581061	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	64 920,00	0,00	64 920,00	0,00	64 920,00	0,00
4581064	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 560,60	0,00	16 560,60	0,00	16 560,60	0,00
4581068	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	31 916,40	0,00	31 916,40	0,00	31 916,40	0,00
4581069	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 425,60	0,00	4 425,60	0,00	4 425,60	0,00
45811009	Dépenses (à subdiviser par mandat)	3 203,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 203,42	0,00	3 203,42	0,00
4581119	Dépenses (à subdiviser par mandat)	252 690,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 690,07	0,00	252 690,07	0,00
4581122	Dépenses (à subdiviser par mandat)	4 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 431,00	0,00	4 431,00	0,00
4581153	Dépenses (à subdiviser par mandat)	29 125,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 125,75	0,00	29 125,75	0,00
4581168	Dépenses (à subdiviser par mandat)	99 925,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 925,42	0,00	99 925,42	0,00
4581179	Dépenses (à subdiviser par mandat)	546 523,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546 523,05	0,00	546 523,05	0,00
45811809	Dépenses (à subdiviser par mandat)	429 248,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 248,42	0,00	429 248,42	0,00
45812109	Dépenses (à subdiviser par mandat)	86 363,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 363,16	0,00	86 363,16	0,00
4581212	Dépenses (à subdiviser par mandat)	86 463,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 463,52	0,00	86 463,52	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581218	Dépenses (à subdiviser par mandat)	505 938,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505 938,48	0,00	505 938,48	0,00
4581235	Dépenses (à subdiviser par mandat)	76 506,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 506,42	0,00	76 506,42	0,00
45812409	Dépenses (à subdiviser par mandat)	7 247,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 247,76	0,00	7 247,76	0,00
458141	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 710,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 710,71	0,00	2 710,71	0,00
45814581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	3 558 360,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 558 360,09	0,00	3 558 360,09	0,00
458153	Dépenses (à subdiviser par mandat)	43 256,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 256,42	0,00	43 256,42	0,00
458193	Dépenses (à subdiviser par mandat)	9 749,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 749,53	0,00	9 749,53	0,00
458194	Dépenses (à subdiviser par mandat)	8 235,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 235,61	0,00	8 235,61	0,00
	Sous Total compte 4581	**13 292 969,65**	**0,00**	**0,00**	**1 008 032,51**	**2 865 803,08**	**6 002,00**	**16 158 772,73**	**1 014 034,51**	**15 144 738,22**	**0,00**
4582001	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	40 701,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 701,13	0,00	40 701,13
4582009	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	1 026 630,50	0,00	0,00	0,00	107 714,35	0,00	1 134 344,85	0,00	1 134 344,85
458201	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	2 029 143,00	0,00	0,00	0,00	361 548,00	0,00	2 390 691,00	0,00	2 390 691,00
4582017	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	47 496,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 496,40	0,00	47 496,40
4582019	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	52 242,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 242,94	0,00	52 242,94
458202	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	490 860,00	0,00	0,00	0,00	258 300,00	0,00	749 160,00	0,00	749 160,00
4582024	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	806 292,59	0,00	0,00	0,00	38 057,71	0,00	844 350,30	0,00	844 350,30
4582030	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	669 608,75	869 608,75	0,00	0,00	200 000,00	869 608,75	869 608,75	0,00	0,00
4582034	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	63 858,75	0,00	0,00	0,00	134 642,90	0,00	198 501,65	0,00	198 501,65
4582035	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 616,00	0,00	17 616,00	0,00	17 616,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4582039	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	202 929,56	0,00	0,00	0,00	431 787,46	0,00	634 717,02	0,00	634 717,02
4582041	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	14 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 930,00	0,00	14 930,00
4582042	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	31 760,64	0,00	0,00	0,00	10 106,78	0,00	41 867,42	0,00	41 867,42
4582044	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	22 299,84	69 327,76	0,00	0,00	47 027,92	69 327,76	69 327,76	0,00	0,00
4582045	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	72 134,01	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	82 134,01	0,00	82 134,01
4582046	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	11 820,61	0,00	0,00	0,00	23 940,48	0,00	35 761,09	0,00	35 761,09
4582048	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	323 500,35	0,00	0,00	0,00	383 319,71	0,00	706 820,06	0,00	706 820,06
4582053	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	14 080,00	0,00	0,00	24 600,00	59 643,74	24 600,00	73 723,74	0,00	49 123,74
4582054	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	22 696,00	69 096,00	0,00	0,00	46 400,00	69 096,00	69 096,00	0,00	0,00
4582057	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	13 688,00	0,00	0,00	0,00	55 492,78	0,00	69 180,78	0,00	69 180,78
4582119	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	252 689,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 689,69	0,00	252 689,69
4582122	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	4 431,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 431,27	0,00	4 431,27
4582168	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	99 897,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 897,31	0,00	99 897,31
4582179	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	522 564,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522 564,76	0,00	522 564,76
45821809	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	363 338,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 338,38	0,00	363 338,38
45822109	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	85 605,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 605,79	0,00	85 605,79
4582212	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	84 530,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 530,68	0,00	84 530,68
4582218	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	490 542,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 542,94	0,00	490 542,94
4582235	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	22 455,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 455,57	0,00	22 455,57

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45822409	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	7 248,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 248,03	0,00	7 248,03
4582294	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	52 004,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 004,42	0,00	52 004,42
458241	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	32 884,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 884,39	0,00	32 884,39
45824582	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	3 300 946,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 946,59	0,00	3 300 946,59
458253	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	61 568,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 568,11	0,00	61 568,11
458293	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	13 065,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 065,12	0,00	13 065,12
458294	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	12 089,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 089,77	0,00	12 089,77
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**11 362 535,89**	**1 008 032,51**	**0,00**	**24 600,00**	**2 185 597,83**	**1 032 632,51**	**13 548 133,72**	**0,00**	**12 515 501,21**
	Sous Total compte 458	**13 292 969,65**	**11 362 535,89**	**1 008 032,51**	**1 008 032,51**	**2 890 403,08**	**2 191 599,83**	**17 191 405,24**	**14 562 168,23**	**2 629 237,01**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**13 292 969,65**	**17 162 502,99**	**10 961 738,31**	**10 214 858,81**	**2 890 403,08**	**2 191 599,83**	**27 145 111,04**	**29 568 961,63**	**0,00**	**2 423 850,59**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	5 063,08	0,00	67 056,90	72 119,98	0,00	0,00	72 119,98	72 119,98	0,00	0,00
4626	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	5 063,08	5 063,08	0,00	0,00	5 063,08	5 063,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**5 063,08**	**0,00**	**72 119,98**	**77 183,06**	**0,00**	**0,00**	**77 183,06**	**77 183,06**	**0,00**	**0,00**
4648	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	207,15	207,15	0,00	0,00	207,15	207,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**0,00**	**207,15**	**207,15**	**0,00**	**0,00**	**207,15**	**207,15**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	13 485,86	154 342,48	142 844,26	0,00	0,00	154 342,48	156 330,12	0,00	1 987,64
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	2 835,00	19 973 395,18	20 000 810,51	0,00	0,00	19 973 395,18	20 003 645,51	0,00	30 250,33
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**2 835,00**	**19 973 395,18**	**20 000 810,51**	**0,00**	**0,00**	**19 973 395,18**	**20 003 645,51**	**0,00**	**30 250,33**
46721	Débiteurs divers - Amiable	939 145,96	0,00	7 378 407,20	7 691 910,09	0,00	0,00	8 317 553,16	7 691 910,09	625 643,07	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	75 569,03	0,00	457 023,59	315 486,04	0,00	0,00	532 592,62	315 486,04	217 106,58	0,00
	Sous Total compte 4672	**1 014 714,99**	**0,00**	**7 835 430,79**	**8 007 396,13**	**0,00**	**0,00**	**8 850 145,78**	**8 007 396,13**	**842 749,65**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 467	**1 014 714,99**	**2 835,00**	**27 808 825,97**	**28 008 206,64**	**0,00**	**0,00**	**28 823 540,96**	**28 011 041,64**	**812 499,32**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	635 111,38	635 111,38	331 836,53	0,00	0,00	635 111,38	966 947,91	0,00	331 836,53
4687	Produits à recevoir	1 139 635,00	0,00	4 291 776,60	1 139 635,00	0,00	0,00	5 431 411,60	1 139 635,00	4 291 776,60	0,00
	Sous Total compte 468	**1 139 635,00**	**635 111,38**	**4 926 887,98**	**1 471 471,53**	**0,00**	**0,00**	**6 066 522,98**	**2 106 582,91**	**3 959 940,07**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**2 159 413,07**	**651 432,24**	**32 962 383,56**	**29 699 912,64**	**0,00**	**0,00**	**35 121 796,63**	**30 351 344,88**	**4 770 451,75**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	2 556 478,34	2 556 503,34	0,00	0,00	2 556 478,34	2 556 503,34	0,00	25,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	75 082,81	75 082,81	0,00	0,00	75 082,81	75 082,81	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	74 742 991,89	74 742 991,89	0,00	0,00	74 742 991,89	74 742 991,89	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	8 391 567,00	8 391 567,00	0,00	0,00	8 391 567,00	8 391 567,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	8 800 000,00	8 800 000,00	0,00	0,00	8 800 000,00	8 800 000,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	0,00	31 489 613,92	31 489 613,92	0,00	0,00	31 489 613,92	31 489 613,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**123 484 172,81**	**123 484 172,81**	**0,00**	**0,00**	**123 484 172,81**	**123 484 172,81**	**0,00**	**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	411,95	7 830,60	7 418,65	0,00	0,00	7 830,60	7 830,60	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	0,20	179 403,72	188 131,87	0,00	0,00	179 403,72	188 132,07	0,00	8 728,35
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**412,15**	**187 234,32**	**195 550,52**	**0,00**	**0,00**	**187 234,32**	**195 962,67**	**0,00**	**8 728,35**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	34 732,87	34 732,87	0,00	0,00	34 732,87	34 732,87	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**412,15**	**221 967,19**	**230 283,39**	**0,00**	**0,00**	**221 967,19**	**230 695,54**	**0,00**	**8 728,35**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	172 736,38	574 715,58	409 026,14	0,00	0,00	574 715,58	581 762,52	0,00	7 046,94
	Sous Total compte 471	**0,00**	**173 148,53**	**126 912 416,73**	**126 755 068,49**	**0,00**	**0,00**	**126 912 416,73**	**126 928 217,02**	**0,00**	**15 800,29**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	5 496 701,19	5 496 701,19	0,00	0,00	5 496 701,19	5 496 701,19	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	1 218 530,43	1 218 530,43	0,00	0,00	1 218 530,43	1 218 530,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**6 715 231,62**	**6 715 231,62**	**0,00**	**0,00**	**6 715 231,62**	**6 715 231,62**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	28,05	0,00	1 960,62	1 988,67	0,00	0,00	1 988,67	1 988,67	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	1 799 187,44	1 799 187,44	0,00	0,00	1 799 187,44	1 799 187,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**28,05**	**0,00**	**8 516 379,68**	**8 516 407,73**	**0,00**	**0,00**	**8 516 407,73**	**8 516 407,73**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	6,79	6,79	0,00	0,00	6,79	6,79	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**6,79**	**6,79**	**0,00**	**0,00**	**6,79**	**6,79**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**28,05**	**173 148,53**	**135 428 803,20**	**135 271 483,01**	**0,00**	**0,00**	**135 428 831,25**	**135 444 631,54**	**0,00**	**15 800,29**
4817	Indemnités de renégociation de la dette	5 685 714,30	0,00	0,00	0,00	0,00	1 421 428,57	5 685 714,30	1 421 428,57	4 264 285,73	0,00
	Sous Total compte 481	**5 685 714,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 421 428,57**	**5 685 714,30**	**1 421 428,57**	**4 264 285,73**	**0,00**
486	Charges constatées d'avance	73 281,28	0,00	92 760,25	73 281,28	0,00	0,00	166 041,53	73 281,28	92 760,25	0,00
487	Produits constatés d'avance	0,00	4 447 151,61	1 111 787,90	0,00	0,00	0,00	1 111 787,90	4 447 151,61	0,00	3 335 363,71
	Sous Total compte 48	**5 758 995,58**	**4 447 151,61**	**1 204 548,15**	**73 281,28**	**0,00**	**1 421 428,57**	**6 963 543,73**	**5 941 861,46**	**1 021 682,27**	**0,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	47 979,49	0,00	350 061,13	0,00	0,00	0,00	398 040,62	0,00	398 040,62
	Sous Total compte 491	**0,00**	**47 979,49**	**0,00**	**350 061,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 040,62**	**0,00**	**398 040,62**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**47 979,49**	**0,00**	**350 061,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 040,62**	**0,00**	**398 040,62**
	Total classe 4	**30 163 984,83**	**24 682 351,71**	**296 813 353,66**	**296 780 570,63**	**2 890 403,08**	**3 613 028,40**	**329 867 741,57**	**325 075 950,74**	**29 398 710,14**	**24 606 919,31**
5113	Titres spéciaux de paiement	30,00	0,00	1 990,00	2 020,00	0,00	0,00	2 020,00	2 020,00	0,00	0,00
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	106 777,94	106 777,94	0,00	0,00	106 777,94	106 777,94	0,00	0,00
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	0,00	60 993,85	60 901,34	0,00	0,00	60 993,85	60 901,34	92,51	0,00
	Sous Total compte 511	**30,00**	**0,00**	**169 761,79**	**169 699,28**	**0,00**	**0,00**	**169 791,79**	**169 699,28**	**92,51**	**0,00**
515	Compte au Trésor	7 087 169,27	0,00	134 885 442,97	138 284 944,31	0,00	0,00	141 972 612,24	138 284 944,31	3 687 667,93	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 51	**7 087 199,27**	**0,00**	**135 055 204,76**	**138 454 643,59**	**0,00**	**0,00**	**142 142 404,03**	**138 454 643,59**	**3 687 760,44**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	6 709,49	0,00	11 921,55	12 867,29	0,00	0,00	18 631,04	12 867,29	5 763,75	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 800,00	0,00	650,00	300,00	0,00	0,00	2 450,00	300,00	2 150,00	0,00
	Sous Total compte 541	**8 509,49**	**0,00**	**12 571,55**	**13 167,29**	**0,00**	**0,00**	**21 081,04**	**13 167,29**	**7 913,75**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**8 509,49**	**0,00**	**12 571,55**	**13 167,29**	**0,00**	**0,00**	**21 081,04**	**13 167,29**	**7 913,75**	**0,00**
553	Avances à des régies dotées de la seule	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00
	Sous Total compte 55	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	8 315 598,88	8 315 598,88	0,00	0,00	8 315 598,88	8 315 598,88	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	539 617,88	539 617,88	0,00	0,00	539 617,88	539 617,88	0,00	0,00
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	2 243 782,62	2 243 782,62	0,00	0,00	2 243 782,62	2 243 782,62	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	48 612,26	48 612,26	0,00	0,00	48 612,26	48 612,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**11 147 611,64**	**11 147 611,64**	**0,00**	**0,00**	**11 147 611,64**	**11 147 611,64**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**7 095 708,76**	**0,00**	**146 295 387,95**	**149 615 422,52**	**0,00**	**0,00**	**153 391 096,71**	**149 615 422,52**	**3 775 674,19**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	91 623,98	2 124,07	91 623,98	2 124,07	89 499,91	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 623,98**	**2 124,07**	**91 623,98**	**2 124,07**	**89 499,91**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	117 939,25	0,58	117 939,25	0,58	117 938,67	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 635,26	133 198,38	1 043 635,26	133 198,38	910 436,88	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	257 389,80	0,00	257 389,80	0,00	257 389,80	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 418 964,31**	**133 198,96**	**1 418 964,31**	**133 198,96**	**1 285 765,35**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 244,77	1 023,00	3 244,77	1 023,00	2 221,77	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	317 594,11	6 876,18	317 594,11	6 876,18	310 717,93	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	11 166,06	105,00	11 166,06	105,00	11 061,06	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	33 394,87	0,00	33 394,87	0,00	33 394,87	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	46 946,88	0,00	46 946,88	0,00	46 946,88	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 346,69**	**8 004,18**	**412 346,69**	**8 004,18**	**404 342,51**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	27 650,48	1 054,58	27 650,48	1 054,58	26 595,90	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	514 287,74	53 366,93	514 287,74	53 366,93	460 920,81	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	63 706,91	864,48	63 706,91	864,48	62 842,43	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**605 645,13**	**55 285,99**	**605 645,13**	**55 285,99**	**550 359,14**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	30 612,63	2,50	30 612,63	2,50	30 610,13	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	1 829,40	0,00	1 829,40	0,00	1 829,40	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 249,35	0,00	2 249,35	0,00	2 249,35	0,00
	Sous Total compte 6066	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 249,35**	**0,00**	**2 249,35**	**0,00**	**2 249,35**	**0,00**
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	202 156,81	3 355,90	202 156,81	3 355,90	198 800,91	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 673 804,32**	**199 847,53**	**2 673 804,32**	**199 847,53**	**2 473 956,79**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 765 428,30**	**201 971,60**	**2 765 428,30**	**201 971,60**	**2 563 456,70**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	9 852 504,99	713 962,23	9 852 504,99	713 962,23	9 138 542,76	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	462 498,73	9 390,00	462 498,73	9 390,00	453 108,73	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	108 094,14	17 130,01	108 094,14	17 130,01	90 964,13	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	10 245,96	0,00	10 245,96	0,00	10 245,96	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 340,10**	**17 130,01**	**118 340,10**	**17 130,01**	**101 210,09**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**580 838,83**	**26 520,01**	**580 838,83**	**26 520,01**	**554 318,82**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	84 960,28	0,00	84 960,28	0,00	84 960,28	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	28 020,00	28 020,00	28 020,00	28 020,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	342 354,05	72 621,03	342 354,05	72 621,03	269 733,02	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 354,05**	**72 621,03**	**342 354,05**	**72 621,03**	**269 733,02**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	5 333,44	0,00	5 333,44	0,00	5 333,44	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	127 494,44	29 407,45	127 494,44	29 407,45	98 086,99	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 827,88**	**29 407,45**	**132 827,88**	**29 407,45**	**103 420,43**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**503 201,93**	**130 048,48**	**503 201,93**	**130 048,48**	**373 153,45**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	550 951,62	1 726,63	550 951,62	1 726,63	549 224,99	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	51 177,45	230,75	51 177,45	230,75	50 946,70	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**602 129,07**	**1 957,38**	**602 129,07**	**1 957,38**	**600 171,69**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	647 403,44	150 617,84	647 403,44	150 617,84	496 785,60	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 752 734,44**	**282 623,70**	**1 752 734,44**	**282 623,70**	**1 470 110,74**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	302 761,81	11 696,72	302 761,81	11 696,72	291 065,09	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**302 761,81**	**11 696,72**	**302 761,81**	**11 696,72**	**291 065,09**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	150 911,12	55 115,11	150 911,12	55 115,11	95 796,01	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	32 333,72	2 994,61	32 333,72	2 994,61	29 339,11	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	68 487,57	0,00	68 487,57	0,00	68 487,57	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	3 182,00	0,00	3 182,00	0,00	3 182,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119,84	0,00	7 119,84	0,00	7 119,84	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 123,13**	**2 994,61**	**111 123,13**	**2 994,61**	**108 128,52**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 835 834,60**	**1 092 912,38**	**12 835 834,60**	**1 092 912,38**	**11 742 922,22**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	658 677,07	181 484,31	658 677,07	181 484,31	477 192,76	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	15 844,74	1 462,98	15 844,74	1 462,98	14 381,76	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**674 521,81**	**182 947,29**	**674 521,81**	**182 947,29**	**491 574,52**	**0,00**
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	60 089,74	9 510,00	60 089,74	9 510,00	50 579,74	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 064,74**	**9 510,00**	**76 064,74**	**9 510,00**	**66 554,74**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	28 652,40	2 850,00	28 652,40	2 850,00	25 802,40	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	9 102,10	1 040,00	9 102,10	1 040,00	8 062,10	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 819,24**	**13 400,00**	**113 819,24**	**13 400,00**	**100 419,24**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	187 154,01	1 562,00	187 154,01	1 562,00	185 592,01	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	86 466,30	6 278,33	86 466,30	6 278,33	80 187,97	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	9 455,04	0,00	9 455,04	0,00	9 455,04	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	39 755,49	849,77	39 755,49	849,77	38 905,72	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	141 772,69	226,00	141 772,69	226,00	141 546,69	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	33 153,47	1 150,00	33 153,47	1 150,00	32 003,47	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 757,00**	**10 066,10**	**497 757,00**	**10 066,10**	**487 690,90**	**0,00**
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	47 199,13	0,00	47 199,13	0,00	47 199,13	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	7 864,18	0,00	7 864,18	0,00	7 864,18	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	180,00	0,00	180,00	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 243,31**	**0,00**	**55 243,31**	**0,00**	**55 243,31**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	54 172,39	3 148,81	54 172,39	3 148,81	51 023,58	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 172,39**	**3 148,81**	**54 172,39**	**3 148,81**	**51 023,58**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	34 861,57	1 153,18	34 861,57	1 153,18	33 708,39	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	63 565,22	6 099,64	63 565,22	6 099,64	57 465,58	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 426,79**	**7 252,82**	**98 426,79**	**7 252,82**	**91 173,97**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	29 632,93	54,03	29 632,93	54,03	29 578,90	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	95 415,06	500,00	95 415,06	500,00	94 915,06	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	73 858,54	5 887,20	73 858,54	5 887,20	67 971,34	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	390 548,32	13 866,30	390 548,32	13 866,30	376 682,02	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	604 539,79	19 724,41	604 539,79	19 724,41	584 815,38	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	48 868,00	0,03	48 868,00	0,03	48 867,97	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**653 407,79**	**19 724,44**	**653 407,79**	**19 724,44**	**633 683,35**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	11 299,76	0,00	11 299,76	0,00	11 299,76	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 224 529,47**	**39 977,94**	**1 224 529,47**	**39 977,94**	**1 184 551,53**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 748 102,94**	**256 846,99**	**2 748 102,94**	**256 846,99**	**2 491 255,95**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	294 983,35	0,00	294 983,35	0,00	294 983,35	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	81 508,07	0,00	81 508,07	0,00	81 508,07	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	389 399,36	0,00	389 399,36	0,00	389 399,36	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**765 890,78**	**0,00**	**765 890,78**	**0,00**	**765 890,78**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	125 922,86	13 420,00	125 922,86	13 420,00	112 502,86	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 792,00	0,00	3 792,00	0,00	3 792,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 714,86**	**13 420,00**	**129 714,86**	**13 420,00**	**116 294,86**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	2 939,56	1 396,52	2 939,56	1 396,52	1 543,04	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	7 891,00	0,00	7 891,00	0,00	7 891,00	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 545,42**	**14 816,52**	**140 545,42**	**14 816,52**	**125 728,90**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	35 134,13	0,00	35 134,13	0,00	35 134,13	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 134,13**	**0,00**	**35 134,13**	**0,00**	**35 134,13**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**941 570,33**	**14 816,52**	**941 570,33**	**14 816,52**	**926 753,81**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	11 363 780,08	0,00	11 363 780,08	0,00	11 363 780,08	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	240 694,87	0,00	240 694,87	0,00	240 694,87	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	152 757,23	0,00	152 757,23	0,00	152 757,23	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 767 664,87	0,00	2 767 664,87	0,00	2 767 664,87	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 524 897,05**	**0,00**	**14 524 897,05**	**0,00**	**14 524 897,05**	**0,00**
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	23 297,81	0,00	23 297,81	0,00	23 297,81	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	7 364,00	0,00	7 364,00	0,00	7 364,00	0,00
	Sous Total compte 6412	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 661,81**	**0,00**	**30 661,81**	**0,00**	**30 661,81**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	4 919 433,82	4 035,48	4 919 433,82	4 035,48	4 915 398,34	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	81 619,28	0,00	81 619,28	0,00	81 619,28	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 001 053,10**	**4 035,48**	**5 001 053,10**	**4 035,48**	**4 997 017,62**	**0,00**
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	5 180,00	0,00	5 180,00	0,00	5 180,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00	0,00	0,00	97 948,92	0,00	97 948,92	0,00	97 948,92	0,00
	Sous Total compte 6416	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 948,92**	**0,00**	**97 948,92**	**0,00**	**97 948,92**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	21 690,90	0,00	21 690,90	0,00	21 690,90	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 142,23	0,00	182 142,23	0,00	182 142,23
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 681 431,78**	**186 177,71**	**19 681 431,78**	**186 177,71**	**19 495 254,07**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 289 455,45	0,00	3 289 455,45	0,00	3 289 455,45	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	4 479 580,98	0,00	4 479 580,98	0,00	4 479 580,98	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	203 790,87	0,00	203 790,87	0,00	203 790,87	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	175 760,82	0,00	175 760,82	0,00	175 760,82	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	44 301,22	0,00	44 301,22	0,00	44 301,22	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 192 889,34**	**0,00**	**8 192 889,34**	**0,00**	**8 192 889,34**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	16 082,61	0,00	16 082,61	0,00	16 082,61	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 082,61**	**0,00**	**16 082,61**	**0,00**	**16 082,61**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	53 047,21	163,39	53 047,21	163,39	52 883,82	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	844 711,08	0,00	844 711,08	0,00	844 711,08	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	484 767,82	0,00	484 767,82	0,00	484 767,82
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**913 840,90**	**484 931,21**	**913 840,90**	**484 931,21**	**428 909,69**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 788 162,02**	**671 108,92**	**28 788 162,02**	**671 108,92**	**28 117 053,10**	**0,00**
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**
65188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00
	Sous Total compte 6518	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**	**58 000,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	458 897,74	164,43	458 897,74	164,43	458 733,31	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 091,57	0,00	3 091,57	0,00	3 091,57	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	29 790,29	0,00	29 790,29	0,00	29 790,29	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	152 718,81	0,00	152 718,81	0,00	152 718,81	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**644 498,41**	**164,43**	**644 498,41**	**164,43**	**644 333,98**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**644 498,41**	**164,43**	**644 498,41**	**164,43**	**644 333,98**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	79 287,33	0,00	79 287,33	0,00	79 287,33	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	15 806 843,48	699 628,37	15 806 843,48	699 628,37	15 107 215,11	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 806 843,48**	**699 628,37**	**15 806 843,48**	**699 628,37**	**15 107 215,11**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 886 130,81**	**699 628,37**	**15 886 130,81**	**699 628,37**	**15 186 502,44**	**0,00**
65733	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	11 600,00	0,00	11 600,00	0,00	11 600,00	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 600,00**	**0,00**	**11 600,00**	**0,00**	**11 600,00**	**0,00**
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900 000,00	0,00	6 900 000,00	0,00	6 900 000,00	0,00
	Sous Total compte 6573622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**	**6 900 000,00**	**0,00**
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 941 600,00**	**0,00**	**6 941 600,00**	**0,00**	**6 941 600,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	2 614 144,25	0,00	2 614 144,25	0,00	2 614 144,25	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 614 144,25**	**0,00**	**2 614 144,25**	**0,00**	**2 614 144,25**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 555 744,25**	**0,00**	**9 555 744,25**	**0,00**	**9 555 744,25**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	3 098,10	0,00	3 098,10	0,00	3 098,10	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	24 580,56	17 333,68	24 580,56	17 333,68	7 246,88	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 678,66**	**17 333,68**	**27 678,66**	**17 333,68**	**10 344,98**	**0,00**
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	231 903,06	0,00	231 903,06	0,00	231 903,06	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**231 903,06**	**0,00**	**231 903,06**	**0,00**	**231 903,06**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 581,72**	**17 333,68**	**259 581,72**	**17 333,68**	**242 248,04**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 403 955,19**	**717 126,48**	**26 403 955,19**	**717 126,48**	**25 686 828,71**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 095 342,89	0,00	1 095 342,89	0,00	1 095 342,89	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	253 092,60	305 883,14	253 092,60	305 883,14	0,00	52 790,54
661131	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	50 485,41	0,00	50 485,41	0,00	50 485,41	0,00
	Sous Total compte 66113	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 485,41**	**0,00**	**50 485,41**	**0,00**	**50 485,41**	**0,00**
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 398 920,90**	**305 883,14**	**1 398 920,90**	**305 883,14**	**1 093 037,76**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 398 920,90**	**305 883,14**	**1 398 920,90**	**305 883,14**	**1 093 037,76**	**0,00**
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	131,61	0,00	131,61	0,00	131,61	0,00
	Sous Total compte 668	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131,61**	**0,00**	**131,61**	**0,00**	**131,61**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 052,51**	**305 883,14**	**1 399 052,51**	**305 883,14**	**1 093 169,37**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	63 703,42	0,00	63 703,42	0,00	63 703,42	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	164 496,83	0,00	164 496,83	0,00	164 496,83	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	49 928,15	0,00	49 928,15	0,00	49 928,15	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 928,15**	**0,00**	**49 928,15**	**0,00**	**49 928,15**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 128,40**	**0,00**	**278 128,40**	**0,00**	**278 128,40**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 018,84	0,00	3 588 018,84	0,00	3 588 018,84	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	350 061,13	0,00	350 061,13	0,00	350 061,13	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 938 079,97**	**0,00**	**3 938 079,97**	**0,00**	**3 938 079,97**	**0,00**
6862	Dotations aux amortissements des charges	0,00	0,00	0,00	0,00	1 421 428,57	0,00	1 421 428,57	0,00	1 421 428,57	0,00
	Sous Total compte 686	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 421 428,57**	**0,00**	**1 421 428,57**	**0,00**	**1 421 428,57**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 359 508,54**	**0,00**	**5 359 508,54**	**0,00**	**5 359 508,54**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 519 742,83**	**3 260 666,03**	**81 519 742,83**	**3 260 666,03**	**78 978 777,39**	**719 700,59**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	472 713,39	0,00	472 713,39	0,00	472 713,39
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**472 713,39**	**0,00**	**472 713,39**	**0,00**	**472 713,39**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484,46	0,00	2 484,46	0,00	2 484,46
70328	Autres droits de stationnement et de loc	0,00	0,00	0,00	0,00	36 250,00	298 558,43	36 250,00	298 558,43	0,00	262 308,43
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 250,00**	**301 042,89**	**36 250,00**	**301 042,89**	**0,00**	**264 792,89**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 967,51	0,00	167 967,51	0,00	167 967,51
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 967,51**	**0,00**	**167 967,51**	**0,00**	**167 967,51**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 250,00**	**469 010,40**	**36 250,00**	**469 010,40**	**0,00**	**432 760,40**
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu	0,00	0,00	0,00	0,00	1 875 662,00	3 930 848,59	1 875 662,00	3 930 848,59	0,00	2 055 186,59
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 875 662,00**	**3 930 848,59**	**1 875 662,00**	**3 930 848,59**	**0,00**	**2 055 186,59**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	5 999,62	378 663,10	5 999,62	378 663,10	0,00	372 663,48
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 327,00	0,00	80 327,00	0,00	80 327,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	25 326,78	610 420,28	25 326,78	610 420,28	0,00	585 093,50
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 326,78**	**690 747,28**	**25 326,78**	**690 747,28**	**0,00**	**665 420,50**
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	36 789,05	687 846,84	36 789,05	687 846,84	0,00	651 057,79
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	32 904,95	381 341,75	32 904,95	381 341,75	0,00	348 436,80
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	726,54	53 402,21	726,54	53 402,21	0,00	52 675,67
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**726,54**	**53 402,21**	**726,54**	**53 402,21**	**0,00**	**52 675,67**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**726,54**	**53 402,21**	**726,54**	**53 402,21**	**0,00**	**52 675,67**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 977 408,94**	**6 122 849,77**	**1 977 408,94**	**6 122 849,77**	**0,00**	**4 145 440,83**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 807,55	0,00	2 807,55	0,00	2 807,55
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 807,55**	**0,00**	**2 807,55**	**0,00**	**2 807,55**
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888 957,49	0,00	888 957,49	0,00	888 957,49
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	33 075,00	968 016,41	33 075,00	968 016,41	0,00	934 941,41
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 051,00	0,00	520 051,00	0,00	520 051,00
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 075,00**	**2 377 024,90**	**33 075,00**	**2 377 024,90**	**0,00**	**2 343 949,90**
708722	dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	943,57	3 333,57	943,57	3 333,57	0,00	2 390,00
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**943,57**	**3 333,57**	**943,57**	**3 333,57**	**0,00**	**2 390,00**
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	11 160,43	752 570,06	11 160,43	752 570,06	0,00	741 409,63
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	15 135,36	285 220,63	15 135,36	285 220,63	0,00	270 085,27
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 239,36**	**1 041 124,26**	**27 239,36**	**1 041 124,26**	**0,00**	**1 013 884,90**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 807,15	0,00	7 807,15	0,00	7 807,15
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 314,36**	**3 425 956,31**	**60 314,36**	**3 425 956,31**	**0,00**	**3 365 641,95**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 073 973,30**	**10 493 337,42**	**2 073 973,30**	**10 493 337,42**	**0,00**	**8 419 364,12**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 283 157,00	0,00	17 283 157,00	0,00	17 283 157,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	17 567,00	1 371 898,00	17 567,00	1 371 898,00	0,00	1 354 331,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	856 435,00	0,00	856 435,00	0,00	856 435,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 902,00	0,00	402 902,00	0,00	402 902,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 567,00**	**19 914 392,00**	**17 567,00**	**19 914 392,00**	**0,00**	**19 896 825,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 494 757,00	0,00	31 494 757,00	0,00	31 494 757,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 929 735,00	0,00	1 929 735,00	0,00	1 929 735,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 424 492,00**	**0,00**	**33 424 492,00**	**0,00**	**33 424 492,00**
73156	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 047 791,00	14 069 410,80	1 047 791,00	14 069 410,80	0,00	13 021 619,80
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 047 791,00**	**14 069 410,80**	**1 047 791,00**	**14 069 410,80**	**0,00**	**13 021 619,80**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 065 358,00**	**67 408 294,80**	**1 065 358,00**	**67 408 294,80**	**0,00**	**66 342 936,80**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 092,00	0,00	27 092,00	0,00	27 092,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 092,00**	**0,00**	**27 092,00**	**0,00**	**27 092,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 092,00**	**0,00**	**27 092,00**	**0,00**	**27 092,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 621 742,00	0,00	16 621 742,00	0,00	16 621 742,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050 667,00	0,00	7 050 667,00	0,00	7 050 667,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 061,00	0,00	63 061,00	0,00	63 061,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 735 470,00**	**0,00**	**23 735 470,00**	**0,00**	**23 735 470,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	187 156,59	0,00	187 156,59	0,00	187 156,59	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**	**187 156,59**	**0,00**
739156	Reversement sur taxe de versement mobili	0,00	0,00	0,00	0,00	9 249 709,28	0,00	9 249 709,28	0,00	9 249 709,28	0,00
	Sous Total compte 73915	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 249 709,28**	**0,00**	**9 249 709,28**	**0,00**	**9 249 709,28**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 436 865,87**	**0,00**	**9 436 865,87**	**0,00**	**9 436 865,87**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	18 952 304,00	0,00	18 952 304,00	0,00	18 952 304,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	1 737 292,00	0,00	1 737 292,00	0,00	1 737 292,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 689 596,00**	**0,00**	**20 689 596,00**	**0,00**	**20 689 596,00**	**0,00**
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	2 863 666,00	0,00	2 863 666,00	0,00	2 863 666,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	1 898 523,00	0,00	1 898 523,00	0,00	1 898 523,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 898 523,00**	**0,00**	**1 898 523,00**	**0,00**	**1 898 523,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 762 189,00**	**0,00**	**4 762 189,00**	**0,00**	**4 762 189,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 451 785,00**	**0,00**	**25 451 785,00**	**0,00**	**25 451 785,00**	**0,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 937 424,87**	**0,00**	**34 937 424,87**	**0,00**	**34 937 424,87**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 002 782,87**	**91 170 856,80**	**36 002 782,87**	**91 170 856,80**	**0,00**	**55 168 073,93**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 130 490,00	0,00	2 130 490,00	0,00	2 130 490,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 698 388,00	0,00	5 698 388,00	0,00	5 698 388,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**	**0,00**	**7 828 878,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 320,05	0,00	18 320,05	0,00	18 320,05
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 512,00	0,00	223 512,00	0,00	223 512,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 512,00**	**0,00**	**223 512,00**	**0,00**	**223 512,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 512,00**	**0,00**	**223 512,00**	**0,00**	**223 512,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	248 068,58	1 037 219,85	248 068,58	1 037 219,85	0,00	789 151,27
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 068,58**	**1 037 219,85**	**248 068,58**	**1 037 219,85**	**0,00**	**789 151,27**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	45 050,00	679 375,90	45 050,00	679 375,90	0,00	634 325,90
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,16	176 738,01	29 000,16	176 738,01	0,00	147 737,85
74771	Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	671 066,67	969 789,30	671 066,67	969 789,30	0,00	298 722,63
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 600,00	0,00	23 600,00	0,00	23 600,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**671 066,67**	**993 389,30**	**671 066,67**	**993 389,30**	**0,00**	**322 322,63**
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	Sous Total compte 74781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 000,00**	**0,00**	**11 000,00**	**0,00**	**11 000,00**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	464 779,23	3 030 081,72	464 779,23	3 030 081,72	0,00	2 565 302,49
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 779,23**	**3 030 081,72**	**464 779,23**	**3 030 081,72**	**0,00**	**2 565 302,49**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 779,23**	**3 041 081,72**	**464 779,23**	**3 041 081,72**	**0,00**	**2 576 302,49**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 457 964,64**	**5 927 804,78**	**1 457 964,64**	**5 927 804,78**	**0,00**	**4 469 840,14**
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00	0,00	48 774,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 774,00**	**0,00**	**48 774,00**	**0,00**	**48 774,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 809 045,00	0,00	3 809 045,00	0,00	3 809 045,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00	0,00	570,00	0,00	570,00
748381	Compensation liée au relèvement du seuil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 167,32	0,00	134 167,32	0,00	134 167,32
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**134 167,32**	**0,00**	**134 167,32**	**0,00**	**134 167,32**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 992 556,32**	**0,00**	**3 992 556,32**	**0,00**	**3 992 556,32**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 992 556,32**	**0,00**	**3 992 556,32**	**0,00**	**3 992 556,32**
7498	Autres reversements sur dotations et par	0,00	0,00	0,00	0,00	855 149,90	0,00	855 149,90	0,00	855 149,90	0,00
	Sous Total compte 749	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**855 149,90**	**0,00**	**855 149,90**	**0,00**	**855 149,90**	**0,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 313 114,54**	**17 991 071,15**	**2 313 114,54**	**17 991 071,15**	**0,00**	**15 677 956,61**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,02	595 802,46	2 618,02	595 802,46	0,00	593 184,44
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	49 140,00	49 140,00	49 140,00	49 140,00	0,00	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,66	0,00	27,66	0,00	27,66
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	11 454,00	317 193,47	11 454,00	317 193,47	0,00	305 739,47

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 454,00**	**317 193,47**	**11 454,00**	**317 193,47**	**0,00**	**305 739,47**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 454,00**	**317 221,13**	**11 454,00**	**317 221,13**	**0,00**	**305 767,13**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 212,02**	**962 163,59**	**63 212,02**	**962 163,59**	**0,00**	**898 951,57**
76811	Sortie des emprunts à risques avec IRA c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111 787,90	0,00	1 111 787,90	0,00	1 111 787,90
	Sous Total compte 7681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 111 787,90**	**0,00**	**1 111 787,90**	**0,00**	**1 111 787,90**
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 083,27	0,00	1 083,27	0,00	1 083,27
	Sous Total compte 768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 112 871,17**	**0,00**	**1 112 871,17**	**0,00**	**1 112 871,17**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 112 871,17**	**0,00**	**1 112 871,17**	**0,00**	**1 112 871,17**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 980,38	0,00	225 980,38	0,00	225 980,38
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 056,90	0,00	67 056,90	0,00	67 056,90
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 368,08	0,00	147 368,08	0,00	147 368,08
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 368,08**	**0,00**	**147 368,08**	**0,00**	**147 368,08**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 804,44	0,00	43 804,44	0,00	43 804,44
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**484 209,80**	**0,00**	**484 209,80**	**0,00**	**484 209,80**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 453 082,73**	**122 334 509,93**	**40 453 082,73**	**122 334 509,93**	**35 792 574,77**	**117 674 001,97**
	Total général	**295 304 698,08**	**295 304 698,08**	**491 918 224,34**	**491 634 610,60**	**149 366 366,13**	**149 649 979,87**	**936 589 288,55**	**936 589 288,55**	**418 476 062,88**	**418 476 062,88**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**3 758 826,73**	**1 362 557,81**	**13 982,68**	**0,00**	**2 784 522,00**	**6 024 581,32**	**261 359,77**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	13 982,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 667 168,93	0,00	0,00	0,00	53 308,77	200 000,00	341,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	211 003,47	0,00	0,00	13 800,00	82 125,03	12 560,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 500,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	428 756,50	0,00	0,00	1 590,96	234 025,12	74 328,90	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	291 231,09	0,00	0,00	2 631 070,82	5 478 931,17	174 129,87	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	91 657,80	431 241,75	0,00	0,00	84 751,45	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**6 879 721,47**	**712 096,86**	**0,00**	**0,00**	**159 559,20**	**5 100 213,47**	**35 897,51**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 742 784,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	22 845,97	0,00	0,00	121 501,49	634 213,47	35 227,51	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400 000,00	670,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 856,00	0,00	0,00	0,00	1 066 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	136 936,52	674 394,89	0,00	0,00	38 057,71	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**2 473 048,97**	**541 855,72**	**2 796 465,27**	**4 252 382,16**		**24 269 582,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	513,00	12 000,00		26 495,68
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 264,00	275 500,00	718 520,61		4 916 103,31
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	166 522,27	0,00	37 631,98	1 236 747,05		1 760 389,80
204	Subventions d'équipement versées	420 205,00	0,00	752 505,00	425 696,27		1 627 906,27
21	Immobilisations corporelles	1 291,80	86 076,26	1 182 908,13	9 486,12		2 018 463,79
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	80 003,45	394 575,06	547 407,16	1 366 508,88		10 963 857,50
26	Participations et créances rattachées	0,00	22 650,00	0,00	0,00		22 650,00
27	Autres immobilisations financières	73 590,00	0,00	0,00	0,00		73 915,00
45	Opérations pour compte de tiers	1 731 436,45	37 290,40	0,00	483 423,23		2 859 801,08
RECETTES		**1 885 574,61**	**538 984,78**	**92 876,54**	**493 221,46**		**15 898 145,90**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 742 784,95
13	Subventions d'investissement	1 046 162,71	256 881,27	92 876,54	61 434,00		2 271 142,96
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 755,80	0,00	0,00		5 402 425,80
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	155 017,36	0,00	0,00		155 017,36
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		1 080 856,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	84 921,00	0,00	0,00	0,00		84 921,00
45	Opérations pour compte de tiers	754 490,90	125 330,35	0,00	431 787,46		2 160 997,83

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**24 546 599,38**	**13 975 086,69**	**0,00**	**0,00**	**665 094,73**	**13 313 002,32**	**5 206 691,28**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 760 643,97	0,00	0,00	308 985,70	2 370 252,11	668 717,49	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 827 002,63	0,00	0,00	319 248,62	9 587 177,65	3 653 663,79	0,00
014	Atténuations de produits	23 714 493,00	1 973 222,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 061 696,34	0,00	0,00	32 000,00	1 308 056,64	884 310,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	832 106,38	0,00	0,00	0,00	4 860,41	45 625,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	2 460,03	0,00	0,00	0,00	1 890,92	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	350 061,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**31 293 658,95**	**26 656 887,74**	**0,00**	**0,00**	**137 822,36**	**3 706 348,02**	**2 720 027,91**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	666 910,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	245 318,04	0,00	0,00	134 765,37	2 647 478,30	666 860,65	0,00
73	Impôts et taxes	27 092,00	23 735 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	19 493 923,00	402 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	11 705 587,05	144 957,39	0,00	0,00	0,00	949 829,49	2 033 682,87	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	214 515,86	0,00	0,00	3 056,99	108 939,43	19 395,75	0,00
76	Produits financiers	0,00	1 112 871,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	67 056,90	13 943,23	0,00	0,00	0,00	100,80	88,64	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 357 486,41**	**2 375 270,04**	**27 558 970,60**	**19 496 487,78**		**109 494 689,23**
011	Charges à caractère général	0,00	654 535,36	1 253 476,45	8 115 690,91	1 334 621,39		16 466 923,38
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 577 618,05	842 153,59	4 312 589,47	921 974,65		30 041 428,45
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	10 104 859,18		35 792 574,77
65	Autres charges de gestion courante	0,00	125 333,00	279 640,00	15 029 492,73	6 966 300,00		25 686 828,71
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	41 845,02	168 732,56		1 093 169,37
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	59 352,47	0,00		63 703,42
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		350 061,13
RECETTES		**0,00**	**992 749,80**	**789 190,79**	**36 866 598,23**	**14 986 455,70**		**118 149 739,50**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		666 910,05
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	447 094,41	285 371,90	3 177 413,77	815 061,68		8 419 364,12
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		23 762 562,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	33 424 492,00	13 021 619,80		66 342 936,80
74	Dotations et participations	0,00	531 855,00	121 065,00	52 612,49	993 517,22		16 533 106,51
75	Autres produits de gestion courante	0,00	13 800,39	382 753,89	232,26	156 257,00		898 951,57
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 112 871,17
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	211 847,71	0,00		293 037,28
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	58 376 080,06	27 350 785,44	8 381 840,00	22 643 454,62
RECETTES	58 376 080,06	24 012 048,78	15 502 956,51	18 861 074,77
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	125 615 799,00	114 718 561,62	0,00	10 897 237,38
RECETTES	125 615 799,00	118 340 912,02	0,00	7 274 886,98

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET BUDGET ANNEXE EAU/ N°SIRET : 20003985700053

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 032 052,00	2 870 575,76	264 254,35	897 221,89
RECETTES	4 032 052,00	819 968,80	998 478,40	2 213 604,80
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 102 208,00	3 216 418,76	0,00	2 885 789,24
RECETTES	6 102 208,00	4 494 080,09	0,00	1 608 127,91

BUDGET BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 20003985700046

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	8 347 420,17	1 811 765,18	626 856,69	5 908 798,30
RECETTES	8 347 420,17	1 340 953,92	429 374,24	6 577 092,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 447 068,00	1 960 475,48	0,00	6 486 592,52
RECETTES	8 447 068,00	2 640 027,67	0,00	5 807 040,33

BUDGET SPANC/ N°SIRET : 20003985700061

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 341,21	0,00	0,00	11 341,21
RECETTES	11 341,21	685,00	0,00	10 656,21
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	166 500,00	70 388,82	0,00	96 111,18
RECETTES	166 500,00	96 534,67	0,00	69 965,33

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	70 766 893,44	32 033 126,38	9 272 951,04	29 460 816,02
RECETTES	70 766 893,44	26 173 656,50	16 930 809,15	27 662 427,79
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	140 331 575,00	119 965 844,68	0,00	20 365 730,32
RECETTES	140 331 575,00	125 571 554,45	0,00	14 760 020,55

(1) Y compris les rattachements.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	70 766 893,44	32 033 126,38	9 272 951,04	29 460 816,02
RECETTES	70 766 893,44	26 173 656,50	16 930 809,15	27 662 427,79
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	140 331 575,00	119 965 844,68	0,00	20 365 730,32
RECETTES	140 331 575,00	125 571 554,45	0,00	14 760 020,55
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**211 098 468,44**	**151 998 971,06**	**9 272 951,04**	**49 826 546,34**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**211 098 468,44**	**151 745 210,95**	**16 930 809,15**	**42 422 448,34**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**92 350 192,59**									
1641 Emprunts en euros (total)					92 350 192,59									
0036355M (CE2015-01)	CREDIT FONCIER	22/07/2015	28/09/2015	28/12/2015	2 587 500,00	F	FIXE	2,380	2,419		T	C	O	A-1
00600615825-Sillages (CA2011-0	CREDIT AGRICOLE	16/11/2011	20/12/2011	20/03/2012	3 000 000,00	V	MOYEURIBOR03M	3,039	3,796		T	P	O	A-1
00600623576 (CA2012-01)	CREDIT AGRICOLE	09/12/2012	12/01/2012	12/04/2012	1 000 000,00	F	FIXE	5,150	5,251		T	P	O	A-1
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	13 322,69	F	FIXE	4,030	4,832		A	P	O	A-1
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	145 066,29	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	15 398,27	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	17/03/2020	11 918,27	F	FIXE	5,020	5,167		T	P	O	A-1
00754990049-7104891 (NEF2021-0	LA NEF	26/11/2021	26/11/2021	13/12/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,800	0,796		A	C	O	A-1
1129870 (1129870)	CAISSE DEPOT CON.	01/02/2009	01/02/2009	01/02/2010	1 000 000,00	F	FIXE	4,470	4,471		A	P	O	A-1
1340118-EP AURIBEAU - 1365502	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	36 178,44	V	LIVRETA	1,750	2,983		T	C	O	A-1
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	17 806,80	V	LIVRETA	1,750	2,720		T	C	O	A-1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1340130 EP AURIBEAU - 1365503	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	6 908,42	V	LIVRETA	1,500	2,758		T	C	O	A-1
1589613 (SG2019-01)	SOCIETE GENERALE	09/08/2019	01/10/2019	01/01/2020	3 000 000,00	F	FIXE	0,550	0,559		T	C	O	A-1
1701 (1701)	SOCIETE GENERALE	11/07/2017	17/07/2017	17/10/2017	4 300 000,00	F	FIXE	1,230	1,254		T	C	O	A-1
2011.074 (2011.074)	CAISSE D'EPARGNE	11/08/2011	07/12/2011	25/03/2012	1 400 000,00	V	E3M	5,480	4,293		T	C	O	A-1
2013.059/A1013169 (2013.059)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	03/06/2013	25/09/2013	510 000,00	F	FIXE	4,890	4,981		T	C	O	A-1
2013.060/A1013170 (2013.060)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	25/09/2013	25/12/2013	1 000 000,00	F	FIXE	5,010	5,106		T	C	O	A-1
2655/001 (SG2020-01)	SOCIETE GENERALE	07/10/2020	15/10/2020	15/01/2021	3 000 000,00	F	FIXE	0,600	0,610		T	C	O	A-1
2952/001 (SG2021-01)	SOCIETE GENERALE	30/11/2021	10/12/2021	10/03/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,860	0,875		T	C	O	A-1
407543 (CDC-01-T05)	CAISSE DEPOT CON.	16/03/2012	16/09/2015	01/12/2015	6 000 000,00	F	FIXE	2,570	2,570		T	P	O	A-1
53188 (CDC53188)	CAISSE DEPOT CON.	01/08/2016	09/09/2016	09/09/2017	1 417 200,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
5549846 (CDC2023-01)	CAISSE DEPOT CON.	31/08/2023	24/11/2025	01/03/2026	12 000 000,00	V	LIVRETA	3,400	2,097		T	C	O	A-1
A1013428 (CE2013)	CAISSE D'EPARGNE	26/07/2013	25/08/2013	25/11/2013	2 639 561,44	F	FIXE	5,070	5,234		T	P	O	A-1
A1013699 (CE2013-2)	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2013	31/10/2013	25/02/2014	3 500 000,00	F	FIXE	3,860	4,023		T	C	O	A-1
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2018	01/01/2020	25/03/2020	10 230,66	F	FIXE	5,170	5,368		T	P	O	A-1
A1025123 (CE2025-01)	CAISSE D'EPARGNE	17/12/2025	22/12/2025	22/03/2026	2 000 000,00	F	FIXE	3,750	3,820		T	C	O	A-1
BD6472 (CA)	CREDIT AGRICOLE	10/11/2010	21/12/2010	21/12/2011	4 000 000,00	F	FIXE	3,110	3,156		A	P	O	A-1
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	12/08/2016	19/09/2017	01/01/2018	1 700 000,00	F	FIXE	1,160	1,160		T	C	O	A-1
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/04/2016	7 329 654,11	F	FIXE	2,950	2,994		A	X Libre	O	A-1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes à l'origine du contrat															
								Taux initial							
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	19 900 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	2 000 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MON270563EUR (DX)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/07/2010	01/09/2010	01/01/2011	750 000,00	F	FIXE	2,870	2,901		T	P	O	A-1
MON525934EUR EP AURIBEAU (SFIL	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/12/2011	01/01/2020	05/01/2020	20 960,00	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
MON526035EUR EP LA ROQUETTE (S	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	01/01/2019	01/01/2020	05/01/2020	38 487,20	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
MON544141EUR (LBP2022-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	08/08/2022	01/09/2022	01/03/2023	3 000 000,00	F	FIXE	2,710	2,729		S	C	O	A-1
SG2018-01 (SG2018-01)	SOCIETE GENERALE	12/10/2018	22/10/2018	22/01/2019	1 000 000,00	F	FIXE	1,500	1,531		T	C	O	A-1
SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	SOCIETE GENERALE	20/01/2010	20/01/2010	20/01/2011	1 000 000,00	V	E3M	0,470	0,623		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**6 275 319,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					6 275 319,00									
5378108 (CDC2021-01)	CAISSE DEPOT CON.	24/07/2020	01/01/2021	01/02/2021	1 100 000,00	F	FIXE	0,560	0,569		T	P	O	A-1
AVANCE (AVANCE)	Direction Générale des Finances Publiques	12/01/2021	31/01/2021	01/08/2022	1 175 319,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
MIP (TAMIP)	REMBOURSEMENT VILLE DE GRASSE	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	4 000 000,00	F	FIXE	4,500	4,566		A	C	O	A-1
Total général					**98 625 511,59**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**250 000,00**		**43 751 774,10**					**4 465 303,04**	**1 095 474,50**	**1 083,27**	**233 932,42**
1641 Emprunts en euros (total)		250 000,00		43 751 774,10					4 465 303,04	1 095 474,50	1 083,27	233 932,42
0036355M (CE2015-01)	N	0,00	A-1	1 261 406,25	9,74	F	FIXE	2,380	129 375,00	31 945,92	0,00	333,57
00600615825-Sillages (CA2011-0	N	0,00	A-1	1 956 084,94	15,97	V	MOYEURIBOR03M	5,163	76 937,70	103 615,17	0,00	3 125,17
00600623576 (CA2012-01)	N	0,00	A-1	427 262,02	6,03	F	FIXE	5,150	56 552,68	23 835,92	0,00	4 843,27
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	5 967,03	3,17	F	FIXE	4,030	1 350,14	294,88	0,00	201,60
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	72 629,07	4,17	F	FIXE	3,430	13 113,14	2 940,96	0,00	2 088,50
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	N	0,00	A-1	7 709,29	4,17	F	FIXE	3,430	1 391,92	312,17	0,00	221,69
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	4 579,89	2,96	F	FIXE	5,020	1 380,51	273,49	0,00	9,58
00754990049-7104891 (NEF2021-0	N	0,00	A-1	1 200 000,00	15,95	F	FIXE	0,800	75 000,00	10 200,00	0,00	499,73
1129870 (1129870)	N	0,00	A-1	275 271,92	3,09	F	FIXE	4,470	61 617,47	15 058,96	0,00	11 259,60
1340118-EP AURIBEAU - 1365502	N	0,00	A-1	21 944,28	9,00	V	LIVRETA	3,700	2 372,36	856,68	0,00	146,65
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	N	0,00	A-1	10 800,91	9,00	V	LIVRETA	3,700	1 167,64	421,66	0,00	72,18
1340130 EP AURIBEAU - 1365503	N	0,00	A-1	4 357,70	10,00	V	LIVRETA	3,450	425,12	157,78	0,00	26,45
1589613 (SG2019-01)	N	0,00	A-1	1 800 000,00	8,75	F	FIXE	0,550	200 000,00	10 734,17	0,00	2 530,00
1701 (1701)	N	0,00	A-1	1 934 999,89	6,55	F	FIXE	1,230	286 666,68	26 364,19	0,00	5 024,55
2011.074 (2011.074)	N	0,00	A-1	746 666,48	15,99	V	E3M	4,126	46 666,68	32 478,12	0,00	560,12
2013.059/A1013169 (2013.059)	N	0,00	A-1	191 250,00	7,49	F	FIXE	4,890	25 500,00	10 131,47	0,00	181,85
2013.060/A1013170 (2013.060)	N	0,00	A-1	387 500,00	7,74	F	FIXE	5,010	50 000,00	20 979,38	0,00	377,49
2655/001 (SG2020-01)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,79	F	FIXE	0,600	200 000,00	12 926,66	0,00	2 600,00
2952/001 (SG2021-01)	N	0,00	A-1	1 200 000,00	15,94	F	FIXE	0,860	75 000,00	10 871,39	0,00	630,67
407543 (CDC-01-T05)	N	0,00	A-1	2 278 596,52	4,67	F	FIXE	2,570	445 696,41	65 117,39	0,00	4 994,78
53188 (CDC53188)	N	0,00	A-1	779 460,00	10,69	F	FIXE	0,000	70 860,00	0,00	0,00	0,00
5549846 (CDC2023-01)	N	0,00	A-1	3 400 000,00	30,67	V	LIVRETA	3,400	0,00	0,00	0,00	6 938,38
A1013428 (CE2013)	N	0,00	A-1	1 343 866,57	7,65	F	FIXE	5,070	138 235,21	72 541,95	0,00	6 850,43

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
A1013699 (CE2013-2)	N	0,00	A-1	700 000,16	2,90	F	FIXE	3,860	233 333,32	33 093,25	0,00	2 777,06
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	N	0,00	A-1	6 027,63	6,24	F	FIXE	5,170	795,21	342,11	0,00	6,06
A1025123 (CE2025-01)	N	0,00	A-1	2 000 000,00	14,98	F	FIXE	3,750	0,00	0,00	0,00	2 083,33
BD6472 (CA)	N	0,00	A-1	2 457 789,85	14,98	F	FIXE	3,110	126 704,48	81 494,13	0,00	2 335,58
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	N	0,00	A-1	793 333,44	6,75	F	FIXE	1,160	113 333,32	10 024,33	0,00	2 300,67
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	N	0,00	A-1	5 473 654,11	12,25	F	FIXE	2,950	265 000,00	171 641,55	0,00	123 347,27
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	N	0,00	A-1	6 633 333,20	4,92	F	FIXE	2,950	1 326 666,68	223 160,54	0,00	16 850,51
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	N	0,00	A-1	666 666,80	4,92	F	FIXE	2,950	133 333,32	22 428,20	0,00	1 693,52
MON270563EUR (DX)	N	0,00	A-1	365 205,79	9,75	F	FIXE	2,870	31 100,37	11 041,27	0,00	2 620,35
MON525934EUR EP AURIBEAU (SFIL	N	0,00	A-1	4 258,10	1,01	F	FIXE	5,740	3 194,76	359,84	0,00	58,44
MON526035EUR EP LA ROQUETTE (S	N	0,00	A-1	7 819,02	1,01	F	FIXE	5,740	5 866,24	660,76	0,00	107,32
MON544141EUR (LBP2022-01)	N	0,00	A-1	2 550 000,00	16,67	F	FIXE	2,710	150 000,00	72 153,75	0,00	23 289,53
SG2018-01 (SG2018-01)	N	0,00	A-1	533 333,24	7,81	F	FIXE	1,500	66 666,68	8 744,44	0,00	1 577,77
SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	O	250 000,00	A-1	250 000,00	4,06	V	FIXE	2,230	50 000,00	8 272,02	1 083,27	1 368,75
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 615 810,46**					**449 195,27**	**50 485,41**	**0,00**	**19 274,75**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (11)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (13)**	**Index (14)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (16)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (17)**	**ICNE de l'exercice**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		2 615 810,46					449 195,27	50 485,41	0,00	19 274,75
5378108 (CDC2021-01)	N	0,00	A-1	836 377,96	14,84	F	FIXE	0,560	53 308,77	4 860,41	0,00	774,75
AVANCE (AVANCE)	N	0,00	A-1	979 432,50	4,59	F	FIXE	0,000	195 886,50	0,00	0,00	0,00
MIP (TAMIP)	N	0,00	A-1	800 000,00	3,50	F	FIXE	4,500	200 000,00	45 625,00	0,00	18 500,00
Total général		**250 000,00**		**46 367 584,56**					**4 914 498,31**	**1 145 959,91**	**1 083,27**	**253 207,17**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	40	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	46 367 584,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000.00 €		2023-07-06
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	21311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	21312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	21313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	21314 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	21315 -CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	21316 -EQUIPEMENTS DU CIMETIERE	0	10/01/2014
L	21532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014
L	21533 - RESEAUX CABLES	0	10/01/2014
L	21572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215731 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014
L	215738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	215741 - INSTALLATIONS,MAT.OUTIL.CANTINES SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215742 -INSTALLATIONS,MAT.OUTIL.COLONIES DE VACANC	0	10/01/2014
L	21611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21621 -BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21622 -DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21712 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21713- TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21714- TERRAINS DE GISEMENT	0	10/01/2014
L	21717 -BOIS ET FORETS	0	10/01/2014
L	21718- AUTRES TERRAINS	0	10/01/2014
L	21721 - PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	0	10/01/2014
L	217311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	217312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	217313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	217341 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	217315 - CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	217318 -AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	217321- IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	217328 - AUTRES BATIMENTS PRIVES	0	10/01/2014
L	21741- CONST./SOL AUTRUI - BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	21742 - CONST./SOL AUTRUI - IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	21745 - CONST./SOL AUTRUI - INSTAL. GEN., AGENC.,	0	10/01/2014
L	21752 - INSTALLATIONS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	217531 - RESEAUX DE TRANSMISSION	0	10/01/2014
L	217532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014
L	217533 - RESEAUX CABLES	0	10/01/2014
L	217534 - RESEAUX D'ELECTRIFICATION	0	10/01/2014
L	217561 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014
L	217568 - MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DEFE	0	10/01/2014
L	217571 - MATERIEL FERROVIAIRE	0	10/01/2014
L	217572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	217578 - AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	0	10/01/2014
L	217611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	217612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	217621 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	217622 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	217821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	0	10/01/2014
L	21785 - MATERIEL DE TELEPHONIE	0	10/01/2014
L	21786 - CHEPTEL	0	10/01/2014
L	2186 - CHEPTEL	0	10/01/2014
L	2211- TERRAINS NUS	0	10/01/2014
L	2212 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	2213 - TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014
L	2318 -AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014
L	2324 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014
L	2328- AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	10/01/2014
L	2041511 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BIENS MOB.MAT.ETU	5	06/07/2023
L	2041512 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BATS ET INSTALL.	15	06/07/2023
L	20415322 - SUB.EQ.VERS.CCAS-BATIMENTS ET INSTALLAT	15	06/07/2023
L	21321 -IMMEUBLES DE RAPPORT	30	06/07/2023
L	21328 -AUTRES BATIMENTS PRIVES	30	06/07/2023
L	21351- BATIMENTS PUBLICS	15	06/07/2023
L	21352 -BATIMENTS PRIVES	15	06/07/2023
L	2175731 - MATERIEL ROULANT	25	06/07/2023
L	2175738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	217828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	5	06/07/2023

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	217831- MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	06/07/2023
L	217838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	06/07/2023
L	217841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	10	06/07/2023
L	217848 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	10	06/07/2023
L	21821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	5	06/07/2023
L	21828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	5	06/07/2023
L	21831 - MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	06/07/2023
L	21838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	06/07/2023
L	21841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIERS SCOLAIRES	10	06/07/2023
L	21848- AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	10	06/07/2023
L	2185 - MATERIEL DE TELEPHONIE	5	06/07/2023
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	06/07/2023
L	2188-APPAREIL DE LEVAGE ASCENSEURS	25	06/07/2023
L	2138-AUTRES CONSTRUCTIONS	10	06/07/2023
L	2141-(M14) CONST. SUR SOL D'AUTRUI BATS PUBLICS	30	06/07/2023
L	2145-INST GEN AGENC AMENA CONST S/SOL D'AUTRUI	15	06/07/2023
L	2148-AUTRES CONST S/SOL D'AUTRUI	15	06/07/2023
L	2181-INSTAL GEN AGENC AMENAG DIVERS	15	06/07/2023
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	10	06/07/2023
L	21571-CAMIONS ET VEHICULES INDUSTRIELS	8	06/07/2023
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS DE CUISINE	10	06/07/2023
L	2088-AUTRES IMMO INCORPORELLES	2	06/07/2023
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	06/07/2023
L	2158-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	20422-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	21568 - MATERIEL INCENDIE FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	21578 - MAT OUTIL VOIRIE FAIBLE VALEUR	1	06/07/2023
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	06/07/2023
L	2142-IMMEUBLE DE RAPPORT CONST S/SOL D'AUTRUI	30	06/07/2023
L	21561- (M14) VEHICULE INCENDIE	8	06/07/2023
L	21568-MATERIEL INCENDIE	6	06/07/2023
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	06/07/2023
L	2188-APPAREIL DE LABORATOIRE	5	06/07/2023
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	06/07/2023
L	2087- AUTRES IMMO INCOR RECU MAD	2	06/07/2023
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	6	06/07/2023

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	2158-INST MAT ET OUTILLE TECHNIQUE	6	06/07/2023
L	2121-PLANTATIONS	15	06/07/2023
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	06/07/2023
L	21538-RESEAUX DIVERS	25	06/07/2023
L	2188-EQUIPEMENTS SPORTIFS	10	06/07/2023
L	204182-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	20422-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	204411- SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204412- SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041581-SUB EQUIP BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204183-SUB PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NATIONAL	30	06/07/2023
L	204113-SUBV PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NAL	30	06/07/2023
L	20421-SUBV EQUIPT BIENS MOBI MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	204132-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	204122-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	20421-SUBV EQUIPT AIDES INVEST ENTREPRISES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041582-SUBV EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041411-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041412-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	06/07/2023
L	2041481-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	06/07/2023
L	2041482-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL(15 ANS)	15	06/07/2023
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	06/07/2023
L	2152-INSTALLATIONS DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	06/07/2023
L	21578-MAT ET OUTILLAGE DE VOIRIE	6	06/07/2023

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 294 000,00**	**2 886 458,80**											**40 060,24**	**142 000,34**
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2023	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	362 243,34	17,38	A	F	FIXE	1,450	F	FIXE	1,450	A-1		5 506,33	17 503,42
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2022	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	350 302,41	18,07	A	F	FIXE	1,520	F	FIXE	1,520	A-1		5 564,78	15 801,27
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2021	C	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	La Banque Postale	2 500 000,00	2 173 913,05	19,29	A	F	FIXE	1,284	F	FIXE	1,270	A-1		28 989,13	108 695,65
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**500 000,00**	**296 619,96**											**10 707,12**	**16 040,38**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	2010	P	11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Crédit Foncier	500 000,00	296 619,96	15,25	T	V	LIVRETA	2,388	V	LIVRETA	3,485	A-1		10 707,12	16 040,38
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**250 409 548,53**	**221 814 977,67**											**6 966 076,75**	**1 753 171,18**
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2005	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	65 887,00	52 618,25	30,92	A	V	LIVRETA	2,689	V	LIVRETA	3,700	A-1		1 970,66	642,78
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	49 481,00	37 003,96	30,50	A	V	LIVRETA	2,618	V	LIVRETA	3,500	A-1		1 311,85	477,46
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	90 538,00	57 695,91	20,50	A	V	LIVRETA	2,507	V	LIVRETA	3,500	A-1		2 074,61	1 578,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	216 293,00	151 478,53	23,00	A	V	LIVRETA	1,889	V	LIVRETA	3,000	A-1		4 658,34	3 799,62
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	44 415,00	35 149,82	33,00	A	V	LIVRETA	2,027	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 068,75	475,24

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 515,00	62 454,15	22,00	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	3,800	A-1		2 429,55	1 481,39
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	274 123,00	217 032,45	32,00	A	V	LIVRETA	2,945	V	LIVRETA	3,800	A-1		8 343,21	2 525,64
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	54 431,00	35 573,46	22,00	A	V	LIVRETA	1,857	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 023,58	982,93
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	166 685,00	124 115,17	32,00	A	V	LIVRETA	1,973	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 527,63	1 871,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	214 728,00	164 491,07	24,34	A	V	LIVRETA	2,443	V	LIVRETA	3,800	A-1		6 398,44	3 888,75
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	226 384,50	167 333,45	24,50	A	V	LIVRETA	2,442	V	LIVRETA	3,800	A-1		6 509,00	3 955,95

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	301 168,00	256 861,10	36,42	A	V	LIVRETA	1,902	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 205,61	482,05
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	977 305,00	760 530,14	26,42	A	V	LIVRETA	1,734	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 542,22	8 834,71
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 862 621,00	3 157 871,72	26,42	A	V	LIVRETA	2,436	V	LIVRETA	3,600	A-1		114 605,59	25 616,79
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 312,00	1 065 709,60	36,42	A	V	LIVRETA	2,609	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 873,73	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	6 127 611,00	4 863 243,92	26,84	A	V	LIVRETA	2,422	V	LIVRETA	3,600	A-1		177 246,26	60 263,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 609 594,00	1 413 155,29	36,84	A	V	LIVRETA	2,588	V	LIVRETA	3,600	A-1		51 024,63	4 195,47

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	738 693,00	562 689,90	26,84	A	V	LIVRETA	1,717	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 002,33	8 821,88
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	194 039,00	161 906,02	36,84	A	V	LIVRETA	1,881	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 560,62	973,29
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	92 500,00	41 392,29	7,00	A	V	LIVRETA	2,036	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 637,56	4 095,58
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	237 500,00	103 667,49	7,00	A	V	LIVRETA	1,595	V	LIVRETA	3,150	A-1		3 595,93	10 489,02
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 210,28	106 187,20	18,00	A	F	FIXE	1,710	F	FIXE	1,710	A-1		1 896,12	4 696,89
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	640 173,35	578 940,24	31,67	A	V	LIVRETA	3,127	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 896,00	1 504,20

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	426 520,11	406 172,54	51,67	A	V	LIVRETA	3,267	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 119,82	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 810,08	76 773,30	14,42	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	4,000	A-1		3 208,29	3 433,88
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 273 998,68	965 556,11	15,92	A	V	LIVRETA	3,182	V	LIVRETA	4,000	A-1		40 184,41	39 054,06
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	570 202,88	504 231,02	30,92	A	V	LIVRETA	3,440	V	LIVRETA	4,000	A-1		20 415,32	6 152,01
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 186,20	354 569,13	30,50	A	V	LIVRETA	3,336	V	LIVRETA	3,900	A-1		13 996,85	4 324,35
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	683 968,54	554 477,80	20,50	A	V	LIVRETA	3,188	V	LIVRETA	3,900	A-1		22 195,83	14 646,02

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	767 613,45	577 212,99	13,17	A	V	LIVRETA	3,147	V	LIVRETA	4,000	A-1		24 248,71	29 004,80
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	486 686,25	441 774,70	33,17	A	V	LIVRETA	3,491	V	LIVRETA	4,000	A-1		17 867,16	4 904,37
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 749 373,36	1 485 236,92	23,00	A	V	LIVRETA	3,222	V	LIVRETA	3,900	A-1		59 215,35	33 105,49
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	386 402,84	347 748,40	33,00	A	V	LIVRETA	3,350	V	LIVRETA	3,900	A-1		13 714,10	3 895,16
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	308 253,50	235 397,39	14,34	A	V	LIVRETA	3,149	V	LIVRETA	4,000	A-1		9 868,05	11 303,85
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	193 258,41	175 194,69	34,34	A	V	LIVRETA	3,472	V	LIVRETA	4,000	A-1		7 099,28	2 287,19

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	433 854,04	318 836,07	14,50	A	V	LIVRETA	3,126	V	LIVRETA	4,000	A-1		13 365,87	15 310,60
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	245 383,98	218 817,65	34,50	A	V	LIVRETA	3,455	V	LIVRETA	4,000	A-1		8 866,98	2 856,69
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	146 741,00	114 788,36	14,09	A	V	LIVRETA	3,215	V	LIVRETA	4,000	A-1		4 755,98	4 111,11
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	50 499,56	46 980,08	34,09	A	V	LIVRETA	3,549	V	LIVRETA	4,000	A-1		1 853,69	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 264 727,78	956 027,48	12,34	A	V	LIVRETA	3,099	V	LIVRETA	3,900	A-1		39 480,72	56 298,66
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	401 347,00	354 533,74	30,09	A	V	LIVRETA	2,569	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 808,21	1 249,90

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	255 093,00	236 111,18	40,09	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 591,53	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	172 204,00	145 113,63	30,09	A	V	LIVRETA	1,880	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 091,48	1 010,67
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 403,00	79 543,85	40,09	A	V	LIVRETA	2,034	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 175,37	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	485 451,00	399 766,07	28,59	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 473,02	2 262,13
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 023,00	269 042,79	38,59	A	V	LIVRETA	2,856	V	LIVRETA	3,600	A-1		8 963,18	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	168 244,00	133 270,45	28,59	A	V	LIVRETA	1,948	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 765,64	1 216,74

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 822,00	88 457,99	38,59	A	V	LIVRETA	2,095	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 486,39	38,59
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	550 566,00	510 861,11	31,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 884,84	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	833 999,00	820 545,80	51,67	A	V	LIVRETA	3,497	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 809,93	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 000,00	649 518,47	31,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	4,110	A-1		25 281,96	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 208 328,00	2 039 164,75	32,34	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	3,600	A-1		71 294,64	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	892 045,00	867 579,48	52,34	A	V	LIVRETA	3,058	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 887,74	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 695 451,00	1 580 176,29	32,84	A	V	LIVRETA	2,824	V	LIVRETA	3,600	A-1		55 247,18	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	571 192,00	556 766,84	52,84	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	3,370	A-1		12 659,42	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	606 130,00	548 655,68	32,84	A	V	LIVRETA	2,122	V	LIVRETA	2,800	A-1		15 400,62	1 366,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	233 491,00	227 594,31	52,84	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	3,370	A-1		5 174,90	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 028 306,00	1 888 696,09	33,50	A	V	LIVRETA	2,921	V	LIVRETA	3,600	A-1		64 456,99	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	928 063,00	898 451,62	53,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		21 217,06	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 094 369,00	1 001 092,78	33,50	A	V	LIVRETA	2,205	V	LIVRETA	2,800	A-1		28 076,09	1 624,87
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 675,00	390 795,09	53,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		9 228,68	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 403 596,00	1 318 673,96	33,50	A	V	LIVRETA	3,374	V	LIVRETA	4,110	A-1		49 081,15	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	568 156,00	548 199,37	53,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	3,580	A-1		12 945,80	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	119 743,00	112 418,68	33,25	A	V	LIVRETA	3,454	V	LIVRETA	4,110	A-1		4 184,23	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	61 102,00	58 856,38	53,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		1 364,77	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 629,00	196 650,73	33,25	A	V	LIVRETA	2,988	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 711,25	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	145 651,00	140 712,59	53,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		3 262,86	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	85 817,00	78 587,56	33,25	A	V	LIVRETA	2,253	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 204,02	127,56
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	69 348,00	66 996,69	53,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	3,510	A-1		1 553,53	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	764 223,00	744 359,65	54,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	3,330	A-1		16 214,14	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 136 945,00	1 083 755,51	34,42	A	V	LIVRETA	3,089	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 130,62	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	397 847,00	387 506,35	54,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	3,330	A-1		8 440,92	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	742 542,00	696 658,10	34,42	A	V	LIVRETA	2,350	V	LIVRETA	2,800	A-1		19 522,14	561,13
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	497 917,00	489 813,96	54,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		11 174,86	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 383 814,00	1 311 209,83	34,59	A	V	LIVRETA	2,355	V	LIVRETA	2,800	A-1		36 743,45	1 056,12
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	356 193,00	350 396,35	54,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		7 994,12	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	437 954,00	421 686,23	34,59	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	4,060	A-1		15 234,42	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	649 756,00	625 620,87	34,59	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	4,060	A-1		22 602,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 860 956,00	2 738 628,21	34,59	A	V	LIVRETA	3,081	V	LIVRETA	3,600	A-1		91 301,33	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 165 710,00	1 146 739,39	54,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,490	A-1		26 162,28	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	299 181,00	287 541,00	34,84	A	V	LIVRETA	3,249	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 210,59	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	161 097,00	158 172,30	54,84	A	V	LIVRETA	3,358	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 498,81	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	223 727,00	223 898,26	55,42	A	V	LIVRETA	3,768	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 565,13	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	235 640,00	233 252,83	55,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	3,360	A-1		4 731,85	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	722 560,00	696 290,25	35,42	A	V	LIVRETA	2,434	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 696,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	537 109,00	531 667,79	55,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	3,360	A-1		10 785,60	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 646 979,00	1 597 292,76	35,42	A	V	LIVRETA	3,167	V	LIVRETA	3,600	A-1		49 961,42	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	354 051,00	347 346,44	35,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	4,110	A-1		11 920,65	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	52 727,00	51 365,37	35,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	4,110	A-1		1 762,82	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 938 503,00	1 880 134,74	35,17	A	V	LIVRETA	3,206	V	LIVRETA	3,600	A-1		58 808,39	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 891 470,00	2 855 805,76	55,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,360	A-1		57 933,89	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	824 268,00	794 228,80	35,17	A	V	LIVRETA	2,463	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 325,78	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 229 477,00	1 214 825,19	55,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,360	A-1		24 644,38	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	244 997,00	239 429,78	54,50	A	V	LIVRETA	3,349	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 269,14	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	248 718,00	236 711,51	34,50	A	V	LIVRETA	3,237	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 582,41	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	165 526,00	163 324,66	55,17	A	V	LIVRETA	3,409	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 542,25	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	307 406,00	298 123,21	35,17	A	V	LIVRETA	3,323	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 324,94	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	211 806,00	212 090,54	57,00	A	V	LIVRETA	3,830	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 096,71	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	121 033,00	121 125,37	37,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 953,55	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	35,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	466 386,00	466 833,11	57,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	3,210	A-1		8 705,19	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	672 726,00	671 638,67	37,00	A	V	LIVRETA	3,263	V	LIVRETA	3,600	A-1		19 933,04	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	434 635,00	435 051,67	57,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	3,210	A-1		8 112,55	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	694 598,00	690 641,14	37,00	A	V	LIVRETA	2,540	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 524,05	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	144 000,00	144 000,00	35,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	155 322,00	155 440,53	37,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 073,60	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	213 799,00	214 382,12	37,25	A	V	LIVRETA	2,584	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 457,52	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	510 001,00	510 050,42	37,25	A	V	LIVRETA	3,309	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 243,06	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	296 624,00	296 656,27	37,25	A	V	LIVRETA	3,713	V	LIVRETA	4,050	A-1		9 661,91	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 000,00	306 000,00	36,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	81 000,00	81 000,00	36,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	611 276,00	611 331,19	77,84	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,350	A-1		11 077,61	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 352 021,00	1 352 149,51	37,84	A	V	LIVRETA	3,299	V	LIVRETA	3,530	A-1		43 452,72	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	273 154,00	273 178,66	77,84	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,350	A-1		4 950,13	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	757 266,00	757 323,30	37,84	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	2,800	A-1		21 129,94	0,00
API PROVENCE	2004	P	Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	592 498,00	104 976,09	4,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		1 305,73	25 597,68
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 055 000,00	2 027 925,32	55,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	3,270	A-1		45 723,74	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	994 000,00	959 428,51	35,75	A	V	LIVRETA	2,621	V	LIVRETA	2,800	A-1		26 899,18	1 256,57
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 949 000,00	2 910 146,84	55,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	3,270	A-1		65 615,23	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 708 000,00	1 663 496,91	35,75	A	V	LIVRETA	3,403	V	LIVRETA	3,600	A-1		56 491,42	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 365 000,00	1 163 147,88	20,75	A	F	FIXE	0,729	F	FIXE	0,740	A-1		8 984,86	51 022,47
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	232 000,00	230 401,38	76,34	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	3,390	A-1		5 015,59	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	330 000,00	327 726,10	76,34	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	3,390	A-1		7 134,24	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	98 000,00	97 324,72	76,34	A	V	LIVRETA	3,294	V	LIVRETA	3,390	A-1		2 118,65	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	179 000,00	180 281,28	37,84	A	V	LIVRETA	2,596	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 060,75	459,90
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	321 000,00	321 916,58	37,84	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,530	A-1		11 250,22	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	68 000,00	68 194,17	37,84	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,530	A-1		2 383,22	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	40 000,00	39 267,58	36,34	A	V	LIVRETA	3,351	V	LIVRETA	3,530	A-1		1 397,91	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	180 000,00	162 310,41	21,34	A	F	FIXE	1,661	F	FIXE	1,760	A-1		2 962,26	5 999,70
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	339 432,00	251 678,99	25,00	A	V	LIVRETA	2,570	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 198,95	3 847,41
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	183 330,42	137 446,16	24,63	A	V	LIVRETA	2,481	V	LIVRETA	3,500	A-1		4 914,42	2 965,70
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 509,56	666 014,68	20,00	A	V	LIVRETA	0,944	V	LIVRETA	3,600	A-1		24 623,11	17 960,49

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 386 695,04	1 296 546,87	23,00	A	V	LIVRETA	3,788	V	LIVRETA	3,900	A-1		51 660,86	28 090,53
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	573 260,00	573 260,00	57,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		18 600,89	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 294,00	700 294,00	37,25	A	V	LIVRETA	3,528	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 210,58	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	153 661,00	153 661,00	57,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		4 985,93	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	86 062,00	86 062,00	37,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 537,15	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	283 650,00	283 650,00	57,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,450	A-1		9 203,75	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	261 415,00	261 415,00	37,25	A	V	LIVRETA	2,747	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 319,62	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	122 967,00	122 967,00	37,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 053,94	0,00
COTE D'AZUR HABITAT	2012	P	COTE D'AZUR HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	226 264,00	88 497,65	6,42	A	V	LIVRETA	1,843	V	LIVRETA	3,350	A-1		3 322,08	10 668,99
COTE D'AZUR HABITAT	2008	P	Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	DEXIA Crédit Local	1 680 600,00	956 027,19	12,34	A	V	LIVRETA	3,902	V	LIVRETA	5,000	A-1		50 616,29	56 298,64
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 436 676,00	1 190 005,91	29,09	A	V	LIVRETA	2,464	V	LIVRETA	3,600	A-1		43 284,89	12 352,14
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	528 279,00	465 966,53	39,09	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 819,47	1 240,99
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	684 455,00	546 512,08	29,09	A	V	LIVRETA	1,780	V	LIVRETA	2,800	A-1		15 509,09	7 383,88
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	240 231,00	204 583,96	39,09	A	V	LIVRETA	1,935	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 760,03	1 131,52

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 203,55	189 339,77	31,50	A	V	LIVRETA	3,456	V	LIVRETA	3,900	A-1		7 419,91	110,03
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	143 655,06	132 887,84	31,50	A	V	LIVRETA	3,555	V	LIVRETA	4,000	A-1		5 343,07	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	532 940,00	457 430,40	30,17	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 525,55	1 612,65
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	446 569,00	401 665,02	40,17	A	V	LIVRETA	2,726	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 914,47	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	492 837,00	409 338,11	30,17	A	V	LIVRETA	1,877	V	LIVRETA	2,800	A-1		11 541,29	2 850,91
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	412 965,00	362 165,89	40,17	A	V	LIVRETA	2,030	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 904,55	0,00
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	834 201,00	700 827,79	30,59	A	V	LIVRETA	1,917	V	LIVRETA	2,800	A-1		19 759,85	4 881,04
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	765 801,00	679 283,71	40,59	A	V	LIVRETA	2,064	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 577,12	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	256 845,00	242 980,79	41,50	A	V	LIVRETA	3,257	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 124,40	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 729,00	1 068 624,58	31,50	A	V	LIVRETA	2,666	V	LIVRETA	3,600	A-1		38 515,43	1 248,55
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 543,00	1 068 818,98	41,50	A	V	LIVRETA	2,816	V	LIVRETA	3,600	A-1		32 280,95	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	529 473,00	478 432,41	41,50	A	V	LIVRETA	2,115	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 206,18	0,00
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	548 443,00	474 683,59	31,50	A	V	LIVRETA	1,974	V	LIVRETA	2,800	A-1		13 353,37	2 222,36

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	614 830,00	596 762,54	43,75	A	V	LIVRETA	3,008	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 584,11	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	902 420,00	856 998,81	33,75	A	V	LIVRETA	2,889	V	LIVRETA	3,600	A-1		29 247,46	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 465,00	195 335,94	43,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 535,71	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	301 572,00	279 767,82	33,75	A	V	LIVRETA	2,192	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 846,21	454,09
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	543 407,00	527 454,24	43,75	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 658,03	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 661 781,00	1 578 026,72	33,75	A	V	LIVRETA	2,888	V	LIVRETA	3,600	A-1		53 854,54	0,00
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	659 886,00	612 111,92	33,75	A	V	LIVRETA	2,191	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 166,95	993,52
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	215 785,00	205 144,46	43,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 763,47	0,00
ERILIA	2019	C	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	112 000,00	112 000,00	53,34	A	F	FIXE	2,321	F	FIXE	1,600	A-1		1 792,00	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	524 062,00	515 087,12	55,34	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	3,340	A-1		11 087,03	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	255 442,00	251 126,72	55,34	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	3,340	A-1		5 405,40	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	373 229,00	361 563,55	35,34	A	V	LIVRETA	3,057	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 783,64	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	181 922,00	174 744,78	35,34	A	V	LIVRETA	2,353	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 902,08	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2006	X Durée Ajustable	LE FLORALIES	DEXIA Crédit Local	350 000,00	58 016,38	3,17	T	V	E3M	1,285	V	E3M	0,000	A-1		0,00	18 423,68
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	423 000,00	331 072,41	28,84	A	V	LIVRETA	1,920	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 379,84	3 922,03
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	440 000,00	357 717,66	28,84	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 988,05	3 061,48
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	35 000,00	29 898,35	31,50	A	V	LIVRETA	2,145	V	LIVRETA	2,800	A-1		842,18	179,33
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	214 937,00	195 974,42	33,84	A	V	LIVRETA	2,384	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 510,39	825,07
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	346 719,00	339 349,92	55,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,500	A-1		8 632,03	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	158 121,00	152 844,43	35,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	4,060	A-1		5 847,85	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	746 423,00	641 835,86	35,42	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 018,51	1 682,35
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	401 781,00	355 631,32	55,42	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	3,500	A-1		9 046,18	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	1 390 031,00	1 329 491,44	35,42	A	V	LIVRETA	3,034	V	LIVRETA	3,600	A-1		46 973,38	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	748 219,00	727 315,16	55,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	3,500	A-1		18 500,69	0,00
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	227 101,00	219 522,52	35,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	4,060	A-1		8 398,97	0,00
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	198 949,00	153 053,96	28,00	A	V	LIVRETA	1,836	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 336,28	1 813,14

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	32 145,00	24 411,18	27,75	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	2,800	A-1		692,43	318,36
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 448 661,00	2 030 171,93	29,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	4,110	A-1		84 843,02	34 135,11
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 648 902,00	1 429 962,11	36,75	A	V	LIVRETA	3,235	V	LIVRETA	4,110	A-1		59 446,23	16 418,18
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	932 149,00	772 839,82	29,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	4,110	A-1		32 297,79	12 994,45
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	71 976,00	65 139,21	33,50	A	V	LIVRETA	3,262	V	LIVRETA	4,110	A-1		2 713,25	876,71
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	311 675,00	288 129,95	43,50	A	V	LIVRETA	2,920	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 469,04	2 676,67
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	463 090,00	414 522,56	33,50	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 145,52	6 186,41
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	97 592,00	91 126,72	43,50	A	V	LIVRETA	3,365	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 775,58	736,59
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 931 541,00	1 814 933,89	44,17	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	3,600	A-1		65 918,11	16 124,71
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	3 536 452,00	3 238 040,46	34,17	A	V	LIVRETA	3,026	V	LIVRETA	3,600	A-1		118 224,01	45 959,95
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 370 690,00	1 269 381,09	44,17	A	V	LIVRETA	2,367	V	LIVRETA	2,800	A-1		35 935,42	14 026,79
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 621 689,00	2 363 453,31	34,17	A	V	LIVRETA	2,293	V	LIVRETA	2,800	A-1		67 283,32	39 522,26
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2018	P	Financemement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	Crédit Agricole	1 950 000,00	1 372 448,94	22,57	T	V	LIVRETA	1,624	V	LIVRETA	3,590	A-1		50 418,26	49 386,47

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 327 204,00	801 247,29	17,84	A	V	LIVRETA	2,490	V	LIVRETA	3,600	A-1		29 971,04	31 281,68
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	805 381,00	486 217,14	17,84	A	V	LIVRETA	2,344	V	LIVRETA	3,600	A-1		18 187,19	18 982,51
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2011	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	98 840,00	7 631,46	0,09	A	V	LIVRETA	1,928	V	LIVRETA	3,600	A-1		536,60	7 274,20
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	500 000,00	433 165,98	31,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	4,110	A-1		18 070,48	6 505,08
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	630 000,00	570 789,11	41,17	A	V	LIVRETA	3,128	V	LIVRETA	4,110	A-1		23 668,56	5 088,20
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 220 000,00	1 056 925,00	31,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	4,110	A-1		44 091,97	15 872,40
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	490 000,00	419 654,45	29,59	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	4,110	A-1		17 317,84	1 704,29
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	670 000,00	605 453,70	39,59	A	V	LIVRETA	3,318	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 741,90	0,00
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 507 000,00	1 290 651,55	29,59	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	4,110	A-1		53 261,21	5 241,55
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 206 800,00	1 139 751,39	32,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	4,110	A-1		46 589,61	0,00
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	689 600,00	662 458,70	42,25	A	V	LIVRETA	3,546	V	LIVRETA	4,110	A-1		22 837,03	0,00
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	511 600,00	483 175,99	32,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 750,78	0,00
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	506 850,00	473 280,24	31,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 590,91	167,86

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	575 200,00	549 931,07	41,92	A	V	LIVRETA	3,504	V	LIVRETA	4,110	A-1		19 234,82	0,00
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 070 950,00	1 000 018,68	31,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	4,110	A-1		41 394,65	354,69
L'ARCHE A GRASSE	2009	P	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 000 000,00	1 771 778,16	14,75	A	V	LIVRETA	2,162	V	LIVRETA	3,630	A-1		67 310,46	82 504,38
L'ARCHE A GRASSE	2017	C	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 184 671,71	899 312,79	25,75	T	V	LIVRETA	3,603	V	LIVRETA	4,200	A-1		38 106,66	34 588,96
LE REFUGE DES CHEMINOTS	2018	P	LE REFUGE DES CHEMINOTS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 054 154,11	1 567 615,87	14,34	T	V	LIVRETA	3,227	V	LIVRETA	3,490	A-1		55 950,10	74 794,57
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	813 550,00	727 787,94	38,84	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	3,600	A-1		26 372,51	4 781,86
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	384 973,00	304 437,26	28,84	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	2,800	A-1		8 674,20	5 355,66
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	256 838,00	218 271,19	38,84	A	V	LIVRETA	1,873	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 168,02	2 015,20
LOGIREM	2019	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 170 655,85	1 090 651,79	28,84	T	V	LIVRETA	3,164	V	LIVRETA	2,975	A-1		32 536,60	21 735,58
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	217 731,00	204 454,02	43,42	A	V	LIVRETA	2,248	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 270,94	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	166 283,00	151 603,94	33,42	A	V	LIVRETA	2,134	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 262,78	638,27
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	349 012,00	337 021,50	43,42	A	V	LIVRETA	2,949	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 326,89	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 543,00	251 693,04	33,42	A	V	LIVRETA	2,825	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 068,57	211,60

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	187 271,00	186 078,38	53,34	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 616,83	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	212 788,00	204 272,33	33,34	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 185,07	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 435,00	133 578,85	53,34	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	4,110	A-1		4 032,11	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	164 665,00	158 075,18	33,34	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	4,110	A-1		6 333,98	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	423 848,00	411 093,16	53,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	3,350	A-1		10 315,98	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	406 636,00	383 431,21	33,50	A	V	LIVRETA	2,833	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 815,13	322,36
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	194 247,00	188 401,54	53,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	3,350	A-1		4 727,75	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 359,00	169 808,14	33,50	A	V	LIVRETA	2,139	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 774,65	714,91
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	851 940,00	836 967,15	54,09	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	3,370	A-1		20 842,83	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	976 013,00	940 285,94	34,09	A	V	LIVRETA	2,925	V	LIVRETA	3,600	A-1		33 910,89	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	342 708,00	336 684,91	54,09	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	3,370	A-1		8 384,40	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	392 618,00	367 196,05	34,09	A	V	LIVRETA	2,229	V	LIVRETA	2,800	A-1		10 316,37	1 245,85
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 522,00	260 347,77	43,84	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 977,48	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	312 997,00	298 983,78	33,84	A	V	LIVRETA	2,875	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 772,47	251,36
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	160 413,00	152 233,02	43,84	A	V	LIVRETA	2,287	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 924,65	0,00
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	188 385,00	173 581,29	33,84	A	V	LIVRETA	2,180	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 880,74	730,80
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	519 519,00	485 947,07	34,34	A	V	LIVRETA	2,233	V	LIVRETA	2,800	A-1		13 652,68	1 648,75
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	427 294,00	421 532,47	54,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		10 796,17	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 027 503,00	991 107,43	34,34	A	V	LIVRETA	2,931	V	LIVRETA	3,600	A-1		35 743,74	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	863 265,00	851 624,94	54,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		21 811,58	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	398 398,00	390 113,71	34,34	A	V	LIVRETA	3,370	V	LIVRETA	4,110	A-1		15 334,22	0,00
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	304 683,00	300 574,70	54,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	3,480	A-1		7 698,24	0,00
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	532 479,00	518 656,64	36,84	A	V	LIVRETA	3,411	V	LIVRETA	3,600	A-1		18 787,06	3 206,20
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	388 056,00	386 371,14	76,84	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,350	A-1		11 016,33	0,00
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	237 309,00	229 217,77	36,84	A	V	LIVRETA	2,659	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 475,86	2 063,08
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	176 786,00	176 018,43	76,84	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,350	A-1		5 018,69	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	11 265,00	8 825,12	27,17	A	V	LIVRETA	2,629	V	LIVRETA	3,600	A-1		321,71	111,38
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	464 967,00	394 392,52	37,17	A	V	LIVRETA	2,769	V	LIVRETA	3,600	A-1		14 253,00	1 524,16
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 040,00	2 286,43	27,17	A	V	LIVRETA	1,861	V	LIVRETA	2,800	A-1		65,03	36,14
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	57 195,00	46 663,00	37,17	A	V	LIVRETA	2,008	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 315,43	316,51
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 794 332,00	1 440 964,20	28,25	A	V	LIVRETA	2,566	V	LIVRETA	3,600	A-1		52 472,86	16 615,11
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	964 492,00	831 359,89	38,25	A	V	LIVRETA	2,716	V	LIVRETA	3,600	A-1		30 028,37	2 761,62
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	773 331,00	598 132,40	28,25	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 993,28	8 770,41
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	415 682,00	345 657,70	38,25	A	V	LIVRETA	1,976	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 738,29	2 138,32
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2021	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 099 785,76	895 090,82	31,09	A	V	LIVRETA	3,671	V	LIVRETA	4,040	A-1		36 650,69	12 104,54
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	381 568,00	337 413,45	38,92	A	V	LIVRETA	2,723	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 240,96	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 660,00	952 254,67	28,92	A	V	LIVRETA	2,559	V	LIVRETA	3,600	A-1		34 475,15	5 388,47
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	157 235,00	134 232,03	38,92	A	V	LIVRETA	2,000	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 773,02	58,56
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	473 749,00	376 012,19	28,92	A	V	LIVRETA	1,839	V	LIVRETA	2,800	A-1		10 624,46	3 432,94

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	798 119,00	639 821,76	29,00	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	2,800	A-1		18 058,53	5 125,68
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	241 839,00	206 737,69	39,00	A	V	LIVRETA	1,994	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 769,38	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	260 602,00	230 851,98	39,00	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 523,32	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	860 038,00	717 657,67	29,00	A	V	LIVRETA	2,548	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 953,38	3 269,67
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	470 569,00	420 455,42	39,17	A	V	LIVRETA	2,735	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 757,10	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 047 467,00	1 730 202,93	29,17	A	V	LIVRETA	2,574	V	LIVRETA	3,600	A-1		62 571,09	7 882,84
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	228 480,00	197 620,80	39,17	A	V	LIVRETA	2,020	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 518,74	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	994 130,00	806 918,70	29,17	A	V	LIVRETA	1,863	V	LIVRETA	2,800	A-1		22 774,72	6 464,32
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	705 656,00	666 220,52	42,92	A	V	LIVRETA	2,912	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 742,34	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 805 882,00	1 628 665,26	32,92	A	V	LIVRETA	2,732	V	LIVRETA	3,600	A-1		58 731,18	2 756,37
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	294 430,00	271 641,47	42,92	A	V	LIVRETA	2,210	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 139,90	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	485 587,00	431 595,57	32,92	A	V	LIVRETA	2,089	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 146,03	2 191,23
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2017	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	173 200,00	86 831,94	6,09	A	V	LIVRETA	2,107	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 512,64	10 741,29

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 449,00	178 030,01	53,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		4 909,30	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	497 129,00	447 642,13	33,25	A	V	LIVRETA	2,260	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 586,75	1 884,62
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	703 581,00	646 788,41	33,25	A	V	LIVRETA	3,001	V	LIVRETA	3,600	A-1		23 303,96	543,78
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	554 826,00	529 773,14	53,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		14 608,87	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	843 004,00	804 938,63	53,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	3,730	A-1		22 196,75	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 226 699,00	1 137 797,10	33,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	4,110	A-1		45 590,87	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	793 395,00	735 895,72	33,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	4,110	A-1		29 486,92	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 906 869,00	2 756 868,98	34,42	A	V	LIVRETA	3,022	V	LIVRETA	3,600	A-1		99 424,96	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 033 036,00	1 002 701,01	54,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	3,370	A-1		24 970,07	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 131 486,00	1 049 466,28	34,42	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		29 484,76	3 560,69
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	428 039,00	413 070,59	54,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	3,370	A-1		10 286,62	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	603 967,00	600 417,65	55,59	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	3,370	A-1		12 268,85	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	243 133,00	241 704,17	55,59	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	3,370	A-1		4 938,95	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 698 367,00	1 672 044,57	35,59	A	V	LIVRETA	3,210	V	LIVRETA	3,600	A-1		52 299,57	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	683 697,00	665 447,42	35,59	A	V	LIVRETA	2,476	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 867,88	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 819 303,00	3 910 500,13	46,84	A	V	LIVRETA	3,670	V	LIVRETA	4,040	A-1		108 764,25	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	325 863,58	334 202,81	58,09	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		9 337,08	4 307,07
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	621 244,09	362 614,86	38,09	A	V	LIVRETA	3,061	V	LIVRETA	1,100	A-1		12 787,59	7 414,31
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	125 355,56	128 563,55	58,09	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		3 591,86	1 656,88
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	203 440,90	116 198,74	38,09	A	V	LIVRETA	2,401	V	LIVRETA	0,300	A-1		1 112,22	2 804,60
Le Refuge des Cheminots	2008	P	Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	DEXIA Crédit Local	4 141 500,00	2 161 040,59	14,34	T	V	LIVRETA	2,073	V	LIVRETA	1,750	A-1		39 241,31	129 827,98
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	182 124,00	143 136,34	27,59	A	V	LIVRETA	2,620	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 218,30	1 816,43
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	190 590,00	162 162,42	37,59	A	V	LIVRETA	2,763	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 860,84	638,68
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	305 414,00	245 764,09	27,59	A	V	LIVRETA	3,102	V	LIVRETA	4,110	A-1		10 210,39	2 663,99
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	427 579,00	371 826,80	37,59	A	V	LIVRETA	3,242	V	LIVRETA	4,110	A-1		15 317,26	855,95

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	116 895,00	93 770,00	27,59	A	V	LIVRETA	3,036	V	LIVRETA	4,040	A-1		3 830,31	1 039,55
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	514 702,00	470 885,74	50,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	3,360	A-1		12 331,71	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 868 311,00	1 599 952,98	30,25	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	3,600	A-1		57 803,55	5 701,21
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	240 680,00	220 191,08	50,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	3,360	A-1		5 766,43	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	702 484,00	582 884,69	30,25	A	V	LIVRETA	2,057	V	LIVRETA	2,800	A-1		16 434,68	4 068,05
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 355 912,00	1 977 529,87	29,59	A	V	LIVRETA	2,785	V	LIVRETA	3,600	A-1		71 619,31	11 895,42
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 195 181,00	1 063 732,38	39,59	A	V	LIVRETA	2,916	V	LIVRETA	3,600	A-1		36 368,15	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	512 220,00	442 846,31	39,59	A	V	LIVRETA	2,152	V	LIVRETA	2,800	A-1		12 415,52	565,19
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	758 965,00	615 362,33	29,59	A	V	LIVRETA	2,018	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 391,48	5 761,96
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	241 859,00	213 160,77	39,50	A	V	LIVRETA	2,873	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 287,79	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	312 938,00	260 116,94	29,50	A	V	LIVRETA	2,734	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 420,54	1 564,68
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	107 539,00	96 236,45	39,50	A	V	LIVRETA	3,355	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 614,81	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	216 701,00	183 790,95	29,50	A	V	LIVRETA	3,219	V	LIVRETA	4,110	A-1		7 584,49	746,40
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	102 854,00	88 050,22	39,50	A	V	LIVRETA	2,114	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 468,55	112,38
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	114 262,00	91 732,63	29,50	A	V	LIVRETA	1,972	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 592,56	858,94
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	310 921,00	295 632,00	53,34	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	3,260	A-1		7 250,52	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	125 729,00	113 510,62	33,34	A	V	LIVRETA	2,328	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 191,68	477,89
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	414 561,00	394 175,70	53,34	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	3,260	A-1		9 667,36	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	199 372,00	183 801,52	33,34	A	V	LIVRETA	3,078	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 622,42	154,53
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	372 086,00	354 193,72	53,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,330	A-1		8 843,17	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	258 113,00	233 029,50	33,17	A	V	LIVRETA	2,343	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 552,30	981,08
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	744 170,00	708 385,54	53,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	3,330	A-1		17 686,29	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	653 427,00	602 395,93	33,17	A	V	LIVRETA	3,111	V	LIVRETA	3,600	A-1		21 704,49	506,45
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	599 324,36	579 945,15	54,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	3,500	A-1		14 069,10	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	661 437,28	615 505,79	34,25	A	V	LIVRETA	2,438	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 270,05	1 281,58
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	833 847,15	787 043,36	34,25	A	V	LIVRETA	3,183	V	LIVRETA	3,600	A-1		27 310,36	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	876 542,96	848 199,88	54,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	3,500	A-1		20 576,78	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	341 554,83	324 398,63	34,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	4,110	A-1		12 288,11	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	546 679,28	529 316,71	54,25	A	V	LIVRETA	3,260	V	LIVRETA	3,550	A-1		13 008,52	0,00
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	583 706,69	554 387,27	34,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	4,110	A-1		21 000,01	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	C	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	297 000,00	297 000,00	34,25	A	F	FIXE	1,091	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	45 134,00	33 523,02	24,84	A	V	LIVRETA	2,586	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 223,45	461,69
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	319 943,00	265 344,88	34,84	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 580,17	771,02
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	459 631,00	324 244,90	24,84	A	V	LIVRETA	1,813	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 234,81	5 569,71
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	64 840,00	51 188,21	34,84	A	V	LIVRETA	1,965	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 442,00	311,72
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	575 766,00	163 430,73	2,59	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	4,110	A-1		8 704,74	48 363,47
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	350 413,00	99 464,44	2,59	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 297,73	29 434,16
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	753 366,00	636 236,61	28,59	A	V	LIVRETA	2,697	V	LIVRETA	3,600	A-1		23 100,54	5 445,15
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	428 686,00	384 756,95	38,59	A	V	LIVRETA	2,836	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 938,44	0,00
S.A Participation Logement. NICEAM	2011	P	Contrat 1 rue de l'Evêché	Crédit Agricole	175 000,00	145 275,22	35,99	A	V	LIVRETA	1,922	V	LIVRETA	4,160	A-1		6 115,77	1 738,48
S.A Participation Logement. NICEAM	2011	P	1 place de l'eveche - Grasse	Crédit Agricole	200 641,00	125 325,74	15,99	A	V	LIVRETA	2,058	V	LIVRETA	4,160	A-1		5 439,97	5 442,82
S.A Participation Logement. NICEAM	2008	P	Pre Vergé - Parloniam	Crédit Foncier	1 100 000,00	459 681,43	12,55	A	V	LIVRETA	2,642	V	LIVRETA	4,130	A-1		20 518,34	37 130,58

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOHLAM	2005	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	38 135,00	13 995,25	9,75	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		153,19	1 324,47
SOHLAM	2009	P	Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	51 246,00	25 821,10	13,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		275,31	1 710,38
SOHLAM	2009	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	29 883,00	15 057,01	13,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		160,54	997,37
SOHLAM	2009	P	Dévelopement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	16 864,00	8 497,12	13,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		90,59	562,86
SOHLAM	2011	P	Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	37 075,00	21 143,37	16,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		223,56	1 213,03
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	70 045,00	65 598,22	34,09	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 838,23	52,84
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	343 929,00	334 235,44	54,09	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	3,490	A-1		7 600,46	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	421 467,00	399 501,86	34,09	A	V	LIVRETA	3,021	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 318,73	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	57 159,00	55 547,98	54,09	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	3,490	A-1		1 263,15	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	888 618,00	888 618,00	56,84	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	3,400	A-1		18 043,39	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	751 949,00	749 889,39	36,84	A	V	LIVRETA	3,295	V	LIVRETA	3,600	A-1		22 919,74	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	294 615,00	294 615,00	56,84	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	3,400	A-1		5 982,16	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 551,00	3 528,01	36,84	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	2,800	A-1		92,21	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	270 000,00	270 000,00	55,34	A	F	FIXE	1,989	F	FIXE	0,970	A-1		2 619,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	162 000,00	162 000,00	35,34	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	553 014,00	553 014,00	57,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		13 006,92	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	262 982,00	262 982,00	37,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		8 451,20	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	206 242,00	206 242,00	57,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		4 850,82	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 000,00	210 000,00	56,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		3 108,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 717,00	133 717,00	37,09	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 730,81	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	126 000,00	126 000,00	36,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	201 857,00	201 857,00	57,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	3,530	A-1		4 747,69	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	104 973,00	104 973,00	37,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		3 373,42	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	109 879,00	109 879,00	37,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	3,530	A-1		3 531,08	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	60 000,00	60 000,00	56,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		888,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	36,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	193 021,00	188 073,28	55,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	4,060	A-1		7 635,78	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	42 316,00	40 844,49	35,25	A	V	LIVRETA	3,434	V	LIVRETA	4,060	A-1		1 658,29	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	93 760,00	91 356,64	55,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	4,060	A-1		3 709,08	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	56 000,00	56 000,00	53,25	A	F	FIXE	2,438	F	FIXE	1,850	A-1		1 036,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	744 577,00	699 756,05	34,25	A	V	LIVRETA	3,071	V	LIVRETA	3,600	A-1		25 192,19	26,97
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	332 987,00	317 172,73	54,25	A	V	LIVRETA	2,947	V	LIVRETA	3,340	A-1		10 593,57	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	302 262,00	279 435,16	34,25	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 850,73	948,09
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	156 407,00	150 391,24	54,25	A	V	LIVRETA	2,955	V	LIVRETA	3,340	A-1		5 023,07	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	70 000,00	70 000,00	53,25	A	F	FIXE	2,437	F	FIXE	1,850	A-1		1 295,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	20 901,00	20 351,95	54,34	A	V	LIVRETA	3,708	V	LIVRETA	4,060	A-1		826,29	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	214 193,00	203 314,42	34,34	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	4,060	A-1		8 254,57	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	149 606,00	142 007,69	34,34	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	4,060	A-1		5 765,51	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	151 829,00	150 283,50	55,67	A	V	LIVRETA	3,769	V	LIVRETA	4,050	A-1		4 160,57	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	91 159,00	89 109,82	35,67	A	V	LIVRETA	3,661	V	LIVRETA	4,050	A-1		3 276,16	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	111 533,00	106 893,16	34,67	A	V	LIVRETA	3,663	V	LIVRETA	4,050	A-1		4 008,21	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	21 000,00	21 000,00	54,67	A	F	FIXE	1,944	F	FIXE	0,900	A-1		189,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 177,00	215 416,63	35,67	A	V	LIVRETA	2,501	V	LIVRETA	2,800	A-1		6 039,57	282,13
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	185 722,00	183 255,57	55,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	3,240	A-1		4 097,86	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	301 201,00	293 361,80	35,67	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 962,40	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 483,00	220 515,09	55,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	3,240	A-1		4 931,03	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	49 000,00	49 000,00	44,67	A	F	FIXE	1,818	F	FIXE	0,900	A-1		441,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	542 047,00	542 106,10	37,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	4,060	A-1		19 233,15	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	954 810,00	954 900,00	57,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,500	A-1		33 421,50	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	940 152,00	940 223,13	37,25	A	V	LIVRETA	2,538	V	LIVRETA	2,800	A-1		26 326,25	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	900 000,00	900 000,00	55,25	A	F	FIXE	1,951	F	FIXE	0,920	A-1		8 280,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 581 435,00	1 581 588,24	37,25	A	V	LIVRETA	3,243	V	LIVRETA	3,600	A-1		56 937,18	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 330 238,00	1 330 363,38	57,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,500	A-1		46 562,72	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	416 530,00	416 575,42	37,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	4,060	A-1		14 779,50	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	857 191,00	857 271,79	57,25	A	V	LIVRETA	3,256	V	LIVRETA	3,500	A-1		20 025,26	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	540 000,00	540 000,00	35,25	A	F	FIXE	1,092	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	234 229,00	232 971,70	36,59	A	V	LIVRETA	3,286	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 748,04	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	227 939,00	227 966,34	76,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		4 380,09	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	163 157,00	163 176,57	76,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		3 135,23	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 975,00	133 711,46	36,59	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 761,23	62,28
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	127 829,00	127 844,33	76,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	3,470	A-1		2 456,37	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	62 174,00	61 954,74	36,59	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	4,060	A-1		2 238,80	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	51 135,00	50 954,67	36,59	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	4,060	A-1		1 841,30	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	150 000,00	150 000,00	55,09	A	F	FIXE	1,792	F	FIXE	0,590	A-1		885,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	90 000,00	90 000,00	35,09	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	350 000,00	350 000,00	35,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2022	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	72 000,00	72 000,00	36,84	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	Opération 17 logements	ARKEA	1 353 639,00	1 172 793,91	24,92	T	F	FIXE	1,701	F	FIXE	1,690	A-1		20 216,08	37 399,12
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS bâti opération	ARKEA	1 616 287,00	1 497 059,79	35,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	4,110	A-1		62 783,72	30 524,66
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS foncier opération	ARKEA	153 858,00	145 554,39	45,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	4,110	A-1		6 069,66	2 125,90
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	La Banque Postale	514 726,00	437 599,63	23,29	A	F	FIXE	2,279	F	FIXE	2,280	A-1		10 287,11	13 589,60
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	461 934,00	423 205,40	43,34	T	C	TAUX STRUCTURES	1,860	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		7 889,81	6 266,49
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	211 170,00	186 575,78	33,34	T	C	TAUX STRUCTURES	1,859	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		3 492,42	3 979,48
TOTAL GENERAL					**254 203 548,53**	**224 998 056,43**											**7 016 844,11**	**1 911 211,90**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex: EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	208 808,08
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**208 808,08**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS — B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**11 193 650,52**	
Personnes de droit privé	**2 795 145,52**	
Associations	**2 289 452,25**	
ADIL 06	10 000,00	
ALC AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LA C	80 000,00	
APPASCAM	3 700,00	
ASSOCIATION BANQUE DU NUMERIQUE	11 500,00	
ASSOCIATION CULTURELLE DU VAL	8 500,00	
ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE	15 000,00	
BGE COTE D'AZUR	5 610,00	
CDAD 06	2 000,00	
CENTRE EXPRESSION CULTURELLE ET ARTISTIQUE	30 000,00	
CERCLE D ESCRIME DE GRASSE	76 700,00	
CIDISOL	1 000,00	
CIE BE	1 000,00	
COS CAPGENIAUX	161 131,25	
COSENS	10 000,00	
COUP DE POUCE	2 000,00	
CREACTIVE 06	10 000,00	
DEFIE	73 000,00	
ENTREPRISE DES BOIS DE GRASSE	16 640,00	
EVALECO	7 500,00	
FAMILLES ARC EN CIEL	1 000,00	
FLEURS D'EXCEPTION DU PAYS DE GRASSE	23 000,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLL A. BEL	400,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE CAR	600,00	
GRASSE A TOUS LES VISAGES	1 000,00	
GRASSE DEVELOPPEMENT SPL	173 208,00	
GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE	1 500,00	
HISTOIRES VIVANTES 47930152500032	1 000,00	
INITIATIVE TERRES D'AZUR	153 000,00	
INSERTION TRAVAIL EDUCATION CULT	10 000,00	
INSTINCT ANIMAL	3 580,00	
JARDINS VALEURS SOLIDAIRES	49 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS ALPES MARITI	2 000,00	
LA FERME	1 500,00	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE REFUGE DES CHEMINOTS	2 000,00	
LES DAUPHINS DE GRASSE	20 300,00	
LIGUE PROTECTION DES OISEAUX PAC LPO	5 000,00	
MAISON DES LYCEENS AMIRAL DE GRA	600,00	
MONTAGN HABITS	57 730,00	
MONTJOYE	1 000,00	
NATUR ABELHA	5 220,00	
OCCE 06 COOP. SCOLAIRE ECOLE FRA	600,00	
OCCE 06 COOP. SCOLAIRE ECOLE J.R	1 200,00	
OCCE 06 FREDERIC MISTRAL ECOLE ELEMENTAIRE FREDERIC MISTR	900,00	
OCCE DE L'ECOLE MARIUS CAMPAGNO	2 100,00	
OCCE06 JEAN CRABALONA ECOLE ELEMENTAIRE	900,00	
PARCOURS LE MONDE SUD EST	5 000,00	
PATRIMOINE VIVANT DU PAYS DE GRA	5 000,00	
PISTE D'AZUR	7 000,00	
PISTE D'AZUR	135 000,00	
PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE GR	1 000,00	
POLE EUROPEEN INNOVATION ALIMENT BIEN-ETRA NATURALITE TERRALIA	10 000,00	
RAYONS D'ESPOIR 06	5 000,00	
RECHERCHE ET AVENIR	5 000,00	
RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE	87 000,00	
SAUVEGARDE DE LA SIAGNE ET DE SON CANAL	1 000,00	
SOLI CITES	50 000,00	
SOLIHA	3 333,00	
SOLINUM	2 000,00	
SYNERGY GC	2 000,00	
THEATRE DE GRASSE CENTRE DEVT CULTUREL DE GRASSE	22 500,00	
THEATRE DE GRASSE CENTRE DEVT CULTUREL DE GRASSE	903 000,00	
TOUS ADDICT	1 000,00	
UNE VOIX POUR ELLES	1 000,00	
Entreprises	**336 896,27**	
1 2 3 SOLEIL	5 000,00	
AGIS 06	7 000,00	
AGRIBIO 06	6 500,00	
ALTER EGAUX	4 500,00	
ARPAS	32 000,00	
ATELIER DU 06	3 000,00	
CDC HABITAT SOCIAL STE ANONYME HABITATIONS LOYERS M	25 200,00	
CLUB DES ENTREPRENEURS GRASSE	50 000,00	
EUROBIOMED	5 000,00	
FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL	20 000,00	
G-ADDICTION	8 000,00	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GAMBETTA ROSSIGNOL	8 000,00	
HARPEGES LES ACCORDS SOLIDAIRE	100 000,00	
IMMOBILIERE MEDITERRANEE - 3F SU	20 000,00	
INCUBATEUR PACA EST	10 000,00	
RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR	7 000,00	
SOCIETE DE LA LIGNE NOUVELLE PRO	25 696,27	
Personnes physiques	**168 797,00**	
BATISTA ALIETTE	1 974,00	
BAYLON LUCIEN	1 609,00	
BERGIA BERTHE	891,00	
BLANC MARIE-JOSE	3 742,00	
BOSCH HENRI	2 000,00	
BRAVAIS CHANTAL	2 400,00	
BRICE BERNADETTE	2 000,00	
BRUNA ANNE-MAIRE	2 000,00	
CAILLET SYLVIE	2 500,00	
CHABAUD LINA	4 000,00	
CHENU GWENAELLE	2 500,00	
CHIANEA GENEVIEVE	2 000,00	
CHIAPPERO EMILIE	2 131,00	
COSTANZO CLÉMENT WILLY	1 845,00	
COSTE FRANCOIS	1 648,00	
D HALLUIN ANNIE	2 000,00	
DESCHARLES LALLA	922,00	
DJEGHRIF NOEL	2 000,00	
DJEGHRIF YAMINA	4 000,00	
DUFLOT JACQUES	3 141,00	
EPERONNIER MARIE ROSE MIREILLE	1 591,00	
ESPOSITO CATHERINE	2 400,00	
ETIENNE AUDE	2 000,00	
EYMIN PETOT TOURTOLLET ANNE-MARI	2 000,00	
FALCOU MARYVONNE	4 000,00	
FAYARD SYLVIE	2 500,00	
FIORUCCI RICHARD	4 000,00	
FRANCO MARYSE	2 000,00	
FRANGIONI JEANNE	3 538,00	
GALANT EDMOND FRANCIS	3 784,00	
GONZALEZ NICOLE	3 596,00	
GUATIERI GINO	2 000,00	
HORNEZ JEAN PAUL	1 988,00	
KERSALE DANIELE	3 907,00	
KRIEF EVELYNE	2 000,00	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE BARBIER LUCIEN	4 000,00	
LEBEL PATRICIA	3 450,00	
LECIEUX CHRISTIANE	1 824,00	
LEDUC PHILIPPE LEDUC ROSE	2 000,00	
LEFEBVRE COLETTE	2 000,00	
LEGOT MARIE-FRANCE	1 448,00	
LERDA MARIE-CLAUDE	3 536,00	
MARASCIA FRANCOISE	3 901,00	
MARTORELL MARIE PAULE	2 210,00	
MATHERON JEAN	2 000,00	
MATHIEU YVETTE	1 796,00	
MENDOZA ANNIE-FRANCE SS PROTECTION JURIDIQUE DE ATIA	1 104,00	
MURRIS IRMA	2 219,00	
NEMRI MOHAMED	2 000,00	
PANTEL PAULE	3 061,00	
PERRIER ANDREE	3 199,00	
PICARD ROBERT	2 000,00	
ROCHET REGIS HENRI	3 988,00	
SALLUZZO MARIE	4 000,00	
SASSI HAFIDHA	4 000,00	
SAVERINO CARMELO	2 000,00	
SEURON PIERRE	2 000,00	
SMATI TARIK	3 948,00	
SOBAIHI ROGER	2 000,00	
SORNAY LOUIS	4 000,00	
TALLARON LYDIE	2 000,00	
THAENS MADELEINE	3 068,00	
TORRIELLI GEORGES	2 000,00	
TRASTOUR YVES	4 000,00	
ZANOLA MIREILLE	3 438,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**8 398 505,00**	
Etat	**20 000,00**	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTR NICE COTE D'AZUR	20 000,00	
Régions	**0,00**	
Départements	**10 000,00**	
CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	10 000,00	
Communes	**411 600,00**	
COMMUNE DE GRASSE	400 000,00	
COMMUNE DE GRASSE	11 600,00	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**7 956 905,00**	
CCAS DE PEYMEINADE	2 500,00	
ECOLE DU PRA REDON	1 500,00	
ECOLE ELEMENTAIRE FRAGONARD	900,00	
ECOLE ELEMENTAIRE JEAN ROSTAND	900,00	
ECOLE MATERNELLE ROSES DE MAI	600,00	
MISSION LOCALE PAYS DE GRASSE	270 000,00	
OPH CANNES	28 000,00	
REGIE TRANSPORTS SILLAGES	6 900 000,00	
SMED	475 514,00	
UNIVALOM SYNDICAT MIXTE	276 991,00	
Autres	**0,00**	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**212,20**	**5,06**	**217,26**	**144,56**	**40,74**	**185,30**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	44,80	0,00	44,80	35,00	0,00	35,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	30,10	0,00	30,10	22,16	0,00	22,16
Adjoint administratif terr.	C	43,40	2,22	45,62	29,30	9,00	38,30
Attaché	A	32,70	0,70	33,40	16,60	13,00	29,60
Attaché hors classe	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Attaché principal	A	14,00	0,00	14,00	12,00	1,20	13,20
Directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	23,60	1,10	24,70	11,00	15,00	26,00
Rédacteur principal 1 cl	B	7,00	1,04	8,04	6,00	1,04	7,04
Rédacteur principal 2 cl	B	11,60	0,00	11,60	9,50	1,50	11,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**270,97**	**3,76**	**274,73**	**165,20**	**45,08**	**210,28**
Adjoint technique pal 1 cl	C	24,00	0,00	24,00	14,00	0,00	14,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	34,00	0,00	34,00	24,60	1,00	25,60
Adjoint technique territorial	C	97,97	3,76	101,73	50,20	28,08	78,28
Agent de maîtrise	C	26,00	0,00	26,00	14,00	3,00	17,00
Agent de maîtrise principal	C	34,00	0,00	34,00	29,40	0,00	29,40
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	1,00	2,00	3,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur général	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	11,00	0,00	11,00	8,00	0,00	8,00
Technicien	B	17,00	0,00	17,00	12,00	3,00	15,00
Technicien principal de 1 cl	B	12,00	0,00	12,00	6,00	6,00	12,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Technicien principal de 2 cl	B	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
FILIERE SOCIALE (d)		**14,00**	**3,72**	**17,72**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Agent social	C	2,00	0,92	2,92	1,00	0,00	1,00
Agent social principal 2 cl	C	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,80	1,80	1,00	0,00	1,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**33,00**	**0,00**	**33,00**	**24,40**	**4,00**	**28,40**
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	13,00	0,00	13,00	8,00	3,00	11,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	13,00	0,00	13,00	11,80	0,00	11,80
Infirmier en soins généraux	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Puéricultrice	A	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
Puéricultrice hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**22,80**	**0,00**	**22,80**	**9,00**	**3,00**	**12,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,80	0,00	2,80	2,00	0,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	12,00	0,00	12,00	2,00	3,00	5,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**45,60**	**0,00**	**45,60**	**29,70**	**5,00**	**34,70**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint territorial patrimoine	C	16,60	0,00	16,60	8,00	4,00	12,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	5,00	0,00	5,00	3,90	1,00	4,90
Assistant de conservation	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Attaché cons.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal conservation	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Conservateur en chef (pat)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**133,10**	**24,02**	**157,12**	**82,17**	**59,65**	**141,82**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	13,00	0,00	13,00	9,90	0,00	9,90
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	18,00	0,71	18,71	13,07	0,86	13,93
Adjoint territorial animation	C	90,20	23,31	113,51	53,20	57,79	110,99
Animateur	B	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
Animateur principal de 1ère cl	B	3,90	0,00	3,90	4,00	0,00	4,00
Animateur principal de 2ème cl	B	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**2,00**	**2,00**	**4,00**
Assistante maternelle		2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
D.G.A.S. 40 à 150.000 hab.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Instituteur		0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**737,67**	**36,56**	**774,23**	**463,03**	**159,47**	**622,50**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-10	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-10	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	A	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	A	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	0	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	0	0,00	332-23-1°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	0	0,00	332-10	CDI
Assistant conservation pal 2c	B	CULT	0	0,00	332-14	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	A	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	A	CDI
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Attaché principal	A	ADM	0	0,00	A	CDI
Attaché principal	A	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	0	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	0	0,00	332-23-1°	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-1_333-10	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	0	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	0	0,00	332-13	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	0	0,00	332-14	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	0	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	0	0,00	A	CDD
Ingénieur	A	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-24	A
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-24	A
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	0	0,00	332-10	CDI
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	0	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	0	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	0	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	0	0,00	332-23-1°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à CAPG - 57 avenue Pierre Semard - 06130 GRASSE (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
29/11/2004 - Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	API PROVENCE			592 498,00
13/06/2005 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			65 887,00
23/08/2005 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	SOHLAM			38 135,00
06/05/2006 - LE FLORALIES	ERILIA			350 000,00
22/05/2006 - Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	COTE D'AZUR HABITAT			1 680 600,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			49 481,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			90 538,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			216 293,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			44 415,00
19/10/2007 - Pre Vergé - Parloniam	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		1 100 000,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			89 515,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			274 123,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			54 431,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			166 685,00
02/04/2008 - Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	Le Refuge des Cheminots	Le Refuge des Cheminots		4 141 500,00
23/04/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			214 728,00
19/06/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			226 384,50

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			1 327 204,00
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			805 381,00
16/03/2009 - L'ARCHE A GRASSE	L'ARCHE A GRASSE			3 000 000,00
20/07/2009 - Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	SOHLAM			51 246,00
20/07/2009 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	SOHLAM			29 883,00
20/07/2009 - Dévelopement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	SOHLAM			16 864,00
30/09/2009 - 11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes		500 000,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			301 168,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			977 305,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			3 862 621,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 190 312,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			45 134,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			319 943,00
29/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			459 631,00
29/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			64 840,00
10/12/2010 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			339 432,00
05/01/2011 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			98 840,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			6 127 611,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 609 594,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			738 693,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			194 039,00
30/11/2011 - Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	SOHLAM			37 075,00
25/12/2011 - Contrat 1 rue de l'Evêché	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		175 000,00
01/01/2012 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			183 330,42

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
15/05/2012 - COTE D'AZUR HABITAT	COTE D'AZUR HABITAT			226 264,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			813 550,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			384 973,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM			256 838,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			92 500,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			237 500,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			1 436 676,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			528 279,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			684 455,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA			240 231,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			11 265,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			464 967,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			3 040,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			57 195,00
12/06/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			415 682,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 794 332,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			964 492,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			773 331,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			182 124,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			190 590,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			305 414,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			427 579,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			116 895,00
06/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06			198 949,00
16/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06			32 145,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			381 568,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 149 660,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			157 235,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			473 749,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			798 119,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			241 839,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			260 602,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			860 038,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			470 569,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			2 047 467,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			228 480,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			994 130,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			401 347,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			255 093,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			172 204,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			89 403,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			532 940,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			446 569,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			492 837,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA			412 965,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			575 766,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			350 413,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			753 366,00
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			428 686,00
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA			834 201,00
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA			765 801,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			485 451,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			306 023,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			168 244,00
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			103 822,00
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			423 000,00
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			440 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			500 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			630 000,00
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 220 000,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			2 448 661,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 648 902,00
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06			932 149,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			241 859,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			312 938,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			107 539,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			216 701,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			102 854,00
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			114 262,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			256 845,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			1 190 729,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			1 149 543,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			529 473,00
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA			548 443,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			490 000,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			670 000,00
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 507 000,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			2 355 912,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			1 195 181,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			512 220,00
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			758 965,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			514 702,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			1 868 311,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			240 680,00
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			702 484,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			550 566,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			833 999,00
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			700 000,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			705 656,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 805 882,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			294 430,00
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			485 587,00
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 208 328,00
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			892 045,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 695 451,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			571 192,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			606 130,00
22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			233 491,00
19/01/2017 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			173 200,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			187 271,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			212 788,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			134 435,00
27/04/2017 - LOGIREM	LOGIREM			164 665,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			217 731,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			166 283,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			349 012,00
03/05/2017 - LOGIREM	LOGIREM			266 543,00
11/05/2017 - 1 place de l'eveche - Grasse	S.A Participation Logement. NICEAM	S.A Participation Logement. NICEAM		200 641,00
15/06/2017 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			35 000,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			423 848,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			406 636,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			194 247,00
23/06/2017 - LOGIREM	LOGIREM			186 359,00
01/07/2017 - L'ARCHE A GRASSE	L'ARCHE A GRASSE			1 184 671,71
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			543 407,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			1 661 781,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			659 886,00
05/09/2017 - ERILIA	ERILIA			215 785,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			614 830,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			902 420,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			205 465,00
07/09/2017 - ERILIA	ERILIA			301 572,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			266 522,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			312 997,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			160 413,00
24/10/2017 - LOGIREM	LOGIREM			188 385,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			506 850,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			575 200,00
27/11/2017 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 070 950,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			71 976,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			311 675,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			463 090,00
06/12/2017 - HABITAT 06	HABITAT 06			97 592,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 028 306,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			928 063,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 094 369,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			403 675,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 403 596,00
27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			568 156,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			851 940,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			976 013,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			342 708,00
15/01/2018 - LOGIREM	LOGIREM			392 618,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			1 206 800,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			689 600,00
16/03/2018 - IN'LI PACA	IN'LI PACA			511 600,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			119 743,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			61 102,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			210 629,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			145 651,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			85 817,00
22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			69 348,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			519 519,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			427 294,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			1 027 503,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			863 265,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			398 398,00
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM			304 683,00
01/05/2018 - LE REFUGE DES CHEMINOTS	LE REFUGE DES CHEMINOTS			2 054 154,11
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			186 449,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			497 129,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			703 581,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			554 826,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			843 004,00
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 226 699,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			793 395,00
01/07/2018 - Financemement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			1 950 000,00
01/07/2018 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 149 509,56
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			70 045,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			343 929,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			421 467,00
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			57 159,00
06/11/2018 - Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			514 726,00
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			461 934,00
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			211 170,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			2 906 869,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 033 036,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 131 486,00
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			428 039,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			372 086,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			258 113,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			744 170,00
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			653 427,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			497 917,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 383 814,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			356 193,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			437 954,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			649 756,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 860 956,00
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 165 710,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			744 577,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			332 987,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			302 262,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			156 407,00
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			70 000,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			193 021,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			42 316,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			93 760,00
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			56 000,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 931 541,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			3 536 452,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			1 370 690,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06			2 621 689,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			310 921,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			125 729,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			414 561,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			199 372,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			112 000,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			524 062,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			255 442,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			373 229,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA			181 922,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			133 210,28
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			640 173,35
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			426 520,11
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			103 810,08
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 273 998,68
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			570 202,88
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			403 186,20
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			683 968,54
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			767 613,45
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			486 686,25

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 749 373,36
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			386 402,84
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			308 253,50
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			193 258,41
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			433 854,04
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			245 383,98
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			146 741,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			50 499,56
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			346 719,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			158 121,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			746 423,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			401 781,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			1 390 031,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			748 219,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT			227 101,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			764 223,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 136 945,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			397 847,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			742 542,00
04/10/2019 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME			214 937,00
01/11/2019 - LOGIREM	LOGIREM			1 170 655,85
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA			205 203,55
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA			143 655,06
01/01/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 264 727,78
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			223 727,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			235 640,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			722 560,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			537 109,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 646 979,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			354 051,00
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			52 727,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 938 503,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			2 891 470,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			824 268,00
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 229 477,00
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			599 324,36
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			661 437,28
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			833 847,15
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			876 542,96
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			341 554,83
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			546 679,28
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			583 706,69
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS			297 000,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			603 967,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			243 133,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 698 367,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			683 697,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			20 901,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			214 193,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			149 606,00
05/06/2020 - Opération 17 logements	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 353 639,00
05/06/2020 - PLS bâti opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 616 287,00
05/06/2020 - PLS foncier opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			153 858,00
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			244 997,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			248 718,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			151 829,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			91 159,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			111 533,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			21 000,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			223 177,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			185 722,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			301 201,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			223 483,00
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			49 000,00
02/10/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			3 819 303,00
16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			299 181,00
16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			161 097,00
01/01/2021 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			1 099 785,76
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			234 229,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			227 939,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			163 157,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			134 975,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			127 829,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			62 174,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			51 135,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			150 000,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			90 000,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			165 526,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			307 406,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL	2 500 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			542 047,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			954 810,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			940 152,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			900 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 581 435,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			1 330 238,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			416 530,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			857 191,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			540 000,00
12/04/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			350 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			211 806,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			121 033,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			36 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			466 386,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			672 726,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			434 635,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			694 598,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			144 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			155 322,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			888 618,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			751 949,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			294 615,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			3 551,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			270 000,00
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			162 000,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			213 799,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			510 001,00
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			296 624,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			2 055 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			994 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			2 949 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			1 708 000,00
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE			1 365 000,00
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			325 863,58
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			621 244,09

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			125 355,56
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM			203 440,90
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			553 014,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			262 982,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			206 242,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			210 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			133 717,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			126 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			201 857,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			104 973,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			109 879,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			60 000,00
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE			36 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			232 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			330 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			98 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			179 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			321 000,00
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE			68 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			40 000,00
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE			180 000,00
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			306 000,00
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			81 000,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			611 276,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 352 021,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			273 154,00
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			757 266,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/09/2022 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 386 695,04
04/10/2022 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM			72 000,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			532 479,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			388 056,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			237 309,00
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			176 786,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			573 260,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			700 294,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			153 661,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			86 062,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			283 650,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			261 415,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			122 967,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 788 759,47**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**4 390 684,73**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 398 074,74**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**3 398 074,74**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 398 074,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**4 956 712,94**	**4 958 302,75**	**8 381 840,00**	**13 340 142,75**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**17 708 328,84**	**6 439 078,62**	**15 502 956,51**	**21 942 035,13**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**12 751 615,90**	**1 480 775,87**	**7 121 116,51**	**8 601 892,38**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 788 759,47**			**-7 788 759,47**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**3 398 074,74**	**3 398 074,74**		**3 398 074,74**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-4 390 684,73**			**-4 390 684,73**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**4 211 207,65**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**4 956 712,94**	**I**	**4 958 302,75**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**4 912 908,50**		**4 914 498,31**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	4 463 713,00		4 465 303,04
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	449 195,50		449 195,27
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**43 804,44**		**43 804,44**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*43 804,44*		*43 804,44*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**17 708 328,84**	**III**	**6 439 078,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**4 283 737,00**		**1 429 631,21**
10222	FCTVA	4 000 000,00		1 344 710,21
10226	Taxe d'aménagement (2)	133 737,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
27632	Créance Régions	150 000,00		84 921,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**13 424 591,84**		**5 009 447,41**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*19 880,00*		*19 880,00*
28033	*Frais d'insertion*	*331,00*		*331,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*48 104,00*		*48 104,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*3 640,00*		*3 640,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 000,00*		*6 000,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 020,00*		*1 020,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*223 915,63*		*223 915,63*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*664,87*		*664,87*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*189 396,00*		*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*221 799,41*		*189 396,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*221 799,41*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	6 944,00	6 944,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	14 115,00	14 115,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	894 289,87	894 289,87
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	8 437,54	8 437,54
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	6 486,46	6 486,46
2805	Licences, logiciels, droits similaires	340 594,22	370 465,22
28087	Immo incorp. reçues / mise à diposition	5 688,00	5 688,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	3 110,77	3 161,77
28128	Autres aménagements de terrains	262,00	552,00
281318	Autres bâtiments publics	11 245,68	11 245,68
281321	Immeubles de rapport	145 845,00	147 820,00
281351	Bâtiments publics	11 701,78	11 701,78
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	1 777,94	1 777,94
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	5 147,00	5 147,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	106,21	106,21
28152	Installations de voirie	1 644,19	1 644,19
281538	Autres réseaux	1 594,00	14 262,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	6 853,31	7 709,31
2815731	Matériel roulant	7 332,00	7 332,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	240,00	240,00
281578	Autre matériel technique	197 681,09	257 833,09
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	131 257,03	145 053,03
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	37 723,82	37 723,82
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 544,98	4 432,98
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	3 954,32	3 954,32
281752	Installations de voirie (m. à dispo)	0,00	300,00
28181	Installations générales, aménagt divers	15 283,80	15 283,80
281821	Matériel de transport ferroviaire	0,00	784,00
281828	Autres matériels de transport	281 560,36	310 539,36
281838	Autre matériel informatique	263 756,42	289 934,42
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	125 871,30	126 516,30
28185	Matériel de téléphonie	8 215,14	8 598,14
28188	Autres immo. corporelles	400 842,70	153 188,70
29…	Dépréciations des immobilisations		
31…	Matières premières (et fournitures) (4)		
33…	En-cours de production de biens (4)		
35…	Stocks de produits (4)		

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*1 421 430,00*	*1 421 428,57*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 295 305,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	1 627 906,27	0,00	0,00	0,00	0,00	1 627 906,27
A110	Autres immobilisations incorporelles	2 750 389,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750 389,80
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	72 691,64	0,00	0,00	0,00	0,00	72 691,64
A125	Constructions	98 866,64	0,00	0,00	0,00	0,00	98 866,64
A130	Réseaux et installations de voirie	6 852,18	0,00	0,00	0,00	0,00	6 852,18
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	832 846,10	0,00	0,00	0,00	0,00	832 846,10
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 937 707,23	0,00	0,00	0,00	0,00	2 937 707,23
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 963 857,50	0,00	0,00	0,00	0,00	10 963 857,50
A165	Immobilisations financières	96 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 565,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	1 627 906,27	0,00	0,00	0,00	1 627 906,27
A110	Autres immobilisations incorporelles	2 750 389,80	0,00	0,00	0,00	2 750 389,80
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	72 691,64	0,00	0,00	0,00	72 691,64
A125	Constructions	98 866,64	0,00	0,00	0,00	98 866,64
A130	Réseaux et installations de voirie	6 852,18	0,00	0,00	0,00	6 852,18
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	832 846,10	0,00	0,00	0,00	832 846,10
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 937 707,23	0,00	0,00	0,00	2 937 707,23
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 963 857,50	0,00	0,00	0,00	10 963 857,50
A165	Immobilisations financières	96 565,00	0,00	0,00	0,00	96 565,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	1 627 906,27	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	2 750 389,80	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	72 691,64	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	98 866,64	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	6 852,18	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	832 846,10	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 937 707,23	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 963 857,50	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	96 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200053857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	1 627 906,27	0,00	0,00	0,00	1 627 906,27
A110	Autres immobilisations incorporelles	2 750 389,80	0,00	0,00	0,00	2 750 389,80
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	72 691,64	0,00	0,00	0,00	72 691,64
A125	Constructions	98 866,64	0,00	0,00	0,00	98 866,64
A130	Réseaux et installations de voirie	6 852,18	0,00	0,00	0,00	6 852,18
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	832 846,10	0,00	0,00	0,00	832 846,10
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 937 707,23	0,00	0,00	0,00	2 937 707,23
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 963 857,50	0,00	0,00	0,00	10 963 857,50
A165	Immobilisations financières	96 565,00	0,00	0,00	0,00	96 565,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture
058-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	3 851 816,06	0,00	0,00	0,00	0,00	3 851 816,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 646 461,78	0,00	0,00	0,00	0,00	2 646 461,78
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	5 824 581,32	0,00	0,00	0,00	0,00	5 824 581,32
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	261 018,77	0,00	0,00	0,00	0,00	261 018,77
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA - Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	741 612,52	0,00	0,00	0,00	0,00	741 612,52
6	Action économique	503 301,32	0,00	0,00	0,00	0,00	503 301,32
7	Environnement	2 520 452,27	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520 452,27
8	Transports	3 038 438,32	0,00	0,00	0,00	0,00	3 038 438,32
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture
006-200039857-20260921-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	3 851 816,06	0,00	0,00	0,00	3 851 816,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 646 461,78	0,00	0,00	0,00	2 646 461,78
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 824 581,32	0,00	0,00	0,00	5 824 581,32
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	261 018,77	0,00	0,00	0,00	261 018,77
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	741 612,52	0,00	0,00	0,00	741 612,52
6	Action économique	503 301,32	0,00	0,00	0,00	503 301,32
7	Environnement	2 520 452,27	0,00	0,00	0,00	2 520 452,27
8	Transports	3 038 438,32	0,00	0,00	0,00	3 038 438,32
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	3 851 816,06	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 646 461,78	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 824 581,32	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	261 018,77	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	741 612,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	503 301,32	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	2 520 452,27	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	3 038 438,32	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	3 851 816,06	0,00	0,00	0,00	3 851 816,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 646 461,78	0,00	0,00	0,00	2 646 461,78
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 824 581,32	0,00	0,00	0,00	5 824 581,32
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	261 018,77	0,00	0,00	0,00	261 018,77
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	741 612,52	0,00	0,00	0,00	741 612,52
6	Action économique	503 301,32	0,00	0,00	0,00	503 301,32
7	Environnement	2 520 452,27	0,00	0,00	0,00	2 520 452,27
8	Transports	3 038 438,32	0,00	0,00	0,00	3 038 438,32
	TOTAL	**19 387 682,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 387 682,36**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE — D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
MUSEES	MUSEE INTERNATIONALE DE LA PARFUMERIE (MIP) ET JARDINS DU MIP (JMIP)			entrées, locations, boutique des musées
PEPINIERE ENTREPRISES	PEPINIERE ENTREPRISES - ESPACE JACQUES LOUIS LIONS			locations d espaces et coworking
HOTEL ENTREPRISES	HOTEL ENTREPRISES - BIOTECH	01/01/2018		Location d'espaces
BORNES ELECTRIQUES	BORNES ELECTRIQUES	01/01/2019		Recharge des véhicules électriques

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**275 500,00**
1641	EMPRUNTS EN EUROS	275 500,00
Acquisitions d'immobilisations		**2 210 293,04**
2031	FRAIS D'ETUDES	2 208,00
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	752 505,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0,00
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	68 866,64
21578	AUTRE MAT. ET OUTIL. DE VOIRIE	669 013,46
2158	AUTRES INST. MAT. OUTIL. TECHN	4 341,96
21828	MATÉRIEL DE TRANSPORT	434 037,41
21848	MOBILIER	129,71
2188	AUTRES	6 518,95
2313	CONSTRUCTIONS	69 130,34
2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	202 928,37
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	0,00
2317	IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPO.	613,20
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMO. CORP.	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 485 793,04**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**2 485 793,04**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**92 876,54**
1322	REGIONS	60 860,00
13258	AUTRES REGROUPEMENTS	32 016,54
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**92 876,54**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**92 876,54**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT

D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**7 832 378,53**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	5 992,21
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	12 196,14
60622	CARBURANTS	236 614,36
60623	ALIMENTATION	36,67
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT	5 369,79
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	12 511,37
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	1 874,64
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	80 778,41
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	39 149,38
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 365,07
6068	AUTRES MATIÈRES ET FOURNITURES	297,89
611	CONTRAT DE PRESTA. DE SERVICES	6 919 321,21
6132	LOCATIONS IMMOBILIÈRES	4 400,00
61351	LOCATIONS MOBILIERES	13 258,40
61358	AUTRES	2 008,80
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	251,45
615221	BATIMENTS PUBLICS	6 908,47
615231	VOIRIES	3 682,00
61551	MATÉRIEL ROULANT	261 921,92
6156	MAINTENANCE	4 361,29
617	ETUDES ET RECHERCHES	5 345,56
6228	DIVERS	360,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMÉS	8 863,73
6238	DIVERS	7 944,00
6251	VOYAGES ET DÉPLACEMENTS	141,62
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	2 358,05
6262	FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	939,50
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 500,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	12 043,98

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
62875	AUX COMMUNES MEMBRES DU GFP	179 096,00
62878	A D'AUTRES ORGANISMES	492,00
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	24,00
63512	TAXES FONCIÈRES	282,86
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	687,76
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**2 828 606,01**
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	28 563,46
6332	COTISATIONS VERS. AU F.N.A.L.	7 883,48
6336	COT.CENT.NAT.CENT.GEST. DE FPT	37 839,36
64111	RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	1 180 504,48
64112	NBI, SFT & INDEM DE RESIDENCE	18 010,27
64113	NBI	8 577,83
64118	PERSONNEL TITULAIRE ¿ INDEMNITÉ INFLATION	322 726,16
64131	RÉMUNÉRATION	416 734,35
64132	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE	6 262,67
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	0,00
6451	COTISATIONS À L'U.R.S.S.A.F.	309 188,33
6453	COT. AUX CAISSES DE RET.	466 156,77
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	16 792,23
6458	COT. AUX AUTRES ORG. SOC.	4 634,62
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	4 732,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**13 040 143,37**
65568	AUTRES CONTRIBUTIONS	12 968 452,95
65748	AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	39 730,00
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	31 960,42
66	**Charges financières**	**41 845,02**
66111	INTÉRÊTS RÉGLÉS À L'ÉCHÉANCE	41 845,02
67	**Charges spécifiques**	**59 352,47**
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	59 352,47
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**23 802 325,40**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
TOTAL GENERAL		**23 802 325,40**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**31 494 757,00**
73133	TX. D'ENL. DES ORD. MÉNAGÈRES	31 494 757,00
Dotations et participations reçues		**23 550,61**
747888	AUTRES ORGANISMES	23 550,61
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**2 271 813,12**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**2 059 733,15**
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	2 055 186,59
706888	AUTRES	4 546,56
75	**Autres produits de gestion courante**	**232,26**
75888	AUT.PROD.EXCEP.SUR OP.DE GEST.	232,26
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**211 847,71**
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	211 847,71
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**33 790 120,73**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**33 790 120,73**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_058-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion		
M Abderrahmane SETTA	du	19/01/2026	au	10/04/2026
M PIERRE YVES SIKLI	du	01/01/2025	au	18/01/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FURIATI Maria (1017610370-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A GRASSE, le 14/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_059 : Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Vote du compte financier unique 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_059
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages
Vote du compte financier unique 2025

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le compte financier unique (CFU) 2025 du Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.
Le résultat cumulé pour la section d'investissement est de – 1 089 102,47 € et de 1 651 030,73 € pour la section d'exploitation.

Monsieur le Président de séance expose au conseil communautaire :

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes relatifs à l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CAPG ;

Vu le CFU 2025 annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n° DL2026_057 du 21 mai 2026 portant élection du Président de séance du conseil communautaire consacrée à l'examen du CFU ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et du compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leur travail en amont de la production du CFU ;

Considérant l'application de l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Président quitte la séance pendant la mise au vote des comptes financiers uniques ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	426 213,41 €	17 490 390,41 €
	Restes à réaliser		
Dépenses	Mandats émis	1 805 563,07 €	16 568 429,84 €
	Restes à réaliser	- €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**-1 379 349,66 €**	**921 960,57 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	290 247,19 €	729 070,16 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**-1 089 102,47 €**	**1 651 030,73 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**- 1 089 102,47 €**	**1 651 030,73 €**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à la majorité absolue (contre : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le compte financier unique 2025 du Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages ;

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Comptable Public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CAPG - REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS SILLAGES : SILLAGES (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20003985700020

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE GRASSE MUNICIPALE

M. 43(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : SILLAGES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 19
C1 - Dépenses d'investissement 21
C2 - Recettes d'investissement 23
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

III - États financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 31

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 34

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 45

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 46
B3 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 47
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel 48
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 51
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 52
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 53
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 54
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 55

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 62

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 63

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**1 526 572,81**	**17 123 178,44**	**18 649 751,25**
	Recettes réalisées (1)	B	**426 213,41**	**17 490 390,41**	**17 916 603,82**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**1 816 820,00**	**17 852 248,60**	**19 669 068,60**
	Dépenses réalisées (1)	E	**1 805 563,07**	**16 568 429,84**	**18 373 992,91**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-1 379 349,66**	**921 960,57**	**-457 389,09**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**290 247,19**	**729 070,16**	**1 019 317,35**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-1 089 102,47**	**1 651 030,73**	**561 928,26**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 089 102,47**	**1 651 030,73**	**561 928,26**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
REGIE TRANSPORTS SILLAGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	290 247,19	0,00	-1 379 349,66	0,00	-1 089 102,47
Fonctionnement	1 013 523,37	284 453,21	921 960,57	0,00	1 651 030,73
Sous-Total	1 303 770,56	284 453,21	-457 389,09	0,00	561 928,26
TOTAL III	**1 303 770,56**	**284 453,21**	**-457 389,09**	**0,00**	**561 928,26**
TOTAL I + II + III	**1 303 770,56**	**284 453,21**	**-457 389,09**	**0,00**	**561 928,26**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) | E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**187,92**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	10,27	Réserves	695,31
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	1 956,38	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	729,07
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	921,96
Autres immobilisations corporelles	388,45	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**2 355,09**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	758,60
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**2 543,01**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**3 104,94**
Créances	1 130,32	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	1 995,27	Fournisseurs (2)	588,96
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1 969,45
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**3 125,60**	**Total des dettes à court terme**	**2 558,41**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**2 558,41**
		Comptes de régularisation	**5,26**
TOTAL ACTIF	**5 668,61**	**TOTAL PASSIF**	**5 668,61**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	9 245,18	8 927,81
Dotations et subventions reçues	7 755,15	8 013,00
Produits des services	42,79	25,71
Autres produits	13,57	14,49
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	17 056,69	16 981,01
Traitements, salaires, charges sociales	808,91	814,12
Achats et charges externes	1 563,93	1 701,78
Participations et interventions	14 030,86	14 446,78
Dotations aux amortissements et provisions	141,76	188,65
Autres charges	21,14	22,22
Charges courantes non financières	16 566,61	17 173,55
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**490,08**	**-192,54**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	0,00	0,00
RESULTAT COURANT FINANCIER	**0,00**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**490,08**	**-192,54**
Produits exceptionnels	431,88	123,78
Charges exceptionnelles	0,00	0,16
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**431,88**	**123,62**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**921,96**	**-68,92**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

AR Prefecture
006-200089897-20260521-DE2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Compléter par : chapitre ou article.
(2) Biffer la mention inutile.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	1 593 670,00	1 142 990,59	421 449,70	1 564 440,29	98,17	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	850 000,00	828 547,28	997,16	829 544,44	97,59	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	4 000,00	1 823,58	0,00	1 823,58	45,59	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	14 158 459,00	13 046 635,85	984 225,48	14 030 861,33	99,10	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**16 606 129,00**	**15 019 997,30**	**1 406 672,34**	**16 426 669,64**	**98,92**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**16 610 129,00**	**15 019 997,30**	**1 406 672,34**	**16 426 669,64**	***98,90***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 042 119,60*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*200 000,00*	*141 760,20*	*0,00*	*141 760,20*	*70,88*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 242 119,60***	***141 760,20***	***0,00***	***141 760,20***	***11,41***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**17 852 248,60**	**15 161 757,50**	**1 406 672,34**	**16 568 429,84**	**92,81**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**17 852 248,60**	**15 161 757,50**	**1 406 672,34**	**16 568 429,84**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	26 000,00	42 790,45	0,00	42 790,45	164,58	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	8 900 000,00	8 560 000,00	687 004,86	9 247 004,86	103,90	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	7 755 150,00	7 755 149,90	0,00	7 755 149,90	100,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	12 500,00	13 556,58	0,00	13 556,58	108,45	0,00
Total des recettes de gestion courante		**16 693 650,00**	**16 371 496,93**	**687 004,86**	**17 058 501,79**	**102,19**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	428 319,44	431 879,62	0,00	431 879,62	100,83	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**17 121 969,44**	**16 803 376,55**	**687 004,86**	**17 490 381,41**	**102,15**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 209,00*	*9,00*	*0,00*	*9,00*	*0,74*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 209,00***	***9,00***	***0,00***	***9,00***	***0,74***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**17 123 178,44**	**16 803 385,55**	**687 004,86**	**17 490 390,41**	**102,14**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**729 070,16**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**17 852 248,60**	**16 803 385,55**	**687 004,86**	**17 490 390,41**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DI2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	91 960,00	91 260,00	99,24	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 723 651,00	1 714 294,07	99,46	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 815 611,00**	**1 805 554,07**	**99,45**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 815 611,00**	**1 805 554,07**	**99,45**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 209,00*	*9,00*	*0,74*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 209,00***	***9,00***	***0,74***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**1 816 820,00**	**1 805 563,07**	**99,38**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 816 820,00**	**1 805 563,07**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

AR Prefecture
006-200089857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	284 453,21	284 453,21	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**284 453,21**	**284 453,21**	**100,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 042 119,60*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*200 000,00*	*141 760,20*	*70,88*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 242 119,60***	***141 760,20***	***11,41***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**1 526 572,81**	**426 213,41**	**27,92**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**290 247,19**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**1 816 820,00**	**426 213,41**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	492,78	0,00	492,78	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	5 212,81	311,92	4 900,89	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	1 930,42	0,00	1 930,42	0,00
6066	Carburants	0,00	19 176,09	0,00	19 176,09	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	1 231 655,83	21 757,69	1 209 898,14	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	14 582,68	905,00	13 677,68	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	30 986,38	623,93	30 362,45	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	7 533,00	0,00	7 533,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	191 526,44	0,00	191 526,44	0,00
6168	Autres	0,00	20 110,23	0,00	20 110,23	0,00
618	Divers	0,00	5 906,23	2 900,00	3 006,23	0,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	0,00	520,44	0,00	520,44	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	1 710,00	0,00	1 710,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	760,00	0,00	760,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	525,05	0,00	525,05	0,00
6257	Réceptions	0,00	805,08	0,00	805,08	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	4 933,21	0,00	4 933,21	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	18 977,21	0,00	18 977,21	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	135,31	0,00	135,31	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	15 840,00	0,00	15 840,00	0,00
62878	à des tiers	0,00	10 613,49	0,00	10 613,49	0,00
637	Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunération autres organismes	0,00	506,15	0,00	506,15	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 593 670,00	1 590 938,83	26 498,54	1 564 440,29	29 229,71
6331	Versement mobilité	0,00	7 766,00	0,00	7 766,00	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	2 219,00	0,00	2 219,00	0,00
6336	Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale	0,00	10 650,58	0,00	10 650,58	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions de base	0,00	432 768,95	0,00	432 768,95	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	129 297,89	0,00	129 297,89	0,00
6415	Supplément familial	0,00	6 509,62	0,00	6 509,62	0,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	82 214,00	0,00	82 214,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	127 932,76	0,00	127 932,76	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	3 720,00	0,00	3 720,00	0,00
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	316,00	0,00	316,00	0,00
6476	Vêtements de travail	0,00	1 537,02	0,00	1 537,02	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	24 612,62	0,00	24 612,62	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	850 000,00	829 544,44	0,00	829 544,44	20 455,56
739	Restitution de la taxe versement mobilité	0,00	1 823,58	0,00	1 823,58	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	4 000,00	1 823,58	0,00	1 823,58	2 176,42
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	0,00	2 810,00	2 810,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	82,50	0,00	82,50	0,00
6574	Subventions d'exploitation aux personnes de droit privé	0,00	13 874 820,28	0,00	13 874 820,28	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	155 958,55	0,00	155 958,55	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	14 158 459,00	14 033 671,33	2 810,00	14 030 861,33	127 597,67
Total des dépenses de gestion courante		**16 606 129,00**	**16 455 978,18**	**29 308,54**	**16 426 669,64**	**179 459,36**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**16 610 129,00**	**16 455 978,18**	**29 308,54**	**16 426 669,64**	**183 459,36**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 042 119,60*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*141 760,20*	*0,00*	*141 760,20*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*200 000,00*	*141 760,20*	*0,00*	*141 760,20*	*58 239,80*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 242 119,60***	***141 760,20***	***0,00***	***141 760,20***	***1 100 359,40***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**17 852 248,60**	**16 597 738,38**	**29 308,54**	**16 568 429,84**	**1 283 818,76**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**17 852 248,60**	**16 597 738,38**	**29 308,54**	**16 568 429,84**	**1 283 818,76**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7061	Transports de voyageurs	0,00	42 848,63	58,18	42 790,45	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	26 000,00	42 848,63	58,18	42 790,45	-16 790,45
734	Versement mobilité	0,00	9 598 793,08	351 788,22	9 247 004,86	0,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	8 900 000,00	9 598 793,08	351 788,22	9 247 004,86	-347 004,86
7475	Groupements de Collectivités	0,00	7 755 149,90	0,00	7 755 149,90	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	7 755 150,00	7 755 149,90	0,00	7 755 149,90	0,10
7588	Autres	0,00	13 556,58	0,00	13 556,58	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	12 500,00	13 556,58	0,00	13 556,58	-1 056,58
Total des recettes de gestion courante		**16 693 650,00**	**17 410 348,19**	**351 846,40**	**17 058 501,79**	**-364 851,79**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	429 000,00	0,00	429 000,00	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	2 879,62	0,00	2 879,62	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	428 319,44	431 879,62	0,00	431 879,62	-3 560,18
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**17 121 969,44**	**17 842 227,81**	**351 846,40**	**17 490 381,41**	**-368 411,97**
7811	*Reprise sur Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*9,00*	*0,00*	*9,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 209,00*	*9,00*	*0,00*	*9,00*	*1 200,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 209,00***	***9,00***	***0,00***	***9,00***	***1 200,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**17 123 178,44**	**17 842 236,81**	**351 846,40**	**17 490 390,41**	**-367 211,97**
002 Résultat d'exploitation reporté		**729 070,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**17 852 248,60**	**17 842 236,81**	**351 846,40**	**17 490 390,41**	**361 858,19**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	10 825,00	0,00	10 825,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	80 435,00	0,00	80 435,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	91 960,00	91 260,00	0,00	91 260,00	700,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	0,00	1 706 551,31	0,00	1 706 551,31	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	7 447,59	0,00	7 447,59	0,00
2185	Cheptel	0,00	295,17	0,00	295,17	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 723 651,00	1 714 294,07	0,00	1 714 294,07	9 356,93
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 815 611,00**	**1 805 554,07**	**0,00**	**1 805 554,07**	**10 056,93**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 815 611,00**	**1 805 554,07**	**0,00**	**1 805 554,07**	**10 056,93**
28156	*Matériel de transport d'exploitation*	*0,00*	*9,00*	*0,00*	*9,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 209,00*	*9,00*	*0,00*	*9,00*	*1 200,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 209,00***	***9,00***	***0,00***	***9,00***	***1 200,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**1 816 820,00**	**1 805 563,07**	**0,00**	**1 805 563,07**	**11 256,93**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 816 820,00**	**1 805 563,07**	**0,00**	**1 805 563,07**	**11 256,93**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	284 453,21	0,00	284 453,21	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	284 453,21	284 453,21	0,00	284 453,21	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**284 453,21**	**284 453,21**	**0,00**	**284 453,21**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 042 119,60*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*2 442,00*	*0,00*	*2 442,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*38 796,00*	*0,00*	*38 796,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*488,00*	*0,00*	*488,00*	*0,00*
28141	*Bâtiments*	*0,00*	*279,00*	*0,00*	*279,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*5 819,00*	*0,00*	*5 819,00*	*0,00*
28156	*Matériel de transport d'exploitation*	*0,00*	*40 788,01*	*0,00*	*40 788,01*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28157	*Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels*	*0,00*	*92,00*	*0,00*	*92,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*442,00*	*0,00*	*442,00*	*0,00*
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*	*0,00*	*14 405,00*	*0,00*	*14 405,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*7 366,19*	*0,00*	*7 366,19*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*6 366,00*	*0,00*	*6 366,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*2 333,00*	*0,00*	*2 333,00*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*2 300,00*	*0,00*	*2 300,00*	*0,00*
2828	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*19 844,00*	*0,00*	*19 844,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*200 000,00*	*141 760,20*	*0,00*	*141 760,20*	*58 239,80*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 242 119,60***	***141 760,20***	***0,00***	***141 760,20***	***1 100 359,40***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 526 572,81**	**426 213,41**	**0,00**	**426 213,41**	**1 100 359,40**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**290 247,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**1 816 820,00**	**426 213,41**	**0,00**	**426 213,41**	**1 390 606,59**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	23 036,00	7 326,00	15 710,00	7 327,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	371 215,69	199 005,02	172 210,67	130 571,67
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	7 325,14	976,00	6 349,14	6 837,14
Constructions sur sol d'autrui	26 502,68	22 586,02	3 916,66	4 195,66
Installations, matériels et outillage techniques	2 937 998,89	981 620,17	1 956 378,72	296 959,42
Oeuvres d'art	914,69	0,00	914,69	914,69
Autres immobilisations corporelles	1 181 438,39	843 195,28	338 243,11	363 270,54
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	99 228,78	49 940,00	49 288,78	69 132,78
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**4 647 660,26**	**2 104 648,49**	**2 543 011,77**	**879 208,90**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	8 009,49	0,00	8 009,49	1 458,49
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	798 944,92	0,00	798 944,92	388 271,54
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	323 367,22	0,00	323 367,22	98 607,30
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**1 995 273,87**	**0,00**	**1 995 273,87**	**908 087,28**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20,93**
TOTAL II	**3 125 595,50**	**0,00**	**3 125 595,50**	**1 396 445,54**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,90	0,00	0,90	1,36
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,90**	**0,00**	**0,90**	**1,36**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**7 773 256,66**	**2 104 648,49**	**5 668 608,17**	**2 275 655,80**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	659 368,45	659 368,45
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	695 312,07	410 858,86
Report à nouveau (1)	729 070,16	1 082 441,68
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	921 960,57	-68 918,31
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	99 228,78	99 228,78
TOTAL I	**3 104 940,03**	**2 182 979,46**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	536 269,69	87 405,15
Dettes fiscales et sociales	1 216,84	119,19
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	51 474,52	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	1 969 451,00	0,00
Produits constatés d'avance	**0,00**	**5 152,00**
TOTAL III	**2 558 412,05**	**92 676,34**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	5 256,09	0,00
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**5 256,09**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 668 608,17**	**2 275 655,80**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*42 790,45*	*25 708,78*
Divers	*0,00*	*0,00*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	9 245 181,28	8 927 810,47
Subventions d'exploitation	7 755 149,90	8 013 003,22
Reprises sur dépréciations et provisions	9,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	13 556,58	14 485,64
TOTAL I	**17 056 687,21**	**16 981 008,11**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	1 563 934,14	1 701 777,67
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*20 635,58*	*21 716,72*
Autres	*506,15*	*506,15*
Salaires et traitements	568 576,46	580 340,21
Charges sociales	240 332,40	233 780,80
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*141 760,20*	*188 645,84*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	14 030 861,33	14 446 782,90
TOTAL II	**16 566 606,26**	**17 173 550,29**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**490 080,95**	**-192 542,18**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**0,00**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**0,00**	**0,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**490 080,95**	**-192 542,18**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*431 879,62*	*122 583,88*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*1 200,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**431 879,62**	**123 783,88**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*160,01*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**0,00**	**160,01**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**431 879,62**	**123 623,87**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**17 488 566,83**	**17 104 791,99**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**16 566 606,26**	**17 173 710,30**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**921 960,57**	**-68 918,31**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves	0,00	410 858,86	0,00	0,00	0,00	284 453,21	0,00	695 312,07	0,00	695 312,07
	Sous Total compte 106	**0,00**	**410 858,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**284 453,21**	**0,00**	**695 312,07**	**0,00**	**695 312,07**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**410 858,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**284 453,21**	**0,00**	**695 312,07**	**0,00**	**695 312,07**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	1 082 441,68	353 371,52	0,00	0,00	0,00	353 371,52	1 082 441,68	0,00	729 070,16
	Sous Total compte 11	**0,00**	**1 082 441,68**	**353 371,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 371,52**	**1 082 441,68**	**0,00**	**729 070,16**
12	Résultat exercice bénef ou perte	68 918,31	0,00	0,00	68 918,31	0,00	0,00	68 918,31	68 918,31	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**68 918,31**	**0,00**	**0,00**	**68 918,31**	**0,00**	**0,00**	**68 918,31**	**68 918,31**	**0,00**	**0,00**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	659 368,45	107 640,00	107 640,00	0,00	0,00	107 640,00	767 008,45	0,00	659 368,45
	Sous Total compte 18	**0,00**	**659 368,45**	**107 640,00**	**107 640,00**	**0,00**	**0,00**	**107 640,00**	**767 008,45**	**0,00**	**659 368,45**
	Total classe 1	**68 918,31**	**2 152 668,99**	**461 011,52**	**176 558,31**	**0,00**	**284 453,21**	**529 929,83**	**2 613 680,51**	**0,00**	**2 083 750,68**
2031	Frais d'études	12 211,00	0,00	0,00	0,00	10 825,00	0,00	23 036,00	0,00	23 036,00	0,00
	Sous Total compte 203	**12 211,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 825,00**	**0,00**	**23 036,00**	**0,00**	**23 036,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	290 780,69	0,00	0,00	0,00	80 435,00	0,00	371 215,69	0,00	371 215,69	0,00
	Sous Total compte 205	**290 780,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 435,00**	**0,00**	**371 215,69**	**0,00**	**371 215,69**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**302 991,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 260,00**	**0,00**	**394 251,69**	**0,00**	**394 251,69**	**0,00**
2135	Instal gales agenct amégts const	7 325,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 325,14	0,00	7 325,14	0,00
	Sous Total compte 213	**7 325,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 325,14**	**0,00**	**7 325,14**	**0,00**
2141	Bâtiments	26 502,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 502,68	0,00	26 502,68	0,00
	Sous Total compte 214	**26 502,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 502,68**	**0,00**	**26 502,68**	**0,00**
2153	Instal à caractère spécif	60 309,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 309,80	0,00	60 309,80	0,00
2156	Mat transport exploitation	1 157 493,59	0,00	0,00	0,00	1 706 551,31	0,00	2 864 044,90	0,00	2 864 044,90	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2157	Agenct amégat mat outil indust	1 390,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 390,40	0,00	1 390,40	0,00
2158	Autres	12 253,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 253,79	0,00	12 253,79	0,00
	Sous Total compte 215	**1 231 447,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 706 551,31**	**0,00**	**2 937 998,89**	**0,00**	**2 937 998,89**	**0,00**
216	Collections et oeuvres d'art	914,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	914,69	0,00	914,69	0,00
2181	Instal gales agenct amngts divers	361 310,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 310,12	0,00	361 310,12	0,00
2182	Mat de transport	699 502,54	0,00	0,00	107 640,00	0,00	0,00	699 502,54	107 640,00	591 862,54	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	96 289,52	0,00	0,00	0,00	7 447,59	0,00	103 737,11	0,00	103 737,11	0,00
2184	Mobilier	95 931,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 931,09	0,00	95 931,09	0,00
2185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	295,17	0,00	295,17	0,00	295,17	0,00
2188	Autres	28 302,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 302,36	0,00	28 302,36	0,00
	Sous Total compte 218	**1 281 335,63**	**0,00**	**0,00**	**107 640,00**	**7 742,76**	**0,00**	**1 289 078,39**	**107 640,00**	**1 181 438,39**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**2 547 525,72**	**0,00**	**0,00**	**107 640,00**	**1 714 294,07**	**0,00**	**4 261 819,79**	**107 640,00**	**4 154 179,79**	**0,00**
2282	Mat de transport	99 228,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 228,78	0,00	99 228,78	0,00
	Sous Total compte 228	**99 228,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 228,78**	**0,00**	**99 228,78**	**0,00**
2293	Etab pub coopération intercommunale	0,00	99 228,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 228,78	0,00	99 228,78
	Sous Total compte 229	**0,00**	**99 228,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 228,78**	**0,00**	**99 228,78**
	Sous Total compte 22	**99 228,78**	**99 228,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 228,78**	**99 228,78**	**0,00**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	4 884,00	0,00	0,00	0,00	2 442,00	0,00	7 326,00	0,00	7 326,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**4 884,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 442,00**	**0,00**	**7 326,00**	**0,00**	**7 326,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	160 209,02	0,00	0,00	0,00	38 796,00	0,00	199 005,02	0,00	199 005,02
	Sous Total compte 280	**0,00**	**165 093,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 238,00**	**0,00**	**206 331,02**	**0,00**	**206 331,02**
28135	Installations générales, agencements, am	0,00	488,00	0,00	0,00	0,00	488,00	0,00	976,00	0,00	976,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**488,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**488,00**	**0,00**	**976,00**	**0,00**	**976,00**
28141	Bâtiments	0,00	22 307,02	0,00	0,00	0,00	279,00	0,00	22 586,02	0,00	22 586,02
	Sous Total compte 2814	**0,00**	**22 307,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279,00**	**0,00**	**22 586,02**	**0,00**	**22 586,02**
28153	Instal à caractère spécif	0,00	47 542,00	0,00	0,00	0,00	5 819,00	0,00	53 361,00	0,00	53 361,00
28156	Mat transport exploitation	0,00	886 578,16	0,00	0,00	9,00	40 788,01	9,00	927 366,17	0,00	927 357,17
28157	Amort agenct amégat mat outil indust	0,00	368,00	0,00	0,00	0,00	92,00	0,00	460,00	0,00	460,00
28158	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00	0,00	442,00	0,00	442,00
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**934 488,16**	**0,00**	**0,00**	**9,00**	**47 141,01**	**9,00**	**981 629,17**	**0,00**	**981 620,17**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	90 034,00	0,00	0,00	0,00	14 405,00	0,00	104 439,00	0,00	104 439,00
28182	Mat de transport	0,00	664 905,40	107 640,00	0,00	0,00	7 366,19	107 640,00	672 271,59	0,00	564 631,59
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	73 388,36	0,00	0,00	0,00	6 366,00	0,00	79 754,36	0,00	79 754,36
28184	Mobilier	0,00	74 653,16	0,00	0,00	0,00	2 333,00	0,00	76 986,16	0,00	76 986,16
28188	Amort autres	0,00	15 084,17	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	17 384,17	0,00	17 384,17
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**918 065,09**	**107 640,00**	**0,00**	**0,00**	**32 770,19**	**107 640,00**	**950 835,28**	**0,00**	**843 195,28**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**1 875 348,27**	**107 640,00**	**0,00**	**9,00**	**80 678,20**	**107 649,00**	**1 956 026,47**	**0,00**	**1 848 377,47**
2828	Autres immobilisations corporelles	0,00	30 096,00	0,00	0,00	0,00	19 844,00	0,00	49 940,00	0,00	49 940,00
	Sous Total compte 282	**0,00**	**30 096,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 844,00**	**0,00**	**49 940,00**	**0,00**	**49 940,00**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**2 070 537,29**	**107 640,00**	**0,00**	**9,00**	**141 760,20**	**107 649,00**	**2 212 297,49**	**0,00**	**2 104 648,49**
	Total classe 2	**2 949 746,19**	**2 169 766,07**	**107 640,00**	**107 640,00**	**1 805 563,07**	**141 760,20**	**4 862 949,26**	**2 419 166,27**	**4 647 660,26**	**2 203 877,27**
4011	Fournisseurs	0,00	58 096,61	1 264 715,26	1 321 438,64	0,00	0,00	1 264 715,26	1 379 535,25	0,00	114 819,99
	Sous Total compte 401	**0,00**	**58 096,61**	**1 264 715,26**	**1 321 438,64**	**0,00**	**0,00**	**1 264 715,26**	**1 379 535,25**	**0,00**	**114 819,99**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	2 115 020,36	2 166 494,88	0,00	0,00	2 115 020,36	2 166 494,88	0,00	51 474,52
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**2 115 020,36**	**2 166 494,88**	**0,00**	**0,00**	**2 115 020,36**	**2 166 494,88**	**0,00**	**51 474,52**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
408	Fournis factures non parvenues	0,00	29 308,54	29 308,54	421 449,70	0,00	0,00	29 308,54	450 758,24	0,00	421 449,70
	Sous Total compte 40	**0,00**	**87 405,15**	**3 409 044,16**	**3 909 383,22**	**0,00**	**0,00**	**3 409 044,16**	**3 996 788,37**	**0,00**	**587 744,21**
411	Clients	1 458,49	0,00	15 880,49	9 329,49	0,00	0,00	17 338,98	9 329,49	8 009,49	0,00
	Sous Total compte 41	**1 458,49**	**0,00**	**15 880,49**	**9 329,49**	**0,00**	**0,00**	**17 338,98**	**9 329,49**	**8 009,49**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	418 115,65	418 115,65	0,00	0,00	418 115,65	418 115,65	0,00	0,00
427	Personnel - oppositions	0,00	0,00	375,00	375,00	0,00	0,00	375,00	375,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**418 490,65**	**418 490,65**	**0,00**	**0,00**	**418 490,65**	**418 490,65**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurite sociale	0,00	0,00	161 622,85	161 622,85	0,00	0,00	161 622,85	161 622,85	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	174 041,92	174 041,92	0,00	0,00	174 041,92	174 041,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**335 664,77**	**335 664,77**	**0,00**	**0,00**	**335 664,77**	**335 664,77**	**0,00**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	1 451 512,00	1 451 512,00	0,00	0,00	1 451 512,00	1 451 512,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**1 451 512,00**	**1 451 512,00**	**0,00**	**0,00**	**1 451 512,00**	**1 451 512,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	45 195,41	45 195,41	0,00	0,00	45 195,41	45 195,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**45 195,41**	**45 195,41**	**0,00**	**0,00**	**45 195,41**	**45 195,41**	**0,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	10 613,49	10 613,49	0,00	0,00	10 613,49	10 613,49	0,00	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	0,00	0,00	2 142 000,00	2 142 000,00	0,00	0,00	2 142 000,00	2 142 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**2 152 613,49**	**2 152 613,49**	**0,00**	**0,00**	**2 152 613,49**	**2 152 613,49**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,13	0,00	360 941,53	352 362,44	0,00	0,00	360 941,66	352 362,44	8 579,22	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	5 448,19	0,00	152 273,45	146 489,80	0,00	0,00	157 721,64	146 489,80	11 231,84	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	31 035,00	0,00	496 169,00	435 075,00	0,00	0,00	527 204,00	435 075,00	92 129,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**36 483,32**	**0,00**	**1 009 383,98**	**933 927,24**	**0,00**	**0,00**	**1 045 867,30**	**933 927,24**	**111 940,06**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	119,19	2 688,68	3 786,33	0,00	0,00	2 688,68	3 905,52	0,00	1 216,84

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**119,19**	**2 688,68**	**3 786,33**	**0,00**	**0,00**	**2 688,68**	**3 905,52**	**0,00**	**1 216,84**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	0,00	0,00	435 075,00	435 075,00	0,00	0,00	435 075,00	435 075,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**435 075,00**	**435 075,00**	**0,00**	**0,00**	**435 075,00**	**435 075,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**36 483,32**	**119,19**	**1 447 147,66**	**1 372 788,57**	**0,00**	**0,00**	**1 483 630,98**	**1 372 907,76**	**110 723,22**	**0,00**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	6 783,70	6 783,70	0,00	0,00	6 783,70	6 783,70	0,00	0,00
4487	Etat - produits à recevoir	351 788,22	0,00	687 004,86	351 788,22	0,00	0,00	1 038 793,08	351 788,22	687 004,86	0,00
	Sous Total compte 448	**351 788,22**	**0,00**	**687 004,86**	**351 788,22**	**0,00**	**0,00**	**1 038 793,08**	**351 788,22**	**687 004,86**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**388 271,54**	**119,19**	**5 790 257,12**	**5 380 681,39**	**0,00**	**0,00**	**6 178 528,66**	**5 380 800,58**	**797 728,08**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	0,00	64,00	64,00	0,00	0,00	64,00	64,00	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	12 183 493,86	13 167 722,22	0,00	0,00	12 183 493,86	13 167 722,22	0,00	984 228,36
46717	Autres comptes créditeurs cession opposi	0,00	0,00	106 000,00	106 000,00	0,00	0,00	106 000,00	106 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**12 289 493,86**	**13 273 722,22**	**0,00**	**0,00**	**12 289 493,86**	**13 273 722,22**	**0,00**	**984 228,36**
46721	Débiteurs divers - amiable	98 607,30	0,00	442 654,22	217 894,30	0,00	0,00	541 261,52	217 894,30	323 367,22	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,00	0,00	98 500,00	98 500,00	0,00	0,00	98 500,00	98 500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**98 607,30**	**0,00**	**541 154,22**	**316 394,30**	**0,00**	**0,00**	**639 761,52**	**316 394,30**	**323 367,22**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**98 607,30**	**0,00**	**12 830 648,08**	**13 590 116,52**	**0,00**	**0,00**	**12 929 255,38**	**13 590 116,52**	**0,00**	**660 861,14**
4686	Divers - charges à payer	0,00	0,00	0,00	985 222,64	0,00	0,00	0,00	985 222,64	0,00	985 222,64
	Sous Total compte 468	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**985 222,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**985 222,64**	**0,00**	**985 222,64**
	Sous Total compte 46	**98 607,30**	**0,00**	**12 830 712,08**	**14 575 403,16**	**0,00**	**0,00**	**12 929 319,38**	**14 575 403,16**	**0,00**	**1 646 083,78**
4711	Verst des régisseurs	0,00	0,00	26 626,32	26 626,32	0,00	0,00	26 626,32	26 626,32	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	9 415 298,59	9 415 298,59	0,00	0,00	9 415 298,59	9 415 298,59	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	0,00	64,00	64,00	0,00	0,00	64,00	64,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**64,00**	**64,00**	**0,00**	**0,00**	**64,00**	**64,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**64,00**	**64,00**	**0,00**	**0,00**	**64,00**	**64,00**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	7 036 788,22	7 042 044,31	0,00	0,00	7 036 788,22	7 042 044,31	0,00	5 256,09
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**16 478 777,13**	**16 484 033,22**	**0,00**	**0,00**	**16 478 777,13**	**16 484 033,22**	**0,00**	**5 256,09**
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	9,62	9,62	0,00	0,00	9,62	9,62	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	381,00	381,00	0,00	0,00	381,00	381,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**390,62**	**390,62**	**0,00**	**0,00**	**390,62**	**390,62**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,36	0,00	0,40	0,86	0,00	0,00	1,76	0,86	0,90	0,00
	Sous Total compte 478	**1,36**	**0,00**	**0,40**	**0,86**	**0,00**	**0,00**	**1,76**	**0,86**	**0,90**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**1,36**	**0,00**	**16 479 168,15**	**16 484 424,70**	**0,00**	**0,00**	**16 479 169,51**	**16 484 424,70**	**0,00**	**5 255,19**
486	Charges constatées d'avance	20,93	0,00	0,00	20,93	0,00	0,00	20,93	20,93	0,00	0,00
487	Produits constatés d'avance	0,00	5 152,00	5 152,00	0,00	0,00	0,00	5 152,00	5 152,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 48	**20,93**	**5 152,00**	**5 152,00**	**20,93**	**0,00**	**0,00**	**5 172,93**	**5 172,93**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 4	**488 359,62**	**92 676,34**	**39 284 369,42**	**41 113 398,31**	**0,00**	**0,00**	**39 772 729,04**	**41 206 074,65**	**1 130 322,53**	**2 563 668,14**
515	Compte au trésor	906 637,01	0,00	17 243 853,54	16 156 107,24	0,00	0,00	18 150 490,55	16 156 107,24	1 994 383,31	0,00
	Sous Total compte 51	**906 637,01**	**0,00**	**17 243 853,54**	**16 156 107,24**	**0,00**	**0,00**	**18 150 490,55**	**16 156 107,24**	**1 994 383,31**	**0,00**
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	1 060,27	0,00	1 454,57	2 014,28	0,00	0,00	2 514,84	2 014,28	500,56	0,00
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390,00	0,00	390,00	0,00
	Sous Total compte 541	**1 450,27**	**0,00**	**1 454,57**	**2 014,28**	**0,00**	**0,00**	**2 904,84**	**2 014,28**	**890,56**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**1 450,27**	**0,00**	**1 454,57**	**2 014,28**	**0,00**	**0,00**	**2 904,84**	**2 014,28**	**890,56**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	141 769,20	141 769,20	0,00	0,00	141 769,20	141 769,20	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	106 000,00	106 000,00	0,00	0,00	106 000,00	106 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**247 769,20**	**247 769,20**	**0,00**	**0,00**	**247 769,20**	**247 769,20**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	**908 087,28**	**0,00**	**17 493 077,31**	**16 405 890,72**	**0,00**	**0,00**	**18 401 164,59**	**16 405 890,72**	**1 995 273,87**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	492,78	0,00	492,78	0,00	492,78	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	5 212,81	311,92	5 212,81	311,92	4 900,89	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 930,42	0,00	1 930,42	0,00	1 930,42	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	19 176,09	0,00	19 176,09	0,00	19 176,09	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 312,10**	**311,92**	**33 312,10**	**311,92**	**33 000,18**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 312,10**	**311,92**	**33 312,10**	**311,92**	**33 000,18**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 231 655,83	21 757,69	1 231 655,83	21 757,69	1 209 898,14	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	14 582,68	905,00	14 582,68	905,00	13 677,68	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 582,68**	**905,00**	**14 582,68**	**905,00**	**13 677,68**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	30 986,38	623,93	30 986,38	623,93	30 362,45	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 533,00	0,00	7 533,00	0,00	7 533,00	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 519,38**	**623,93**	**38 519,38**	**623,93**	**37 895,45**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	191 526,44	0,00	191 526,44	0,00	191 526,44	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 045,82**	**623,93**	**230 045,82**	**623,93**	**229 421,89**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	20 110,23	0,00	20 110,23	0,00	20 110,23	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 110,23**	**0,00**	**20 110,23**	**0,00**	**20 110,23**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 906,23	2 900,00	5 906,23	2 900,00	3 006,23	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 502 300,79**	**26 186,62**	**1 502 300,79**	**26 186,62**	**1 476 114,17**	**0,00**
6225	Indemnités au comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	520,44	0,00	520,44	0,00	520,44	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**520,44**	**0,00**	**520,44**	**0,00**	**520,44**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 710,00	0,00	1 710,00	0,00	1 710,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	760,00	0,00	760,00	0,00	760,00	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 470,00**	**0,00**	**2 470,00**	**0,00**	**2 470,00**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	525,05	0,00	525,05	0,00	525,05	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	805,08	0,00	805,08	0,00	805,08	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 330,13**	**0,00**	**1 330,13**	**0,00**	**1 330,13**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 933,21	0,00	4 933,21	0,00	4 933,21	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	18 977,21	0,00	18 977,21	0,00	18 977,21	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 910,42**	**0,00**	**23 910,42**	**0,00**	**23 910,42**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	135,31	0,00	135,31	0,00	135,31	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 840,00	0,00	15 840,00	0,00	15 840,00	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 613,49	0,00	10 613,49	0,00	10 613,49	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 613,49**	**0,00**	**10 613,49**	**0,00**	**10 613,49**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 453,49**	**0,00**	**26 453,49**	**0,00**	**26 453,49**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 819,79**	**0,00**	**54 819,79**	**0,00**	**54 819,79**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	7 766,00	0,00	7 766,00	0,00	7 766,00	0,00
6332	Cotisations versées au FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	2 219,00	0,00	2 219,00	0,00	2 219,00	0,00
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	10 650,58	0,00	10 650,58	0,00	10 650,58	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 635,58**	**0,00**	**20 635,58**	**0,00**	**20 635,58**	**0,00**
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org	0,00	0,00	0,00	0,00	506,15	0,00	506,15	0,00	506,15	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 141,73**	**0,00**	**21 141,73**	**0,00**	**21 141,73**	**0,00**
6411	Salaires,appointements,commissions base	0,00	0,00	0,00	0,00	432 768,95	0,00	432 768,95	0,00	432 768,95	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00	0,00	129 297,89	0,00	129 297,89	0,00	129 297,89	0,00
6415	Supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	6 509,62	0,00	6 509,62	0,00	6 509,62	0,00
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**568 576,46**	**0,00**	**568 576,46**	**0,00**	**568 576,46**	**0,00**
6451	Cotisations à l'URSSAF	0,00	0,00	0,00	0,00	82 214,00	0,00	82 214,00	0,00	82 214,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	127 932,76	0,00	127 932,76	0,00	127 932,76	0,00
6454	Cotisations au Pôle Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	3 720,00	0,00	3 720,00	0,00	3 720,00	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 866,76**	**0,00**	**213 866,76**	**0,00**	**213 866,76**	**0,00**
6475	Médecine du travail pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	316,00	0,00	316,00	0,00	316,00	0,00
6476	Vêtements travail	0,00	0,00	0,00	0,00	1 537,02	0,00	1 537,02	0,00	1 537,02	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	24 612,62	0,00	24 612,62	0,00	24 612,62	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 465,64**	**0,00**	**26 465,64**	**0,00**	**26 465,64**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**808 908,86**	**0,00**	**808 908,86**	**0,00**	**808 908,86**	**0,00**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	2 810,00	2 810,00	2 810,00	2 810,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	82,50	0,00	82,50	0,00	82,50	0,00
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 892,50**	**2 810,00**	**2 892,50**	**2 810,00**	**82,50**	**0,00**
6574	Subv exploit aux personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	13 874 820,28	0,00	13 874 820,28	0,00	13 874 820,28	0,00
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 874 820,28**	**0,00**	**13 874 820,28**	**0,00**	**13 874 820,28**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	155 958,55	0,00	155 958,55	0,00	155 958,55	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 958,55**	**0,00**	**155 958,55**	**0,00**	**155 958,55**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 033 671,33**	**2 810,00**	**14 033 671,33**	**2 810,00**	**14 030 861,33**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	141 760,20	0,00	141 760,20	0,00	141 760,20	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 595 914,80**	**29 308,54**	**16 595 914,80**	**29 308,54**	**16 566 606,26**	**0,00**
7061	Transports de voyageurs	0,00	0,00	0,00	0,00	58,18	42 848,63	58,18	42 848,63	0,00	42 790,45
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58,18**	**42 848,63**	**58,18**	**42 848,63**	**0,00**	**42 790,45**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58,18**	**42 848,63**	**58,18**	**42 848,63**	**0,00**	**42 790,45**
734	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	351 788,22	9 598 793,08	351 788,22	9 598 793,08	0,00	9 247 004,86
739	Restitution de la taxe versement mobilit	0,00	0,00	0,00	0,00	1 823,58	0,00	1 823,58	0,00	1 823,58	0,00
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 611,80**	**9 598 793,08**	**353 611,80**	**9 598 793,08**	**0,00**	**9 245 181,28**
7475	Grp coll	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 755 149,90	0,00	7 755 149,90	0,00	7 755 149,90
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 755 149,90**	**0,00**	**7 755 149,90**	**0,00**	**7 755 149,90**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 755 149,90**	**0,00**	**7 755 149,90**	**0,00**	**7 755 149,90**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 556,58	0,00	13 556,58	0,00	13 556,58
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 556,58**	**0,00**	**13 556,58**	**0,00**	**13 556,58**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 556,58**	**0,00**	**13 556,58**	**0,00**	**13 556,58**
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 000,00	0,00	429 000,00	0,00	429 000,00
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 879,62	0,00	2 879,62	0,00	2 879,62
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**431 879,62**	**0,00**	**431 879,62**	**0,00**	**431 879,62**
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**431 879,62**	**0,00**	**431 879,62**	**0,00**	**431 879,62**
7811	Reprises amort immob incorp et corp	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	0,00	9,00	0,00	9,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 669,98**	**17 842 236,81**	**353 669,98**	**17 842 236,81**	**1 823,58**	**17 490 390,41**
	Total général	**4 415 111,40**	**4 415 111,40**	**57 346 098,25**	**57 803 487,34**	**18 755 147,85**	**18 297 758,76**	**80 516 357,50**	**80 516 357,50**	**24 341 686,50**	**24 341 686,50**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit

IV – ANNEXES

IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 852 248,60	16 568 429,84	0,00	16 568 429,84
RECETTES	17 852 248,60	17 490 390,41	0,00	17 490 390,41
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 816 820,00	1 805 563,07	0,00	1 805 563,07
RECETTES	1 816 820,00	426 213,41	0,00	426 213,41

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

AR Prefecture
006-200039857-20260221-BUDGET_SPIC-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 852 248,60	16 568 429,84	0,00	16 568 429,84
RECETTES	17 852 248,60	17 490 390,41	0,00	17 490 390,41
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 816 820,00	1 805 563,07	0,00	1 805 563,07
RECETTES	1 816 820,00	426 213,41	0,00	426 213,41
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	19 669 068,60	18 373 992,91	0,00	18 373 992,91
TOTAL AGREGE DES RECETTES	19 669 068,60	17 916 603,82	0,00	17 916 603,82

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 760.00 €		2018-12-14
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	SILLAGES/CONSTRUCTIONS SUR SOL D AUTRUI	25	19/12/2014
L	SILLAGES/FRAIS D ETUDES	5	14/12/2018
L	SILLAGES/LOGICIELS ET DROITS D AUTEUR	5	14/12/2018
L	SILLAGES/INSTALLATION A CARACTERE SPECIFIQUE	15	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT D EXPLOITATION	10	14/12/2018
L	SILLAGES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	15	14/12/2018
L	2158 - AUTRES - 10 ANS	10	14/12/2018
L	SILLAGES/COLLECTIONS OEUVRES D ART	0	14/12/2018
L	SILLAGES/VEHICULE LEGERS ET DEUX ROUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/AMENAGEMENTS DIVERS	25	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT	10	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/MOBILIER	10	14/12/2018
L	SILLAGES/AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25	14/12/2018
L	2135-INSTAL GEN AGENCEMENTS AMENAG CONSTRUCTIONS	15	14/12/2018

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6574			COS CAPGENIAUX	Association	268,19
6574			MARFINA PAYS DE GRASSE	Entreprises	12 895 836,85

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL

B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5,00**	**1,00**	**6,00**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Attaché	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 1 cl	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8,71**	**1,40**	**10,11**
Adjoint technique pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial	C	0,00	0,00	0,00	3,71	0,00	3,71
Agent de maîtrise principal	C	0,00	0,00	0,00	3,00	0,40	3,40
Ingénieur principal	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,34**	**0,34**
Adjoint territorial animation	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	0,34
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13,71**	**2,74**	**16,45**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Recu le 04/06/2026
Publie le 04/06/2026

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**290 247,19**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-574 700,40**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-284 453,21**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**284 453,21**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-284 453,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**1 242 119,60**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 240 919,60**	**141 760,20**	**0,00**	**141 760,20**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**290 247,19**			**290 247,19**
Affectation au 106 (C)	**284 453,21**	**284 453,21**		**284 453,21**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**574 700,40**			**574 700,40**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**716 460,60**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 200,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 200,00**	**0,00**
10	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 200,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 242 119,60**	**III 141 760,20**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 242 119,60**	**141 760,20**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*2 442,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*55 000,00*	*38 796,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*488,00*
28141	*Bâtiments sur sol d'autrui*	*1 000,00*	*279,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*10 000,00*	*5 819,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*55 000,00*	*40 788,01*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*1 000,00*	*92,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*442,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*14 000,00*	*14 405,00*
28182	*Matériel de transport*	*50 000,00*	*7 366,19*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 000,00*	*6 366,00*
28184	*Mobilier*	*5 000,00*	*2 333,00*
28188	*Autres*	*3 000,00*	*2 300,00*
2828	*Autres immos corporelles (affectation)*	*0,00*	*19 844,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 042 119,60*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	12 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 990,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	96 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 522,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 047 691,57	0,00	0,00	0,00	0,00	2 047 691,57
A150	Œuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	9 291,31	0,00	0,00	0,00	0,00	9 291,31
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 166 494,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 166 494,88**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	12 990,00	0,00	0,00	0,00	12 990,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	96 522,00	0,00	0,00	0,00	96 522,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 047 691,57	0,00	0,00	0,00	2 047 691,57
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	9 291,31	0,00	0,00	0,00	9 291,31
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 166 494,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 166 494,88**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
060-200067857-20260604-DEL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	12 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	96 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 047 691,57	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	9 291,31	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 166 494,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	12 990,00	0,00	0,00	0,00	12 990,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	96 522,00	0,00	0,00	0,00	96 522,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 047 691,57	0,00	0,00	0,00	2 047 691,57
A130	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	9 291,31	0,00	0,00	0,00	9 291,31
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 166 494,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 166 494,88**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_059-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES — V

ARRETE ET SIGNATURES — A

Date d'édition : 13/03/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion		
M Abderrahmane SETTA	du	19/01/2026	au	13/03/2026
M PIERRE YVES SIKLI	du	01/01/2025	au	18/01/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques — **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 16/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale — **A GRASSE, le 17/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_060 : Budget annexe Eau potable – Vote du compte financier unique 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_060
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget annexe Eau potable – Vote du compte financier unique 2025	

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le compte financier unique (CFU) 2025 du budget annexe Eau potable de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG).
Le résultat cumulé de la section d'investissement est de – 792 673,66 € et 3 565 657,36 € pour la section d'exploitation.

Monsieur le Président de séance expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes relatifs à l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CAPG ;

Vu le CFU 2025 annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n°DL2026_057 du 21 mai 2026 du conseil communautaire portant élection du Président de la séance consacrée à l'examen du CFU ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et du compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leur travail en amont de la production du CFU ;

Considérant l'application de l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Président quitte la séance pendant la mise au vote des comptes financiers uniques ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget annexe Eau potable

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	819 968,80 €	4 494 080,09 €
	Restes à réaliser	998 478,40 €	
Dépenses	Mandats émis	2 870 575,76 €	3 216 418,76 €
	Restes à réaliser	264 254,35 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**-2 050 606,96 €**	**1 277 661,33 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	523 709,25 €	2 287 996,03 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**-1 526 897,71 €**	**3 565 657,36 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	734 224,05 €	

Résultat cumulé	**Déficit / Excédent**	**- 792 673,66 €**	**3 565 657,36 €**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le compte financier unique 2025 du budget annexe Eau Potable ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Comptable Public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : CA DU PAYS DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Principal

Numéro SIRET : 20003985700053

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET ANNEXE EAU (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 20
C2 - Recettes d'investissement 22
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

III - États financiers

A - Bilan 25
B - Compte de résultat 30

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 33

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) Sans Objet

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 42
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 47
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 49
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 50
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 51
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 52
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 53
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 54
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 55
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 56

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 63
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 64
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 65
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 66
E - État des Contrôles du Compte Financier 67

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 68

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**3 508 342,75**	**3 814 211,97**	**7 322 554,72**
	Recettes réalisées (1)	B	**819 968,80**	**4 494 080,09**	**5 314 048,89**
	Restes à réaliser	C	**998 478,40**	**0,00**	**998 478,40**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**4 032 052,00**	**6 102 208,00**	**10 134 260,00**
	Dépenses réalisées (1)	E	**2 870 575,76**	**3 216 418,76**	**6 086 994,52**
	Restes à réaliser	F	**264 254,35**	**0,00**	**264 254,35**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-2 050 606,96**	**1 277 661,33**	**-772 945,63**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**523 709,25**	**2 287 996,03**	**2 811 705,28**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-1 526 897,71**	**3 565 657,36**	**2 038 759,65**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**734 224,05**	**0,00**	**734 224,05**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-792 673,66**	**3 565 657,36**	**2 772 983,70**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

00703 - EAU CA DU PAYS DE GRASSE

Exercice 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EAU CA DU PAYS DE GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	523 709,25	0,00	-2 050 606,96	0,00	-1 526 897,71
Fonctionnement	2 287 996,03	0,00	1 277 661,33	0,00	3 565 657,36
Sous-Total	2 811 705,28	0,00	-772 945,63	0,00	2 038 759,65
TOTAL III	**2 811 705,28**	**0,00**	**-772 945,63**	**0,00**	**2 038 759,65**
TOTAL I + II + III	**2 811 705,28**	**0,00**	**-772 945,63**	**0,00**	**2 038 759,65**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **264 254,35**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**179 916,13**
2031	Frais d'études	179 916,13
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**84 338,22**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	84 338,22
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_069-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **998 478,40**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**998 478,40**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	181 081,00
1313	Subv. équipt Départements	817 397,40
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**335,57**	Dotations	60,00
Terrains	54,04	Fonds globalisés	0,00
Constructions	915,17	Réserves	228,51
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	9 203,99	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	5 678,76	Report à nouveau (1)	2 288,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	-495,41	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 277,66
Autres immobilisations corporelles	14,54	Subventions transférables	1 044,19
Total immobilisations corporelles (nettes)	**15 371,10**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**360,15**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	10 418,19
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**16 066,81**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**15 316,55**
Créances	2 568,13	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**2 801,31**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	352,81
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	164,28
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**2 568,13**	**Total des dettes à court terme**	**517,09**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**3 318,40**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**18 634,95**	**TOTAL PASSIF**	**18 634,95**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	6,90
Produits des services	4 356,28	5 588,27
Autres produits	88,55	87,69
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	4 444,83	5 682,86
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	2 531,32	4 005,03
Participations et interventions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et provisions	540,66	480,65
Autres charges	0,00	0,00
Charges courantes non financières	3 071,98	4 485,68
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**1 372,84**	**1 197,18**
Produits courants financiers	26,98	13,55
Charges courantes financières	94,44	63,05
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-67,46**	**-49,50**
RESULTAT COURANT	**1 305,39**	**1 147,68**
Produits exceptionnels	22,28	3,30
Charges exceptionnelles	50,00	102,07
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-27,72**	**-98,77**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 277,66**	**1 048,90**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DE2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) A compléter par un des 3 choix suivants : par nature, par fonction, par article.
(2) Biffer le cas échéant les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	3 106 118,38	1 783 160,11	351 950,00	2 135 110,11	68,74	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	420 000,00	396 212,15	0,00	396 212,15	94,34	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 526 128,38**	**2 179 372,26**	**351 950,00**	**2 531 322,26**	**71,79**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	119 503,00	82 152,88	12 283,00	94 435,88	79,02	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	20,83	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 885 631,38**	**2 311 525,14**	**364 233,00**	**2 675 758,14**	***68,86***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 675 916,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*540 660,62*	*540 660,62*	*0,00*	*540 660,62*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 216 576,62***	***540 660,62***	***0,00***	***540 660,62***	***24,39***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**6 102 208,00**	**2 852 185,76**	**364 233,00**	**3 216 418,76**	**52,71**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**2 852 185,76**	**364 233,00**	**3 216 418,76**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 695 389,00	2 059 674,15	2 296 602,32	4 356 276,47	117,88	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	88 547,00	88 551,15	0,00	88 551,15	100,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**3 783 936,00**	**2 148 225,30**	**2 296 602,32**	**4 444 827,62**	**117,47**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	12 999,97	26 976,47	0,00	26 976,47	207,51	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 796 935,97**	**2 180 201,77**	**2 296 602,32**	**4 476 804,09**	**117,91**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*17 276,00*	*17 276,00*	*0,00*	*17 276,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***17 276,00***	***17 276,00***	***0,00***	***17 276,00***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**3 814 211,97**	**2 197 477,77**	**2 296 602,32**	**4 494 080,09**	**117,82**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**2 287 996,03**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**2 197 477,77**	**2 296 602,32**	**4 494 080,09**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DI2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	685 496,09	305 159,95	44,52	179 916,13
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	2 000,00	818,99	40,95	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	2 967 928,43	2 239 771,18	75,47	84 338,22
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 655 424,52**	**2 545 750,12**	**69,64**	**264 254,35**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	209 351,48	192 839,72	92,11	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**209 351,48**	**192 839,72**	**92,11**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 864 776,00**	**2 738 589,84**	**70,86**	**264 254,35**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*17 276,00*	*17 276,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*150 000,00*	*114 709,92*	*76,47*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***167 276,00***	***131 985,92***	***78,90***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**4 032 052,00**	**2 870 575,76**	**71,19**	**264 254,35**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**4 032 052,00**	**2 870 575,76**		**264 254,35**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	1 141 766,13	43 287,25	3,79	998 478,40
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	121 311,01	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 141 766,13**	**164 598,26**	**14,42**	**998 478,40**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 675 916,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*540 660,62*	*540 660,62*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*150 000,00*	*114 709,92*	*76,47*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 366 576,62***	***655 370,54***	***27,69***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**3 508 342,75**	**819 968,80**	**23,37**	**998 478,40**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**523 709,25**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**4 032 052,00**	**819 968,80**		**998 478,40**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	3 264 906,86	1 150 000,00	2 114 906,86	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	720,00	0,00	720,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	9 117,50	0,00	9 117,50	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	7 791,00	0,00	7 791,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00
6228	Divers	0,00	174,75	0,00	174,75	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	3 106 118,38	3 285 110,11	1 150 000,00	2 135 110,11	971 008,27
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	396 212,15	0,00	396 212,15	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	420 000,00	396 212,15	0,00	396 212,15	23 787,85
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 526 128,38**	**3 681 322,26**	**1 150 000,00**	**2 531 322,26**	**994 806,12**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	69 620,41	0,00	69 620,41	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	12 283,00	0,00	12 283,00	0,00
661138	à d'autres tiers	0,00	12 532,47	0,00	12 532,47	0,00
total chapitre 66	Charges financières	119 503,00	94 435,88	0,00	94 435,88	25 067,12
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	190 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 885 631,38**	**3 825 758,14**	**1 150 000,00**	**2 675 758,14**	**1 209 873,24**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 675 916,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*540 660,62*	*0,00*	*540 660,62*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*540 660,62*	*540 660,62*	*0,00*	*540 660,62*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 216 576,62***	***540 660,62***	***0,00***	***540 660,62***	***1 675 916,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**6 102 208,00**	**4 366 418,76**	**1 150 000,00**	**3 216 418,76**	**2 885 789,24**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**4 366 418,76**	**1 150 000,00**	**3 216 418,76**	**2 885 789,24**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	0,00	6 261 875,67	2 283 730,73	3 978 144,94	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	298 017,36	0,00	298 017,36	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (cessions d'approvisionnements...)	0,00	80 114,17	0,00	80 114,17	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 695 389,00	6 640 007,20	2 283 730,73	4 356 276,47	-660 887,47
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	88 551,15	0,00	88 551,15	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	88 547,00	88 551,15	0,00	88 551,15	-4,15
Total des recettes de gestion courante		**3 783 936,00**	**6 728 558,35**	**2 283 730,73**	**4 444 827,62**	**-660 891,62**
7621	Produits des autres immobilisations financières encaissés à l'échéance	0,00	26 976,47	0,00	26 976,47	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	12 999,97	26 976,47	0,00	26 976,47	-13 976,50
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	-5 000,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 796 935,97**	**6 760 534,82**	**2 283 730,73**	**4 476 804,09**	**-679 868,12**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*17 276,00*	*0,00*	*17 276,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*17 276,00*	*17 276,00*	*0,00*	*17 276,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***17 276,00***	***17 276,00***	***0,00***	***17 276,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**3 814 211,97**	**6 777 810,82**	**2 283 730,73**	**4 494 080,09**	**-679 868,12**
002 Résultat d'exploitation reporté		**2 287 996,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**6 102 208,00**	**6 777 810,82**	**2 283 730,73**	**4 494 080,09**	**1 608 127,91**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	305 159,95	0,00	305 159,95	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	685 496,09	305 159,95	0,00	305 159,95	380 336,14
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	818,99	0,00	818,99	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	2 000,00	818,99	0,00	818,99	1 181,01
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	2 231 832,46	0,00	2 231 832,46	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	7 938,72	0,00	7 938,72	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	2 967 928,43	2 239 771,18	0,00	2 239 771,18	728 157,25
Total des dépenses d'équipement		**3 655 424,52**	**2 545 750,12**	**0,00**	**2 545 750,12**	**1 109 674,40**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	178 195,38	0,00	178 195,38	0,00
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	14 644,34	0,00	14 644,34	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	209 351,48	192 839,72	0,00	192 839,72	16 511,76
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**209 351,48**	**192 839,72**	**0,00**	**192 839,72**	**16 511,76**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 864 776,00**	**2 738 589,84**	**0,00**	**2 738 589,84**	**1 126 186,16**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*10 069,00*	*0,00*	*10 069,00*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*7 207,00*	*0,00*	*7 207,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*17 276,00*	*17 276,00*	*0,00*	*17 276,00*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*114 709,92*	*0,00*	*114 709,92*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*150 000,00*	*114 709,92*	*0,00*	*114 709,92*	*35 290,08*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***167 276,00***	***131 985,92***	***0,00***	***131 985,92***	***35 290,08***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**4 032 052,00**	**2 870 575,76**	**0,00**	**2 870 575,76**	**1 161 476,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**4 032 052,00**	**2 870 575,76**	**0,00**	**2 870 575,76**	**1 161 476,24**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1313	Département	0,00	43 287,25	0,00	43 287,25	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 141 766,13	43 287,25	0,00	43 287,25	1 098 478,88
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	121 311,01	0,00	121 311,01	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	121 311,01	0,00	121 311,01	-121 311,01
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 141 766,13**	**164 598,26**	**0,00**	**164 598,26**	**977 167,87**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 675 916,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*73 073,00*	*0,00*	*73 073,00*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*33 763,62*	*0,00*	*33 763,62*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*425 878,20*	*0,00*	*425 878,20*	*0,00*
28178	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*6 499,80*	*0,00*	*6 499,80*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*1 446,00*	*0,00*	*1 446,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*540 660,62*	*540 660,62*	*0,00*	*540 660,62*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*94 374,59*	*0,00*	*94 374,59*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*590,00*	*0,00*	*590,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*19 745,33*	*0,00*	*19 745,33*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*150 000,00*	*114 709,92*	*0,00*	*114 709,92*	*35 290,08*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 366 576,62***	***655 370,54***	***0,00***	***655 370,54***	***1 711 206,08***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 508 342,75**	**819 968,80**	**0,00**	**819 968,80**	**2 688 373,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**523 709,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**4 032 052,00**	**819 968,80**	**0,00**	**819 968,80**	**3 212 083,20**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	335 566,62	0,00	335 566,62	125 371,26
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	1 123 853,79	73 073,00	1 050 780,79	1 112 877,43
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	8 648,65	5 786,94	2 861,71	3 488,72
Immobilisations corporelles en cours	5 678 756,75	0,00	5 678 756,75	3 354 997,34
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	-495 410,51	0,00	-495 410,51	-175 410,55
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	54 822,49	779,01	54 043,48	54 043,48
Constructions	2 119 261,64	1 204 092,13	915 169,51	948 933,13
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	18 297 815,08	10 144 602,18	8 153 212,90	8 579 091,10
Autres immobilisations corporelles	61 244,51	49 563,78	11 680,73	18 180,53

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	360 152,51	0,00	360 152,51	161 463,56
TOTAL I	**27 544 711,53**	**11 477 897,04**	**16 066 814,49**	**14 183 036,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	2 296 602,32	0,00	2 296 602,32	2 283 730,73
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	98 176,03	0,00	98 176,03	385 232,03

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	1 035 197,95
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	173 353,12	0,00	173 353,12	259 679,84
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**2 568 131,47**	**0,00**	**2 568 131,47**	**3 963 840,55**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,60	0,00	0,60	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,60**	**0,00**	**0,60**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**30 112 843,60**	**11 477 897,04**	**18 634 946,56**	**18 146 876,55**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	60 000,00	60 000,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	10 418 185,27	10 418 185,27
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	228 510,25	228 510,25
Report à nouveau (1)	2 287 996,03	1 239 091,87
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 277 661,33	1 048 904,16
Subventions d'investissement	1 044 193,39	1 018 182,14
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**15 316 546,27**	**14 012 873,69**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 654 491,65	2 820 404,03
Emprunts et dettes financières divers	146 819,22	161 463,56
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	352 814,00	1 150 000,00
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	164 275,42	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	4,95
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**3 318 400,29**	**4 131 872,54**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	0,00	2 130,32
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**2 130,32**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**18 634 946,56**	**18 146 876,55**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*0,00*	*0,00*
Divers	*4 356 276,47*	*5 588 268,35*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	6 900,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	88 551,15	87 689,71
TOTAL I	**4 444 827,62**	**5 682 858,06**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	2 531 322,26	4 005 033,43
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*0,00*	*0,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*540 660,62*	*480 649,48*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL II	**3 071 982,88**	**4 485 682,91**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**1 372 844,74**	**1 197 175,15**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	26 976,47	13 551,66
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**26 976,47**	**13 551,66**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	94 435,88	63 051,59
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**94 435,88**	**63 051,59**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-67 459,41**	**-49 499,93**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**1 305 385,33**	**1 147 675,22**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*5 000,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*17 276,00*	*3 300,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**22 276,00**	**3 300,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*50 000,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*102 071,06*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**50 000,00**	**102 071,06**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-27 724,00**	**-98 771,06**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**4 494 080,09**	**5 699 709,72**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**3 216 418,76**	**4 650 805,56**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**1 277 661,33**	**1 048 904,16**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10251	Dons et legs en capital	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**60 000,00**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	10 418 185,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 418 185,27	0,00	10 418 185,27
	Sous Total compte 102	**0,00**	**10 478 185,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 478 185,27**	**0,00**	**10 478 185,27**
1068	Autres réserves	0,00	228 510,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 510,25	0,00	228 510,25
	Sous Total compte 106	**0,00**	**228 510,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**228 510,25**	**0,00**	**228 510,25**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**10 706 695,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 706 695,52**	**0,00**	**10 706 695,52**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	1 239 091,87	0,00	1 048 904,16	0,00	0,00	0,00	2 287 996,03	0,00	2 287 996,03
	Sous Total compte 11	**0,00**	**1 239 091,87**	**0,00**	**1 048 904,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 287 996,03**	**0,00**	**2 287 996,03**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	1 048 904,16	1 048 904,16	0,00	0,00	0,00	1 048 904,16	1 048 904,16	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**1 048 904,16**	**1 048 904,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 048 904,16**	**1 048 904,16**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	700 111,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 111,64	0,00	700 111,64
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**700 111,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 111,64**	**0,00**	**700 111,64**
1313	Dépt	0,00	427 860,04	0,00	0,00	0,00	43 287,25	0,00	471 147,29	0,00	471 147,29
13188	des tiers	0,00	11 913,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 913,61	0,00	11 913,61
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**11 913,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 913,61**	**0,00**	**11 913,61**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**1 139 885,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 287,25**	**0,00**	**1 183 172,54**	**0,00**	**1 183 172,54**
139111	Agence de l'eau	104 898,83	0,00	0,00	0,00	10 069,00	0,00	114 967,83	0,00	114 967,83	0,00
	Sous Total compte 13911	**104 898,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 069,00**	**0,00**	**114 967,83**	**0,00**	**114 967,83**	**0,00**
13913	Subv équipt transf - Dépt	16 804,32	0,00	0,00	0,00	7 207,00	0,00	24 011,32	0,00	24 011,32	0,00
	Sous Total compte 1391	**121 703,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 276,00**	**0,00**	**138 979,15**	**0,00**	**138 979,15**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 139	**121 703,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 276,00**	**0,00**	**138 979,15**	**0,00**	**138 979,15**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**121 703,15**	**1 139 885,29**	**0,00**	**0,00**	**17 276,00**	**43 287,25**	**138 979,15**	**1 183 172,54**	**0,00**	**1 044 193,39**
1641	Emprunts en euros	0,00	2 820 404,03	0,00	0,00	178 195,38	0,00	178 195,38	2 820 404,03	0,00	2 642 208,65
	Sous Total compte 164	**0,00**	**2 820 404,03**	**0,00**	**0,00**	**178 195,38**	**0,00**	**178 195,38**	**2 820 404,03**	**0,00**	**2 642 208,65**
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	161 463,56	0,00	0,00	14 644,34	0,00	14 644,34	161 463,56	0,00	146 819,22
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**161 463,56**	**0,00**	**0,00**	**14 644,34**	**0,00**	**14 644,34**	**161 463,56**	**0,00**	**146 819,22**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	0,00	0,00	12 283,00	0,00	0,00	0,00	12 283,00	0,00	12 283,00
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 283,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 283,00**	**0,00**	**12 283,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**161 463,56**	**0,00**	**12 283,00**	**14 644,34**	**0,00**	**14 644,34**	**173 746,56**	**0,00**	**159 102,22**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**2 981 867,59**	**0,00**	**12 283,00**	**192 839,72**	**0,00**	**192 839,72**	**2 994 150,59**	**0,00**	**2 801 310,87**
	Total classe 1	**121 703,15**	**17 116 444,43**	**1 048 904,16**	**1 061 187,16**	**210 115,72**	**43 287,25**	**1 380 723,03**	**18 220 918,84**	**138 979,15**	**16 979 174,96**
2031	Frais d'études	121 131,94	0,00	0,00	0,00	305 159,95	94 374,59	426 291,89	94 374,59	331 917,30	0,00
2033	Frais d'insertion	4 239,32	0,00	0,00	0,00	0,00	590,00	4 239,32	590,00	3 649,32	0,00
	Sous Total compte 203	**125 371,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**305 159,95**	**94 964,59**	**430 531,21**	**94 964,59**	**335 566,62**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**125 371,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**305 159,95**	**94 964,59**	**430 531,21**	**94 964,59**	**335 566,62**	**0,00**
21531	Réseaux adduction eau	1 112 877,43	0,00	10 976,36	0,00	0,00	0,00	1 123 853,79	0,00	1 123 853,79	0,00
	Sous Total compte 2153	**1 112 877,43**	**0,00**	**10 976,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 123 853,79**	**0,00**	**1 123 853,79**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**1 112 877,43**	**0,00**	**10 976,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 123 853,79**	**0,00**	**1 123 853,79**	**0,00**
21711	Terrains nus	54 043,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 043,48	0,00	54 043,48	0,00
	Sous Total compte 2171	**54 043,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 043,48**	**0,00**	**54 043,48**	**0,00**
21721	Terrains nus	779,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779,01	0,00	779,01	0,00
	Sous Total compte 2172	**779,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**779,01**	**0,00**	**779,01**	**0,00**
217311	Batiments exploitation	2 006 571,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 006 571,62	0,00	2 006 571,62	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217315	Batiments administratifs	61 478,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 478,53	0,00	61 478,53	0,00
	Sous Total compte 21731	**2 068 050,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 068 050,15**	**0,00**	**2 068 050,15**	**0,00**
217355	Batiments administratifs	51 211,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 211,49	0,00	51 211,49	0,00
	Sous Total compte 21735	**51 211,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 211,49**	**0,00**	**51 211,49**	**0,00**
	Sous Total compte 2173	**2 119 261,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 119 261,64**	**0,00**	**2 119 261,64**	**0,00**
21751	Instal complexes spécial	578 714,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	578 714,07	0,00	578 714,07	0,00
217531	Réseaux adduction eau	17 719 101,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 719 101,01	0,00	17 719 101,01	0,00
	Sous Total compte 21753	**17 719 101,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 719 101,01**	**0,00**	**17 719 101,01**	**0,00**
	Sous Total compte 2175	**18 297 815,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 297 815,08**	**0,00**	**18 297 815,08**	**0,00**
21782	Mat de transport	39 840,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 840,39	0,00	39 840,39	0,00
21783	Mat bureau mat informatique	1 177,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 177,20	0,00	1 177,20	0,00
21784	Mobilier	12 923,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 923,85	0,00	12 923,85	0,00
21788	Autres	7 303,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 303,07	0,00	7 303,07	0,00
	Sous Total compte 2178	**61 244,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 244,51**	**0,00**	**61 244,51**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**20 533 143,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 533 143,72**	**0,00**	**20 533 143,72**	**0,00**
2183	Mat bureau mat informatique	7 232,72	0,00	0,00	0,00	818,99	0,00	8 051,71	0,00	8 051,71	0,00
2184	Mobilier	306,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306,11	0,00	306,11	0,00
2188	Autres	290,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290,83	0,00	290,83	0,00
	Sous Total compte 218	**7 829,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**818,99**	**0,00**	**8 648,65**	**0,00**	**8 648,65**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**21 653 850,81**	**0,00**	**10 976,36**	**0,00**	**818,99**	**0,00**	**21 665 646,16**	**0,00**	**21 665 646,16**	**0,00**
2315	Instal mat outil techn	3 177 513,05	0,00	0,00	10 976,36	2 346 542,38	0,00	5 524 055,43	10 976,36	5 513 079,07	0,00
	Sous Total compte 231	**3 177 513,05**	**0,00**	**0,00**	**10 976,36**	**2 346 542,38**	**0,00**	**5 524 055,43**	**10 976,36**	**5 513 079,07**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	177 484,29	0,00	0,00	0,00	7 938,72	19 745,33	185 423,01	19 745,33	165 677,68	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 23	**3 354 997,34**	**0,00**	**0,00**	**10 976,36**	**2 354 481,10**	**19 745,33**	**5 709 478,44**	**30 721,69**	**5 678 756,75**	**0,00**
2491	Mises en concession ou en affermage	0,00	175 410,55	0,00	319 999,96	0,00	0,00	0,00	495 410,51	0,00	495 410,51
	Sous Total compte 249	**0,00**	**175 410,55**	**0,00**	**319 999,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**495 410,51**	**0,00**	**495 410,51**
	Sous Total compte 24	**0,00**	**175 410,55**	**0,00**	**319 999,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**495 410,51**	**0,00**	**495 410,51**
2764	Créances particul et aut pers droit priv	161 463,56	0,00	319 999,96	0,00	0,00	121 311,01	481 463,52	121 311,01	360 152,51	0,00
	Sous Total compte 276	**161 463,56**	**0,00**	**319 999,96**	**0,00**	**0,00**	**121 311,01**	**481 463,52**	**121 311,01**	**360 152,51**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**161 463,56**	**0,00**	**319 999,96**	**0,00**	**0,00**	**121 311,01**	**481 463,52**	**121 311,01**	**360 152,51**	**0,00**
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 073,00	0,00	73 073,00	0,00	73 073,00
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 073,00**	**0,00**	**73 073,00**	**0,00**	**73 073,00**
28172	Agenct amégat terr	0,00	779,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779,01	0,00	779,01
28173	Constructions	0,00	1 170 328,51	0,00	0,00	0,00	33 763,62	0,00	1 204 092,13	0,00	1 204 092,13
28175	Instal mat outil techn	0,00	9 718 723,98	0,00	0,00	0,00	425 878,20	0,00	10 144 602,18	0,00	10 144 602,18
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	43 063,98	0,00	0,00	0,00	6 499,80	0,00	49 563,78	0,00	49 563,78
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**10 932 895,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 141,62**	**0,00**	**11 399 037,10**	**0,00**	**11 399 037,10**
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	3 744,00	0,00	0,00	0,00	1 446,00	0,00	5 190,00	0,00	5 190,00
28184	Mobilier	0,00	306,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306,11	0,00	306,11
28188	Amort autres	0,00	290,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290,83	0,00	290,83
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**4 340,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 446,00**	**0,00**	**5 786,94**	**0,00**	**5 786,94**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**10 937 236,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**11 477 897,04**	**0,00**	**11 477 897,04**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**10 937 236,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**11 477 897,04**	**0,00**	**11 477 897,04**
	Total classe 2	**25 295 682,97**	**11 112 646,97**	**330 976,32**	**330 976,32**	**2 660 460,04**	**776 681,55**	**28 287 119,33**	**12 220 304,84**	**28 040 122,04**	**11 973 307,55**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	3 094 588,14	3 095 452,14	0,00	0,00	3 094 588,14	3 095 452,14	0,00	864,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**3 094 588,14**	**3 095 452,14**	**0,00**	**0,00**	**3 094 588,14**	**3 095 452,14**	**0,00**	**864,00**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	3 054 900,15	3 054 900,15	0,00	0,00	3 054 900,15	3 054 900,15	0,00	0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	0,00	5 962,19	5 962,19	0,00	0,00	5 962,19	5 962,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**0,00**	**5 962,19**	**5 962,19**	**0,00**	**0,00**	**5 962,19**	**5 962,19**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**3 060 862,34**	**3 060 862,34**	**0,00**	**0,00**	**3 060 862,34**	**3 060 862,34**	**0,00**	**0,00**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	1 150 000,00	1 150 000,00	351 950,00	0,00	0,00	1 150 000,00	1 501 950,00	0,00	351 950,00
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 150 000,00**	**7 305 450,48**	**6 508 264,48**	**0,00**	**0,00**	**7 305 450,48**	**7 658 264,48**	**0,00**	**352 814,00**
411	Clients	0,00	0,00	3 002 935,04	3 002 935,04	0,00	0,00	3 002 935,04	3 002 935,04	0,00	0,00
418	Clients - produits non encore facturés	2 283 730,73	0,00	2 296 602,32	2 283 730,73	0,00	0,00	4 580 333,05	2 283 730,73	2 296 602,32	0,00
	Sous Total compte 41	**2 283 730,73**	**0,00**	**5 299 537,36**	**5 286 665,77**	**0,00**	**0,00**	**7 583 268,09**	**5 286 665,77**	**2 296 602,32**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	396 212,15	396 212,15	0,00	0,00	396 212,15	396 212,15	0,00	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	0,00	0,00	76 369,65	76 369,65	0,00	0,00	76 369,65	76 369,65	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**472 581,80**	**472 581,80**	**0,00**	**0,00**	**472 581,80**	**472 581,80**	**0,00**	**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	27 908,00	27 908,00	0,00	0,00	27 908,00	27 908,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**27 908,00**	**27 908,00**	**0,00**	**0,00**	**27 908,00**	**27 908,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	512 107,30	512 107,30	0,00	0,00	512 107,30	512 107,30	0,00	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	163 285,99	163 141,99	0,00	0,00	163 285,99	163 141,99	144,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	267 878,03	0,00	1 368 275,00	1 538 121,00	0,00	0,00	1 636 153,03	1 538 121,00	98 032,03	0,00
	Sous Total compte 4456	**267 878,03**	**0,00**	**2 043 668,29**	**2 213 370,29**	**0,00**	**0,00**	**2 311 546,32**	**2 213 370,29**	**98 176,03**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	733 081,10	733 081,10	0,00	0,00	733 081,10	733 081,10	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**733 081,10**	**733 081,10**	**0,00**	**0,00**	**733 081,10**	**733 081,10**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	117 354,00	0,00	139 920,00	257 274,00	0,00	0,00	257 274,00	257 274,00	0,00	0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	0,00	0,00	993,69	993,69	0,00	0,00	993,69	993,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**117 354,00**	**0,00**	**140 913,69**	**258 267,69**	**0,00**	**0,00**	**258 267,69**	**258 267,69**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**385 232,03**	**0,00**	**2 945 571,08**	**3 232 627,08**	**0,00**	**0,00**	**3 330 803,11**	**3 232 627,08**	**98 176,03**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**385 232,03**	**0,00**	**3 418 152,88**	**3 705 208,88**	**0,00**	**0,00**	**3 803 384,91**	**3 705 208,88**	**98 176,03**	**0,00**
451003	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 035 197,95	0,00	5 741 757,24	6 941 230,61	0,00	0,00	6 776 955,19	6 941 230,61	0,00	164 275,42
	Sous Total compte 451	**1 035 197,95**	**0,00**	**5 741 757,24**	**6 941 230,61**	**0,00**	**0,00**	**6 776 955,19**	**6 941 230,61**	**0,00**	**164 275,42**
	Sous Total compte 45	**1 035 197,95**	**0,00**	**5 741 757,24**	**6 941 230,61**	**0,00**	**0,00**	**6 776 955,19**	**6 941 230,61**	**0,00**	**164 275,42**
466	Excédt de verSEMent	0,00	4,95	4,95	0,00	0,00	0,00	4,95	4,95	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	88 038,40	88 038,40	0,00	0,00	88 038,40	88 038,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**88 038,40**	**88 038,40**	**0,00**	**0,00**	**88 038,40**	**88 038,40**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	259 679,84	0,00	403 673,25	489 999,97	0,00	0,00	663 353,09	489 999,97	173 353,12	0,00
	Sous Total compte 4672	**259 679,84**	**0,00**	**403 673,25**	**489 999,97**	**0,00**	**0,00**	**663 353,09**	**489 999,97**	**173 353,12**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**259 679,84**	**0,00**	**491 711,65**	**578 038,37**	**0,00**	**0,00**	**751 391,49**	**578 038,37**	**173 353,12**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**259 679,84**	**4,95**	**491 716,60**	**578 038,37**	**0,00**	**0,00**	**751 396,44**	**578 043,32**	**173 353,12**	**0,00**
4712	Viremts réimputés	0,00	0,00	1 900,41	1 900,41	0,00	0,00	1 900,41	1 900,41	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	4 749 379,56	4 749 379,56	0,00	0,00	4 749 379,56	4 749 379,56	0,00	0,00
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	2 130,32	29 046,61	26 916,29	0,00	0,00	29 046,61	29 046,61	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**2 130,32**	**4 780 326,58**	**4 778 196,26**	**0,00**	**0,00**	**4 780 326,58**	**4 780 326,58**	**0,00**	**0,00**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	274 727,13	274 727,13	0,00	0,00	274 727,13	274 727,13	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	13 817,82	13 817,82	0,00	0,00	13 817,82	13 817,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**288 544,95**	**288 544,95**	**0,00**	**0,00**	**288 544,95**	**288 544,95**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	1,90	1,30	0,00	0,00	1,90	1,30	0,60	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**1,90**	**1,30**	**0,00**	**0,00**	**1,90**	**1,30**	**0,60**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**2 130,32**	**5 068 873,43**	**5 066 742,51**	**0,00**	**0,00**	**5 068 873,43**	**5 068 872,83**	**0,60**	**0,00**
	Total classe 4	**3 963 840,55**	**1 152 135,27**	**27 325 487,99**	**28 086 150,62**	**0,00**	**0,00**	**31 289 328,54**	**29 238 285,89**	**2 568 132,07**	**517 089,42**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	676 595,60	676 595,60	0,00	0,00	676 595,60	676 595,60	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	26 916,29	26 916,29	0,00	0,00	26 916,29	26 916,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**703 511,89**	**703 511,89**	**0,00**	**0,00**	**703 511,89**	**703 511,89**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**703 511,89**	**703 511,89**	**0,00**	**0,00**	**703 511,89**	**703 511,89**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 264 906,86	1 150 000,00	3 264 906,86	1 150 000,00	2 114 906,86	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 264 906,86**	**1 150 000,00**	**3 264 906,86**	**1 150 000,00**	**2 114 906,86**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 264 906,86**	**1 150 000,00**	**3 264 906,86**	**1 150 000,00**	**2 114 906,86**	**0,00**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	720,00	0,00	720,00	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**720,00**	**0,00**	**720,00**	**0,00**	**720,00**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	9 117,50	0,00	9 117,50	0,00	9 117,50	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 117,50**	**0,00**	**9 117,50**	**0,00**	**9 117,50**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	7 791,00	0,00	7 791,00	0,00	7 791,00	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 628,50**	**0,00**	**17 628,50**	**0,00**	**17 628,50**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	396 212,15	0,00	396 212,15	0,00	396 212,15	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**396 212,15**	**0,00**	**396 212,15**	**0,00**	**396 212,15**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	174,75	0,00	174,75	0,00	174,75	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 574,75**	**0,00**	**2 574,75**	**0,00**	**2 574,75**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 786,90**	**0,00**	**398 786,90**	**0,00**	**398 786,90**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	69 620,41	0,00	69 620,41	0,00	69 620,41	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	12 283,00	0,00	12 283,00	0,00	12 283,00	0,00
661138	à d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 532,47	0,00	12 532,47	0,00	12 532,47	0,00
	Sous Total compte 66113	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 532,47**	**0,00**	**12 532,47**	**0,00**	**12 532,47**	**0,00**
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**	**94 435,88**	**0,00**
6742	Subv except équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
	Sous Total compte 674	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	540 660,62	0,00	540 660,62	0,00	540 660,62	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**	**540 660,62**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 366 418,76**	**1 150 000,00**	**4 366 418,76**	**1 150 000,00**	**3 216 418,76**	**0,00**
70128	Autres taxes et redevances	0,00	0,00	0,00	0,00	2 283 730,73	6 261 875,67	2 283 730,73	6 261 875,67	0,00	3 978 144,94
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 283 730,73**	**6 261 875,67**	**2 283 730,73**	**6 261 875,67**	**0,00**	**3 978 144,94**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 283 730,73**	**6 261 875,67**	**2 283 730,73**	**6 261 875,67**	**0,00**	**3 978 144,94**
7084	Mise à dispo persel facturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 017,36	0,00	298 017,36	0,00	298 017,36
7088	Aut prod activ annex cessions approv	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 114,17	0,00	80 114,17	0,00	80 114,17
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**378 131,53**	**0,00**	**378 131,53**	**0,00**	**378 131,53**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 283 730,73**	**6 640 007,20**	**2 283 730,73**	**6 640 007,20**	**0,00**	**4 356 276,47**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 551,15	0,00	88 551,15	0,00	88 551,15

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 551,15**	**0,00**	**88 551,15**	**0,00**	**88 551,15**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 551,15**	**0,00**	**88 551,15**	**0,00**	**88 551,15**
7621	Produits autres immob finan enc échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 976,47	0,00	26 976,47	0,00	26 976,47
	Sous Total compte 762	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 976,47**	**0,00**	**26 976,47**	**0,00**	**26 976,47**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 976,47**	**0,00**	**26 976,47**	**0,00**	**26 976,47**
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 276,00	0,00	17 276,00	0,00	17 276,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 276,00**	**0,00**	**22 276,00**	**0,00**	**22 276,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 283 730,73**	**6 777 810,82**	**2 283 730,73**	**6 777 810,82**	**0,00**	**4 494 080,09**
	Total général	**29 381 226,67**	**29 381 226,67**	**29 408 880,36**	**30 181 825,99**	**9 520 725,25**	**8 747 779,62**	**68 310 832,28**	**68 310 832,28**	**33 963 652,02**	**33 963 652,02**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 005 999,96**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 005 999,96									
00603523619 (CA2022-01)	CREDIT AGRICOLE	28/07/2022	28/07/2022	18/11/2022	686 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,857	3,837		T	P	O	A-1
2010.204/A1010259 (CE2024-01)	CAISSE D'EPARGNE	30/12/2010	01/01/2024	25/02/2024	79 999,96	F	FIXE	3,720	6,693		A	C	O	A-1
5611059 (CDC2024-01)	CAISSE DEPOT CON.	07/08/2024	30/12/2024	01/06/2025	2 000 000,00	V	LIVRETA	3,400	2,807		T	C	O	A-1
MON276555EUR (SFIL2024-02)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	04/11/2011	01/01/2024	01/12/2024	240 000,00	F	FIXE	4,700	4,991		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Périodicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Catégorie d'emprunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**175 410,55**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					175 410,55									
MPH254657EUR/EAU (DEXIA2024-04	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	14/12/2007	01/01/2024	01/01/2024	175 410,55	C	TAUX STRUCTURES	0,000	12,781		A	P	O	F-6
Total général					**3 181 410,51**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 625 541,97**					**194 862,05**	**79 865,08**	**0,00**	**6 796,11**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 625 541,97					194 862,05	79 865,08	0,00	6 796,11
00603523619 (CA2022-01)	N	0,00	A-1	568 875,36	11,63	V	MOYEURIBOR03M	3,626	38 195,37	21 555,13	0,00	2 130,99
2010.204/A1010259 (CE2024-01)	N	0,00	A-1	26 666,62	0,15	F	FIXE	3,720	26 666,67	1 984,00	0,00	842,52
5611059 (CDC2024-01)	N	0,00	A-1	1 949 999,99	29,17	V	LIVRETA	2,775	50 000,01	48 701,51	0,00	3 498,82
MON276555EUR (SFIL2024-02)	N	0,00	A-1	80 000,00	0,92	F	FIXE	4,700	80 000,00	7 624,44	0,00	323,78
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (10)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**146 819,22**					**14 644,34**	**12 532,47**	**0,00**	**5 486,89**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		146 819,22					14 644,34	12 532,47	0,00	5 486,89
MPH254657EUR/EAU (DEXIA2024-04	N	0,00	F-6	146 819,22	7,00	C	TAUX STRUCTURES	7,635	14 644,34	12 532,47	0,00	5 486,89
Total général		**0,00**		**2 772 361,19**					**209 506,39**	**92 397,55**	**0,00**	**12 283,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
MPH254657EUR/EAU (DEXIA2024-04	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	175 410,55	146 819,22	6	10,00		3.3	4.10+25*(1/USDCHF-1)	3 610,48		7,635	12 532,47	0,00	5,30
TOTAL (F)		**175 410,55**	**146 819,22**						**3 610,48**			**12 532,47**	**0,00**	**5,30**
TOTAL GENERAL		**175 410,55**	**146 819,22**						**3 610,48**			**12 532,47**	**0,00**	**5,30**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	94,71	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 625 541,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						1
	% de l'encours						5,30
	Montant en euros						146 819,22

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2019-12-13
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	21318 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	217311-(M49) STEP OUVRAGES LEGERS RECUS MAD	60	13/12/2019
L	217531 - RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU RECU MAD	35	13/12/2019
L	21751-RESEAUX DE VOIRIE RECUS MAD	35	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	8	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	21784-MOBILIER RECUS MAD	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	0	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	0	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	35	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	21782-VEHICULES RECUS MAD	8	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200030857-20260521-DL2026_066-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**523 709,25**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-280 557,29**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**243 151,96**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**243 151,96**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**243 151,96**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**226 627,48**	**210 115,72**	**264 254,35**	**474 370,07**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 216 576,62**	**661 971,63**	**998 478,40**	**1 660 450,03**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 989 949,14**	**451 855,91**	**734 224,05**	**1 186 079,96**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**523 709,25**			**523 709,25**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**523 709,25**			**523 709,25**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 709 789,21**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**226 627,48**	**I 210 115,72**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**209 351,48**	**192 839,72**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	194 651,48	178 195,38
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	14 700,00	14 644,34
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**17 276,00**	**17 276,00**
10	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*17 276,00*	*17 276,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 216 576,62**	**III 661 971,63**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**121 311,01**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	121 311,01
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 216 576,62**	**540 660,62**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28153	*Installations à caractère spécifique*	*73 073,00*	*73 073,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*33 763,62*	*33 763,62*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*425 878,20*	*425 878,20*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*6 499,80*	*6 499,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 446,00*	*1 446,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 675 916,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200018883-20260604-DL12026_06d-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	305 159,95	0,00	0,00	0,00	0,00	305 159,95
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 239 771,18	0,00	0,00	0,00	0,00	2 239 771,18
A150	Autres immobilisations corporelles	818,99	0,00	0,00	0,00	0,00	818,99
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 545 750,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 545 750,12**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	305 159,95	0,00	0,00	0,00	305 159,95
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 239 771,18	0,00	0,00	0,00	2 239 771,18
A150	Autres immobilisations corporelles	818,99	0,00	0,00	0,00	818,99
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 545 750,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 545 750,12**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
060-200066857-20260604-DEL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	305 159,95	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 239 771,18	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	818,99	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 545 750,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	305 159,95	0,00	0,00	0,00	305 159,95
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 239 771,18	0,00	0,00	0,00	2 239 771,18
A150	Autres immobilisations corporelles	818,99	0,00	0,00	0,00	818,99
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 545 750,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 545 750,12**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_060-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Abderrahmane SETTA	du	19/01/2026	au	10/03/2026
M PIERRE YVES SIKLI	du	01/01/2025	au	18/01/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 13/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A GRASSE, le 13/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_061 : Budget annexe Assainissement – Vote du compte financier unique 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_061
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget annexe Assainissement – Vote du compte financier unique 2025	

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le compte financier unique (CFU) 2025 du budget annexe Assainissement de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG).
Le résultat cumulé pour la section d'investissement est de – 912 301,73 € et de 6 557 074,45 € pour la section d'exploitation.

Monsieur le Président de séance expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes relatifs à l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CAPG ;

Vu le CFU 2025 annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n° DL2026_057 du 21 mai 2026 portant élection du Président de séance du conseil communautaire consacrée à l'examen du CFU ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et du compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leur travail en amont de la production du CFU ;

Considérant l'application de l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Président quitte la séance pendant la mise au vote des comptes financiers uniques ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget annexe Assainissement

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	1 340 953,92 €	2 640 027,67 €
	Restes à réaliser	429 374,24 €	
Dépenses	Mandats émis	1 811 765,18 €	1 960 475,48 €
	Restes à réaliser	626 856,69 €	
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**-470 811,26 €**	**679 552,19 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	- 244 008,02 €	5 877 522,26 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**-714 819,28 €**	**6 557 074,45 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- 197 482,45 €	

Résultat cumulé	**Déficit / Excédent**	**- 912 301,73 €**	**6 557 074,45 €**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le compte financier unique 2025 du budget annexe Assainissement ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Comptable Public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : CA DU PAYS DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget Principal

Numéro SIRET : 20003985700046

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 20
C2 - Recettes d'investissement 22
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

III - États financiers

A - Bilan 25
B - Compte de résultat 30

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 33

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) Sans Objet

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 44
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 49
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 51
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 52
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 53
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 54
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 55
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 56
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 57
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 58

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 65
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 66
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 67
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 68
E - État des Contrôles du Compte Financier 69

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 70

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**8 347 420,17**	**2 569 545,74**	**10 916 965,91**
	Recettes réalisées (1)	B	**1 340 953,92**	**2 640 027,67**	**3 980 981,59**
	Restes à réaliser	C	**429 374,24**	**0,00**	**429 374,24**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**8 103 412,15**	**8 447 068,00**	**16 550 480,15**
	Dépenses réalisées (1)	E	**1 811 765,18**	**1 960 475,48**	**3 772 240,66**
	Restes à réaliser	F	**626 856,69**	**0,00**	**626 856,69**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-470 811,26**	**679 552,19**	**208 740,93**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-244 008,02**	**5 877 522,26**	**5 633 514,24**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-714 819,28**	**6 557 074,45**	**5 842 255,17**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-197 482,45**	**0,00**	**-197 482,45**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-912 301,73**	**6 557 074,45**	**5 644 772,72**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ASSAINISSEMENT CA PAYS GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-244 008,02	0,00	-470 811,26	0,00	-714 819,28
Fonctionnement	5 965 153,00	87 630,74	679 552,19	0,00	6 557 074,45
Sous-Total	5 721 144,98	87 630,74	208 740,93	0,00	5 842 255,17
TOTAL III	**5 721 144,98**	**87 630,74**	**208 740,93**	**0,00**	**5 842 255,17**
TOTAL I + II + III	**5 721 144,98**	**87 630,74**	**208 740,93**	**0,00**	**5 842 255,17**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **626 856,69**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**156 451,28**
2031	Frais d'études	156 451,28
21	**Immobilisations corporelles**	**605,70**
2183	Matériel de bureau et informatique	605,70
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**469 799,71**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	469 799,71
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **429 374,24**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**429 374,24**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	50 000,00
1313	Subv. équipt Départements	379 374,24
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) | E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**471,10**	Dotations	209,59
Terrains	359,19	Fonds globalisés	0,00
Constructions	12 341,59	Réserves	1 381,63
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	26 603,90	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	2 299,61	Report à nouveau (1)	5 877,52
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	-20,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	679,55
Autres immobilisations corporelles	22,75	Subventions transférables	9 472,51
Total immobilisations corporelles (nettes)	**41 607,03**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**215,97**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	29 235,21
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**42 294,10**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**46 856,01**
Créances	5 966,89	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**1 308,05**
Disponibilités	0,40	Fournisseurs (2)	95,59
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**5 967,30**	**Total des dettes à court terme**	**95,59**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**1 403,64**
		Comptes de régularisation	**1,75**
TOTAL ACTIF	**48 261,40**	**TOTAL PASSIF**	**48 261,40**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	229,98
Produits des services	2 198,56	3 386,83
Autres produits	194,09	195,43
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	2 392,64	3 812,24
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	786,36	770,18
Participations et interventions	0,00	200,45
Dotations aux amortissements et provisions	1 112,22	1 030,63
Autres charges	0,00	0,00
Charges courantes non financières	1 898,58	2 001,26
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**494,06**	**1 810,97**
Produits courants financiers	40,36	29,08
Charges courantes financières	61,90	72,52
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-21,54**	**-43,45**
RESULTAT COURANT	**472,52**	**1 767,53**
Produits exceptionnels	207,03	192,11
Charges exceptionnelles	0,00	110,96
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**207,03**	**81,15**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**679,55**	**1 848,68**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DE2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- chapitre
- article

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	495 111,73	298 533,67	18 827,52	317 361,19	64,10	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	469 000,00	437 068,58	31 931,42	469 000,00	100,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 014 121,78**	**735 602,25**	**50 758,94**	**786 361,19**	**77,54**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	67 567,49	34 193,90	27 702,92	61 896,82	91,61	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	2 875,00	2 875,00	0,00	2 875,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 149 564,22**	**772 671,15**	**78 461,86**	**851 133,01**	***74,04***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 188 161,31*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*0,00*	*1 109 342,47*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***7 297 503,78***	***1 109 342,47***	***0,00***	***1 109 342,47***	***15,20***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**8 447 068,00**	**1 882 013,62**	**78 461,86**	**1 960 475,48**	**23,21**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**1 882 013,62**	**78 461,86**	**1 960 475,48**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 145 371,73	1 655 012,48	543 544,86	2 198 557,34	102,48	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	187 645,00	194 085,53	0,00	194 085,53	103,43	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 333 016,73**	**1 849 098,01**	**543 544,86**	**2 392 642,87**	**102,56**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	29 500,00	40 355,79	0,00	40 355,79	136,80	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 362 516,73**	**1 889 453,80**	**543 544,86**	**2 432 998,66**	**102,98**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*207 029,01*	*207 029,01*	*0,00*	*207 029,01*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***207 029,01***	***207 029,01***	***0,00***	***207 029,01***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**2 569 545,74**	**2 096 482,81**	**543 544,86**	**2 640 027,67**	**102,74**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**5 877 522,26**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**2 096 482,81**	**543 544,86**	**2 640 027,67**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DI2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	607 974,54	168 508,32	27,72	156 451,28
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 000,00	2 919,29	48,65	605,70
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	6 817 145,60	1 276 284,01	18,72	469 799,71
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 431 120,14**	**1 447 711,62**	**19,48**	**626 856,69**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	145 263,00	141 332,75	97,29	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**145 263,00**	**141 332,75**	**97,29**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 576 383,14**	**1 589 044,37**	**20,97**	**626 856,69**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*207 029,01*	*207 029,01*	*100,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*320 000,00*	*15 691,80*	*4,90*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***527 029,01***	***222 720,81***	***42,26***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**8 103 412,15**	**1 811 765,18**	**22,36**	**626 856,69**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**244 008,02**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**8 347 420,17**	**1 811 765,18**		**626 856,69**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	609 085,65	95 086,76	15,61	429 374,24
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	87 630,74	87 630,74	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	33 200,00	33 202,15	100,01	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**729 916,39**	**215 919,65**	**29,58**	**429 374,24**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*6 188 161,31*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*320 000,00*	*15 691,80*	*4,90*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 617 503,78***	***1 125 034,27***	***14,77***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**8 347 420,17**	**1 340 953,92**	**16,06**	**429 374,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**8 347 420,17**	**1 340 953,92**		**429 374,24**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	892,73	0,00	892,73	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	827,35	0,00	827,35	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	4 350,00	2 175,00	2 175,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	599,00	0,00	599,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	329,46	0,00	329,46	0,00
6168	Autres	0,00	5 889,23	0,00	5 889,23	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	61 605,99	12 117,00	49 488,99	0,00
618	Divers	0,00	11 925,20	0,00	11 925,20	0,00
6226	Honoraires	0,00	7 716,34	7 716,34	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	178,82	0,00	178,82	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	71,93	0,00	71,93	0,00
62878	à des tiers	0,00	399 306,48	154 323,00	244 983,48	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	495 111,73	493 692,53	176 331,34	317 361,19	177 750,54
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	469 000,00	0,00	469 000,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	469 000,00	469 000,00	0,00	469 000,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50 010,00	0,00	0,00	0,00	50 010,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 014 121,73**	**962 692,53**	**176 331,34**	**786 361,19**	**227 760,54**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	42 559,80	0,00	42 559,80	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	27 702,92	24 293,43	3 409,49	0,00
661138	à d'autres tiers	0,00	15 927,53	0,00	15 927,53	0,00
total chapitre 66	Charges financières	67 567,49	86 190,25	24 293,43	61 896,82	5 670,67
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	2 875,00	0,00	2 875,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	2 875,00	2 875,00	0,00	2 875,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 149 564,22**	**1 051 757,78**	**200 624,77**	**851 133,01**	**298 431,21**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 188 161,31*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 109 342,47*	*0,00*	*1 109 342,47*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*0,00*	*1 109 342,47*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***7 297 503,78***	***1 109 342,47***	***0,00***	***1 109 342,47***	***6 188 161,31***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**8 447 068,00**	**2 161 100,25**	**200 624,77**	**1 960 475,48**	**6 486 592,52**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**2 161 100,25**	**200 624,77**	**1 960 475,48**	**6 486 592,52**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	2 945 990,16	1 183 850,44	1 762 139,72	0,00
70613	Participations pour l'assainissement collectif	0,00	289 621,44	46 850,37	242 771,07	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	193 646,55	0,00	193 646,55	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	2 145 371,73	3 429 258,15	1 230 700,81	2 198 557,34	-53 185,61
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	194 085,53	0,00	194 085,53	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	187 645,00	194 085,53	0,00	194 085,53	-6 440,53
Total des recettes de gestion courante		**2 333 016,73**	**3 623 343,68**	**1 230 700,81**	**2 392 642,87**	**-59 626,14**
761	Produits de participations	0,00	23 375,00	0,00	23 375,00	0,00
7621	Produits des autres immobilisations financières encaissés à l'échéance	0,00	16 980,79	0,00	16 980,79	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	29 500,00	40 355,79	0,00	40 355,79	-10 855,79
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 362 516,73**	**3 663 699,47**	**1 230 700,81**	**2 432 998,66**	**-70 481,93**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*207 029,01*	*0,00*	*207 029,01*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*207 029,01*	*207 029,01*	*0,00*	*207 029,01*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***207 029,01***	***207 029,01***	***0,00***	***207 029,01***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**2 569 545,74**	**3 870 728,48**	**1 230 700,81**	**2 640 027,67**	**-70 481,93**
002 Résultat d'exploitation reporté		**5 877 522,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**8 447 068,00**	**3 870 728,48**	**1 230 700,81**	**2 640 027,67**	**5 807 040,33**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	168 508,32	0,00	168 508,32	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	607 974,54	168 508,32	0,00	168 508,32	439 466,22
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	2 919,29	0,00	2 919,29	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 000,00	2 919,29	0,00	2 919,29	3 080,71
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	1 276 284,01	0,00	1 276 284,01	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	6 817 145,60	1 276 284,01	0,00	1 276 284,01	5 540 861,59
Total des dépenses d'équipement		**7 431 120,14**	**1 447 711,62**	**0,00**	**1 447 711,62**	**5 983 408,52**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	114 797,27	0,00	114 797,27	0,00
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	26 535,48	0,00	26 535,48	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	145 263,00	141 332,75	0,00	141 332,75	3 930,25
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**145 263,00**	**141 332,75**	**0,00**	**141 332,75**	**3 930,25**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 576 383,14**	**1 589 044,37**	**0,00**	**1 589 044,37**	**5 987 338,77**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*108 207,65*	*0,00*	*108 207,65*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
139118	*Autres*	*0,00*	*330,00*	*0,00*	*330,00*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*54 544,91*	*0,00*	*54 544,91*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*43 545,45*	*0,00*	*43 545,45*	*0,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*0,00*	*401,00*	*0,00*	*401,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*207 029,01*	*207 029,01*	*0,00*	*207 029,01*	*0,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*15 230,00*	*0,00*	*15 230,00*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*461,80*	*0,00*	*461,80*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*320 000,00*	*15 691,80*	*0,00*	*15 691,80*	*304 308,20*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***527 029,01***	***222 720,81***	***0,00***	***222 720,81***	***304 308,20***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**8 103 412,15**	**1 811 765,18**	**0,00**	**1 811 765,18**	**6 291 646,97**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**244 008,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**8 347 420,17**	**1 811 765,18**	**0,00**	**1 811 765,18**	**6 535 654,99**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00	0,00
1313	Département	0,00	53 086,76	0,00	53 086,76	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	609 085,65	95 086,76	0,00	95 086,76	513 998,89
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	87 630,74	0,00	87 630,74	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	87 630,74	87 630,74	0,00	87 630,74	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	33 202,15	0,00	33 202,15	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	33 200,00	33 202,15	0,00	33 202,15	-2,15
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**729 916,39**	**215 919,65**	**0,00**	**215 919,65**	**513 996,74**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*6 188 161,31*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*86 769,00*	*0,00*	*86 769,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*7 117,00*	*0,00*	*7 117,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*657,00*	*0,00*	*657,00*	*0,00*
28172	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*7 842,68*	*0,00*	*7 842,68*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28173	*Constructions*	*0,00*	*362 000,44*	*0,00*	*362 000,44*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*636 278,39*	*0,00*	*636 278,39*	*0,00*
28178	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*2 165,71*	*0,00*	*2 165,71*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*1 791,00*	*0,00*	*1 791,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*2 898,25*	*0,00*	*2 898,25*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*180,00*	*0,00*	*180,00*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*1 643,00*	*0,00*	*1 643,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 109 342,47*	*1 109 342,47*	*0,00*	*1 109 342,47*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*15 230,00*	*0,00*	*15 230,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*461,80*	*0,00*	*461,80*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*320 000,00*	*15 691,80*	*0,00*	*15 691,80*	*304 308,20*
Total des recettes d'ordre en investissement		***7 617 503,78***	***1 125 034,27***	***0,00***	***1 125 034,27***	***6 492 469,51***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**8 347 420,17**	**1 340 953,92**	**0,00**	**1 340 953,92**	**7 006 466,25**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**8 347 420,17**	**1 340 953,92**	**0,00**	**1 340 953,92**	**7 006 466,25**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	471 099,36	0,00	471 099,36	318 282,84
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	12 795,86	12 795,86	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	4 427 200,70	94 825,00	4 332 375,70	4 411 688,70
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	34 163,09	14 788,58	19 374,51	22 967,47
Immobilisations corporelles en cours	2 299 609,99	0,00	2 299 609,99	1 022 864,18
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	-19 999,96	0,00	-19 999,96	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	555 941,40	196 754,98	359 186,42	367 029,10
Constructions	22 058 197,52	9 716 605,93	12 341 591,59	12 703 592,03
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	38 414 707,11	16 143 185,09	22 271 522,02	22 907 800,41
Autres immobilisations corporelles	124 289,18	120 917,84	3 371,34	5 537,05

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	215 973,03	0,00	215 973,03	229 175,22
TOTAL I	**68 593 977,28**	**26 299 873,28**	**42 294 104,00**	**41 988 937,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	662 585,23	2 875,00	659 710,23	960 106,00
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	8 524,59	0,00	8 524,59	52 603,17

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	5 217 363,02	0,00	5 217 363,02	4 764 769,15
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	81 296,89	0,00	81 296,89	163 102,14
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**400,88**	**0,00**	**400,88**	**0,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**5 970 170,61**	**2 875,00**	**5 967 295,61**	**5 940 580,46**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,14	0,00	0,14	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,14**	**0,00**	**0,14**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**74 564 148,03**	**26 302 748,28**	**48 261 399,75**	**47 929 517,46**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	209 587,76	209 587,76
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	29 235 212,39	29 235 212,39
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	1 381 629,20	1 293 998,46
Report à nouveau (1)	5 877 522,26	4 116 473,60
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	679 552,19	1 848 679,40
Subventions d'investissement	9 472 508,45	9 584 450,70
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**46 856 012,25**	**46 288 402,31**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 105 410,10	1 216 797,88
Emprunts et dettes financières divers	202 639,74	229 175,22
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	19 027,44	22 008,34
Dettes fiscales et sociales	31 931,42	155 135,48
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	44 628,62	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	1 785,69
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**1 403 637,32**	**1 624 902,61**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	1 750,18	16 212,54
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**1 750,18**	**16 212,54**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**48 261 399,75**	**47 929 517,46**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*2 004 910,79*	*3 173 176,81*
Divers	*193 646,55*	*213 648,66*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	229 984,69
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	194 085,53	195 427,23
TOTAL I	**2 392 642,87**	**3 812 237,39**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	786 361,19	770 182,58
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*0,00*	*0,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*1 109 342,47*	*1 030 627,75*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*2 875,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	0,00	200 453,69
TOTAL II	**1 898 578,66**	**2 001 264,02**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**494 064,21**	**1 810 973,37**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40 355,79	29 075,05
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**40 355,79**	**29 075,05**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	61 896,82	72 520,05
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**61 896,82**	**72 520,05**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-21 541,03**	**-43 445,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**472 523,18**	**1 767 528,37**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*207 029,01*	*192 111,01*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**207 029,01**	**192 111,01**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*55 959,98*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*55 000,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**0,00**	**110 959,98**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**207 029,01**	**81 151,03**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**2 640 027,67**	**4 033 423,45**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**1 960 475,48**	**2 184 744,05**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**679 552,19**	**1 848 679,40**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	209 587,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 587,76	0,00	209 587,76
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	29 235 212,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 235 212,39	0,00	29 235 212,39
	Sous Total compte 102	**0,00**	**29 444 800,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 444 800,15**	**0,00**	**29 444 800,15**
1068	Autres réserves	0,00	1 293 998,46	0,00	0,00	0,00	87 630,74	0,00	1 381 629,20	0,00	1 381 629,20
	Sous Total compte 106	**0,00**	**1 293 998,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 630,74**	**0,00**	**1 381 629,20**	**0,00**	**1 381 629,20**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**30 738 798,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 630,74**	**0,00**	**30 826 429,35**	**0,00**	**30 826 429,35**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	4 116 473,60	87 630,74	1 848 679,40	0,00	0,00	87 630,74	5 965 153,00	0,00	5 877 522,26
	Sous Total compte 11	**0,00**	**4 116 473,60**	**87 630,74**	**1 848 679,40**	**0,00**	**0,00**	**87 630,74**	**5 965 153,00**	**0,00**	**5 877 522,26**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	1 848 679,40	1 848 679,40	0,00	0,00	0,00	1 848 679,40	1 848 679,40	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**1 848 679,40**	**1 848 679,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 848 679,40**	**1 848 679,40**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	7 130 975,01	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	7 172 975,01	0,00	7 172 975,01
13118	Autres	0,00	10 284,65	0,00	7 974,01	0,00	0,00	0,00	18 258,66	0,00	18 258,66
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**7 141 259,66**	**0,00**	**7 974,01**	**0,00**	**42 000,00**	**0,00**	**7 191 233,67**	**0,00**	**7 191 233,67**
1312	Région	0,00	3 510 595,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 510 595,71	0,00	3 510 595,71
1313	Dépt	0,00	3 220 774,91	0,00	0,00	0,00	53 086,76	0,00	3 273 861,67	0,00	3 273 861,67
13181	de la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	24 086,94	0,00	0,00	0,00	24 086,94	0,00	24 086,94
13188	des tiers	0,00	359 025,63	32 060,95	0,00	0,00	0,00	32 060,95	359 025,63	0,00	326 964,68
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**359 025,63**	**32 060,95**	**24 086,94**	**0,00**	**0,00**	**32 060,95**	**383 112,57**	**0,00**	**351 051,62**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**14 231 655,91**	**32 060,95**	**32 060,95**	**0,00**	**95 086,76**	**32 060,95**	**14 358 803,62**	**0,00**	**14 326 742,67**
139111	Agence de l'eau	2 496 496,22	0,00	0,00	0,00	108 207,65	0,00	2 604 703,87	0,00	2 604 703,87	0,00
139118	Autres	6 976,99	0,00	0,00	0,00	330,00	0,00	7 306,99	0,00	7 306,99	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13911	**2 503 473,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 537,65**	**0,00**	**2 612 010,86**	**0,00**	**2 612 010,86**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	1 278 250,70	0,00	0,00	0,00	54 544,91	0,00	1 332 795,61	0,00	1 332 795,61	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	686 041,02	0,00	0,00	0,00	43 545,45	0,00	729 586,47	0,00	729 586,47	0,00
139181	de la collectivité de rattachement	0,00	0,00	6 015,00	0,00	401,00	0,00	6 416,00	0,00	6 416,00	0,00
139188	des tiers	179 440,28	0,00	0,00	6 015,00	0,00	0,00	179 440,28	6 015,00	173 425,28	0,00
	Sous Total compte 13918	**179 440,28**	**0,00**	**6 015,00**	**6 015,00**	**401,00**	**0,00**	**185 856,28**	**6 015,00**	**179 841,28**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**4 647 205,21**	**0,00**	**6 015,00**	**6 015,00**	**207 029,01**	**0,00**	**4 860 249,22**	**6 015,00**	**4 854 234,22**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**4 647 205,21**	**0,00**	**6 015,00**	**6 015,00**	**207 029,01**	**0,00**	**4 860 249,22**	**6 015,00**	**4 854 234,22**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**4 647 205,21**	**14 231 655,91**	**38 075,95**	**38 075,95**	**207 029,01**	**95 086,76**	**4 892 310,17**	**14 364 818,62**	**0,00**	**9 472 508,45**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 192 504,45	0,00	0,00	114 797,27	0,00	114 797,27	1 192 504,45	0,00	1 077 707,18
	Sous Total compte 164	**0,00**	**1 192 504,45**	**0,00**	**0,00**	**114 797,27**	**0,00**	**114 797,27**	**1 192 504,45**	**0,00**	**1 077 707,18**
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	229 175,22	0,00	0,00	26 535,48	0,00	26 535,48	229 175,22	0,00	202 639,74
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**229 175,22**	**0,00**	**0,00**	**26 535,48**	**0,00**	**26 535,48**	**229 175,22**	**0,00**	**202 639,74**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	24 293,43	24 293,43	27 702,92	0,00	0,00	24 293,43	51 996,35	0,00	27 702,92
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**24 293,43**	**24 293,43**	**27 702,92**	**0,00**	**0,00**	**24 293,43**	**51 996,35**	**0,00**	**27 702,92**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**253 468,65**	**24 293,43**	**27 702,92**	**26 535,48**	**0,00**	**50 828,91**	**281 171,57**	**0,00**	**230 342,66**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**1 445 973,10**	**24 293,43**	**27 702,92**	**141 332,75**	**0,00**	**165 626,18**	**1 473 676,02**	**0,00**	**1 308 049,84**
	Total classe 1	**4 647 205,21**	**52 381 580,62**	**1 998 679,52**	**1 914 458,27**	**348 361,76**	**182 717,50**	**6 994 246,49**	**54 478 756,39**	**4 854 234,22**	**52 338 744,12**
2031	Frais d'études	314 915,49	0,00	0,00	0,00	168 508,32	15 230,00	483 423,81	15 230,00	468 193,81	0,00
2033	Frais d'insertion	3 367,35	0,00	0,00	0,00	0,00	461,80	3 367,35	461,80	2 905,55	0,00
	Sous Total compte 203	**318 282,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**168 508,32**	**15 691,80**	**486 791,16**	**15 691,80**	**471 099,36**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	12 795,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 795,86	0,00	12 795,86	0,00
	Sous Total compte 205	**12 795,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 795,86**	**0,00**	**12 795,86**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20	**331 078,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**168 508,32**	**15 691,80**	**499 587,02**	**15 691,80**	**483 895,22**	**0,00**
21532	Réseaux assainissement	4 322 290,40	0,00	0,00	0,00	15 230,00	0,00	4 337 520,40	0,00	4 337 520,40	0,00
	Sous Total compte 2153	**4 322 290,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 230,00**	**0,00**	**4 337 520,40**	**0,00**	**4 337 520,40**	**0,00**
2154	Mat indust	84 303,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 303,50	0,00	84 303,50	0,00
2158	Autres	5 376,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 376,80	0,00	5 376,80	0,00
	Sous Total compte 215	**4 411 970,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 230,00**	**0,00**	**4 427 200,70**	**0,00**	**4 427 200,70**	**0,00**
21711	Terrains nus	85 380,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 380,24	0,00	85 380,24	0,00
	Sous Total compte 2171	**85 380,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 380,24**	**0,00**	**85 380,24**	**0,00**
21721	Terrains nus	470 561,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 561,16	0,00	470 561,16	0,00
	Sous Total compte 2172	**470 561,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 561,16**	**0,00**	**470 561,16**	**0,00**
217311	Batiments exploitation	21 991 789,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 991 789,22	0,00	21 991 789,22	0,00
217315	Batiments administratifs	66 408,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 408,30	0,00	66 408,30	0,00
	Sous Total compte 21731	**22 058 197,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 058 197,52**	**0,00**	**22 058 197,52**	**0,00**
	Sous Total compte 2173	**22 058 197,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 058 197,52**	**0,00**	**22 058 197,52**	**0,00**
21751	Instal complexes spécial	5 978 805,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 978 805,46	0,00	5 978 805,46	0,00
217531	Réseaux adduction eau	991 640,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	991 640,22	0,00	991 640,22	0,00
217532	Réseaux assainissement	24 013 785,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 013 785,06	0,00	24 013 785,06	0,00
	Sous Total compte 21753	**25 005 425,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 005 425,28**	**0,00**	**25 005 425,28**	**0,00**
217561	Serv distribution eau	55 883,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 883,50	0,00	55 883,50	0,00
217562	Service d'assainissement	7 374 592,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 374 592,87	0,00	7 374 592,87	0,00
	Sous Total compte 21756	**7 430 476,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 430 476,37**	**0,00**	**7 430 476,37**	**0,00**
	Sous Total compte 2175	**38 414 707,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 414 707,11**	**0,00**	**38 414 707,11**	**0,00**
21782	Mat de transport	24 919,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 919,01	0,00	24 919,01	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21783	Mat bureau mat informatique	95 423,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 423,86	0,00	95 423,86	0,00
21784	Mobilier	3 146,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 146,32	0,00	3 146,32	0,00
21788	Autres	799,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	799,99	0,00	799,99	0,00
	Sous Total compte 2178	**124 289,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**124 289,18**	**0,00**	**124 289,18**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**61 153 135,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 153 135,21**	**0,00**	**61 153 135,21**	**0,00**
2182	Mat de transport	14 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 328,00	0,00	14 328,00	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	11 639,84	0,00	0,00	0,00	2 919,29	0,00	14 559,13	0,00	14 559,13	0,00
2184	Mobilier	2 000,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,76	0,00	2 000,76	0,00
2188	Autres	3 275,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 275,20	0,00	3 275,20	0,00
	Sous Total compte 218	**31 243,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 919,29**	**0,00**	**34 163,09**	**0,00**	**34 163,09**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**65 596 349,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 149,29**	**0,00**	**65 614 499,00**	**0,00**	**65 614 499,00**	**0,00**
2315	Instal mat outil techn	960 999,18	0,00	0,00	0,00	1 276 745,81	0,00	2 237 744,99	0,00	2 237 744,99	0,00
	Sous Total compte 231	**960 999,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 276 745,81**	**0,00**	**2 237 744,99**	**0,00**	**2 237 744,99**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	61 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 865,00	0,00	61 865,00	0,00
	Sous Total compte 23	**1 022 864,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 276 745,81**	**0,00**	**2 299 609,99**	**0,00**	**2 299 609,99**	**0,00**
2491	Mises en concession ou en affermage	0,00	0,00	0,00	19 999,96	0,00	0,00	0,00	19 999,96	0,00	19 999,96
	Sous Total compte 249	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**19 999,96**
	Sous Total compte 24	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**19 999,96**
2764	Créances particul et aut pers droit priv	229 175,22	0,00	19 999,96	0,00	0,00	33 202,15	249 175,18	33 202,15	215 973,03	0,00
	Sous Total compte 276	**229 175,22**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**0,00**	**33 202,15**	**249 175,18**	**33 202,15**	**215 973,03**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**229 175,22**	**0,00**	**19 999,96**	**0,00**	**0,00**	**33 202,15**	**249 175,18**	**33 202,15**	**215 973,03**	**0,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	12 795,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 795,86	0,00	12 795,86

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280	**0,00**	**12 795,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 795,86**	**0,00**	**12 795,86**
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	282,00	0,00	0,00	0,00	86 769,00	0,00	87 051,00	0,00	87 051,00
28154	Mat indust	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 117,00	0,00	7 117,00	0,00	7 117,00
28158	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657,00	0,00	657,00	0,00	657,00
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**282,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 543,00**	**0,00**	**94 825,00**	**0,00**	**94 825,00**
28172	Agenct amégat terr	0,00	188 912,30	0,00	0,00	0,00	7 842,68	0,00	196 754,98	0,00	196 754,98
28173	Constructions	0,00	9 354 605,49	0,00	0,00	0,00	362 000,44	0,00	9 716 605,93	0,00	9 716 605,93
28175	Instal mat outil techn	0,00	15 506 906,70	0,00	0,00	0,00	636 278,39	0,00	16 143 185,09	0,00	16 143 185,09
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	118 752,13	0,00	0,00	0,00	2 165,71	0,00	120 917,84	0,00	120 917,84
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**25 169 176,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 008 287,22**	**0,00**	**26 177 463,84**	**0,00**	**26 177 463,84**
28182	Mat de transport	0,00	1 791,00	0,00	0,00	0,00	1 791,00	0,00	3 582,00	0,00	3 582,00
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	4 721,57	0,00	0,00	0,00	2 898,25	0,00	7 619,82	0,00	7 619,82
28184	Mobilier	0,00	522,56	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	702,56	0,00	702,56
28188	Amort autres	0,00	1 241,20	0,00	0,00	0,00	1 643,00	0,00	2 884,20	0,00	2 884,20
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**8 276,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 512,25**	**0,00**	**14 788,58**	**0,00**	**14 788,58**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**25 177 734,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 109 342,47**	**0,00**	**26 287 077,42**	**0,00**	**26 287 077,42**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**25 190 530,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 109 342,47**	**0,00**	**26 299 873,28**	**0,00**	**26 299 873,28**
	Total classe 2	**67 179 467,81**	**25 190 530,81**	**19 999,96**	**19 999,96**	**1 463 403,42**	**1 158 236,42**	**68 662 871,19**	**26 368 767,19**	**68 613 977,24**	**26 319 873,24**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	366 781,07	366 980,99	0,00	0,00	366 781,07	366 980,99	0,00	199,92
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**366 781,07**	**366 980,99**	**0,00**	**0,00**	**366 781,07**	**366 980,99**	**0,00**	**199,92**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	1 692 066,07	1 734 511,95	0,00	0,00	1 692 066,07	1 734 511,95	0,00	42 445,88
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	0,00	0,00	2 182,74	0,00	0,00	0,00	2 182,74	0,00	2 182,74

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 182,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 182,74**	**0,00**	**2 182,74**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**1 692 066,07**	**1 736 694,69**	**0,00**	**0,00**	**1 692 066,07**	**1 736 694,69**	**0,00**	**44 628,62**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	22 008,34	22 008,34	18 827,52	0,00	0,00	22 008,34	40 835,86	0,00	18 827,52
	Sous Total compte 40	**0,00**	**22 008,34**	**2 080 855,48**	**2 122 503,20**	**0,00**	**0,00**	**2 080 855,48**	**2 144 511,54**	**0,00**	**63 656,06**
411	Clients	211 814,92	0,00	2 179 247,22	2 274 896,77	0,00	0,00	2 391 062,14	2 274 896,77	116 165,37	0,00
4161	Créances douteuses	2 875,00	0,00	4 380,55	4 380,55	0,00	0,00	7 255,55	4 380,55	2 875,00	0,00
	Sous Total compte 416	**2 875,00**	**0,00**	**4 380,55**	**4 380,55**	**0,00**	**0,00**	**7 255,55**	**4 380,55**	**2 875,00**	**0,00**
418	Clients - produits non encore facturés	745 416,08	0,00	543 544,86	745 416,08	0,00	0,00	1 288 960,94	745 416,08	543 544,86	0,00
	Sous Total compte 41	**960 106,00**	**0,00**	**2 727 172,63**	**3 024 693,40**	**0,00**	**0,00**	**3 687 278,63**	**3 024 693,40**	**662 585,23**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	580 603,56	580 603,56	0,00	0,00	580 603,56	580 603,56	0,00	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	0,00	0,00	47 043,25	47 043,25	0,00	0,00	47 043,25	47 043,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**627 646,81**	**627 646,81**	**0,00**	**0,00**	**627 646,81**	**627 646,81**	**0,00**	**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	119 609,00	119 609,00	0,00	0,00	119 609,00	119 609,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**119 609,00**	**119 609,00**	**0,00**	**0,00**	**119 609,00**	**119 609,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	286 437,80	279 363,49	0,00	0,00	286 437,80	279 363,49	7 074,31	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	192,17	0,00	35 775,02	35 741,70	0,00	0,00	35 967,19	35 741,70	225,49	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	52 411,00	0,00	301 821,00	353 371,00	0,00	0,00	354 232,00	353 371,00	861,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**52 603,17**	**0,00**	**624 033,82**	**668 476,19**	**0,00**	**0,00**	**676 636,99**	**668 476,19**	**8 160,80**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	812,48	481 302,60	480 490,12	0,00	0,00	481 302,60	481 302,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**812,48**	**481 302,60**	**480 490,12**	**0,00**	**0,00**	**481 302,60**	**481 302,60**	**0,00**	**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	0,00	0,00	92 647,00	92 647,00	0,00	0,00	92 647,00	92 647,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	0,00	0,00	363,79	0,00	0,00	0,00	363,79	0,00	363,79	0,00
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**93 010,79**	**92 647,00**	**0,00**	**0,00**	**93 010,79**	**92 647,00**	**363,79**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**52 603,17**	**812,48**	**1 317 956,21**	**1 361 222,31**	**0,00**	**0,00**	**1 370 559,38**	**1 362 034,79**	**8 524,59**	**0,00**
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	154 323,00	154 323,00	31 931,42	0,00	0,00	154 323,00	186 254,42	0,00	31 931,42
	Sous Total compte 448	**0,00**	**154 323,00**	**154 323,00**	**31 931,42**	**0,00**	**0,00**	**154 323,00**	**186 254,42**	**0,00**	**31 931,42**
	Sous Total compte 44	**52 603,17**	**155 135,48**	**2 099 926,02**	**2 020 800,54**	**0,00**	**0,00**	**2 152 529,19**	**2 175 936,02**	**0,00**	**23 406,83**
451004	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	4 764 769,15	0,00	3 465 069,06	3 012 475,19	0,00	0,00	8 229 838,21	3 012 475,19	5 217 363,02	0,00
	Sous Total compte 451	**4 764 769,15**	**0,00**	**3 465 069,06**	**3 012 475,19**	**0,00**	**0,00**	**8 229 838,21**	**3 012 475,19**	**5 217 363,02**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**4 764 769,15**	**0,00**	**3 465 069,06**	**3 012 475,19**	**0,00**	**0,00**	**8 229 838,21**	**3 012 475,19**	**5 217 363,02**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	1 785,69	3 014,96	1 229,27	0,00	0,00	3 014,96	3 014,96	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	42 463,01	42 463,01	0,00	0,00	42 463,01	42 463,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**42 463,01**	**42 463,01**	**0,00**	**0,00**	**42 463,01**	**42 463,01**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	152 260,05	0,00	1 282 921,76	1 353 884,92	0,00	0,00	1 435 181,81	1 353 884,92	81 296,89	0,00
	Sous Total compte 4672	**152 260,05**	**0,00**	**1 282 921,76**	**1 353 884,92**	**0,00**	**0,00**	**1 435 181,81**	**1 353 884,92**	**81 296,89**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**152 260,05**	**0,00**	**1 325 384,77**	**1 396 347,93**	**0,00**	**0,00**	**1 477 644,82**	**1 396 347,93**	**81 296,89**	**0,00**
4687	Divers - produits à recevoir	10 842,09	0,00	0,00	10 842,09	0,00	0,00	10 842,09	10 842,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 468	**10 842,09**	**0,00**	**0,00**	**10 842,09**	**0,00**	**0,00**	**10 842,09**	**10 842,09**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**163 102,14**	**1 785,69**	**1 328 399,73**	**1 408 419,29**	**0,00**	**0,00**	**1 491 501,87**	**1 410 204,98**	**81 296,89**	**0,00**
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	2 373 150,65	2 373 150,65	0,00	0,00	2 373 150,65	2 373 150,65	0,00	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	0,00	1 229,27	1 229,27	0,00	0,00	1 229,27	1 229,27	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	248,41	527 923,25	527 674,84	0,00	0,00	527 923,25	527 923,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**248,41**	**529 152,52**	**528 904,11**	**0,00**	**0,00**	**529 152,52**	**529 152,52**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**248,41**	**529 152,52**	**528 904,11**	**0,00**	**0,00**	**529 152,52**	**529 152,52**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	15 964,13	78 770,12	64 556,17	0,00	0,00	78 770,12	80 520,30	0,00	1 750,18
	Sous Total compte 471	**0,00**	**16 212,54**	**2 981 073,29**	**2 966 610,93**	**0,00**	**0,00**	**2 981 073,29**	**2 982 823,47**	**0,00**	**1 750,18**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	161 828,35	161 828,35	0,00	0,00	161 828,35	161 828,35	0,00	0,00
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	71,93	71,93	0,00	0,00	71,93	71,93	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	54 661,15	54 661,15	0,00	0,00	54 661,15	54 661,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**216 561,43**	**216 561,43**	**0,00**	**0,00**	**216 561,43**	**216 561,43**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	1,56	1,42	0,00	0,00	1,56	1,42	0,14	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**1,56**	**1,42**	**0,00**	**0,00**	**1,56**	**1,42**	**0,14**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**16 212,54**	**3 197 636,28**	**3 183 173,78**	**0,00**	**0,00**	**3 197 636,28**	**3 199 386,32**	**0,00**	**1 750,04**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	0,00	0,00	2 875,00	0,00	0,00	0,00	2 875,00	0,00	2 875,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 875,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 875,00**	**0,00**	**2 875,00**
	Total classe 4	**5 940 580,46**	**195 142,05**	**14 899 059,20**	**14 774 940,40**	**0,00**	**0,00**	**20 839 639,66**	**14 970 082,45**	**5 969 769,87**	**100 212,66**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	0,00	0,00	13 077,67	12 676,79	0,00	0,00	13 077,67	12 676,79	400,88	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**13 077,67**	**12 676,79**	**0,00**	**0,00**	**13 077,67**	**12 676,79**	**400,88**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**0,00**	**0,00**	**13 077,67**	**12 676,79**	**0,00**	**0,00**	**13 077,67**	**12 676,79**	**400,88**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 332 063,28	1 332 063,28	0,00	0,00	1 332 063,28	1 332 063,28	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	4 471,45	4 471,45	0,00	0,00	4 471,45	4 471,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**1 336 534,73**	**1 336 534,73**	**0,00**	**0,00**	**1 336 534,73**	**1 336 534,73**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**1 349 612,40**	**1 349 211,52**	**0,00**	**0,00**	**1 349 612,40**	**1 349 211,52**	**400,88**	**0,00**
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	892,73	0,00	892,73	0,00	892,73	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	827,35	0,00	827,35	0,00	827,35	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**	**1 720,08**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350,00	2 175,00	4 350,00	2 175,00	2 175,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	599,00	0,00	599,00	0,00	599,00	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**599,00**	**0,00**	**599,00**	**0,00**	**599,00**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	329,46	0,00	329,46	0,00	329,46	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**928,46**	**0,00**	**928,46**	**0,00**	**928,46**	**0,00**
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	5 889,23	0,00	5 889,23	0,00	5 889,23	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 889,23**	**0,00**	**5 889,23**	**0,00**	**5 889,23**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	61 605,99	12 117,00	61 605,99	12 117,00	49 488,99	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	11 925,20	0,00	11 925,20	0,00	11 925,20	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 698,88**	**14 292,00**	**84 698,88**	**14 292,00**	**70 406,88**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	469 000,00	0,00	469 000,00	0,00	469 000,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**469 000,00**	**0,00**	**469 000,00**	**0,00**	**469 000,00**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 716,34	7 716,34	7 716,34	7 716,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 716,34**	**7 716,34**	**7 716,34**	**7 716,34**	**0,00**	**0,00**
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	178,82	0,00	178,82	0,00	178,82	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**178,82**	**0,00**	**178,82**	**0,00**	**178,82**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	71,93	0,00	71,93	0,00	71,93	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	399 306,48	154 323,00	399 306,48	154 323,00	244 983,48	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**399 306,48**	**154 323,00**	**399 306,48**	**154 323,00**	**244 983,48**	**0,00**
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**399 306,48**	**154 323,00**	**399 306,48**	**154 323,00**	**244 983,48**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**876 273,57**	**162 039,34**	**876 273,57**	**162 039,34**	**714 234,23**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	42 559,80	0,00	42 559,80	0,00	42 559,80	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	27 702,92	24 293,43	27 702,92	24 293,43	3 409,49	0,00
661138	à d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	15 927,53	0,00	15 927,53	0,00	15 927,53	0,00
	Sous Total compte 66113	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 927,53**	**0,00**	**15 927,53**	**0,00**	**15 927,53**	**0,00**
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 190,25**	**24 293,43**	**86 190,25**	**24 293,43**	**61 896,82**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 190,25**	**24 293,43**	**86 190,25**	**24 293,43**	**61 896,82**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 190,25**	**24 293,43**	**86 190,25**	**24 293,43**	**61 896,82**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	1 109 342,47	0,00	1 109 342,47	0,00	1 109 342,47	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	2 875,00	0,00	2 875,00	0,00	2 875,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**	**1 112 217,47**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 161 100,25**	**200 624,77**	**2 161 100,25**	**200 624,77**	**1 960 475,48**	**0,00**
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	1 183 850,44	2 945 990,16	1 183 850,44	2 945 990,16	0,00	1 762 139,72
70613	Participation pour assainissement collec	0,00	0,00	0,00	0,00	46 850,37	289 621,44	46 850,37	289 621,44	0,00	242 771,07
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 230 700,81**	**3 235 611,60**	**1 230 700,81**	**3 235 611,60**	**0,00**	**2 004 910,79**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 230 700,81**	**3 235 611,60**	**1 230 700,81**	**3 235 611,60**	**0,00**	**2 004 910,79**
7084	Mise à dispo persel facturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 646,55	0,00	193 646,55	0,00	193 646,55
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**193 646,55**	**0,00**	**193 646,55**	**0,00**	**193 646,55**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 230 700,81**	**3 429 258,15**	**1 230 700,81**	**3 429 258,15**	**0,00**	**2 198 557,34**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 085,53	0,00	194 085,53	0,00	194 085,53
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 085,53**	**0,00**	**194 085,53**	**0,00**	**194 085,53**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 085,53**	**0,00**	**194 085,53**	**0,00**	**194 085,53**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 375,00	0,00	23 375,00	0,00	23 375,00
7621	Produits autres immob finan enc échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 980,79	0,00	16 980,79	0,00	16 980,79
	Sous Total compte 762	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 980,79**	**0,00**	**16 980,79**	**0,00**	**16 980,79**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 355,79**	**0,00**	**40 355,79**	**0,00**	**40 355,79**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 029,01	0,00	207 029,01	0,00	207 029,01
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 029,01**	**0,00**	**207 029,01**	**0,00**	**207 029,01**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 230 700,81**	**3 870 728,48**	**1 230 700,81**	**3 870 728,48**	**0,00**	**2 640 027,67**
	Total général	**77 767 253,48**	**77 767 253,48**	**18 267 351,08**	**18 058 610,15**	**5 203 566,24**	**5 412 307,17**	**101 238 170,80**	**101 238 170,80**	**81 398 857,69**	**81 398 857,69**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 682 068,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 682 068,37									
00603523619 (CA2022-01)	CREDIT AGRICOLE	28/07/2022	28/07/2022	18/11/2022	314 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,857	3,837		T	P	O	A-1
1340121-1352436 (CDC2019-06)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	7 610,59	V	LIVRETA	1,750	2,746		T	P	O	A-1
1340122-1352440 (CDC2019-02)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	591,51	V	LIVRETA	1,750	2,727		T	P	O	A-1
1340124-1352437 (CDC2019-05)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	38 053,93	V	LIVRETA	1,750	2,738		T	C	O	A-1
1340125-1352441 (CDC2019-01)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	9 758,35	V	LIVRETA	1,750	2,748		T	C	O	A-1
1340127-1352438 (CDC2019-04)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	58 285,81	V	LIVRETA	1,500	2,660		T	C	O	A-1
1340128-1352442 (CDC2019-03)	CAISSE DEPOT CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	13 494,37	V	LIVRETA	1,500	2,482		T	C	O	A-1
CP0353 (CA2019-01)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	131 366,75	F	FIXE	4,643	4,877		T	C	O	A-1
CP0354 (CA2019-02)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	129 412,99	F	FIXE	4,643	4,875		T	C	O	A-1
MON276589EUR (SFIL2024-01)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	16/11/2011	01/01/2024	01/12/2024	19 999,96	F	FIXE	5,180	5,502		A	C	O	A-1
MON529822EUR (SFIL2005-1)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	19/12/2005	01/01/2020	01/03/2020	959 494,11	F	FIXE	3,550	3,990		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério-dicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**254 877,68**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					254 877,68									
2008.188-A1008653 (CE2024-02)	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	24/12/2008	01/01/2024	25/07/2024	45 289,92	F	FIXE	2,610	3,107		A	C	O	A-1
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	14/12/2007	01/01/2024	01/01/2024	209 587,76	C	TAUX STRUCTURES	0,000	12,777		A	P	O	F-6
Total général					**1 936 946,05**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 073 663,05**					**118 841,42**	**42 986,93**	**0,00**	**21 363,32**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 073 663,05					118 841,42	42 986,93	0,00	21 363,32
00603523619 (CA2022-01)	N	0,00	A-1	260 389,01	11,63	V	MOYEURIBOR03M	3,626	17 483,02	9 866,32	0,00	975,41
1340121-1352436 (CDC2019-06)	N	0,00	A-1	4 973,95	9,00	V	LIVRETA	3,700	444,35	192,09	0,00	33,24
1340122-1352440 (CDC2019-02)	N	0,00	A-1	386,58	9,00	V	LIVRETA	3,700	34,54	14,93	0,00	2,58
1340124-1352437 (CDC2019-05)	N	0,00	A-1	24 003,13	10,00	V	LIVRETA	3,700	2 341,80	931,10	0,00	160,41
1340125-1352441 (CDC2019-01)	N	0,00	A-1	6 155,23	10,00	V	LIVRETA	3,700	600,52	238,78	0,00	41,13
1340127-1352438 (CDC2019-04)	N	0,00	A-1	36 764,92	10,00	V	LIVRETA	3,450	3 586,80	1 331,17	0,00	223,15
1340128-1352442 (CDC2019-03)	N	0,00	A-1	8 511,73	10,00	V	LIVRETA	3,450	830,44	308,19	0,00	51,66
CP0353 (CA2019-01)	N	0,00	A-1	32 841,69	1,94	F	FIXE	4,643	16 420,84	2 028,13	0,00	93,17
CP0354 (CA2019-02)	N	0,00	A-1	32 353,25	1,94	F	FIXE	4,643	16 176,62	1 997,98	0,00	91,79
MON276589EUR (SFIL2024-01)	N	0,00	A-1	6 666,62	0,92	F	FIXE	5,180	6 666,67	700,26	0,00	29,74
MON529822EUR (SFIL2005-1)	N	0,00	A-1	660 616,94	9,17	F	FIXE	3,550	54 255,82	25 377,98	0,00	19 661,04
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**202 639,73**					**26 535,48**	**15 927,53**	**0,00**	**18 348,92**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (10)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
1687 Autres dettes (total)		0,00		202 639,73					26 535,48	15 927,53	0,00	18 348,92
2008.188-A1008653 (CE2024-02)	N	0,00	A-1	27 205,12	2,57	F	FIXE	2,610	9 042,40	957,14	0,00	311,25
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	N	0,00	F-6	175 434,61	7,00	C	TAUX STRUCTURES	7,632	17 493,08	14 970,39	0,00	18 037,67
Total général		**0,00**		**1 276 302,78**					**145 376,90**	**58 914,46**	**0,00**	**39 712,24**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
MPH254657EUR/ASS (DEXIA2024-03	REMBOURSEMENT VILLE DE MOUANS SARTOUX	209 587,76	175 434,61	6	10,00		3.3	4.10+25*(1/USDCHF-1)	5 240,34		7,632	14 970,39	0,00	13,75
TOTAL (F)		**209 587,76**	**175 434,61**						**5 240,34**			**14 970,39**	**0,00**	**13,75**
TOTAL GENERAL		**209 587,76**	**175 434,61**						**5 240,34**			**14 970,39**	**0,00**	**13,75**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	12	0	0	0	0	
	% de l'encours	86,24	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 100 868,17	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						1
	% de l'encours						13,75
	Montant en euros						175 434,61

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2019-12-13
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	15	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2158-AUTRES INST MAT ET OUTIL TECH (M49)	15	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	0	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	0	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	0	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	0	13/12/2019
L	13118-SUBV RECU TRANSFERABLE (ETAT)	0	13/12/2019
L	1318-SUBV RECU TRANSFERABLE AUTRES	0	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	5	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200030857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-244 008,02**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**156 377,28**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-87 630,74**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**87 630,74**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-87 630,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**352 292,01**	**348 361,76**	**626 856,69**	**975 218,45**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**7 330 703,78**	**1 142 544,62**	**429 374,24**	**1 571 918,86**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**6 978 411,77**	**794 182,86**	**-197 482,45**	**596 700,41**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-244 008,02**			**-244 008,02**
Affectation au 106 (C)	**87 630,74**	**87 630,74**		**87 630,74**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-156 377,28**			**-156 377,28**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**440 323,13**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**352 292,01**	**I 348 361,76**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**145 263,00**	**141 332,75**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	118 734,00	114 797,27
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	26 529,00	26 535,48
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**207 029,01**	**207 029,01**
10	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*207 029,01*	*207 029,01*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 330 703,78**	**III 1 142 544,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**33 200,00**	**33 202,15**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2764	Créances sur personnes de droit privé	33 200,00	33 202,15
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**7 297 503,78**	**1 109 342,47**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28153	*Installations à caractère spécifique*	*86 769,00*	*86 769,00*
28154	*Matériel industriel*	*7 117,00*	*7 117,00*
28158	*Autres*	*657,00*	*657,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 842,68*	*7 842,68*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*362 000,44*	*362 000,44*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*636 278,39*	*636 278,39*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*2 165,71*	*2 165,71*
28182	*Matériel de transport*	*1 791,00*	*1 791,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 898,25*	*2 898,25*
28184	*Mobilier*	*180,00*	*180,00*
28188	*Autres*	*1 643,00*	*1 643,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*6 188 161,31*	*0,00*

AR Prefecture
006-200058083-20260604-DL12026_06d-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	168 508,32	0,00	0,00	0,00	0,00	168 508,32
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 276 284,01	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 284,01
A150	Autres immobilisations corporelles	2 919,29	0,00	0,00	0,00	0,00	2 919,29
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 447 711,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 447 711,62**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	168 508,32	0,00	0,00	0,00	168 508,32
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Immobilisations corporelles en cours	1 276 284,01	0,00	0,00	0,00	1 276 284,01
A150	Autres immobilisations corporelles	2 919,29	0,00	0,00	0,00	2 919,29
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 447 711,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 447 711,62**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
060-200067857-20260604-DEL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	168 508,32	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Immobilisations corporelles en cours	1 276 284,01	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	2 919,29	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 447 711,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	168 508,32	0,00	0,00	0,00	168 508,32
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 276 284,01	0,00	0,00	0,00	1 276 284,01
A150	Autres immobilisations corporelles	2 919,29	0,00	0,00	0,00	2 919,29
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 447 711,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 447 711,62**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_061-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Abderrahmane SETTA	du	19/01/2026	au	10/03/2026
M PIERRE YVES SIKLI	du	01/01/2025	au	18/01/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 13/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A GRASSE, le 13/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_062 : Budget annexe SPANC – Vote du compte financier unique 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_062
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget annexe SPANC – Vote du compte financier unique 2025	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le compte financier unique (CFU) 2025 du budget annexe SPANC de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.** **Le résultat cumulé de la section d'investissement est 11 341,21 € et – 639,78 € pour la section d'exploitation.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes relatifs à l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2025 de la CAPG ;

Vu le CFU 2025 annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération n° DL2026_057 du 21 mai 2026 portant élection du Président de séance du conseil communautaire consacrée à l'examen du CFU ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et du compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leur travail en amont de la production du CFU ;

Considérant l'application de l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Président quitte la séance pendant la mise au vote des comptes financiers uniques ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Budget annexe SPANC

		Investissement	Exploitation
Recettes	Titres émis	685,00 €	96 534,67 €
	Restes à réaliser		
Dépenses	Mandats émis	- €	70 388,82 €
	Restes à réaliser		
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	**685,00 €**	**26 145,85 €**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	10 656,21 €	- 26 785,63 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	**Excédent / Déficit (+/-)**	**11 341,21 €**	**- 639,78 €**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- €	

Résultat cumulé	**Excédent / Déficit**	**11 341,21 €**	**- 639,78 €**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le compte financier unique 2025 du budget annexe SPANC ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et Monsieur le Comptable Public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : CA DU PAYS DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20003985700061

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : SPANC (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.
(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 19
C2 - Recettes d'investissement 21
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

III - États financiers

A - Bilan 24
B - Compte de résultat 29

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 32

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 38

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 39
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 40
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 44
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 46
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 47
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 49
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 50
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 51
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 52
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 53
B4 - Etat des charges transférées 54
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 55
B6.1 - Etat des emprunts garantis 56
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 57
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 58
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 59
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 60
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 61
B8.4 - Etat des engagements reçus 62
B9.1 - Etat du personnel 63
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 65
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 66

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 67
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 68
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 69
C2.1 - Situation des autorisations de programme 70
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 71

IV - Annexes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 72

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 79
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 80
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 81
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 82
E - État des Contrôles du Compte Financier 83

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 84

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I = INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**685,00**	**166 500,00**	**167 185,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**685,00**	**96 534,67**	**97 219,67**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**11 341,21**	**139 714,37**	**151 055,58**
	Dépenses réalisées (1)	E	**0,00**	**70 388,82**	**70 388,82**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**685,00**	**26 145,85**	**26 830,85**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**10 656,21**	**-26 785,63**	**-16 129,42**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**11 341,21**	**-639,78**	**10 701,43**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**11 341,21**	**-639,78**	**10 701,43**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
REGIE SPANC Pays de Grasse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	10 656,21	0,00	685,00	0,00	11 341,21
Fonctionnement	-26 785,63	0,00	26 145,85	0,00	-639,78
Sous-Total	-16 129,42	0,00	26 830,85	0,00	10 701,43
TOTAL III	**-16 129,42**	**0,00**	**26 830,85**	**0,00**	**10 701,43**
TOTAL I + II + III	**-16 129,42**	**0,00**	**26 830,85**	**0,00**	**10 701,43**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

Catégorie de services (2)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) — E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	5,58
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	-26,79
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26,15
Autres immobilisations corporelles	2,61	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**2,61**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	8,37
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**2,61**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**13,31**
Créances	32,79	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	60,81	Fournisseurs (2)	2,91
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**93,60**	**Total des dettes à court terme**	**2,91**
Comptes de régularisation	**0,01**	**TOTAL DETTES**	**2,91**
		Comptes de régularisation	**80,00**
TOTAL ACTIF	**96,22**	**TOTAL PASSIF**	**96,22**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	0,00
Produits des services	96,47	103,11
Autres produits	0,07	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	96,53	103,11
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	67,67	119,01
Participations et interventions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et provisions	1,11	0,14
Autres charges	0,00	0,00
Charges courantes non financières	68,78	119,14
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**27,75**	**-16,04**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	0,47	0,00
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-0,47**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**27,28**	**-16,04**
Produits exceptionnels	0,00	0,00
Charges exceptionnelles	1,13	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-1,13**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**26,15**	**-16,04**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

AR Prefecture
006-200089897-20260521-DE2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Compléter par : chapitre ou article.
(2) Biffer la mention inutile ou indiquer « aucun » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	5 000,00	3 606,30	0,00	3 606,30	72,13	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	130 237,00	64 067,78	0,00	64 067,78	49,19	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**135 257,00**	**67 674,08**	**0,00**	**67 674,08**	**50,03**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	848,37	471,86	0,00	471,86	55,62	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	2 500,00	1 133,88	0,00	1 133,88	45,36	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	424,00	424,00	0,00	424,00	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**139 029,37**	**69 703,82**	**0,00**	**69 703,82**	***50,14***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*685,00*	*685,00*	*0,00*	*685,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***685,00***	***685,00***	***0,00***	***685,00***	***100,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**139 714,37**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**	**50,38**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**26 785,63**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**166 500,00**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	166 500,00	89 095,78	7 370,22	96 466,00	57,94	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	68,67	0,00	68,67	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**166 500,00**	**89 164,45**	**7 370,22**	**96 534,67**	**57,98**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**166 500,00**	**89 164,45**	**7 370,22**	**96 534,67**	**57,98**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**166 500,00**	**89 164,45**	**7 370,22**	**96 534,67**	**57,98**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**166 500,00**	**89 164,45**	**7 370,22**	**96 534,67**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DI2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	11 341,21	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**11 341,21**	**0,00**		**0,00**

AR Prefecture
006-200089857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*685,00*	*685,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***685,00***	***685,00***	***100,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**685,00**	**685,00**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**10 656,21**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**11 341,21**	**685,00**		**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'exploitation - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6156	Maintenance	0,00	3 512,28	0,00	3 512,28	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	94,02	0,00	94,02	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	5 000,00	3 606,30	0,00	3 606,30	1 393,70
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	64 067,78	0,00	64 067,78	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	130 237,00	64 067,78	0,00	64 067,78	66 169,22
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	20,00	0,00	0,00	0,00	20,00
Total des dépenses de gestion courante		**135 257,00**	**67 674,08**	**0,00**	**67 674,08**	**67 582,92**
6615	Intérêts des comptes courants et des dépots créditeurs	0,00	471,86	0,00	471,86	0,00
total chapitre 66	Charges financières	848,37	471,86	0,00	471,86	376,51
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	1 133,88	0,00	1 133,88	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	2 500,00	1 133,88	0,00	1 133,88	1 366,12
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	424,00	0,00	424,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	424,00	424,00	0,00	424,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**139 029,37**	**69 703,82**	**0,00**	**69 703,82**	**69 325,55**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*685,00*	*0,00*	*685,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*685,00*	*685,00*	*0,00*	*685,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***685,00***	***685,00***	***0,00***	***685,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**139 714,37**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**	**69 325,55**
002 Résultat d'exploitation reporté		**26 785,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**166 500,00**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**	**96 111,18**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'exploitation - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	0,00	48 311,65	11 289,78	37 021,87	0,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	0,00	60 141,52	697,39	59 444,13	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	166 500,00	108 453,17	11 987,17	96 466,00	70 034,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	68,67	0,00	68,67	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	68,67	0,00	68,67	-68,67
Total des recettes de gestion courante		**166 500,00**	**108 521,84**	**11 987,17**	**96 534,67**	**69 965,33**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**166 500,00**	**108 521,84**	**11 987,17**	**96 534,67**	**69 965,33**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**166 500,00**	**108 521,84**	**11 987,17**	**96 534,67**	**69 965,33**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**166 500,00**	**108 521,84**	**11 987,17**	**96 534,67**	**69 965,33**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	11 341,21	0,00	0,00	0,00	11 341,21
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 341,21**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 341,21**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**11 341,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 341,21**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		11 341,21	0,00	0,00	0,00	11 341,21

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*549,00*	*0,00*	*549,00*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*136,00*	*0,00*	*136,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*685,00*	*685,00*	*0,00*	*685,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***685,00***	***685,00***	***0,00***	***685,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**685,00**	**685,00**	**0,00**	**685,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		10 656,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		11 341,21	685,00	0,00	685,00	10 656,21

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	27 386,00	27 386,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 998,11	1 389,32	2 608,79	3 293,79
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 961,55	3 961,55	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**35 345,66**	**32 736,87**	**2 608,79**	**3 293,79**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	32 007,07	424,00	31 583,07	51 646,02
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	14,24	0,00	14,24	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	1 188,27	0,00	1 188,27	3 199,66
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**60 814,86**	**0,00**	**60 814,86**	**45 639,32**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**94 024,44**	**424,00**	**93 600,44**	**100 485,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	10,65	0,00	10,65	9,54
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**10,65**	**0,00**	**10,65**	**9,54**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**129 380,75**	**33 160,87**	**96 219,88**	**103 788,33**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	8 370,00	8 370,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	5 580,00	5 580,00
Report à nouveau (1)	-26 785,63	-10 746,78
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26 145,85	-16 038,85
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**13 310,22**	**-12 835,63**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	2 908,92	633,11
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	114 753,69
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	0,74	290,97
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**2 909,66**	**115 677,77**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	80 000,00	946,19
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**80 000,00**	**946,19**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**96 219,88**	**103 788,33**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*59 444,13*	*55 224,11*
Divers	*37 021,87*	*47 881,72*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	68,67	0,00
TOTAL I	**96 534,67**	**103 105,83**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	67 674,08	119 008,68
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*0,00*	*0,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*685,00*	*136,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*424,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL II	**68 783,08**	**119 144,68**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**27 751,59**	**-16 038,85**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	471,86	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**471,86**	**0,00**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-471,86**	**0,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**27 279,73**	**-16 038,85**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**0,00**	**0,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*1 133,88*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**1 133,88**	**0,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-1 133,88**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**96 534,67**	**103 105,83**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**70 388,82**	**119 144,68**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**26 145,85**	**-16 038,85**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	8 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 370,00	0,00	8 370,00
	Sous Total compte 102	**0,00**	**8 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 370,00**	**0,00**	**8 370,00**
1068	Autres réserves	0,00	5 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,00	0,00	5 580,00
	Sous Total compte 106	**0,00**	**5 580,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 580,00**	**0,00**	**5 580,00**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**13 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 950,00**	**0,00**	**13 950,00**
119	Report à nouveau solde débiteur	10 746,78	0,00	16 038,85	0,00	0,00	0,00	26 785,63	0,00	26 785,63	0,00
	Sous Total compte 11	**10 746,78**	**0,00**	**16 038,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 785,63**	**0,00**	**26 785,63**	**0,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	16 038,85	0,00	0,00	16 038,85	0,00	0,00	16 038,85	16 038,85	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**16 038,85**	**0,00**	**0,00**	**16 038,85**	**0,00**	**0,00**	**16 038,85**	**16 038,85**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 1	**26 785,63**	**13 950,00**	**16 038,85**	**16 038,85**	**0,00**	**0,00**	**42 824,48**	**29 988,85**	**26 785,63**	**13 950,00**
2051	Concessions et droits assimilés	27 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 386,00	0,00	27 386,00	0,00
	Sous Total compte 205	**27 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**27 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**
21783	Mat bureau mat informatique	1 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 920,00	0,00	1 920,00	0,00
21784	Mobilier	1 670,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 670,31	0,00	1 670,31	0,00
21788	Autres	371,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371,24	0,00	371,24	0,00
	Sous Total compte 2178	**3 961,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**3 961,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**
2183	Mat bureau mat informatique	3 020,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 020,69	0,00	3 020,69	0,00
2184	Mobilier	295,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,82	0,00	295,82	0,00
2188	Autres	681,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	681,60	0,00	681,60	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 218	**3 998,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 998,11**	**0,00**	**3 998,11**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**7 959,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 959,66**	**0,00**	**7 959,66**	**0,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	27 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 386,00	0,00	27 386,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 386,00**	**0,00**	**27 386,00**
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 961,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 961,55	0,00	3 961,55
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 961,55**	**0,00**	**3 961,55**
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	272,50	0,00	0,00	0,00	549,00	0,00	821,50	0,00	821,50
28184	Mobilier	0,00	295,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,82	0,00	295,82
28188	Amort autres	0,00	136,00	0,00	0,00	0,00	136,00	0,00	272,00	0,00	272,00
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**704,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685,00**	**0,00**	**1 389,32**	**0,00**	**1 389,32**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**4 665,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685,00**	**0,00**	**5 350,87**	**0,00**	**5 350,87**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**32 051,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685,00**	**0,00**	**32 736,87**	**0,00**	**32 736,87**
	Total classe 2	**35 345,66**	**32 051,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685,00**	**35 345,66**	**32 736,87**	**35 345,66**	**32 736,87**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	4 214,73	4 214,73	0,00	0,00	4 214,73	4 214,73	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**4 214,73**	**4 214,73**	**0,00**	**0,00**	**4 214,73**	**4 214,73**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**4 214,73**	**4 214,73**	**0,00**	**0,00**	**4 214,73**	**4 214,73**	**0,00**	**0,00**
411	Clients	39 932,90	0,00	99 402,51	118 109,49	0,00	0,00	139 335,41	118 109,49	21 225,92	0,00
4161	Créances douteuses	423,34	0,00	6 314,85	3 327,26	0,00	0,00	6 738,19	3 327,26	3 410,93	0,00
	Sous Total compte 416	**423,34**	**0,00**	**6 314,85**	**3 327,26**	**0,00**	**0,00**	**6 738,19**	**3 327,26**	**3 410,93**	**0,00**
418	Clients - produits non encore facturés	11 289,78	0,00	7 370,22	11 289,78	0,00	0,00	18 660,00	11 289,78	7 370,22	0,00
	Sous Total compte 41	**51 646,02**	**0,00**	**113 087,58**	**132 726,53**	**0,00**	**0,00**	**164 733,60**	**132 726,53**	**32 007,07**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	114 753,69	178 821,47	64 067,78	0,00	0,00	178 821,47	178 821,47	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443	**0,00**	**114 753,69**	**178 821,47**	**64 067,78**	**0,00**	**0,00**	**178 821,47**	**178 821,47**	**0,00**	**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	359,00	11 057,00	11 552,00	0,00	0,00	11 057,00	11 911,00	0,00	854,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**359,00**	**11 057,00**	**11 552,00**	**0,00**	**0,00**	**11 057,00**	**11 911,00**	**0,00**	**854,00**
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	817,12	802,88	0,00	0,00	817,12	802,88	14,24	0,00
	Sous Total compte 4456	**0,00**	**0,00**	**817,12**	**802,88**	**0,00**	**0,00**	**817,12**	**802,88**	**14,24**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	274,11	12 425,04	14 205,85	0,00	0,00	12 425,04	14 479,96	0,00	2 054,92
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**274,11**	**12 425,04**	**14 205,85**	**0,00**	**0,00**	**12 425,04**	**14 479,96**	**0,00**	**2 054,92**
	Sous Total compte 445	**0,00**	**633,11**	**24 299,16**	**26 560,73**	**0,00**	**0,00**	**24 299,16**	**27 193,84**	**0,00**	**2 894,68**
	Sous Total compte 44	**0,00**	**115 386,80**	**203 120,63**	**90 628,51**	**0,00**	**0,00**	**203 120,63**	**206 015,31**	**0,00**	**2 894,68**
466	Excédt de verSEMent	0,00	290,97	1 649,93	1 359,70	0,00	0,00	1 649,93	1 650,67	0,00	0,74
46721	Débiteurs divers - amiable	3 199,66	0,00	15 883,49	17 894,88	0,00	0,00	19 083,15	17 894,88	1 188,27	0,00
	Sous Total compte 4672	**3 199,66**	**0,00**	**15 883,49**	**17 894,88**	**0,00**	**0,00**	**19 083,15**	**17 894,88**	**1 188,27**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**3 199,66**	**0,00**	**15 883,49**	**17 894,88**	**0,00**	**0,00**	**19 083,15**	**17 894,88**	**1 188,27**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**3 199,66**	**290,97**	**17 533,42**	**19 254,58**	**0,00**	**0,00**	**20 733,08**	**19 545,55**	**1 187,53**	**0,00**
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	37 263,95	37 263,95	0,00	0,00	37 263,95	37 263,95	0,00	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	313,69	1 649,64	1 335,95	0,00	0,00	1 649,64	1 649,64	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	154,00	154,00	0,00	0,00	0,00	154,00	154,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**467,69**	**1 803,64**	**1 335,95**	**0,00**	**0,00**	**1 803,64**	**1 803,64**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**467,69**	**1 803,64**	**1 335,95**	**0,00**	**0,00**	**1 803,64**	**1 803,64**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	478,50	478,50	80 000,00	0,00	0,00	478,50	80 478,50	0,00	80 000,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**946,19**	**39 546,09**	**118 599,90**	**0,00**	**0,00**	**39 546,09**	**119 546,09**	**0,00**	**80 000,00**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	471,86	471,86	0,00	0,00	471,86	471,86	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	94,02	94,02	0,00	0,00	94,02	94,02	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	543,50	543,50	0,00	0,00	543,50	543,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**1 109,38**	**1 109,38**	**0,00**	**0,00**	**1 109,38**	**1 109,38**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	9,54	0,00	2,02	0,91	0,00	0,00	11,56	0,91	10,65	0,00
	Sous Total compte 478	**9,54**	**0,00**	**2,02**	**0,91**	**0,00**	**0,00**	**11,56**	**0,91**	**10,65**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**9,54**	**946,19**	**40 657,49**	**119 710,19**	**0,00**	**0,00**	**40 667,03**	**120 656,38**	**0,00**	**79 989,35**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	0,00	0,00	424,00	0,00	0,00	0,00	424,00	0,00	424,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**424,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**424,00**	**0,00**	**424,00**
	Total classe 4	**54 855,22**	**116 623,96**	**378 613,85**	**366 958,54**	**0,00**	**0,00**	**433 469,07**	**483 582,50**	**33 220,23**	**83 333,66**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent	0,00	0,00	20 175,37	20 175,37	0,00	0,00	20 175,37	20 175,37	0,00	0,00
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	0,00	0,00	1 951,69	1 951,69	0,00	0,00	1 951,69	1 951,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**0,00**	**0,00**	**22 127,06**	**22 127,06**	**0,00**	**0,00**	**22 127,06**	**22 127,06**	**0,00**	**0,00**
515	Compte au trésor	45 639,32	0,00	281 959,38	266 783,84	0,00	0,00	327 598,70	266 783,84	60 814,86	0,00
51921	Avances coll rattach régies non person	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 5192	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
51931	Lignes de crédit de trésorerie	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 5193	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 519	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**45 639,32**	**0,00**	**454 086,44**	**438 910,90**	**0,00**	**0,00**	**499 725,76**	**438 910,90**	**60 814,86**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	685,00	685,00	0,00	0,00	685,00	685,00	0,00	0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	0,00	0,00	23 467,25	23 467,25	0,00	0,00	23 467,25	23 467,25	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	80 068,67	80 068,67	0,00	0,00	80 068,67	80 068,67	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**104 220,92**	**104 220,92**	**0,00**	**0,00**	**104 220,92**	**104 220,92**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**45 639,32**	**0,00**	**558 307,36**	**543 131,82**	**0,00**	**0,00**	**603 946,68**	**543 131,82**	**60 814,86**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	3 512,28	0,00	3 512,28	0,00	3 512,28	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**	**3 512,28**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	64 067,78	0,00	64 067,78	0,00	64 067,78	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 067,78**	**0,00**	**64 067,78**	**0,00**	**64 067,78**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	94,02	0,00	94,02	0,00	94,02	0,00
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 161,80**	**0,00**	**64 161,80**	**0,00**	**64 161,80**	**0,00**
6615	Intérêts comptes courants dépôts crédit	0,00	0,00	0,00	0,00	471,86	0,00	471,86	0,00	471,86	0,00
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**471,86**	**0,00**	**471,86**	**0,00**	**471,86**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**471,86**	**0,00**	**471,86**	**0,00**	**471,86**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 133,88	0,00	1 133,88	0,00	1 133,88	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 133,88**	**0,00**	**1 133,88**	**0,00**	**1 133,88**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	685,00	0,00	685,00	0,00	685,00	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	424,00	0,00	424,00	0,00	424,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**	**1 109,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**	**0,00**	**70 388,82**	**0,00**
70128	Autres taxes et redevances	0,00	0,00	0,00	0,00	11 289,78	48 311,65	11 289,78	48 311,65	0,00	37 021,87
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 289,78**	**48 311,65**	**11 289,78**	**48 311,65**	**0,00**	**37 021,87**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 289,78**	**48 311,65**	**11 289,78**	**48 311,65**	**0,00**	**37 021,87**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	697,39	60 141,52	697,39	60 141,52	0,00	59 444,13
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**697,39**	**60 141,52**	**697,39**	**60 141,52**	**0,00**	**59 444,13**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 987,17**	**108 453,17**	**11 987,17**	**108 453,17**	**0,00**	**96 466,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68,67	0,00	68,67	0,00	68,67
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68,67**	**0,00**	**68,67**	**0,00**	**68,67**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68,67**	**0,00**	**68,67**	**0,00**	**68,67**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 987,17**	**108 521,84**	**11 987,17**	**108 521,84**	**0,00**	**96 534,67**
	Total général	**162 625,83**	**162 625,83**	**952 960,06**	**926 129,21**	**82 375,99**	**109 206,84**	**1 197 961,88**	**1 197 961,88**	**226 555,20**	**226 555,20**

IV – ANNEXES

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

IV

A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

AR Prefecture
006-200039857-20260221-BUDGET_2026_1_DEF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes à l'origine du contrat															
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Péri-odicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Couverture ? O/N (10)**	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 31/12/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 6611 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1)

IV

B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2019-12-13
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200030857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES — B4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1)	B5

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES EMPRUNTS GARANTIS

B6.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX EMPRUNTS GARANTIS — B6.2

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-1 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_063_1_BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL — B8.1

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS — B8.3

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » est remplie si l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués que sur appel de la garantie.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_0062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS — B8.4

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL — B9.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	B9.2

(1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**10 656,21**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**10 656,21**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**10 656,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**10 656,21**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**685,00**	**685,00**	**0,00**	**685,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**685,00**	**685,00**	**0,00**	**685,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**10 656,21**			**10 656,21**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**10 656,21**			**10 656,21**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**11 341,21**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**685,00**	**III 685,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**685,00**	**685,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*549,00*	*549,00*
28188	*Autres*	*136,00*	*136,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200066587-20260604-DEL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
060-200066857-20260604-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

	Type de dépense	Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AR Prefecture
000-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_062_1-BF
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES — V

ARRETE ET SIGNATURES — A

Date d'édition : 04/03/2026

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Abderrahmane SETTA	du	19/01/2026	au	04/03/2026
M PIERRE YVES SIKLI	du	01/01/2025	au	18/01/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques — **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 05/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale — **A GRASSE, le 06/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_063-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_063 : Budget principal - Affectation des résultats 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_063-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_063
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Budget principal - Affectation des résultats 2025

SYNTHESE

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du conseil communautaire, l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2025 conformément à la présentation du Compte Financier Unique de 2025.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° DL2026_058 du 21 mai 2026 du conseil communautaire portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget principal ;

Considérant l'excédent de fonctionnement cumulé de clôture 2024 de **12 548 345,81 €** ;

Considérant le besoin de financement cumulé de la section d'investissement de **4 006 379,62 €** ;

Considérant les résultats 2025 présentés ci-dessous ;

	BUDGET PRINCIPAL
1 - Résultat d'exploitation	
A - résultat de l'exercice 2025	3 622 350,40 €
B - résultat antérieur reporté de 2024	8 925 995,41 €
C = résultat à affecter (A + B)	**12 548 345,81 €**
2- Résultat d'investissement	
D - Solde d'exécution 2025	- 3 338 736,66 €
E - Résultats antérieurs reportés	- 7 788 759,47 €
F - Solde des restes à réaliser 2025	7 121 116,51 €
Déficit **de la section d'invest (D+E+F)**	**- 4 006 379,62 €**
Affectation des résultats 2025	
Affectation en réserves R1068 en investissement	**4 006 379,62 €**
Report en exploitation R002	**8 541 966,19 €**

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_063-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AFFECTER** l'excédent de fonctionnement soit **12 548 345,81** € de la manière suivante :
  - **4 006 379,62 €** en réserves (R1068) de la section d'investissement pour couvrir le besoin de financement cumulé de la section d'investissement après prise en compte des reports ;
  - **8 541 966,19** € en report à nouveau (R002) en section de fonctionnement.
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_063-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_064-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_064 : Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Affectation des résultats 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_064-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_064
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages - Affectation des résultats 2025

SYNTHESE

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du conseil communautaire, l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2025 conformément à la présentation du Compte Financier Unique de 2025.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° DL2026_059 du 21 mai 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Sillages ;

Considérant l'excédent d'exploitation cumulé de clôture 2025 de **1 651 030,73 €** ;

Considérant le besoin de financement cumulé de la section d'investissement de **1 089 102,47 €** ;

Considérant les résultats 2025 présentés ci-dessous ;

	BUDGET SILLAGES
1 - Résultat d'exploitation	
A - résultat de l'exercice 2025	921 960,57 €
B - résultat antérieur reporté de 2024	729 070,16 €
C = résultat à affecter (A + B)	**1 651 030,73 €**
2- Résultat d'investissement	
D - Solde d'exécution 2025	- 1 379 349,66 €
E - Résultats antérieurs reportés	290 247,19 €
F - Solde des restes à réaliser 2025	- €
Déficit **de la section d'invest (D+E+F)**	**-1 089 102,47 €**
Affectation des résultats 2025	
Affectation en réserves R1068 en investissement	1 089 102,47 €
Report en exploitation R002	561 928,26 €

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_064-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'AFFECTER** l'excédent d'exploitation soit **1 651 030,73** € de la manière suivante :
  - **1 089 102,47 €** en réserves (R1068) de la section d'investissement pour couvrir le besoin de financement cumulé de la section d'investissement après prise en compte des reports ;
  - **561 928,26 €** en report à nouveau (R002) en section d'exploitation.

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_064-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_065-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_065 : Budget annexe Eau potable - Affectation des résultats 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_065-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_065
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget annexe Eau potable - Affectation des résultats 2025	
SYNTHESE La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du conseil communautaire, l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2025 conformément à la présentation du Compte Financier Unique de 2025.	

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° DL2026_060 du 21 mai 2026 du conseil communautaire portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Eau potable ;

Considérant l'excédent d'exploitation cumulé de clôture 2025 de **3 565 657,36 €** ;

Considérant le besoin de financement de la section d'investissement de **792 673,66 €** ;

Considérant les résultats 2025 présentés ci-dessous ;

	BUDGET EAU POTABLE
1 - Résultat d'exploitation	
A - résultat de l'exercice 2025	1 277 661,33 €
B - résultat antérieur reporté de 2024	2 287 996,03 €
C = résultat à affecter (A + B)	**3 565 657,36 €**
2- Résultat d'investissement	
D - Solde d'exécution 2025	- 2 050 606,96 €
E - Résultats antérieurs reportés	523 709,25 €
F - Solde des restes à réaliser 2025	734 224,05 €
Déficit **de la section d'invest (D+E+F)**	**- 792 673,66 €**
Affectation des résultats 2025	
Affectation en réserves R1068 en investissement	792 673,66 €
Report en exploitation R002	2 772 983,70 €

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_065-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'AFFECTER** l'excédent d'exploitation soit **3 565 657,36 €** de la manière suivante :
  - **792 673,66 €** en réserves (R1068) de la section d'investissement pour couvrir le besoin de financement cumulé de la section d'investissement après prise en compte des reports ;
  - **2 772 983,70 €** en report à nouveau (R002) en section d'exploitation.

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_065-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_066-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_066 : Budget annexe Assainissement - Affectation des résultats 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_066-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_066
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Budget annexe Assainissement - Affectation des résultats 2025

SYNTHESE

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du conseil communautaire, l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2025 conformément à la présentation du Compte Financier Unique de 2025.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° DL2026_061 du 21 mai 2026 du conseil communautaire portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe assainissement ;

Considérant l'excédent d'exploitation cumulé de clôture 2025 de **6 557 074,45 €** ;

Considérant le besoin de financement cumulé de la section d'investissement de **912 301,73 €** ;

Considérant les résultats 2025 présentés ci-dessous ;

	BUDGET ASSAINISSEMENT
1 - Résultat d'exploitation	
A - résultat de l'exercice 2025	679 552,19 €
B - résultat antérieur reporté de 2024	5 877 522,26 €
C = résultat à affecter (A + B)	**6 557 074,45 €**
2- Résultat d'investissement	
D - Solde d'exécution 2025	- 470 811,26 €
E - Résultats antérieurs reportés	- 244 008,02 €
F - Solde des restes à réaliser 2025	- 197 482,45 €
Déficit **de la section d'invest (D+E+F)**	**- 912 301,73 €**
Affectation des résultats 2025	
Affectation en réserves R1068 en investissement	912 301,73 €
Report en exploitation R002	5 644 772,72 €

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_066-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'AFFECTER** l'excédent d'exploitation soit **6 557 074,45** € de la manière suivante :
  - **912 301,73 €** en réserves (R1068) de la section d'investissement pour couvrir le besoin de financement cumulé de la section d'investissement après prise en compte des reports ;
  - **5 644 772,72** € en report à nouveau (R002) en section d'exploitation.

- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_066-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_067-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_067 : Budget annexe SPANC - Affectation des résultats 2025

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_067-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_067
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	
FINANCES	
Budget annexe SPANC - Affectation des résultats 2025	
SYNTHESE La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du conseil communautaire, l'affectation des résultats de l'exercice budgétaire 2025 conformément à la présentation du Compte Financier Unique de 2025.	

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° DL2026_062 du 21 mai 2026 du conseil communautaire portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe SPANC ;

Considérant le déficit d'exploitation cumulé de clôture 2025 de **639,78 €** ;

Considérant l'excédent cumulé de la section d'investissement de **11 341,21 €** ;

Considérant les résultats 2025 présentés ci-dessous ;

	BUDGET SPANC
1 - Résultat d'exploitation	
A - résultat de l'exercice 2025	26 145,85 €
B - résultat antérieur reporté de 2024	-26 785,63 €
C = résultat à affecter (A + B)	**- 639,78 €**
2- Résultat d'investissement	
D - Solde d'exécution 2025	685,00 €
E - Résultats antérieurs reportés	10 656,21 €
F - Solde des restes à réaliser 2025	- €
Déficit **de la section d'invest (D+E+F)**	11 341,21 €
Affectation des résultats 2025	
Affectation en réserves R1068 en investissement	- €
Report en exploitation D002	- 639,78 €

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_067-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'INSCRIRE** en report à nouveau en dépenses d'exploitation (D002) le montant de **639,78 €** ;
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à Monsieur le Comptable public de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_067-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_068 : Avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition de biens meubles et immeubles de la CAPG au Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED) pour l'exercice de la compétence « traitement des déchets »

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_068
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition de biens meubles et immeubles de la CAPG au Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED) pour l'exercice de la compétence « traitement des déchets »

SYNTHESE

Le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est appelé à se prononcer sur la proposition relative à l'avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition de biens meubles et immeubles au Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED). Cette décision vise à actualiser les conditions de mise à disposition des biens nécessaires à la compétence « traitement des déchets », en procédant notamment à la cession gratuite de matériels obsolètes et sans valeur comptable (ordinateurs, compacteurs, mobilier, etc.).

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-18, L. 5211-61, L. 5721-6-1, et L. 1321-1 à L. 1321-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2014 portant adhésion de la CAPG au SMED pour la compétence « traitement des déchets des ménages et assimilés » ;

Vu la délibération n° DL2022_166 du 22 septembre 2022 approuvant les statuts modifiés du SMED ;

Vu la délibération 20141219_428 du 19 décembre 2014 relative au transfert de l'actif du Syndicat Mixte d'élimination des déchets ménagers du Moyen Pays des Alpes-Maritimes ;

Vu le procès-verbal de mise à disposition en date du 07 avril 2015 par lequel la CAPG a mis à disposition du SMED les biens nécessaires à l'exercice de la compétence « traitement des déchets » ;

Vu la demande formulée par le SMED sollicitant un avenant à ce procès-verbal pour la cession gratuite de biens obsolètes et non fonctionnels ;

Considérant que l'article L. 5721-6-1 du CGCT prévoit que le transfert de compétence emporte de plein droit mise à disposition des biens nécessaires à son exercice ;

Considérant que l'avenant n°1 au procès-verbal initial a pour objet la cession gratuite de biens meubles devenues obsolètes et ayant une valeur nette comptable égale à zéro (ordinateurs, compacteurs, mobilier…) ;

Considérant que cette mise à jour est nécessaire ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles de la CAPG au SMED, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer ledit avenant ainsi que tous les actes ou documents y afférents ;

- **DE CHARGER** Monsieur le Président de notifier la présente délibération au Président du SMED et à la Préfecture des Alpes-Maritimes pour exécution.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AVENANT N°1

AU PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES DANS LE CADRE DE LA COMPETENCE TRAITEMENT AU PROFIT DU SMED

Vu la délibération 20141219_428 du 19 décembre 2014 relative au transfert de l'actif du Syndicat Mixte d'élimination des déchets ménagers du moyen pays des Alpes-Maritimes ;

Vu le procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles dans le cadre de la compétence traitement au profit du SMED

Entre **La Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse**, représentée par son Président, Jérôme VIAUD dûment habilité(e) par délibération du conseil communautaire en date du 21 mai 2026,

Et **Le Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets [SMED]**, représenté par son Président, [Nom du Président], dûment habilité(e) par délibération du comité syndical en date du

Objet : Cession gratuite des biens devenus obsolètes ou non fonctionnels dans le cadre du transfert de la compétence élimination et valorisation des déchets.

Article 1 – Liste des biens cédés

Les parties constatent la cession gratuite des biens suivants, devenus inutilisables pour l'exercice de la compétence transférée :

Budget	N_inventaire	Code_du_bien	Désignation des biens	Valeur_initiale	Date_d_entrée dans l'actif du SMED	Objet de la sortie	VNC
01 - BUDGET	09AUR009	09AUR009	COMPACTEUR PACKMAT	80 340,00 €	01/02/2014	Vente pour pièces	0,00 €
01 - BUDGET	09CEZ001	09CEZ001	COMPACTEUR PACKMAT	78 000,00 €	01/02/2014	Vente pour pièces	0,00 €
01 - BUDGET	10SIV002	10SIV002B	PC INTEL	500,69 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	10SIV020	10SIV020	MAC MINI	629,08 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	11AUR004	11AUR004	POSTE INFO	669,39 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	11PEG001	11PEG001	COMPACTEUR PACKMAT	85 490,00 €	01/02/2014	Vente pour pièces	0,00 €
01 - BUDGET	11SIV004	11SIV004	MAC BOOK	1 138,79 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	11SIV008	11SIV008	FAX DRH	178,09 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	11SIV014	11SIV014	MAC BOOK	924,47 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	12SIV003	12SIV003	MAC BOOK	924,51 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	13GRA003	13GRA003	ONDULEUR	1 130,00 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	13PEY001	13PEY001	MAC MINI	518,46 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	13PEY002	13PEY002	ROLLPACKER	92 756,65 €	01/02/2014	Vente pour pièces	0,00 €
01 - BUDGET	13SIV001	13SIV001	IMPRIMANTE	341,97 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	40037	40037	CH DACTYLO	186,33 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	40039	40039	FAUTEUIL	680,00 €	01/02/2014	HS	0,00 €
01 - BUDGET	40045	40045	BUREAUX	787,82 €	01/02/2014	HS	0,00 €
			TOTAL	**345 196,25 €**			0,00 €

L'ensemble de ces biens ont une valeur nette comptable égale à 0.00 €

Article 2 – Modalités de la cession

1. **Cession à titre gratuit** : Les biens listés ci-dessus sont cédés sans contrepartie financière, leur valeur nette comptable étant nulle.
2. **Transfert de propriété** : La Communauté d'Agglomération transfère la pleine propriété des biens au SMED, qui en devient le propriétaire exclusif et fera son affaire de leur élimination (revente pour pièces ou destruction).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_068-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 3 – Obligations des parties

- **SMED** :
    - Assumer les frais d'élimination, de revente des biens devenus obsolètes ou de mise en sécurité si nécessaire.
    - Notifier la cession aux tiers concernés (ex. : assureurs, prestataires).

Article 4 – Effets juridiques

- La cession prend effet à la date de signature du présent procès-verbal.
- Le SMED est substitué à la Communauté d'Agglomération dans tous les droits et obligations relatifs aux biens cédés (contrats, assurances, etc.)

Article 5 – Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent procès-verbal sera soumis au Tribunal Administratif compétent.

Fait à Grasse , le

Pour la Communauté d'Agglomération : [Signature du Président]

Pour le SMED : [Signature du Président]

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_069-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_069 : Institution de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) et désignation des membres

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉ EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_069-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N° DL2026_069
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

FINANCES

Institution de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) et désignation des membres

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient d'instituer la commission intercommunale des impôts directs (CIID) et désigner les membres de cette commission chargée de l'évaluation des locaux commerciaux et industriels.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1650 A qui prévoit la création d'une commission intercommunale des impôts directs pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis de plein droit à la fiscalité professionnelle unique ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Considérant que conformément aux articles 1504, 1505 et 1517 du Code général des impôts, cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune membre en ce qui concerne les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels ;

Considérant que conformément à l'article 1650 A du Code général des impôts, cette commission comprend, outre le président (ou son adjoint délégué), dix commissaires désignés par l'administrateur général des finances publiques sur la base d'une liste en nombre double dressée par le conseil communautaire sur proposition des communes membres ;

Considérant que cette commission est composée :

- du Président de l'EPCI ou de son adjoint délégué, président de la commission ;
- de 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

Considérant la proposition de liste des élus suivante :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
- Patrick TOSELLO	
- Sébastien SAUVAN	- Sarah LEVALLOIS-LUZI
- Sylvie DELIZY	- Sylvain WATERLOOS
- Ismaël OGEZ	
- Dominique CONDO	- Marie-Christine LETENDU BERTHIER
- Adrien PRATO	
- Henri CHIRIS	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_069-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Christophe MOREL	- Karine GIGODOT
- Catherine BUTTY	- Laurence COSTE
- Ali AMRANE	- Jeannette GISQUET
- Aline BOURDAIRE	- François LAURENT
- Nicolas DOYEN	- Cendrina CADOT
- Robert ORTEGA	- Vincent LEBORGNE
- Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI	
- Gérard BOUCHARD	
- Pierre TRAMI	- Marc FAURE
- Serge BERNARDI	- Julie CREACH
- Brigitte VIDAL	- Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI HERNANDEZ
- Denis Robert Ange PASCAL	
- Marie AMMIRATI	- Franck OLIVIER
- Pauline BAUDY	- David COPPINI
- Nicole DAVID	- Stéphane REBUFFEL
- Martine MAUBERT-REY	- Jean-Marc MACARIO
- Nicole LIAUTAUD	

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'INSTITUER** la commission intercommunale des impôts directs (CIID) conformément à la règlementation en vigueur ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à proposer à la Direction Départementale des Finances Publiques les commissaires suivants pour constituer la commission intercommunale des impôts directs :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
- Patrick TOSELLO	
- Sébastien SAUVAN	- Sarah LEVALLOIS-LUZI
- Sylvie DELIZY	- Sylvain WATERLOOS
- Ismaël OGEZ	
- Dominique CONDO	- Marie-Christine LETENDU BERTHIER
- Adrien PRATO	
- Henri CHIRIS	
- Christophe MOREL	- Karine GIGODOT
- Catherine BUTTY	- Laurence COSTE
- Ali AMRANE	- Jeannette GISQUET
- Aline BOURDAIRE	- François LAURENT
- Nicolas DOYEN	- Cendrina CADOT
- Robert ORTEGA	- Vincent LEBORGNE
- Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI	
- Gérard BOUCHARD	
- Pierre TRAMI	- Marc FAURE
- Serge BERNARDI	- Julie CREACH
- Brigitte VIDAL	- Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI HERNANDEZ
- Denis Robert Ange PASCAL	
- Marie AMMIRATI	- Franck OLIVIER
- Pauline BAUDY	- David COPPINI
- Nicole DAVID	- Stéphane REBUFFEL
- Martine MAUBERT-REY	- Jean-Marc MACARIO
- Nicole LIAUTAUD	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_069-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- **DE TRANSMETTRE** la présente décision à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et à la Direction Départementale des Finances Publiques.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_070-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_070 : Mise en place du droit à la formation des élus communautaires

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_070-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_070
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Mise en place du droit à la formation des élus communautaires	

SYNTHESE

Cette délibération vise à garantir un accès à des formations adaptées aux fonctions des élus, en lien avec les compétences de la collectivité (gestion des politiques locales, outils numériques, communication, etc.), tout en encadrant les modalités financières et administratives.
Le montant annuel maximal des dépenses de formation pour les élus communautaires est fixé à 12 500 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et L. 5216-4 ;

Considérant que les membres du conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ;

Considérant que les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le Ministre de l'Intérieur ;

Considérant qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation ;

Considérant que le conseil communautaire doit délibérer dans les trois mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre ;

Considérant que le montant des dépenses de formation, qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit, ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus communautaires et ne peut excéder 20 % de ce même montant ;

Considérant que toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif ;

Considérant qu'un débat sur la formation des membres du conseil communautaire doit avoir lieu chaque année à l'appui du tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la communauté d'agglomération ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_070-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'INSCRIRE** le droit à la formation dans les orientations suivantes :
  - Être en lien avec les domaines de compétences de la communauté d'agglomération ;
  - Permettre de renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : marché public, juridique, gouvernance et institutions, etc.) ;
  - Faciliter l'exercice du mandat local (ex : expression orale et écrite, techniques de communication ou de concertation locale, outils numériques, etc.)

- **DE FIXER** le montant annuel maximal des dépenses de formation (frais de mission inclus) pouvant être allouées aux élus de la communauté d'agglomération à 12 500 € ;

- **DE PRECISER** que les formations relatives à l'exercice du mandat doivent être dispensées par un organisme agréé par le Ministre de l'Intérieur et que la prise en charge de la formation des élus est subordonnée à une demande préalable de remboursement adressé au Président précisant l'objet de la formation et l'adéquation avec les fonctions électives exercées pour le compte de la collectivité ; cette demande doit être écrite et déposée au secrétariat de la Communauté d'Agglomération. Elle doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires (coût, date, lieu de formation, nom de l'organisme de formation, programme de formation, état des dépenses) ;

- **D'AUTORISER** le Président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation ;

- **D'INSCRIRE** les dépenses de formation sur les crédits inscrits au budget de la communauté d'agglomération pour la durée du mandat.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_070-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_071-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_071 : Attribution des frais de représentation au Président

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_071-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_071
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Attribution des frais de représentation au Président	

SYNTHESE

Cette délibération vise à couvrir les dépenses engagées par le Président dans le cadre de ses fonctions (hébergement, restauration, transport, etc.), dans la limite d'une enveloppe annuelle maximale de 5 000 €. Sa mise en œuvre débutera dès l'exercice budgétaire 2026, avec un remboursement sur justificatifs et une inscription des crédits au chapitre 65 des budgets successifs.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5216-4 précisant que les présidents de communautés d'agglomération peuvent prétendre à l'attribution d'une indemnité de frais de représentation après vote du conseil, sur les ressources ordinaires de la collectivité ;

Considérant que l'organe délibérant peut décider d'ouvrir des crédits pour assurer le remboursement de frais de représentation au Président, ces frais correspondant aux dépenses engagées par le Président et lui seul, à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que les frais de représentation doivent faire l'objet d'un vote en conseil communautaire ouvrant des crédits nécessaires sous la forme d'une enveloppe globale, dans la limite de laquelle le Président pourra se faire rembourser ses frais de représentation liés à ses fonctions sur présentation des justificatifs afférents ;

Considérant que les dépenses engagées peuvent concerner les frais liés notamment à l'hébergement, à la restauration, au transport, aux frais divers professionnels du Président ainsi qu'aux nécessités exigées pour la bonne exécution de ses missions dans l'intérêt de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

C'est pourquoi, il convient de définir et de proposer le montant de l'enveloppe globale annuelle à hauteur de 5 000 € ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ATTRIBUER** des frais de représentation liés aux fonctions de Président sous la forme d'une enveloppe maximale annuelle ;

- **DE FIXER** le montant de cette enveloppe maximum annuelle versée à Monsieur le Président à 5 000 € ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_071-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- **DE DIRE** que les frais de représentation de Monsieur le Président lui seront remboursés dans la limite de cette enveloppe annuelle, sur présentation de justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais ;

- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 65, autres charges de gestion courante des budgets 2026 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_071-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_072-DE
Reçu le 15/06/2026
Publié le 15/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_072 : Composition du Comité Social Territorial de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_072-DE
Reçu le 15/06/2026
Publié le 15/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_072
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Composition du Comité Social Territorial de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	

SYNTHESE

Un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents.
Le Comité Social Territorial est chargé de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail.
Il appartient à l'organe délibérant, au moins 6 mois avant la date du scrutin, de déterminer, après consultation des organisations syndicales, le nombre de représentants du personnel, le nombre de représentants de l'employeur, et le recueil de leur avis.
Afin de préparer les élections professionnelles du 10 décembre 2026 pour le Comité Social Territorial, il convient de fixer le nombre de représentants du personnel et le nombre de représentants de l'établissement public.
Il est proposé de maintenir la composition actuelle avec 5 titulaires et 5 suppléants des organisations syndicales et des représentants de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ainsi que de maintenir le recueil de l'avis des représentants de l'établissement public.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 251-5 à L. 251-7, L. 252-8, L. 254-2 et L. 254-4, ainsi que ses articles R. 251-31 à 34, R. 252-30 à 33, R. 252-34 à 40 ;

Vu la délibération n°DL2022_090 du 12 mai 2022 du conseil communautaire portant création d'un Comité Social Territorial de la CAPG ;

Considérant que le renouvellement général des instances représentatives du personnel est prévu le 10 décembre 2026 ;

Considérant que les dispositions législatives et réglementaires prévoient qu'un Comité Social Territorial doit être créé dès lors qu'un employeur emploie au moins 50 agents, ainsi qu'une Formation Spécialisée compétente en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail dès lors qu'un employeur emploie au moins 200 agents ;

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé de la CAPG appréciés au 1er janvier 2026 sont de 646 agents ;

Considérant que lorsque l'effectif est supérieur ou égal à 200 et inférieur à 1000, le conseil communautaire peut décider de créer un collège de représentants titulaires compris entre 4 et 6 représentants ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_072-DE
Reçu le 15/06/2026
Publié le 15/06/2026

Considérant que le paritarisme des collèges est facultatif pour tout ou partie des questions relevant de la compétence du Comité Social Territorial et de la Formation Spécialisée compétente en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail, et que, lorsqu'il est maintenu, la délibération doit spécifier si l'avis des représentants de l'employeur est recueilli ou non ;

Considérant la consultation des organisations syndicales intervenue le 28 avril 2026, soit six mois au moins avant la date du scrutin ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'INSTITUER** un Conseil Social Territorial de la CAPG pour le nouveau mandat ;
- **DE FIXER** à 5 sièges le nombre de représentants du personnel titulaires au Comité Social Territorial ;
- **DE FIXER** à 5 sièges le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la Formation Spécialisée compétente en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail ;
- **DE MAINTENIR** le paritarisme numérique pour le Comité Social Territorial et la Formation Spécialisée du comité en fixant un nombre de représentants de l'établissement public égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants ;
- **DE RECUEILLIR** l'avis des représentants de l'établissement public par le Comité Social Territorial et la Formation Spécialisée du comité.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
15 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_072-DE
Reçu le 15/06/2026
Publié le 15/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_073 : Modalités d'exercice du travail à temps partiel du personnel stagiaire, titulaire et contractuel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_073
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Modalités d'exercice du travail à temps partiel du personnel stagiaire, titulaire et contractuel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	

SYNTHESE

A compter du 1er juin 2026, il convient de fixer les modalités d'exercice du travail à temps partiel pour l'ensemble du personnel stagiaire, titulaire et contractuel.
Cette délibération vise à encadrer les conditions d'accès, les quotités et l'organisation du temps partiel, conformément aux dispositions légales et réglementaires, tout en garantissant l'équilibre entre les droits du personnel et les nécessités de service.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 612-1 à L. 612-8 et L. 612-12 à L. 612-11 ;

Vu l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 21 ;

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 5 février 2026 ;

Considérant que les personnels peuvent demander, sous certaines conditions, à exercer leurs fonctions à temps partiel. Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales et réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les modalités du temps partiel. Selon les cas, le temps partiel est accordé de droit ou sous réserve de nécessité de service :

Le temps partiel accordé de droit

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'au personnel contractuel, à temps complet ou à temps non-complet pour les motifs suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- A l'occasion d'une naissance, jusqu'aux trois ans de l'enfant, ou de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'arrivée au foyer de l'enfant ;
- Pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'une maladie ou d'un accident grave ;
- En cas de handicap ou d'invalidité, après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel sous réserve de nécessité de service

Le temps partiel sur autorisation peut être accordé pour des raisons personnelles, sous réserve des nécessités du service, aux fonctionnaires titulaires (en activité ou en service détaché) et stagiaires ainsi qu'au personnel contractuel de droit public à temps complet ou à temps non-complet.

Les fonctionnaires et le personnel contractuel qui occupent un emploi à temps complet peuvent également, à leur demande, être autorisés par l'autorité hiérarchique dont ils relèvent à accomplir un service à temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise et à exercer, à ce titre, une activité privée lucrative.

Il appartient à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Social Territorial, de fixer les modalités d'exercice du travail à temps partiel.

Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier, en fonction des nécessités de fonctionnement du service, les modalités d'attribution et d'organisation du temps partiel demandé par l'agent, en fixant notamment la répartition du temps de travail du bénéficiaire.

ARTICLE 1 : AGENTS BÉNÉFICIAIRES

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que le personnel contractuel de droit public peuvent bénéficier du travail à temps partiel dans les conditions sus-décrites.

En cas de refus par l'employeur, un entretien devra préalablement avoir lieu avec la personne en demande.

ARTICLE 2 : ORGANISATION DU TRAVAIL

Le temps de travail à temps partiel de droit peut être organisé de façon quotidienne ou hebdomadaire, en concertation la personne en demande.

Le temps partiel sous réserve de nécessité du service peut être organisé de façon quotidienne ou hebdomadaire.

Le temps partiel mensuel ou annuel est exclu de la présente délibération.

ARTICLE 3 : QUOTITÉS

Le temps partiel de droit est accordé en fonction de la demande de la personne pour une quotité de 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçants les mêmes fonctions à temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Le temps partiel sur autorisation est accordé en fonction de la demande de la personne selon son temps de travail :
• Pour le personnel à temps complet : le temps partiel est accordé pour des quotités de 50%, 60%, 70%, 80% ou 90 % de la durée hebdomadaire des agents exerçants les mêmes fonctions à temps plein.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Pour le personnel à temps non-complet : le temps partiel est accordé pour une quotité égale à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la durée hebdomadaire de service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer.

Le temps partiel pour création ou reprise d'entreprise est accordé pour des quotités de 50%, 60% et 70%.

ARTICLE 4 : DEMANDE DE L'AGENT ET DURÉE D'AUTORISATION

Les demandes de temps partiel sur autorisation devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée. Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

La durée de l'autorisation est fixée à par arrêté, entre 6 mois et 1 an. Le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande écrite.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création d'entreprise est de 3 ans, renouvelable pour une durée maximale d'un an.

ARTICLE 5 : RÉINTEGRATION OU MODIFICATION EN COURS DE PÉRIODE

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de la personne présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution substantielle de revenus ou un changement de situation familiale (divorce, décès, etc.).

ARTICLE 6 : SUSPENSION DU TEMPS PARTIEL

La personne placée en congé de maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. La personne est réintégrée momentanément dans les droits du personnel à temps plein.

ARTICLE 7 : RÉINTÉGRATION AU TERME DU TEMPS PARTIEL

Les fonctionnaires titulaire/stagiaire sont réintégrés de plein droit au terme du temps partiel, dans un emploi correspondant à leur grade.

Le personnel contractuel retrouve son emploi à temps plein ou à défaut, un emploi analogue.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'INSTAURER** le temps partiel selon les modalités fixées ci-dessus (organisation du temps partiel quotidienne ou hebdomadaire), lesquelles prennent effet à compter du 1er juin 2026 ;

- **D'AUTORISER** l'autorité territoriale à accorder les demandes de temps partiel, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_073-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_074-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_074 : Recrutement d'un Chargé de projet contrat de ville - Contrat à durée déterminée de 3 ans

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_074-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_074
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Recrutement d'un Chargé de projet contrat de ville Contrat à durée déterminée de 3 ans	

SYNTHESE

Un appel à candidature a été ouvert pour le recrutement d'un chargé de projet contrat de ville au sein du service développement social des territoires et prévention. A l'issue de cet appel, aucune candidature d'agent titulaire n'a pu être retenue. Il convient donc d'établir un contrat à durée déterminée de 3 ans à partir du 1er juillet 2026.
Cette délibération ne modifie pas le tableau des effectifs.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 332-8-2° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette décision seront inscrits au chapitre 012 du budget principal 2026 et suivants ;

Considérant que la collectivité doit procéder au recrutement d'un chargé de projet contrat de ville ;

Considérant que, sous l'autorité de la responsable du service développement social des territoires et prévention, l'agent aura pour missions :

Assurer le lien entre l'Etat, la Ville de Grasse, la CAF 06, le Conseil Citoyen, les associations et les services de la collectivité.

Instruire, mettre en place et assurer le suivi des projets :
- Mettre en œuvre dans le quartiers prioritaires politique de la ville, les démarches de projets thématiques (insertion, citoyenneté, jeunesse, développement durable...) constituant les différents volets prioritaires de cohésion sociale,
- Construire la programmation annuelle d'actions du contrat de ville, accompagner et suivre les projets déposés par les porteurs (Politique de la ville, vacances en action, TFPB, ...),

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_074-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Informer les porteurs de projets sur les aides des différentes institutions et les accompagner dans leurs démarches,
- Monter des projets : réunir les partenaires institutionnels et de terrain nécessaires à la bonne réalisation d'un projet, écrire des fiches-projet, solliciter des subventions, candidater à des appels à projets,
- Planifier les ressources opérationnelles (financières, techniques, juridiques, humaines) nécessaires aux interventions de la collectivité,
- Suivre et évaluer les actions financées : participer aux comités de pilotage des actions, vérifier la conformité des projets réalisés et analyser les bilans fournis,
- Rédiger les délibérations et conventions en lien avec la programmation du Contrat de ville.

Animer le volet territorial du projet :
- Assurer l'organisation et l'animation des instances de pilotage stratégiques et opérationnelles (Cotech, Copil, réunion équipe opérationnelle),
- Mettre en réseau et en relation les acteurs de proximité, associations et centre social,
- Mener des réunions et des groupes de travail quand cela est nécessaire, rédiger des comptes rendus,
- Accompagner et qualifier les partenaires associatifs, apporter une plus-value à leurs démarches projets,
- Pérenniser les dynamiques enclenchées avec et par les associations dans le cadre du contrat de ville.

Conseiller et apporter assistance aux élus en lien avec la responsable du service :
- Rendre compte des dispositifs, projets et acteurs en place sur le territoire,
- Identifier les tendances, problématiques et enjeux du territoire et être force de propositions sur les leviers d'interventions possibles de la collectivité,
- Apporter votre expertise technique sur la politique de la ville,
- Traduire les orientations politiques des élus en plans d'actions opérationnels,
- Alerter sur les opportunités et les risques (techniques, juridiques, financiers, relationnels, etc.) inhérents à une stratégie ou à un projet.

Pour assurer ces missions, le candidat doit réunir les conditions suivantes :
- Connaissance de l'environnement territorial, des politiques de la ville et cohésion sociale ou expérience similaire au sein de la fonction publique ou dans le privé,
- Connaissance des acteurs locaux du territoire, associatifs et institutionnels,
- Capacités à piloter et animer des programmes d'intervention,
- Expérience dans le montage et la conduite de projets, l'animation de réseau,
- Maitrise de la méthodologie de projet,
- Maîtrise des outils informatiques et bureautiques,
- Sens du dialogue, aptitude à la négociation et à la concertation,
- Aisance relationnelle et rédactionnelle,
- Motivation et sens du partenariat,
- Permis B indispensable.

Considérant qu'afin de procéder au recrutement d'un chargé de projet contrat de ville, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a fait paraître un appel à candidatures par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. A l'issue de cette procédure de recrutement, il s'avère qu'aucun agent titulaire ne répond aux besoins spécifiques liés au poste. C'est pourquoi, il est proposé de privilégier les compétences professionnelles du candidat pour ce poste spécifique et de recourir au recrutement d'un agent contractuel ;

Considérant qu'en effet, le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 prévoit les modalités de la procédure de recrutement applicables aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire qui sont candidates sur un emploi permanent ouvert aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. L'article L.332-8-2° du code général de la

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_074-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ce code, ce qui est le cas ;

Considérant qu'il est donc proposé d'établir un contrat pour une période de 3 ans sur la base de la rémunération de la fonction publique territoriale correspondant au grade de rédacteur territorial à l'échelon 9 avec la possibilité de versement des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante ;

Considérant que cette décision n'engendre pas de modification du tableau des effectifs ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ce contrat à intervenir pour une durée de 3 ans, à compter du 1er juillet 2026 ;
- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2026 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_075 : Tableau des effectifs n°58 - Création, suppression et mise à jour d'emplois

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_075
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Tableau des effectifs n°58 Création, suppression et mise à jour d'emplois	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de mettre à jour le tableau des effectifs pour tenir compte de la réussite à des concours et du remplacement d'une mobilité interne.** **Création de 4 postes, suppression de 47 postes après avis du Comité Social Territorial du 24 novembre 2025 et prévision de suppression de 2 postes après avis du Comité Social Territorial.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 34 qui dispose que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n° DL2025_197 du 11 décembre 2025 de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui prévoyait de supprimer 47 postes (1 directeur, 4 attachés, 1 rédacteur principal de 1ère classe (Sillages), 2 rédacteurs, 4 adjoints administratifs, 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe, 1 ingénieur principal, 2 ingénieurs, 7 agents de maitrise, 1 adjoint technique principal de 1ère classe, 6 adjoints techniques principaux de 2ème classe, 5 adjoints techniques, 1 animateur principal de 2ème classe, 1 adjoint d'animation principal de 1ère classe, 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe, 2 adjoints d'animation, 1 éducateur des activités physiques et sportives de 2ème classe, 1 auxiliaire de puériculture de classe normale, 1 adjoint du patrimoine principal de 1ère classe, 1 adjoint du patrimoine) par une prochaine délibération du conseil communautaire après avis du Comité Social Territorial ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 24 novembre 2025 ;

Considérant la réussite à des concours, il convient de créer les 3 postes à temps complet suivants :
- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 2 rédacteurs.

Considérant qu'une fois ces agents nommés sur leur nouveau grade, il est prévu de supprimer les 2 postes suivants après avis du Comité Social Territorial dans une prochaine délibération :
- 1 rédacteur,
- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant le remplacement d'un agent ayant eu une mobilité interne, il convient de créer le poste à temps complet suivant :
- 1 puéricultrice.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE CREER** les 4 postes suivants :
  - 1 rédacteur principal de 2ème classe,
  - 2 rédacteurs,
  - 1 puéricultrice.

- **DE PREVOIR DE SUPPRIMER** les 2 postes suivants après avis du Comité Social Territorial :
  - 1 rédacteur,
  - 1 adjoint administratif principal de 2ème classe.

- **DE SUPPRIMER** les 47 postes suivants après avis favorable du Comité Social Territorial du 24 novembre 2025 :
  - 1 directeur,
  - 4 attachés,
  - 1 rédacteur principal de 1ère classe (Sillages),
  - 2 rédacteurs,
  - 4 adjoints administratifs,
  - 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
  - 1 ingénieur principal,
  - 2 ingénieurs,
  - 7 agents de maitrise,
  - 1 adjoint technique principal de 1ère classe,
  - 6 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
  - 5 adjoints techniques,
  - 1 animateur principal de 2ème classe,
  - 1 adjoint d'animation principal de 1ère classe,
  - 3 adjoints d'animation principaux de 2ème classe,
  - 2 adjoints d'animation,
  - 1 éducateur des activités physiques et sportives de 2ème classe,
  - 1 auxiliaire de puériculture de classe normale,
  - 1 adjoint du patrimoine principal de 1ère classe,
  - 1 adjoint du patrimoine.

- **D'APPROUVER** le tableau des effectifs modifié n° 58 ci-dessous ;

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET POUR LA CAPG

Cadres d'emplois	Grades	Emplois existants tableau 57	Création ou suppression	Emplois tableau 58
Emploi de cabinet	Directeur de cabinet	1	0	1
	Conseiller technique	1	0	1
Emplois fonctionnels	DGS	1	0	1
	DGST	1	0	1
	DGA	2	0	2
Filière administrative				
Attaché	Attaché hors classe	4	0	4
	Directeur territorial	1	-1	0
	Attaché principal	14	0	14
	Attaché	33	-4	29
Rédacteur	Rédacteur principal 1ère classe	8	0	8

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Rédacteur principal 2ème classe	12	+1	13
	Rédacteur	24	+2/-2	24
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 1ère classe	45	0	45
	Adjoint administratif principal 2ème classe	32	-2	30
	Adjoint administratif	42	-4	38
Filière technique				
Ingénieur général	Ingénieur général	1	0	1
Ingénieur en chef	Ingénieur en chef	1	0	1
Ingénieur	Ingénieur hors classe	1	0	1
	Ingénieur principal	11	-1	10
	Ingénieur	6	-2	4
Technicien	Technicien principal de 1ère classe	12	0	12
	Technicien principal de 2ème classe	6	0	6
	Technicien	17	0	17
Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	34	0	34
	Agent de maitrise	26	-7	19
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	15	-1	14
	Adjoint technique principal de 2ème classe	55	-6	49
	Adjoint technique	85	-5	80
Filière animation				
Animateur	Animateur principal de 1ère classe	4	0	4
	Animateur principal de 2ème classe	4	-1	3
	Animateur	4	0	4
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	13	-1	12
	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	16	-3	13
	Adjoint d'animation	84	-2	82
Filière sportive				
Educateur des APS	Educateur des APS principal de 1ère classe	8	0	8
	Educateur des APS principal de 2ème classe	3	-1	2
	Educateur des APS	12	0	12
Filière sanitaire et sociale				
Puéricultrice	Puéricultrice hors classe	3	0	3
	Puéricultrice	2	+1	3
Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux	2	0	2
Educateur de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	5	0	5
	Educateur de jeunes enfants	4	0	4
Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	2	0	2
	Assistant socio-éducatif	1	0	1
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	13	0	13
	Auxiliaire de puériculture de classe normale	13	-1	12

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Agent social	1	0	1
Filière culturelle				
Conservateur	Conservateur en chef	1	0	1
	Conservateur	0	0	0
Attaché de conservation	Attaché principal de conservation	2	0	2
	Attaché de conservation	2	0	2
Bibliothécaire	Bibliothécaire principal	1	0	1
Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	1	0	1
	Assistant de conservation du patrimoine principal de 2ème classe	5	0	5
	Assistant de conservation du patrimoine	4	0	4
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	8	-1	7
	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	5	0	5
	Adjoint du patrimoine	17	-1	16
TOTAL		**731**	**-42**	**689**

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET DE LA CAPG

Cadre d'emploi	Grade	Temps hebdo	Emplois existants tableau 57	Création ou suppression	Emplois tableau 58
Filière administrative					
Attaché	Attaché principal	7h00	1	0	1
	Attaché	24h30	1	0	1
Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	19h00	1	0	1
	Rédacteur principal de 1ère classe	17h30	1	0	1
	Rédacteur	21h00	1	0	1
	Rédacteur	17h30	1	0	1
Adjoint administratif	Adjoint administratif	30h00	1	0	1
	Adjoint administratif	28h00	1	0	1
	Adjoint administratif	20h00	0	0	0
Filière technique					
Adjoint technique	Adjoint technique	6h00	1	0	1
	Adjoint technique	20h00	1	0	1
	Adjoint technique	25h00	1	0	1
	Adjoint technique	26h00	1	0	1
	Adjoint technique	30h00	1	0	1
Filière animation					
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal 2ème classe	25h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	17h30	10	0	10
	Adjoint d'animation	18h00	2	0	2
	Adjoint d'animation	20h00	4	0	4
	Adjoint d'animation	25h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	26h00	10	0	10
	Adjoint d'animation	28h00	1	0	1
	Adjoint d'animation	30h00	4	0	4
Filière sportive					
Educateur des APS	Educateur des APS	15h00	1	0	1
Filière sanitaire et sociale					
Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif	28h00	1	0	1

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agent social	Agent social principal 2ème classe	27h00	2	0	2
	Agent social	12h00	1	0	1
	Agent social	15h00	1	0	1
	Agent social	17h30	1	0	1
	Agent social	20h00	1	0	1
	Agent social	25h00	1	0	1
TOTAL			**55**	**0**	**55**

AUTRES

Vacataires (à compter du 1er janvier 2024)

Types de vacation	Durée	Forfait brut
Visite guidée musée	2h00	70 €
Référent déontologue des élus	Par dossier	80 €

Activités accessoires

Poste	Temps de travail	Indemnité brute
Maître-nageur sauveteur BEESAN	Complet Juin à septembre	95% du grade d'éducateur des activités physiques et sportives au 11ème échelon
Chef de cabinet	15 % d'un temps complet	15% du grade d'attaché principal au 7ème échelon
Chargé de mission risques majeurs	15 % d'un temps complet	15% du 11ème échelon du grade d'adjoint technique
Chargé de mission planification	15 % d'un temps complet	15% du grade d'attaché au 9ème échelon

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET DE LA REGIE DES TRANSPORTS SILLAGES

Cadres d'emplois	Grades	Emplois existants tableau 57	Création ou suppression	Emplois tableau 58
Filière administrative				
Attaché	Attaché	2	0	2
Rédacteur	Rédacteur principal 1ère classe	1	-1	0
	Rédacteur	1	0	1
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 1ère classe	2	0	2
	Adjoint administratif principal 2ème classe	2	0	2
	Adjoint administratif	1	0	1
Filière technique				
Ingénieur	Ingénieur principal	1	0	1
Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	4	0	4
Adjoint technique	Adjoint technique principal 2ème classe	1	0	1
	Adjoint technique	4	0	4
TOTAL		**19**	**-1**	**18**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET DE LA REGIE DES TRANSPORTS SILLAGES

Cadre d'emploi	Grade	Temps hebdo	Emplois existants tableau 57	Création ou suppression	Emplois table au 58
Filière technique					
Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	14h 00	1	0	1
Adjoint technique	Adjoint technique	25h 00	1	0	1
Filière animation					
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation	12h 30	1	0	1
TOTAL			**3**	**0**	**3**

- **DE DIRE** que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets 2026 et suivants, au chapitre 012 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_075-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_076-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_076 : Renouvellement de l'activité accessoire du chef de cabinet à compter du 1er mai 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_076-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_076
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
RESSOURCES HUMAINES	
Renouvellement de l'activité accessoire du chef de cabinet à compter du 1er mai 2026	
SYNTHESE **Il est proposé de renouveler l'activité accessoire du chef de cabinet à compter du 1er mai 2026 correspondant à 15% d'un temps plein (35 heures).**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 121-1 à L. 125-3 ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;

Vu la circulaire FP n° 2157 du 11 mars 2008 relative au cumul d'activités et portant application de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires modifiée, notamment son article 25, et du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite renouveler pour le nouveau mandat l'organisation de l'activité du cabinet du Président. A ce titre, le renouvellement de l'activité accessoire du chef de cabinet permettra de coordonner la représentation et les interventions du Président. Il mettra aussi en place les relations avec les partenaires extérieurs et les autres collectivités, le protocole et les actions de proximité, la communication. Il assurera le management politique et stratégique, ainsi que le suivi des dossiers prioritaires ;

Considérant qu'il est ainsi proposé de renouveler le poste en activité accessoire selon les modalités suivantes :

Début de mission : 1er mai 2026
Durée : jusqu'à la fin du mandat politique
Quotité de travail : 15% d'un temps plein
Base de rémunération : 15% du 7ème échelon du grade d'attaché territorial principal
Intitulé du poste : Chef de cabinet
Missions : Coordination de la représentation et des interventions du Président. Mise en place des relations avec les partenaires extérieurs et les autres collectivités. Protocole,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_076-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

agenda, communication et actions de proximité. Management politique et stratégique et suivi des dossiers prioritaires.
Rattachement : Président

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la création d'un poste de chef de cabinet à compter du 1er mai 2026 jusqu'à la fin du mandat politique correspondant à 15% d'un temps plein ;

- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au chapitre 012, dépenses de personnel des budgets 2026 et suivants.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_076-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_077 : Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_077
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

RESSOURCES HUMAINES

Attribution d'une subvention et signature d'une convention d'objectif et de financement avec le Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » pour l'année 2026

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de soutien et d'accompagnement aux actions en faveur du personnel de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, il est proposé au conseil communautaire d'attribuer une subvention à l'association du Comité des œuvres sociales « Les CAPGéniaux » dont les modalités d'exécution sont formalisées dans la convention d'objectifs et de financement, annexée à la présente délibération.

Il est proposé de verser une subvention pour l'exercice 2026 d'un montant de 152 500 € étant précisé qu'une avance de 77 500 € a déjà été versée.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2025_196 du 11 décembre 2025 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance de 77 500 € sur les subventions 2026 à l'association le COS Capgéniaux ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par l'association du Comité des Œuvres Sociales « Les CAPGéniaux » ;

Considérant que l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet énuméré en annexe ;

Considérant que ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association ;

Considérant que le projet initié et conçu par l'association est conforme à son objet statutaire et vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse attribuée à ce projet n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet ;

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir ce projet pour un montant total de 152 500 € ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention au bénéficiaire suivant :
  - « Le COS Capgéniaux »: 152 500 €, étant précisé qu'il reste à verser 75 000 €, une avance de 77 500 € ayant déjà été versée ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectif et de financement 2026, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC L'ASSOCIATION « Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux »

ANNEE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard à Grasse (06130), déclarée à la sous-préfecture le 24 décembre 2013 et parution au journal officiel le 19 décembre 2013 sous le n° W061004764, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Nicole CASAN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association « Comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux » a initié et conçu le projet d'accorder des prestations sociales aux agents de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Le conseil communautaire dans sa délibération DL2026_XXX du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution d'une subvention et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet non économique d'intérêt général « Comité des œuvres sociales » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet non économique d'intérêt général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction générale de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 168 824 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 152 500 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 168 824 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 152 500 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

<u>ARTICLE 5</u> - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La CAPG verse à l'Association :

- Au titre d'une avance de 77 500 euros conformément à la délibération du Conseil communautaire n° DL2025_196 du 11 décembre 2025 ;

- Au titre du solde, soit 75 000 euros, à la signature de la présente convention par chacune des parties et après les vérifications réalisées par l'Administration conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 020» ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2025 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC. COMITE DES OEUVRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT AGRICOLE / GRASSE ST JACQUES

Code banque : 19106 / Code guichet : 00606
Numéro de compte : 43639651950 / Clé RIB : 80

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

<u>ARTICLE 6</u> – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par la présidente de l'Association ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet non économique d'intérêt général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.
Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association « Comité des œuvres sociales Les Capgéniaux

La Présidente,

Nicole CASAN

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet « Comité des œuvres sociales » comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Charges du projet	**Subvention de** *(autorité publique qui établit la convention)*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
152 500 €	152 500 €	152 500 €

a) Objectif(s) : Accorder des prestations sociales, organiser des manifestations et activités de cohésion d'équipe pour le personnel de la CAPG, accorder un secours exceptionnel en cas de problème grave.

b) Public visé : Les agents de la CAPG.

c) Localisation : Les 23 communes de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : Les actions conduites par le COS reposent intégralement sur le bénévolat accordé par ses membres. L'ensemble des projets initiés sont fondés sur une logique de solidarité et de redistribution et dans une démarche participative. Au titre de ses missions, le COS a vocation à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de manifestations diverses pour les adhérents, recherche et proposition d'avantages aux adhérents par le biais de partenariats divers et dans le cadre d'évènements particuliers (repas de groupe, fêtes de fin d'année, noël des enfants, etc.) ;

- Attribution d'allocations (mariage, pacs, naissance, retraite, médaille, etc.) ;

- Octroi de certaines aides de type : participation forfaitaire pour le sport, la culture, les voyages, la billetterie, les loisirs, participation aux vacances, prestations d'actions sociales, chèques cadeau .

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Dans le cadre de l'évaluation prévue par l'article 9 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, l'administration informe l'association de son évaluation et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. L'administration informe l'association de ses conclusions finales après avoir préalablement entendu ses représentants.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS	Valeurs cibles
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Versement d'allocations sous forme de chèque vacances/cadeaux	240 € par agent/an
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Organisation d'activités de cohésion	135 participants
Améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles	Proposer des tarifs préférentiels (billetterie cinéma ; loisirs ; vacances ; etc.)	

Indicateurs qualitatifs :

- Maintenir et développer les partenariats ayant pour finalités l'obtention de conditions promotionnelles par les agents bénéficiaires.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_077-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL DU PROJET

BUDGET PREVISIONNEL 2026

	Charges	Produits
PRODUITS		
Subvention CAPG - Versement 1		77 500,00
Subvention CAPG - Versement 2		75 000,00
		152 500,00
Cotisations membres 612 adhérents - 12€		7 344,00
Adhésion du SCoT'Ouest		480,00
		160 324,00

CHARGES		
Charge fixes de fonctionnement	**3 750,00**	
Frais d'assurance Groupama	980,00	
Frais tenu de compte	120,00	
Loisirs soleil/Proweb /site	2 200 €	
Achats divers fonctionnement	450,00	
Charges variables - Allocations	**155 280,00**	**6 400,00**
Chèque vacances et chèque cadeaux	147 480 €	
Médailles du travail	3 600 €	
Allocation retraite	1 400 €	6 400 €
Mariage/PACS et Naissance	2 800 €	
Activités de Cohésion (avec participation)	**8 494,00**	**2 100,00**
Soirées / Journées agents/Evènements cohésion	8 494 €	2 100 €
Activités de Cohésion (subventionnées à 100%)	**1 300,00**	
Noël des enfants	1 300 €	
TOTAL	**168 824,00**	**168 824,00**

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_078-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_078 : Désignation de représentants auprès de l'association SOLI-CITES

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_078-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_078
RAPPORTEUR : Damien MATTEOLI	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Désignation de représentants auprès de l'association SOLI-CITES

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation de trois représentants titulaires et de trois représentants suppléants auprès de l'association SOLI-CITES.

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de l'association SOLI-CITES ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire du 16 avril 2026 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est représentée au sein de l'association SOLI-CITES ;

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant les statuts de l'association SOLI-CITES et le renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation de trois conseillers communautaires en tant que nouveaux représentants titulaires, ainsi que trois autres conseillers en tant que représentants suppléants au sein de l'association SOLI-CITES ;

Monsieur le Président propose les candidats suivants :

Titulaires	Suppléants
Marie-Madeleine GUALLINO	Marie-Sophie VELOT (SUBILEAU)
Marie GIACCONE	Elodie BARBIER
Damien MATTEOLI	Jean-Pierre BICAIL

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_078-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association SOLI-CITES :

Titulaires	Suppléants
Marie-Madeleine GUALLINO	Marie-Sophie VELOT (SUBILEAU)
Marie GIACCONE	Elodie BARBIER
Damien MATTEOLI	Jean-Pierre BICAIL

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au président de l'association SOLI-CITES.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_078-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_079-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_079 : Désignation des représentants au sein de la Mission Locale du Pays de Grasse

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_079-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_079
RAPPORTEUR : Damien MATTEOLI	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Désignation des représentants au sein de la Mission Locale du Pays de Grasse

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation de quinze délégués titulaires au sein de l'assemblée générale de la Mission Locale du Pays de Grasse.

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de la Mission Locale en vigueur ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est représentée au sein de la Mission Locale du Pays de Grasse ;

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant que conformément aux statuts de la Mission Locale du Pays de Grasse et au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation de quinze délégués titulaires au sein de l'assemblée générale de la Mission Locale du Pays de Grasse afin d'y représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Monsieur le Président propose une liste avec les candidatures reçues ;

- Marie GIACCONE
- Christian ZEDET
- Damien MATTEOLI
- Marie-Sophie VELOT (SUBILEAU)
- Pauline BAUDY
- Gérard BOUCHARD
- Pierre TRAMI
- Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI
- Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ
- Henri CHIRIS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_079-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Florent ROSSI
- Jessica GUIAUD
- Sandra BOURLIER
- Gilles TACHE
- Anthony AMAVET LONGO

Il demande si d'autres candidats souhaitent se présenter ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** les conseillers communautaires suivants pour siéger au sein de l'assemblée générale de la Mission Locale du Pays de Grasse :

- Marie GIACCONE
- Christian ZEDET
- Damien MATTEOLI
- Marie-Sophie VELOT (SUBILEAU)
- Pauline BAUDY
- Gérard BOUCHARD
- Pierre TRAMI
- Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI
- Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ
- Henri CHIRIS
- Florent ROSSI
- Jessica GUIAUD
- Sandra BOURLIER
- Gilles TACHE
- Anthony AMAVET LONGO

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au Président de la Mission Locale du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_079-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_080 : Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_080
RAPPORTEUR : Damien MATTEOLI	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Programmation Insertion professionnelle et Innovation Sociale
Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur de l'insertion professionnelle, mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), a pour objectif le développement social et la lutte contre les exclusions sur le territoire. Cette politique se déploie dans le cadre d'une coordination partenariale : « le Réseau Local pour l'Emploi », un plan d'actions partagé entre France Travail, la Mission Locale, Cap Emploi et la CAPG, décliné sur notre territoire.

Le soutien à l'insertion professionnelle, en 2026, s'inscrit dans un contexte conjoncturel de fragilité du marché du travail avec une augmentation du taux de chômage amorcée depuis plus d'une année. L'objectif est de contribuer à dynamiser les parcours d'accompagnement des personnes, jeunes et adultes, les plus éloignées de l'emploi et soutenir le réseau territorial d'insertion par l'activité économique.

Au titre de la programmation « Insertion Professionnelle et Innovation Sociale », il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **COSENS : 20 000 € (une avance de 10 000 € a déjà été versée) ;**
- **Boutique de Gestion Côte d'Azur (BGE) : 5610 € ;**
- **Parcours le Monde : 4 000 € ;**
- **ARPAS : 12 500 € ;**
- **Mission Locale du Pays de Grasse : 270 000 € (une avance de 135 000 € a déjà été versée) ;**
- **Fondation Apprentis d'Auteuil ACI : 15 000 € (une avance de 7 500 € a déjà été versée) ;**
- **Fondation Apprentis d'Auteuil « Pass saisonnier » : 5 000 € ;**
- **Fondation Apprentis d'Auteuil « Chantier éducatif » : 11 000 € ;**
- **Montagn'Habits : 18 000 € (une avance de 9 000 € a déjà été versée) ;**
- **Jardins des Valeurs Solidaires : 45 000 € (une avance de 22 500 € a déjà été versée) ;**
- **DEFIE : 70 000 € (une avance de 35 000 € a déjà été versée) ;**
- **Soli-Cités Régie de Quartier EI : 20 000 € (une avance de 10 000 € a déjà été versée);**
- **Soli-Cités ACI : 30 000 € (une avance de 15 000 € a déjà été versée).**

Le montant total des subventions s'élève à 526 110 €.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à conforter le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_195 du 11 décembre 2025 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur la subvention 2026 aux structures suivantes : Mission Locale, DEFIE, COSENS, Soli-Cités, Fondation Apprentis d'Auteuil, Jardins Valeurs Solidaires, Montagn'Habits ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Considérant que la politique intercommunale conduite en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle s'inscrit dans un nouveau contexte caractérisé par un marché du travail confronté à de nouvelles tensions et une organisation des coopérations locales renforcées des acteurs de l'emploi et de l'insertion dans le cadre du Réseau Local pour l'Emploi ;

Considérant que dans ce contexte la Communauté d'Agglomération continue de déployer son plan d'actions en faveur de l'emploi en soutenant les dispositifs d'accueil et d'accompagnement des publics en insertion, renforçant ses actions en matière d'offre de

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

services aux entreprises à l'écoute des recrutements inclusifs et en répondant aux besoins des personnes en situation de précarité ;

Considérant que les projets présentés ci-dessous par les associations présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'insertion et de retour à l'emploi exercée par la Communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de son intérêt communautaire ;

Considérant dans ce cadre que les associations s'engagent à leurs initiatives et sous leurs responsabilités, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que les actions financées concernent l'accompagnement du public, la formation professionnelle, la création d'activités et le soutien au développement des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE).

La présente délibération prévoit de soutenir 13 projets (10 associations) pour un montant total de 526 110 €.

Considérant qu'ainsi, au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

A/ SOUTIEN AUX STRUCTURES DE L'ACCOMPAGNEMENT

L'ASSOCIATION COSENS : 20 000 €

L'association COSENS, ayant son siège social sis au 2A rue de Rome à Marseille (13001), identifiée sous le numéro de SIRET 41936979800030, représentée par Monsieur Xavier CHANTEPY, son président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes.

Intitulé: « Accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le test de leur activité avant la création effective de l'entreprise et dans l'acquisition des compétences du métier de chef d'entreprise ».

Objet social de l'association : l'association COSENS est une « couveuse » qui permet de tester la validité et la pérennité d'un projet de création d'entreprise en donnant aux entrepreneurs à l'essai la possibilité juridique et légale d'utiliser le numéro de Siret de l'association pour vendre, facturer et encaisser les produits de leur activité tout en conservant leur situation administrative (salariés à temps partiel, demandeur d'emploi, bénéficiaires de minimas sociaux, étudiants…). L'accompagnement des entrepreneurs à

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

l'essai est de 36 mois maximum. Le dispositif est ouvert à tous, hommes et femmes porteurs de projets de création d'activités de tout âge.

L'association s'appuie sur 4 piliers :
1) Hébergement juridique
2) Accompagnement individuel
3) Formation
4) Vie du réseau

En 2025, la structure s'est redéployée à l'échelle du territoire avec des permanences dans plusieurs communes.

Perspectives - actions 2026 :
Reconduire l'action en accompagnant 20 porteurs de projets sur l'année. Poursuivre l'ancrage et le déploiement territorial en touchant par une démarche d'« aller vers » (Saint Vallier, Peymeinade, Saint Auban, avec des permanences régulières). Mieux faire connaitre l'outil couveuse auprès des intermédiaires de l'emploi.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs pour l'année 2026, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association COSENS et propose d'allouer une subvention d'un montant de 20 000 € pour l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

L'ASSOCIATION BOUTIQUE DE GESTION COTE D'AZUR (BGE): 5 610 €

L'association BGE, ayant son siège social au 1 avenue de la République à NICE (06300), identifiée sous le numéro de SIRET 31445183200054, représentée par Monsieur Franck VIALLE son Président en exercice, dument habilité aux fins des présentes.

Objet social de l'association : rendre l'entrepreneuriat accessible à tous.

Intitulé du projet : Bus de l'entrepreneuriat
Avec le « Bus de l'entrepreneuriat, l'association EBG porte un dispositif mobile, itinérant qui permet de renforcer la couverture territoriale des réseaux d'accompagnement à l'entrepreneuriat et de proposer des services au plus proche des lieux de vie dans une démarche du « aller vers ».

Perspectives - actions 2026 :
- Tenir des permanences sur le territoire du Pays de Grasse à partir d'une programmation mensuelle définie ;
-Détecter les porteurs de projets, les conseiller et les orienter vers les réseaux de partenaires de l'accompagnement à l'entrepreneuriat ;
-Prioriser les territoires les moins couverts, à savoir les QPV et les territoires ruraux.
-Fédérer et impliquer autour des permanences du Bus les partenaires de l'entrepreneuriat du Pays de Grasse,
-Mesurer l'impact du dispositif mobile.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention triennale 2024/2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention triennale 2024/2026.

L'ASSOCIATION PARCOURS LE MONDE SUD-EST : 4 000 €

L'association Parcours le Monde, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 67 Rue de la Canebière 13 001 MARSEILLE 1, identifiée sous le numéro SIRET 81775900400069, et représentée par sa Présidente en exercice, Elisabeth CUNHA,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
Adresse de correspondance : 60 avenue de Verdun, 06800 CAGNES-SUR-MER

Objet social de l'association : l'association promeut et développe la mobilité européenne et internationale pour les jeunes qui en sont le plus éloignés. La mobilité est utilisée comme un outil d'insertion sociale et professionnelle, avec une visée d'autonomisation et d'accès à l'entrepreneuriat, l'emploi ou la reprise de formation.
Les publics bénéficiaires sont des jeunes de 18 à 30 ans résidant sur le territoire du Pays de Grasse. Aucune participation financière n'est demandée aux jeunes pour bénéficier des services de Parcours le Monde qui prend en charge les frais d'accompagnement.
L'association porte plusieurs dispositifs dont PERCA.

Intitulé du projet : « L'expérience PERCA - Parcours Européen Révélateur de Compétences et d'Aptitudes »

Perspectives - actions 2026 :
PERCA est un dispositif d'accompagnement à la mobilité en Europe qui favorise l'insertion sociale et professionnelle de jeunes âgés de 18 à 25 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation. Cette action s'appuie sur un parcours de découverte des métiers dans trois domaines spécifiques : art-artisanat-culture, animation-social, développement durable-écotourisme. Il s'agit de favoriser la mobilité comme levier d'inclusion et d'ouverture en proposant à chaque jeune la possibilité de vivre une expérience européenne encadrée avec comme objectif ultime de construire un projet d'avenir réaliste et motivant pour chacun des participants.

Sur 2026, il s'agira d'accompagner 6 jeunes âgés de 18 à 25 ans (dont 4 jeunes résidents en QPV), ni en emploi, ni en formation.
PERCA se déroulera en trois étapes : préparation collective (5 ateliers), accompagnement individuel et mobilité (1 mois) avec trois destinations possibles (Italie, Espagne, Belgique), retour et valorisation de l'expérience et orientation pour une suite de parcours d'insertion (2 ateliers).
Les indicateurs de réussite porteront sur : la participation effective d'au moins 4 jeunes, la mixité des publics, la réalisation des 7 ateliers pour tous, 6 mobilités effectives. Une évaluation 3 mois après la fin de l'action, permettra de rendre compte de son impact.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association Parcours le Monde et propose d'allouer une subvention d'un montant de 4 000 € pour l'année 2026.

L'ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DES ACTIONS DE SANTE - ARPAS - : 12 500 €

L'Association ARPAS régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est au 19 Avenue Auguste Renoir, le Sainte Luce A, 06800 Cagnes-sur-Mer, identifiée sous le numéro SIRET 44064307000020 et représentée par son Président en exercice, Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé et description du projet : « Point Accueil Ecoute Jeunes 16 – 25 ans »

Objet social de l'association :
Créée en février 2000, l'association a pour vocation la promotion et la mise en œuvre d'actions de prévention, de recherche, de formations en santé mentale.

Perspectives - actions 2026 :
« Le point écoute Jeunes » s'adresse à des jeunes âgés de 16 à 25 ans en situation à risque et leurs parents.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'objectif de ce point accueil est de prévenir autant que possible les risques de ruptures, familiales, sociales, dans les parcours d'apprentissage et d'associer les parents aux mesures d'accompagnement de leur jeune.
Il s'agit de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de jeunes sortis de la scolarité obligatoire, ou de l'ASE (l'Aide Sociale à l'Enfance) sans projet de formation ou d'emploi et qui présentent des fragilités importantes.
Les actions d'accompagnement des jeunes et de leurs parents sont conduites par des psychologues. Les principaux partenaires professionnels sont les services sociaux du département, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la Mission Locale, le Centre de Formation Apprentis d'Auteuil, la Prévention spécialisée.

En 2026, cette action concernera l'accompagnement de 50 jeunes qui se verront proposer des suivis psychologiques individuels et familiaux sur la réduction de freins et des situations de souffrance psychique, des bilans neurocognitifs de dépistage et d'orientation pour des jeunes en échec sur les parcours d'insertion, des ateliers sur le développement des compétences psychosociales.
Particularité pour l'année 2026 : une partie des publics accompagnés seront identifiés auprès de la Fondation des Apprentis d'Auteuil qui bénéficiera ainsi d'un appui spécifique pour certains de ses publics jeunes.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association ARPAS et propose d'allouer une subvention d'un montant de 12 500 € pour l'année 2026.

L'ASSOCIATION MISSION LOCALE DU PAYS DE GRASSE : 270 000 €

L'association Mission Locale du Pays de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé au 16 chemin de Camperousse, les Cyclades, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro Siret n°41263512000030 et représentée par son Vice-Président en exercice, Monsieur Cyril DAUPHOUD, agissant en vertu de pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé et description du projet : « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leurs parcours d'insertion sociale et professionnelle »

Objet social de l'association :
Les missions locales, dans le cadre de leur mission de service public de l'emploi, garantissent l'accès au droit à l'accompagnement prévu par les articles L322-4-17-1 à L322-4-17-4 du code du Travail, en mettant en œuvre les actions permettant aux personnes âgées de 16 à 25 ans révolus (jusqu'à 29 ans pour les jeunes en situation de handicap) de s'insérer dans la vie active et résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant les fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement. A ce titre, elles sont aussi reconnues par le Code de l'éducation en ses articles L313-7 et L313-8 comme un partenaire incontournable de la lutte contre le décrochage scolaire. Elles accompagnent également les jeunes détenus en préparation de la sortie de fin de peine et ceux pour lesquels un travail de préparation d'alternative à l'incarcération peut être organisé.
La Mission Locale du Pays de Grasse joue un rôle essentiel sur le territoire : accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc...). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.
Elle intervient sur le territoire de la CAPG autour de 9 points d'accueil.

Bilan de l'action 2025 :
2641 jeunes accompagnés dans leur accès à l'emploi et à leur autonomie dont :

- 907 jeunes en emploi
- 256 jeunes en formation

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- 183 contrats en alternance

Dont 44% de jeunes filles ; 13% de mineurs ; 15% QPV ; 1 ZRR et 4 % RQTH
Dont 63% de niveau infra IV

- 997 jeunes en 1er accueil dont 378 jeunes mineurs (38%)

Perspectives - actions 2026 :
Poursuivre l'accompagnement global et personnalisé des jeunes dans leur accès à l'emploi et à l'autonomie.
Orienter chaque jeune et sécuriser son parcours.
Proposer un accompagnement global qui s'exerce sur l'ensemble des leviers qui favorisent l'insertion, que ce soit sur l'emploi, la formation, l'accès aux droits sociaux, la santé, le logement, la mobilité, les activités culturelles, sportives, de loisirs...

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir l'action de l'association Mission Locale du Pays de Grasse et propose d'allouer une subvention d'un montant de 270 000 € pour l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

B/LE SOUTIEN AUX ACTIONS D'INSERTION

Les actions d'insertion désignent des dispositifs et des mesures mis en place pour aider une personne à se réinsérer professionnellement.
La Communauté d'Agglomération soutient ainsi plusieurs dispositifs : une formation expérimentale dans l'agriculture, un chantier éducatif et des Structures d'Insertion par l'Activité Economique -SIAE-.
Les SIAE constituent un dispositif d'insertion sociale et professionnelle conventionné par l'Etat qui peut revêtir plusieurs formes dont des Entreprises d'Insertion -EI- et des Ateliers et Chantiers d'Insertion -ACI-.
Ces structures s'adressent à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles importantes. Elles ont pour mission l'accueil, l'embauche et la mise au travail de ces publics par le biais de supports techniques d'activité et d'un accompagnement social et professionnel individualisé.
Sur le territoire du Pays de Grasse, les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique proposent des supports d'activités variés tels que, l'agriculture biologique, le bâtiment, la gestion des espaces verts, l'entretien, la restauration, le recyclage.
Le financement de ces structures est assuré majoritairement par l'Etat (via notamment les contrats aidés), le Conseil Départemental pour les allocataires du RSA et les recettes propres de l'activité.
En 2025, ces structures d'insertion par l'activité économique ont été particulièrement fragilisées par des arrêts et des baisses de financements publics.
Une grande vigilance et un accompagnement aux coopérations territoriales seront mis en œuvre en 2026 pour permettre aux structures de développer d'autres moyens leur permettant de consolider leur modèle économique.

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL : 31 000 € (répartis sur 3 projets)

La Fondation Apprentis d'Auteuil, dont le siège social est situé au 40 rue Jean de la Fontaine, 75 781 Paris 16e, identifiée sous le numéro SIRET 77568879901340, et représentée par son Directeur en exercice, Daniel DUHAMEL, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Adresse de correspondance Fondation Apprentis d'Auteuil, le Mas du Calme, 51 chemin de la Tourache, 06130 Grasse.

Objet social de l'association :
La Fondation accompagne, éduque et forme des jeunes en difficulté afin de favoriser leur insertion professionnelle. Elle propose à ce titre différentes actions dont des chantiers éducatifs comme le « Boost Insertion ».
Sur notre territoire, la Fondation des Apprentis d'Auteuil développe également des actions en direction des publics adultes en insertion par la mise en place de formations comme le « Pass saisonnier » et en portant un Chantier d'insertion.

Intitulé des 3 projets :
1. Chantier d'insertion Restauration et Espaces verts : 15 000 € ;
2. « Pass saisonnier » : 5 000 € ;
3. Chantier éducatif « Boost Insertion » : 11 000 €.

1. L'Atelier Chantier d'Insertion – ACI- : 15 000 €
Les ACI visent à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques support dans deux secteurs d'activités variés.
La Fondation des apprentis d'Auteuil porte un Chantier d'Insertion qui propose des activités de restauration et d'entretien des espaces verts.
Ce chantier concerne une quinzaine de postes d'insertion en entrées et sorties permanentes.

1.1 L'activité restauration - Restaurant le "Mas du Calme".
Le restaurant est ouvert au public du lundi au vendredi. Il privilégie les circuits courts et l'élaboration de menus avec des produits frais, de saison. Des partenariats avec une coopérative agricole et des producteurs de la région ont été mis en place. L'activité se développe avec des prestations traiteur et de groupes.
1.2 L'activité Espaces verts "L'Allée Verte » :
Ce chantier propose des prestations de services auprès de particuliers et de collectivités sur le territoire de la CAPG, CASA et CAPL.
L'ACI entretient également le domaine du Mas du Calme (4 hectares de végétation en restanques), et une oliveraie constituée de 200 arbres dont l'huile est directement utilisée dans le restaurant.

Perspectives - actions 2026 :
Poursuivre l'activité d'insertion quant au nombre de postes et au contenu de l'accompagnement.
Mettre en place des actions permettant de consolider le modèle économique de chaque ACI par la recherche de co-financements et le développement des activités en propre. A ce titre, entreprendre une réflexion de développement d'activités notamment en lien avec le Projet Alimentaire Territorial.

2. La formation « Pass saisonnier » : 5 000 €

Le « Pass saisonnier » ouvrier agricole polyvalent est une formation expérimentale qui a été mise en place en 2025.
Cette formation a été créée pour répondre à un double enjeu : pallier le manque de main-d'œuvre saisonnière qualifiée dans les exploitations agricoles et favoriser l'insertion professionnelle durable pour des personnes éloignées de l'emploi.
Cette action de formation est portée par la Fondation des Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'association les Fleurs d'Exception du Pays de grasse et France Travail.
Elle repose sur de la pluriactivité : plantes à parfum, oléiculture et réfection de murs en pierre-sèche.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'objectif étant de permettre aux saisonniers ainsi formés de s'inscrire sur les parcours d'insertion plus durables.
Cette formation repose sur une approche pédagogique qui allie cours théoriques et formations pratiques dans les champs en association avec les producteurs de plantes à parfum à la formation.

Perspectives - action 2026 :
Soutenir la mise en œuvre de la session de formation programmée sur 2026 qui s'organisera sur 10 semaines et accueillera 12 personnes en insertion. Contribuer par ce soutien à souligner l'intérêt de cette formation tant en termes d'insertion professionnelle que de soutien à la dynamique de structuration d'une filière agricole solidaire et responsable.

3. Le chantier éducatif « Boost insertion » : 11 000 €

Il s'agit d'un programme d'accompagnement destiné à des jeunes en situation de décrochage scolaire ou d'exclusion.
Ce dispositif vise à recréer des repères, favoriser la dynamique collective de socialisation et développer des compétences transférables à travers des parcours évolutifs et individualisés. Différentes actions ciblées sont mises en œuvre afin de permettre à chaque jeune de s'orienter vers un projet professionnel pérenne. Il fonctionne en entrées et sorties permanentes

Perspectives - actions 2026 :
Soutenir, sur le territoire du pays de Grasse la mise en place de ce dispositif pour 35 jeunes âgés de 16 à 25 ans répartis sur deux groupes sur l'année : un groupe d'allophones et un groupe de NEETS (ni en emploi, ni en formation, ni en étude), jeunes sous main de justice, résidents en QPV, en difficulté sociale.
L'accompagnement se fera à partir du site du Mas du Calme et proposera différents ateliers.

Au vu du bilan 2025 de la Fondation des Apprentis d'Auteuil et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les trois actions portées par la Fondation des Apprentis d'Auteuil et propose d'allouer une subvention d'un montant de 31 000 € pour l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention globale d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention globale d'objectifs et de financement 2026.

ASSOCIATION MONTAGN'HABITS : 18 000 €

L'association Montagn'Habits régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 1132 route du Brunet, 06850 Saint-Auban, identifiée sous le numéro SIRET 41815526300027, et représentée par sa Présidente en exercice, Sylvie FRIOCOURT, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Chantier d'insertion » à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés, et environnementale par la collecte de textiles, linge de maison et chaussures dits de seconde main.

Objet social de l'association : Située à Saint-Auban, Montagn'Habits a pour objectifs de maintenir et développer l'emploi sur le territoire du Haut-Pays grassois par la collecte et la revalorisation de vêtements, Textiles, Linge de maison, Chaussures et maroquinerie

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

usagés (TLC). Acteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural et de montagne, l'association porte un Atelier Chantier d'Insertion -ACI- permettant à des personnes en situation de précarité (demandeurs d'emploi de longue durée et souvent bénéficiaires du RSA) d'avoir une perspective de retour vers l'emploi pérenne.
Pour ce faire, l'ACI s'appuie sur une activité de TLC qui l'amène à intervenir sur un vaste territoire couvrant une partie des Alpes-Maritimes, du Var et des Alpes de Haute-Provence : 400 containers qui maillent 130 communes.
Il est important de souligner que Montagn'Habits est la principale entreprise privée implantée sur le Haut-Pays.

Perspectives - actions 2026 :
Comme tous les opérateurs de tri de la filière TLC, Montagn'Habits a vu fondre son principal débouché, durant toute l'année 2025, menaçant gravement son activité. Cette crise impacte toute la filière et amène Montagn'Habits à devoir envisager une évolution de son fonctionnement par la diversification de ses activités économiques, supports des parcours d'insertion.
Fin 2025 grâce à l'accompagnement des partenaires institutionnels et un changement de gouvernance, l'association est parvenue à retrouver un équilibre avec de nouvelles perspectives de développement.
C'est cette action qui devra être soutenue sur l'année 2026.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les trois actions portées par l'association Montagn'Habits et propose d'allouer une subvention d'un montant de 18 000 € pour l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

ASSOCIATION LES JARDINS VALEURS SOLIDAIRES (JVS) : 45 000 €

L'association Jardins Valeurs Solidaires, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2530 Route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, identifiée sous le numéro SIRET 42040058200029, et représentée par son Président en exercice, Henri ONIMUS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé et description du projet : « Chantier d'Insertion par l'Activité Economique ».

Objet social de l'association : Depuis 25 ans, sur le territoire du Pays de Grasse, l'association « les Jardins Valeurs Solidaires » porte un Atelier Chantier d'insertion qui permet à des personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des freins d'ordre socioprofessionnels, de reprendre une activité professionnelle. Le public est orienté par les prescripteurs partenaires (France Travail, le PLIE du Pays de Grasse, le Conseil Départemental pour les BRSA) et bénéficie d'un accompagnement professionnel renforcé, dans le cadre d'un contrat de travail (CDDI), conventionné par l'Etat DDETS.
Cet ACI développe une activité de maraichage bio, d'élevage de poules pondeuses, de production de plans bio et quelques prestations de jardinage chez des particuliers. Il s'agit d'une activité qui répond à la Chartre du Réseau Cocagne et des organismes certifiant la Filière-AB.
Les productions sont vendues aux adhérents sous forme de paniers et sur des marchés sur le territoire de la CAPG.

Perspectives - actions 2026 :
-Encadrement du chantier : consolider les 10 postes d'encadrants et l'accompagnement pour 38,8 ETP ;
-Développement des activités supports pour consolider le modèle économique fragilisé notamment par le retrait de soutiens financiers institutionnels ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Améliorer les supports de communication et diffuser plus largement les informations vers les partenaires, avec les tarifs des prestations ;
- S'inscrire encore plus dans une démarche territoriale partenariale en lien notamment avec les PAT du territoire.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les trois actions portées par l'association JVS et propose d'allouer une subvention d'un montant de 45 000 € pour l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

ASSOCIATION DEFIE : 70 000 €

L'association DEFIE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 5 Avenue Font Laugière, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 42477777900077, et représentée par son Président en exercice, Jean-Marie POUGET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Intitulé du projet : « Entreprise Sociale Apprenante » qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté.

Objet social de l'association : Accueillir, accompagner, suivre, former les personnes privées d'emploi du territoire ; identifier et contribuer à lever des freins socioprofessionnels (accompagnement), transmettre et former les comportements attendus en entreprise, créer du lien social contre l'isolement, acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser.

L'association est organisée sous forme d'un Atelier Chantier d'insertion -ACI- qui permet d'embaucher des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi en utilisant comme supports des chantiers dans le second œuvre, les espaces verts et le nettoyage. Ces travaux sont utiles à la collectivité et permettent aux participants de :

- Créer du lien social et de lutter contre l'isolement
- Acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser
- Développer les comportements attendus en entreprise
- Se redynamiser et se projeter vers un projet
- Lutter contre les discriminations
- Participer au développement économique du territoire

En tant qu'outil territorial, DEFIE se concentre sur les populations en difficulté, notamment les bénéficiaires du RSA qui résident sur le territoire de Grasse et principalement les deux quartiers QPV (Quartier Prioritaire Politique de la Ville).

Perspectives - actions 2026 :
Maintenir l'activité avec une moyenne de 40 ETP en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion).
Développer le modèle économique de l'association en recherchant notamment des partenariats de coopérations économiques (marchés groupés) et restructurer l'organisation des différents pôles d'activité de l'association (insertion, formation, accompagnement social).
Réflexion autour de la diversification des activités support par la mise en œuvre d'une ingénierie autour du recyclage des cartons, en collaborations avec les entreprises du territoire.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les actions portées par l'association DEFIE et propose d'allouer une subvention d'un montant de 70 000 € pour l'année 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

ASSOCIATION SOLI-CITES : 50 000 € (soit 20 000 € pour l'EI et 30 000 € pour l'ACI)

L'association Soli-Cités régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 1 rue Vieille Boucherie, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 47918323800043, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Nicole NUTINI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Conventionnement de 2 actions d'insertion :

1. « Maintien des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » (EI) : labellisée Régie de quartier, l'entreprise d'insertion portée par l'association Soli-Cités intervient dans les quartiers prioritaires de la ville et agit à la fois sur l'insertion professionnelle en proposant des contrats en CDDI de 24 mois maximum (50% des salariés sont des habitants du QPV), réalisant des services utiles localement et participant à la vie sociale et la cohésion. Elle intervient sur l'entretien des espaces verts, le nettoyage, l'entretien de la voirie. L'entreprise opère sur les QPV mais aussi sur d'autres résidences appartenant à des bailleurs sociaux et sur des marchés privés.

Perspectives - actions 2026 :
Il s'agira de soutenir le développement de l'EI qui est conventionnée en 2026 pour 9 postes en insertion en équivalent temps plein ce qui représentera sur l'année 10 à 12 salariés en insertion.

2. L'Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) « Les Fées contraires : développement et équilibre financier de l'ACI dans sa globalité »

L'atelier recyclerie « Les Fées Contraires », véritable vitrine de l'économie circulaire pour le territoire, intervient sur la collecte des encombrants, le vide-maisons, le débarrassage de locaux, puis le tri, la récupération et surtout la transformation des matériaux.

Grâce à ce support d'activité, l'association accompagne vers et dans l'emploi un public en difficultés qui se trouve en transition professionnelle et personnelle. Cet accompagnement permet une reprise progressive et évolutive d'une activité à temps partiel (28 heures hebdomadaires) afin de lever les freins à l'emploi avec un accompagnement socioprofessionnel individualisé et renforcé.
L'association est organisée sur plusieurs sites : les Fleurs de Grasse, Roquevignon et le centre ville de Grasse.
La boutique, située au sein des QPV, rue Vieille Boucherie, permet de mettre en valeur toute la mission d'insertion par le recyclage et l'upcycling. Désormais, l'atelier recyclerie est plébiscité pour ses objets et meubles uniques recyclés, devenant un réel acteur de l'économie circulaire qui s'inscrit de plus en plus dans les démarches RSE des entreprises du territoire.

Perspectives - actions 2026 :
Reconduire le soutien au chantier d'insertion qui est conventionné pour 10 postes en insertion en équivalent temps plein, ce qui lui permettra d'accueillir sur l'année 12 à 15 salariées en insertion en entrée et sortie permanente.

Au vu du bilan 2025 et en fonction des objectifs définis pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite soutenir les deux dispositifs portés par l'association Soli-Cités et propose d'allouer une subvention d'un montant total de 50 000 € sur l'année 2026.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Anthony AMAVET-LONGO, Elodie BARBIER, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Gérard BOUCHARD, Marino CASSEZ, Henri CHIRIS, Marie GIACCONE, Marie-Madeleine GUALLINO, Damien MATTEOLI, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI–HERNANDEZ, Hervé ROMANO, Florent ROSSI, Jessica GUIAUD, Jérôme VIAUD, Christian ZEDET.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

— **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les bénéficiaires suivants :

- Association COSENS : 20 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 10 000 €, une avance de 10 000 € ayant déjà été versée) ;
- Association Boutique de Gestion Côte d'Azur (BGE) : 5610 € ;
- Association Parcours le Monde Sud-Est : 4 000 € ;
- Association ARPAS : 12 500 €
- Association Mission Locale du Pays de Grasse : 270 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 135 000 €, une avance de 135 000 € ayant déjà été versée) ;
- Fondation des Apprentis d'Auteuil : 31 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 23 500 €, une avance de 7 500 € ayant déjà été versée) ;
- Association Montagn'Habits : 18 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 9 000 €, une avance de 9 000 € ayant déjà été versée) ;
- Association Jardin Valeurs Solidaires : 45 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 22 500 €, une avance de 22 500 € ayant déjà été versée) ;
- Association DEFIE : 70 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 35 000 €, une avance de 35 000 € ayant déjà été versée) ;
- Association SOLI-CITES : 50 000€ (étant précisé qu'il reste à verser 25 000 €, une avance de 25 000 € ayant déjà été versée)

— **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement annexées à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

— **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Pays de Grasse

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC L'ASSOCIATION « MISSION LOCALE » ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association Mission Locale du Pays de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé au 16 chemin de Camperousse, les Cyclades, 06130 Grasse, déclarée à la sous-préfecture le 6 novembre 1996 sous le numéro W2775, Siret n°41263512000030 et représentée par son Vice-Président en exercice, **Monsieur Cyril DAUPHOUD**, agissant en vertu de pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la Mission Locale »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Mission Locale a initié et conçu le projet « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle ».

Ce projet vise à accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc.). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.

Il s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et de mobilisation renforcée du service public de l'emploi (SPE) territorial sur la zone « Cannes -Grasse – Antibes ».

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_ du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 270 000 EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 270 000 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 270 000 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 270 000 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 135 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : MISSION LOCALE DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Marseillaise de Crédit
Code banque : 30077 / Code guichet : 04942
Numéro de compte : 21909200200 / Clé RIB : 44

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 **L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention. L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association la Mission Locale du Pays de Grasse**
Le Président,	Le Vice-Président,
Jérôme VIAUD	**Cyril DAUPHOUD**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle ».

Charges du projet	**Subvention de** *(autorité publique qui établit la convention)*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
270 000 €	270 000 €	0 €

a) Objectif(s) :

Missions de service public de proximité, la Mission Locale a un rôle essentiel sur le territoire : accompagner tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis du système de formation initiale, qui le souhaitent ou qui en expriment le besoin dans leurs parcours d'accès à l'emploi, à la formation et à l'autonomie sociale (santé, logement, mobilité, etc.). Elle contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle.

2026, une mobilisation renforcée du Service Public de l'Emploi (SPE)

- Poursuite du Plan Jeunes pour être collectivement au rendez-vous de l'emploi ;
- Mise en œuvre du Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) ;
- Entrée des jeunes dans le Contrat d'Engagement Jeune ;
- Obligation de formation pour les jeunes 16-18 ans mineurs décrocheurs autour des « plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) », la mise en place des actions coordonnées en faveurs de la formation (AIF Pôle emploi, Région, PRIC, AFPR, POEI, POEC...) ;
- Promouvoir l'engagement en Service Civique ;
- Valoriser les mesures disponibles dans l'accès à l'emploi des jeunes (PEC, CIE, Emploi franc, contrat pro, Apprentissage).

2026, c'est aussi une mobilisation renforcée du service public de l'emploi autour du SPE territorial sur la zone "Cannes -Grasse - Antibes".

b) Public(s) visé(s) : Tous les jeunes de 16 à 25 ans en demande d'insertion dont les jeunes NEETs (jeunes qui ne sont pas en emploi, en études ou en formation) et les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des zones de revitalisation rurale, ceux en situation de handicap, les décrocheurs, les primo-arrivants, ceux sortant de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

c) Localisation : la Mission Locale est présente sur plusieurs lieux d'accueil (les Espaces Activités Emploi de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas et Peymeinade, la MSAP de Saint-Auban) et des permanences sont proposés sur l'ensemble du territoire, notamment sur le moyen et le haut-pays : Saint-Cézaire, Saint-Vallier-de-Thiey, Maison d'arrêt de Grasse, ERIC des Fleurs de Grasse…

d) Une équipe de 29 personnes dont 11 conseillers, 3 chargés de projets, 4 chargés d'accueil et d'animation, 3 salariés chargés de la communication, 1 assistant informatique, 1 assistante financière, 1 assistante de direction, 3 responsables de secteur, 1 directrice adjointe, 1 directeur pour un prévisionnel de 27.87 ETP.

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de jeunes accueillis ;
- Nombre de jeunes en situation d'emploi, de formation, en contrat d'alternance et de création d'activité :
- Nombre d'entreprises partenaires sur des offres d'emploi collectées
- Nombre de jeunes en parcours d'accompagnement renforcé

Indicateurs qualitatifs : Les caractéristiques du public

- Analyse par profil (niveau de formation, âge, genre),
- nombre de nouveaux publics,
- nombre de jeunes accompagnés,
- nombre de contrats aidés,
- nombre de jeunes entrés en formation,
- nombre de jeunes entrés en emploi,
- nombre de jeunes entrés en (PACEA - GJ- CEJ),
- suivi et le nombre de jeunes décrocheurs (PSAD),
- nombre d'offres d'apprentissage et d'emploi collectées,
- nombre d'entreprises mobilisées,
- nombre d'opérations mises en place

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2026

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	2959	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	571	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	483	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	270000
Energie	1905	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	18178		
Locations	11129		
Entretien et réparation	3814		
Assurance	1242	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1993		
62 - Autres services extérieurs	13247	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4790		
Publicité, publication	399		
Déplacements, missions	3128	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	4930	CAPG	270000
63 - Impôts et taxes	12977		
Impôts et taxes sur rémunération	11823		
Autres impôts et taxes	1154	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	178363	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	128823	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	41426	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	8114	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
Fonds Dédiés CEJ Accomp N+1	36237	758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	2	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles	1143	**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	6894	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	270000	**TOTAL DES PRODUITS**	270000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	270000	**TOTAL**	270000

La subvention sollicitée de 270000 **€, objet de la présente demande représente** 100 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Janvier 2022 - Page 7 sur 9

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

La Fondation Apprentis d'Auteuil régie par la loi du 23 juillet 1987 dont le siège social est situé au 40 Rue Jean de la Fontaine, 75 781 Paris 16e, identifiée sous le numéro SIRET 77568879901340 et représentée par son Directeur en exercice, **Monsieur Antoine DUHAUT** agissant au nom et pour le compte de ladite Fondation (antenne des Alpes Maritimes) en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Adresse de correspondance : Fondation Apprentis d'Auteuil, le Mas du Calme, 51 chemin de la Tourache, 06130 Grasse.

Ci-après dénommée, « la Fondation »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, la Fondation Apprentis d'Auteuil a initié et conçu trois projets : « Chantier d'Insertion restauration – Espaces verts », « Pass Saisonnier » et « Boost Insertion ».

Ces projets visent à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques dans différents secteurs (restauration, espaces verts), de la formation ou encore des actions de remobilisation.
L'Atelier Chantier d'Insertion – ACI- destiné à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques support dont la restauration et les espaces verts.
La formation « Pass saisonnier » ouvrier agricole polyvalent est une formation qui a été créée pour répondre à un double enjeu : pallier le manque de main-d'œuvre saisonnière qualifiée dans les exploitations agricoles de plantes à parfum et oléicoles et favoriser l'insertion professionnelle durable pour des personnes éloignées de l'emploi.
Le chantier éducatif « Boost insertion » est un programme d'accompagnement destiné à des jeunes en situation de décrochage scolaire ou d'exclusion.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de la Fondation, a prévu de la soutenir dans ses projets d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_ xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Fondation s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets d'intérêt économique général « Chantier d'Insertion restauration – Espaces verts », « Pass Saisonnier » et « Boost Insertion » et précisés en annexe I à la présente convention. Ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de la Fondation.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec la Fondation pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DES PROJETS

3.1 Le coût total éligible des projets sur la durée de la convention est évalué à ~~15 000~~1 706 321 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles des projets sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés aux projets.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre des projets et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des projets, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre des projets, la Fondation peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation des projets et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

La Fondation notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 31 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 706 321 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 31 000 € (15 000 € pour l'ACI, 5 000 € pour le Pass Saisonnier et 11 000 euros pour le Boost).

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : une avance de 7 500 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : la collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par la Fondation des pièces justificatives requises.
- Solde : le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par la Fondation des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de la Fondation (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Fondation Apprentis d'Auteuil
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Générale
Code banque : 30003 / Code guichet : 03383
Numéro de compte : 00050055252 / Clé RIB : 73

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

La Fondation s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 La Fondation informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la Fondation en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 La Fondation déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par la Fondation sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la Fondation et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 La Fondation s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. La Fondation s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à la Fondation.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, la Fondation octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

La Fondation est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

La Fondation est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

La Fondation s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. La Fondation s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de la Fondation des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et la Fondation s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

La Fondation s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et la Fondation. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

La Fondation peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à la Fondation n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de la Fondation auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si la Fondation introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour la Fondation Apprentis d'Auteuil**
Le Président,	Le directeur,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Antoine DUHAUT**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJETS

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projets :
1. Chantier d'insertion Restauration et Espaces verts : 15 000 € ;
2. « Pass saisonnier » : 5 000 € ;
3. Chantier éducatif « Boost Insertion » : 11 000 €.

Charges du projet	**Subvention de** ~~*(autorité publique qui établit la convention)*~~*la CAPG*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
1 706 321 €	31 000 €	1 279 546 €

a) Objectif(s) :

1. L'Atelier Chantier d'Insertion – ACI-
Les ACI visent à insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi grâce à des activités économiques support dans deux secteurs d'activités variés.
1.1 L'activité restauration - Restaurant le "Mas du Calme".
Le restaurant est ouvert au public du lundi au vendredi. Il privilégie les circuits courts et l'élaboration de menus avec des produits frais, de saison.
1.2 L'activité Espaces verts "L'Allée Verte » :
Ce chantier propose des prestations de services auprès de particuliers et de collectivités sur le territoire de la CAPG, CASA et CAPL.
Perspectives - actions 2026 :
Poursuivre l'activité d'insertion quant au nombre de postes et au contenu de l'accompagnement. Mettre en place des actions permettant de consolider le modèle économique de chaque ACI par la recherche de co-financements et le développement des activités en propre.
Moyens : un lieu d'application équipé du matériel professionnel nécessaire, 5 salariés permanents et 8 postes en insertion.

2. La formation « Pass saisonnier
Le « Pass saisonnier » ouvrier agricole polyvalent est une formation expérimentale qui a été mise en place en 2025. Cette formation répond à un double enjeu : pallier le manque de main-d'œuvre saisonnière qualifiée dans les exploitations agricoles et favoriser l'insertion professionnelle durable pour des personnes éloignées de l'emploi.
Cette action de formation est portée par la Fondation des Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'association les Fleurs d'Exception du Pays de grasse et France Travail.
Elle repose sur de la pluriactivité : plantes à parfum, oléiculture et réfection de murs en pierre-sèche.L'objectif étant de permettre aux saisonniers ainsi formés de s'inscrire sur les parcours d'insertion plus durables.
Perspectives - action 2026 :
Soutenir la mise en œuvre de la session de formation programmée sur 2026 qui s'organisera sur 10 semaines et accueillera 12 personnes en insertion.
Moyens : une équipe formation de 5 personnes (2 CDI et 3 CDD).

3. Le chantier éducatif « Boost insertion » : 11 000 €
Il s'agit d'un programme d'accompagnement destiné à des jeunes en situation de décrochage scolaire ou d'exclusion. Ce dispositif vise à recréer des repères, favoriser la dynamique collective de socialisation et développer des compétences transférables à travers des parcours évolutifs et individualisés.
Perspectives - actions 2026 :
Soutenir, sur le territoire du pays de Grasse la mise en place de ce dispositif pour 35 jeunes âgés de 16 à 25 ans répartis sur deux groupes sur l'année : un groupe d'allophones et un groupe de NEETS (ni en emploi, ni en formation, ni en étude), jeunes sous main de justice, résidents en QPV, en difficulté sociale.
Moyens : 6,86 ETP

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

b) Localisation : sur le territoire CAPG

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par la Fondation pour chacune des sections, comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Entretiens individuels et ateliers collectifs ;
- Périodes de mise en situation en milieu professionnel ;
- Attestation de formation ou compétences pour les salariés en insertion.
- Attestations de formation pour le Pass

Indicateurs qualitatifs : Les caractéristiques du public

- Profil des jeunes : motif de la demande, données sociodémographiques, la situation professionnelle pour le Boost
- Prise en charge des freins identifiés en entrée pour toutes les actions;
- Données socio-économiques : ressources, nature des ressources
- Sorties à l'emploi
- Taux de progression des situations
- Consommation d'heures conventionnées

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2026

Projet 1 : ACI

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 ou exercice du au

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	78 771	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	200 006
Achats matières et fournitures	77 971	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	0	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	886 085
Prestations de services	800	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	52 663	Etat - remboursement/insertion personnel	358 135
Locations	42 152		
Entretien et réparation	8 762		
Assurance	1 748	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	0		
62 - Autres services extérieurs	24 409	Conseil-s Départemental (aux) :	79 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 265		
Publicité, publication	1 000		
Déplacements, missions	10 516	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	20 000
Services bancaires, autres	3 628		
63 - Impôts et taxes	1 788	Autres subventions diverses	91 715
Impôts et taxes sur rémunération	0		
Autres impôts et taxes	1 788	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	820 237	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	583 330	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	211 037	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	25 870	Aides privées (fondation)	307 235
65 - Autres charges de gestion courante	85 325	**75 - Autres produits de gestion courante**	
Autres charges	954	756. Cotisations	
Frais de siège	84 371	758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	10 922	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	3 025
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 074 116	**TOTAL DES PRODUITS**	1 074 116

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	1 074 116	TOTAL	1 074 116

La subvention sollicitée de 20 000 **€, objet de la présente demande représente** 1.86 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Projet 2 : Pass Saisonnier

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* 05/01/20 *au* 31/12/20

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	4000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	
Prestations de services	5230	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		FRANCE TRAVAIL	38532
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7450		
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	5000
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	6808	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	3404	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	258	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	24582	**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	8200
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	51732	**TOTAL DES PRODUITS**	51732

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention sollicitée de 5000 **€, objet de la présente demande représente** 9,66 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Projet 3 : Boost Insertion

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du 01/01/2026* *au 31/12/2026*

Budget supplémentaire – projet pluriannuel

Suppression du budget – projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	**1234€**	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	1234€	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	**349 929€**
Prestation de services			
61 - Services extérieurs	**13483€**	Etat – cohésion sociale (DDTS)	12 731€
Locations	13483€	PJJ	12 000 €
Entretien et réparation		ETAT – FIPDR	8000 €
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	38 000 €
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1200€	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	317€	CAPG – Contrat de ville	7 000€
63 - Impôts et taxes		CAPG – FIPDR	3 000€
Impôts et taxes sur rémunération		CAPG – Droit commun	8 000€
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel	**403061€**	CAF – radicalisation	10 000€
Rémunération des personnels	254985€	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	251 198€
Charges sociales	138457€		
Autres charges de personnel	9619€		
65 - Autres charges de gestion courante	**161178€**	**75 - Autres produits de gestion courante**	
Autres charges	3676€	Fonds propres	230544€
Frais de siège	157502€	Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions etengagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**580473€**	**TOTAL DES PRODUITS**	**580473€**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	580473€	**TOTAL**	580473€

La subvention sollicitée de 7000 €, objet de la présente demande représente 3% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	580473€	**TOTAL**	580473€

La subvention sollicitée de 7000 €, objet de la présente demande représente 1% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Fondation signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD,** agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association MONTAGN'HABITS régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 1132 Route du Brunet, 06850 Saint-Auban, identifiée sous le numéro SIRET 41815526300027, et représentée par sa Présidente en exercice, **Madame Sylvie FRIOCOURT**, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association.

Ci-après dénommée « MONTAGN'HABITS »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association MONTAGN'HABITS a initié et conçu le projet « Chantier d'insertion ».

Ce projet vise à maintenir et développer l'emploi sur le territoire du Haut-Pays grassois par la collecte et la revalorisation de vêtements, textiles, linge de maison, chaussures et maroquinerie usagés. Acteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural et de montagne, l'association anime un chantier d'insertion permettant à des personnes en situation de précarité (demandeurs d'emploi de longue durée et souvent bénéficiaires du RSA) et confrontés à des situations difficiles, d'avoir une perspective de retour vers l'emploi.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Chantier d'insertion à vocation solidaire par l'emploi de personnes en grandes difficultés » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 763 375 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 18 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 763 375 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 18 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : une avance de 9 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : la collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : MONTAGN'HABITS
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Agricole Provence Alpes Côte d'Azur
Code banque : 19106 / Code guichet : 00606
Numéro de compte : 00068042704 / Clé RIB : 50

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Montagn'Habits**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Sylvie FRIOCOURT**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Chantier d'insertion».

Charges du projet	**Subvention de** *la CAPG*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
763 375 €	18 000 €	234 108 €

a) Objectif(s) :

L'objectif principal est le retour à l'emploi durable en mettant à profit ce passage sur le chantier d'insertion mais il comprend également un volet social prenant en considération « l'humain » proprement dit, en particulier la reprise de confiance en soi grâce à un travail en équipe, la possibilité d'évoquer les difficultés auxquelles il est confronté avec le soutien de l'équipe d'encadrants.

L'action solidaire permet un accompagnement dans la recherche de débouchés viables et d'insister sur d'éventuelles formations pour optimiser les projets professionnels. Pour chaque suivi social et/ou professionnel avec un volet formation, il est important d'organiser les démarches, optimiser les lettres de motivations et CV, cibler les recherches…

Montagn'Habits intervient sur 3 départements et plus de 130 communes : Alpes-Maritimes, Var et Alpes de Haute-Provence.
400 containers ; 2 000 tonnes collectées (textiles et vêtements, linge de maison et chaussures) soit 167 tonnes par mois ; 8 fourgons de collecte tournent 5 jours/semaine soit 300 000 km cumulés

b) Public(s) visé(s) : public en situation de précarité, bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes en difficulté sociale ou professionnelle, séniors se heurtant aux difficultés liées à leur âge d'où un public fragilisé.

c) Localisation : Montagn'Habits intervient sur 3 départements et plus de 130 communes : Alpes-Maritimes, Var et Alpes de Haute-Provence.

d) Moyens mis en œuvre :

- Une équipe de permanents de 7 salariés dont 3 en CDI
- 8 postes en CDDI en entrées et sorties permanentes sur le chantier d'insertion

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de bénéficiaires accueillis
Nombre de bénéficiaires accompagnés
Nombre réunions collectives
Nombre d'ateliers et animations

Indicateurs qualitatifs :

- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2026

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* 01/01/20[illegible] *au* 31/12/20[illegible]

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	76 200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	481 572
Achats matières et fournitures	76 200	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	234 108
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	102 723	ASP ATELIER CHANTIER D'INSERTION	176 476
Locations	20 374		
Entretien et réparation	53 704		
Assurance	28 645	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	19 866	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	13 762	Activation du Rsa	6 780
Publicité, publication		Fonctionnement chantier d'insertio	26 852
Déplacements, missions	1 100	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	5 004	CAPG INSERTION	18 000
63 - Impôts et taxes	8 258	COMMUNES	6 000
Impôts et taxes sur rémunération	5 678		
Autres impôts et taxes	2 580	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	507 646	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	406 404	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	80 071	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	21 170	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	465
		756. Cotisations	465
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	1 382	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	47 230
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	45 680	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	761 755	**TOTAL DES PRODUITS**	763 375
	1020		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	761 755	**TOTAL**	763 375

La subvention sollicitée de 18 000 **€, objet de la présente demande représente** 2.36 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'Association Jardins Valeurs Solidaires régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2530 Route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, identifiée sous le numéro SIRET 42040058200029, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ONIMUS** agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association JVS »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Jardins Valeurs Solidaires (JVS) a initié et conçu le projet « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) ».

Ce projet vise à accompagner les personnes éloignées de l'emploi du territoire, à identifier et à contribuer à lever des freins socioprofessionnels, à acquérir de nouvelles compétences.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 300 677 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.
3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.
3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :
- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
sont nécessaires à la réalisation du projet ;
sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
sont dépensés par « l'association » ;
sont identifiables et contrôlables ;
3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.
3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 45 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 300 677 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 45 000 €.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :
- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

<u>ARTICLE 5</u> - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :
- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Acompte initial : une avance de 22 500 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : la collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Jardins Valeurs Solidaires
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Coopératif
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08003776154 / Clé RIB : 92

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG;

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Jardins Valeurs Solidaires

Le Président,

Henri ONIMUS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « chantier d'insertion par l'activité économique (IAE) ».

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (affectés au projet)
1 300 677€	45 000 €	1 062 170 €

a) Objectif(s) :

Depuis 25 ans, sur le territoire du Pays de Grasse, l'association « les Jardins Valeurs Solidaires » permet à des personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des freins d'ordre socioprofessionnels, de reprendre une activité professionnelle, respectueuse de l'environnement, répondant à la Chartre du Réseau Cocagne et des organismes certifiant la filière.

Le public orienté par les prescripteurs partenaires, France Travail, le PLIE du Pays de Grasse, le Conseil Départemental pour les BRSA, bénéficie d'un accompagnement professionnel renforcé, dans le cadre d'un contrat de travail (CDDI), conventionné par l'Etat DDETS. L'action s'inscrit localement par la vente des productions auprès d'adhérents et de clients issus du territoire de la CAPG.

La solidarité, la prévention, l'insertion, une agriculture respectueuse de l'environnement, une production biologique, une alimentation saine, une économie locale non prédatrice qui maintient le lien social constituent les valeurs d'une économie sociale et solidaire que mettent en œuvre les activités de JVS.
Le cadre professionnel permet aux jardiniers de s'impliquer, de se responsabiliser, de retrouver une activité et un rythme de travail. Des liens sociaux se nouent. Tout cela contribue à une dynamique et une valorisation personnelle qui favorisent l'amélioration de la situation et le retour à l'emploi de la personne

b) Public(s) visé(s) : personnes orientées par des partenaires (PLIE, Mission Locale, MSD, Conseil Départemental…). Demandeurs d'emploi de Longue Durée, jeunes de – 26 ans, Bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS…), DE de longue durée, travailleurs reconnus handicapés.

c) Localisation : JVS intervient sur tout le bassin Ouest des Alpes-Maritimes, plus précisément sur le territoire de la CAPG avec une implantation sur Mouans-Sartoux et Valbonne (CASA).

d) Moyens mis en œuvre :

- 10 permanents répartis sur l'accompagnement social et professionnel, encadrement technique et administratif ; 103 emplois aidés pour 29 ETP ;
- 2 hectares de terrain, 2 microtracteurs, 2 motoculteurs, 1véhicule permettant de transporter 6 participants, 4 véhicules utilitaires ; 6 débroussailleuses ; 4

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

poulaillers ; des infrastructures maraichères pour la production de légumes et de plants ; du petit matériel agricole pour chaque bénéficiaire ;

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre d'accompagnement social évalué en interne par les améliorations de condition de vie, des blocages administratifs ou toute autre levée des freins.
Nombre de retour à une situation professionnelle durable, une entrée en formation ou toute autre sortie dite dynamique, évaluée en fonction des objectifs fixés par l'Etat.
Nombre de mise en situation professionnelle pour les bénéficiaires (évaluées par nombre de jour).
Actions de formations proposées lors du parcours.
L'atteinte des objectifs de productions afin d'assurer la part d'autofinancement demandées par les partenaires sociaux.

Indicateurs qualitatifs :
- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisé
- Nombre de sorties
- Nombre de retours à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2026

5. Budget[1] de l'association

Année 2026 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - demande ponctuelle

Subvention du budget - demande ponctuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	140000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	238497
Achats matières et fournitures	114000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	26000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	1062170
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	31000	ACI- Aide aux postes	762347
Locations	10000	ACI-modulation	38243
Entretien et réparation	12500		
Assurance	7000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1500		
62 - Autres services extérieurs	35426	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	25000	CD06-BRSA-accompagnement	172380
Publicité, publication	400	CD06-BRSA prime d'inclusion	3200
Déplacements, missions	2074	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres	7952	CAPG	45000
63 - Impôts et taxes	17000	CASA	30000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes	17000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	1000
64 - Charges de personnel	1035241	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	924776	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	133462	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	10000
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	11610
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	11610
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	42000	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	1300677	**TOTAL DES PRODUITS**	1300677
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	1300677	**TOTAL**	1300677

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Janvier 2022 - Page 4 sur 9

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD,** agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association DEFIE régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé 5 Avenue Font Laugière - 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 42477777900077 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Marie POUGET,** agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association DEFIE »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association DEFIE porteuse d'un Atelier Chantier d'Insertion -ACI- a initié et conçu le projet « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ».

Ce projet vise à accueillir, accompagner, suivre, former les personnes privées d'emploi du territoire ; identifier et contribuer à lever des freins socioprofessionnels ; transmettre et former les comportements attendus en entreprise, créer du lien social contre l'isolement, acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatifs à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 2 015 590 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 70 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 2 015 590 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 70 000 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : une avance de 35 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : la collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : DEFIE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Caisse d'épargne Côte d'Azur
Code banque : 18315 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08000978413 / Clé RIB : 50

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association DEFIE**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jean-Marie POUGET**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Entreprise Sociale Apprenante qui a pour finalité de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ».

Charges du projet	**Subvention de** ***La CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
2 015 586 €	70 000 €	1 327 710 €

a) Objectif(s) :

Concrètement, l'association va permettre d'embaucher des demandeurs d'emploi sur les chantiers dans les domaines du second œuvre, des espaces verts et du nettoyage. Ces travaux sont utiles à la collectivité et permettent aux participants de :

- Créer du lien social et de lutter contre l'isolement
- Acquérir de nouvelles compétences techniques ou de les réactualiser
- Développer les comportements attendus en entreprise
- Se redynamiser et se projeter vers un projet
- Lutter contre les discriminations
- Participer au développement économique du territoire
- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population

En tant qu'outil territorial, DEFIE se concentre sur les populations en difficulté, notamment les bénéficiaires du RSA qui résident sur le territoire de Grasse et principalement les deux quartiers QPV.

b) Public(s) visé(s) : Femmes et hommes du territoire de la CAPG, demandeurs d'emploi, avec une attention particulière aux résidents QPV de Grasse, DELD, les jeunes de moins de 26 ans, des personnes placées sous main de justice, des bénéficiaires des minimas sociaux (RSA), des séniors…… orientées par le PLIE, France Travail, le SPIP, le CCAS, la MSD, la CAMS…

c) Localisation : DEFIE intervient sur tout le bassin Ouest des Alpes-Maritimes, plus précisément sur le territoire de la CAPG

d) Moyens mis en œuvre :

- Une équipe pédagogique professionnelle (encadrant technique, conseiller en insertion) : 76 salariés représentant 62 ETP
- des véhicules permettant de transporter les participants vers les différents chantiers
- des locaux permettant d'assurer la fonction d'accueil, suivi, formation et accompagnement des participants; matériel divers en lien avec le second œuvre, pour les espaces verts et pour le nettoyage.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Nombre de bénéficiaires accueillis
Nombre de bénéficiaires accompagnés
Nombre réunions collectives
Nombre d'ateliers et animations
Nombre de sorties dynamiques

Indicateurs qualitatifs :

- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Le niveau de satisfaction des participants
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET - Année 2026

Projet n° 1

6. Budget[1] du projet

Année 2026 ou exercice du au

CHARGES ANNUELLES	Entreprise Sociale Apprenante	PRODUITS ANNUELS	Entreprise Sociale Apprenante
60-Achats	**130 784**	**70 – Rémunération des services**	**688 876**
Achats stockés - Matières & Fournitures	84 615	Travaux ESA	549 997
Achats stockés - Autres approvis.	3 120	-	-
Sous -traitance	10 335	PREMICES	138 879
Electricité + Eau	4 491		
Carburants	20 116		
Fournitures entretien et petits équipements	6 768		
Fournitures administratives	1 339		
61 - Services extérieurs	**63 853**	**73 + 74 - Concours publics et Subventions**	**1 326 710**
Redevance Crédit-bail	11 939	ASP - PART SOCLE	900 338
Location Le Cannet	3 690	ASP - PART MODULEE	1 250
Locations mobilières	6 262	CD - COFINANCEMENT BRSA	
Charges locatives	960	ASP - APPRENTISSAGE COMMUNICATION	
Entretien et réparation maintenance	22 909	Conseil Départemental	
Assurances	21 783	CD - Passer'elle	-
62 – Autres services extérieurs	**37 970**	CD - Trempl'un	-
Rémunér. intermédiaires- honoraires	22 946	DDETS - Eq. Urbaine Dechets	-
Cadeaux au personnel	-	Cap G	-
Frais de déplacements	4 968	Cap G - Eq. Urbaine Dechets	-
Réceptions/Missions	1 882	PCB Label	-
Frais postaux, téléphone	5 095	-	-
Services bancaires - Autres	1 279	Seve Formation	-
Cotisations et autres services externes	1 799	-	
63 - Impôts et taxes	**71 868**		
Impôts et taxes sur rémunération	33 749		
Formation professionnelle	33 702		
Taxe Fonc	4 418		
64- Charges de personnel	**1 682 417**		
Rémunération des personnels	1 462 167		
Charges sociales de l'employeur	191 479		
Mutuelle	10 313		
Médecine du Travail	4 836		
Autres charges de personnel	13 621		
65- Autres cha. gestion courante	-		
66- Charges financières	4 660		
68- Dotations aux amortissements	24 034		
TOTAL CHARGES ANNUELLES	**2 015 586**	**TOTAL PRODUITS ANNUELS**	**2 015 586**

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « la CAPG »,

D'une part,

ET :

L'association SOLI-CITES, régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé au 1 rue Vieille Boucherie, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 47918323800043 et représentée par sa Présidente, **Madame Nicole NUTINI,** au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, « l'Association Soli-Cités »,

D'autre part,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association SOLI-CITES a initié et conçu les deux projets « Maintien et développement des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre de l'ACI dans sa globalité ».

Ces projets visent l'accompagnement de personnes très éloignées de l'emploi vers une reprise progressive et évolutive d'une activité à temps partiel (28 heures hebdomadaires) afin de lever les freins à l'emploi avec un accompagnement socioprofessionnel individualisé et renforcé. Le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion permettent de retrouver un rythme de vie, une place et une utilité au sein d'une équipe et plus largement d'une entreprise, de reconstruire une vie sociale (pour les salariés les plus isolés) et permettre un travail sur l'image et la confiance en soi.

L'objectif ultime étant la sortie sur un emploi (ou entrée en formation qualifiante) en lien avec un projet professionnel personnalisé.

Dans le cadre de la programmation « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » 2026, la CAPG à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans ses projets d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets d'intérêt économique général « Maintien et développement des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre de l'ACI dans sa globalité » et précisé en annexe I à la présente convention. Ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service « Insertion Professionnelle & Innovation Sociale » de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DES PROJETS

3.1 Le coût total éligible des projets sur la durée de la convention est évalué à 989 490 € conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles des projets sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés aux projets.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre des projets et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des projets, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre des projets, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 50 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 989 490 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 50 000 € (soit 20 000 € pour l'EI et 30 000 € pour l'ACI).

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : une avance de 25 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, conformément à la DL2025_195 du 11 décembre 2025, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : la collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 424 » ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : SOLI-CITES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Caisse d'épargne Côte d'Azur
Code banque : 18315 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004197294 / Clé RIB : 48

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association SOLI-CITES**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Nicole NUTINI**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LES PROJETS

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation des projets visés à l'article 1er de la convention :

Projets : « Maintien et développement des emplois au sein de l'Entreprise d'Insertion » et « Développement et équilibre de l'ACI dans sa globalité ».

Charges du projet	**Subvention de *la CAPG***	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
989 490 €	50 000 €	512 625 €

a) Objectif(s) :

Entreprise d'insertion (EI) labellisée Régie de quartier, elle intervient sur l'entretien des locaux, l'entretien des espaces verts, broyage des végétaux dans la cadre du service à la personne SAP. Acteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'association Soli-Cités travaille à l'inclusion des salariés rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Conventionnée par l'état, elle œuvre au quotidien pour conjuguer accompagnement social et activité économique en proposant des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI d'une durée de 4 mois.)
Le Chantier accueille 30 ETP, soit 70 à 90 personnes qui passent dans la structure en 1 an. Comme sur les autres chantiers, la difficulté de mobilisation du public est rapportée (public en insertion de plus en plus éloigné de l'emploi et avec de grandes difficultés de motivation par rapport à l'insertion professionnelle).

Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) propose un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Deux boutiques situées à Grasse (au sein des QPV) afin de valoriser les créations uniques mais aussi et surtout les hommes et les femmes en insertion. Le support d'insertion de l'atelier -boutique, permet d'obtenir des résultats rapides sur l'image de soi grâce à la dimension créative de l'action.

b) Public(s) visé(s) : DELD dont participants du PLIE, Bénéficiaires du RAS, jeunes de la Mission Locale, personnes sous-main de justice (convention avec le ministère de la Justice permettant d'accompagner 1 détenu sur le dispositif EI)

c) Localisation : sur le territoire CAPG, plus particulièrement QPV et Département 06.

d) Moyens mis en œuvre : 4 permanents (dont 3 salariés en CDI équivalent et 1 CDD équivalent à 1 ETP).
Des camions pour le transport des personnes et des biens, des espaces de stockage, formation, vente et du matériel adaptés à tous les types de travaux.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :
Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

Le bilan sera distingué entre l'Atelier Chantier d'Insertion et l'Entreprise d'Insertion.

- Nombre de bénéficiaires accueillis ;
- Nombre de bénéficiaires accompagnés ;
- Nombre réunions collectives
- Nombre d'ateliers et animations

Indicateurs qualitatifs : la typologie du public

- Age, genre, niveau de qualification, lieu d'habitation
- Situation du bénéficiaire
- Freins rencontrés
- Nombre d'heures de travail réalisées
- Nombre de sorties
- Nombre de retour à l'emploi
- Types de sorties

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET DU PROJET – Année 2026

5. Budget[1] de l'association

Année 2026 *ou exercice du* *au*

Dans le cadre d'une demande pluriannuelle, dupliquer autant de fois que nécessaire si les budgets annuels sont différents.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	41272	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	476865
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures	41272	74 - Subventions d'exploitation[2]	512625
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	407060
61 - Services extérieurs	47320		
Locations	17334		
Entretien et réparation	16626		
Assurance	13360	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	50692	Conseil-s Départemental (aux) :	45565
Rémunérations intermédiaires et honoraires	21592		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	3400	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	60000
Services bancaires, autres	25700		
63 - Impôts et taxes	24500		
Impôts et taxes sur rémunération	18000		
Autres impôts et taxes	6500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	822357	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	682556	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	139801	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	3349	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	989490	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	989490
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	989490	**TOTAL DONT CVN**	989490

[1] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_080-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_081 : Programmation Economie Sociale et Solidaire – Attribution de subventions 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_081
RAPPORTEUR : Damien MATTEOLI	

INSERTION PROFESSIONNELLE ET INNOVATION SOCIALE

Programmation Economie Sociale et Solidaire
–
Attribution de subventions 2026

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte une politique volontariste en faveur du développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui représente 11% de l'emploi privé à l'échelle du territoire.

Dans le cadre de son plan d'actions annuel de soutien à l'ESS, la Communauté d'agglomération propose d'accompagner en 2026, deux actions spécifiques :

- **L'accompagnement à la professionnalisation des bénévoles des associations et porteurs de projets associatifs du territoire, mis en œuvre par l'APPASCAM ;**
- **Le soutien au développement de l'Ecole de la Transition Ecologique portée par l'association EVALECO.**

Au titre de la programmation relative au développement de l'Economie Sociale et Solidaire, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Association APPASCAM : 3 700 € ;**
- **Association EVALECO : 7 500 €.**

Le montant total des subventions s'élève à 11 200 €.

Monsieur le membre du bureau expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 transmis par les associations ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte une politique volontariste de soutien au développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ;

Considérant que cette économie connait sur l'ensemble du territoire une implantation significative ; associations, coopératives, fondations, mutuelles et entreprises labelisées ESUS (Entreprises Solidaire d'Utilité Sociale) représentent plus de 11% de l'emploi privé sur le territoire et 25% en zone rurale et constituent désormais un puissant levier de développement économique et social sur le territoire du Pays de Grasse ;

Considérant qu'au-delà d'un mode d'entreprendre en collectif plus résilient, l'ESS démontre dans cette période de crises écologique, économique, sociale, démocratique, sa capacité à apporter des réponses innovantes, construites, pour une transition, voire une transformation plus soutenable et solidaire de notre territoire ;

Considérant que cette politique communautaire volontariste de soutien à l'ESS, inscrite dans un temps long, a permis de développer l'emploi et de consolider l'entrepreneuriat (respectivement +17% et plus 27% sur dix ans) faisant de l'ESS un véritable facteur de différenciation et d'attractivité territoriale ;

Considérant que les projets présentés présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement de l'Economie Sociale et Solidaire exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant les demandes de subventions déposées par les structures susmentionnées par lesquelles elles s'engagent, à leurs initiatives et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets qui s'inscrivent dans le programme annuel de l'ESS tel que porté par la communauté d'agglomération ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 2 projets pour un montant total de 11 200 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1 - L'association APPASCAM (Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes) : 3 700 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 rue de la Foux, Le Grand Large, le Galion 1 à Cagnes-sur-Mer (06800), identifiée sous le numéro SIRET 42460292800022, et représentée par sa présidente en exercice, Nathalie AUDIN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :
Dans le cadre de sa mission de CRIB (Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles), l'APPASCAM permet d'encourager la participation des citoyens à la vie associative, élément essentiel de la vie démocratique ; de reconnaître, faciliter et soutenir l'exercice des bénévoles ; de favoriser la création et le développement d'activités de qualité, répondant aux besoins des usagers ; de développer des projets associatifs ; de mettre à disposition des outils au bénéfice des bénévoles et professionnels associatifs ; de soutenir l'emploi associatif.

Intitulé et description du projet : « Mise en place de permanences du Centre de Ressource et d'Information pour les Bénévoles au sein du territoire de la CAPG ».

A partir de permanences régulières (une demi-journée par mois sur 10 mois), l'association informe et aide gratuitement les bénévoles associatifs du territoire en matière de droit des associations, de gestion administrative, d'aide à la gestion sociale, d'accompagnement des porteurs de projets collectifs, de conseils en matière de recherche et de mobilisation de ressources financières, de veille juridique sur le monde associatif. Les associations ou les porteurs rencontrés opèrent dans des domaines d'activités très variés (santé, vie développement local, sports, environnement, humanitaire, culture, économie…).

Perspectives action 2026 :
En 2025, les permanences ont permis d'accompagner plus de 50 associations et projets associatifs implantés sur l'ensemble du territoire.
En 2026, il s'agira de reconduire les permanences, d'amplifier le travail de communication autour des permanences auprès de l'ensemble des communes de l'agglomération.

2 - L'association EVALECO : 7 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au Chez M. et Mme Fontaine, 7 rue des abris 06620 Le Bar-sur-Loup, identifiée sous le numéro SIRET 51743526900025, et représentée par sa Présidente en exercice, Geneviève FONTAINE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'association EVALECO est une structure de l'Économie Sociale et Solidaire qui dont l'objet est l'éducation populaire au développement durable. Elle accompagne des projets de transition écologique sur le territoire par la sensibilisation, l'information, l'éducation et la formation.

Intitulé et description du projet : "Déploiement de l'école ETRE Maralpine"

L'association EVALECO porte une Ecole ETRE maralpine (Ecole de la TRansition Ecologique) destinée à accompagner et former aux métiers manuels de la transition écologique et de l'économie circulaire des jeunes âgés de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les RQTH), et en particulier à celles et ceux qui ne sont ni à l'école, ni en emploi, ni en formation (décrochage scolaire, situation de handicap, quête de sens...).
L'école ETRE propose des parcours de découverte, de professionnalisation et des parcours de préqualification pour que les jeunes puissent découvrir par la pratique les métiers et les formations en lien avec la transition écologique et solidaire afin de renouer avec un parcours formatif.

Perspectives action 2026 :
En 2025, l'association EVALECO a été accompagnée dans une phase de mise en œuvre de l'école. Un diagnostic territorial a été réalisé (recensement des formations accessibles, des entreprises partenaires et des prescripteurs) ; 52 jeunes de la CAPG ont été sensibilisés et 19 d'entre eux ont bénéficié d'un parcours découverte.
En 2026, l'ambition sera de poursuivre le déploiement de l'école en sensibilisant et accompagnant encore plus de jeunes.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention pour les bénéficiaires suivants :

  - Association APPASCAM : 3 700 € ;
  - Association EVALECO : 7 500 €.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement annexées à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_081-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_082 : Programmation Développement social des territoires et prévention - Attribution de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_082
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation Développement social des territoires et prévention Attribution de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement 2026

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale, d'accès aux droits et de prévention, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse accompagne et soutien les initiatives visant à réduire les inégalités sociales et territoriales, à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les phénomènes de délinquance.

Au titre de la programmation du Développement social des territoires et à la prévention 2026, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association ARPAS (Point Ecoute Jeunes) : 7 000 €**
- **Association Harpèges-les accords solidaires (EVSI) : 30 000 €**
- **Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes : 2 000 €**
- **Association Solinum : 2 500 €**
- **Association 1,2,3 soleil Ludothèque Quartier libre : 5 000 €**
- **CCAS de Peymeinade - Espace Part'âge : 2 500 €**

Le montant total des subventions s'élève à 49 000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale et de participation à une convention France services en faveur des publics et des territoires ruraux et urbains ; exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 6 projets pour un montant total de 49 000 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

1. Association ARPAS : 7 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, Bâtiment A Le Sainte Luce, 19 Avenue A. Renoir, 06800 Cagnes-sur-Mer, identifiée sous le numéro SIRET : 440 643 070 000 20, et représentée par son Président Monsieur Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Prévention en santé globale (soutien psychologique)

- Intitulé et description du projet : Point Accueil / Ecoute des jeunes âgés de 11 à 15 ans à Grasse

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Prévenir les risques de rupture scolaire, familiale des jeunes en situation de vulnérabilité ;
- Soutenir psychologiquement les jeunes présentant des fragilités psychiques ;
- Accompagner les parents sur les questions éducatives et familiales ;
- Lutter contre les violences intrafamiliales ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :
  L'action s'appuie sur une équipe d'encadrants composée de trois administratifs, deux psychologues cliniciens, d'un neuropsychologue et d'un travailleur social. Elle dispose d'un local dédié à l'accueil du public ainsi que d'un local à usage administratif. Les déplacements sont réalisés à l'aide des véhicules des salariés, et l'équipe dispose des moyens de communication nécessaires (téléphonie mobile et accès internet).
  Le dispositif prévoit l'organisation de permanences hebdomadaires d'écoute, d'accompagnement et d'orientation psychologique avec ou sans rendez-vous à Grasse. Elles sont complétées par la tenue de groupes de parole ainsi que le réalisation de bilans neuropsychologiques à destination des jeunes rencontrant des difficultés scolaires.
  Par ailleurs, l'action comprend une démarche d'« aller-vers » auprès des élèves en situation de décrochage au collège de Saint-Vallier, la conduite d'entretiens individuels à destination des adolescents et de leurs parents, ainsi que la mise en œuvre de médiations familiales.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de personnes reçues (jeunes, parents, réunions de réseau) ;
- Recueil statistique des données.

Qualitatifs :
- Durée des suivis, typologie des difficultés traitées, orientations effectuées ;
- Adhésion des publics ;
- Réunions de coordination trimestrielles avec les partenaires orienteurs sur le suivi des jeunes ;
- Comité de pilotage annuel CAF, Région, Département, CAPG, établissement EN.

2. Association Harpèges-les accords solidaires : 30 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 8 Avenue du 11 novembre, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET : 782 532 238 000 30, et

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

représentée par son Président Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Soutenir, protéger et accompagner, de toutes manières en son pouvoir, toute personne dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé ; son action est fondée sur les principes du respect de la personne humaine, de la neutralité politique et confessionnelle, et se développe sans aucune discrimination.

- Intitulé et description du projet : Espace de vie sociale itinérant (EVSI) sur la commune de Saint-Vallier-de-Thiey et les 12 communes du Haut Pays grassois.
  L'action de l'EVSI émane du Contrat de ruralité, ce dispositif s'inscrit pleinement dans la cohésion sociale et l'accès aux droits sur le Haut Pays.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivants, comportant les obligations mentionnées :

- Offrir un lieu d'accueil itinérant dédié à l'accueil, l'écoute, l'orientation des habitants du territoire ;
- Encourager les habitants à s'impliquer et à proposer des actions pour améliorer leur quotidien ;
- Contribuer à l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants ;
- Promouvoir un « mieux vivre-ensemble » en facilitant les rencontres, le dialogue et les échanges entre générations et cultures ;
- Être un lieu de concertation et de projet partenariaux ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

3. Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes – CDAD 06 : 2 000 €

Régie par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée par la loi n 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21ème siècle, dont le siège social est situé au, 3-5 rue Provana de Leyni, 06000 NICE, dont la convention constitutive a été publiée au recueil des actes administratifs des Alpes-Maritimes en date du 5 juin 2023, et dont le SIRET est n°180 619 165 00020, et représentée par sa Présidente Madame Pascale DORION, présidente du tribunal judiciaire de Nice et présidente du Conseil départemental des Alpes-Maritimes agissant au nom et pour le compte dudit groupement en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
- Objet social : Aide à l'accès au droit

- Intitulé et description du projet : Définition et mise en œuvre d'une politique d'accès au droit et à la justice au sein des Alpes-Maritimes.

Le CDAD 06 s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mise en place de permanences gratuites et confidentielles, d'information juridique dispensée par des professionnels du droit (avocat, notaire, juriste), offrant conseils, orientation et accompagnement du public sur leurs droits et devoirs ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

- Modalités de mise en œuvre :

L'action propose :
- Des permanences juridiques généralistes dispensées par des avocats inscrits au barreau de Grasse ;
- Des permanences spécialisées en droit social dispensées par des avocats spécialistes du contentieux social ;
- Des permanences spécialisées en droit administratif dispensées par des avocats ; spécialistes des contentieux administratif (droit des étrangers, contentieux sociaux...) ;
- Des permanences notariales organisées en partenariat avec la chambre départementale des notaires des Alpes-Maritimes ;
- La délivrance de bons de consultation aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales permettant une consultation sans délai auprès d'un avocat ;
- Des permanences assurées par une juriste en direction des personnes placées sous main de justice ;
- Des permanences assurées par une juriste en direction des usagers pour l'aide à la constitution des dossiers d'aide juridictionnelle et l'orientation vers les modes alternatifs de résolution des différends ;
- L'organisation de journées d'information collective (journée nationale de l'accès au droit, nuit du droit, colloque...) et participation aux évènements des partenaires, formation des agents des espaces France services ;
- L'organisation d'actions pédagogiques en direction des jeunes (concours d'éloquence) ;
- Le soutien aux actions innovantes en matière d'accès au droit.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Réunions partenariales et comités de pilotage, rapport annuel d'activité, suivi d'activité (tableaux de bord comptable et statistiques...), Conseils d'administration et assemblée générale du groupement.

Qualitatifs :
- Des enquêtes de satisfaction des usagers des points-justice lancées par le Bureau de l'accès au droit rattaché au Ministère de la Justice.

4. Association Solinum : 2 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 16 Place des Quinconces, 33000 Bordeaux, identifiée sous le n° SIRET : 821 691 151 001 60, et représentée par sa Responsable Zone Sud Est Madame Margot BREARD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
- Objet social de l'association : Développer des solutions innovantes basées sur le numérique et la co-construction pour soutenir les acteurs de la lutte contre les exclusions.

- Intitulé et description du projet : Poursuite du déploiement de Soliguide et Solidata dans les Alpes-Maritimes.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivants, comportant les obligations mentionnées :

- Centraliser les informations sur les services et aides disponibles ;
- Faciliter l'accès aux dispositifs pour les publics et les professionnels ;
- Renforcer la coordination entre les acteurs de la solidarité ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Informer et sensibiliser aux enjeux de la précarité ;
- Coordonner le Soliguide ;
- Contribuer aux diagnostics territoriaux et à l'amélioration de l'offre de services ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

Soliguide est une plateforme numérique recensant l'ensemble des services et structures utiles aux personnes en situation de vulnérabilité. Elle permet un accès simple, rapide et multilingue à des informations fiables et actualisées relatives aux droits et aux services de première nécessité.
Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), 579 services répartis dans 236 lieux sont actuellement référencés. La plateforme a généré plus de 25 000 recherches, témoignant de son utilité pour les publics fragiles et les professionnels de l'accompagnement.

En complément, Solidata, outil d'aide à la décision, met à disposition des acteurs publics et associatifs les données collectées via Soliguide afin d'alimenter les diagnostics territoriaux et les études relatives à l'action sociale. Cette année, Solinum accompagnera les CCAS dans la réalisation de leur ABS (Analyse des Besoins Sociaux).

Le déploiement et la consolidation du dispositif s'articulent autour de quatre axes stratégiques :

Axe 1 – Enrichissement et consolidation de la cartographie territoriale

Axe 2 – Garantie de la qualité et de l'actualisation des données

Axe 3 – Diffusion, animation et ancrage territorial

Axe 4 – Amélioration continue de la plateforme

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de recherches effectuées sur le site
- Nombre de structures et de services référencés
- Nombre de professionnels ayant un compte Soliguide
- Nombre de mises à jour du site en autonomie par les structures
- Répartition par publics et territoires
- Nombre d'actions de sensibilisation et de formations organisées par les structures sociales
- Nombre de bénéficiaires et d'accompagnants formés à l'utilisation de la plateforme
- Nombre de réunion de co-construction
- Nombre d'abonnés à la newsletter

Qualitatifs :
- Le suivi mensuel des indicateurs de référencement, d'utilisation de la plateforme et de diffusion permettent de mesurer l'accompagnement au changement réalisé par les équipes Soliguide sur le terrain et en ligne.
- La satisfaction des parties prenantes (structures sociales, professionnels, bénéficiaires).
- Les besoins d'amélioration exprimés lors des réunions de co-construction.
- L'analyse des catégories et filtres les plus recherchés permettant d'identifier les besoins prioritaires des publics.

5. Association 1,2,3 Soleil, Ludothèque Quartier Libre : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Villa Synephias, 1 rue de Verdun, 06370 Mouans-Sartoux, identifiée sous le numéro SIRET : 490 135 456 00013, et

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

représentée par sa Présidente Madame Marie-Noelle KARTMANN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Cette association a pour objet l'organisation d'actions ludiques et culturelles destinées à tous les publics. Fédérer et initier à l'art et la culture par le jeu.

- Intitulé et description du projet : La Ludomobile pour lutter contre l'isolement sur les communes du Haut et Moyen Pays Grassois.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Rompre l'isolement social en milieu rural ou semi-rural ;
- Favoriser les liens intergénérationnels ;
- Participer à la vie locale en s'associant aux fêtes de village, forums, foires et autres manifestations territoriales, en collaboration avec les acteurs locaux ;
- Mobiliser les habitants lors des animations pour coanimer lors des interventions de l'association ;
- Renforcer la relation parents/enfants ;
- Valoriser les compétences parentales et favoriser leur confiance ;
- Développer les compétences psychosociales des enfants (coopération, gestion des émotions, vivre ensemble) ;
- Contribuer à l'épanouissement général et à la réussite scolaire.
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

Les ludothèques ont pour vocation de favoriser la pratique du jeu et d'en faire reconnaître son importance, tant au niveau éducatif, social que culturel. Le projet Ludomobile 2026 intervient sur le Moyen et le Haut Pays grassois selon deux thématiques.

1- L'animation de la vie sociale

L'action repose sur le déploiement d'une ludothèque mobile, proposant soit une installation complète, soit un espace de grands jeux en bois, en fonction des capacités des lieux d'accueil (intérieur ou extérieur). Les interventions sont assurées de manière régulière grâce au véhicule « Ludomobile », identifiable et adapté aux déplacements sur l'ensemble du territoire.

La mise en œuvre s'effectue en coordination étroite avec les communes, établissements scolaires, associations locales, structures sociales et partenaires institutionnels. Toutes les animations sont proposées gratuitement et accessibles à l'ensemble de la population. Pour l'année 2026, l'association prévoit le maintien d'un rythme d'intervention mensuel dans chaque commune partenaire soit un prévisionnel de 94 interventions.

2- Soutien à la parentalité : « Ecole en jeu »

L'action consiste à intervenir dans trois groupes scolaires du territoire, pour un total de 18 séances réparties entre les classes maternelles et élémentaires. Chaque classe bénéficie d'un cycle structuré de trois séances :

1- découverte du jeu libre au sein de la ludothèque ou via une installation mobile.

2- les jeux de société d'opposition impliquant la participation active des parents.

3- les jeux collaboratifs visant le développement de l'entraide, de la communication et des compétences psychosociales.

Lorsque nécessaire, la mise à disposition de transports financés permet de faciliter les déplacements des familles entre l'école et le lieu d'activité. L'ensemble du dispositif est mis en œuvre en co-construction avec les équipes pédagogiques, les directions d'écoles, les parents d'élèves ainsi que les partenaires locaux, notamment les structures sociales et l'Espace de Vie Sociale.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de nouvelles rencontres ou échanges déclarés par les participants
- Fréquence moyenne de participation par habitant
- Nombre de participants par tranche d'âge
- Nombre d'interventions réalisées
- Nombre d'événements territoriaux investis
- Nombre de partenaires mobilisés
- Nombre de bénévoles impliqués
- Volume horaire de bénévolat
- Nombre de parents impliqués dans l'animation des jeux
- Création et pérennisation d'une équipe de bénévoles locaux réguliers (nombre de membres).

Qualitatifs :
- Témoignages recueillis et observations qualitatives
- Valorisation des actions dans les supports locaux (presse, bulletins municipaux)
- Constitution et maintien d'une équipe locale de co-animation
- Évolution du temps de jeu partagé (questionnaires avant/après)
- Observations menées durant les séances
- Témoignages sur l'intérêt pédagogique du dispositif
- Mesure de la confiance éducative des parents (avant/après)
- Témoignages sur la prise de conscience des compétences parentales
- Fréquence des interactions positives observées (coopération, gestion de l'échec…)
- Évaluations qualitatives des enseignants (climat de classe, collaboration)
- Retours des familles sur la motivation ou la concentration des enfants (Enquêtes de satisfaction via des outils de sondage en ligne ; des tableaux de bord d'indicateurs ; un suivi structuré via des logiciels de gestion de projet. Ces outils visent à démontrer et valoriser l'impact social des actions menées

6. « Espace Part'âge » porté par le CCAS de Peymeinade : 2 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 11 boulevard Général de Gaulle, 06530 PEYMEINADE, identifiée sous le numéro de Siret : 260 601 554 00017, et représentée par son Président en exercice, Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Intitulé et description du projet : « Développement de l'espace d'animations sociales Part'âges en Espace de Vie Sociale Intercommunal Itinérant ».

L'espace Part'âges, ouvert en 2023, est un lieu intergénérationnel destiné à tous les habitants de Peymeinade ainsi qu'aux communes environnantes. Il a pour vocation de favoriser le développement d'actions de prévention, de loisirs et d'accompagnement des familles. A ce titre, il propose tout au long de l'année, différentes animations et ateliers adaptés à tous les publics comme aux séniors.
Un agrément en tant qu'Espace de Vie Sociale intercommunal itinérant est en cours auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes. Ce projet, piloté par la commune de Peymeinade, s'inscrit dans la Convention Territoriale Globale (CTG) du Pays de Grasse. Il vise à renforcer les coopérations entre les communes du moyen Pays Grassois tout en optimisant les moyens mobilisés au service de la solidarité, du lien social et de la cohésion territoriale.

Le centre s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Répondre aux objectifs de l'Analyse des Besoins Sociaux ;
- Créer du lien social ;
- Développer des activités intergénérationnelles ;
- Développer la collaboration avec les communes alentour (Le Tignet, Spéracèdes, Cabris, Saint-Cézaire-sur-Siagne) ;
- Accueillir les activités organisées dans le cadre de la création de l'épicerie sociale ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

Les actions proposées en 2026 seront les suivantes:
- Des ateliers cuisine diététique
- Des ateliers dessin/peinture
- Des ateliers Mandalas
- Des ateliers jardinage/nutrition
- Des ateliers Graff

Pour assurer le fonctionnement et l'animation de l'Espace de Vie Social (EVS) Intercommunal, le lieu dispose d'un responsable d'animation sociale titularisé et polyvalent (épicerie sociale), d'un chargé de l'EVS intercommunal, d'une coordinatrice de l'EVS. Il est également prévu de recruter un service civique.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Fréquentation par atelier et permanence (composition familiale, sexe, âge)
- Nombre de partenaires participant au projet global
- Nombre de permanences par structure

Qualitatifs :
- Régularité dans la fréquentation des ateliers
- Impact de la participation , l'atelier répond t-il à un besoin identifié ?
- Questionnaire de satisfaction

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Anthony AMAVET LONGO, Brigitte VIDAL.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association ARPAS : 7 000 €
  - Association Harpèges-les accords solidaires (EVSI) : 30 000 €
  - Conseil départemental d'accès aux droits des Alpes-Maritimes : 2 000 €
  - Association Solinum : 2 500 €
  - Association 1,2,3 soleil Ludothèque Quartier libre : 5 000 €
  - CCAS de Peymeinade - Espace Part'âge : 2 500 €

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Harpèges - Les accords solidaires, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au 8 Avenue du 11 novembre, 06110 GRASSE, identifiée sous le numéro de SIRET : 782 532 238 000 30 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Harpèges a initié et conçu le projet **« Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois** ».

Ce projet vise à offrir un lieu itinérant dédié à l'accueil, à l'écoute, l'orientation des habitants du territoire. Il s'agit de promouvoir un mieux vivre ensemble, en facilitant la rencontre, le dialogue et la connaissance réciproque entre les générations et les cultures.

L'EVSI se veut être un lieu de concertation et de projets partenariaux et se décline en plusieurs axes :

1. Accompagnement à la parentalité
   CLAS Contrat Local d'accompagnement à la scolarité et soutien à la parentalité.
2. Actions sociales et solidaires/Accès aux droits :
   En itinérance, accueil, accompagnement social et médiation, inclusion numérique (en itinérance et en individuel). Equipe citoyenne pour lutter contre l'isolement des personnes en situation de vulnérabilité. Actions collectives à visée sociale (santé, alimentation, développement durable…).
3. Animation de la vie locale, ateliers « Mieux vivre ensemble » : ateliers collectifs intergénérationnels, accompagnement de projets d'intérêts collectifs. Participation à la dynamique du territoire et aux fêtes locales.

Il s'inscrit dans les projets qui ont été portés par le Contrat de ruralité du pays de grasse 2017-2020.

Il présente un intérêt public local et il correspond à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale et d'accès aux droits et au numérique en faveur des publics des territoires ruraux.

Dans le cadre de la programmation de Droit Commun Action Sociale 2026, la CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 172 725 EUR hors CVN conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **30 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **202 535 EUR** dont 29 810 € de contributions volontaires en nature (bénévolat), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 30 000 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition à titre gracieux des biens immobiliers et mobiliers (incluant la prise en charge des fluides) pour une valeur estimée à 5 300 euros, suivants :

- Mise à disposition de deux bureaux équipés :
- sis 461 route de la Doire, 06750 Séranon
- sis 344 avenue des Hôtels, 06850 Saint-Auban

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe n° V de la présente convention.

<u>ARTICLE 5</u> - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Un premier versement, d'un montant et à une date déterminés par la collectivité, peut être effectué dès la signature de la convention ou après validation des premiers justificatifs (ex. : attestation de démarrage du projet).
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Raison sociale du titulaire du compte : HARPEGES - LES ACCORDS SOLIDAIRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08011857769 / Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le 22 mai 2026

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association HARPEGES

Le Président,

Philippe COTTA

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet: **« Espace de Vie Sociale Itinérant (EVSI) sur la commune de Saint Vallier de Thiey et les 12 communes du Haut Pays Grassois »**

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (Affectés au projet)
172 725 EUR	30 000 EUR	119 877 EUR

a) Objectif(s) :

- Accompagner à la parentalité (CLAS)
- Offrir un lieu itinérant dédié à l'accueil, à l'écoute et à l'orientation des habitants du territoire.
- Donner aux habitants l'envie de s'engager dans les activités et d'être force de proposition pour améliorer la vie quotidienne.
- Contribuer à l'accueil et à l'intégration des nouveaux arrivants.
- Promouvoir le « mieux vivre ensemble » en facilitant la rencontre, le dialogue et la connaissance réciproque entre les générations et les cultures.
- Être un lieu de concertation et de développement de projets partenariaux.

b) Public(s) visé(s) : Femmes et Hommes de tous âges, habitants des 12 communes du Haut Pays et St Vallier de Thiey

c) Localisation : communes du moyen et Haut Pays de Grasse, département, région, territoire métropolitain.

Le Mas, Les Mujouls, Gars, Amirat, Briançonnet, Collongues, St Auban, Andon, Valderoure, Caille, Séranon, Escragnolles, St Vallier de Thiey

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens matériels :

2 locaux mis à disposition (cf. annexe V), 1 véhicule, des outils mobiles (ordinateurs, moyens de télécommunication, jeux…),
Sur une démarche d'itinérance, fort partenariat avec les mairies, les associations et l'EPCI. Depuis 2025, les activités de l'EVSI sont redéployées dans les espaces communaux et de la CAPG.

Moyens humains :

1 coordinatrice référente de l'animation sociale de l'EVSI, 2 accompagnateurs à la scolarité, 1 équipe de bénévoles.
Le recrutement d'un animateur est envisagé pour soutenir l'équipe en place et le projet de l'EVSI.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes accompagnées par âge, sexe, villages de résidence, villages d'activité
- Nombre de personnes orientées sur des partenaires
- Nombre de personnes suivies selon les activités (exemple CLAS, ateliers, événements…)

Indicateurs qualitatifs :

- Evaluation par action
- Evaluation annuelle globale
- Evaluation de fin d'agrément
- Questionnaires d'évaluation des actions

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	3800	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	51494
Achats matières et fournitures	1000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	2800	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	119877
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	14135	FONJEP	7107
Locations	7080		
Entretien et réparation	500		
Assurance	1675	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	150		
Sous traitance d'activité	4730		
62 - Autres services extérieurs	27180	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5610	CD06	20000
Publicité, publication	800		
Déplacements, missions	20000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	770	CAPG	33000
63 - Impôts et taxes	8328		
Impôts et taxes sur rémunération	8228		
Autres impôts et taxes	100	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	33000
64 - Charges de personnel	115452	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	26770
Rémunération des personnels	82977	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	30795	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1680	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	1354
		756. Cotisations	100
		758. Dons manuels - Mécénat	1254
66 - Charges financières	30	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	3800	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	172725	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	172725
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	29810	**87 - Contributions volontaires en nature**	29810
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	29810	875 - Bénévolat	29810
TOTAL DONT CVN	202535	**TOTAL DONT CVN**	202535

La subvention de 30 000 EUR représente 17 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_082-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE V : CONTRIBUTIONS INDIRECTES – MISE A DISPOSITION

Description des dispositions de contributions indirectes de la présente convention :

Mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers à titre gracieux suivants :

- Un bureau d'une superficie de 20 m², sis 461 route de la Doire, 06750 Séranon, ainsi que l'accès aux parties communes et la prise en charge des fluides afférents (voir avenant à la convention de mise à disposition de biens immobiliers et équipements de la commune de Séranon 2025) ;
- Un bureau d'une superficie de 16,70 m², sis 344 avenue des Hôtels, 06850 Saint-Auban, ainsi que l'accès aux parties communes et la prise en charge des fluides afférents (voir convention de partenariat « France services des Monts d'Azur » 2025).

Il est précisé qu'il s'agit d'une subvention en nature au sens de l'article 9-1 de la loi du 12 avril 2000 modifiée par la loi du 31 juillet 2014.

En conséquence, la valorisation annuelle de la mise à disposition desdits locaux est estimée à 3 600 euros.

Les fluides en sus sont estimés à 1 700 euros annuellement. (Les charges annuelles sont calculées au prorata du mètre carré des consommations de fluides pour chaque bâtiment concerné).

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_083 : Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) » - Attribution des subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_083**
RAPPORTEUR : Christian ZEDET	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation « Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) »
-
Attribution des subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2026

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale, d'accès aux droits et de prévention de la délinquance, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse soutient les actions visant à réduire les inégalités sociales et territoriales et qui œuvrent en faveur de la cohésion sociale et de la prévention de la délinquance.

Au titre de la programmation 2026 de la prévention de la délinquance, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Association ALC : 80 000 € (une avance de 20 000 € a déjà été versée)**
- **SCOP Alter Egaux : 2 000 €**
- **Association ARPAS (2 projets) : 10 000 €**
- **Association G-Addiction : 5 000 €**
- **Association Harpèges-les accords solidaires : 70 000 € (une avance de 10 000 € a déjà été versée)**
- **Association La Ferme ! Médiation Animale : 2 000 €**
- **Association Montjoye : 1 000 €**
- **Association Tous Addict : 1 000 €**
- **Association AEEM 06 : 1 000 €**
- **Association Minot du Sud : 1 000 €**
- **Association Une voix pour elles : 1000 €**

Le montant total des subventions s'élève à 174 000 €.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2025_195 du 17 décembre 2025 par laquelle le Conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur la subvention 2026 des associations : ALC (AIR 20 000 EUR), Harpèges-Les accords solidaires (10 000 EUR) ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire adopte le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de prévention de la délinquance et de la radicalisation en faveur des publics et des territoires exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La présente délibération prévoit de soutenir 12 projets (11 associations) pour un montant total de 174 000 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. Association « ALC » : 80 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 Avenue du Docteur Emile Roux, 06200 NICE, identifiée sous le n° SIRET 781 626 817 002 79, reconnue d'utilité publique depuis le 10 juillet 1920 et représentée par son Président Monsieur Luc MERCIER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : prendre toute initiative pour la défense des droits fondamentaux et l'insertion des personnes en difficulté, notamment enfants, personnes, isolées, familles, étrangers et victimes de violence ou de la traite des êtres humains.
- Intitulé et description du projet : « Accompagnement Individuel Renforcé - AIR ».

  L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Prévenir le risque de récidive ;
  - Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

  Le projet d'Accompagnement Individualisé Renforcé (A.I.R.) est un dispositif socio-judiciaire, dédié à la prise en charge renforcée et globale des personnes multirécidivistes présentant des vulnérabilités complexes (addictions, troubles psychiques, précarité, isolement) placées sous-main de justice résidant sur le ressort du tribunal judiciaire de Grasse.
- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.
- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

2. SCOP « Alter Egaux » : 2 000 €

La SCOP (SARL coopérative de production), dont le siège social est situé au, 124 chemin du Prignon, 06530 Saint-Cézaire sur Siagne, identifiée sous le numéro SIRET 789 290 053 000 22, et représentée par sa Directrice Madame Anne-Gaël BAUCHET, agissant au nom et pour le compte de ladite SCOP en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la SCOP : accompagnement des organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Intitulé et description du projet : « Branche ton cerveau ! développement de l'esprit critique »

  La SCOP s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Prévenir les risques de radicalisation chez des personnes en manque de repères ou en situation de décrochage social (sortie précoce du système scolaire, absence de qualification, sentiment d'exclusion). Ces individus, en quête de sens, peuvent devenir vulnérables aux discours extrémistes ;
- Développer leur esprit critique et leur capacité de discernement, notamment face au flux massif d'informations diffusées sur les réseaux sociaux ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le dispositif aide à comprendre les mécanismes d'influence (algorithmes, répétition des contenus, rôle des influenceurs, logique de recommandation, viralité), afin de renforcer leur autonomie intellectuelle et leur résistance aux idéologies radicales.

— Modalités de mise en œuvre :
La mise en œuvre repose sur 3 modalités structurantes :
- Analyse et déconstruction des stéréotypes :
Mettre les participants en situation de comprendre la mécanique discriminatoire et savoir remettre en question les stéréotypes et les idées préconçues sur ce qui est différent de soi. Savoir prendre du recul sur ce que l'on croit savoir.
- Education aux médias et à l'information :
Se mettre en situation de comprendre ce que vise une fake news et comment l'opinion peut être manipulée par les théories du complot.
Repérer les méthodes d'influence utilisées sur les réseaux, savoir vérifier les informations et les sources pour échapper aux propositions de récupération.
-Prévention des manipulations et comportements à risque :
Comprendre de quoi on devient la cible, comment nos failles sont exploitées et nous exposent à des techniques de manipulation et à des comportements à risque.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de particpants
- Nombre de partenaires et associations du réseau Prévention CAPG
- 30 ateliers pressentis sur le territoire de la CAPG
- 100 personnes formées (jeunes adultes et adultes)

Qualitatifs :
- Retour du personnel encadrant et des équipes accueillantes
- Retour des jeunes (évaluation à chaud sur place)

3. Association « ARPAS » : 2 projets – 10 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 19 Avenue Auguste Renoir, Le Sainte Luce - bâtiment A, 06800 Cagnes-sur-Mer, identifiée sous le numéro SIRET 440 643 070 000 20, et représentée par son Président Monsieur Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : promotion d'actions de recherche, de formation de prévention de santé globale.

— Intitulé et description du 1er projet (7 000 €) : **« Prévention et lutte contre les violences au sein du couple ».**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Prévenir la récidive et la réitération des comportements violents par la mise en place de stages de responsabilisation et de dispositifs de lutte contre les violences au sein du couple ;
- Conduire des actions visant à prévenir la récidive en favorisant l'engagement des auteurs de violences dans un parcours de soins adapté ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

– Modalités de mise en œuvre :
Les auteurs de violence conjugales sont orientés vers des stages de responsabilisation soit en alternative aux poursuites par le Tribunal Judiciaire de Grasse, soit en postsentenciel par le Tribunal et le SPIP de Mougins-Grasse.
Les stages sont animés par un binôme de professionnels (psychologues, travailleurs sociaux ou CPIP) selon le cadre d'intervention.
La prévention de la récidive est menée par un suivi psychologique. Les auteurs de violences sont orientés par le Tribunal Judiciaire, le SPIP, ou des associaitons partenaires (HARPEGES, ALC), ou viennent en démarche libre. Le suivi est individuel, à fréquence bimensuelle ou mensuelle, et peut inclure la famille (conjoint/enfants) dans un travail de résilience ou de désistance. Deux groupes de parole sur la parentalités sont également animés. La durée des accompagnements varie de 6 mois à 3-4 ans. Un suivi trimestriel est mené avec le SPIP pour les personnes en obligation de soins.

L'association participe également au réseau VIF de la CAPG ainsi qu'aux comités de pilotage VIF du Tribunal Judiciaire.

– Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de stages
- Nombre de personnes reçues en démarche libre et sous main de justice
- Nombre de groupes de paroles
- Nombre de réunions

Qualitatifs :
- Assiduité et adhésion des personnes aux mesures de suivi
- Orientations sur les soins complémentaires
- Qualité du partenariat
- Taux de récidive
- Engagement des bénéficiaires dans une démarche de soins non judiciarisés
- Evolution et développements des mesures pour auteurs par le Tribunal Judiciaire
- Comité de pilotage annuel le Tribunal Judiciaire, le SPIP 06, le service prévention de la délinquance de la CAPG et la CAF.

– Intitulé et description du 2ème projet (3 000 €) : **« Prévention de la récidive jeunes à risques et pris en charge par la PJJ ».**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Identifier et intervenir sur les facteurs de vulnérabilité psychique, familiale, sociale afin de réduire les potentialités de passage à l'acte ou de réitération de comportement de délinquance.

Il s'agit de renforcer les compétences psychosociales permettant une plus grande responsabilisation, un meilleur jugement, des relations pacifiées aux autres. Mais aussi de favoriser l'engagement dans une démarche de soin hors du cadre judiciaire.

– Modalités de mise en œuvre :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Des permanences hebdomadaires d'accompagnement psychologique sont assurées au sein de l'Unité Éducative en Milieu Ouvert (UEMO) de Grasse. Ces interventions s'inscrivent dans une dynamique partenariale étroite avec l'équipe éducative, afin de proposer un soutien adapté aux jeunes suivis et à leurs familles.

En coordination avec l'UEMO :
- Travail en binôme psychologue/éducateur PJJ dans le cadre des mesures de réparation.
- Suivi psychologique des obligations de soins comme des démarches libres.
- Interventions sur 2 stages harcèlement/violences.
- Accompagnement des parents sur le renforcement des compétences éducatives, les relations parent/adolescent, la guidance parentale.
- Des réunions de coordination trimestrielles.

– Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de personnes reçues sous main de justice,
- Nombre d'interventions en collectif,
- Nombre de réunions,
- Durée des suivis,

Qualitatifs :
- Typologie des difficultées traitées,
- Orientations effectuées sur le soin,
- Adhésion des publics (jeunes et parents)
- Qualité du partenariat
- Taux de récidive, nombre de jeunes engagés sur une démarche de soins en adhésion libre.

4. Association « G-ADDICTION » : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Les Mouettes RDC, 3 Allée Honoré Bellon, 06200 NICE, identifiée sous numéro SIRET 817 666 571 000 28. Le local annexe se situe à la Maison des Jeunes, 8 Boulevard Victor Hugo, 06130 GRASSE. Elle est représentée par son Directeur Monsieur Quentin MATTON, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

– Objet social de l'association : rassembler, fédérer, mettre en mouvement et faire des jeunes des acteurs de la société (citoyenneté, engagement, valeurs républicaines, prévention santé, lutte contre les addictions, sécurité routière, lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes, lutte contre le harcèlement, environnement et développement durable, égalité des chances, insertion professionnelle, sport, caritatif, solidarité, vie étudiante).

– Intitulé et description du projet : « Les escapes game citoyens ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique, le programme d'actions suivant comportant les obligations mentionnées :

- Renforcer la citoyenneté des jeunes issus des quartiers.
- Promouvoir les valeurs républicaines : respect, dignité, égalité.
- Favoriser le lien social et la mixité entre habitants.
- Sensibiliser aux enjeux des transitions écologiques et énergétiques, notamment dans les QPV.
- Mobiliser les habitants autour de grandes causes nationales : environnement, lutte contre le harcèlement scolaire, sécurité routière, prévention des addictions, égalité femmes-hommes et lutte contre les violences faites aux femmes.
- Encourager l'expression, la curiosité, la coopération et la pensée autonome.
- Proposer des animations assurées par des jeunes intervenants dont le parcours est inspirant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Il s'agit de jeux de rôle immersifs, pédagogiques et ludiques, permettant une mise en situation destinée aux habitants du Pays de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre :
L'action repose sur une pédagogie active fondée sur une enquête immersive : les participants sont plongés dans une intrigue policière, explorent des décors interactifs, manipulent des indices et résolvent des énigmes en coopération au sein d'un groupe.
Déployé dans 80 départements, ce format innovant capte l'attention des jeunes, stimule leur motivation, favorise l'intelligence collective et rend plus accessibles les messages de prévention, de citoyenneté et de solidarité.
Co-construit avec des enseignants, des forces de sécurités, des associations et des jeunes, le dispositif s'adresse principalement aux publics des quartiers prioritaires ainsi qu'aux jeunes hors milieu scolaire (Mission locale, REJ). En 2026, il est prévu que ce programme soit déployé durant 10 journées au sein de l'agglomération de Grasse et autour de quatre thématiques majeures :

- sécurité routière et addictions
- environnement, biodiversité et changement climatique
- harcèlement (scolaire et cyber)
- égalité femmes-hommes et prévention des violences faites aux femmes

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de bénéficiaires,
- Nombre de journées d'animation,
- Nombre de communes associées et de quartiers prioritaires ciblés.

Qualitatifs :
- Retour des bénéficiaires et des adultes accompagnateurs,
- Typologie du public touché,
- Type, lieu géographique et date de l'action

5. Association « Harpèges-les accords solidaires » : 70 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 8 avenue du 11 Novembre, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 782 532 238 000 30, et représentée par son Président Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Soutenir, protéger et accompagner, de toutes manières en son pouvoir, toute personne dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé ; son action est fondée sur les principes du respect de la personne humaine, de la neutralité politique et confessionnelle, et se développe sans aucune discrimination.
- Intitulé et description du projet : « Aide aux victimes d'infractions pénales - Violences intrafamiliales ».

  L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Prise en charge globale - juridique, sociale et psychologique de la victime, au plus près des faits.
  - Mettre en œuvre des dispositifs de protection pour les victimes de violences conjugales (Téléphone grave danger, Bracelet anti-rapprochement).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Agréé par le Ministère de la Justice, le service d'aide aux victimes d'Harpèges accompagne les personnes victimes d'une infraction pénale, d'attentat terroriste, de catastrophe naturelle, d'accident collectif ou sériel, et/ou de litiges civils. En conformité avec la charte nationale d'aide aux victimes, le service d'aide aux victimes conduit une action spécifique sur les communes du ressort du tribunal de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

— Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

6. Association La Ferme ! Médiation Animale : 2 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 3 route Privée du Camp, 06670 LA ROQUETTE-SUR-VAR, identifiée sous le numéro SIRET 844 445 031 000 17, et représentée par sa Présidente Madame Esther PARRADO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

– Objectif social de l'association : activités de médiation par l'animal à visée thérapeutique, éducative, d'insertion et de loisir adressés à tout public et en particulier les personnes en difficultés.

— Intitulé et description du projet : « Citoyenneté et prévention grâce à la présence animale ». Le projet repose sur le développement et/ou la restauration des compétences psychosociales des participants, au travers d'activités éducatives et structurantes assistées par l'animal.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Améliorer les relations interpersonnelles ;
- Réduire les comportements violents ;
- Prévenir la délinquance chez les jeunes adolescents du territoire de la CAPG, qu'ils soient scolarisés ou non ;
- Contribuer à la prévention du harcèlement et des comportements à risque.
- Prévenir les accidents, notamment les morsures ;
- Sensibiliser au bien-être animal ainsi qu'aux responsabilités et aux risques liés aux interactions avec les animaux ;
- Encourager l'apprentissage du respect, de l'empathie et de la gestion des émotions ;
- Développer et renforcer les compétences psychosociales favorisant le vivre-ensemble et l'intégration sociale ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre :
L'action se traduit par des ateliers de médiation animale (chiens, lapins et ânes) menés par une intervenante et organisés en séances collectives à destination de trois publics du territoire de la CAPG :

- **Classe relais du collège Carnot** : 9 séances annuelles avec les lapins pour favoriser l'apaisement des relations, le respect des règles, l'estime de soi et le retour au goût d'apprendre.
- **Internat du collège S. Wiesenthal** : 10 séances (lapins et chien) axées sur le vivre-ensemble, la gestion des émotions et la prévention du harcèlement, complétées par 2 sorties pédagogiques auprès des ânes à Escragnolles.
- **Dispositif "Rappel citoyen"** : 10 ateliers destinés aux adolescents orientés par les communes, visant l'apprentissage des règles citoyennes, la responsabilisation

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

et la gestion des comportements, incluant des actions concrètes telles que des balades citoyennes avec nettoyage d'espaces publics.

– Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de jeunes inscrits
- Taux de présence et régularité aux séances
- Proportion de jeunes participant activement
- Nombre d'incidents ou comportements à risque signalés (évolution avant/après)
- Nombre d'activités réalisées et finalisées par les jeunes

Qualitatifs :
- Résultats issus de grilles d'observation comportementale
- Niveau d'engagement et qualité de la participation (prise de parole, interaction avec l'animal, coopération)
- Evolution des attitudes et comportements envers les animaux
- Questionnaire d'auto-évaluation des jeunes avant/après à chaque séance
- Compte-rendu de séances et retours des encadrants
- Témoignages des jeunes ou des familles sur les bénéfices ressentis

7. Association Montjoye : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au, 6 avenue Edith Cavell, 06000 NICE, identifiée sous le numéro SIRET 775 552 235 001 75, et représentée par sa Présidente Madame Catherine BRETAUDEAU, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

– Objet social de l'association : créer et développer des activités d'accompagnement pour toute personne en situation de vulnérabilité et plus particulièrement, les enfants, les jeunes et leur famille, afin de faciliter leur autonomie et une meilleure inclusion.

– Intitulé et description du projet : « Stage de Responsabilité parentale (S.R.P.) – Grasse ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mise en place de mesures alternatives aux poursuites qui ont pour but d'assurer la réparation du dommage causé à la victime ; de mettre fin au trouble résultant de l'infraction ; de contribuer au reclassement de l'auteur des faits ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Dans ce cadre, le stage de responsabilité parentale (S.R.P) prévu à l'article 131-35-1 a pour objet de rappeler à l'usager les obligations juridiques, économiques, sociales et morales qu'implique l'éducation d'un enfant.

- Accompagner des parents à la reconstruction ou à la restauration d'une parentalité.

Le public cible est constitué d'adultes, parents de mineurs, ayant accompli des infractions ciblées par le Parquet de GRASSE (non-présentation d'enfants ; non-paiement de pension alimentaire ou "abandon de famille » ; délaissement de mineurs ; violences par ascendant sur mineur de 15 ans).

– Modalités de mise en œuvre :
Le Parquet du Tribunal Judiciaire de GRASSE, avec le concours de l'association Montjoye, propose la mise en place de 4 stages de responsabilité parentale comportant 4 étapes :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

1) l'ouverture du stage par le Parquet en présence des représentants de l'association ;
2) les 1ers entretiens individuels ;
3) les temps d'échanges collectifs sur responsabilités parentales ;
4) les entretiens individuels et clôture du stage par la signature d'un engagement.

La fin du SRP prévoit 1 réunion de synthèse des intervenants.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Données chiffrées sur le nombre de stagiaires
- Caractéristiques détaillées de la population touchée.

Qualitatifs :
- Eléments d'évaluation individuelle
- Analyse lors de la réunion de synthèse à chaque fin de stage.

8. Association Tous Addict : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Résidence les Comtes de Provence, 89 Avenue Saint Exupéry 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 914 325 089 000 11, et représentée par sa Présidente Madame Liliane LEVY DENERY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : Soutien psychologique pour les personnes souffrant d'addictions.

— Intitulé et description du projet : « Prévention Addiction ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mobiliser les ressources personnelles des participants afin de leur permettre de faire face à la réalité de l'addiction et de s'engager dans un processus de rupture avec les conduites addictives.
- Recréer du lien social, afin de prévenir l'isolement et l'exclusion.
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le dispositif accompagne au développement des compétences psychosociales des participants et contribue à la prévention des consommations de substances et des comportements à risque qui y sont associés.

— Modalités de mise en œuvre :
Le projet se déploie selon plusieurs dispositifs complémentaires :

1. Groupes de parole hebdomadaires

Destinés aux « sortants de détention avec obligations de soins » orientés par le SPIP et résidant sur la communauté d'agglomération, aux bénéficiaires orientés par ALC Réseau dans le cadre de l'accompagnement individualisé renforcé, aux jeunes mineurs orientés par le CEP La Nartassière, ainsi qu'aux personnes contactées via communication d'affichage et internet.
Les ateliers se tiennent ½ journée par semaine dans les locaux du CCAS de Grasse. Ces séances sont complétées annuellement par : 5 randonnées, 4 repas au restaurant, 2 fêtes « célébration abstinence ».

2. Entretiens individuels

Organisés une fois par mois au sein de l'accueil de nuit de la ville de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3. Ateliers de prévention en milieu scolaire

30 ateliers à répartir sur l'année scolaire, destinés aux élèves de 6ème et 5ème des collèges de Grasse et de Saint-Vallier-de-Thiey.

4. Encadrement et accompagnement

Les interventions sont assurées par une équipe pluridisciplinaire composée d'une éducatrice spécialisée, d'un conseiller SPIP et d'un psychologue SPIP.

– Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :

- Nombre de personnes suivies,
- Nombre d'ateliers : « groupe de parole », entretiens individuels & ateliers prévention réalisés,
- Nombre de sorties (randonnées, restaurants, fêtes).

Qualitatifs :

- Questionnaire d'auto-évaluation hebdomadaire des participants au groupe de parole,
- Bilan intermédiaire avec plan d'action,
- Questionnaire d'auto-évaluation pour les élèves de leur consommation à l'instant T des produits addictifs.

9. Association pour l'Enseignement aux Enfants Malades des Alpes-Maritimes (AEEM 06) : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison de la Vie Vençoise, 51 avenue des Alliés, 06140 VENCE, identifiée sous le numéro SIRET 429 004 328 000 36, et représentée par son Président Monsieur Loïc BETOUN, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

– Objet social de l'association : Assurer un soutien scolaire gratuit aux jeunes malades dont le suivi médical nécessite une interruption temporaire de leur scolarité, ou dont la pathologie représente un obstacle pour une scolarité à plein temps.

– Intitulé et description du projet : « Lutte contre le décrochage scolaire ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Dispenser l'enseignement approprié à son cas à tout jeune dont les études ont été interrompues ou fortement perturbées par la maladie ou un accident ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

L'année 2026 sera particulièrement orientée dans la lutte contre le décrochage scolaire, en partenariat avec les organismes publics en charge de cette mission.

– Modalités de mise en œuvre :

L'AEEM 06 est un membre actif de la Plate-Forme de Suivi et d'Aide aux Décrocheurs dirigée par la Mission Locale de Grasse.
Trop de jeunes adolescents cessent d'aller au collège ou au lycée, et les causes de ce décrochage sont multiples. Grâce à son équipe de bénévoles, l'AEEM 06 intervient au domicile du jeune ou en milieu hospitalier voir en visioconférence pour l'aider à retrouver confiance en lui et à améliorer ses lacunes. Les séances sont personnalisées, toujours individuelles et adaptées au niveau du jeune et à sa pathologie. L'AEEM 06 est particulièrement active et présente sur le Pays de Grasse, qui représente plus de 50% de son activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de jeunes suivis,
- Nombre de participation aux réunions organisées par la Mission Locale de Grasse

Qualitatifs :
- Nombre de jeunes qui ont repris leurs études
- Retours des parents et leurs ressentis
- Bilan de l'antenne de Grasse
- Qualité du partenariat avec la Mission locale

10. Association Minot du Sud : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Résidence Les Cigales, 9 avenue du Vercors, 06150 CANNES LA BOCCA, identifiée sous le numéro SIRET 993 733 088 00013, et représentée par son Président Monsieur Safouane DAADAA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : Venir en aide aux jeunes, adultes en difficulté, par le multisport et des actions sociales favorisant l'inclusion et la solidarité.

— Intitulé et description du projet : « Objectif Jeunes : Prévenir, Agir, Réussir ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Prévenir les comportements à risque et la délinquance chez les jeunes ;
- Favoriser leur inclusion sociale ;
- Renforcer le lien social entre les jeunes, les familles à travers la mise en place d'actions multisports, sociales, éducatives, culturelles et solidaires ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre :
Les activités, seront conduites sur une durée de 12 mois par deux éducateurs sportifs de l'association. Elles s'adressent aux jeunes âgés de 10 à 15 ans du collège Paul Arène résidant sur les communes de Peymeinade, Saint-Vallier et les communes avoisinantes. Les séances d'une heure trente seront dispensées pendant la pause méridienne.

La mise en œuvre du projet repose sur un travail partenarial associant la Police Municipale de Peymeinade, le service jeunesse de Peymeinade, les établissements scolaires, les éducateurs ainsi que les bénévoles sportifs de l'association.

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de jeunes intégrés dans le dispositif
- Nombre d'activités organisées par thématiques
- Nombre de participations aux activités
- Nombre d'éducateurs mobilisés

Qualitatifs :
- Nombre de jeunes engagés
- Retours des jeunes, parents et leurs ressentis
- Bilan du partenariat avec les acteurs locaux

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

11. Association Une voix pour elles : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 65 Promenade des Anglais – Maison des associations 06200 NICE, identifiée sous le numéro SIRET : 878 153 59 2 000 59, et représentée par sa Présidente LEFEBVRE Peggy agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association : Apporter une aide matérielle et logistique aux femmes victimes de violences conjugales en région Sud : déménagements d'urgence, kits de première nécessité et rééquipement. Nous coordonnons le réseau Elles Déménagent afin d'étendre ces solutions à d'autres territoires partout en France.

— Intitulé et description du projet : « Réseau : Elles déménagent ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Entreposage gratuit et sécurisé des affaires personnelles ;
- Déménagement en urgence de l'ancien logement au nouveau ;
- Transfert des affaires depuis un hôtel/mise à l'abri jusqu'au nouveau logement ;
- Distribution de kits de produits d'urgence (hygiène, vêtement, alimentaire…) lors des mises à l'abri ;
- Aide au rééquipement du nouveau logement (mobilier, électroménager, linge…) ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

— Modalités de mise en œuvre :

1. Aide d'urgence et soutien moral lors de la mise à l'abri de la victime dans un hôtel, foyer, CHRS Des produits d'hygiène sont remis sous formes de kits de première nécessité pour les femmes et enfants (produits d'hygiène, produits spécial bébé, couches, lait infantile…) afin que chaque femme accueillie en hébergement d'urgence puisse avoir le minimum décent pour son hygiène, dans le respect de sa dignité. Les produits sont collectés auprès des entreprises partenaires. Une aide alimentaire d'urgence peut également être assurée, mais également des dons de vêtements, matériel de puériculture (lit parapluie, poussette, chauffe biberon, couches, lait infantile, biberons, etc.).

2. Récupération des effets personnels au domicile : Déménagement gratuit. Une Voix pour Elles se charge de la planification du déménagement et du suivi administratif auprès des partenaires de l'action. Les forces de l'ordre peuvent être contactées afin d'assurer la sécurité de tous. Une fiche d'intervention précise est réalisée pour chaque situation et signée par la bénéficiaire.

3. Entreposage des effets personnels : Après inventaire précis, l'entreposage des affaires est assuré gratuitement jusqu'au relogement définitif de la bénéficiaire dans un centre d'hébergement

4. Aide à l'équipement du nouveau logement

— Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de bénéficiaires
- Nombre de déménagements
- Nombre d'aides en secours hôtels
- Nombre de kits distribués
- Délai moyen entre la prise de contact et le déménagement de la bénéficiaire
- Durée moyenne de la prise en charge de la bénéficiaire
- Nombre de structures partenaires

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Qualitatifs :
- Nombre de femmes et d'enfants pris en charge
- Nombre de nuitées d'hôtel d'urgence
- Bilan du partenariat avec les acteurs locaux

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association ALC : 80 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 60 000 €, une avance de 20 000 € ayant déjà été versée) ;
  - SCOP Alter Egaux : 2 000 € ;
  - Association ARPAS : 10 000 € ;
  - Association G-ADDICTION : 5 000 € ;
  - Association Harpèges-les accords solidaires : 70 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 60 000 €, une avance de 10 000 € ayant déjà été versée) ;
  - Association La Ferme : 2 000 € ;
  - Association Montjoye : 1 000 € ;
  - Association Tous Addict : 1 000 € ;
  - Association AEEM 06 : 1 000 € ;
  - Association Minot du Sud : 1 000 € ;
  - Association Une voix pour elles : 1 000 € ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_083A1

Agir pour le lien social et la citoyenneté

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Agir pour le Lien social et Citoyenneté (ALC), régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 2 avenue du Docteur Emile Roux, 06200 NICE, déclarée sous le SIRET n°781 626 817 002 79 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Luc MERCIER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association ALC a initié et conçu le projet :
« Accompagnement individualisé renforcé (AIR) ».

Ce projet vise à prendre en charge de manière renforcée et globale des personnes placées sous-main de justice résidant sur le ressort du tribunal judiciaire de Grasse en vue de prévenir le risque de récidive.

Il a pour objectif de favoriser l'insertion ou la réinsertion des justiciables.

Dans le cadre du dispositif AIR, l'Association ALC s'engage à :
-Réaliser des enquêtes sociales rapides ;
-Réaliser des bilans psychologiques ;
-Réaliser des évaluations sociales des situations des justiciables ;
-Définir des axes d'intervention pour chacun des justiciables ;
-Réaliser des accompagnements sociaux comprenant l'accompagnement administratif, social et médical ;
-Informer régulièrement les magistrats et les CPIP en charge de la mesure.
-Accueillir 350 personnes par an, au sein de chaque bassin de population dont 50 pour le ressort de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Il s'inscrit dans la programmation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2026, portée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution d'une subvention et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « *Accompagnement individualisé renforcé* » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le Service Développement Social des Territoires et Prévention de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 859 822 EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 80 000 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 859 822 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 80 000 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 20 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026 conformément à la délibération

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

DL2025_195 du Conseil du 11 décembre 2025, et sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.

- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.

- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 420 » (« action sociale – Services communs ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE ALC – SIEGE SOCIAL
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CCM NICE JOFFRE
Code banque : 10278 / Code guichet : 08950
Numéro de compte : 00030426140 / Clé RIB : 01

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fourni à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

Fait à Grasse, le 22 mai 2026

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association ALC

Le Président,

Luc MERCIER

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : « Accompagnement individualisé renforcé (AIR) ».

Charges du projet	**Subvention de** *la CAPG*	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
859 822 EUR	80 000 EUR	680 000 EUR

a) Objectif(s):

Le projet AIR est un dispositif socio-judiciaire innovant visant à **prévenir la récidive** chez des personnes multirécidivistes présentant des vulnérabilités complexes (addictions, troubles psychiques, précarité, isolement).

Ce programme est fondé sur un modèle de justice résolutive de problèmes, il propose une prise en charge globale combinant interventions éducatives, psychosociales et thérapeutiques.

Il poursuit plusieurs objectifs :

- assurer le respect des obligations judiciaires des personnes suivies (interdiction, soins, pointage) ;
- favoriser leur insertion sociale et professionnelle, notamment par l'accès aux droits et à des parcours de soins adaptés ;
- renforcer la sécurité publique en contribuant à la réduction de la récidive et du nombre de victimes, en particulier en matière de violences intrafamiliales et de sécurité routière ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Optimisation des fonds publics : l'incarcération est une solution coûteuse pour la société et délétère pour le condamné avec des effets désocialisants voir criminogènes.
- Soutien dans l'accès au logement et à l'emploi.

b) Public(s) visé(s):

Le dispositif AIR s'adresse à des personnes majeures sous-main de justice, orientées exclusivement par une autorité judiciaire. Il concerne principalement des auteurs de violences intrafamiliales et des multirécidivistes, notamment pour des délits routiers, tout en restant ouvert à d'autres types d'infractions. Les bénéficiaires peuvent être incarcérés avec un projet de sortie ou déjà engagés dans un aménagement de peine. Le public est majoritairement masculin et uniquement composé d'adultes, sans limite d'âge.

c) Localisation :

Plusieurs zones d'intervention ont été définies au plan départemental, correspondant aux principaux bassins de population du ressort juridictionnel de Grasse. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en fait partie.

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
10 salariés : chef de service, secrétaire, 5 Chargés d'Insertion et de Prévention de la Récidive, 3 psychologues.

Moyens matériels :
Des locaux seront mutualisés entre ALC et Addictions France au sud de Grasse, afin de favoriser la coopération entre équipes et la fluidité de l'accompagnement des personnes suivies.
Les locaux de partenaires pourront également être mobilisés pour organiser des permanences au plus près du lieu de vie des justiciables.
Des solutions d'hébergement sont prévues pour les personnes sans domicile, avec une participation financière adaptée à leurs ressources.
Enfin, des collectivités locales pourront mettre à disposition des espaces pour les entretiens.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Evaluation de l'impact du dispositif sur les territoires d'intervention pour mesurer l'efficacité de ce modèle de lutte contre la récidive :
- Nombre de justiciables ayant bénéficié du dispositif
- Evolution de la situation judiciaire et sociale (santé, situation financière, famille emploi, environnement social...).

Une base statistique sera alimentée avec des indicateurs tels que le nombre de bénéficiaires de la mesure, le nombre de récidive.

Indicateurs qualitatifs :

- Evaluation continue du parcours : le suivi régulier permet en effet d'encourager et de motiver les individus dans leur démarche de changement. Des rituels de valorisation des efforts ainsi mobilisés sont organisés avec les magistrats afin de bousculer les représentations que le justiciable a de lui-même et de la justice.

- Organisation d'un Comité de pilotage annuel pour présenter le travail mené et les résultats obtenus.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse communauté d'agglomération

Alc Agir pour le lien social et la citoyenneté

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	21650	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	111350
Achats matières et fournitures	21650	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	680000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	130590	PREFECTURE FIPDR	30000
Locations	112440	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	150000
Entretien et réparation	10050	MILDECA	45000
Assurance	5500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	600	COMMUNE ST LAURENT DU VAR	15000
Sorties éducatives	2000	COMMUNE DE CANNES	100000
62 - Autres services extérieurs	45700	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5600	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES AM	115000
Publicité, publication		COMMUNE DE CARROS	5000
Déplacements, missions	19600	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	20500	COMMUNE CAGNES SUR MER	35000
63 - Impôts et taxes	51976	CASA	100000
Impôts et taxes sur rémunération	48250	CAP G	80000
Autres impôts et taxes	3726	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	553156	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	383439	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	153175	Autres établissements publics	5000
Autres charges de personnel	16542	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	50000	**75 - Autres produits de gestion courante**	68472
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	68472
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	6750	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	859822	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	859822

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	859822	**TOTAL DONT CVN**	859822

La subvention de 80 000 EUR représente 9% du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Agir pour le lien social et la citoyenneté

ANNEX IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Harpèges - Les accords solidaires, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au 8 avenue du 11 novembre, 06110 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET : 782 532 238 000 30 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe COTTA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Harpèges a initié et conçu le projet **« Aide aux victimes d'infraction pénales, Violences intrafamiliales (VIF)** ».

Ce projet agrée par le Ministère de la Justice vise à recevoir et accompagner des victimes d'infractions pénales, d'attentats, d'accidents collectifs ou sériels et/ou catastrophes naturelles et de litiges civils.

Il s'agit de proposer une prise en charge globale juridique, sociale et psychologique de la victime, au plus près des faits. Au titre du réseau intercommunal de prévention des violences intrafamiliales du Pays de Grasse, l'Association assurera la coordination de l'accompagnement des victimes, établira le recensement statistique des suivis effectués et conduira des actions de sensibilisations auprès des professionnels du territoire sur la thématique des violences intrafamiliales.

Dans le cadre de la programmation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2026, la CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Aide aux victimes d'infraction pénales, Violences intrafamiliales » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **388 819 EUR hors CVN** conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **70 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **394 014 EUR** dont 5 195 € de contributions volontaires en nature (bénévolat), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 70 000 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 10 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026 conformément à la délibération DL2025_195 du Conseil du 11 décembre 2025, et sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : HARPEGES - LES ACCORDS SOLIDAIRES
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT COOPERATIF
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08011857769 / Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le 22 mai 2026

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association HARPEGES

Le Président,

Philippe COTTA

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : **« Aide aux victimes d'infraction pénales, Violences intrafamiliales »**

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (Affectés au projet)
388 819 EUR (Hors CNV)	70 000 EUR	374 819 EUR

a) Objectif(s) :

- Recevoir et accompagner les victimes lors de permanences tenues sur différents sites de la Ville de Grasse et sur les communes de la CAPG.
- Permettre une prise en charge globale juridique, sociale et psychologique des victimes au plus près des faits.
- Mettre en œuvre des dispositifs de protection pour les victimes de violences conjugales (téléphone grave danger, bracelet anti-rapprochement).
- Proposer des astreintes téléphoniques e soirée et les week-ends.

b) Public(s) visé(s) :

- Toute personne victime (ainsi que ses proches) d'une infraction pénale, d'attentats terroristes, d'accidents collectifs, de catastrophes naturelles ou d'un litige civil.
- Il s'agit de toute personne, homme ou femme, mineure ou majeure, quel que soit son lieu de résidence.

Harpèges intervient également en direction des scolaires dans le cadre de la prévention (en lien avec la PJJ et le service jeunesse de Grasse), des professionnels (police, gendarmerie, services sociaux…) pour ce qui est des informations-formations

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

plus particulièrement centrées sur l'aide aux victimes et les violences conjugales ou de viol.

Estimation : 2 200 (dont 900 Hommes et 1 300 Femmes)

c) Localisation :

Les permanences sont assurées sur le territoire de la CAPG :

- Au Centre historique de la ville de Grasse (locaux Harpèges)
- Au commissariat de Grasse
- Au sein du Tribunal judiciaire de Grasse (Bureau d'aide aux victimes)
- A l'espace activité emploi de Mouans-Sartoux
- Aux France Services des Fleurs de Grasse (Quartier prioritaire) et de Pégomas pour le Val de Siagne. Possibilité de rdv à la France Services des Monts d'Azur à Saint-Auban.

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
Sous la responsabilité d'une directrice de pôle, l'équipe pluridisciplinaire - composée d'un agent d'accueil, de juristes et de psychologues cliniciens - apporte une écoute privilégiée, adaptée à chaque situation, afin d'identifier les difficultés rencontrées par les victimes et de les accompagner au mieux – ainsi qu'un coordinateur de parcours soit 5.22ETP directs (dont 2.35 ETP affectés aux dispositifs spécifiques : TGD, EVVI, justice restaurative, astreintes).
Moyens supports affectés à l'action (direction générale, fonctions supports du siège) soit 0.46 ETP.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes/victimes aidées
- Nombre d'entretiens/lieu de permanence
- Nombre de victimes de violence intrafamiliales
- Nombre de suivis psychologiques
- Nombre de saisines à caractère d'urgence
- Nombre de bénéficiaires du dispositif de protection (TGD, BAR)

Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de partenaires associés à l'action
- Nombre de victimes orientées sur le réseau VIF
- Nombre de diligences effectuées
- Nombre de victimes résidentes CAPG/issues des quartiers prioritaires

Les objectifs sont évalués lors de réunions de synthèse et statistiques remises semestriellement aux chefs de juridiction de Grasse et à la Cour d'Appel.
Chaque année, une statistique globale est adressée au Ministère de la Justice.
La direction d'Harpèges rencontre trimestriellement les services de la Politique de la Ville et communautaires ainsi que le Procureur de la République.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	4876	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	14000
Achats matières et fournitures	2076	**73 - Concours publics**	0
Autres fournitures	2800	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	374819
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	9555	Ministère de la justice	201569
Locations	2975	FIPD Territoire	14000
Entretien et réparation	4725	FIPD TGD astreintes	14000
Assurance	980	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	875	Région Sud	26600
62 - Autres services extérieurs	26776	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7700	Alpes-maritimes (TGD)	20650
Publicité, publication	455		
Déplacements, missions	12846	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	5775	CAPG	98000
63 - Impôts et taxes	30203		
Impôts et taxes sur rémunération	29988		
Autres impôts et taxes	215	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	308209	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	217873	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	89713	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	623	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	100	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	9100	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	388819	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	388819

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	5195	**87 - Contributions volontaires en nature**	5195
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	5195	875 - Bénévolat	5195
TOTAL DONT CVN	394014	**TOTAL DONT CVN**	394014
La subvention sollicitée de 98000 **€, objet de la présente demande représente** 24.87 **% du total des produits du projet dont CVN** (montant sollicité/total du budget) x 100.			

La subvention de 70 000 EUR représente 18 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_083-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_084 : Programmation Politique de la ville - Attribution de subventions et signature de convention d'objectifs et de financement pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_084
RAPPORTEUR : Jean-Marc DELIA	

DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PREVENTION

Programmation Politique de la ville
-
Attribution de subventions et signature de convention d'objectifs et de financement pour l'année 2026

SYNTHESE

La politique de la ville s'inscrit dans le cadre d'un contrat de ville établi pour la période 2024 - 2030. Elle vise à mettre en œuvre et soutenir un ensemble de dispositifs et d'actions destinés à réduire les inégalités territoriales, à revaloriser les quartiers les plus fragiles et à promouvoir l'égalité des chances pour l'ensemble des habitants. La programmation de ces actions est co-financée par l'Etat, la Caf 06, la Ville de Grasse, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au bénéfice des quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) Fleurs de Grasse et Grand Centre.

A ce titre, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **INITIATIVES TERRES D'AZUR : 27 000 € (une avance de 9 000 € a déjà été versée)**
- **ARPAS : 5 000 €**
- **JARDINS VALEURS SOLIDAIRES : 5 000 €**
- **SOLI-CITES : 4 000 €**
- **MONTJOYE PASSAJ : 3 500 €**
- **GROUPE SOS TRANSITIONS ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES : 1 500 €**
- **FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL - PFI 06 : 1 500 €**
- **HISTOIRES VIVANTES : 1 000 €**
- **LA FERME ! MEDIATION ANIMALE : 1 000 €**
- **PISTE D'AZUR : 1 000 €**

Le montant total des actions financées dans le cadre du Contrat de Ville par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'élève à 50 500 €.

Monsieur le Premier Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2025_195 du 17 décembre 2025 par laquelle le conseil communautaire a approuvé le versement d'une avance sur les subventions 2026 de l'association Initiative Terres d'Azur (9 000 €) ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le Conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le comité de pilotage du contrat de ville de Grasse qui s'est tenu le 26 mars 2026 au cours duquel la programmation des actions relevant de la politique de la ville a été validée ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'arrêté N°AR2026_026 du 27 avril 2026 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'animation et de coordination des dispositifs de la politique de la ville exercée par la communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 10 projets pour un montant total de 50 500 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. L'association « Initiatives Terres d'Azur » : 27 000 €

Initiatives Terres d'Azur régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET : 424 506 962 000 36, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Dans le cadre de ses missions générales d'outil de développement local : aider à la création, à la reprise et au développement d'entreprises : en favorisant le développement d'activités économiques, créatrices d'emplois sur son territoire d'intervention, en organisant une assistance technique et humaine et en suscitant la mobilisation des moyens financiers nécessaires aux porteurs de projet de création, de reprise ou de premier développement d'une entreprise ; apporter sa contribution et son soutien dans l'accompagnement de personnes demandeuses d'emplois, s'implantant sur des zones dites "difficiles" (ex : zones rurales, quartiers urbains,...) ou de personnes en situation fragilisée, en particulier celles issues de reconversion suite à des fusions / acquisitions / restructurations d'entreprises ; mettre en œuvre de nouvelles formes d'accompagnement des entreprises dans leur positionnement commercial, dans leur capacité de gestion, dans leur développement en général.

- Intitulé et description du projet : « L'entreprenariat dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) » (Ex Cité-lab).

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Développer l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires en allant à la rencontre des habitants éloignés de la création d'entreprise. L'association propose : information, accompagnement personnalisé et soutien à la réflexion entrepreneuriale, tout en orientant vers la formation ou l'emploi lorsque la création d'entreprise n'est pas la solution la plus adaptée ;
- Accompagner les entrepreneurs déjà installés afin de consolider et développer leur activité, contribuant ainsi à la dynamique économique locale grâce à des actions comme le Prêt d'Honneur Quartier ou le programme *Ma Boîte Mon Quartier ;*
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le projet s'appuie sur des actions de terrain (événements, bus de l'entrepreneuriat, cafés commerçants, ateliers collectifs et accompagnement individuel) menées en partenariat avec des acteurs locaux.

Enfin, un volet dédié à l'entrepreneuriat étudiant est développé avec Grasse Campus et Pépite Méditerranée pour encourager les initiatives économiques des étudiants dans les quartiers.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2. L'association « Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé » (ARPAS) : 5 000 €

Association Régionale pour la Promotion des Actions de Santé régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 19 Avenue Auguste Renoir, Le Sainte Luce A, 06800 Cagnes sur Mer, identifiée sous le numéro SIRET 440 643 070 00020, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Reinaldo GREGORIO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

La promotion d'actions de formation, de recherche, de prévention en santé globale mais aussi d'assurer un rôle de conseil auprès d'organismes privés ou publics.

- Intitulé et description du projet : « Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle -Grasse ».

  L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Prise en charge hebdomadaire des bénéficiaires sur l'action à partir de l'orientation des partenaires professionnels ;
  - Mise en place d'entretiens de diagnostic de situation et d'orientation à la demande des partenaires ;
  - Accompagnement psychosocial axé sur la réduction des freins. Accompagnement sur le renforcement des compétences et des aptitudes psychosociales sur les premiers temps du retour à l'emploi ;
  - Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Modalités de mise en œuvre :

- Réunions trimestrielles de synthèse sur les suivis avec les partenaires orienteurs : trajectoire, aptitudes, évolutions constatées.
- Ateliers de remédiation par l'art pour les personnes les plus isolées socialement.
- Permanence d'une demi-journée hebdomadaire sur le Point relais information du quartier des fleurs de Grasse et aux locaux du plan de Grasse.

Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Accompagnement de 30 bénéficiaires (10 hommes, 20 femmes) âgés de 26 à 64 ans.

Qualitatifs :
- Freins identifiés et levés, une majorité des accompagnants rentre en parcours d'insertion suivi.

3. L'association « JARDINS VALEURS SOLIDAIRES » : 5 000 €

L'association JARDINS VALEURS SOLIDAIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, identifiée sous le numéro de SIRET : 420400582 00029, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ONIMUS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Développer par l'intermédiaire de ses membres des actions d'insertion par l'économique et de formation centrée sur des activités agricoles et ou sur l'environnement, accompagner la mise en place et le développement de l'emploi salarié, rechercher toute expérimentation susceptible de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Intitulé et description du projet : « Accessibilité alimentaire en faveur des plus démunis ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Améliorer l'accès à une alimentation saine, locale et biologique pour les personnes à faibles revenus, en particulier dans les quartiers prioritaires de la ville de Grasse ;
- Dispenser des animations en parallèle de la distribution de fruits et de légumes qui permettront de sensibiliser le public sur les thématiques de développement durable, de respect de l'environnement et de santé publique ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

  - 10 marchés solidaires réalisés sur les deux territoires QPV ;
  - Livraisons des paniers solidaires en différents points de livraisons sur les deux territoires QPV ;
  - Partenariat avec les structures associatives et les réseaux existants ;
  - Participation aux événements des QPV de façon globale.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Réalisations des 10 marchés hebdomadaires en QPV, taux d'évolution du tonnage de légumes vendus, nombre de paniers solidaires distribués.

Qualitatifs :
- Mise en place et suivi du partenariat avec l'association de quartier des Fleurs de grasse pour un nouveau point de dépôt des paniers solidaires durant l'année 2026 ;

- Mise en place d'un partenariat avec le bailleur 3F SUD pour des marchés solidaires en pied d'immeuble au sein des résidences en QPV.

4. L'association « SOLI-CITES » : 4 000 €

L'association SOLI-CITES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1 rue de la Vieille Boucherie, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 479 183 238 00043, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Nicole NUTINI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Régie de quartier : Gestion urbaine de proximité d'un ou plusieurs quartiers prioritaires, tant d'un point de vue économique en favorisant l'insertion professionnelle par l'embauche de personnes en difficultés, que d'un point de vue social en favorisant la cohésion sociale des quartiers sur lesquels elle intervient.

- Intitulé et description du projet : « Revitalisation économique & sociale – QPV Grand Centre ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Améliorer durablement le cadre de vie, la cohésion sociale et l'attractivité du quartier, tout en favorisant l'insertion professionnelle et la création d'emplois locaux, à travers des actions concrètes d'artisanat, de réemploi et d'animation territoriale ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

  - 1 responsable d'atelier (coordination technique, conception mobilier)
  - 1 coordinatrice de projet
  - 3 salariés en insertion mobilisés sur les fabrications, rénovations ou installations
  - 2 salariés en insertion pour le nettoyage
  - 1 animateur (mise en place des cellules, changement des thématiques et animation sociale)
  - 2 camions de la flotte Soli-cités
  - Equipement de l'atelier pour conception du mobilier (outils de travail du bois et du métal)
  - Equipement pour l'installation des cellules commerciales

Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de vitrines / agencements réalisés au cours de l'année (installation initiale + thématiques), quantité de mobilier en réemploi utilisé et de créations uniques upcyclées, nombre de salariés mobilisés sur le projet.

Qualitatifs :
- Progression des compétences professionnelles des personnes accompagnées, enquête de satisfaction des habitants du QPV, impact visuel (photos avant/après), indices de croissance des propositions d'investissement sur les cellules commerciales occupées.

5. L'association « MONTJOYE » : 3 500 €

L'association MONTJOYE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 6 avenue Edith Cavell, 06000 Nice, reconnue d'intérêt général et identifiée sous le numéro de SIRET : 775 552 235 00175, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Catherine BRETAUDEAU, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

L'Association MONTJOYE a pour mission de promouvoir par des actions de prévention, d'aide, d'accompagnements, le développement, l'épanouissement, la dignité et l'accès aux droits fondamentaux de l'Homme.

- Intitulé et description du projet : « Psychologue de rue sur la commune de GRASSE ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Déployer un psychologue de rue, en binôme avec un éducateur spécialisé. Ils interviennent directement dans les lieux fréquentés par les jeunes (quartiers, écoles, espaces publics).
- Prévenir les situations de rupture et de danger (mal-être et comportements à risque) ;
- Faciliter l'accès aux soins ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

  - Ressources humaines : recrutement d'un psychologue de rue ;
  - Mise en place d'un binôme avec un éducateur spécialisé.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Trois comités de suivi de l'action
- Nombre de jeunes rencontrés, revus, accompagnés et orientés vers un soin
- Nombre de situations repérées comme préoccupantes.
- Taux d'orientations réussies vers les dispositifs de santé existants
- Nombre d'actions collectives et taux de participations
- Nombre de comportements à risque identifiés ou de crises évitées.

Qualitatifs :
- Repérage précoce des troubles psychiques
- Réduction des ruptures scolaires, sociales et familiales.

6. L'association « GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES » : 1 500 €

L'association GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 102 C rue Amelot, 75011 Paris 11, identifiée sous le numéro de SIRET : 831 236 021 00026 et représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Yoann DUMONTET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Cette association a pour objet de soutenir et développer les initiatives d'intérêt général en réponse à un besoin en termes de transition écologique vers une agriculture et une alimentation durable. Elle agit sous les marques Fermes d'Avenir et Les Insatiables.

- Intitulé et description du projet : « Les Insatiables : mieux manger pour tous »

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Sensibiliser les habitants de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à une alimentation saine, durable et accessible, tout en renforçant le lien social et l'intergénérationnel ;
- Assurer des animations grand public et des stands en partenariat avec les acteurs locaux et producteurs ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le projet « De la graine à l'assiette », porté par l'association Les Insatiables, s'inscrit dans le programme « Bien manger pour tous ».

Déployé au cœur des quartiers, le projet s'appuie sur un partenariat avec des acteurs locaux tels que la Régie de Quartier Soli-Cités, les associations Montjoye PASSAJ et l'Atelier du zéro six, ainsi que sur une participation aux dynamiques territoriales autour de l'alimentation, notamment lors d'un événement lié au jardin partagé des Fleurs de Grasse. Il s'adresse à 12 jeunes (11-17 ans) et 12 seniors (60 ans et plus) à travers des ateliers ludiques et culinaires favorisant la lutte contre le gaspillage et la transmission de savoir-faire. Le projet inclut également des animations grand public et des stands de sensibilisation en partenariat avec les acteurs locaux et producteurs.
Ce projet est travaillé avec le Programme Alimentaire Territorial (PAT) de la CAPG.

- Modalités de mise en œuvre :

- Mise en place des ateliers de sensibilisation en partenariat avec JARDINS VALEURS SOLIDAIRES durant les marchés solidaires.
- Moyens humains : Une diététicienne, un agriculteur ainsi que la cheffe de projet.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre d'ateliers et de personnes reçues durant les ateliers de sensibilisation au « mieux manger pour tous ».

Qualitatifs :
- Satisfaction des bénéficiaires via un questionnaire d'impact
- Analyse des montées en compétences (découverte de nouveaux aliments, réelle utilisation des techniques à la maison, suivi au long-court)
- Evaluation des parcours suivis depuis 2019.

7. « La Fondation Apprentis d'Auteuil – PFI 06 » : 1 500 €

La Fondation d'Auteuil – Apprentis d'Auteuil – Pôle Formation Insertion 06 reconnue d'utilité publique par décret du 19 juin 1929, dont le siège social est situé 51 Chemin de la Tourache, Le Mas du Calme, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro de SIRET : 775 688 799 01340, et représentée par sa Directrice, Madame Delphine SAGORY, agissant au nom et pour le compte de ladite fondation en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'établissement :

Le Pôle Formation Insertion 06 a pour objet d'accompagner des adolescents et jeunes adultes, souvent en difficulté sociale ou éloignés de l'emploi. Il vise à mettre en place des actions de formation, de remobilisation et d'insertion socio-professionnelle ; à favoriser l'accès à l'emploi et à l'autonomie grâce à des parcours de formation et d'accompagnement adaptés ; à proposer des dispositifs tels que le préapprentissage, formation professionnelle, chantiers d'insertion ou accompagnement à la création d'activité.

- Intitulé et description du projet : « J'assure ».

La fondation s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Favoriser la reconstruction personnelle et l'insertion professionnelle ;
- Développer des projets pédagogiques ludiques et innovants visant à renforcer l'engagement, la confiance et la capacité à se dépasser ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le centre de formation accueille des jeunes en apprentissage ayant souvent connu des parcours scolaires et sociaux difficiles. Ces jeunes peuvent présenter un manque de confiance en eux, des difficultés à respecter les règles collectives ou encore des comportements parfois conflictuels.

- Modalités de mise en œuvre :

- Mise en place de 8 sessions encadrées par un professionnel de l'escalade agréé (David LANGSWEIRT) ;
- Matériel complet mis à disposition (baudriers, casques, chaussons) ;
- Location d'un minibus de 9 places.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Taux de présence à chaque sortie

Qualitatifs :
- Taux de satisfaction des jeunes, analyse de la cohésion de groupe créé, bilan global à chaque action
- Mise en place d'un cahier des charges à suivre par jeune.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

8. L'association « Histoires Vivantes » : 1 000 €

L'association HISTOIRES VIVANTES régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Maison des Associations, 16 rue de l'ancien palais de justice, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET : 479 301 525 00040, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Alexis GAILLARD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Promouvoir la reconstitution historique en France. Aider les personnes qui par leurs actes et activités font revivre l'Histoire. Une des activités principales de l'association sera l'organisation et la production de spectacles vivants ayant pour thème l'histoire et faisant intervenir les différents acteurs de la reconstitution historique.

- Intitulé et description du projet : « QuartierS d'HistoireS »

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Faire connaître l'histoire et le patrimoine local aux jeunes à travers une expérience immersive ;
- Rendre les jeunes acteurs de leur apprentissage tout en favorisant leur appropriation de la ville et de ses lieux culturels ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ce projet éducatif et de découverte culturelle propose aux adolescents de découvrir un lieu culturel emblématique de la ville de Grasse de manière ludique et interactive, via un jeu scénarisé. Il vise particulièrement les jeunes issus des quartiers prioritaires, en encourageant leur mobilité, leur socialisation et leur engagement citoyen.

- Modalités de mise en œuvre :

Deux salariés de l'association en encadrement ainsi qu'un animateur vacataire.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre d'inscrits par structures, nombres de familles présentes en fin de projet
- Réalisation de 3 saisons, 3 sessions d'animations (jeu immersif), 3 lieux historiques.

Qualitatifs :
- Evaluation de la compréhension des lieux historiques
- Qualité du temps de la réunion-bilan entre chaque étape
- Participation et adhésion finale des jeunes pour développer un projet en autonomie ».

9. L'association « LA FERME ! MEDIATION ANIMALE » : 1 000 €

L'association LA FERME ! MEDIATION ANIMALE régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 3 route Privée du Camp, 06670 La Roquette-sur-Var, identifiée sous le numéro de SIRET : 844 445 031 00017, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Esther PARRADO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association :

Activités de médiation par l'animal à visée thérapeutique, éducative, d'insertion et de loisir adressées à tout public et en particulier aux personnes en difficultés.

- Intitulé et description du projet : « Les animaux de réussite éducative et citoyenne »

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Développer l'aller-vers dans les quartiers prioritaires via la médiation animale pour améliorer le climat relationnel entre les jeunes et les aider à développer une conscience citoyenne et responsable tout en prévenant les comportements inadaptés et/ou dangereux ;
- Valoriser les compétences scolaires en redonnant le goût d'apprendre et de renforcer le lien parents/enfants en soutenant la cohésion familiale ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :
Deux encadrants, un véhicule de l'association ainsi que les animaux prévus pour la médiation animale.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de participations en pied d'immeuble, tranche d'âge visé / sensibilisé
- Nombre d'intervention durant l'année, présence sur les deux QPV.

Qualitatifs :
- Amélioration de la cible lors des inscriptions pour le dispositif vacances en actions
- Lien parentalité établie.

10. L'association « PISTE D'AZUR » : 1 000 €

La SCIC Piste d'azur centre régional des Arts du Cirque PACA, dont le siège social est situé 1975, avenue de la république, 06550, La Roquette sur Siagne, identifiée sous le numéro de SIRET : 448 507 244 00029 et représentée par son président directeur en exercice, Monsieur Florent FODELLA, agissant au nom et pour le compte de la SCIC Piste d'Azur en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la structure :
La SCIC développe diverses activités circassiennes sur le territoire : pratique amateur, activités scolaires et Education Artistique et Culturelle, centre de ressources, évènementiel, lieu de vie.

Métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires (ÉCLAT) - IDCC 1518

- Intitulé et description du projet : « Trapèze Petit Volant Centre historique de Grasse ».

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mettre en place le projet « Envols Urbains » ;
- Sensibiliser un public diversifié – étudiants, scolaires et habitants – à la pratique du trapèze volant, tout en favorisant la mixité sociale, l'égalité d'accès à la culture et le renforcement du lien social. Gratuit et ouvert à tous ;
- Créer un pool de personnes intéressées et disposées à une pratique régulière des arts du cirque ;
- Proposer des cours d'art du cirque gratuits pour 5 jeunes des QPV ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Le trapèze petit volant est un agrès sensationnel et spectaculaire restant accessible et sans risque. Par sa dimension athlétique autant qu'artistique, il est en mesure d'attirer un large public. L'objectif est de sensibiliser un public divers, étudiants, élèves du collège Carnot et habitants du centre-ville en relation avec les associations Harpèges, Montjoye et Soli-cités.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Puis de proposer une pratique ouverte à tous afin de favoriser la mixité durant l'année. Piste d'Azur s'engage à offrir un abonnement annuel pour des cours d'initiation aux arts du cirque à 5 jeunes issus des QPV.

- Modalités de mise en œuvre :
  Moyens humains : une personne en charge de la coordination de l'action, 6 enseignants des arts du cirque, 6 personnels municipaux en renfort pour le montage et le démontage, 2 agents de sécurité prestataires.

  Temps événementiel avec ateliers et mise en place du 15 au 18 octobre 2026.
  Ouverture des cours pour les jeunes des QPV engagés dans l'action sur l'année 2026 – 2027.

- Indicateurs de réalisation :

  Quantitatifs :
  - Nombre de jeunes sensibilisés sur les baptêmes et ateliers
  - Nombre de jeunes issues des QPV inscrits à l'année au centre de la Roquette sur Siagne.
  - Taux de fidélisation des publics

  Qualitatifs : Création d'un groupe de jeunes disposés à une pratique régulière des arts du cirque à l'année.

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Marie-Madeleine GUALLINO, Marie GIACCONE, Elodie BARBIER, Damien MATTEOLI, Jean-Pierre BICAIL, Florent ROSSI, Jérôme VIAUD.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - INITIATIVES TERRES D'AZUR : 27 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 18 000 EUR, une avance de 9 000 EUR ayant déjà été versée)
  - ARPAS : 5 000 €
  - JARDINS VALEURS SOLIDAIRES : 5 000 €
  - SOLI-CITES : 4 000 €
  - MONTJOYE PASSAJ : 3 500 €
  - GROUPE SOS TRANSITIONS ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES : 1 500 €
  - FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL-PFI 06 : 1 500 €
  - HISTOIRES VIVANTES : 1 000 €
  - LA FERME ! MEDIATION ANIMALE : 1 000 €
  - PISTE D'AZUR : 1 000 €

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026 avec ARPAS, JARDINS VALEURS SOLIDAIRES, SOLI-CITES, MONTJOYE PASSAJ, GROUPE SOS TRANSITIONS ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES, FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL-PFI 06, HISTOIRES VIVANTES, LA FERME ! MEDIATION ANIMALE PISTE D'AZUR, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **D'AUTORISER** un membre du bureau désigné dans l'ordre du tableau des nominations appelé à suppléer le Président sur les affaires en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur conformément à l'arrêté de déport N°AR2026_026 du 27 avril 2026, à signer la convention d'objectifs et de financement 2026 avec l'association Initiative Terres d'Azur, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

– **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ANNEE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Initiatives Terres d'Azur (I.T.A), régie par la loi du 1er juillet 1901, reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET : 424 506 962 000 36 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée l'Association,

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Initiative Terres d'Azur a initié et conçu le projet **« L'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires politique de la ville ».**

Ce projet vise à favoriser l'émergence d'une dynamique économique locale. Il s'agit d'un dispositif d'amorçage et de sensibilisation à la création d'entreprise au sein des quartiers prioritaires de Grasse.

Il s'inscrit dans la politique de la ville, dont le but est de réduire les inégalités entre les territoires, à revaloriser les quartiers les plus en difficulté et à favoriser l'égalité des chances entre tous les citoyens.

Dans le cadre de la programmation contrat de ville 2024-2030 sur le territoire du Pays de Grasse, la CAPG, à la demande de l'Association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération 2026_xxx du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « L'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires politique de la ville » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Le service développement social des territoires et prévention de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **59 000 EUR hors CVN** conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **27 000 EUR**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de **64 000 EUR** dont 5 000 € de contributions volontaires en nature (bénévolat), établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de **27 000 EUR.**

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 9 000 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026 conformément à la délibération DL2025_195 du Conseil du 11 décembre 2025, et sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction 420 (Action sociale – Services communs) ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : INITIATIVE TERRES D'AZUR
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00022451940 / Clé RIB : 95

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 – ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 – SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le 21 mai 2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Initiative Terres d'Azur

Le Président,

Henri ALUNNI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet : **« L'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires politique de la ville ».**

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (Affectés au projet)
59 000 EUR hors CVN	27 000 EUR	45 000 EUR

a) Objectif(s) :

Les objectifs consistent à aller à la rencontre des publics éloignés de l'entrepreneuriat afin de leur proposer une écoute, des informations et un accompagnement dès les premières réflexions autour d'un projet. Selon les situations, il s'agit soit de les orienter vers des solutions adaptées comme la formation ou l'emploi, soit de faciliter leur accès à la création d'entreprise grâce à un suivi personnalisé. Par ailleurs, un accompagnement de proximité est proposé aux entrepreneurs déjà implantés pour consolider leur activité, soutenir leur développement et renforcer leur ancrage local. Enfin, l'action vise à dynamiser l'économie des quartiers prioritaires (QPV) en mettant en place des dispositifs spécifiques destinés à encourager et développer l'activité économique (ex : Prêt d'honneur Quartier, Ma Boîte Mon Quartier) pour stimuler l'activité économique.

b) Public(s) visé(s) :

70 habitants dont 35 femmes et 35 hommes dans la tranche d'âge 18 ans et plus.

c) Localisation : 2 secteurs quartiers Politique de la Ville : le Grand Centre de Grasse et les Fleurs de Grasse

d) Moyens mis en œuvre :

Dans le Pays de Grasse, l'entrepreneuriat au sein des quartiers est soutenu par Initiative Terres d'Azur, en collaboration avec la Communauté d'agglomération du

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse, France Travail, le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse et la Mission locale du Pays de Grasse. Ce dispositif s'adresse spécifiquement aux habitants des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV). La démarche consiste à mettre en place :

1/ Des actions coordonnées pour développer l'entrepreneuriat dans les quartiers :

- Présence renforcée dans les quartiers via des événements locaux (associatifs et commerçants).
- Organisation et diversification d'actions (Entreprendre dans mon quartier, Bus de l'entrepreneuriat, Cafés commerçants, Outils ludiques comme le quiz de l'entrepreneuriat).
- Participation à des dispositifs nationaux (tournée « Entrepreneuriat pour tous »).
- Rencontres pour jeunes créateurs avec la Mission Locale.
- Accès facilité à des aides (programme In Cube, prime de 1 000 €).
- Adaptation des actions grâce aux retours des habitants (concertation citoyenne).
- Renforcement d'outils existants (Prêt d'Honneur Quartier, Tournées de créateurs, Ateliers avec France Travail).
- Création de nouvelles thématiques : entrepreneuriat étudiant et lien avec l'agriculture.

2/ Un soutien technique de proximité pour les entrepreneurs des quartiers :

- Suivi renforcé des entrepreneurs avec des Ateliers collectifs et un accompagnement individuel.
- Partenariat avec la Maison du Commerce pour soutenir les commerçants.
- Création de nouveaux formats d'accompagnement adaptés aux besoins.

3/ Un focus sur les étudiants

- Programme dédié avec des partenaires (Grasse Campus, Pépite Méditerranée).
- Objectif : encourager les étudiants à entreprendre et dynamiser les quartiers.

Moyens matériels : Ordinateur portable- Téléphone Portable- Accès Internet

Moyens humains :

Equipe de 6 personnes au sein d'Initiative Terres d'Azur avec une chargée de mission référente. Mobilisation des partenaires et experts bénévoles lors de l'accompagnement des porteurs de projet et chefs d'entreprise et lors des actions collectives. Les bureaux d'Initiative Terres d'Azur étant très proches des deux QPV et positionnés de manière centrale seront également un lieu de rencontres individuelles et collectives. De plus, étant hébergée au sein d'une pépinière d'entreprise, Initiative Terres d'Azur facilitera les rencontres entre les porteurs de projet et les jeunes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

entrepreneurs. La directrice et les chargés de missions d'Initiative Terres d'Azur sont à disposition pour soutenir et conseiller selon leurs compétences la chargée de mission référent.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de RDV individuel
- Nombre de rencontres collectives
- Nombre de rencontres partenariales
- Nombres de participations aux actions collectives
- Nombres et montant de prêts d'honneur quartier octroyés

Indicateurs qualitatifs :

- Notoriété de la mission et inscription dans le réseau local
- Mise en œuvre de réponses adaptées aux besoins du public et adaptation des moyens d'information.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET

Année 2026

CHARGES		RESSOURCES	
60 - Achats 500,00 €		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
Achats matières et fournitures	500,00 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	0,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
61 - Service extérieurs		74 - Subventions d'exploitation 45 000,00 €	
Locations	0,00 €	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	14 000,00 €
Entretien et réparation	0,00 €	06-ALPES-MARITIMES-ETAT-POLITIQUE-VILLE	14 000,00 €
Assurance	0,00 €	Conseil-s Régional(aux)	0,00 €
Documentation	0,00 €	Conseil-s Départemental (aux)	0,00 €
62 - Autres services extérieurs 4 500,00 €		Communautés de communes ou d'agglomérations	31 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000,00 €	06-CA DU PAYS DE GRASSE	31 000,00 €
Publicité, publication	2 000,00 €	Commune(s)	0,00 €
Déplacements, Missions	500,00 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	0,00 €
Services bancaires, autres	0,00 €	Etablissements publics	0,00 €
63 - Impôts et taxes		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €	Aides privées (fondation)	0,00 €
64 - Charges de personnel 49 000,00 €		Autres établissements publics	0,00 €
Rémunération des personnels	35 000,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	
Charges sociales	14 000,00 €	756.Cotisations	0,00 €
Autres charges de personnel	0,00 €	758.Dons manuels - Mécénat	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante		750.Autres produits de gestion courante	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	76 - Produits financiers	
66 - Charges financières		Produits financiers	0,00 €
Charges financières	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	
67 - Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	0,00 €
Charges exceptionnelles	0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
68 - Dotation aux amortissements		789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs	0,00 €
Dotation aux amortissements	0,00 €	79 - Transfert de charges	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		Transfert de charges	0,00 €
Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés	0,00 €	Ressources propres affectées au projet 14 000,00 €	
Charges indirectes 5 000,00 €		Autofinancement (insuffisance prévisionnelle)	14 000,00 €
Charges fixes de fonctionnement	5 000,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 5 000,00 €	
Frais financiers	0,00 €	870 - Bénévolat	5 000,00 €
Autres charges indirectes	0,00 €	871 - Prestations en nature	0,00 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)	0,00 €	875 - Dons en nature	0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 5 000,00 €			
860 - Secours en nature	0,00 €		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €		
862 - Prestations	0,00 €		
864 - Personnel bénévole	5 000,00 €		
Total des Charges	**64 000,00 €**	**Total des ressources**	**64 000,00 €**

La subvention de 27 000 EUR représente 42 % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_084-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES CAPG/ASSOCIATION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_085 : Programmation Inclusion Numérique - Attribution de subventions pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_085**
RAPPORTEUR : Hervé ROMANO	
DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	
Programmation Inclusion Numérique Attribution de subventions pour l'année 2026	

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de l'inclusion numérique, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a pour objectif de faciliter l'accès des publics aux outils et ressources numériques, tout en proposant un accompagnement adapté afin de développer et renforcer leurs compétences dans l'usage des nouvelles technologies.

Au titre de la programmation « Développement numérique 2026 », il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **Association Insertion Travail Education Culture (ITEC) : 5 000 €**
- **Association Banque du Numérique : 11 500 €**
- **Association Twilight of the Gods : 5 000 €**

Le montant total des subventions s'élève à 21 500 €.

Monsieur le membre du bureau communautaire expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2024_201 du 12 décembre 2024 du conseil communautaire relative à la réactualisation de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de développement numérique en faveur des publics et des territoires ; exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 4 projets (3 associations) pour un montant total de 21 500 €.

1. Association Insertion Travail Education Culture (ITEC) : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 25 Traverse du Barri, 06560 Valbonne, identifiée sous le numéro SIRET 394 925 655 00034, et représentée par son Président Monsieur Dominique ISOARDI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : ITEC a pour but de favoriser la formation, l'insertion ou la réinsertion des personnes le plus en difficulté ou des travailleurs désireux de suivre une remise à niveau des connaissances de base indispensables ; de lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme ; d'aider à la recherche d'emploi ; de favoriser la réussite scolaire des élèves en difficulté ; d'initier les publics accueillis à l'utilisation des multimédias et notamment internet ; d'assurer des évaluations de compétences et des diagnostics d'orientation et plus généralement de favoriser l'accès à la culture, aux savoirs et aux

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

loisirs afin de permettre au plus grand nombre de devenir des citoyens actifs et responsables.

- Intitulé et description du projet : « Espace Régional Internet Citoyen (ERIC) des casernes »

  L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Accompagner le public à appréhender les nouvelles technologies ;
  - Animer des ateliers de formation ;
  - Accompagner le public dans leur projet de formation ;
  - Lutter contre la fracture numérique et favoriser l'inclusion numérique ;
  - Accompagnement dans les démarches d'E-administration ;
  - Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :
  L'ERIC se situe sur la commune de Grasse. Il est ouvert à l'ensemble des habitants du territoire de la CAPG. Il propose un ensemble de services à la population et aux acteurs locaux du lundi au vendredi de 9h à 17h. Il est doté de ressources humaines qualifiées : 1 animateur multimédia, un formateur pour les ateliers et un coordinateur. Ils accompagnent et orientent les usagers dans leur apprentissage des technologies de l'information et de la communication (TIC).

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre d'ateliers par thématiques
- Nombre de sessions individuelles
- Nombre de visites uniques

Qualitatifs :
- Questionnaire de satisfaction des publics
- Statistiques sur la typologie des publics

2. Association Banque du Numérique : 11 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 6 rue Chanoine Rance Bourrey, 06100 Nice, identifiée sous le numéro SIRET : 904 271 269 000 14, et représentée par son Président Monsieur Philippe FOFANA, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association :
  - Lutter contre la fracture numérique ;
  - Promouvoir et développer les initiatives d'inclusion numérique ;
  - Equiper, former et accompagner les personnes en situation de précarité ;
  - Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques de solidarité ;
  - Soutenir la structuration territoriale d'une offre solidaire de mise à disposition de matériel informatique, de connexion aux réseaux, de formations et de médiation ;
  - Favoriser les échanges afin de développer ou de créer des coopérations avec d'une part, les collectivités territoriales, les organismes publics et privés et, d'autre part, tous les acteurs concourant à cette ambition, notamment les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

— Intitulé et description du projet : « Poursuite du déploiement de la plateforme de la banque du numérique sur le Pays de grasse ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Maintenir l'accès, pour les acteurs sociaux, économiques et institutionnels, à une cartographie des dispositifs publics locaux ;
- Renforcer l'inclusion numérique via des projets solidaires et des dons d'équipements reconditionnés et participation au dispositif Solidon ;
- Réinstaller 100 équipements à destination de structures et de personnes en situation d'illectronisme sur le Pays de Grasse ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

L'action de la Banque du Numérique repose sur une équipe composée d'une déléguée générale et de son adjointe, appuyée par des prestataires externes (transport, reconditionnement de matériel, maintenance de la plateforme, data scientistes) ainsi que d'une cheffe de projet mutualisée. L'association dispose également d'un local de stockage à Nice.
L'association met à disposition des équipements gratuits dans de nouveaux lieux d'inclusion numérique, facilitant un accès de proximité aux services essentiels : accès aux droits et à la santé afin de prévenir le non-recours aux droits.
En 2026, la Banque du Numérique poursuivra le déploiement de sa plateforme et permettra aux professionnels du territoire de bénéficier :

- De don d'équipements à des personnes en situation d'illectronisme ;
- De don d'équipements reconditionnés pour des projets d'inclusion numérique ;
- De l'accès à une cartographie de l'offre de proximité ;
- De réinstaller 100 équipements à destination de structures et de personnes en situation d'illectronisme.

- Indicateurs de réalisation :

Quantitatifs :
- Nombre de connexions à la plateforme des accompagnants
- Nombre d'ordinateurs reconditionnés
- Nombre de partenariats avec des acteurs locaux de reconditionnement et de médiation numérique
- Nombre d'équipements remis à des structures et des personnes en situation d'illectronisme

Qualitatifs :
- Qualité et type de partenaires mobilisés phase conception et phase parcours)
- Profils des personnes (âge, genre, type de foyer, situation administrative, niveau d 'étude).
- Evaluation comité de pilotage

3. Association Twilight of the Gods (TOTG): 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 286 chemin des Cannebiers, 06810 Auribeau-sur-Siagne, identifiée sous le numéro SIRET : 800 347 106 00018, et représentée par son Président Monsieur Térence FERUT, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

— Objet social de l'association :

La gestion, la promotion et le développement d'une structure de eSport multi-jeux tant en compétition qu'en distraction et loisir au sein d'un groupe.

— Intitulé et description des projets :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- **Projet N°1 :**

« Développement et pérennisation de la cyber base de la Vallée de la Siagne »

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Reprise et l'aménagement de l'ancienne cyber-base d'Auribeau-sur-Siagne afin de créer un espace associatif polyvalent plus spacieux ;
- Accompagner le public dans leurs pratiques ludiques et numériques ;
- Proposer des activités périscolaires et éducatives favorisant l'échange, le respect des règles et la coopération entre les enfants ;
- Mettre en place des animations et des évènements tout au long de l'année, y compris pendant les vacances scolaires ;
- Offrir aux jeunes d'Auribeau-sur-Siagne et des communes voisines, un espace de loisirs gratuit et accessible à tous ;
- Favoriser le lien social et la mixité des publics dans un cadre inclusif et non discriminatoire ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

Le projet s'appuie sur un local mis à disposition gratuitement par la CAPG et un matériel régulièrement renouvelé pour maintenir l'attractivité des activités. Son fonctionnement repose exclusivement sur l'engagement de 12 bénévoles, chargés de l'accueil, de l'animation et de la gestion, sans recrutement de salarié prévu.

- Indicateurs de réalisation :
  - Nombre de jours ouverts durant l'année
  - Fréquentation du lieu
  - Nombre de personnes venues, pratiquantes
  - Nombre de projets menés avec les acteurs locaux
  - Nombre d'évènements

- **Projet N°2 :**

« Activités périscolaires quotidiennes pour l'école élémentaire d'Auribeau-sur-Siagne »

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Proposer des activités périscolaires à destination des élèves de l'école élémentaire d'Auribeau-sur-Siagne du CP au CM2 sur le temps méridien ;
- Favoriser la socialisation, la coopération et la découverte d'activités ludiques et Educatives ;
- Honorer les demandes de documents et les rendez-vous fixés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- Modalités de mise en œuvre :

Le projet repose sur l'engagement d'un volontaire en service civique pendant neuf mois, encadré par l'association. Elle fournit le matériel nécessaire et assure la formation, l'encadrement ainsi que les conditions d'accueil, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

- Indicateurs de réalisation :
  - Nombre d'enfants ayant bénéficié des activités périscolaires chaque semaine
  - Fréquence des séances réalisées sur les neuf mois

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association Insertion Travail Education Culture (ITEC) : 5 000 €
  - Association Banque du Numérique: 11 500 €
  - Association Twilight of the Gods: 5 000 €

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, au chapitre 65, article 65748.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_085-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_086-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_086 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_086-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N° DL2026_086
RAPPORTEUR : Florent ROSSI	

CULTURE

Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » (Théâtre de Grasse)

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation des 6 représentants au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » du Théâtre de Grasse.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts du Centre de développement culturel du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est représentée au sein de l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » du Théâtre de Grasse ;

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant qu'il convient de désigner six représentants pour siéger au conseil d'administration de l'association, étant précisé que siège obligatoirement le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, qui est membre de droit et le Vice-président à la culture ;

Monsieur le Président propose les candidats suivants :

CA Théâtre de GRASSE
- Jérôme VIAUD
- Florent ROSSI
- Nicolas DOYEN

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_086-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Pauline BAUDY
- Jocelyne BUSTAMENTE
- Damien MATTEOLI

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

– **DE DESIGNER** les six représentants suivants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour siéger au conseil d'administration de l'association :

CA Théâtre de GRASSE
- Jérôme VIAUD
- Florent ROSSI
- Nicolas DOYEN
- Pauline BAUDY
- Jocelyne BUSTAMENTE
- Damien MATTEOLI

– **DE NOTIFIER** la présente délibération à l'association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse » du Théâtre de Grasse.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_086-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_087-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_087 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_087-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N° DL2026_087
RAPPORTEUR : Florent ROSSI	
CULTURE	

Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur

SYNTHESE

Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation d'un titulaire et d'un suppléant pour siéger au conseil d'administration de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de l'association Piste d'Azur en vigueur ;

Vu l'installation du nouveau conseil de communauté en date du 16 juillet 2020 ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est actionnaire de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Piste d'Azur ;

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant qu'il convient, de désigner un membre titulaire et un membre suppléant au sein de la SCIC Piste d'azur conformément à ses statuts ;

Monsieur le Président propose les conseillers suivants ;

Membre titulaire	Membre suppléant
- Florent ROSSI	- Sandrine ALBIS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_087-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après en avoir délibéré et procéder au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** comme représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour siéger au sein des assemblées de la SCIC Piste d'Azur :

Membre titulaire	Membre suppléant
- Florent ROSSI	- Sandrine ALBIS

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au président de la SCIC Piste d'Azur.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_087-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_088 : Programmation artistique et culturelle 2026 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_088**
RAPPORTEUR : Florent ROSSI	
CULTURE	

Programmation artistique et culturelle 2026 - Attributions de subventions et signature des conventions d'objectifs et de financement

SYNTHESE

La politique artistique et culturelle intercommunale conduite en faveur de l'épanouissement et de l'émancipation de la personne, du citoyen à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondé sur une culture partagée riche et diversifiée.

Cette politique, co-construite avec les acteurs culturels et les associations du territoire, vise dans le cadre de ses actions en faveur du patrimoine, du spectacle vivant, du livre et de la généralisation d'une éducation artistique et culturelle « 100% EAC », à favoriser et encourager la préservation et la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances.

Au titre de la programmation artistique et culturelle 2026, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse : 913 000 € (une avance de 449 500 € a déjà été versée) ;**
- **Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée Piste d'Azur : 135 000 € (une avance de 67 500 € a déjà été versée) ;**
- **Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 € ;**
- **Association Culturelle du Val de Siagne : 6 000 € ;**
- **Association Coup de pouce : 2 000 € ;**
- **Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 2 500 € ;**
- **Association Cannes Atelier Danse pour la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi : 2 500 €.**

Le montant global des subventions s'élève à 1 091 000 €.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2025_196 du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire a approuvé le versement d'une avance sur les subventions 2026 de la SCIC Piste d'Azur (67 500 €) et du Théâtre de Grasse Centre de développement culturel du Pays de Grasse (449 500) ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations et la SCIC s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations et de la SCIC ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique culturelle exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération, ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant que la politique artistique et culturelle intercommunale conduite en faveur de l'épanouissement et de l'émancipation de la personne, du citoyen à travers le développement de sa sensibilité, de sa créativité et de son esprit critique, a pour objectifs d'accroître l'attractivité, le rayonnement ainsi que la vitalité du territoire tout en créant un socle de valeurs communes fondé sur une culture partagée riche et diversifiée ;

Considérant que ces projets culturels visent à favoriser et encourager sur l'ensemble des 23 communes, la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances. ;

La présente délibération prévoit de soutenir 7 projets pour un montant total de 1 091 000€ .

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. **L'Association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse-TDG » : 913 000 € (dont 144 000 € de mise à disposition de personnel)**
(Une avance de 449 500 € a déjà été versée en vertu de la délibération n°2025_196 du 11 décembre 2025).

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 avenue Maximin Isnard 06 130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 344 854 997 00022, et représentée par son Président en exercice Monsieur Jonathan TURRILLO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : développement culturel et artistique.

- Intitulé et description des projets 2026 :
Soutenir le fonctionnement de l'activité du Théâtre et développer le rayonnement du TDG sur le territoire, hors de ses murs, dans les quartiers de Grasse et dans les communes du Pays de Grasse.
Mettre en place un programme d'actions qui participe à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général ; proposer une diffusion artistique de qualité aux publics les plus larges et les plus variés possibles ; promouvoir les démarches d'actions culturelle actives et inventives ; contribuer à la diffusion des formes et disciplines moins valorisées ;
Accompagner : la diffusion hors-les-murs tout au long de la saison et lors d'un temps fort dans la continuité du festival Les Evadées ; l'itinérance sur le territoire et notamment dans le Moyen Pays et le Haut-Pays grassois ; le développement d'un réseau de résidences d'artistes en territoire.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention triennale 2026-2028 ci-annexée.

2. **La Société coopérative d'intérêt collectif Piste d'Azur : 135 000 €**
(Une avance de 67 500 € a déjà été versée en vertu de la délibération n°2025_196 du 11 décembre 2025).

Régie par la loi du 10 septembre 1947 dont le siège social est situé 1975 avenue de la République, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE, identifiée sous le numéro SIRET 448 507 244 00029, et représentée par son Président-Directeur en exercice, Monsieur Florent FODELLA, agissant au nom et pour le compte de ladite SCIC en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de la SCIC : Centre régional des arts du cirque

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Intitulé et description du projet 2026 : Soutenir le fonctionnement de l'activité de Piste d'Azur en cohérence avec les orientations de la politique culturelle de la CAPG dans le respect des orientations ci-dessous :

- Education artistique et culturelle : interventions auprès des jeunes dans le cadre scolaire/périscolaire,
- Pratique circassienne amateur : école de cirque amateur pour les jeunes et les adultes (de 2 à 65 ans) du territoire,
- Formation professionnelle artistique d'élèves nationaux et internationaux : préparation aux écoles supérieures, certification reconnue par l'Etat D'« Artiste de cirque et du mouvement »,
- Soutien aux artistes et compagnies et aides à l'insertion professionnelle : Accueil en Résidence et accompagnement d'artistes et de jeunes compagnies circassiennes,
- Centre de ressource et de documentation permettant aux acteurs culturels et institutionnels du territoire de bénéficier des ressources nécessaires à l'organisation de projets autour du spectacle vivant et des arts du cirque,
- Organisation d'évènements et d'animations autour des arts du cirque dans le territoire tout au long de l'année.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention triennale 2026-2028 ci-annexée.

3. L'Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 77 Allée des Cèdres - 06370 MOUANS SARTOUX, identifiée sous le N° SIRET 334 748 027 000 11, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Marie-Louise GOURDON, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : créer et développer toutes activités artistiques et culturelles et notamment le Festival du Livre de Mouans-Sartoux.

- Intitulé et description du projet 2026 : Participer au rayonnement du festival du livre de Mouans-Sartoux sur l'ensemble du territoire par le développement de projets et d'actions d'éducation artistique et culturelle à destination des jeunes sur l'ensemble des communes du pays de Grasse (écoles, collèges et lycées) :
  - Mettre en place une programmation d'ateliers-rencontres à destination des élèves de maternelle, primaire, collège et lycée du Pays du Grasse afin de rendre accessible à tous le livre et la lecture.
  - Favoriser les rencontres et temps d'échanges avec des auteurs et illustrateurs.

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention 2026 ci-annexée.

4. Association Culturelle du Val de Siagne : 6 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 17, allée des chênes 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, identifiée sous le numéro SIRET 49849352700010, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Andrée-Claire LIEGE agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : promouvoir la culture sous toutes ses formes dans les trois communes de la vallée de la Siagne (La Roquette-sur-Siagne, Pégomas et Auribeau-sur-Siagne) notamment par la programmation de spectacles et d'actions culturelles autour de l'écriture/lecture.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Intitulé et description du projet 2026 : « programme culturel 2026 » : programmation de spectacles, thés littéraires, ateliers d'écritures…

- Modalités de mise en œuvre et indicateurs de réalisation : voir la convention 2026 ci-annexée.

5. Association Coup de pouce à Caille : 2 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 18 rue Principale, 06750 CAILLE, identifiée sous le numéro SIRET 50844358700011, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Marie-Christine BALLESTER, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : développer une offre culturelle de qualité dans le Haut Pays en complément des Estivales du Conseil Départemental notamment par l'organisation du Festival de musique « Pass'à Caille » sur les communes d'Andon, Caille, Séranon et Valderoure.

- Intitulé et description du projet 2026 : « Festival de musique Pass'à Caille » : programmation de 10 concerts (classique, jazz, musique de chambre…), entre juin et juillet 2026, sur 9 jours consécutifs en juillet répartis sur les 4 communes.

6. Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 2 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 16, rue de l'Ancien Palais de Justice, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 79761434400019, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : a pour but la préservation et la valorisation du Patrimoine Culturel Immatériel du Pays de Grasse.

- Intitulé et description du projet 2026 : Demande de soutien financier au titre des actions menées pour la valorisation de la reconnaissance des « Savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse ».

7. Association Cannes Atelier Danse pour la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi : 2 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 25, avenue Montrose, 06400 CANNES, identifiée sous le numéro SIRET 41749027300014, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Sylvie GUIGO LECOMTE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : chorégraphie, promotion de la danse, formation et sensibilisation à la danse.

- Intitulé et description du projet 2026 : Demande de soutien financier au titre des actions de transmission réalisées auprès des habitants du Pays de Grasse (scolaire, extrascolaire, animation locale…).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Jérôme VIAUD, Florent ROSSI, Nicolas DOYEN, Pauline BAUDY, Damien MATTEOLI.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - Association « Centre de développement culturel du Pays de Grasse- TDG » : 913 000 € dont 144 000 € de mise à disposition de personnel, (étant précisé qu'il reste à verser 456 500 €, une avance de 449 500 € ayant déjà été versée) ;
  - Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée Piste d'Azur : 135 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 67 500 €, une avance de 67 500 € ayant déjà été versée) ;
  - Association Centre d'expression culturel et artistique de Mouans-Sartoux : 30 000 € ;
  - Association Culturelle du Val de Siagne : 6 000 € ;
  - Association Coup de pouce à Caille : 2 000 € ;
  - Association Patrimoine Vivant du Pays de Grasse : 2 500 € ;
  - Association Cannes Atelier Danse pour la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi : 2 500 €.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions annexées, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_088A1

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉES 2026 - 2028

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération.
Vu la délibération du Conseil de Communauté 2026-XXX du 21 mai 2026

D'une part,

ET :

Le ***Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse***, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 Avenue Maximin Isnard - 06130 GRASSE, représentée par son président **Monsieur Jonathan TURRILLO** et désignée sous le numéro SIRET 344 854 997 00022 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Préambule

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a reconnu d'intérêt communautaire le Théâtre de Grasse, au sein de son Pôle du spectacle vivant.
Le *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse* a pour projet de favoriser la diffusion culturelle, la confrontation et la recherche dans tous les domaines des échanges entre créateurs, interprètes et publics. Acteur essentiel de la politique culturelle de la Communauté d'agglomération en matière de spectacle vivant, il porte le projet artistique et culturel du Théâtre de Grasse.

La Communauté d'agglomération entend formaliser ses relations avec cette association dans le cadre d'une convention triennale qui a pour but de définir les objectifs pour lesquels l'association *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse* est subventionnée par la Communauté d'agglomération, de déterminer les droits et obligations de chacune des parties.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme suivant dont l'association est à l'initiative : « Favoriser sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse (23 communes), au sein du Théâtre de Grasse mais aussi au sein d'autres établissements du territoire (ECSVS notamment), la création et la diffusion du spectacle vivant dans toutes ses disciplines et toute sa diversité, par

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

différents moyens et en particulier la coproduction de spectacles, l'accueil en résidence, la diffusion. »

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce service.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La convention a une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la signature par les deux parties.

ARTICLE 3 : Engagements de l'association

a. Description du projet de l'association

L'association propose une programmation annuelle théâtre, danse, cirque et musique à l'attention de tous les publics - individuels comme scolaires - sur le territoire de la CAPG.

Elle œuvre à l'irrigation artistique et culturelle du territoire en développant des projets sur des périmètres géographiques étendus et particulièrement en direction des jeunes ainsi que des publics éloignés de l'offre culturelle, notamment dans les zones rurales et montagnardes qui composent le pays de Grasse. Dans cette perspective, le nouveau Projet de territoire de la Communauté d'agglomération sera déterminant en termes de développement territorial du projet artistique du Théâtre de Grasse, et de moyens associés. Elle œuvre à l'irrigation du territoire par une approche innovante des publics éloignés de l'offre culturelle.

L'action du Théâtre de Grasse s'appuiera sur :

- Le soutien à la création

Au cours de la durée de la convention, le Théâtre de Grasse s'engage à accueillir en résidence plusieurs équipes artistiques par saison, afin d'accompagner leur parcours de création ou de diffusion sur le territoire de rayonnement de l'établissement, ceci à travers l'accompagnement et la mise en discussion du projet artistique, la mise à disposition d'un lieu de travail et/ou de diffusion, du matériel disponible et des équipes techniques pour une durée pouvant aller de 1 à 4 semaines.
Ces résidences devront favoriser des temps de rencontres et d'échanges entre les artistes en résidence, les populations du territoire, le milieu scolaire, par le biais d'actions appropriées et adaptées aux différents publics (tels des répétitions ouvertes, des stages et actions de sensibilisation).
Outre l'accompagnement en coproduction, les accueils en résidence se dérouleront sur le plateau du théâtre de Grasse lui-même, sur le plateau de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne à La Roquette s/ Siagne. Des résidences pourront aussi être installées dans L'espace culturel et sportif Jean-Paul Henry à Valderoure (résidences d'écriture par exemple, ou résidence sans besoins techniques).

- Principes de diffusion

Dans le cadre du conventionnement avec l'Etat / Direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Théâtre de Grasse s'engage à favoriser sur chaque saison une programmation diversifiée, ouverte et exigeante, représentative des différentes disciplines du spectacle vivant : les grandes œuvres du répertoire théâtral, chorégraphique et musical, les œuvres d'aujourd'hui, les figures populaires, les artistes émergents, les cultures urbaines, les formes savantes.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La communauté d'agglomération du Pays de Grasse sera plus particulièrement attentive à ce que le Théâtre de Grasse programme hors les murs 20% du nombre de spectacles ou de représentations par saison. Notamment, le Théâtre de Grasse programmera 1 à 2 spectacles par an pouvant tourner sur 2 à 4 villages du territoire. Cette programmation pourra se développer notamment au cours des mois de mai et juin.

La Communauté d'agglomération s'engage à soutenir le développement du Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse dans le cadre d'un renforcement de la programmation culturelle hors-les-murs du Théâtre de Grasse en mettant à disposition sous réserve de disponibilité calendaire :

- Le Musée International de la Parfumerie – 2 boulevard du Jau de Ballon - GRASSE
- Les Jardins du Musée International de la Parfumerie – 979 Chemin des Gourettes – MOUANS-SARTOUX
- L'Espace culturel et Sportif du Val-de-Siagne et les 2 chapiteaux – 1975 Avenue de la République -LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE
- L'espace Culturel et Sportif du Haut-Pays - VALDEROURE
- La Piscine Altitude 500 – 29 Avenue Honoré Lions - GRASSE
- La Piscine intercommunale de Peymeinade – Chemin du Suye - PEYMEINADE
- Grasse Campus - 18 Rue de l'Ancien Palais de Justice - GRASSE
- Les sites dépôt bus et gare routière du Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF – GRASSE

Dans le cadre des travaux du quartier Martelly de la ville de Grasse, le Théâtre de Grasse risque de subir une période de fermeture sur les saisons 27/28 et 28/29 entrainant une programmation hors-les-murs totale ou partielle. A ce titre, la CAPG soutiendra le fonctionnement du Théâtre de Grasse avec une mise à disposition renforcée de l'Espace culturel et sportif du Val-de-Siagne.

- <u>Les actions de sensibilisation</u>

Basé sur les notions d'élargissement des publics et de démocratisation de la culture, un programme de sensibilisation sera mis en œuvre au travers de la médiation culturelle et d'actions spécifiques : rencontres avec les artistes tout au long de la saison, découverte de l'envers du décor, actions dans les quartiers.
Il sera fait chaque année un bilan de ces opérations en termes artistiques, culturels et financiers.
Le Théâtre de Grasse concevra et réalisera des projets en direction des quartiers de la politique de la ville et/ou des zones rurales éloignées de l'offre culturelle, en lien avec les politiques menées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

- <u>L'éducation artistique et culturelle</u>

Dans le cadre du label « 100% EAC » obtenu par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse en décembre 2022, le théâtre de Grasse s'engage à être un partenaire incontournable de cette politique culturelle et à mener chaque saison différents projets d'éducation artistique et culturelle articulés autour de la pratique artistique, de l'apport de connaissances et de l'expérience de spectateur, dans les zones urbaines et dans les zones rurales du territoire.

<u>ARTICLE 4</u> : Engagements de la collectivité

La Communauté d'agglomération s'engage à soutenir financièrement les actions menées par l'association *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse*, pendant trois ans, pour un montant qui sera fixé chaque année lors de l'approbation du budget primitif par le Conseil Communautaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour les deux années suivantes, l'aide octroyée par la Communauté fera l'objet d'un avenant à la présente convention ; son montant sera principalement fondé sur le degré de réalisation des actions décrites à l'article 2.

La Communauté d'agglomération s'engage à communiquer à toute personne qui en fera la demande le budget et les comptes de l'association ainsi que la présente convention et les comptes rendus financiers de la subvention.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la contribution financière

Pour l'année 2026, l'aide attribuée par la Communauté est de 913 000 *euros (dont 144 000€ de mise à disposition de personnel).*

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 449 500 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 11 de la convention d'objectifs et de financement 2024-2026.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

3. Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs".
En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 316 » (« Théâtres et spectacles vivants ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse*
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit coopératif
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004368864 / Clé RIB : 69
FR76 4255 9100 0008 0043 6886 469
CODE BIC : CCOPFRPPXXX

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG. Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 5bis : Contribution financière en investissement

La communauté d'agglomération pourra également apporter une contribution financière pour soutenir le programme d'investissement du Théâtre de Grasse destiné à assurer le renouvellement des équipements, l'adaptation aux évolutions technologiques et les conditions de sécurité et de sûreté des personnels et des publics, en particulier dans le cadre d'un cofinancement avec d'autres partenaires financiers.

ARTICLE 6 : Aides indirectes

Quatre agents sont mis à disposition à temps plein de l'association du *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse*. Un premier pour assurer la direction du Théâtre de Grasse et un second au poste d'assistante de gestion à la Direction Administrative et Financière, deux autres pour effectuer le ménage des locaux.

Un agent est détaché à l'association conformément à l'arrêté correspondant.

De plus, pour faciliter l'organisation des activités de l'association, la Communauté d'agglomération met à disposition différents locaux.

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 341 752€HT par an dont 180 000€ pour les locaux et 161 752€ pour l'entretien/maintenance/fluides.

En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique culturelle et au développement du spectacle vivant, reconnu d'intérêt communautaire, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

La mise à disposition, l'usage et l'entretien des locaux du Théâtre de Grasse font l'objet d'une convention triennale signée en mai 2026.

ARTICLE 7 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action définis d'un commun accord entre La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association. Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal Officiel* (décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels),
- Le rapport d'activités.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 8 : Autres engagements

8.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 9 : Sanctions

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

9.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 : Evaluation

L'association s'engage à fournir annuellement et au terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.
L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 11 : Contrôle de l'administration

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 14 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 16 – COMMUNICATION

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. Il en sera de même lors de ses manifestations.

Dans le cadre du label « 100% EAC » obtenu par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2022, l'association s'engage à faire apparaître le logo du label sur ces différents supports de communication.

La Communauté d'agglomération s'engage à promouvoir les activités de l'association par le biais de l'information communautaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 17 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 18 - ANNEXES

Les annexes I, II
- Annexe I : Indicateurs
- Annexe II : Charte d'engagements réciproques

ARTICLE 19 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 21 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association dénommée, *Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse***
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jonathan TURRILLO**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

A N N E X E I

INDICATEURS D'ÉVALUATION
ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

INDICATEURS	OBJECTIFS
Comptabilisation du nombre de spectateurs annuel	Mesurer l'attractivité et le rayonnement du théâtre Mesurer sa capacité à fidéliser les publics
Taux de réabonnement et nouveaux abonnés	
Provenance géographique des spectateurs	
Nombre d'activités de médiation au tout public	Mesurer l'engagement du théâtre dans l'éducation artistique et culturelle sur le territoire
Nombre de spectacles Jeune Public programmés	
Nombre de participants scolaires : - Dont issus des quartiers de la politique de la ville - dont issus de zones rurales	
Nombre d'activités proposées aux scolaires : - dont issus des quartiers de la politique de la ville - dont issus de zones rurales	Mesurer le principe de diffusion Hors les Murs (art. 2) Observer l'activité de création sur le territoire
Nombre de spectacles hors les murs et localisation	
Nombre d'aide à la création ou de co-production : - dont artistes/Cies implantés sur le territoire de la CAPG	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Indicateurs qualitatifs :

L'association programme des spectacles et met en œuvre des actions qui lui permettent de remplir ses engagements en tant que « Scène conventionnée d'intérêt national » et « Pôle régional de développement culturel ». Dans ce cadre, elle co-signe une convention avec l'Etat, la Communauté d'agglomération et la Région PACA.
Les spectacles diffusés et ateliers autour des représentations, permettent de sensibiliser les publics à la création contemporaine. Ainsi, de nombreux scolaires, enseignants participent à des ateliers et des rencontres autour des spectacles programmés.
De plus, l'association accueille des résidences de création.

Conditions de l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 10 de la présente, un entretien annuel aura lieu en septembre de l'année d'effet de la convention. L'association fournira alors un bilan d'étape qualitatif et quantitatif des actions soutenues par la CAPG.

Si elles n'ont pu être envoyées dans le cadre d'un nouveau dossier de demande de subvention pour l'année N+1, les pièces visées à l'article 10 de la convention 2024-2026, devront être parvenues à la Direction des affaires culturelles avant le 1er juin 2026. Elles seront accompagnées d'un bilan qualitatif et quantitatif annuel des actions financées par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II

Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_088A2

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNEES 2026 à 2028

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération.
Vu la délibération du Conseil de Communauté 2026_XXX du 21 mai 2026.

D'une part,

ET :

« Piste d'azur », *Société Coopérative d'Intérêt Collectif,* dont le siège social est situé 1975 avenue de la République, 06550 LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE, identifiée sous le numéro SIRET 448 507 244 00029, et représentée par son Président **Monsieur Florent FODELLA,** agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Préambule

Dès sa création en 2014, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'est dotée d'une compétence Politique culturelle. Elle affirme ainsi le rôle essentiel de la culture qui constitue, dans ses différentes expressions, un outil d'épanouissement et de développement personnel, de cohésion sociale, de valorisation du territoire tant sur le plan touristique qu'économique en participant à lui donner une image attractive et dynamique.

Le projet de Centre des arts du cirque, initié et conçu par *Piste d'azur,* participe de la politique culturelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en matière d'animations du territoire, de formation, de développement du spectacle vivant et en particulier des arts du cirque. Cette dernière a en effet reconnu d'intérêt communautaire le Pôle régional du cirque et du spectacle vivant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La Communauté d'agglomération entend formaliser ses relations avec la SCIC Piste d'Azur dans le cadre d'une convention triennale qui a pour but de définir les objectifs pour lesquels la SCIC *Piste d'Azur* est subventionnée par la Communauté d'agglomération, de déterminer les droits et obligations de chacune des parties.

Par la présente convention, *Piste d'Azur* s'engage à mettre en place un programme d'actions, à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec son projet de Centre des arts du cirque et avec les orientations de politique culturelle de la CAPG mentionnées au préambule.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce service.

La direction Culture de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La convention a une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la signature par les deux parties.

ARTICLE 3 : Engagements de la SCIC Piste D'Azur

Par la présente convention, Piste d'Azur s'engage à mettre en place un programme d'actions, à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec les orientations de politique culturelle de la CAPG mentionnées au préambule et dans le respect des orientations ci-dessous :

- **L'Education Artistique et Culturelle** (EAC) : interventions auprès des habitants du territoire et notamment dans le cadre scolaire, périscolaire et extra-scolaire ;
- **Formations professionnelles artistiques et pédagogiques** d'élèves nationaux et internationaux et notamment la préparation aux écoles supérieures, certification reconnue par l'Etat d'« Artiste de cirque et du mouvement » ;
- **Espace de résidence, d'accueil d'artistes à l'entrainement et d'accompagnement de compagnies émergentes** (pépinière) ;
- **Centre de ressource et de documentation** permettant aux acteurs culturels et institutionnels du territoire de bénéficier des ressources nécessaires à l'organisation de projets autour du spectacle vivant et des arts du cirque ;
- **Une animation du territoire à travers l'organisation d'évènements et d'animations autour des arts du cirque** (pour exemple : les 24h du jonglage, La « Piste au soleil », animation troupe amateur, atelier de découverte et de sensibilisation).

ARTICLE 4 : Engagements de la collectivité

La Communauté d'agglomération s'engage à soutenir financièrement les actions menées par la SCIC *Piste d'azur*, pendant trois ans, pour un montant qui sera fixé chaque année lors de l'approbation du budget primitif par le conseil de communauté.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour les deux années suivantes, l'aide octroyée par la Communauté fera l'objet d'un avenant à la présente convention ; son montant sera principalement fondé sur le degré de réalisation des actions décrites à l'article 2.

La Communauté d'agglomération s'engage à communiquer à toute personne qui en fera la demande le budget et les comptes de la SCIC Piste d'Azur ainsi que la présente convention et les comptes rendus financiers de la subvention.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la contribution financière

Pour l'année 2026, l'aide attribuée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est de **135 000 euros.**

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 50% du montant prévisionnel annuel a été versée avant le 16 avril 2026, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 11 de la convention d'objectifs et de financement 2024-2026.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3. Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.
En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 311 » (« ECSVS + Chapiteaux Cirque ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Piste d'Azur
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Banque Crédit coopératif
Code banque : 42559 / Code guichet : 10000
Numéro de compte : 08004510122 / Clé RIB : 88

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG. Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 5 : Aides indirectes

Pour faciliter l'organisation des activités de la SCIC Piste d'Azur, la Communauté d'agglomération met à disposition au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne (ESCVS) : deux chapiteaux, des locaux administratifs et techniques, des espaces extérieurs. A titre ponctuel, Piste d'Azur pourra bénéficier de la mise à disposition d'autres espaces de l'ECSVS et notamment la salle de spectacle.

La valorisation de la mise à disposition est évaluée à 224 200 €HT par an dont 186 200€ pour les locaux et 38 000€ pour l'entretien/maintenance/fluides.

En raison de la nature des activités de la SCIC PISTE D'AZUR et du fait qu'elle participe directement à la politique culturelle et au développement du spectacle vivant et en particulier les arts du cirque, reconnu d'intérêt communautaire, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

La mise à disposition, l'usage et l'entretien des biens mobiliers et immobiliers auprès de la SCIC Piste d'Azur fait l'objet d'une convention triennale signée en mars 2026.

ARTICLE 6 : Justificatifs

La SCIC s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action définis d'un commun accord entre La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la SCIC Piste d'Azur. Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : Autres engagements

La SCIC Piste d'Azur doit se conformer au Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission (UE) relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, qui fixe le seuil de 500 000€ de fonds publics sur trois exercices.

L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par la SCIC Piste d'Azur sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention à la SCIC Piste d'Azur après examen des justificatifs présentés par la SCIC Piste d'Azur et avoir préalablement entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en informe la SCIC Piste d'Azur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : Evaluation

La SCIC Piste d'Azur s'engage à fournir annuellement et au terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées.
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse procède conjointement avec la SCIC Piste d'Azur, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.
L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 10 : Contrôle de l'administration

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

La SCIC Piste d'Azur s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. Il en sera de même lors de ses manifestations.

Dans le cadre du label « 100% EAC » obtenu par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2022, la SCIC Piste d'Azur s'engage à faire apparaître le logo du label sur ces différents supports de communication.

La Communauté d'agglomération s'engage à promouvoir les activités de la SCIC par le biais de l'information communautaire.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

- Annexe n° 1 Indicateurs d'évaluation
- Annexe n° 2 Charte d'engagement de mise à disposition
- Annexe n° 3 Charte d'engagement écoresponsable
- Annexe n° 4 Mise à disposition
- Annexe n° 5 Charte d'engagements réciproques

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes

Pour la SCIC Piste d'Azur

Le Président,

Florent FODELLA

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

A N N E X E I
INDICATEURS D'ÉVALUATION
ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS	OBJECTIFS
Pratique amateur : - nombre de pratiquants - nombre d'heures d'activité annuelle	Mesurer l'activité de la SCIC Piste d'Azur et l'animation du territoire
Organisation d'évènements : - nombre d'évènements et d'animation autour des arts du cirque sous le chapiteau et sur le territoire CAPG - nombre de participants - nombre de communes concernées	
Préparation aux écoles supérieures : - nombre d'élèves formés - nombre de concours présenté - nombre d'élèves ayant réussi à entrer en école supérieure et nombre d'élève en continuité de formation - provenance géographique des élèves	Mesurer les actions de formation professionnelle dans le domaine des arts du cirque portée par Piste d'Azur
Certification reconnue par l'Etat : - nombre d'élèves accueillis en formation - nombre d'élèves diplômés - provenance géographique des élèves	
BIAC et autres formations professionnelles : - nombre d'élèves accueillis en formation - nombre d'élèves diplômés - provenance géographique des élèves	
EAC : - nombre de scolaires participants - nombre d'heures d'activités proposées à des scolaires - nombre d'établissements sur le territoire et à l'extérieur	Mesurer l'engagement de Piste d'Azur dans l'éducation artistique et culturelle sur le territoire
Accueil et accompagnement d'artistes : - nombre d'artistes accompagnés (aide à la création, co-production, accueil en résidence…) - dont artistes et Cies implantés sur le territoire	Observer l'activité de création sur le territoire

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Conditions de l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 10 de la présente, un entretien annuel aura lieu en septembre de l'année d'effet de la convention. La SCIC Piste d'Azur fournira alors un bilan d'étape qualitatif et quantitatif des actions soutenues par la CAPG.

Si elles n'ont pu être envoyées dans le cadre d'un nouveau dossier de demande de subvention pour l'année N+1, les pièces visées à l'article 6 de la convention 2024-2026, devront être parvenues à la Direction des affaires culturelles avant le 1er juin 2026. Elles seront accompagnées d'un bilan qualitatif et quantitatif annuel des actions financées par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe 2

Charte d’engagement de mise à disposition

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe 3

Charte d’engagement écoresponsable

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 4 : Désignation des biens mis à disposition

4.1 Biens immobiliers mis à disposition

Les équipements immobiliers sont les suivants :

A) Deux chapiteaux

Couleur : blanc
Diamètre : 16 m
Superficie : environ 200 m²

Couleur : blanc
Diamètre : 36 m
Superficie : environ 1017 m²

B) Des locaux au sein de l'ECSVS

- un espace d'accueil de 19 m²
- une salle de documentation de 19,5 m²
- six bureaux répartis comme suit :

Bureaux 1, 2, 3 et 4	Bureau 5 agents de maîtrise	Bureau 6 équipe animation
13,2 m² par bureau	22.6 m²	24 m²

- 2 vestiaires-douches, respectivement de 30m² séparés hommes / femmes
- un foyer / salle de repas de 22,6 m²
- une salle de cours théorique de 47,8 m²
- un atelier / local de stockage de 47 m²
- un local ménage
- un local pour les costumes de 17 m²
- le couloir de circulation entre les bureaux de la SCIC Piste d'azur.

C) Autres espaces

- Stationnement :

Situés entre le grand chapiteau blanc et le Béal, deux emplacements accueilleront les caravanes des artistes en résidence.

De plus, des dégagements extérieurs sont accessibles autour des chapiteaux. Une cour intérieure sert de parking exclusivement aux véhicules de la SCIC Piste d'azur. Toutefois, la CAPG ou ses prestataires, seront susceptibles de se garer sur ce parking dans le cadre de leurs interventions techniques. La CAPG s'engage à prévenir la SCIC Piste d'azur au préalable.

- Salle de spectacle :

L'activité de la SCIC Piste d'azur étant reconnue d'intérêt communautaire, la salle de spectacle de l'ECSVS pourra être gratuitement mise à disposition, selon la disponibilité du lieu, dans le cadre de la programmation de la SCIC Piste d'azur, soit 1 week-end par an pour la Piste au soleil. De plus, la salle de spectacle peut être mise à disposition pour soutenir l'accueil de résidences d'artiste en raison de 4 semaines maximum (hors week-end) par an et sous réserve également de la disponibilité du lieu.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ladite SCIC Piste d'azur s'engage à formuler ses demandes de réservation auprès de la CAPG dans le respect du règlement intérieur de la salle.
Toute demande de mise à disposition de la salle sera faite par écrit.
Des mises à disposition exceptionnelles peuvent être consenties sous réserve de disponibilité.

4.2 : Désignation des biens mobiliers mis à disposition

- Une nacelle : son usage est réservé aux personnes ayant une autorisation écrite de leur employeur. Cette autorisation est rédigée par l'employeur exclusivement pour ses salariés détenteurs du CACES PEMP 1A ou ayant suivi une formation auprès d'une personne habilitée pour la délivrance d'une autorisation de conduite. La conduite de la nacelle nécessite le passage d'une visite médicale annuelle.

La SCIC Piste d'azur s'engage à respecter la règlementation française en vigueur et les consignes d'usage en sécurité de la nacelle formulées par la CAPG.

- Un standard téléphonique et 5 téléphones fixes

- Matériel son et lumière (voir fiche technique en annexe).

- Eclairage des chapiteaux : La SCIC Piste d'Azur s'engage à faire passer l'habilitation électrique à son personnel susceptible d'agir sur les tableaux électriques.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe 5

Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

ET

L'ASSOCIATION CULTURELLE DU VAL DE SIAGNE

_____

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT – ANNEE 2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se situe 57 Avenue Pierre Sémard - 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération N°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026.

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

ET

L'Association Culturelle du Val de Siagne, immatriculée sous le numéro SIRET 498 493 527 000 10 dont le siège est sis 17 Allée des Chênes - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, déclarée en Sous-Préfecture de Grasse le 13 avril 2010 sous le numéro W061001591, et représentée par sa Présidente, Madame Andrée-Claire LIEGE.

Dénommée ci-après, « **l'Association** »,

Dénommée ensemble ci-après, « **les parties** »,

PREAMBULE

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement culturel et en soutien à la programmation de spectacle vivant, la CAPG souhaite accompagner l'Association Culturelle du Val de Siagne pour ses activités de promotion de la culture et de diffusion de spectacles vivants sur le territoire d'action des communes de La Roquette sur Siagne, Pégomas et Auribeau sur Siagne.
L'Association Culturelle du Val de Siagne organise entre autres, des représentations théâtrales et musicales.
La CAPG souhaite également contribuer financièrement à ce projet d'intérêt général.

La CAPG souhaite soutenir le programme culturel 2026 mis en place par l'Association au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne par une mise à disposition à titre gratuit de la salle de spectacle dans la limite de dix (10) représentations maximums par an et par l'attribution d'une subvention.

Ainsi, il convient par la présente convention, de formaliser le soutien apporté par la CAPG au profit de l'Association tant en déterminant les modalités de la mise à disposition de biens mobiliers et immobiliers et d'attribution de la subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET
L'objet de la convention est de déterminer le soutien apporté par la CAPG au bénéfice de l'Association en définissant les modalités de la mise à disposition des locaux et équipements et celle de la subvention attribuée.

Article 2 : DESCRIPTION DU PROJET
L'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant :

- Programmer **dix (10) spectacles maximum** variés à destination du jeune public et des familles dans la Vallée de la Siagne.

Son action permet de faire rayonner la culture sur la Vallée de la Siagne en offrant une programmation culturelle variée. En 2026, l'Association proposera 10 spectacles maximum à l'intention des jeunes et/ou des familles.

Article 3 : DUREE
La présente convention est consentie et acceptée à compter de la date de signature des parties pour 10 représentations maximum sur l'année 2026.

Article 4 : DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION
Pour chacune de ces 10 représentations maximums, la CAPG met à la disposition de l'Association une partie des locaux (cf. annexe 5) d'une superficie totale de 750 m² dont elle est propriétaire au sein de l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne, sis 1975 Avenue de la République - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, sur la parcelle cadastrée AC0120 (Voir fiche).

Ces biens comprennent :

- un hall d'accueil comprenant une banque d'accueil, un bar et un vestiaire public,
- des dégagements,
- une salle polyvalente,
- des loges,
- et l'équipement scénique tel que désigné en annexe 1 à la présente convention.

Article 5 : DESTINATION DES BIENS MIS A DISPOSITION
L'Association s'engage à affecter les locaux mis à disposition à l'usage exclusif du projet désigné à l'article 2 de la présente convention et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions pour la programmation de spectacles vivants.

La mise à disposition est limitée à dix représentations de spectacle maximum pour la durée totale de la convention.

L'Association pourra encaisser des recettes de billetterie ou buvette liées à son activité.

Article 6 : CONDITIONS GENERALES DE LA MISE A DISPOSITION
La mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers est consentie à l'Association à titre précaire et révocable.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 6.1 Obligations incombant à l'Association

- L'Association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit.
- L'Association s'engage à n'utiliser que les biens mobiliers et immobiliers visés aux articles 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 4.
- L'Association s'engage à utiliser les biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter les règles de sécurité.
- L'Association se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.
- L'Association est tenue de maintenir pendant toute la durée de la présente convention, les biens qui lui sont confiés en bon état de nettoyage, bon état de conservation, de fonctionnement et d'exploitation.
- La présente convention est consentie intuitu personae, l'Association ne pourra céder les droits en résultant et s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.
- L'Association s'engage à prendre connaissance des 2 chartes d'engagement annexées à la présente convention et à s'y conformer.
- L'Association informera la CAPG des travaux, lui incombant en tant que propriétaire des locaux, qu'elle estime nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

Article 6.2 Obligations incombant à la CAPG

- La CAPG s'engage de son côté à mettre à disposition les locaux et biens susmentionnés au profit de l'Association, selon les conditions prévues par la présente.
- La CAPG se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif en cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité.
- La CAPG s'oblige à exécuter et prendre en charge les travaux qui sont à la charge du propriétaire au sens de l'article 606 du Code civil. Cependant, si ces réparations sont rendues nécessaires par la faute ou la négligence de l'Association, cette dernière en supportera la charge financière.

Article 6.3 Contraintes de fonctionnement :

- L'association s'engage à formuler ses demandes de réservation auprès de la CAPG dans le respect du règlement intérieur de la salle. Toute demande de mise à disposition de la salle sera faite par écrit.
- La CAPG, dans le cadre de sa politique culturelle, se réserve le droit d'adapter le calendrier des réservations en lien avec ses missions ou celles des équipements culturels reconnus d'intérêt communautaire.
- La CAPG s'engage à soutenir la programmation de l'association avec la mise à disposition d'un régisseur technique. Si un ou plusieurs autres régisseurs sont nécessaire au bon déroulement de la programmation, l'association s'engage à en recruter.
- L'association s'engage également à recruter un SSIAP pour assurer la sécurité de sa programmation.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 6.4 – Valorisation de la mise à disposition

La mise à disposition de l'Espace avec un régisseur technique constitue une **subvention en nature**, dont la valeur est estimée à 10 590 € (pour 10 représentations) calculée sur la base de la valeur locative de l'Espace (tarif horaire ou journalier appliqué par la CAPG pour des usages similaires auquel s'ajoute les frais d'entretien et de fluides). Ce montant sera mentionné dans les comptes de l'Association et dans le rapport d'activité annuel.

Article 7 : MODALITES FINANCIERES

7.1 Attribution d'une subvention

Pour l'année 2026, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement pour un montant de 6 000 € au bénéfice de l'Association culturelle du Val de Siagne.

La subvention de la CAPG n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- le respect par l'Association de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet.

En vertu de la délibération DL2026_xxx prise en date du 21 mai 2026, la subvention sera versée au bénéfice de l'Association et créditée au compte Crédit Agricole de l'Association selon les procédures comptables en vigueur :

Code établissement : 19106	Code guichet : 00607
Numéro du compte : 43642654927	Clé RIB : 09

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

7.2 Redevance

La mise à disposition des locaux et équipements est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 9 - AUTRES ENGAGEMENTS

9.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

9.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandé avec accusé de réception.

9.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 10 - SANCTIONS

10.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

10.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

10.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - ÉVALUATION

11.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

11.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

11.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 12 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

12.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

12.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 15 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 17 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 18 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 19 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV, V font partie intégrante de la présente convention.

- Annexe n° 1 Liste des biens mobiliers mis à disposition
- Annexe n° 2 Charte d'engagement de mise à disposition
- Annexe n° 3 Charte d'engagement écoresponsable
- Annexe n°4 : Plan du cadastre
- Annexe n° 5 : Charte d'engagements réciproques

ARTICLE 20 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 21 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 22 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association culturelle du Val de Siagne**
Le Président,	**La Présidente**,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Andrée-Claire LIEGE**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 1

Matériel mis à disposition

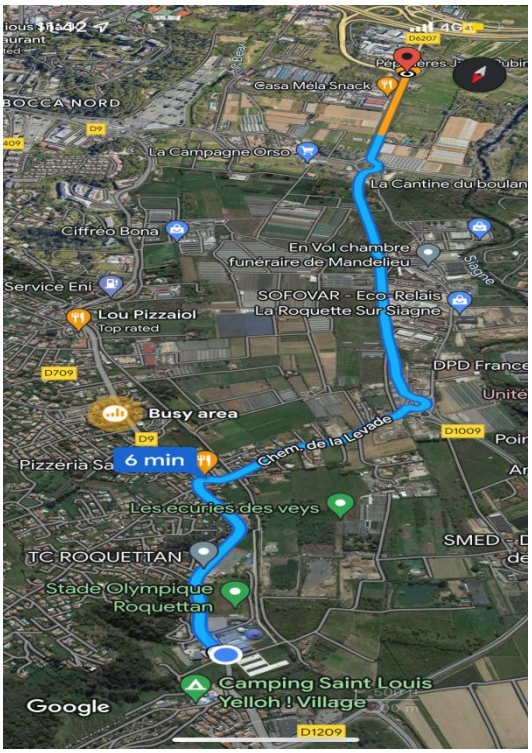
EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE SPECTACLE DE L'ECSVS

ESPACE CULTUREL ET SPORTIF DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE

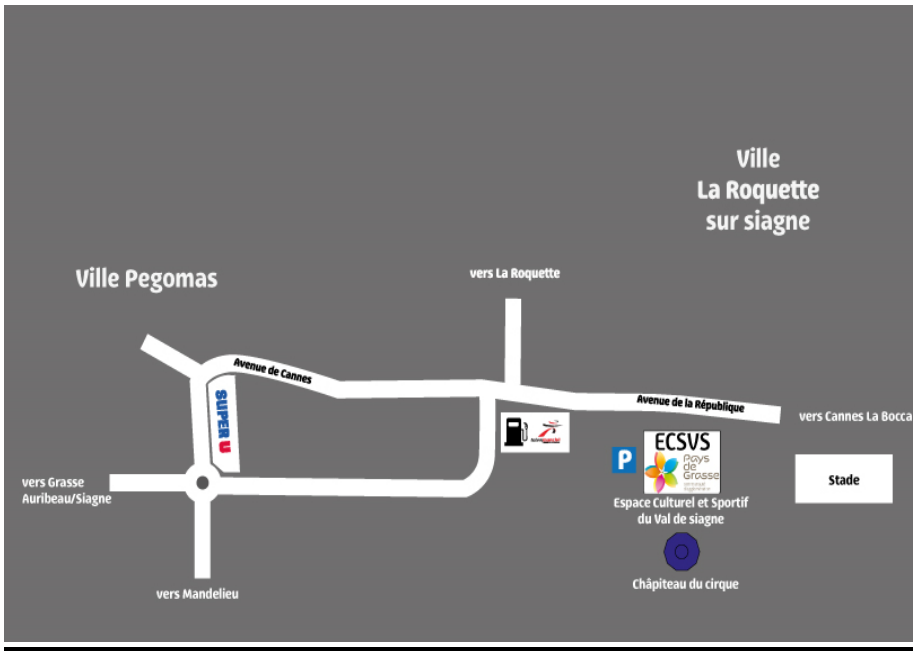
AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ACCES

Depuis l'autoroute A8



AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026



Accueil sonorisation et lumière

L'accueil des concerts est toujours placé sous la responsabilité du régisseur d'accueil qui veillera :

- A la mise à disposition et mise sous tension des équipements existants.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités.
- Au respect de la conformité des équipements supplémentaires apportés par les groupes invités Norme.

NF15/100.

Déchargement, accès et stationnement

Un espace déchargement est prévu pour l'accueil et le déchargement des véhicules. Le quai de déchargement est de plain-pied jusqu'à la scène...

SÉCURITÉ INCENDIE ET PRÉVENTIONS DES RISQUES

L'utilisation du gaz est interdite dans le bâtiment.

L'utilisation éventuelle de flamme nue y compris cigarette en jeu fait l'objet de conditions d'utilisation strictes, de moyens de sécurité compensatoires et d'un accord préalable de la direction technique.

Obscurité

Le noir salle intègre la présence de Bloc Autonome d'Éclairage de Sécurité (vert).

Lutte contre le bruit

Conformément au décret d'application 98-1143 relatif aux prescriptions applicables des établissements recevant du public, la pression acoustique en salle est soumise à un niveau qui ne doit pas dépasser 102 dB(A) en niveau moyen, dans des conditions de mesure contrôlées par le régisseur son.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Classement au feu des décors

Votre décor doit avoir si nécessaire un PV de classement au feu valide. A soumettre à notre direction technique.

DETAIL DES EQUIPEMENTS SCENIQUES

TGBT SCENIQUE

Armoires divisionnaires 1 ens Legrand
Transfo d'isolement 1 u Palmieri Robin

RESEAUX ECLAIRAGE

Armoires gradateurs scéniques 1 ens Robert Juliat TIVOLI
Distribution des circuits gradués 48 u - -
Distribution des directs 1 ens - -
Baie de brassage DMX 1 u - -
Buffer répartiteur DMX 1 u
Distribution des lignes DMX 13 u - -
Distribution des lignes eclairage de service 1 ens - -
Luminaires d'éclairage de service 13 u

RESEAUX AUDIOVISUELS

Distribution des directs - lignes et terminaux 1 ens - -
Baie de brassage 1 u ATOS Evolution 600
Distribution des lignes micros/module 1 ens CAE DIGI 16
Distribution des lignes boucle d'induction 1 u
Distribution des lignes vidéoprojection 2 u CAE VCB100
Distribution des lignes ethernet scénographiques 6 u CAE F5558SH
Distribution des lignes interphonie 1 ens CAE DIGI2

MATERIEL D'ECLAIRAGE

1 Jeu d'orgue ADB Liberty 120
1 GMA 3 Compact XT MA
2 Gradateurs mobiles ADB Mikapack
48 Projecteurs PAR 64 Varytec REF 024
24 Projecteurs PC 1000w Robert Juliat 310 HPC
5 Projecteurs Dec. 614SX Robert Juliat
2 FL1300 STRIKEARRAY2
14 PAR LED COLORADO 2 QUADZOOM
8 Projecteurs PAR LED RGB Chauvet

4 Martin | MAC Viper Profile

Accessoires 1 ens ASD ALT300
Câblage mobile éclairage 1 ens

MATERIEL ELECTRO-ACOUSTIQUE

1 Console audionumérique 32 voies YAMAHA LS9-32
2 Lecteurs médias CD TASCAM CD500B
2 Enceintes de monitoring YAMAHA MSP5

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4 Diffusion générale enceinte coaxiale actives L-ACOUSTICS 112P
2 Diffusion façade enceinte sub 1000W L-ACOUSTICS SB15P
1 Amplification boucle magnétique ATEÏS SPA2240
Câblage et accessoires audio 1 ens
Micros 3 u SHURE SM58
1 Micro HF SM58
1 Micro HF beta 87
2 Micros statiques KM184
4 D.I 4
4 Enceinte DXR 12 YAMAHA

AGENCEMENT REGIE

Plan de travail 1 u
Fauteuils de régie 2 u

REF PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Interphonie filaire salle de spectacle 1 ens ASL PS279 / PS19 / HS1D
Pieds de micro standard 6 u
Pieds à crémaillère + adaptateurs 4 u
Platines sol 6 u
Machine à brouillard 1 u LOOK unique 2DMX

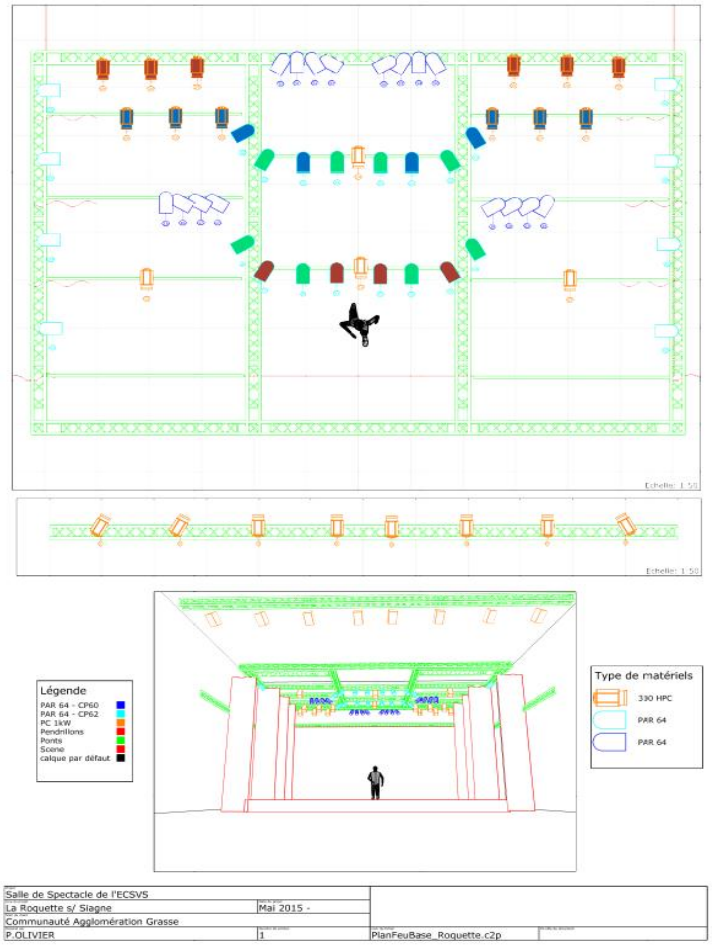
VIDEO

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

1 Vidéo projecteur OPTOMA 9800 Lumens ZU 920 T avec sa télécommande
1 écran de projection fond de scène dimension : 6x6
1 télécommande de manœuvre écran

PLATEAU

1 Rideau d'avant-scène plissé ouverture 15mL/tirage motorisé. (7.5x2x8)
1 GRILL de scène structure noire 300, motorisé par 4 moteurs électriques, 12m d'ouverture,
9 m de profondeur.
1 PONT de face structure noire 300, motorisé par 2 moteurs électriques, 12 m.
10 pendrillons 2.40m par 7m
2 frises 2.50m par 7m
1 tapis de danse noir



Cette liste est susceptible de connaitre une modification en fonction des achats réalisés ou de la défectuosité du matériel énuméré ci-dessus.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 2

Charte d'engagement de mise à disposition

L'Association s'engage à :

- préserver le patrimoine communautaire en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ;
- prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- garantir le bon fonctionnement de la structure, en offrant aux publics l'ensemble des prestations faisant partie de l'objet de l'Association et en veillant à ne pas troubler l'ordre public ;
- mettre en place une billetterie numérotée en fonction des différents tarifs qu'elle pratique ;
- garantir la remise en état du matériel lumière conformément au plan de feu prévu par l'agglomération;
- entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier ;
- signer, pour chacune des manifestations organisées dans le cadre de la présente convention, le formulaire de location de salle qui détaille l'utilisation des locaux et à respecter le règlement intérieur annexé au formulaire ;
- rendre les locaux et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. La CAPG se réserve le droit de demander à l'Association la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une mauvaise gestion, d'une insuffisance ou d'une affectation non conforme au présent contrat ;
- informer la CAPG de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention ;
- autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services de la CAPG, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables ;
- signer la charte d'engagement écoresponsable (voir en annexe 3).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 3

Charte d'engagement écoresponsable

L'Association culturelle du Val de Siagne immatriculée sous le numéro SIRET 498 493 527 000 10 dont le siège est sis 17 Allée des Chênes - 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE, déclarée en Sous-Préfecture de Grasse le 13 avril 2010 sous le numéro W061001591, et représentée par sa Présidente, Madame Andrée-Claire LIEGE agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

PREAMBULE

Devenir **Ecoresponsable** : c'est un engagement social et éthique défini par la volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte la nécessité d'adopter des comportements appropriés dans l'organisation au quotidien.

Article 1 - CONTEXTE GENERAL

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite s'inscrire dans une logique de développement durable et avec elle, elle souhaite impliquer les associations culturelles du territoire dans son ensemble dans cette logique éco-citoyenne.

Il est donc apparu opportun de sensibiliser et de mobiliser les associations culturelles présentes sur le territoire, qui sont des acteurs importants, tant dans leur fonctionnement quotidien que dans leurs manifestations ponctuelles, dont certaines peuvent être de grandes importances et attirer un public nombreux.

Par leurs activités et leurs manifestations, les associations culturelles ont indéniablement un impact sur notre environnement (bruit, consommations excessives d'énergie, pollutions, encombrements voire désordres lors des compétitions, détritus laissés par les pratiquants et les spectateurs, mais également d'émissions de gaz à effet de serre lors des déplacements sur les lieux d'entraînements ou de compétitions). Sensibiliser et responsabiliser les dirigeants associatifs pour réduire cet impact et ces nuisances est indéniablement un des enjeux contribuant à lutter contre le changement climatique, tendre vers la transition énergétique de notre territoire et protéger notre environnement.

Article 2 - ENGAGEMENTS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La présente charte a pour objectif de proposer un engagement de bonne conduite lors de manifestations culturelles au sein des équipements intercommunaux. Au quotidien, le monde associatif peut donc initier et encourager des dispositions favorisant la prise en compte de l'environnement et du développement durable.

Quelques bons gestes :

- Installer une signalétique explicite incitant à trier les déchets et rappelant de ne pas abandonner de déchets en dehors des dispositifs prévus pour leur collecte
- Informer sur la localisation des poubelles et le tri sélectif à opérer
- Ramasser les déchets sur les lieux de pratique (salles, milieu naturel). Inciter les pratiquants à vérifier la propreté des lieux avant de partir
- Installer des cendriers et des poubelles en nombre suffisant
- Eviter la production de déchets en estimant les besoins au plus juste pour les évènements
- Réduire les déchets en limitant les emballages : vrac, formats familiaux, écorecharge

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Eviter les produits jetables au profit du réutilisable (gobelets, gourdes, vaisselle consignée...)
- Réduire, autant que faire se peut, la consommation d'eau en bouteille (et privilégier l'eau du robinet)
- Proposer des produits issus de l'agriculture biologique, des produits issus du commerce équitable ou de producteurs locaux (limitation des transports, donc d'émission de CO2)
- Proposer des emballages ou des contenants écologiques en papier ou carton
- Instaurer une consigne pour les gobelets et les barquettes non recyclables
- Acheter des équipements dont les modes de production et de fabrication respectent les principes de l'agriculture biologique et de l'équité sociale au travers notamment du respect de la norme SA 8000 qui inclut l'interdiction du travail des enfants, la réglementation des horaires de travail, la fixation de minima salariaux
- Favoriser le développement local à travers les partenariats et les achats

Article 3 - SOUTIEN DE LA CAPG

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse soutiendra toute initiative des associations culturelles adhérentes à la démarche. Dans la mesure de ses possibilités, elle mobilisera les moyens techniques et humains qui relèvent de son domaine de compétence afin d'optimiser la mise en œuvre de l'action de développement durable dans la pratique culturelle.

Article 4 – COMMUNICATION

Les signataires s'engagent réciproquement à valoriser cette démarche et l'action mise en œuvre et à promouvoir auprès des participants et du public les valeurs du développement durable dans tous les domaines (signalétique, annonces sonores, expositions ...).

ACCEPTATION

Par sa signature de la présente Charte, l'Association culturelle du Val de Siagne représentée par sa Présidente Madame Andrée-Claire LIEGE s'engage à la respecter.

Date : Nom/Prénom :

Signature :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

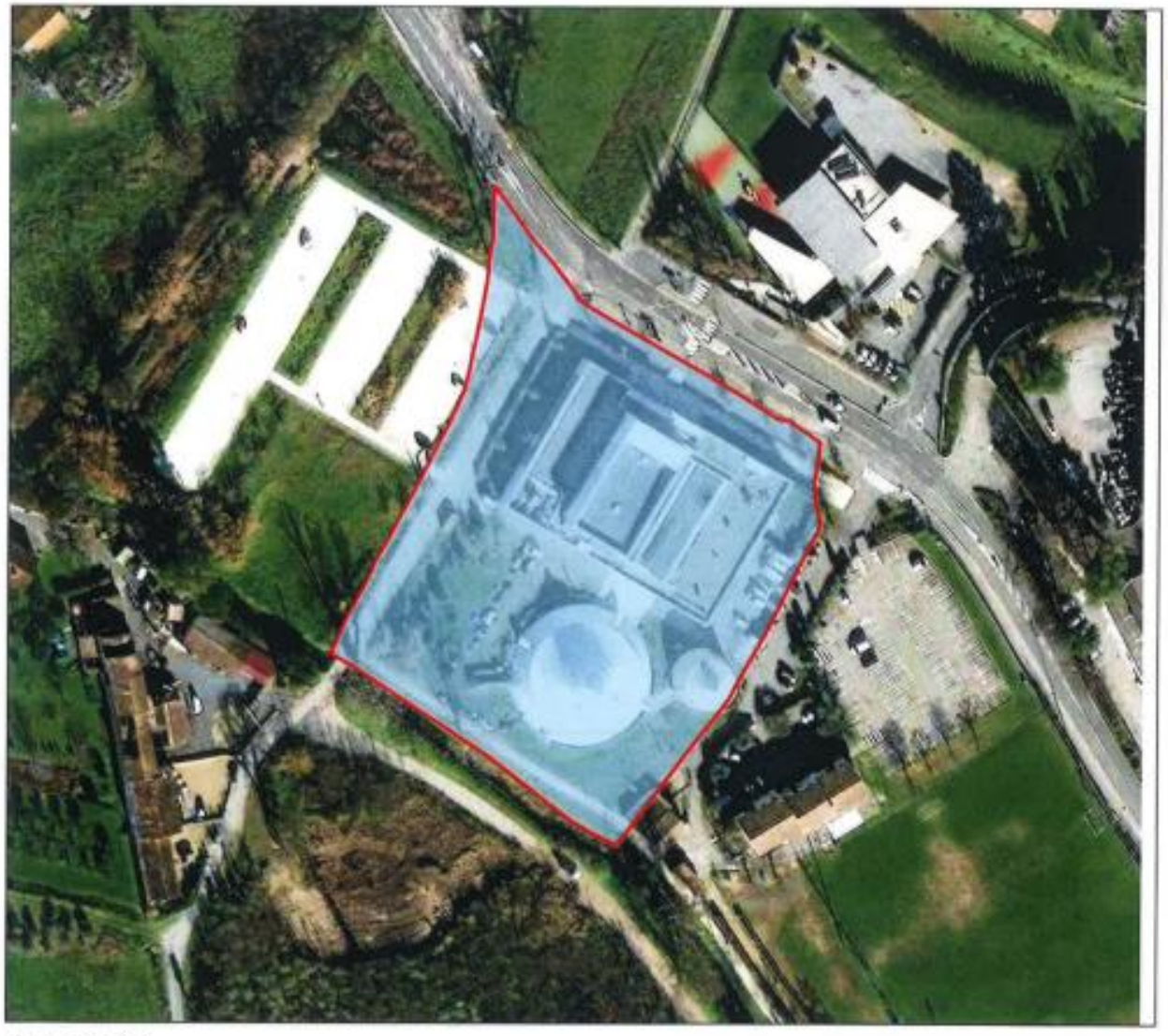
ANNEXE 4

Plan du cadastre

arcOpole PRO Cadastre

060108 AC0120

Commune :	LA ROQUETTE SUR SIAGNE (060108)
Surface géographique :	11903 m²
Contenance :	11894 m²
Adresse :	–
Bâtie :	Oui
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Propriétaire(s) :

Compte : +00003 (1)

Propriétaire :

COMMUNE DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE MAIRIE 0630 CHE DE LA COMMUNE 06550 LA ROQUETTE SUR SIAGNE
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00003		Terre		Terres	01	11894	62,87	27,71
Total						11894	62,87	27,71

Bâtiment(s) (2) :

Invariant : 1081255267 (+00003)
Type : Appartement
Nature : Appartement
Occupation : Location autre que propriétaire ou usufruitier
Date de mutation: 01/01/1983
Année de construction : 2014
Valeur cadastrale (€) : 1171
P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Habitation	5	A	022	466	2341	

Invariant : 1081267659 (+00003)
Type : Local commercial ou industriel
Nature : Local divers
Occupation : Occupé par le propriétaire ou l'usufruitier
Date de mutation: 01/01/1983
Année de construction : 2014
Valeur cadastrale (€) : 0
P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Commerce			001	0	200098	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 5

CHARTE D'ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération N°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026.

D'une part,

ET :
Le ***Centre d'expression culturelle et artistique***, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 77 Allée des Cèdres - 06370 MOUANS SARTOUX, représentée par sa Présidente **Madame Marie-Louise GOURDON** et désignée sous le numéro SIRET 334 748 027 000 11 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Préambule

« Le Festival du livre » de Mouans-Sartoux, initié et conçu par le *Centre d'expression culturelle et artistique* participe de la politique culturelle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en contribuant à l'accès des jeunes à la culture : lecture publique, cinéma.
La Communauté d'agglomération a reconnu d'intérêt communautaire le soutien à l'organisation d'animations pour les enfants et les familles dans le cadre de manifestations culturelles.

La Communauté d'agglomération entend formaliser ses relations avec cette association dans le cadre d'une convention triennale qui a pour but de définir les objectifs pour lesquels l'association *Centre d'expression culturelle et artistique* est subventionnée par la Communauté, de déterminer les droits et obligations de chacune des parties.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Organiser le 39ème « Festival du livre » de Mouans Sartoux et produire des animations jeunesse dans le cadre de cet évènement.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Faire participer les scolaires de la CAPG aux activités en leur proposant des rencontres, ateliers ou spectacles. Ces activités auront lieu à Mouans Sartoux et dans le reste du territoire.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse contribue financièrement à ce projet.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La convention prend effet à compter de la signature par les deux parties pour l'année 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

ARTICLE 3 : Engagements de l'association

a. Description du projet de l'association

L'association s'engage à organiser la 39ème édition du « Festival du livre », à créer un espace dédié au livre et littérature pour le public jeune et familial et à proposer des activités de sensibilisation à la lecture et au livre aux scolaires par :

- l'organisation de rencontres avec des professionnels du livre, des artistes (illustrateurs, auteurs, …), journalistes...
- la présentation de spectacles et de séances de cinéma
- la tenue d'ateliers.

ARTICLE 4 : Engagement de la collectivité

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à verser la subvention pour financer les actions citées à l'article 2 de la convention.

La Communauté d'agglomération s'engage à communiquer à toute personne qui en fera la demande le budget et les comptes de l'association ainsi que la présente convention et les comptes rendus financiers de la subvention.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la contribution financière

Pour l'année 2025, l'aide attribuée par la Communauté est de ***30 000 euros***.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à la Caisse de Crédit Mutuel de Mouans-Sartoux au compte de *Centre d'expression culturelle et artistique.*
Code établissement : 10278 Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00021636001 Clé RIB : 20

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 6 : Valorisation de mise à disposition

La mise à disposition de bus du réseau Sillages pendant le week-end du festival et pour les scolaires et celle de la salle Jean-Paul Henry pour les rencontres avec les écoles du haut-pays, constituent une **subvention en nature**, dont la valeur est estimée respectivement à 6 000 euros TTC et 125 euros TTC par an. Ce montant total 6 125 euros de sera mentionné dans les comptes de l'Association et dans le rapport d'activité annuel.

ARTICLE 7 – Justificatifs

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 8 - Autres engagements

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 9 - Sanctions

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 10 - Évaluations

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 11 - Contrôle de l'administration

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 – Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 13 - Responsabilité

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 14 – Conflits d'intérêts

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 15 - Confidentialité

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 16 – Communication

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.
Dans le cadre du label « 100% EAC » obtenu par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2022, l'association s'engage à faire apparaître le logo du label sur ces différents supports de communication.

La Communauté d'agglomération s'engage à promouvoir les activités de l'association par le biais de l'information communautaire.

ARTICLE 17 – Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 18 - Annexes

Les annexes I, II
- Annexe I : Budget
- Annexe II : Charte d'engagements réciproques

ARTICLE 19 - Suspension

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 20 - Résiliation De La Convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 21 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association dénommée, Centre d'expression culturelle et artistique**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Marie Louise GOURDON**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE I

5. Budget[1] de l'association

Année 2025 ou exercice du au

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	92560
Achats matières et fournitures	2300	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	3500	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	
Prestations de Service	93785	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		CNL	38890
Locations	66230	DRAC	3500
Entretien et réparation	1780	CCAS	1000
Assurance	2400	Conseil-s Régional(aux) :	50000
Documentation			
Sous Traitance	62760		
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	58000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4250		
Publicité, publication	86070		
Déplacements, missions	89680	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations.	
Services bancaires, autres	1910	Commune	210000
63 - Impôts et taxes		CAPG	30000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes	3500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	179420	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	53900	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	3000	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	
		756. Cotisations	120375
		758. Dons manuels - Mécénat	50300
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	1500
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1640	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	656125	**TOTAL DES PRODUITS**	656125
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	656125	**TOTAL**	656125

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat : voir notice.

Janvier 2022 - Page 4 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II

Charte d’engagements réciproques

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_088A5

Convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et l'association Cannes Atelier Danse pour la Compagnie Chorégraphique professionnelle Hervé Koubi

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération N°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026.

D'une part,

ET :

Cannes Atelier Danse, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 25, avenue Montrose, 06400 CANNES, représentée par sa Présidente **Madame Sylvie GUIGO LECOMTE** et identifiée sous le numéro SIRET 41749027300014 ; agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

D'autre part,

Préambule

Animée par la volonté de soutenir la création artistique et de soutenir le développement culturel du territoire, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) accompagne régulièrement des artistes afin qu'ils puissent partager leur univers artistique avec les habitants du territoire et également travailler à leurs projets de création.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 1 – objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la CAPG et l'Association pour :

1. La mise en place de projets d'éducation artistiques et culturelles en lien avec l'univers artistique la Compagnie à destination des habitants du Pays de Grasse : public scolaires, familles, tout public…
2. Le soutien aux projets de création de la Compagnie.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prend effet à compter de la signature par les deux parties pour l'année 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 2 – Engagement de l'association

L'association s'engage à organiser des projets d'éducation artistique et culturelle et à participer à la vie culturelle du territoire par :

- L'organisation d'interventions auprès des habitants : public scolaire, familles, tout public…
- La participation aux manifestations locales
- La tenue d'ateliers.

Lors de sa présence à l'ECSVS, l'association s'engage à prendre en charge tout besoin de matériels complémentaire à celui présent sur site ainsi que tout besoin

Article 3 – Engagement de la CAPG

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse s'engage à verser la subvention pour financer les actions citées à l'article 2 de la convention.

La Communauté d'agglomération s'engage à communiquer à toute personne qui en fera la demande le budget et les comptes de l'association ainsi que la présente convention et les comptes rendus financiers de la subvention.

La CAPG s'engage à mettre à disposition l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne pour une durée de 2 semaines (soit 14 jours consécutifs ou non, selon disponibilité de l'équipement) comprenant le matériel scénique disponible et 1 régisseur technique.

L'ECSVS est attribué à titre gracieux et ne peut être utilisé à des fins lucratives ou pour des activités non prévues par la présente convention. L'Association s'engage à respecter le règlement intérieur de l'ECSVS (annexe 1) et à en assurer la remise en état après utilisation (premier nettoyage, rangement, etc.).

Article 4 – Valorisation de la mise à disposition

La mise à disposition de l'Espace avec un régisseur technique constitue une **subvention en nature**, dont la valeur est estimée à 14 266 € calculée sur la base de la valeur locative

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

de l'Espace (tarif horaire ou journalier appliqué par la CAPG pour des usages similaires auquel s'ajoute les frais d'entretien et de fluides). Ce montant sera mentionné dans les comptes de l'Association et dans le rapport d'activités annuel.

Article 5 – Versement de la subvention

Pour l'année 2026, l'aide attribuée par la Communauté est de 2 500 euros.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à La Banque Postale au compte de Cannes Atelier Danse.

Code établissement : 20041
Code guichet : 01008
Numéro de compte : 2751680W029
Clé RIB : 93

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 – CONFLITS D'INTERÊTS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

Dans le cadre du label « 100% EAC » obtenu par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2022, l'association s'engage à faire apparaître le logo du label sur ces différents supports de communication.

La Communauté d'agglomération s'engage à promouvoir les activités de l'association par le biais de l'information communautaire.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, font partie intégrante de la présente convention.

- Annexe n° 1 Liste des biens mobiliers mis à disposition
- Annexe n° 2 Charte d'engagement de mise à disposition
- Annexe n° 3 Charte d'engagement écoresponsable

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_088-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Fait à Grasse, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association**
Le Président, **Jérôme VIAUD** Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	La Présidente, **Sylvie GUIGO LECOMTE**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_089 : Signature d'une convention pluriannuelle de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers avec l'Association centre de développement culturel du Pays de Grasse – 2026/2028

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_089**
RAPPORTEUR : Florent ROSSI	
CULTURE	
Signature d'une convention pluriannuelle de mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers avec l'Association centre de développement culturel du Pays de Grasse – 2026/2028	

SYNTHESE

Le projet de diffusion et de soutien à la création du spectacle vivant et relatif à l'éducation artistique et culturelle porté par l'Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse (Théâtre de Grasse) participe à la mise en œuvre de la politique culturelle conduite par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Afin de poursuivre son projet dans le cadre de son objet statutaire, l'Association doit pouvoir disposer de biens immobiliers et mobiliers constituant le support de ses missions.

À ce titre, il est proposé au conseil communautaire de signer une convention pluriannuelle (2026-2028) de mise à disposition à titre gracieux de biens immobiliers et mobiliers avec l'Association.

Monsieur le Vice-Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'Association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment sa compétence en matière de politique culturelle ;

Vu la délibération n° DL2012_166 du 12 octobre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Moyen Pays Provençal Pôle Azur Provence approuve le procès-verbal de mise à disposition du théâtre de Grasse par la Ville de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu la délibération n° DL2023_157 du conseil communautaire relative aux relations avec les organismes de droit privé – Mode de financement par la subvention par laquelle le Conseil de communauté adopte la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les Associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n° DL2025_196 du 11 décembre 2025 par laquelle le conseil communautaire a décidé l'attribution d'une avance de subvention pour l'année 2026 ;

Considérant la demande de subvention présentée par l'Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse pour l'année 2026 ;

Considérant que l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général : « Diffusion du spectacle vivant et soutien à la création à travers les coproductions et les accueils d'artistes en résidence – Éducation artistique et culturelle en spectacle vivant » ;

Considérant que ce projet concerne l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association ;

Considérant que ce projet présente un intérêt public local et qu'il participe à la mise en œuvre de la politique culturelle conduite par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que pour poursuivre son projet, l'Association doit pouvoir disposer de biens immobiliers et mobiliers constituant le support de ses missions telles que définies dans ses statuts :

L'Association a pour but le développement culturel et artistique et se propose :

- de favoriser la diffusion culturelle, la confrontation et la recherche dans tous les domaines des échanges entre créateurs, interprètes et publics ;
- de faciliter à tous, l'accès au patrimoine culturel et la participation à la vie culturelle sous tous ses aspects ;
- d'une manière générale, de susciter, coordonner ou réaliser toute relation ou réflexion avec les autres équipements quant au développement culturel du Pays de Grasse ;
- de servir le rayonnement du territoire du Pays de Grasse par le développement de projets culturels, et l'épanouissement de sa population.

Considérant qu'une convention d'objectifs et de financement pluriannuelle 2026-2028 signée entre la CAPG et le Centre de développement culturel du Pays de Grasse fixe les conditions et modalités d'utilisation de la subvention de fonctionnement attribuée à l'Association.

Considérant que, compte tenu des dispositions ci-avant énoncées, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse souhaite formaliser une convention de mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers avec l'Association du Centre de développement culturel du Pays de Grasse. Celle-ci a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition des bâtiments et locaux administratifs et techniques ainsi que des différents équipements et matériels.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ne prennent pas part au vote et quittent la salle : Jérôme VIAUD, Florent ROSSI, Nicolas DOYEN, Pauline BAUDY, Damien MATTEOLI.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers à l'Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS – 2026/2028

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu de la délibération du conseil de communauté n° DL2026-XXX en date du 21 mai 2026 visée en Préfecture de Nice le XX XX 2026.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'Association Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 2 Avenue Maximin Isnard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel 07788, numéro de SIRET 344 854 997 00022, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jonathan TURRILLO** agissant au nom et pour le compte de ladite Association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Au titre de la définition de l'intérêt communautaire tel que décidé par le Conseil de communauté par la délibération n°DL2015_197 du 18 décembre 2015, la gestion du Théâtre de Grasse sis Avenue Maximin Isnard à Grasse relève de la CAPG. Il convient de rappeler que la CAPG n'est pas propriétaire des lieux mais en assure la gestion conformément à la délibération n°DL2012_166 du 12 octobre 2012 du Conseil de communauté de la Communauté d'Agglomération du Moyen Pays Provençal Pôle Azur Provence portant sur l'approbation du procès-verbal de mise à disposition du théâtre par la Ville de Grasse.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique culturelle conduite en faveur du spectacle vivant, telle que décrite dans les compétences facultatives et définie dans les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, cette dernière souhaite mettre cet équipement à disposition de l'Association Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse.

Conformément à son objet statutaire, cette association a pour but le développement culturel et artistique et se propose :

- de favoriser la diffusion culturelle, la confrontation et la recherche dans tous les domaines des échanges entre créateurs, interprètes et publics ;
- de faciliter à tous, l'accès au patrimoine culturel et la participation à la vie culturelle sous tous ses aspects ;
- d'une manière générale, de susciter, coordonner ou réaliser toute relation ou réflexion avec les autres équipements quant au développement culturel du Pays de Grasse ;
- de servir le rayonnement du territoire du Pays de Grasse par le développement de projets culturels, et l'épanouissement de sa population.

Ses moyens d'actions sont notamment :

- toutes les formes d'expression artistique et intellectuelle : présentation de spectacles, concerts, expositions, conférences, cinéma, montages audiovisuels, etc. ;
- tous les moyens de communication permettant la diffusion de l'information et de la connaissance, touchant tant les disciplines de l'intelligence que celles de la sensibilité, et, en général, tout ce qui favorise la rencontre, l'échange et la communication.

Pour ce faire, l'Association doit pouvoir disposer des équipements, immobiliers et mobiliers constituant le support des missions décrites ci-avant.

Par ailleurs, une convention d'objectifs et de financement pluriannuelle signée entre les parties fixe les conditions et modalités d'utilisation de la subvention de fonctionnement attribuée à l'Association 2026/2028.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités selon laquelle la CAPG met à disposition de l'Association, les biens immobiliers (bâtiments et locaux) et mobiliers (équipements et matériels) pour l'exécution des missions définies dans ses statuts ;

- de déterminer les droits et obligations réciproques des parties.

Article 2 : DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

2.1 Désignation des biens immobiliers :

Les locaux mis à disposition de l'Association et désignés au titre de la présente convention sont :

- Bâtiment principal (Théâtre) sis 2 Rue Maximin Isnard à Grasse ;
- Locaux administratifs sis 8 Place de la Foux à Grasse ;
- Locaux administratifs sis 6 Rue Maximin Isnard à Grasse
- Locaux administratifs et de stockage sis 4 place de la buanderie à Grasse
- Locaux de stockage sis 2 place de la buanderie à Grasse

Le plan de ces immeubles est annexé à la présente (cf. Annexe n°1).

Conformément aux dispositions légales, l'Association n'est autorisée à utiliser les locaux nécessaires que pour l'accomplissement de ses missions statutaires précisées en préambule.

Sous réserves des autorisations éventuellement consenties au titre de la présente convention, toute modification dans l'utilisation par l'Association des espaces ci-dessus mentionnés doit faire l'objet d'un accord écrit de la part de la CAPG.

L'Association ne pourra apporter une quelconque modification à la destination des installations mises à disposition sauf accord express de la CAPG et après autorisation de toutes les autorités réglementaires.

Aucun aménagement susceptible de modifier ou d'agir sur la structure des bâtiments, ne pourra être réalisé sans l'accord écrit de la CAPG.

En cas de non-respect de cette clause, la CAPG se réserve le droit d'imposer à l'Association la remise en état immédiate.

L'Association utilisera les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de leurs mises à disposition, sans pouvoir exiger aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires ou travaux quelconques, même s'ils avaient été rendus nécessaires par suite d'erreur, de défaut de conformité ou d'inadaptation des locaux à l'activité envisagée.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2.2 Désignation des biens mobiliers :

La CAPG met à disposition de l'Association, un inventaire et un état des lieux des biens meubles et matériels.

Cet inventaire regroupe la désignation exhaustive des biens mobiliers dans l'état où ils se trouvent lors de la mise à disposition, sans pouvoir exiger aucun ajout ou remplacement.

Ces équipements devront être utilisés dans le respect de l'objet social pour lequel ils sont définis.

2.3 Autres biens mobiliers :

Pour compléter les engagements de la collectivité précisés dans la convention d'objectifs et de financement, la Communauté d'agglomération s'engage à soutenir le développement du Centre de Développement Culturel du Pays de Grasse dans le cadre d'un renforcement de la programmation culturelle hors-les-murs du Théâtre de Grasse en mettant à disposition sous réserve de disponibilité calendaire :

- Le Musée International de la Parfumerie – 2 boulevard du Jau de Ballon - GRASSE

- Les Jardins du Musée International de la Parfumerie – 979 Chemin des Gourettes – MOUANS-SARTOUX

- L'Espace culturel et Sportif du Val-de-Siagne et les 2 chapiteaux – 1975 Avenue de la République -LA-ROQUETTE-SUR-SIAGNE

- L'espace Culturel et Sportif du Haut-Pays - VALDEROURE

- La Piscine Altitude 500 – 29 Avenue Honoré Lions - GRASSE

- La Piscine intercommunale de Peymeinade – Chemin du Suye - PEYMEINADE

- Grasse Campus - 18 Rue de l'Ancien Palais de Justice - GRASSE

- Les sites dépôt bus et gare routière du Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF - GRASSE

Article 3 : DUREE ET RENOUVELLEMENT

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans, dans la limite des clauses de résiliation prévues dans l'article y afférent.

Trois mois avant le terme de la convention, les parties devront se rapprocher afin de décider de son éventuelle reconduction. Ladite reconduction interviendra de manière expresse et pourra prendre la forme d'un avenant.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 4 : CONDITIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS

4.1 Conditions générales :

La présente convention vaut autorisation d'utilisation des biens immobiliers et mobiliers désignés ci-avant et consentie à l'Association exclusivement pour l'exercice de ses missions découlant de son objet statutaire.

Les parties conviennent que conformément à la convention d'objectifs et de financement pluriannuelle 2026-2028 et avenants, cette dernière a la possibilité d'organiser des manifestations ou prestations avec d'autres intervenants extérieurs au titre de la présente mise à disposition.

Pour autant, la CAPG doit systématiquement être tenue informée des différentes manifestations programmées. L'exercice d'une telle activité doit en tout état de cause découler de l'exercice des missions statutaires conduites par l'Association.

L'exercice de toute autre activité ainsi que sous location est interdite, sauf autorisation expresse et préalable de la CAPG.

À ce titre, la CAPG prend acte de la signature d'une convention d'exploitation d'une buvette située dans le hall du théâtre entre l'Association et l'exploitant annexée à la présente. L'Association s'engage à communiquer la convention d'exploitation ainsi que ces éventuels avenants antérieurs à la signature de la présente convention.

L'Association devra tenir dûment informée la CAPG de tout avenant ou modification ou renouvellement de cette convention d'exploitation, et recueillir son accord exprès et écrit au préalable de tout nouvel engagement ou résiliation.

La mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers est consentie à l'Association à titre précaire et révocable.

Par conséquent, l'Association reconnaît expressément qu'elle ne peut en aucun cas se prévaloir des règles relatives à la propriété commerciale et aux statuts des baux commerciaux, elle ne peut prétendre à aucune indemnité d'éviction et ne peut prétendre à aucun droit au maintien dans les lieux après cessation de la présente convention.

De même, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à l'Association.

De même, cette mise à disposition n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L 1311-5 à L 1311-8 du code général des collectivités territoriales et ne constitue pas un bail emphytéotique administratif au sens des articles L 1311-2 à L 1311-4-1 de ce même code.

L'Association est tenue de maintenir une activité régulière dans les locaux mis à sa disposition, sauf cas de force majeure.

L'Association s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées.

L'Association devra veiller à ce que les lieux soient utilisés et occupés de façon paisible, prendre en particulier toute précaution utile pour ne pas occasionner de gêne et respectera scrupuleusement le droit à la tranquillité des riverains, de jour comme de nuit.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.2 Contraintes de fonctionnement :

Les parties reconnaissent expressément que la CAPG peut utiliser tout ou partie des locaux sous réserve d'une information préalable de l'Association, notifiée au moins 30 jours avant de début des manifestations.

En cas d'urgence, ce délai est ramené à 15 jours.

Dans ce cas, il y a interruption dans les effets de la mise à disposition : la CAPG retrouve la responsabilité pleine et entière des locaux et du matériel utilisés pour tout ou partie et durant la période de jouissance.

Ces contraintes, sauf cas de force majeure, ne s'imposent à l'Association que dans le respect de la continuité des missions de services publics dévolues à la CAPG dans l'exercice de ses compétences.

De plus, tout ou partie des locaux pourront être mis à disposition, à hauteur de 15 jours maximum par an, pour des évènements ou actions portés par la CAPG ou une de ses 23 communes. Les lieux seront mis à disposition en ordre de marche (accueil, sécurité, technique…).

En sus des contraintes évoquées ci-dessus, l'Association supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux qui deviendraient nécessaires tant aux abords, des biens mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative de la CAPG, et sans pouvoir réclamer aucune indemnité.

En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à l'Association dans un délai raisonnable.

4.3 Cessions, prêts, transferts :

Les biens mobiliers ou immobiliers mis à disposition de l'Association dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être ni cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance supérieur à 7 jours sauf accord écrit et préalable de la CAPG.

Article 5 : CONDITIONS ET MODALITES FINANCIERES

5.1 Redevance :

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 341 752€HT par an dont 180 000€ pour les locaux et 161 752€ pour l'entretien/maintenance/fluides.

En raison de la nature des activités de l'Association et du fait qu'elle participe directement à la politique culturelle et au développement du spectacle vivant, reconnu d'intérêt communautaire, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

5.2 Répartition des charges :

La répartition des charges relatives à la présente mise à disposition se décline de la manière suivante :

5.2.1 Charges supportées exclusivement par la CAPG :

- Les interventions concernant les travaux, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des bâtiments appartenant et loués par la CAPG dans le cadre de sa compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels, reconnu d'intérêt communautaire » ;
- Les loyers et charges locatives concernant les locaux n'appartenant pas à la CAPG ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Les vérifications réglementaires périodiques (et si nécessaire l'entretien) :
  - Des installations et systèmes de lutte contre les intrusions et les incendies (BAES, extincteurs, signalétiques) ;
  - Des installations électriques ;
  - De la potabilité de l'eau et de non-contamination par la légionnelle.
- Les charges liées au fonctionnement des biens immobiliers et mobiliers tels que les abonnements et consommations d'eau, d'électricité et de téléphonie ; les frais de nettoyage des locaux (masse salariale) ;
- La maintenance des équipements de commutation du réseau informatique filaire, WIFI et téléphonique ;
- La gestion des abonnements de téléphonie fixe et Internet (secours FTTH uniquement)
- Les charges relatives à la maintenance, l'entretien et les réparations ou changements des équipements désignés dans l'inventaire détaillé des biens meubles et matériels annexé à la présente.

5.2.2 Charges supportées par l'Association :

L'ensemble des charges qui ne seraient pas supportées par la CAPG et en outre :

- Les embellissements et petits travaux d'entretien des bâtiments mis à disposition ;
- Les frais liés aux installations spécifiques mises en place lors de ses manifestations, tels que l'éclairage scénique, le revêtement de sol, la signalétique et balisage, etc. Ces frais couvrent la location ou la fourniture de matériel, la livraison, la main d'œuvre, ainsi que les frais de contrôles et vérifications induits ;
- Les frais directement induits par l'activité et liée à la programmation proposée par l'Association.

Article 6 : ENTRETIEN, REPARATION ET RENOUVELLEMENT

6.1 Les « grosses réparations » :

La CAPG, en tant que propriétaire, garde à sa charge les grosses réparations des locaux tels que définis à l'article 606 du code civil à savoir :

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

De même les gros équipements restent à la charge de la CAPG. Sont classés dans cette catégorie les gros matériels ou les équipements qualifiés d'immeuble par destination, tels que :

- Les installations électriques, transformateur, T.G.B.T., armoires divisionnaires ;
- La chaufferie : chaudière, vannes, production E.C.S. ;
- Le monte décors et l'ascenseur ;
- La sécurité incendie (grand secours, déluge, rideau de fer et moteur).

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

6.2 L'entretien :

L'Association est tenue de maintenir en bon état de conservation, de fonctionnement et d'exploitation pendant toute la durée de la présente convention les équipements mis à sa disposition dont la charge lui incombe conformément à l'inventaire des biens.

Cet entretien sera effectué en conformité avec toutes les réglementations en vigueur, notamment avec les règles d'hygiène, de sécurité, et de bruit applicable à l'activité.

6.3 Conditions générales d'intervention :

L'Association devra prévenir la CAPG de toute dégradation qu'elle constaterait dans les lieux entraînant des réparations à la charge du propriétaire.

De même, la CAPG lorsqu'elle devra effectuer des travaux des maintenances ou contrôles périodiques dans les locaux, ceux-ci seront planifiés afin que l'Association puisse en être informée en amont et s'organiser en conséquence afin d'en assurer leur réalisation.

Toutefois pour des raisons de sécurité ou des cas de force majeure la CAPG peut décider de fermer des équipements sans que cela ait été prévu.

Dans ce cas, l'Association ne pourra pas se retourner contre la CAPG.

L'Association ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de cloisonnement, percement d'ouverture sur les locaux mis à disposition sans le consentement préalable, express et écrit de la CAPG qui validera techniquement les interventions envisagées de façon à garantir ses intérêts et la pérennité de ses biens meubles et immeubles dans le cadre du respect de l'œuvre architecturale.

Tous les frais et honoraires relatifs aux aménagements, embellissements et améliorations que l'Association pourrait faire seront à sa charge et profiteront à la CAPG, à l'issue de la convention, sans que l'Association puisse réclamer aucune indemnité que ce soit.

Article 7 : CONTROLES

La CAPG peut diligenter tout contrôle lui permettant de s'assurer que l'Association respecte bien l'ensemble des conditions fixées par la présente convention.

Si à cette occasion, elle constate un manquement, elle pourra faire application des clauses relatives à la résiliation prévue à l'article 10.3 de la présente convention.

Article 8 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Dans la limite des autorisations qui lui sont consenties au titre des présentes, l'Association s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité.

Elle se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.

À ce titre, elle s'interdit notamment de faire usage de tout gaz ou de tout produit inflammable dont l'utilisation serait interdite par le règlement de sécurité.

Elle se conforme aux instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

8.1 Mesures de sécurité-incendie :

L'Association déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans chaque site.

Elle est tenue de le respecter et de le faire respecter par son personnel.

Pour ce faire le Président de l'Association devra désigner pour les locaux objets de la présente convention, un responsable unique de sécurité, à défaut il en assurera le rôle. Le responsable de sécurité doit :

- Avoir et mettre à jour le registre de sécurité de son établissement ;
- Veiller à respecter l'effectif maximum autorisé par établissement et veiller à ce que les effectifs admis soient compatibles avec la largeur et le nombre des issues dont disposent les locaux ;
- Assurer le maintien en état de service et en lieux et places des extincteurs et de tout autre dysfonctionnement, prévenir immédiatement les services de la CAPG ;
- Veiller à l'affichage des plans d'évacuation et des consignes de sécurité ;
- Veiller au libre accès à toutes les sorties et aux issues de secours des locaux, au bon dégagement de tous les accès et circulations, ne jamais gêner l'évacuation du public par la disposition du mobilier (tables, chaises, etc.) ;
- Veiller à ne pas dépasser la quantité donnée par les commissions de sécurité, de matières combustibles à l'intérieur des locaux (gestion du volume des œuvres créées par les étudiants) ;
- Tenir constamment les abords en parfait état de sécurité et de propreté ;
- Participer aux visites périodiques de la commission communale de sécurité ;
- Avertir le Président de la CAPG, de tout problème de fonctionnement lié à l'état des locaux.
- Effectuer ou faire effectuer les exercices de sécurité incendie conformément à la règlementation en vigueur.
- Effectuer le contrôle éclairage de sécurité / BAES 1 fois par mois essai de la télécommande et mise au repos ; 1 fois tous les 6 mois de l'autonomie d'au moins 1h ; 1 fois par ans contrôle des organes et nettoyages. Tous ces éléments doivent être consignés dans le registre de sécurité.
- Vérification quotidienne du fonctionnement du DAE (présence voyant fonctionnement)

Dans tous les cas, l'Association doit se conformer aux règles applicables aux établissements recevant du public pour les types définis par la commission communale de sécurité et lever les prescriptions des PV qui lui incombent.

L'Association signale immédiatement à la CAPG tout dysfonctionnement éventuel.

8.2 Hygiène et sécurité au travail :

L'Association est tenue de respecter l'ensemble des règles d'hygiène applicables dans le cadre de l'exercice de son activité.

À l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, elle s'engage à communiquer à la CAPG tout procès-verbal ou compte rendu de visite.

La CAPG peut, de sa propre initiative, mandater toute personne de son choix afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

9.1 Responsabilité :

L'Association est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et ce, sans que la CAPG ne puisse aucunement être mis en cause à quelque titre que ce soit.

L'Association doit informer immédiatement la CAPG de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les espaces utilisés ou de tout événement de nature à entraîner une dégradation ou un dommage même s'il ne résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier auprès de la CAPG.

9.2 Assurances :

L'Association doit contracter, avant de commencer son activité, auprès des compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, tout contrat d'assurance.

Les responsabilités respectives de la CAPG et de l'Association sont celles résultant du principe du droit commun sans qu'il soit apporté de dérogation à ces principes, notamment en termes de renonciation à recours.

En conséquence de quoi :

La CAPG devra assurer les risques de dommages et responsabilités inhérents à sa qualité de propriétaire des bâtiments objet de la présente convention.

L'Association devra souscrire les contrats d'assurances garantissant les dommages dont il pourrait être déclaré responsable ou affectant ses propres biens notamment :

- Les risques locatifs pour les bâtiments ou parties de bâtiments objet de la présente convention, et le cas échéant les risques locatifs supplémentaires ;
- Les biens se trouvant à l'intérieur des bâtiments ou partie des bâtiments objet de la présente lui appartenant ou dont il a la garde ou l'usage à quelque titre que ce soit ;
- Ses propres préjudices financiers et notamment les pertes d'exploitation ou pertes de jouissance qu'il peut subir dans l'exploitation de ses activités ;
- Assurance responsabilité pour les dommages causés aux ties ou usagers imputables à l'occupation, par le preneur, des bâtiments ou parties des bâtiments objet de la présente convention, ou du fait de ses activités ;

Les contrats d'assurance de dommages souscrits par l'Association devront obligatoirement comporter les garanties ou clauses suivantes :

- Incendie-explosion-foudre ;
- Dommages électriques ;
- Dégâts des eaux et fluides-fumées ;
- Attentat-vandalisme ;
- Bris de glace ;
- Tempête-grêle-neige ;
- Choc de véhicule-chute d'avion.
- Garantie en valeur de reconstruction à neuf ;
- Garantie des honoraires de l'expert ;
- Recours des voisins et des tiers.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus. Tout découvert de garantie du fait d'une insuffisance de garanties ou de franchises ne sera opposable qu'à la partie concernée et en aucun cas transférable à l'autre partie ou à ses assureurs.
Chacune des parties devra pouvoir justifier la souscription des contrats d'assurance répondant aux obligations ci-avant à la première demande de l'autre partie.

Les parties devront communiquer la présente convention à son ou ses assureurs, tant en responsabilité civile qu'en assurance dommages aux biens, afin qu'ils puissent établir des garanties conformes aux obligations présentes.

Article 10 : RESILIATION

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par la CAPG lorsqu'il existe un motif d'intérêt général le justifiant. Dans ce cas, la CAPG notifie à l'Association les motifs fondant la résiliation, cette dernière ne pouvant prendre effet au plus tôt que dans les six mois suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Association.

10.2 Clause de résiliation :

La résiliation pourra être prononcée :

- Dans les cas de suspension de l'exploitation, de tout ou partie des installations, constatée un mois après sa mise en demeure ;
- Dans les cas où l'Association est dissoute ;
- En cas de force majeure, comme par exemple la destruction des installations et du mobilier sans indemnité d'aucune sorte ;

10.3 Résiliation pour faute de l'Association :

En cas de manquement d'une particulière gravité aux stipulations de la présente convention imputables à l'Association depuis plus d'un mois, la CAPG est fondée à en prononcer la résiliation pour faute.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de l'Association.

Article 11 : FIN DE LA CONVENTION ET REMISE DES CLEFS

À l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation qu'elle qu'en soit la cause, l'Association est tenue au respect des dispositions suivantes :

- Un état des lieux contradictoires de sortie portant sur les biens immobiliers et mobiliers mis à disposition tels que listés dans l'inventaire seront dressés par les parties et ce de manière contradictoire ;
- L'Association doit quitter les lieux après avoir restitué les clefs à la CAPG ou à son représentant, faute de quoi elle sera redevable d'une pénalité de retard de 150 euros par jour de retard et son expulsion pourra être ordonnée par décision de justice, sans préjudice de dommages et intérêts ;
- Les locaux doivent être vidés de tous meubles et objets, appartenant en propre à l'Association ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Le cas échéant, l'Association est tenue de remettre à ses frais les lieux en l'état et de procéder au renouvellement des biens mobiliers.
- En cas de non-respect par l'Association de cette obligation, la CAPG est fondée à faire usage de toutes voies de droit pour procéder à la remise en état des lieux dans leur état primitif aux frais de l'Association.

À l'expiration de la présente convention, pour quel que motif que ce soit, la CAPG se substitue à l'Association, pour tout ce qui concerne les locaux et les équipements mis à disposition.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse en 2 exemplaires, le /2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Centre de développement culturel du Pays de Grasse

Le Président,

Jonathan TURRILLO

PROJET

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_089-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_089A2

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_090 : Convention entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Pays de Grasse Tourisme pour la vente des droits d'accès aux manifestations organisées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_090**
RAPPORTEUR : Florent ROSSI	
CULTURE	

Convention entre la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et Pays de Grasse Tourisme pour la vente des droits d'accès aux manifestations organisées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

SYNTHESE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) organise de nombreuses manifestations et événements à rayonnement local et international sur son territoire. Afin de faciliter l'accès à ces manifestations, notamment pour les particuliers (habitants, touristes), la CAPG souhaite mettre en place un système de prévente des billets portant droit d'accès.

Dans ce cadre, il est proposé de confier à la SPL Pays de Grasse Tourisme, la mission de vendre des droits d'accès aux manifestations organisées par la CAPG via son site internet.

La présente convention de mandat, conforme aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettra au Pays de Grasse Tourisme d'encaisser des recettes issues de la vente des billets au nom et pour le compte de la CAPG. Elle garantira également le respect des règles comptables et financières applicables aux collectivités territoriales.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la diversité des thématiques abordé à savoir la culture, le sport, l'emploi ou encore la cohésion sociale ;

Considérant que la CAPG organise de nombreuses manifestations culturelles, sportives et touristiques sur son territoire, dont l'accès peut être payant ;

Considérant que la présente convention s'inscrit dans le cadre des missions statutaires de Pays de Grasse Tourisme, qui consistent notamment à promouvoir, mettre en réseau et commercialiser les activités touristiques du territoire du Pays de Grasse ;

Considérant que la CAPG conserve la maîtrise de la politique de billetterie et de tarification, conformément aux délibérations spécifiques ou générales du Conseil communautaire ;

Considérant que la mise en place d'un système de prévente des billets via le site internet de Pays de Grasse Tourisme permettra de répondre aux demandes des particuliers tout en dynamisant la fréquentation des manifestations ;

Considérant que Pays de Grasse Tourisme, dispose des outils et des compétences nécessaires pour assurer la gestion, la commercialisation et l'encaissement des droits d'accès aux manifestations organisées par la CAPG ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant que Pays de Grasse Tourisme touchera en contrepartie de ce mandat, une rémunération fixée à 5% du montant de chaque transaction réalisée par le biais de son site internet ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) confie à Pays de Grasse Tourisme, par la présente convention de mandat, la mission de vendre des droits d'accès aux manifestations organisées par la CAPG via son site internet ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mandat annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE ET SOCIETE PUBLIQUE LOCALE PAYS DE GRASSE TOURISME

POUR LA VENTE DES DROITS D'ACCÈS AUX MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

Entre les soussignées :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, exerçant sous licence d'entrepreneur du spectacle N°1-1079097 au Code APE 8411Z, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2026_090 prise en date du 21/05/2026, visée en préfecture de Nice le XXX.

Ci-après dénommée « La CAPG », mandant d'une part,

Et :

La Société publique locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme, identifiée sous le numéro SIRET 942 154 337 000 11 dont le siège social est situé 22 Place du Cours à 06130 GRASSE, représentée par son Directeur général en exercice, Monsieur Pascal BROCHIERO, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée « Pays de Grasse Tourisme », mandataire d'autre part,

PRÉAMBULE

La CAPG organise de nombreuses manifestations et évènements au rayonnement local et international sur son territoire.

L'accès à ces manifestations peut être payant.

Afin de répondre aux demandes des particuliers et des associations, prestataires privés, la CAPG souhaite mettre en place une prévente des billets portant droit d'accès aux manifestations, notamment au sein des équipements culturels et sportifs communautaires.

C'est pourquoi elle entend mettre en place un mandat avec le Pays de Grasse Tourisme, l'autorisant à vendre sur son site internet des billets pour certains droits d'accès à des manifestations organisées par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUE SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de régir les rapports entre la CAPG et Pays de Grasse Tourisme, dans le but de permettre à Pays de Grasse Tourisme de vendre des droits d'accès aux manifestations pour les divers thématiques de la CAPG.

La présente convention est une convention de mandat au sens des articles L.1611-7-1 et D.1611-32-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. La CAPG entend ainsi confier à Pays de Grasse Tourisme l'encaissement du produit des droits d'accès à des prestations culturelles, sportives, touristiques ou pour tout autres événement en lien avec les thématiques de la CAPG au sens de l'article L.1611-7-1 du CGCT.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE LA MISSION

La CAPG missionne Pays de Grasse Tourisme pour la gestion, la commercialisation et l'encaissement sur son site internet des droits d'accès aux manifestations organisées par la CAPG.

Les ventes objets de la présente convention ne concernent pas l'intégralité des ventes des droits d'accès à des manifestations. La CAPG se réserve la possibilité de vendre des billets ou des droits d'accès au public « en direct » auprès des guichets qu'elle aurait installés.

Afin de dynamiser la vente, Pays de Grasse Tourisme a la possibilité d'effectuer toute action permettant de mettre en valeur les manifestations organisées par la CAPG (publicité, communication...). Le cas échéant, ces actions seront réalisées à ses frais.

La CAPG conserve la totale maîtrise de la politique de billetterie et de tarification, ces tarifs faisant l'objet de délibérations spécifiques ou générales du Conseil Communautaire.

ARTICLE 3 : BILLETERIE

Pays de Grasse Tourisme applique les tarifs définis par la CAPG.

Pays de Grasse Tourisme s'engage à faire appliquer les nouveaux tarifs à leurs dates prévues d'entrée en vigueur.

Le mode de règlement des clients se fera selon les modalités habituelles de Pays de Grasse Tourisme.

L'Edition des tickets se fera via les systèmes « TICKETING HUB » (plateforme de réservation) et
« STRIPE » (plateforme pour le paiement) dont l'Office de Tourisme du Pays de Grasse est doté.

Les tarifs sont réactualisés chaque année. La CAPG s'engage à transmettre toute

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

délibération portant création de nouveaux tarifs, modification des tarifs existants, ou suppression d'un ou de plusieurs tarifs, à Pays de Grasse Tourisme dès leur entrée en vigueur.

Pays de Grasse Tourisme est habilité au titre de la présente convention à attribuer les réductions selon la répartition indiquée et à contrôler les justificatifs présentés par les clients.

La CAPG peut demander à accéder en consultation au site de Pays de Grasse Tourisme et peut ainsi contrôler l'état des réservations en direct.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIÈRES

4.1. Modalités de perception des recettes

Toute somme perçue par Pays de Grasse Tourisme dans le cadre de la présente convention l'est au nom de la CAPG et sera reversée de plein droit et en intégralité à celle-ci.

L'encaissement des recettes par Pays de Grasse Tourisme pour le compte de la CAPG, puis le versement de sa commission seront effectués comme suit :

Chaque année, Pays de Grasse Tourisme transmet à la CAPG un bordereau de chiffre d'affaires, un bordereau de recettes et un état des ventes des droits d'entrées des manifestations. L'état des ventes sera établi par Pays de Grasse Tourisme tous les trimestres, au plus tard une semaine après chaque fin de trimestre.

Après transmission de ces documents, la CAPG émet un titre de recette correspondant à l'intégralité des recettes encaissées par Pays de Grasse Tourisme.

Pays de Grasse Tourisme règlera ledit titre de recette dans les 30 jours à compter de la réception de celui-ci.

Pays de Grasse Tourisme s'engage à procéder au remboursement des recettes encaissées à tort.

4.2 Modalités de rémunération de Pays de Grasse Tourisme :

Pays de Grasse Tourisme touche une rémunération consistant en l'application d'une commission de
5 % du montant T.T.C de chaque transaction réalisée par le biais de son site internet.

Après avoir réglé le titre de recette émis par la CAPG, Pays de Grasse Tourisme transmettra à la CAPG une facture correspondant au montant de sa commission.

La CAPG s'engage à régler cette facture dans les 30 jours à compter de la réception de celle-ci.

Pays de Grasse Tourisme ne perçoit aucune rémunération sur les transactions réalisées par la CAPG par un autre moyen que le site internet de Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Tourisme.

4.3. Réglementation comptable, budgétaire et financière :

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte de la CAPG doit lui être reversée pour le montant brut (c'est-à-dire sans le prélèvement de la commission due à Pays de Grasse Tourisme au titre de sa rémunération).

L'intégralité des dépenses réalisées par Pays de Grasse Tourisme doit être justifiée auprès de la CAPG (transmission des pièces justificatives).

Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses.

4.4. Obligations liées au mandat :

Pays de Grasse Tourisme doit faire figurer dans tous les documents qu'il établit dans le cadre de la vente des billets la dénomination de la CAPG et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de celle-ci. Les modalités de reddition et de réintégration des comptes sont effectuées conformément aux dispositions de l'article D1611-26 du CGCT.

Pays de Grasse Tourisme, mandataire, est soumis aux contrôles de l'ordonnateur de la CAPG, mandant ou de ses délégués. Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par Pays de Grasse Tourisme pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées. Pays de Grasse Tourisme est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place l'ordonnateur.

Pays de Grasse Tourisme sera chargé au titre du présent mandat d'effectuer tous les contrôles financiers nécessaires et en particulier de contrôler :

- Lorsqu'il encaisse une recette : la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer dans la limite des éléments dont il dispose ;

- Lorsqu'il rembourse une recette encaissée à tort : la validité de la dette et le caractère libératoire du paiement.

Pays de Grasse Tourisme, en tant que mandataire, tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et des charges constatées et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Cette obligation est respectée dès lors que Pays de Grasse Tourisme a la capacité de produire les justificatifs des opérations réalisées de façon rapide et fiable. Les documents produits doivent permettre l'individualisation et la sincérité budgétaire et comptable de la CAPG.

Conformément aux dispositions du CGCT, la présente convention sera transmise au comptable public de la Commune de Grasse dès sa signature.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCES – CONTROLE

Pays de Grasse Tourisme est responsable de la bonne exécution de la prestation de vente de billets et de droits d'entrée confiée par la CAPG. A ce titre, elle

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

s'engage à signaler sans délai à la CAPG toute difficulté ou tout dysfonctionnement constaté et, le cas échéant, à proposer tout correctif ou toute amélioration à implémenter afin d'assurer la meilleure mise en œuvre de la présente convention.

Pays de Grasse Tourisme ne pourra pas être tenu responsable de la mévente des billets et des droits d'entrée objets de la présente convention.

Il appartient à Pays de Grasse Tourisme de prendre toute disposition utile concernant la garde, la surveillance, le contrôle et toute autre garantie jugée nécessaire (assurance spécifique, etc..) contre la fraude (tickets, justificatifs, moyen de paiement …).

Ainsi, Pays de Grasse Tourisme assume les risques d'impayés causés par des moyens de paiement défectueux ou frauduleux.

Pays de Grasse Tourisme contractera toute police d'assurance nécessaire à la réalisation de son activité et de la prestation qui lui est confiée au titre de la présente convention. En particulier, Pays de Grasse Tourisme veillera à souscrire une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en raison des actes qu'elle accomplit au titre du mandat. A ce titre, elle transmettra à la CAPG, dès la signature de la convention puis chaque année, l'attestation d'assurance correspondante.

À tout moment, la CAPG pourra contrôler la bonne exécution des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est conclue à compter de sa signature, et pour une durée de 3 ans. A cette échéance, elle pourra être reconduite quatre fois pour une durée d'un an, de façon tacite.

ARTICLE 7 : CLAUSES RÉSOLUTOIRES

La convention peut être résiliée de plein droit par une des parties moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception trois mois avant l'échéance annuelle définie à l'article 5.
Le manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles sera susceptible d'entrainer la résiliation de la présente avec l'obligation pour la partie défaillante de rembourser les frais effectivement engagés et justifiés par l'autre partie.
En cas de résiliation de la présente convention, pour quelque motif que ce soit, les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités de versement des recettes et des commissions, sur la base des dispositions prévues à l'article 4.

ARTICLE 8 : COMPÉTENCE JURIDIQUE

Les parties tenteront de résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait survenir du fait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

Si aucun arrangement ne peut intervenir, toute action en justice relèvera de la

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_090-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

compétence du Tribunal administratif de Nice.

Fait en 2 exemplaires à Grasse, le 2026

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, **Le Président,**	Pour la Société publique locale Pays de Grasse Tourisme **Le Directeur général**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Pascal BROCHIERO**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_091 : Programmation Sports 2026 - Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_091
RAPPORTEUR : Gilles RONDONI	

SPORTS

Programmation Sports 2026
Attribution de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement 2026

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale d'action sociale conduite en faveur des sports, les disciplines de l'escrime, de la natation et du rugby sont reconnues d'intérêt communautaire. De manière générale, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse a pour objectif de soutenir les actions liées à la pratique de ses activités sportives mises en œuvre sur plusieurs communes du territoire, développant un projet complet, de l'initiation au haut niveau, ou présentant un intérêt pour le rayonnement du territoire.

Au titre de la programmation Sports 2026, il est proposé d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

- **Rugby Olympique de Grasse : 285 000 € (une avance de 124 500 € a déjà été versée) ;**
- **Dauphins du Pays de Grasse : 20 300 € (une avance de 10 150 € a déjà été versée) ;**
- **Cercle d'Escrime du Pays de Grasse : 76 700 € (une avance de 33 350 € a déjà été versée) ;**
- **Association Automobile de Grasse : 15 000 €.**

Le montant total des subventions s'élève à 397 000 €.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération DL2024_201 du conseil communautaire du Pays de Grasse en date du 12 décembre 2024 portant sur la réactualisation de l'intérêt communautaire de la Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° DL2025_077 du 26 juin 2025 sur l'intérêt communautaire en matière de rugby ;

Vu la délibération n° DL2025_196 du 11 décembre 2025 par laquelle le conseil communautaire approuve le versement d'une avance sur les subventions 2026 de l'association Rugby Olympique Grasse (124 500 €), de l'association Dauphins de Grasse (10 150 €) et de l'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse (33 350€) ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale d'action sociale en faveur des sports exercée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 4 projets pour un montant total de 397 000 €.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. L'association «Rugby Olympique Grasse» : 285 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, Chemin des Castors – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 34207910000018, et représentée par son co-Président en exercice, Monsieur Barthélémy ORS, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Pratique et de l'éducation physique des sports.

- Intitulé et description du projet : « Pratique du rugby ».

Ce projet vise à la découverte, à l'initiation et à la pratique du rugby en club, pour les enfants de 6 à 14 ans.
Il participe au développement de la pratique du rugby sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse, autant en loisir qu'en compétition, notamment par :

- La mise en place d'une « mixité sociale » ;
- La découverte du rugby dans les quartiers prioritaires (quartier QPV) de la ville de Grasse ;
- Le développement du rugby dans le milieu scolaire ;
- La mise en place de « stages multi-activités » durant les vacances pour les licenciés de l'école de rugby ;
- La découverte du rugby au sein des accueils de loisirs de la collectivité ;
- L'affiliation au Comité Départemental Handisport.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Faciliter l'accès à la pratique de l'activité Rugby aux jeunes,
- Impliquer les adhérents dans une démarche de citoyenneté,
- Promouvoir le respect de l'environnement,
- Développer les formations,
- Participer aux actions sportives menées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
- Mettre en place un plan de formation pour les éducateurs (formation de cadres),
- Communiquer sur la possibilité pour les enfants du territoire, d'assister aux matchs des équipes premières et réserves gratuitement,
- Possibilité en fonction des terrains et horaires qui pourraient être proposés, de développer l'école de rugby sur d'autres communes du territoire,
- Réaliser en fonction des disponibilités du Rugby Olympique Grasse (ROG), la mise en place d'interventions en direction des centres de loisirs gérés par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Mise en place d'intervention en direction d'instituts médico-éducatifs (IME) du territoire en fonction des possibilités de l'association et des disponibilités des terrains.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2. L'association « Dauphins du Pays de Grasse » : 20 300 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Piscine Harjès, Avenue St Exupéry - 06130 Grasse, identifiée sous le n° SIRET 4376813100025 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Laurent CARY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Développer la pratique de la natation et de toutes les disciplines annexes.

- Intitulé et description du projet : « Aide au fonctionnement ». L'association Dauphins du Pays de Grasse propose à ses adhérents différentes activités telles que l'école de natation, les cours de natation pour les jeunes, la participation à des compétitions, etc... La mise en place de parcours complets en direction des différents publics a permis avec le temps d'assoir le fonctionnement de l'association.

L'association s'engage, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Participation aux compétitions Départementales, Régionales, Interrégionales ;
- Mise en place de stage pour les nageurs durant les vacances ;
- Organisation d'une manifestation à orientation caritative (action locale) ;
- Mise en place du mini club 5/6 ans ;
- Mise en place d'une école de natation (7-8-9 ans) ;
- Suivi les dispositifs fédéraux tels que « sauv-nage » ;
- Mise en place de parcours complets en direction des jeunes.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

3. L'association « Cercle d'Escrime du Pays de Grasse » : 76 700 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Salle d'Armes, 2 Rue Martine Carol, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 399 879 790 00034 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Pascal LADEVEZE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : La découverte et l'initiation de l'escrime auprès de tous les publics valides ou porteurs de handicap ; la préparation et la participation des tireurs en compétition ; le développement de toutes les formes de pratiques liées à l'escrime ; la formation des cadres et des bénévoles dirigeants.

- Intitulé et description du projet : « Ecole d'escrime ». L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse propose différentes activités en direction de l'ensemble des habitants du territoire et notamment l'école d'escrime, ainsi que des actions telles que la pratique de la compétition, l'action cancer du sein et des animations éducatives autour de l'escrime.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accueillir les enfants de l'ensemble du territoire ;
- Développer la pratique de l'escrime pour les enfants du territoire ;
- Mettre en place des parcours éducatifs complets de l'initiation à la compétition ;
- Permettre aux jeunes d'accéder à la compétition ;
- Organisation d'une compétition sur la saison en fonction du calendrier fédéral ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Continuité du projet « Cancer du sein » ;
- Développement du Sport handi : aller vers une reconnaissance de la fédération ;
- Développer une antenne sportive sur le val de Siagne ainsi qu'en fonction des possibilités sur Saint-Vallier-de-Thiey.

- Modalités de mise en œuvre : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

- Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

4. L'association « Association Automobile de Grasse » : 15 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 6 Boulevard du Jeu de Ballon à 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 409 893 435 00027, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Rémi TOSELLO, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : De manière générale, dans le cadre de l'affiliation à la Fédération Française du Sport Automobile (FFSA), l'Association Automobile de Grasse (ASA) participe à une mission de service public et est à ce titre chargée de promouvoir l'éducation par les activités sportives. L'objet de l'association est d'organiser et de développer la pratique du sport automobile sous l'autorité et le contrôle de la FFSA.

- Intitulé et description du projet : « 67ème Rallye du Pays de Grasse 2026 (Coupe de France des Rallyes) » et autres manifestations. Par la participation ainsi que l'organisation de rallyes automobiles, l'association a pour vocation de contribuer au rayonnement du territoire de la CAPG et par conséquent participer à son attractivité économique et touristique.

- Modalités de mise en œuvre : Organisation le 3 et 4 avril 2026 d'un rallye de championnat de France de véhicules historiques et d'un rallye national de véhicules modernes (160 concurrents attendus au total).

- Indicateurs de réalisation : nombres de concurrents aux différentes courses ; relais dans la presse (générale et spécialisée).

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
  - « Rugby Olympique Grasse » : 285 000 € (étant précisé qu'il reste à verser 160 500 €, une avance de 124 500 € ayant déjà été versée) ;
  - « Dauphins du Pays de Grasse » : 20 300 € (étant précisé qu'il reste à verser 10 150 €, une avance de 10 150 € ayant déjà été versée) ;
  - « Cercle d'Escrime du Pays de Grasse » : 76 700 € (étant précisé qu'il reste à verser 43 350 €, une avance de 33 350 € ayant déjà été versée) ;
  - « Association Automobile de Grasse » : 15 000 €.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'Association Rugby Olympique de Grasse régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Stade Perdigon, Chemin des Castors – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro de SIRET 34207910000018, et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Barthélémy ORS**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'association de l'école de Rugby du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « développement du rugby et passage du ROG comme club référent PACA »

Ce projet vise à la découverte, à l'initiation et à la pratique du rugby en club, pour les enfants de 6 à 14 ans.
Il participe au développement de la pratique du rugby sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse, autant en loisir qu'en compétition, notamment par :
- La mise en place d'une « mixité sociale » ;
- La découverte du rugby dans les quartiers prioritaires (quartier QPV) de la ville de Grasse ;
- Le développement du rugby dans le milieu scolaire ;
- La mise en place de « stages multi activités » durant les vacances pour les licenciés de l'école de rugby ;
- La découverte du rugby au sein des accueils de loisirs de la collectivité ;
- L'affiliation au comité Départemental Handisport.

Il vise également la pratique du rugby chez les jeunes, de l'initiation à la compétition.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action sociale, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans sa délibération DL 2026- du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt communautaire suivant et précisé en annexe n°1 de la présente convention : « Développement social et sportif au sein du Pays Grassois ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt communautaire, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 : DUREE D'APPLICATION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026 et prendra juridiquement effet à la date de notification de la convention signée par chacune des parties.

Toute reconduction est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Condition de détermination du coût du projet

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 749 752 EUR conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par « l'association » ;
  - sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.
L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 : CONDITION DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 285 000 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 749 752 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 285 000 EUR.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

a. Aide en nature : prêt de matériel, de bien divers… ;
b. Mise à disposition d'équipements : locaux, équipements sportif, véhicule de transport… ;

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe n° V de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 124 500 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.
En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 - Sanctions).

5-2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction «322» (« service commun sport ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : Rugby Olympique de Grasse
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Société Générale
Code banque : 30003 / Code guichet : 00482
Numéro de compte : 00037261548 / Clé RIB : 90

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe n°2 et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par la Présidente de l'Association ou toute personne habilitée. Ils ont vocation à retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9-1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9-2 L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9-3 L'administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, concernant la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DA
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Fait à Grasse, le : **/06/2026

Pour la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse
Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association
« Rugby Olympique du Pays de Grasse »
Le Président,

Barthélémy ORS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 : « Développement du rugby et passage du ROG comme club référent PACA »

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (affectés au projet)
749 752 EUR	285 000 EUR	301 000 EUR

1. a) Objectifs :

- Accueillir tous les enfants qui habitent dans les communes du Pays de Grasse ;
- Fournir une formation générale et sportive de qualité aux jeunes ;
- Mettre en place des actions d'animation et d'éducation dans les écoles des Communes membres du Pays de Grasse et dans les quartiers prioritaires du Contrat Urbain De Cohésion Sociale du Pays de Grasse ;
- Veiller à insérer les jeunes en difficultés ;
- Organiser des entraînements et compétitions dans les communes du Pays de Grasse en fonction des terrains mis à disposition par les communes ;
- Interventions en lien avec le service des sports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la participation à des évènements ;
- Mettre en place un plan de formation pour les éducateurs ;
- Communiquer sur la possibilité pour les enfants du territoire d'assister aux matchs des équipes premières et réserves gratuitement ;
- Possibilité en fonction des terrains et horaires qui pourraient être proposés de développer l'école de rugby sur d'autres communes du territoire ;
- Réaliser en fonction des disponibilités la mise en place d'interventions en direction des centres de loisirs gérés par la CAPG ;
- Mise en place d'intervention en direction d'IME du territoire en fonction des possibilités de l'Association et des disponibilités des terrains.
- Améliorer les performances sportives

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Développer la formation du primaire au supérieur, (formation, encadrement, plan de succession)

- Optimiser les ressources, Développer les ressources financières,

- Développer le sentiment d'appartenance (Évènements & Matchs, Célébrations, Communication)

- Être un acteur fort de notre territoire (Vitrine sportive de la CAPG)

- Assurer la pratique du rugby, dans les meilleures conditions possibles et au meilleur niveau de compétition pour l'ensemble des pratiquants sur l'ensemble du territoire

Conscient que la pratique du sport n'est pas une fin en soi l'Association s'engage à veiller à l'éducation des jeunes et à leur épanouissement personnel. L'Association devra de ce fait développer le goût de l'effort, le respect des règles et la citoyenneté. Elle veillera à :

- Faciliter l'accès de la pratique à l'activité Rugby aux jeunes du territoire ;
- Impliquer les adhérents dans une démarche de citoyenneté ;
- Promouvoir le respect de l'environnement ;
- Développer les formations.

a) Public visé : catégories jeunes, cadettes, juniors et seniors.

b) Localisation : territoire de la CAPG.

c) Moyens mis en œuvre : stade de rugby et vestiaires ; moyens de transports adaptés pour les déplacements en compétition ; matériel pédagogique adapté aux différentes catégories ; encadrants et éducateurs (qualifiés), équipement fourni aux licenciés.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : modalités de l'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Lieux d'interventions - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des éducateurs - Nbre d'encadrant par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres (plateaux, tournois...)	- Nbre de plateaux fréquentés par catégorie - Nbre de plateaux organisés - Nbre de tournois fréquentés par catégorie - Nbre de tournois organisés

Indicateurs qualitatifs :

- Résultats des différentes catégories par tournois ;
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions ;
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements ;
- Horaires d'entraînements proposés aux différentes catégories et lieux ;
- Présence à différents forums d'associations ;
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : budget global– Exercice 2026
Du 01/09/2025 au 31/08/2026

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	65500	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	103200
Achats matières et fournitures	5000	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	60500	**74 - Subventions d'exploitation [2]**	301000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	121600		
Locations	95600		
Entretien et réparation	4800		
Assurance	14000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	7200		
62 - Autres services extérieurs	318691	Conseil-s Départemental (aux) :	16000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20000		
Publicité, publication	2200		
Déplacements, missions	217691	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	285000
Services bancaires, autres	78800		
63 - Impôts et taxes	1000		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes	1000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	324000
		756. Cotisations	72000
		758. Dons manuels - Mécénat	252000
66 - Charges financières	1200	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles	4500	**77 - Produits exceptionnels**	21552
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	80000	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	749752	**TOTAL DES PRODUITS**	749752

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	749752	**TOTAL**	749752

La subvention sollicitée de **€, objet de la présente demande représente** **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Janvier 2022 - Page 7 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE V : Contributions indirectes – Mise à dispo

PRÊT DE MINI-BUS

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** identifiée sous le numéro Siret 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération.

ET :

L'association, le Club ou l'établissement publique, commune dénommée :.....,

.....,

Dont le siège social se trouve....., représentée par Monsieur/Madame.....

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) permet de bénéficier de prêt de véhicules à titre gracieux dans le cadre d'événements. Chaque conducteur a pleinement conscience de l'importance du respect du code de la route et des assurances pour l'image de la CAPG et il s'engage donc à avoir un comportement exemplaire tout au long du prêt. La responsabilité de la CAPG ne pourra être mise en cause concernant les dommage atteignant le conducteur ou toute personne utilisant le véhicule à quelque titre que ce soit, sauf preuve apportée d'une faute de la CAPG.

1/ Engagements de l'emprunteur :

- **Frais à la charge de l'emprunteur :**

Frais de parking, d'autoroute, de carburant, d'éventuelle contravention au cours de la période de prêt, perte éventuelle d'un élément du véhicule (clé, papier…) et les coûts des réparations des dommages éventuels qui ne seraient pas pris en charge par l'assurance ou qui feraient seulement l'objet d'une prise en charge partielle (franchise…).

- **Pièces à fournir :**

Copie du permis de conduire de plus de 2 ans d'obtention, pièce d'identité en cours de validée, attestation d'assurance responsabilité civile couvrant le conducteur et les passagers.

- **Restitution véhicule :**

Il s'engage à restituer le véhicule dans l'état initial de propreté avec le même niveau de carburant qu'au départ et signaler tout incident éventuel à l'usage.

Page 1 sur 2

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÊT DE MINI-BUS

2/ Engagements CAPG :

- **Pièces remises :** Etat des lieux de début et de fin, clé du véhicule, carte grise et assurance.
- **Véhicule prêté :**

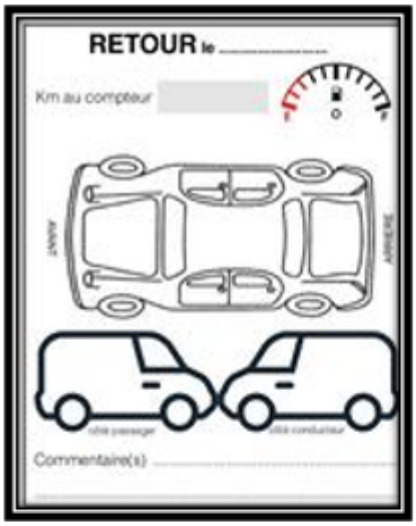
Model et marque : ..... Immatriculation : .....

Utilisation : .....

Nom du conducteur : ..... Téléphone : .....

Numéro de permis de conduire : ..... Date d'obtention : / /
Date de prêt : .....

3/ Etat des lieux :



Départ fait le : .....à Grasse	Retour fait le : .....à Grasse
La CAPG : L'emprunteur :	La CAPG : L'emprunteur :

Page 2 sur 2

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'Association Les Dauphins du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé, Piscine Harjès, Avenue St Exupéry - 06130 Grasse identifiée sous le numéro SIRET 343 768 131 00025 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Laurent CARY**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association Des Dauphins du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « Apprentissage, perfectionnement et pratique de la compétition en natation ».

Ce projet vise à l'apprentissage, au perfectionnement et à la pratique de la compétition, ainsi qu'à favoriser la pratique « forme et bien-être » pour les dites et les personnes âgées.

Il vise également :
- La formation pour « le Savoir Nager en Sécurité » pour les 5-6 ans.
- L'école de natation pour les 7-8 ans.
- Le soutien aux sections sportives afin que les individualités puissent s'épanouir dans la recherche de la performance.
- La valorisation du Club et de la Collectivité à travers des résultats probants en compétition régionale, PACA et nationale.

Le projet propose différentes activités autour de la natation en fonction des besoins des publics. Il permet aux adhérents de pouvoir bénéficier d'activités telles que l'aquagym o le fitness aquatique, tant d'activités axées sur le bien-être et qui sont fortement demandées. De plus, conscient que l'offre en direction des enfants n'est pas complète à ce jour, l'association à travers son projet met en place un cursus complet d'apprentissage de la natation en lien avec la fédération Française de Natation. Dans le cadre sportif, le projet donne la possibilité aux jeunes inscrits dans les groupes « avancés » de participer aux compétitions, en fonction de leur niveau.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action social, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle de janvier 2026 à fin décembre 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet reconnu d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans la délibération 2026- du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et à la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt communautaire suivant et précisé en annexe n°1 de la présente convention : « Aide au fonctionnement ». Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt communautaire, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation.

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITION DE DETERMINATION DU COUT DU PROJET

3-1 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe n°3 de la présente convention et prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3-2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe n°3 ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par l'Association ;
- sont identifiables et contrôlables.

3-3 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé ci-avant.

L'Association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement de l'acompte et du solde conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la CAPG de ces modifications.

3-4 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 4 : CONDITION DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 20 300 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 178 000 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 20 300 EUR.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers, pour un montant total de 118 604,19 € :

- Aide en nature : prêt de matériel, de bien divers… ;
- Mise à disposition d'équipements : locaux, équipements sportif, véhicule de transport… ;

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe n° V de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 10 150 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.
En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction 323 (« équipements nautiques ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : LES DAUPHINS DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : Crédit Mutuel
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00017487040 / Clé RIB : 57

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le Président de l'Association ou toute personne habilitée ;

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel conformément au décret N°2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9-1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9-2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe n°2 de la présente convention.

9-3 L'administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10-1 Pendant et au terme de la période de réalisation de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé à tout moment par la CAPG, conformément à l'article L1611-4 du CGCT. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10-2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

aux coûts éligibles du projet augmenté d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.
Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV (et V si existante) font partie intégrante de la présente convention. (L'annexe IV correspond à la charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'association signée qu'il conviendra d'intégrer à la convention)

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le : **/05/2026

Pour la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse	**Pour l'Association « Dauphins du Pays de Grasse »**
Le Président,	Le Président,
Jérome VIAUD	**Laurent CARY**
Maire de Grasse	
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet « Aide au fonctionnement » comportant des « obligations de service public » de la manière suivante :

Projet 1 : « Aide au fonctionnement »

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (affectés au projet)
178 000 EUR	20 300 EUR	30 800 EUR

a) Objectifs :

- « Aide au fonctionnement ». L'association Dauphins du Pays de Grasse propose à ses adhérents différentes activités telles que l'école de natation, les cours de natation pour les jeunes, la participation à des compétitions, etc... La mise en place de parcours complets en direction des différents publics a permis avec le temps d'asseoir le fonctionnement de l'association.
- L'association s'engage, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :
    - Participation aux compétitions Départementales, Régionales, Interrégionales,
    - Mise en place de stage pour les nageurs durant les vacances,
    - Organisation d'une manifestation à orientation caritative (action locale),
    - Mise en place du mini club 5/ 6 ans
    - Mise en place d'une école de natation, (7 -8 -9 ans),
    - Suivi les dispositifs fédéraux tels que « sauv'nage »,
    - Mise en place de parcours complets en direction des jeunes.

b) Public visé : catégories jeunes.

c) Localisation : territoire de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : Piscine Harjès mise à disposition à titre gracieux.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : modalités d'évaluation et indicateurs

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des intervenants - Nbre d'intervenants par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres/championnat/compétitions	- Nbre de rencontres - Nbre rencontres organisées - Nbre de compétitions - Nbre compétitions organisés

Indicateurs qualitatifs :

- Résultats des différentes catégories par rencontre ;
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions ;
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements ;
- Horaires d'entraînements proposés aux différentes catégories et lieux ;
- Présence à différents forums d'associations ;
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : budget global– Exercice 2026
Du 01/09/2025 au 31/08/2026

5. Budget[1] de l'association

Année *ou exercice du* 1/09/2025 *au* 31/8/20

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	6000		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	24400	Conseil-s Départemental (aux) :	8300
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	22500
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	136000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	145500
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	1700
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	4400	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES		**TOTAL DES PRODUITS**	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL	178000	**TOTAL**	17800

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE V : CONTRIBUTIONS INDIRECTES – MISE À DISPOSITION

1. DESIGNATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

Les biens mis à disposition de l'Association et désignés au titre de la présente convention sont :

- Les bassins de nage des équipements nautiques de la piscine « Harjes » (sise 69 Avenue Saint Exupéry à 06130 GRASSE) et de la piscine « Altitude 500 » (sise 29 Avenue Honoré Lions 06130 GRASSE) ;

- Un local d'environ 50m² situé au RDC de la piscine Harjes destiné au secrétariat et à l'accueil des adhérant du club ;

- Un local d'environ 1m² situé dans le foyer du même équipement nautique destiné au stockage d'une sono.

Lesdits locaux sont mis à disposition de l'Association de manière exclusive. Cependant la CAPG peut si besoin être amener à les utiliser ponctuellement.

Le tout pour un montant de **118 604,19 €**

2. DUREE

La présente mise à disposition est conclue pour l'année sportive et scolaire 2025/2026. Avant le terme de la mise à disposition, les parties devront se rapprocher afin de décider de son éventuelle reconduction. Ladite reconduction interviendra de manière tacite en cas de renouvellement d'octroi de la subvention de fonctionnement.

3. CONDITIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES BIENS

3.1 Conditions générales :

La présente convention vaut autorisation d'utilisation des biens désignés ci-avant et consentie à l'Association exclusivement pour l'exercice de ses missions découlant de son objet statutaire.

L'exercice de toute autre activité ainsi que sous location est interdite, sauf autorisation expresse et préalable de la CAPG, constatée le cas échéant par voie d'avenant.

Sous réserves des autorisations éventuellement consenties au titre de la présente convention, toute modification dans l'utilisation par l'Association des espaces ci-dessus mentionnés doit faire l'objet d'un accord écrit de la part de la CAPG.

La mise à disposition des biens immobiliers et mobiliers est consentie à l'Association à titre précaire et révocable. Par conséquent, l'Association reconnaît expressément qu'elle ne peut en aucun cas se prévaloir des règles relatives à la propriété commerciale et aux statuts des baux commerciaux, elle ne peut prétendre à aucune indemnité d'éviction et ne peut prétendre à aucun droit au maintien dans les lieux après cessation de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Cette mise à disposition n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L 1311-5 à L 1311-8 du code général des collectivités territoriales et ne constitue pas un bail emphytéotique administratif au sens des articles L 1311-2 à L 1311-4-1 de ce même code.

L'Association est tenue de maintenir une activité régulière dans les locaux mis à sa disposition, sauf cas de force majeure. L'Association s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions qui lui sont confiées.

L'Association devra veiller à ce que les lieux soient utilisés et occupés de façon paisible, prendre en particulier toute précaution utile pour ne pas occasionner de gêne et respectera scrupuleusement le droit à la tranquillité des utilisateurs.

3.2 Conditions spécifiques :
Les créneaux horaires de mise à disposition des bassins de nage seront définis avant chaque nouvelle année scolaire par un planning élaboré par le service des sports de la CAPG.

Les périodes d'utilisation seront arrêtées conformément aux créneaux notifiés sur le planning. Aucune modification de créneau ne pourra être effectuée sans avoir eu l'accord écrit préalable du service gestionnaire.

Pendant ces périodes spécifiques d'utilisation, l'Association assurera la gestion des personnes présentent au sein des équipements et assurera la surveillance des nageurs durant tous les créneaux mis à disposition par une ou plusieurs personnes, ayant les diplômes requis et à jour de leurs révisions.

3.3 Cessions, prêts, transferts :
Les biens mobiliers ou immobiliers mis à disposition de l'Association dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être ni cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance sauf accord écrit et préalable de la CAPG.

4. REDEVANCE :

En raison de la nature des activités de l'Association et du fait qu'elle participe directement à la politique sportive intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

5. RÉPARTITION DES CHARGES :

La répartition des charges relatives à la présente mise à disposition se décline de la manière suivante :

5.1 Charges supportées exclusivement par la CAPG :

- Les interventions concernant les travaux, l'entretien, la maintenance et la conformité de l'ensemble des bâtiments gérés par la CAPG ;
- Les vérifications réglementaires périodiques (et si nécessaire l'entretien) :
    - Des installations et systèmes de lutte contre les intrusions et les incendies (BAES, extincteurs, signalétiques) ;
    - Des installations électriques ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- De la potabilité de l'eau et de non-contamination par la légionnelle.

– Les charges liées au fonctionnement des biens immobiliers et mobiliers tels que les abonnements et consommations d'eau, d'électricité et de téléphonie ; les contrats de maintenance (chaufferie, VMC, etc.) ; les frais de nettoyage des locaux (dans la limite de la fréquence définie).

5.2 Charges supportées par l'Association :
L'ensemble des charges qui ne seraient pas supportées par la CAPG et en outre :
– Les frais liés aux installations spécifiques mises en place lors de ses manifestations ;
– Les frais directement induits par l'activité et liée à la programmation proposée par l'Association.

5.3 Conditions générales d'intervention et travaux :
L'Association utilisera les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de leurs mises à disposition, sans pouvoir exiger aucune réfection, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires ou travaux quelconques, même s'ils avaient été rendus nécessaires par suite d'erreur, de défaut de conformité ou d'inadaptation des locaux à l'activité envisagée.

Aucun travaux ou aménagement susceptible de modifier ou d'agir sur la structure des bâtiments, ne pourra être réalisé sans l'accord écrit de la CAPG. En cas de non-respect de cette clause, la CAPG se réserve le droit d'imposer à l'Association la remise en état immédiate.

De la même manière, toute détérioration provenant d'une négligence grave de la part de l'Association devra être portée immédiatement à la connaissance de la CAPG et faire l'objet d'une remise en état aux frais exclusif de l'Association.

Aussi, les dégradations liées à un défaut d'utilisation ou à un geste volontaire ou non d'un usager, sont prises en charge par l'Association qui pourra, le cas échéant, se retourner contre l'auteur identifié des faits.

La CAPG lorsqu'elle devra effectuer des travaux dans les locaux, ceux-ci seront planifiés afin que l'Association puisse en être informée en amont et s'organiser en conséquence. Toutefois, pour des raisons de sécurité ou de cas de force majeure, la CAPG peut décider de fermer l'équipement sans que cela ait été prévu. Dans ce cas, l'Association ne pourra aucunement se retourner contre la CAPG.

Tous les frais et honoraires relatifs aux aménagements, embellissements et améliorations que l'Association pourrait faire seront à sa charge et profiteront à la CAPG, à l'issue de la convention, sans que l'Association puisse réclamer aucune indemnité que ce soit.

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

Dans la limite des autorisations qui lui sont consenties au titre des présentes, l'Association s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité.

Elle se conforme à toutes les obligations légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public.

À ce titre, elle s'interdit notamment de faire usage de tout gaz ou de tout produit inflammable dont l'utilisation serait interdite par le règlement de sécurité.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Elle se conforme aux instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

6.1 Mesures de sécurité-incendie :
L'Association déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans chaque site. Elle est tenue de le respecter et de le faire respecter par son personnel.

Conformément à la réglementation ERP qui impose un service de sécurité incendie durant l'occupation des piscines par des usagers, la CAPG délègue cette surveillance ainsi que l'organisation de la sécurité à l'Association dans les cas suivants :

- Organisation de manifestation ;
- Lorsque l'association utilise l'équipement sans la présence de personnel de la CAPG.

Dans ces cas, l'Association aura la charge des missions suivantes :

- Connaître et faire appliquer les consignes de sécurité en cas d'incendie, notamment concernant les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- Prendre le cas échéant les premières mesures de sécurité à la place de l'exploitant ;
- Assurer la vacuité, la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Dans cette situation les procédures se conformeront aux instructions du POSS et du PIOSS.

Par la signature de cette convention l'Association certifie notamment :

- Qu'elle ait pris connaissance des consignes de sécurité et s'engage à les respecter ;
- Qu'elle procédera avec l'exploitant à la visite des établissements et à une reconnaissance des voies d'accès et issues de secours ;
- Qu'elle ait reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose les établissements.

Une formation sera organisée par l'exploitant afin de s'assurer que les intervenants de l'Association soient bien au fait des procédures. Par ailleurs, le responsable de l'équipement sera joignable constamment.
L'Association signale immédiatement à la CAPG tout dysfonctionnement éventuel.

6.2 Hygiène et sécurité au travail :
L'Association est tenue de respecter l'ensemble des règles d'hygiène applicables dans le cadre de l'exercice de son activité et notamment les dispositions du règlement intérieur des équipements.

7. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

7.1 Responsabilité :
L'Association est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exercice de son activité et ce, sans que la CAPG ne puisse aucunement être mis en cause à quelque titre que ce soit.

L'Association doit informer immédiatement la CAPG de tout sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les espaces utilisés ou de tout événement de nature à entraîner une

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

dégradation ou un dommage même s'il ne résulte aucun dégât apparent, faire toute déclaration de sinistre nécessaire et en justifier auprès de la CAPG.

7.2 Assurances :
L'Association doit contracter, avant de commencer son activité, auprès des compagnies d'assurance notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère de l'Economie et des Finances, tout contrat d'assurance.

Les responsabilités respectives de la CAPG et de l'Association sont celles résultant du principe du droit commun sans qu'il soit apporté de dérogation à ces principes, notamment en termes de renonciation à recours.

En conséquence de quoi :

La CAPG devra assurer les risques de dommages et responsabilités inhérents à sa qualité de propriétaire des bâtiments objet de la présente convention.

L'Association devra souscrire les contrats d'assurances garantissant les dommages dont il pourrait être déclaré responsable ou affectant ses propres biens.
Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus. Tout découvert de garantie du fait d'une insuffisance de garanties ou de franchises ne sera opposable qu'à la partie concernée et en aucun cas transférable à l'autre partie ou à ses assureurs.

Chacune des parties devra pouvoir justifier la souscription des contrats d'assurance répondant aux obligations ci-avant à la première demande de l'autre partie.

Les parties devront communiquer la présente convention à son ou ses assureurs, tant en responsabilité civile qu'en assurance dommages aux biens, afin qu'ils puissent établir des garanties conformes aux obligations présentes.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091A3
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ANNÉE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 600 039 857 000 12 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée la CAPG.

D'une part,

ET :

L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse (CEPG), association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé, Salle d'Armes, 2 Rue Martine Carol, 06130 Grasse identifiée sous le numéro SIRET 399 879 790 00034 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Pascal LADEVEZE**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association.

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Conformément à ses statuts, l'association du Cercle d'Escrime du Pays de Grasse a initié et conçut le projet « développement de l'escrime et passage du Cercle d'Escrime du Pays de Grasse au stade de club référent PACA ».

Ce projet vise à la découverte, à l'initiation et à la pratique de l'escrime dans les écoles primaires de Grasse et au sein du Club.
Il participe au développement de la pratique de l'escrime sur l'ensemble du territoire du Pays de Grasse, autant en loisir qu'en compétition.
Ce projet permet par ailleurs de pérenniser la mise en place du centre sportif pour les collégiens et les lycéens et du pôle enseignement épée pour les étudiants de Grasse Campus.
Le but de ce centre, ainsi que du pôle est d'encadrer les escrimeurs compétiteurs de haut niveau par l'accompagnement et le soutien tant sportif et scolaire que médical, mental et nutritionnel.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de l'action sociale, dans le domaine du sport et dans laquelle s'inscrit ladite convention.

Dans le cadre de la programmation annuelle 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt communautaire.

Le Conseil Communautaire dans sa délibération DL 2026- du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant « Accueil de tous les publics désirant découvrir ou pratiquer l'escrime » et précisé en annexe n°1 de la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'Association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt communautaire, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE DETERMINATION DU COUT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 190 500 EUR conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par « l'association » ;
  - sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.
L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 76 700 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 190 500 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 76 700 EUR.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

a. Aide en nature : prêt de matériel, de bien divers… ;
b. Mise à disposition d'équipements : locaux, équipements sportifs, véhicule de transport… ;

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : La subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :
- Des besoins du projet financé ;
- Des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- De l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : La collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- Acompte initial : Une avance de 33 350 euros à valoir sur la subvention annuelle a été versée avant le 21 mai 2026, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 10.
- Versements intermédiaires : La collectivité peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- Solde : Le solde de la subvention est versé après validation par la collectivité des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3 Conditions de versement : Les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la collectivité, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.
En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la collectivité se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 321 » (« service commun sport ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : ASSOC. CERCLE D'ESCRIME PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : crédit agricole
Code banque : 19106 / Code guichet : 00684
Numéro de compte : 43647005358 / Clé RIB : 75

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois de la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après établis :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le Président de l'Association ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

7-1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7-2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7-3 L'Association déclare respecter les principes et valeurs de la Charte d'engagements réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

8-1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8-2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8-3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9-1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation des missions d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9-2 L'Association s'engage à fournir, au moins deux mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9-3 L'administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, concernant la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 : MODIFICATION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait à Grasse, le : **/04/2026

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président,

Jérome VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association «Cercle d'Escrime du Pays de Grasse»

Pascal LADEVEZE

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXES

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Projet 1 : « Accueil de tous les publics désirant découvrir ou pratiquer l'escrime »

Charges du projet	Subvention de la CAPG	Somme des financements publics (affectés au projet)
190 500 EUR	76 700 EUR	118 000 EUR

a) Objectif(s) :

- L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :
- Intervenir dans les écoles primaires de grasse (20h/hebdo).
- Participer à la programmation de l'activité scolaire avec le service des sports de la CAPG, de GRASSE, ainsi que l'Education Nationale
- Développer la pratique de l'escrime pour les enfants du territoire,
- Mettre en place des parcours éducatifs complets de l'initiation à la compétition,
- Permettre aux jeunes d'accéder à la compétition,
- Organisation d'une compétition sur la saison en fonction du calendrier fédéral,
- Continuité du projet « Cancer du sein »,
- Développement du Handi- Sport : aller vers une reconnaissance de la fédération,
- Développer l'antenne sportive du club notamment sur le val de Siagne ainsi qu'en fonction des possibilités sur Saint-Vallier de Thiey et le haut pays grassois.
- L'association Cercle d'Escrime du Pays de Grasse propose différentes activités en direction de l'ensemble des habitants du territoire et notamment au sein des écoles primaires de grasse à raison de 20h/hebdo, au sein de l'école d'escrime, ainsi que des actions telles que la pratique de la compétition, l'action cancer du sein et des animations éducatives autour de l'escrime.
- L'association s'engage également à développer l'activité escrime sur l'ensemble du territoire de la CAPG sur les temps péris et extra-scolaires.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Des temps de retours, d'évaluation et d'échanges seront également programmés avec le maître d'armes du club, notamment concernant son temps mis à disposition dans les différentes écoles.

b) Public(s) visé(s) : Accueillir les enfants de l'ensemble du territoire,

c) Localisation : territoire de la CAPG.

d) Moyens mis en œuvre : la salle d'armes située rue Martine Carol à 06130 GRASSE. Cet équipement est dans sa totalité mis à disposition de l'association en dehors des heures d'utilisation par les scolaires ou d'autres services de la CAPG.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE II : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'Association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

OBJECTIFS	INDICATEURS
Maintenir le nombre de licenciés	- Nbre de licenciés par catégorie. - Répartition des licenciés sur le territoire
Assurer un encadrement optimal de l'activité	- Qualification des intervenants - Nbre d'intervenants par catégorie
Engager les différentes catégories sur des rencontres/championnat/compétitions	- Nbre de rencontres - Nbre rencontres organisées - Nbre de compétitions - Nbre compétitions organisés

Indicateurs qualitatifs :

Résultats des différentes catégories par rencontre ;
- Moyens mis à disposition des parents pour réaliser les inscriptions ;
- Moyens mis en place pour le transport des enfants lors des déplacements ;
- Horaires d'entraînements proposés aux différentes catégories et lieux ;
- Présence à différents forums d'associations ;
- Information envers le public (site, mailing, réseaux sociaux, etc.).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE III : BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET
Année ou exercice 2026

Projet n° unique

6. Budget[5] du projet

Année 25/26 *ou exercice du* 10/09/20 *au* 06/07/202

Budget supplémentaire projet pluriannuel

Suppression du budget projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	12000
Achats matières et fournitures	16500	73 - Concours publics	
Autres fournitures	50000	74 - Subventions d'exploitation[2]	118000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		FDVA	6000
Locations			
Entretien et réparation	2000		
Assurance	2000	Conseil-s Régional(aux) :	20000
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	12000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	26500		
Publicité, publication	2000		
Déplacements, missions	35000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	80000
Services bancaires, autres	1000		
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	27000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	20000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	8500	75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	46500
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	2000
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	12000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	190500	TOTAL DES PRODUITS	190500

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de 80000 **€, objet de la présente demande représente** 41,99 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_091-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_092-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_092 : Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante - Attribution de subvention 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_092-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_092
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Programmation du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le domaine de la vie étudiante.
-
Attribution de subvention 2026

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de soutien au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, et plus particulièrement en faveur de la vie étudiante, il est proposé de mettre en œuvre des actions de coordination à destination du public étudiant.

Les étudiants de Grasse Campus ont créé le Bureau Des Etudiants Inter-Ecoles « SYNERGY GC » afin d'organiser des événements et manifestations pour soutenir la vie étudiante en Pays de Grasse. Dans ce cadre, l'association doit se doter de ressources matérielles afin de générer des recettes et de mener à bien des projets.

Afin de contribuer et de soutenir la population estudiantine, il est proposé au titre de la programmation du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'attribuer la subvention suivante :
- **SYNERGY GC : 3 000€**

Le montant total de la subvention s'élève à 3 000 €.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_092-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en faveur de la vie étudiante exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la communauté d'agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir un projet pour un montant total de 3 000 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. L'association « SYNERGY GC » : 3 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 18 rue de l'Ancien Palais de Justice 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 938 663 705 00011 et

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_092-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

représentée par sa Présidente Madame BRIFFOD Pauline, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Cette association a pour objet de promouvoir et d'organiser des activités et évènements destinés à améliorer la vie étudiante, favoriser les échanges culturels, sportifs et sociaux au sein de l'établissement territorial Grasse Campus où elle est basée.

- Intitulé et description du projet : SYNERGY Campus est un projet initié par l'association SYNERGY GC visant à dynamiser la vie étudiante et à renforcer les liens entre étudiants et habitants du pays de Grasse. L'objectif est d'organiser une série d'événements culturels sportifs et solidaires favorisant les échanges intergénérationnels et interculturels tout en valorisant l'engagement des jeunes dans la vie locale. L'organisation d'événements destinés à la vie étudiante : événements culturels, soirées étudiantes, événements sportifs (tournois, défis inter promotions et inter école) … et également l'aménagement d'un espace polyvalent au sein du campus. Il sera composé d'un espace sportif permettant la pratique d'activités physiques accessible à tous les étudiants et d'un espace détente équipé d'un babyfoot, d'un canapé et de mobilier convivial. Cet espace aura pour vocation de favoriser le bien-être des étudiants, de renforcer la cohésion entre les promotions, et de proposer une alternative saine et inclusive aux temps de pause. Indicateurs de réalisation : nombre de visiteurs à la salle de sport, nombre d'événements réalisés ainsi que le nombre de visiteurs par événement.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

— **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention au bénéficiaire suivant :
« SYNERGY GC » : 3 000 € ;

— **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_093 : Délégation des aides à la pierre - Conventions de délégation de compétence des aides à la pierre et de gestion des aides à l'habitat privé Etat et Anah - Avenants de gestion pour l'année 2026 - Approbation et autorisation de signature

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_093
RAPPORTEUR : Monsieur LE Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Délégation des aides à la pierre
-
Conventions de délégation de compétence des aides à la pierre et de gestion des aides à l'habitat privé Etat et Anah
Avenants de gestion pour l'année 2026 - Approbation et autorisation de signature

SYNTHESE

Par conventions signées le 17 décembre 2020, l'Etat et l'Anah ont délégué à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, pour 6 ans, la programmation et la gestion des crédits dédiés au financement du logement social et de l'habitat privé. Dès lors, il convient de conclure les avenants annuels de gestion, pour l'année 2026, afin de préciser les objectifs quantitatifs et les enveloppes déléguées pour le financement du parc social, sur fonds de l'Etat et pour la gestion des aides à l'habitat privé, sur fonds de l'Anah.

Monsieur le Présidente expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les conventions de délégation de compétence 2021-2026, établies entre l'Etat, l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, signées le 17 décembre 2020 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2025-2030 approuvé par le conseil communautaire du 11 décembre 2025 ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 3 avril 2026 sur la répartition des crédits pour l'année 2026 ;

Vu le projet d'avenant n°8 pour l'année 2026 à la convention Etat-EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre, annexé à la présente délibération ;

Vu le projet d'avenant n°6 pour l'année 2026 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé, établie entre l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, annexé à la présente délibération ;

Considérant la prise de délégation des aides à la pierre, depuis le 1er janvier 2021, formalisée par convention par laquelle l'Etat et l'Anah ont délégué à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la gestion des crédits destinés au financement du parc social et de l'amélioration de l'habitat privé. Dans ce cadre, et conformément à l'article III-1 de la convention cadre des aides à la pierre, le démarrage de l'année de gestion est conditionné par la signature des avenants annuels de gestion ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant les bilans établis pour l'année 2025, des crédits de l'Etat et de l'Anah mobilisés pour le parc social et pour l'amélioration du parc privé :

- Bilan des crédits mobilisés pour le parc public sur enveloppe déléguée de l'Etat

En 2025, la CA du Pays de Grasse a agréé 12 programmes pour le compte de l'Etat, représentant un total de 225 logements sociaux (57 PLUS, 152 PLAI - dont 19 PLAI-Adaptés - et 16 PLS), soit **98 % de l'objectif prévisionnel** figurant dans l'avenant de gestion n°6 pour l'année 2025.

Pour ces programmes agréés, l'engagement financier de l'Etat s'est élevé à **2 486 500 €**. En outre, la CAPG a mobilisé des moyens supplémentaires sur fonds propres à hauteur de **1 389 000 €**.

- Bilan des crédits mobilisés pour le parc privé sur enveloppe déléguée de l'Anah

En 2025, 91 dossiers, représentant 452 logements, ont été agréés par la CA du Pays de Grasse pour le compte de l'Anah, soit **229 % de l'objectif prévisionnel** figurant dans l'avenant de gestion n°5, dont 81 logements de propriétaires occupants, 14 de propriétaires bailleurs et 357 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires. Pour ces dossiers, l'engagement financier de l'Anah s'est élevé à **8 274 628 €** . Ont également contribué au financement de ces travaux, la CAPG à hauteur de **273 748 €** et la Région PACA à hauteur de 109 125 €.
De plus, pour l'année 2025, l'Anah a participé au financement de l'ingénierie OPAH, OPAH RU, du SPRH ainsi qu'au financement du poste de chef de projet Cœur de Ville à hauteur de 341 224 €.
Au total, l'engagement financier de l'Anah, pour l'aide aux travaux et ingénierie, s'est élevé à **8 615 852 €** €.

Considérant la nécessité de conclure annuellement des avenants de gestion, ayant pour objet de préciser les obligations réciproques de chacune des parties, les objectifs quantitatifs prévisionnels pour l'année, de fixer les modalités financières en distinguant l'enveloppe déléguée par l'Etat pour le parc public, par l'Anah pour le parc privé, et les interventions financières du délégataire lui-même ;

Considérant la répartition des crédits de l'Etat (FNAP) et de l'Anah à l'échelle régionale, arrêtée par le CRHH du 13 mars 2026, il convient dès lors d'actualiser les objectifs et les enveloppes déléguées sur le territoire de la CAPG par la conclusion d'avenants pour la sixième année de gestion 2026 ;

Considérant que l'avenant n°8 pour l'année 2026 à la convention ETAT–EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre, précise notamment :

- Dans son article A1, l'objectif prévisionnel annuel est fixé à 230 logements dont :
  - 85 logements financés en PLUS ;
  - 76 en PLAI dont 6 en PLAI adaptés ;
  - 69 PLS.

- Dans son article A2, l'objectif prévisionnel annuel de l'Anah est fixé à 67 logements dont :
  - 56 logements de propriétaires occupants dont 3 logements indignes ou très dégradés, 14 logements pour la lutte contre la précarité énergétique et 39 logements pour l'autonomie de la personne ;
  - 11 logements de propriétaires bailleurs.

- Dans son article B, l'avenant de gestion n°8 fixe, pour l'année 2026 :
  - les enveloppes prévisionnelles de droits à engagement à :
    760 000.00 € au titre du parc locatif social FNAP 1-2-000479 ;
    120 000.00 € au titre des PLAI adaptés – FNAP 1-2-00480 ;
    1 553 597 € au titre de l'ANAH.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- et les interventions propres de l'EPCI, prévues au budget 2026 à hauteur de 1 490 000.00 €, dont :
  1 000 000.00 € pour le logement locatif social ;
  490 000 € pour l'habitat privé – aide aux travaux et ingénierie (après déduction subvention d'ingénierie de l'Anah).

Considérant que l'avenant n°6 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé (gestion des aides par le délégataire - instruction et paiement), établi avec l'Anah, apporte des précisions complémentaires ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le projet d'avenant n°8 à la convention Etat-EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre, établie entre l'Etat et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, annexé à la présente délibération ;
- **D'APPROUVER** le projet d'avenant n°6 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé (gestion des aides par le délégataire-instruction et paiement), établi entre l'Anah et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, annexé à la présente délibération ;
- **DE MOBILISER** les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des objectifs de l'année de gestion 2026 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ces avenants ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026
Vu pour être annexée à la délibération n°DL2026_093

PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

Avenant n°8 pour l'année 2026 à la convention ETAT – EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre

Le présent avenant est établi entre :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président,

et

L'État, représenté par Laurent HOTTIAUX, Préfet du département des Alpes-Maritimes ;

Vu le Code la construction et de l'habitation (CCH), notamment l'article L.301-5-1 et L.302-5 et suivants ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2025-2030 approuvé par le conseil communautaire du 11 décembre 2025 ;

Vu la convention de délégation de compétence pour les aides à la pierre du 17 décembre 2020 conclue entre le délégataire et l'État en application du XIII de l'article 61 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 et ses avenants ;

Vu la convention État/Anah du 14 juillet 2010 modifiée relative au programme « rénovation thermique des logements privés » ;

Vu le décret n°2016-901 du 1er juillet 2016 portant création du Fond National des Aides à la Pierre (FNAP) ;

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 03 avril 2026 sur la répartition des crédits ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 mai 2026, autorisant la signature du présent avenant.

Il a été convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026
Vu pour être annexée à la délibération n°DL2026_093

A. LES OBJECTIFS QUANTITATIFS PREVISIONNELS POUR 2026

A.1 - Le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux

Les objectifs prévisionnels pour l'année 2026 sont les suivants :

La réalisation par construction neuve ou par acquisition-amélioration d'un objectif global de **230** logements locatifs sociaux dont :

- **76** logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)
  *dont **6** logements PLAI adaptés ;*
- **85** logements PLUS (prêt locatif à usage social) ;
- **69** logements PLS (prêt locatif social) ;

	PLAI	*dont PLAI adaptés*	PLUS	PLS	**Total LLS**	*dont logements étudiants*	*Dont Pensions de Famille*	*dont Résidences sociales*
Nombre de logements	76	*6*	85	69	**230**	*0*	*0*	*0*

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions des projets de renouvellement urbain conclues avec l'ANRU.

A.2 - La requalification du parc privé ancien, des copropriétés et la production d'une offre en logements à loyers maîtrisés

Les objectifs de l'Anah concernant la requalification du parc privé ancien, des copropriétés et la production d'une offre en logements à loyers maîtrisés pour 2026 sont les suivants :

- **56** logements de propriétaires occupants dont **3** logements indignes ou très dégradés, **14** logements pour la lutte contre la précarité énergétique et **39** logements pour l'autonomie de la personne ;
- **11** logements de propriétaires bailleurs.

	PO Logement Décent	PO MPR Parcours accompagné	PO MPA	Propriétaires Bailleurs	MPR COPRO (fragiles + saines)	Copropriétés en difficulté	Total
Nombre de logements	3	14	39	11	0	0	67

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

Un abondement de la réserve régionale et nationale pourra être mobilisé afin de couvrir les besoins supplémentaires en nombre de dossiers, en particulier pour les copropriétés dégradées, MaPrimeRénov' Copropriété, ainsi que pour les dépenses d'ingénierie.

B. MODALITES FINANCIERES POUR 2026

L'enveloppe prévisionnelle totale des droits à engagements 2026 est fixée à **2 433 597 €** soit 880 000€ pour le parc public et 1 553 597 € pour le parc privé.

B.1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat pour le parc locatif social

B.1.1) Enveloppes régionales réparties

Pour 2026, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement de l'État destinée au parc public est fixée à **880 000.00€.** Elle comprend :

- **760 000.00 €** au titre du parc locatif social (FNAP 479 hors MOUS) ;
- **120 000.00 €** au titre des PLAI adaptés (FNAP 480).

Pour 2026, l'État allouera au délégataire son enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- 60 % de la dotation prévisionnelle hors MOUS pour l'année à la signature du présent avenant ;
- le solde prévisionnel des droits à engagement sera délégué sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement au vu des perspectives de consommations qui seront communiquées à l'État au 15 septembre ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026
Vu pour être annexée à la délibération n°DL2026_093

En cas de dépassement des objectifs, une enveloppe de droits à engagement complémentaire pourra être allouée sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement et après avis du CRHH (redéploiement).

Pour la gestion de l'engagement juridique par l'État, le montant des reliquats 2025 (y compris annulations) s'élève à :

- **41 100** € au titre du parc locatif social (FNAP 479 hors MOUS) ;
- **0** € au titre des PLAI adaptés (FNAP 480).

B.1.2) Enveloppes régionales non réparties

Sur la ligne budgétaire FNAP 479 de l'offre nouvelle, des enveloppes complémentaires gérées au niveau régional pourront être subdéléguées au territoire de gestion sur les priorités suivantes :

- Financement de PLAI complémentaires et d'une partie du bonus « recyclage foncier » : **10 294 140 €** ;
- Bonus « recyclage foncier/transformation de bureaux en logements » : **5 452 606 €** ;
- Bonus « DPU » : 3 120 000 € (enveloppe destinée au financement des surcoûts des opérations issues de préemptions en communes carencées afin d'appuyer les préfets dans la mise en œuvre du droit de préemption urbain (DPU) repris dans les communes carencées. La subvention DPU ne se substitue pas aux aides classiques du FNAP mais vient en complément des aides attribuées (PLAI/PLUS le cas échéant). Les engagements seront réalisés au fur et à mesure des opérations identifiées après avis favorable de la DREAL).

B.2. Pour l'habitat privé

Pour 2026, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement est fixée à **1 553 597** € au titre de l'ANAH.

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L 321-1-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH) définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

B.3: Interventions propres du délégataire

Pour 2026, le montant des crédits qu'il affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élève à **1 490 000€** dont :

- **1 000 000.00** € pour le logement locatif social ;
- **490 000 €** pour l'habitat privé - aide aux travaux et ingénierie (après déduction subvention d'ingénierie de l'Anah).

C : REGLEMENTATION APPLICABLE AUX AIDES A LA PIERRE POUR LE PARC LOCATIF SOCIAL

En application des décrets n°2022-1256 et n°2022-1257 du 26 septembre 2022 :

Le montant des subventions accordées au titre de la délégation pour le compte de l'État ne peut excéder les plafonds suivant :

- 20 000 € par logement ;
- 60 000 € par logement pour les opérations mentionnées au II de l'article D.331-1 et adaptées aux besoins des ménages rencontrant des difficultés d'insertion particulières.

Toutefois, si une opération présente des surcoûts exceptionnels, le délégataire peut saisir le préfet de région pour demander une dérogation à ces montants, dans les limites :

- 5 000 € par logement ;
- 20 000 € par logement pour les opérations mentionnées au II de l'article D.331-1 et adaptées aux besoins des ménages rencontrant des difficultés d'insertion particulières.

Le président de l'EPCI adresse par courrier au préfet de Région une demande pour déroger aux forfaits plafonds pour une opération, en exposant les raisons conduisant à cette demande. Le préfet de département reçoit copie du courrier pour information et prise en compte pour le suivi de la DAP.

Le courrier est accompagné des pièces suivantes pour justifier de la demande :

- La présentation synthétique et technique de l'opération (localisation, coût prévisionnel, nature) ;
- Les éléments financiers permettant au préfet de région et ses services de juger de l'opportunité de la dérogation (plan de financement, compte d'exploitation prévisionnel avec le forfait plafond et avec le forfait dérogé).

Le préfet de région dispose de 15 jours à compter de la date de réception de la demande pour donner son avis par courrier, lequel est réputé défavorable en l'absence de réponse. Le préfet de département reçoit copie du courrier de réponse.

Le courrier d'accord du préfet de région est joint aux pièces du dossier d'instruction.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026
Vu pour être annexée à la délibération n°DL2026_093

D : LE SYSTEME D'INFORMATION DES AIDES A LA PIERRE (SIAP) POUR LE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL

L'Etat met à disposition du délégataire le logiciel d'aide à l'instruction des dossiers (SIAP), qui assure la transmission automatique des données pour les dossiers instruits par ce moyen.

Le délégataire doit se former à l'outil des aides à la pierre mis à disposition par l'État et identifier un formateur relais, ayant pour mission de former les autres agents de la collectivité délégataire.

Le délégataire peut néanmoins choisir de s'équiper de son propre logiciel d'instruction. Il s'engage alors à ce que son logiciel prenne en charge la transmission automatique des données, à les téléverser en continu dans le SIAP et à répercuter toutes les modifications que l'Etat aura jugé utile d'effectuer. Dans ce cas, l'Etat s'engage à prévenir le délégataire dans des délais raisonnables et, si besoin, d'instaurer une période transitoire pour la mise aux normes de la transmission.

Le délégataire identifie un référent technique (c'est-à-dire un contact privilégié sur les sujets SI, a priori l'administrateur SIAP pour sa structure dans le cadre de la gestion déléguée des habilitations) et un référent pilote de la délégation (chef de service habitat, DGS) ;
- SUARD Nathalie est désignée en tant que référent technique,
- VANDEN ABEELE Claire est désignée en tant que référent pilote de la délégation,

De plus, les données de suivi liées aux décisions de financement doivent être transmises en continu au système d'informations.
Le délégataire s'engage à renseigner également le système d'information sur les mises en chantier (numéro du permis de construire), les mises en service (numéro de la convention APL) et les crédits de paiement versés pour chaque opération (date et montant).

L'Etat met également à disposition des partenaires locaux dans le SIAP, un télé-service (portail internet) permettant aux maîtres d'ouvrages de déposer une demande d'agrément et/ou d'aide à la pierre directement auprès des services responsables de la programmation.

Il permet de disposer de l'information la plus complète sur la vie d'une opération depuis sa conception jusqu'à la livraison, d'assurer un suivi des dossiers optimisé, de simplifier et uniformiser le partage des informations entre acteurs locaux, d'enrichir et permettre une meilleure connaissance des besoins en financements.

E : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention de délégation de compétence continuent de s'appliquer pour l'année 2026.

F : Publication

Le présent avenant fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Fait à …, le

LE PRESIDENT
DE LA CA DU PAYS DE GRASSE,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

LE PREFET
DES ALPES-MARITIMES,

Laurent HOTTIAUX

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avenant n°6 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé (gestion des aides par le délégataire - instruction et paiement)

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,** représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président,

et

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par Monsieur Laurent HOTTIAUX, Préfet du Département des Alpes-Maritimes, délégué de l'Anah dans le département,

Vu la convention État-EPCI de délégation des aides à la pierre 2021-2026 en date du 17 décembre 2020 ;

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah en date du 17 décembre 2020 ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 3 avril 2026 sur la répartition des crédits ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 mai 2026 approuvant l'avenant n°8 cadre établi avec l'Etat et l'Anah, et l'avenant n°6 pour la gestion des aides à l'habitat privé conclu avec l'Anah ;

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région en date du ….

Il a été convenu ce qui suit :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu pour être annexé à la délibération n°DL2026_093A2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

A - OBJET DE L'AVENANT

Cet avenant a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties concernant les modifications apportées à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 17/12/2020 susvisée.

Ces modifications portent sur les objectifs quantitatifs, les modalités financières pour l'année 2026 et sur l'ensemble de la convention.

B - OBJECTIFS POUR L'ANNEE EN COURS

Sur la base des objectifs figurant au titre I de la convention de délégation de compétence, il est prévu, pour l'année 2026, la réhabilitation d'environ **67 logements privés** en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

56 logements de propriétaires occupants,
11 logements de propriétaires bailleurs,
0 logement ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La mise à jour de la déclinaison annuelle des objectifs et la répartition par type d'intervention figure en annexe 1 (objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord).

C - MODALITES FINANCIERES

1. Montant des droits à engagement mis à disposition du délégataire par l'Anah

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe prévisionnelle des droits à engagement Anah destinée au parc privé est fixée à 1 553 597 € (travaux et ingénierie).

Un abondement de la dotation par la réserve régionale pourra être sollicité pour financer les dossiers de copropriétés dégradées, MPR copro et les dépenses d'ingénierie

2. Aides propres du délégataire

Pour l'année d'application du présent avenant, le montant des crédits que le délégataire affecte sur son budget propre à l'habitat privé s'élève à 490 000 € aide aux travaux et ingénierie (après déduction subvention d'ingénierie de l'Anah).

D - Modifications apportées en 2026 à la convention de gestion

Sans objet

LE PRESIDENT
DE LA CA DU PAYS DE GRASSE,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

LE PREFET
DES ALPES-MARITIMES,

Laurent HOTTIAUX

ANNEXE 1 Objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord

	2021		2022		2023		2024		2025		2026		TOTAL	
	Prévu	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé	Prévu	Financé
PARC PRIVE														
Logements de propriétaires occupants :	**38**	**72**	**58**	89	**83**	77	**96**	**73**	**83**	**81**	**56**			
• dont logements indignes et très dégradés	1	0	1	1	2	0	1	1	2	2	3			
• dont travaux d'amélioration de la performance énergétique ou de sortie de précarité énergétique	16	44	28	39	33	41	37	22	28	25	14			
• dont aide pour l'autonomie de la personne	21	28	29	49	48	36	58	50	53	54	39			
Logements de propriétaires bailleurs	**2**	**12**	**3**	2	**11**	10	**1**	2	**9**	**5**	**11**			
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires en difficulté	**0**	**0**	**15**	0	**12**	0	**0**	0	**0**	27	0			
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires fragiles	**21**	**0**	**4**	0	**10**	0	**0**	0	**105**	330	0			
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires (autres copropriétés)	**0**	**0**	**4**	0	**0**	69	**31**	0	**0**	0	0			
Total des logements Habiter Mieux:	**39**	**56**												
• *dont PO*	*17*	*44*												
• *dont PB*	*1*	*12*												
• *dont logements traités dans le cadre d'aides aux SDC*	*21*	*0*												
Total droits à engagements ANAH (yc ingénierie)	547 794 €	1 036 143 €	657 944 € (98 828 € mobilisable en réserve régionale)	994 364 €	1 099 094 €	1 434 584 €	1 864 848 €	1 416 289 €	3 315 543 €	5 615 852 €	1 553 597 €			
Total droits à engagements délégataire (aides propres, yc ingénierie)	399 667 €(1)	394 239 €	399 667€ (1)	312 473 €	295 400 €(2)	253 970 €(2)	335 150 € (2)		335 150 € (2)	417 198 €	490 000 € (2)			

(1) avant subvention ingénierie Anah | (2) après subvention ingénierie Anah

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 2

Règles particulières de recevabilité et conditions d'octroi des aides de l'Anah et des aides attribuées sur budget propre du délégataire gérées par l'Anah

1 – Aides sur crédits délégués Anah (règles particulières prévues à l'article R. 321-21-1 du CCH)

Propriétaires Occupants						
		Plafond national (HT)	Plafond adapté	Taux national	Taux adapté	Observations
Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé	Atteinte de la classe « E » minimale après travaux	70 000 €	S/O	80 % très modestes	S/O	S/O
				60 % modestes	S/O	S/O
	Non-atteinte de la classe « E » minimale après travaux	50 000 €	S/O	50 % très modestes et modestes	S/O	S/O
					S/O	S/O
Travaux de rénovation énergétique MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	Gain de deux classes	30 000 €	S/O	80 % très modestes et 60 % modestes	S/O	S/O
	Gain de trois classes	40 000 €	S/O			
Travaux d'accessibilité ou d'adaptation		22 000 €		70 % très modestes		S/O
				50 % modestes		
Autres travaux		20 000 €		35 % très modestes		S/O
				20 % modestes		S/O

Propriétaires bailleurs					
	Plafond national	**Plafond adapté**	**Taux national**	**Taux adapté**	**Observations**
Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	1 000 €/m²	S/O	35%	S/O	S/O
Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	750 €/m²	S/O	35%	S/O	S/O
Travaux pour l'autonomie de la personne			35 %	S/O	S/O
Travaux pour réhabiliter un logement moyennement dégradé			25 %	S/O	S/O
Travaux de rénovation énergétique globale			25 %	S/O	S/O
Travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle de décence			25 %	S/O	S/O
Travaux de transformation d'usage			25 %	S/O	S/O

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_093-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

2 – Aides attribuées sur budget propre du délégataire

Propriétaires Occupants				
Type de bénéficiaire	**Critères de recevabilité** Conditions de ressources	**Nature de l'intervention** *(particulière ou spécifique)*	**Éléments de calcul de l'aide** *(taux, plafond, subvention, forfait, prime)*	**Observations** *(Suivi budgétaire particulier)*
Propriétaires Occupants	Modestes et Très Modestes	Travaux lourds : LHI - LTD	15 % Plafond d'aide : 7000 €	-
Propriétaires Occupants	Modestes et Très Modestes	Travaux d'autonomie	30 % Plafond d'aide : 4000 €	-
Propriétaires Occupants	Modestes et Très Modestes	Travaux d'économie d'énergie	10 % Plafond d'aide : 2500 €	-

Propriétaires Bailleurs				
Type de bénéficiaire	**Critères de recevabilité** Conditions de ressources	**Nature de l'intervention** *(particulière ou spécifique)*	**Éléments de calcul de l'aide** *(taux, plafond, subvention, forfait, prime)*	**Observations** *(Suivi budgétaire particulier)*
Propriétaires Bailleurs	Logement conventionné Loc 2 et Loc 3 (et Loc 1 sous conditions)	Travaux lourds : LHI - LTD	25 % Plafond d'aide : 8000 €	-
Propriétaires Bailleurs	Logement conventionné Loc 2 et Loc 3 (et Loc 1 sous conditions)	Travaux logements dégradés	20 % Plafond d'aide : 5000 €	-
Propriétaires Bailleurs	Logement conventionné Loc 2 et Loc 3 (et Loc 1 sous conditions)	Travaux d'économie d'énergie	20 % Plafond d'aide : 5000 €	-
Propriétaires Bailleurs	Logement conventionné Loc 2 et Loc 3 (et Loc 1 sous conditions)	Travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle de décence	10 % Plafond d'aide : 1000 €	

Copropriétés				
Type de bénéficiaire	**Critères de recevabilité** Conditions de ressources	**Nature de l'intervention** *(particulière ou spécifique)*	**Éléments de calcul de l'aide** *(taux, plafond, subvention, forfait, prime)*	**Observations** *(Suivi budgétaire particulier)*
Copropriétés	Copropriétés dégradés	Sécurisation des parties communes	10 % Plafond d'aide : 7000 €	-
Copropriétés	Copropriétés dégradés	Projet global	10 % Plafond d'aide : 16 000 €	-
Copropriétés	Copropriétés dégradés	Parties communes très dégradées	10 % Plafond d'aide : 24 000 €	-
Copropriétés	Copropriétés fragiles ou saines	Ma Prime Rénov' Copro	10 % Plafond d'aide : 10 000 €	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_094-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_094 : Désignation des représentants au sein du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_094-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_094
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Désignation des représentants au sein du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06)

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est membre du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06), structure essentielle pour la coordination des acteurs locaux en matière d'hébergement et d'insertion des personnes en difficulté. Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation des représentants de la CAPG au sein du groupement.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Vu les statuts du Groupement Système Intégré d'Accueil et d'Orientation des Alpes-Maritimes (SIAO 06), définissant les modalités de désignation des représentants des collectivités membres ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est membre du SIAO 06 et doit y désigner ses représentants pour assurer sa participation active aux travaux du groupement ;

Considérant que le renouvellement du conseil communautaire suite aux élections municipales et intercommunales de 2026 nécessite une mise à jour des désignations des représentants au sein des instances extérieures, conformément aux pratiques démocratiques et administratives ;

Considérant l'importance de garantir une représentation continue et efficace de la CAPG au sein du SIAO 06, afin de contribuer aux politiques locales d'accueil et d'orientation des publics en situation de précarité ;

Considérant le renouvellement du conseil communautaire nécessitant de désigner deux représentant(e)s pour siéger au sein des instances de gouvernance du Groupement SIAO 06, conformément aux statuts ;

Il est proposé de désigner deux représentants pour siéger au sein des instances de gouvernance du Groupement SIAO 06 :

- Marie-Louise GOURDON
- Jérôme VIAUD

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_094-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ne prend pas part au vote et quitte la salle : Marie GIACCONE.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** Marie-Louise GOURDON et Monsieur le Président, Jérôme VIAUD, pour siéger au sein des instances de gouvernance du Groupement SIAO 06 ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_094-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_095-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_095 : Désignation des représentants au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_095-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_095
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Désignation des représentants au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06)

SYNTHESE

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) est un acteur important dans l'accompagnement des particuliers et des professionnels sur les questions juridiques, financières et fiscales liées au logement. Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation d'un représentant au sein de l'ADIL 06, afin de participer activement à sa gouvernance.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'article L.366-1 du code de la construction et de l'habitation, qui reconnaît le rôle des ADIL dans l'information et le conseil en matière de logement ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Vu les statuts de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06), régie par la loi du 1er juillet 1901 ;

Considérant la mission d'intérêt général en matière d'information et de conseil sur le logement, assurée par l'ADIL 06, contribuant ainsi à la prévention des litiges, des impayés et des expulsions et à l'amélioration des conditions d'habiter ;

Considérant que la CAPG, dans le cadre de sa politique de l'habitat, confirme son implication dans la gouvernance de l'ADIL 06 afin d'y porter les spécificités et les enjeux du territoire communautaire ;

Considérant le renouvellement du conseil communautaire, il est nécessaire de désigner un(e) représentant(e) pour siéger au sein des instances de gouvernance de l'ADIL 06 ;

Il est proposé de désigner :

- Marie-Louise GOURDON

pour représenter la CAPG au sein des instances de gouvernance de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_095-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** Marie-Louise GOURDON pour siéger au sein des instances de gouvernance de l'ADIL06 ;
- **D'AUTORISER** le Président est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_095-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_096 : Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) – Attribution d'une subvention pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_096
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

HABITAT ET LOGEMENT

Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) – Attribution d'une subvention pour l'année 2026

SYNTHESE

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) est un partenaire important de la communauté d'agglomération dans la conduite de la politique locale de l'habitat menée sur le territoire du Pays de Grasse. L'ADIL 06 assure en effet des missions d'information et d'accompagnement auprès des particuliers et tient, à cet égard, des permanences à Grasse, à Mouans-Sartoux, à Peymeinade, et par visio-conférence avec la Maison du Département de Saint-Vallier-de-Thiey. Elle peut en outre être mobilisée pour des actions d'appui et de conseil juridique auprès des professionnels et des élus. Il est proposé de pérenniser son action sur le territoire communautaire en lui attribuant une subvention de 10 000 € sur l'exercice 2026.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget primitif 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) est un acteur essentiel dans l'accompagnement des particuliers et des professionnels sur les questions juridiques, financières et fiscales liées au logement. Créée en 1984 et agréée par l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL), elle exerce une mission d'intérêt général reconnue par l'État et les collectivités territoriales, conformément aux dispositions de l'article L.366-1 du code de la construction et de l'habitation.

Aussi, soucieuse de garantir un service public de qualité et de proximité en matière de logement et d'habitat, la Communauté d'agglomération affirme son engagement en faveur de l'accompagnement des habitants du territoire, à travers une information neutre, accessible et adaptée à chaque situation. À ce titre, elle soutient depuis plus de dix ans l'ADIL 06, acteur reconnu pour son expertise et son rôle essentiel en matière de conseil et d'orientation des publics.

Considérant que l'ADIL 06 s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ses missions ;

Considérant la mission d'intérêt général en matière d'information et de conseil sur le logement, contribuant ainsi à la prévention des litiges, des impayés et des expulsions ;

Considérant la demande de subvention pour 2026 formulée par l'ADIL06 ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'agglomération attribuée à ce projet n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- la vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût des missions.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant que la présente délibération prévoit de soutenir les actions de l'ADIL06 sur le territoire du Pays de Grasse pour un montant total de 10 000 € ;

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € à **l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) :**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Nice (06000), 5 rue du Congrès, identifiée au Répertoire National des Associations (RNA) Sous le n° W062000396 et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Dominique ESTROSI-SASSONE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social et missions de l'association : informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat ; cette information, reposant sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite ; elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles ; viser à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permettre aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant ; le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible ; assurer au bénéfice de ses membres des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité ; contribuer à la collecte et à l'exploitation des données de l'ensemble du réseau des associations départementales, coordonnées par l'association nationale pour l'information sur le logement.

Modalités de mise en œuvre :
permanences téléphoniques,
permanences bimensuelles à Grasse, au siège de la CAPG,
permanences mensuelles à Mouans-Sartoux,
permanences mensuelles à Peymeinade,
et par visio-conférence avec la Maison du Département de Saint-Vallier-de-Thiey.

Indicateurs de réalisation : bilan annuel à établir.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes (ADIL 06) de 10 000 € pour l'année 2026 ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026 au chapitre 65, nature 6574 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la mission qui serait la suite de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_096-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_097_1-DE
Reçu le 09/06/2026
Publié le 09/06/2026

pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_097 : Acquisition foncière dans le cadre de la réalisation d'un dépôt-bus

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_097_1-DE
Reçu le 09/06/2026
Publié le 09/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_097
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
FONCIER	
Acquisition foncière dans le cadre de la réalisation d'un dépôt-bus	

SYNTHESE

Dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public 2023-2032 relatif à l'exploitation du réseau de transports urbains, il est prévu la réalisation d'un dépôt bus sur un tènement foncier sis au N°300 route de Cannes, à Grasse, propriété de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG). Cet équipement a vocation à accueillir les véhicules affectés au réseau urbain et scolaire.

Toutefois, dans le cadre des études pré-opérationnelles à la construction de l'équipement, plusieurs contraintes ont été identifiées rendant techniquement inadapté le stationnement de l'ensemble des véhicules urbains et scolaires sur le dépôt implanté sur ce seul ténement.

Dans ce contexte, il est proposé d'acquérir auprès de la société AUCHAN Hypermarché, les parcelles situées au N°298 route de Cannes à Grasse, cadastrées section DV n° 361, 362, 462 et 582, d'une surface de 2731 m², pour un montant de 400.000 € hors frais d'enregistrement et de publicité.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique et d'organisation de la mobilité ;

Vu l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au transfert de compétence des communes la composant ;

Vu l'article L. 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables ;

Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 66 définissant les compétences exercées de plein droit par les Communautés d'agglomération en lieu et place des communes ;

Vu la loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 2 décembre 2019 ;

Vu l'article 4 des statuts de la Communauté d'agglomération relatif à la compétence en matière d'aménagement de l'espace communautaire et notamment de l'organisation de la mobilité ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_097_1-DE
Reçu le 09/06/2026
Publié le 09/06/2026

Vu le décret n° 2016-1234 du 19 septembre 2016 du conseil communautaire sur la Charte de l'évaluation du Domaine, relatif à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat sur les projets d'acquisition poursuivis par les collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2019_115 du 28 juin 2019 approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse » ;

Vu le courrier valant offre d'achat en date du 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis des Domaines en date du 4 mars 2026 ;

Considérant que dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public 2023-2032 relatif à l'exploitation du réseau de transports urbains, il est prévu la réalisation d'un dépôt bus sur les parcelles DV0355, DV0356, DV0357, DV0358, DV0359 ET DV0360, sises au N°300 Route de Cannes à Grasse, appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Considérant que plusieurs contraintes majeures ont été identifiées lors des études visant à construire ce dépôt, et notamment la nécessité de créer des bassins de rétentions des eaux pluviales dont l'importance réduis la surface utile au projet et que les emprises envisagées par le projet de Bus à Haut Niveau de Service impactent également ces mêmes parcelles ;

Considérant que l'augmentation du parc de véhicules urbains et scolaires, le porte désormais à 96 véhicules ;

Considérant que ces éléments rendent techniquement impossible et opérationnellement inadapté le stationnement de l'ensemble des véhicules urbains et scolaires sur le seul dépôt implanté sur le ténement prévu initialement ;

Considérant que pour garantir le bon fonctionnement du réseau, et assurer le stationnement des véhicules dédiés aux services scolaires, il apparaît nécessaire d'acquérir les parcelles DV0361, DV0362, DV0462 et DV0582 situées au 298 Route de Cannes à Grasse, d'une superficie totale de 2 731 m² et qui jouxtent la propriété de la CAPG. Cet espace permettra la réalisation d'un aménagement complémentaire de surface, spécifiquement destiné au stationnement des cars scolaires.
L'acquisition de ce foncier constitue ainsi une condition indispensable pour :

- assurer la continuité et la qualité du service public de transport ;
- répondre aux besoins croissants du réseau urbain et scolaire ;
- anticiper les évolutions futures du réseau et des projets structurants du territoire. »

Considérant que cette opération d'intérêt communautaire permettra à la CAPG d'obtenir la surface nécessaire pour implanter son dépôt de bus et les stationnements afférents ;

Considérant que la société Auchan Hypermarché a accepté l'offre faite par courrier par la CAPG en date du 25 juillet 2025, et qui s'élève à 400 000 € TTC ;

Il est donc proposé d'acquérir ces parcelles au prix de 400 000 € TTC (quatre-cent-milles-euros), hors frais d'enregistrement et de publicité foncière ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès de la société AUCHAN HYPERMARCHE, des parcelles cadastrées section DV n°0361,0362, 0462 et 0582 d'une surface totale de 2 731 m², sises 298 route de Cannes à Grasse, et ce conformément au plan de situation joint moyennant le prix total de 400.000,00 euros TTC, ainsi que l'engagement de tous les frais et taxes afférentes ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_097_1-DE
Reçu le 09/06/2026
Publié le 09/06/2026

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant, à signer les actes à intervenir, qui seront passés en la forme authentique, à recevoir par l'office notarial sis à GRASSE (06130), 80 Avenue Frédéric Mistral, désigné pour cette acquisition ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant, à signer tout document connexe ou complémentaire nécessaire qui serait la suite de la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant, à payer le prix ainsi que les frais afférents à l'opération, et à solliciter, le cas échéant toute subvention.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_098 : Attribution de subventions aux associations environnementales pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_098
RAPPORTEUR : Marino CASSEZ	

ENVIRONNEMENT

Attribution de subventions aux associations environnementales pour l'année 2026

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur du développement durable mise en œuvre par le Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), a pour objectif la sensibilisation du public à la préservation de notre environnement.

Au titre de la programmation 2026, dans le cadre des compétences en éducation au développement durable de la CAPG, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (sensibilisation et recensement participatif des hirondelles du haut pays) : 5 000 €**
- **NATURABELHA (ateliers sur l'alimentation et la pollinisation) : 3 540 €**
- **PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE (4 balades nocturnes) : 1 000 €**
- **CPIE DES ILES DE LERINS (sensibilisation pour les scolaires au séisme et aux feux de forêt) : 4 000 €**

Le montant total des subventions s'élève à 13 540 € pour l'année 2026.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023_157 du 9 novembre 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n° DL2026_038 du 16 avril 2026 par laquelle le conseil communautaire a adopté le budget 2026 ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n° 12156*06 déposé par les associations ;

Vu l'avis favorable de la commission Environnement du 6 février 2026 ;

Considérant que les associations s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérées ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de développement durable en faveur de la sensibilisation du public exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

La présente délibération prévoit de soutenir 4 projets pour un montant total de 13 540 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. L'association « LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX PACA » : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 9 rue de Provence à Hyères, identifiée sous le n° SIRET 35032310100203, et représentée par sa Présidente Madame CASTAGNONI Danielle, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Objet social de l'association : Agir et favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité.

- Intitulé et description du projet : **Sensibilisation et recensement des hirondelles sur 13 communes de la CAPG (complément de l'étude 2025).**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

Le projet s'organise autour de deux axes complémentaires à l'échelle du territoire de la CAPG :
Axe 1 : sensibilisation
Il vise à informer les services instructeurs des communes et, lorsque possible, les entreprises de rénovation, afin de mieux prendre en compte la protection des hirondelles. Des supports pédagogiques, notamment l'exposition « Hirondelles et Martinets », seront mis à disposition.

Axe 2 : inventaires
Un travail d'inventaire sera mené sur 13 communes pour recenser les populations d'hirondelles (de fenêtre et rustique). Il comprend une recherche bibliographique, des observations de terrain, une analyse des données et l'identification des sites à forts enjeux de conservation.

- Modalités de mise en œuvre :
Le projet mobilise une équipe pluridisciplinaire (naturaliste, éducateur, coordinatrice, graphiste, équipes administratives), appuyée par des bénévoles et des volontaires. Des supports de communication (affiches, flyers, expositions) accompagneront les actions.

- Indicateurs de réalisation :
Des indicateurs permettront de mesurer les actions engagées : nombre de sessions et de personnes sensibilisées, sites concernés, communes prospectées, nids recensés, participation des habitants et production d'un rapport d'inventaire..

2. L'association « NATUR ABELHA » : 3 540 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 10 place du Tour/Office du tourisme à Saint Vallier de Thiey, identifiée sous le n° SIRET 80868912900019, et représentée par son Président Monsieur MARTIN Romain, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Sensibiliser les plus jeunes et les adultes, informer et organiser des évènements autour de l'abeille pour la protéger.

- Intitulé et description du projet : **Sensibilisation autour du monde des abeilles, de l'environnement et de l'alimentation.**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Atelier sur l'alimentation anti-gaspillage : En renforcement de l'accompagnement de la CAPG contre le gaspillage alimentaire auprès de deux écoles (18 classes).

- Modalités de mise en œuvre : Participation d'un animateur de l'association.

- Indicateurs de réalisation : Questionnaires de satisfaction auprès des structures.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

3. L'association « PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE » : 1 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 11 rue Sans Peur à Grasse, identifiée sous le n° SIRET 31952659600030, et représentée par son Président Monsieur LOLLMAN Dave, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Favoriser auprès du grand public l'intérêt, la pratique et la connaissance des sciences et des techniques.

- Intitulé et description du projet : **4 Balades nocturnes.**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

  - Faire découvrir au grand public le monde nocturne (faune et astronomie) via l'organisation de 4 balades nocturnes sur le territoire de la CAPG.

- Modalités de mise en œuvre :
  - Un médiateur scientifique en charge des animations et de la coordination du projet.
  - Outils scientifiques (jumelles, télescopes, amplificateurs de bruits, cartes d'identification, supports pédagogiques...).

- Indicateurs de réalisation : Questionnaires d'évaluation et décompte du nombre de participants.

4. L'association « CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT DES ILES DE LERINS ET PAYS D'AZUR » : 4 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 5 rue Mimont à Cannes, identifiée sous le n° SIRET 40069323000049, et représentée par son Président Monsieur DAGONNOT Pierre, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- Objet social de l'association : Education et sensibilisation de tous les publics à l'environnement.

- Intitulé et description du projet : **Séismes et feux de forêt : se protéger face aux risques naturels majeurs sur mon territoire.**

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

Le projet consiste à mettre en place un programme pédagogique dans 5 classes de collèges, composé de 3 séances de 2 heures, portant sur les risques naturels majeurs (séismes, feux de forêt, mouvements de terrain).
L'objectif est de développer chez les élèves une culture du risque, de leur apprendre à adopter des comportements responsables et de stimuler leur curiosité, leur esprit critique ainsi que leur autonomie dans la recherche d'information et le travail en groupe.
Les interventions s'appuient sur des supports variés et interactifs : cartes du territoire, DICRIM, photographies (notamment de la tempête Alex), posters, maquettes, jeux pédagogiques, kit d'urgence, ainsi que des outils numériques (quiz, vidéos, diaporamas) et un carnet individuel de suivi.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_098-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Modalités de mise en œuvre : (diaporamas, vidéos) et de mises en situation (études de cartes des risques et cartes géologiques du territoire, jeux et jeu de rôle, mallette pédagogique « La boîte à risques », maquettes) permettant de comprendre les phénomènes naturels majeurs.

- Indicateurs de réalisation :
  - Un temps d'échanges et de régulation entre l'éducateur CPIE et l'enseignant à la fin de chaque séance.
  - L'évaluation des acquis des collégiens sous forme ludique (quizz par équipe, jeux) à la fin de chaque de séance.
  - Une fiche d'évaluation sous la forme d'un formulaire en ligne transmis à l'enseignant à la fin du programme.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

— **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :

• LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX	5 000 €
• NATURABELHA	3 540 €
• PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE	1 000 €
• CPIE DES ILES DE LERINS	4 000 €

— **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_099 : Enquête publique unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), entre Grasse (PEM de la Gare SNCF) et Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) – Annule et remplace la DL2025_116 du 26 juin 2025 - Demande d'engagement des procédures et autres autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet de BHNS

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	**N°DL2026_099**
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Enquête publique unique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), entre Grasse (PEM de la Gare SNCF) et Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) – Annule et remplace la DL2025_116 du 26 juin 2025 **Demande d'engagement des procédures et autres autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet de BHNS**	

SYNTHESE

Par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Communautaire a approuvé le principe de l'enquête publique en vue de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant le projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Grasse à Mouans-Sartoux, porté par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
Le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP) n'ayant pas, à ce jour, été transmis aux services de l'État pour instruction, il est proposé de rapporter la délibération n° DL2025_116 du 26 juin 2025 afin de sécuriser juridiquement la procédure et de tenir compte de l'évolution du périmètre réglementaire.
Ces évolutions rendent nécessaire l'organisation d'une enquête publique unique, conformément aux articles L.123-1 et suivants du Code de l'environnement.
Il est donc proposé au Conseil Communautaire de solliciter, auprès de l'Etat, l'ouverture d'une enquête publique portant sur :

- **une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (PLU, SCoT) des communes concernées par le projet ;**
- **une autorisation environnementale ;**
- **une enquête parcellaire.**

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu le Code de l'expropriation notamment les articles L. 110-1 et R.112-1 et suivants relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique d'un projet ;

Vu le Code de l'expropriation notamment les articles L. 131-1 et R. 131-1 et suivants relatifs à l'enquête parcellaire ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment au titre des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la mise en compatibilité des PLU ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 123-1, L.123-2 et L.123-6 organisant le régime juridique de l'enquête publique unique ainsi que l'article L.181-10 relatif aux différents types de consultations prévues pour l'autorisation environnementale ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Vu la délibération n° DL2019-115 du 28 juin 2019du conseil communautaire du Pays de Grasse approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2021-066 du 1er avril 2021 du conseil communautaire du Pays de Grasse approuvant la candidature de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour son projet de Bus à Haut Niveau de Service entre la Gare SNCF de Grasse et le centre-ville de Mouans-Sartoux, dans le cadre de l'appel à projets relatif aux transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux (AAP TCSP) de l'Etat (Ministère chargé des Transports) ;

Vu la délibération n° DL2022-140 du 22 septembre 2022 du conseil communautaire du Pays de Grasse approuvant les modalités de concertation préalable relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2023-025 du 09 février 2023 du conseil communautaire du Pays de Grasse approuvant le bilan de la concertation préalable relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2024-167 du 19 septembre 2024 du conseil communautaire du Pays de Grasse, , approuvant les modalités de concertation continue relative au futur projet de Bus à Haut Niveau de Service (Bus Express) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2025-029 du 27 février 2025 du conseil communautaire du Pays de Grasse approuvant les modalités de concertation au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

Vu la délibération n° DL2025-029 du 27 février 2025 approuvant les modalités de concertation au titre de la Mise En Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU) relative au futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2025-114 du 26 juin 2025 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative au bilan de la concertation continue relative au projet de bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;

Vu la délibération n° DL2025-115 du 26 juin 2025 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative au bilan de la concertation au titre de la Mise en Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU) relative au projet de BHNS ;

Vu la délibération n° DL2025-116 du 26 juin 2025 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative à l'Enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) ;

Vu l'avis des Domaines du 8 avril 2026 portant sur l'estimation sommaire et globale, établie par la Direction Départementale des Finances Publiques, des biens à acquérir sur les communes de Grasse, Mouans-Sartoux et Mougins dans le cadre de la réalisation du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porte un projet structurant de mobilité durable consistant en la création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) permettant de relier la commune de Grasse (Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare SNCF) et la commune de Mouans-Sartoux (Jardins du MIP) ;

Considérant que ce projet de Bus à Haut Niveau de Service s'inscrit dans la stratégie de mobilité durable de la CAPG visant à :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Améliorer la desserte de proximité en transports en commun sur l'axe Grasse – Mouans-Sartoux par la fiabilisation des temps de parcours et l'augmentation des fréquences,
- Renforcer le maillage du réseau de bus existant et favoriser l'intermodalité et les interconnexions avec les réseaux TER, ZOU ! et Palm Bus,
- Créer des aménagements piétonniers et cyclables sur 100% de l'itinéraire,
- Réduire la saturation du trafic automobile et les émissions de gaz à effet de serre,
- Accompagner le développement urbain des communes concernées : Grasse, Mouans-Sartoux et Mougins.

Considérant que le coût prévisionnel du projet, hors acquisitions foncières, a été établi à 59 millions d'euros Hors Taxes (HT) en fin d'études Avant-Projet (AVP) (valeur janvier 2025) ;

Considérant que par avis du Domaine du 8 avril 2026, l'estimation sommaire et globale s'élève à 10 590 774,00 euros HT comprenant :

- les indemnités principales (valeur vénale des biens) : 7 897 074,00 € HT ;
- les indemnités accessoires (indemnités de remploi et d'éviction : 40% de la valeur vénale totale des murs commerciaux) ainsi que la majoration pour aléas divers (arbitrés à 20% des indemnités principales) : 2 693 700,00 € HT ;

Considérant que le coût global estimé du projet de BHNS est de 69 590 774 euros HT ;

Considérant que la réalisation d'un tel projet nécessite :

- Une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) au sens de l'article L. 121-1 du Code de l'expropriation emportant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (PLU, SCoT) des communes concernées au titre de l'article L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme relatif à la mise en compatibilité des PLU et l'article L.143-44 du code de l'urbanisme relatif à la mise en compatibilité des SCoT;

- Un arrêté de cessibilité au sens de l'article L. 132-1 du Code de l'expropriation ;

- Une déclaration de projet au titre de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, obligatoire pour les porteurs de projets publics et permettant la justification du caractère d'intérêt général du projet ;

- Une autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants relatifs à une autorisation environnementale ;

Considérant que, conformément au cadre juridique précité, une enquête publique unique préalable doit être organisée afin de recueillir l'avis du public sur ces quatre volets ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est en mesure, avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à acquérir et de dresser le plan parcellaire ainsi que la liste des propriétaires, l'enquête parcellaire peut être organisée en même temps que l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, conformément à l'article R131-14 du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que le dossier de demande de DUP et d'autorisation environnementale a été finalisé et sera transmis aux services de l'État pour instruction ;

Considérant que les études préalables (étude d'impact, mémoire en réponse aux avis des autorités environnementales, concertation publique) ont été menées conformément aux dispositions légales en vigueur ;

Considérant qu'à ce stade, il convient de solliciter officiellement auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes l'ouverture d'une enquête publique unique préalable ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à la majorité absolue (contre : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **DE RAPPORTER** la délibération n° DL2025_116 du 26 juin 2025 du conseil communautaire ;

- **DE DIRE** que la présente délibération permet de sécuriser juridiquement la procédure et de tenir compte de l'évolution du périmètre réglementaire ;

- **DE PRENDRE** acte du coût prévisionnel de l'opération de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) intégrant l'estimation sommaire et globale des acquisitions foncières ;

- **D'APPROUVER** le principe de l'enquête publique unique en vue de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) portant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), de l'arrêté de cessibilité et de la déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement, de l'autorisation environnementale ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à solliciter, auprès du Préfet des Alpes-Maritimes, l'ouverture d'une enquête publique unique préalable portant sur :

    - La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet concernant le projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Grasse à Mouans-Sartoux, porté par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse emportant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;
    - L'arrêté de cessibilité des parcelles concernées (emprises nécessaires à la réalisation du projet) ;
    - La déclaration de projet au titre du Code de l'Environnement ;
    - L'autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à transmettre et signer tous les actes et documents nécessaires à la procédure (dossier d'enquête publique, courriers, etc.) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à accomplir toutes les démarches complémentaires requises par les services de l'État (réponses aux observations du public, mémoire en réponse aux recommandations du commissaire enquêteur, etc.).

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_099-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_100 : Modification des statuts de la régie des transports Sillages

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_100
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Modification des statuts de la régie des transports Sillages	

SYNTHESE

Il convient de mettre à jour et modifier les statuts de la régie à simple autonomie financière Sillages, chargée de l'organisation et de l'exploitation du service de transports urbains et scolaires sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ; ceci afin d'une part, de prévoir que les membres du conseil d'exploitation puissent disposer de suppléants pour les représenter en cas d'absence et ainsi faciliter le quorum, et d'autre part, de prévoir certaines mises à jour nécessaires.
Il est ainsi proposé au conseil communautaire de procéder à une modification statutaire de la Régie des transports Sillages.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL20140210_063 du 10 janvier 2014 du conseil communautaire portant création d'une régie dotée de la simple autonomie financière pour le service transports « Sillages » ;

Vu la délibération n°DL2015_082 du 26 juin 2015 du conseil communautaire relative au reversement forfaitaire du versement transport à la Régie Sillages et modification statutaire ;

Considérant que l'alinéa premier de l'article 5.2 des statuts relatifs à la composition du Conseil d'Exploitation dispose que : *« Le nombre des membres du Conseil d'Exploitation est fixé à 18 membres dont 15 membres élus et 3 personnalités qualifiées représentant une association de personnes à mobilité réduite, une association d'usagers et une association de parents d'élèves »*

Considérant que les quinze membres élus ne disposent pas, en cas d'empêchement, de la faculté de se faire représenter par un autre membre ;

Considérant que cette situation entraine des difficultés d'organisation et de fonctionnement, le Conseil d'Exploitation ayant régulièrement des difficultés pour atteindre le quorum ;

Considérant qu'en dotant chaque membre d'un suppléant afin de le remplacer en cas d'absence permettrait d'atténuer cette difficulté ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant que l'article 5.2 des statuts actuels relatif à la composition du Conseil d'Exploitation serait ainsi modifié en conséquence selon la formule suivante :
« « *Le Conseil d'exploitation est composé comme suit :*
- 15 membres titulaires élus disposant chacun d'un suppléant,
- 3 personnalités qualifiées représentant une association de personnes à mobilité réduite, une association d'usagers et une association de parents d'élèves ».

Considérant qu'il convient d'intégrer ces suppléants au fonctionnement de la régie en cas d'absence ou d'empêchement de l'un de ses titulaires prévu au même article 5.2 ;

Considérant que la formule actuelle selon laquelle « *Chaque* conseiller absent ou empêché doit se faire remplacer par un autre membre du Conseil d'exploitation » pourrait ainsi être remplacée par la formule : « *Chaque conseiller absent ou empêché peut se faire représenter par son suppléant ou par un autre membre du Conseil d'exploitation dont il a reçu le pouvoir* » ;

Considérant que par délibération n° DL2015_008 du 6 février 2015 et n° DL2015_082 du 26 juin 2015, le conseil communautaire a approuvé la modification de l'alinéa 2 de l'article 2 des statuts relatifs au périmètre de la régie ;

Considérant qu'il convient également de remplacer dans l'ensemble des statuts, les termes *« Conseil de Communauté »* qui ne sont plus employés aujourd'hui par « *Conseil Communautaire » ;*

Par conséquent, il est proposé d'intégrer ces dispositions aux statuts de la régie des transports Sillages notamment en modifiant et ou en mettant à jour les articles 2, 5.2 ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 aux statuts de la régie des transports Sillages joint en annexe.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

STATUTS DE LA REGIE A SEULE AUTONOMIE FINANCIERE chargée de l'organisation et de l'exploitation du service des transports publics urbains et scolaires sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

PROJET AVENANT N°1

VU le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le Code des Transports, et plus particulièrement son article L. 1221-3 ;

VU le décret 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération N°DL20140110_063 du Conseil Communautaire du 10 janvier 2014 portant création de la régie des transports publics urbains, régie dotée de la seule autonomie financière ;

VU la délibération du Conseil Communautaire N° DL2026_XXX du 21 mai 2026 relative à la modification des statuts de la régie des transports SILLAGES ;

Article 1 : Objet

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en tant qu'autorité organisatrice du service des transports urbains et scolaires sur son territoire, décide l'exploitation directe de ce service public industriel et commercial au sens de l'article L. 1221-1 du Code des Transports.

Conformément à l'article L. 2221-14 du CGCT, l'exploitation de ce service public industriel et commercial sera assuré par une régie dotée de la seule autonomie financière, dite « régie SILLAGES ».

Article 2 : Périmètre de la Régie

La présente régie autonome est chargée :
- de l'organisation des transports sur le territoire de la communauté d'agglomération pays de Grasse,
- de la conception et de la proposition de l'offre de service à mettre en œuvre,
- de l'exploitation de l'ensemble du réseau de transport urbain et scolaire du territoire de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse (lignes régulières, lignes occasionnelles, transport à la demande….),
- de toutes les opérations d'investissement directement liées à l'exploitation du réseau.

Article 3 : Dénomination

La dénomination du service des transports publics urbains et scolaires exploité par la régie est : Régie Autonome SILLAGES.
Son logo annexé aux présents statuts.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 4 : Siège de la Régie

Le siège de la Régie est situé 109 avenue Pierre Sémard, 06130 GRASSE.

Article 5 : Administration

Dotée de la seule autonomie financière, la régie est administrée, en application de l'article R. 2221-3 du CGCT, sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et de son Conseil Communautaire, par un Conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur.

5.1. L'Exécutif

Article R. 2221-63 du CGCT : les fonctions exécutives sont assurées par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur.
Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions de l'assemblée délibérante.
Il présente au Conseil Communautaire le budget et le compte financier de la Régie.
Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant la Régie.

5.2. Le Conseil d'exploitation

L'organe délibérant de la Régie Autonome est constitué par un Conseil d'Exploitation.

- **Composition (articles R. 2221-4 à R. 2221-8 du CGCT) :**

Le Conseil d'exploitation est composé comme suit :
- 15 membres titulaires élus disposant chacun d'un suppléant,
- 3 personnalités qualifiées représentant une association de personnes à mobilité réduite, une association d'usagers et une association de parents d'élèves.

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par le Conseil Communautaire, sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération. Ils sont relevés de leurs fonctions dans les mêmes formes.

La durée des fonctions des membres est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

- **Compétence (articles R. 2221-64 et R. 2221-72 du CGCT)**

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la Communauté d'agglomération sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.
Il peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au Président de la Communauté d'Agglomération toutes propositions utiles.

Il délibère sur toutes les catégories d'affaires relatives au fonctionnement de la régie, à l'exception des domaines suivants pour lesquels il ne peut émettre qu'un simple avis :
- Approbation des plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- Autorisation au Président de la Communauté d'Agglomération à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- Vote du budget de la régie et délibération sur les comptes ;
- Délibération sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.
- Règlementation des conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- Fixation des taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4 du CGCT.

- **Fonctionnement (articles R. 2221-9 et R. 2221-10 du CGCT)**

Le Conseil d'exploitation élit en son sein un Président et un Vice-président. La durée du mandat du Président et du Vice-président est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins tous les 3 mois sur convocation de son Président. Il se réunit également chaque fois que le Président le juge utile ou à la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président. Il est envoyé à chaque conseiller au moins trois jours avant chaque séance.
Les séances du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques.
En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le
Directeur assiste aux séances avec voix consultative.
Chaque conseiller absent ou empêché peut se faire représenter par son suppléant ou par un autre membre du Conseil d'exploitation dont il a reçu le pouvoir. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.
Le quorum requit pour valablement délibérer est de la moitié des membres sur première convocation et du quart sur la seconde sous quinzaine.
Les fonctions de membres du Conseil d'exploitation sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement engagés par les conseillers pour se rendre aux réunions du conseil d'exploitation peuvent être remboursés, sur justificatifs, dans les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés.

5.3. Le Directeur (articles R. 2221-11 R. 2221-67, R. 2221-68 R. 2221-73 et R. 2221-74 du CGCT),

Le Directeur de la régie est désigné par le Conseil Communautaire sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération. Il est nommé par Président de la Communauté d'Agglomération qui peut également mettre fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le président de la communauté d'agglomération après avis du conseil d'exploitation.

Il assure le fonctionnement de la Régie, et à cet effet :
- il prépare le budget,
- il procède, sous l'autorité du Président, aux ventes et achats courants, dans les conditions fixées par les présents statuts,
Le directeur nomme et révoque les agents et employés de la régie.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.
Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation de la régie.
Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est démis de ses fonctions soit par le maire, soit par le préfet. Il est immédiatement remplacé.

Le statut du Directeur est un statut public.
Sa rémunération est fixée par le Conseil Communautaire sur proposition du Président et après avis du Conseil d'exploitation.

Article 6 : Le comptable

Les fonctions de comptable de la régie autonome sont assurées par le comptable public désigné par le Conseil Communautaire.

Toutefois, les recettes de la régie étant supérieures au seuil de 72 000€, en application de l'article R. 2221-76 du CGCT, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se réserve la possibilité de confier les fonctions de comptable de la régie à un agent comptable qui sera désigné par délibération du Conseil Communautaire après avis du Directeur Départemental des Finances Publiques.

L'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable est nommé par le préfet sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération.
Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics en vertu du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
L'agent comptable est soumis à la surveillance du Directeur Départemental des Finances Publiques, ainsi qu'au contrôle de l'inspection générale des finances.
Les comptes de l'agent comptable sont rendus dans les mêmes formes et délais et jugés dans les mêmes conditions que ceux du comptable de la commune.

Article 7 : Régime budgétaire, comptable et financier

7.1. Dispositions générales (articles R. 2221-13 et 14, R. 2221-80 du CGCT)

La dotation initiale de la régie, prévue par l'article R. 2221-1 du CGCT, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la Communauté d'agglomération, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la Régie.

Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroit des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves de régie.

Le Président de la Communauté d'Agglomération, ordonnateur de la régie, par délégation du Conseil Communautaire et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues au CGCT.

La comptabilité des matières, qui a pour objet la description des existants et des mouvements concernant les stocks et les biens meubles, est tenue sous la responsabilité du directeur de la régie.

7.2. Règles budgétaires (articles R. 2221-69, R. 2221-81et 82, R. 2221-85 à 90)

Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget distinct du budget principal de la Communauté d'Agglomération.

Le budget est présenté en deux sections :
- dans la première, sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- dans la seconde, sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La section d'exploitation fait apparaître successivement :
- au titre des produits : les produits d'exploitation, les produits financiers et les produits exceptionnels ;
- au titre des charges : les charges d'exploitation, les charges financières, les charges exceptionnelles, les dotations aux amortissements et aux provisions et, le cas échéant, l'impôt sur les sociétés.

Les recettes de la section d'investissement comprennent notamment :

1° La valeur des biens affectés ;
2° Les réserves et recettes assimilées ;
3° Les subventions d'investissement ;
4° Les provisions et les amortissements ;
5° Les emprunts et dettes assimilées ;
6° La valeur nette comptable des immobilisations sortant de l'actif ;
7° La plus-value résultant de la cession d'immobilisations ;
8° La diminution des stocks et en-cours de production.

Les dépenses de la section d'investissement comprennent notamment :

1° Le remboursement du capital des emprunts et dettes assimilées ;
2° L'acquisition d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières ;
3° Les charges à répartir sur plusieurs exercices ;
4° L'augmentation des stocks et en-cours de production ;
5° Les reprises sur provisions ;
6° Le transfert des subventions d'investissement au compte de résultat.

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.
Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées, et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le directeur au comptable et rattachées au résultat de l'exercice qui s'achève.

Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées, pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiés par le directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement est affecté, lorsqu'il s'agit d'un excédent :
1° En priorité, pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs, au financement des mesures d'investissement ;
2° Pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs visés au 1° ;
3° Pour le solde, au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement, en report à nouveau ou au reversement à la collectivité locale de rattachement.
Lorsqu'il s'agit d'un déficit, il est ajouté aux charges d'exploitation de l'exercice.
C.-Pour l'affectation au financement des dépenses d'investissement, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par l'assemblée délibérante, se fait par l'émission d'un titre de recettes. La délibération affectant le résultat excédentaire est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise et du compte financier de l'exercice.

Lorsque le fonctionnement du service nécessite l'affectation d'immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération, le loyer de ces immeubles, fixé par le Conseil de Communauté suivant leur valeur locative réelle, est porté en dépense au budget de la régie et en recette au budget de la commune.

Le montant des rémunérations du personnel communal mis à la disposition de la régie est

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

remboursé à la commune. Il est porté en dépense au budget de la régie et en recette au budget de la commune.

Les dotations aux amortissements et aux provisions sont liquidées selon les dispositions et les durées d'usage applicables aux entreprises commerciales du même secteur d'activité.
L'amortissement porte sur les biens meubles autres que les collections et oeuvres d'art, les immeubles à l'exception des terrains non productifs de revenus et les immobilisations incorporelles.
Les immobilisations peuvent être réévaluées selon les dispositions applicables aux entreprises commerciales.

7.3. Préparation et adoption du budget

Le budget est préparé par le Directeur, soumis pour avis au Conseil d'exploitation, présenté par le Président de la Communauté d'Agglomération dans les conditions de l'article L.1612-12 du CGCT et voté par le Conseil de Communauté.
Le budget est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la communauté d'agglomération.
Il peut être modifié dans les mêmes formes.

Lors de la présentation du budget, le président de la communauté d'agglomération fournit à l'appui de ses propositions un exemplaire du dernier compte financier ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie.

En l'absence d'adoption du compte financier à la date du vote du budget de l'exercice suivant, lorsque le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement et la prévision d'affectation sont reportés par anticipation, dans les conditions fixées au quatrième alinéa de l'article L. 2311-5 du CGCT, les inscriptions au budget sont justifiées par la production en annexe d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels.
Cette fiche ainsi qu'un tableau des résultats d'exécution du budget sont établis par le Président de la Communauté d'Agglomération et visés par le comptable, qui les accompagne d'une balance établie après prise en charge du dernier bordereau de titres et de mandats.
Le Président de la Communauté d'Agglomération produit l'état des restes à réaliser de la section d'investissement arrêté au 31 décembre de l'exercice clos.

7.4. Règles particulières

Les fonds de la Régie sont déposés au Trésor. Toutefois, en application des articles L. 1618-2 et L. 2221-5-1 du CGCT, il peut être dérogé à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :
1° De libéralités ;
2° De l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
3° D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
4° De recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.
5° Et pour les fonds qui proviennent des excédents de trésorerie résultant de leur cycle d'activité.

Les fonds dont l'origine est mentionnée au I ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs relevant des paragraphes 1, 2 et 6 de la sous-section 2, du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code monétaire et financier gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, libellés en euros.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent aussi déposer ces fonds sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat.

Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

Il est interdit à la communauté d'agglomération de prendre en charge dans son budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1 du CGCT.

Toutefois, le Conseil Communautaire peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :
1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
3° Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la communauté d'agglomération aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du Conseil Communautaire fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la communauté d'agglomération, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, la régie ne peut demander d'avances qu'à la Communauté d'Agglomération. Le Conseil Communautaire fixe la date de remboursement des avances.

7.5. Compte de fin d'exercice

Un inventaire, dont les résultats sont produits au juge des comptes à l'appui du compte financier, est dressé en fin d'exercice conformément aux principes du plan comptable général.

A la fin de chaque exercice et après inventaire, le comptable prépare le compte financier. Le Président de la communauté d'agglomération vise le compte financier. Il le soumet pour avis au conseil d'exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie.
Le compte financier est présenté par le Président de la communauté d'agglomération au Conseil de Communauté qui l'arrête.

Le compte financier comprend :
1° La balance définitive des comptes ;
2° Le développement des dépenses et des recettes budgétaires ;
3° Le bilan et le compte de résultat ;
4° Le tableau d'affectations des résultats ;
5° Les annexes définies par instruction conjointe du ministre chargé des collectivités locales et du ministre chargé du budget ;
6° La balance des stocks établie après inventaire par le Directeur.

Indépendamment des comptes, un relevé provisoire des résultats de l'exploitation est arrêté tous les six mois par le Directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation, et présenté par le Président de la communauté d'agglomération au conseil communautaire. Lorsqu'il résulte de ce relevé que l'exploitation est en déficit, le conseil communautaire est immédiatement invité par le Président de la communauté d'agglomération à prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre soit en modifiant les tarifs ou les prix de vente, soit en réalisant des économies dans l'organisation des services.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_100-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 8. Fin de la Régie Autonome

La Régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil Communautaire. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de régie et les comptes sont arrêtés à cette date.
Aux termes des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la communauté d'agglomération.
Le Président est chargé de procéder à la liquidation de la Régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la Régie, qui arrête les comptes.
Les opérations de liquidation dont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la communauté d'agglomération.
Aux termes de ces opérations la communauté d'agglomération corrige ses résultats de la reprise des résultats de la Régie, par délibération budgétaire.

Article 9. Statuts des agents de la Régie Autonome

Tous les fonctionnaires dont les missions se situent dans le périmètre de la régie peuvent opter pour conserver leur statut, ou choisir d'y renoncer pour être soumis au droit privé.

La régie n'ayant pas la personnalité morale, les fonctionnaires de la régie ne relèveront pas d'une mise à disposition mais d'une affectation entre services de la communauté d'agglomération.

Par contre, tous les agents non titulaires et tous les agents faisant l'objet d'un recrutement ultérieur sont soumis au droit privé. Ils sont qualifiés de salariés de droit privé.
Une exception existe pour le Directeur et le comptable de la régie qui restent des agents publics.

Article 10. Durée et Modifications des statuts

Les présents statuts prennent effet dès que la délibération portant création de la régie de transports (dont les présents statuts sont annexés) est rendue exécutoire, notifiée et/ou publiée.
Ils pourront faire l'objet d'avenants si nécessaire pendant leur application.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_101-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_101 : Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie des transports SILLAGES

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_101-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_101
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie des transports SILLAGES	
SYNTHESE A la suite du renouvellement des conseillers communautaires, il convient de procéder à la désignation des représentants au conseil d'exploitation.	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL20140210_063 du 10 janvier 2014 du conseil communautaire portant création d'une régie dotée de la simple autonomie financière pour le service transports « Sillages » ;

Vu l'installation du nouveau conseil communauté le 16 avril 2026 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° DL2026_100 du 21 mai 2026 relative à la modification des statuts de la régie des transports SILLAGES qui prévoit notamment que dans leur article 5.2 – composition :
Le nombre des membres du Conseil d'exploitation est fixé à 33 membres dont :
- 15 membres titulaires élus et 15 membres suppléants élus,
- 3 personnalités qualifiées représentant une association de personnes à mobilité réduite, une association d'usagers et une association de parents d'élèves ;

Considérant que la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse exerce de plein droit dans le cadre de ses compétences obligatoires « l'organisation des transports urbains » au sens du chapitre II du titre II de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Considérant que suite au renouvellement des conseillers communautaires, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants ;

Monsieur Président propose les candidatures suivantes :

Liste des candidats titulaires	Liste des candidats suppléants
- **Pierre ASCHIERI**	- Marie-Louise GOURDON
- **Dominique CONDO**	- Sandrine SANCHEZ
- **Hervé ROMANO**	- Ismaël OGEZ
- **Henri CHIRIS**	- Damien MATTEOLI
- **Marc COMBE**	- Julie CREACH

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_101-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- **Gilles TACHE**	- Jean-Marc DELIA
- **Jean-Marc MACARIO**	- Clément THIERY
- **Gilles RONDONI**	- Elodie BARBIER
- **Florent ROSSI**	- Jessica GIAUD
- **François ROUSTAN**	- Marie CHABAUD
- **Brigitte VIDAL**	- Anthony AMAVET LONGO
- **Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI**	- Marino CASSEZ
- **Claude SERRA**	- Brigitte LUCAS
- **David VARRONE**	- Adrien PRATO
- **Christian ZEDET**	- Marie AMMIRATI

Monsieur le Président demande si d'autres candidats souhaite se déclarer

Monsieur le Président propose également les 3 associations spécifiques et qualifiées suivantes :

Associations spécifiques et qualifiées
- APF Association France Handicap
- FNAUT Fédération Nationale d'Associations d'Usagers des Transports
- FCPE Fédération des Conseils de Parents d'Elèves

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** en tant que nouveaux membres du conseil d'exploitation de la régie Sillages les conseillers communautaires suivants :

Liste des candidats titulaires	Liste des candidats suppléants
- **Pierre ASCHIERI**	- Marie-Louise GOURDON
- **Dominique CONDO**	- Sandrine SANCHEZ
- **Hervé ROMANO**	- Ismaël OGEZ
- **Henri CHIRIS**	- Damien MATTEOLI
- **Marc COMBE**	- Julie CREACH
- **Gilles TACHE**	- Jean-Marc DELIA
- **Jean-Marc MACARIO**	- Clément THIERY
- **Gilles RONDONI**	- Elodie BARBIER
- **Florent ROSSI**	- Jessica GIAUD
- **François ROUSTAN**	- Marie CHABAUD
- **Brigitte VIDAL**	- Anthony AMAVET LONGO
- **Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI**	- Marino CASSEZ
- **Claude SERRA**	- Brigitte LUCAS
- **David VARRONE**	- Adrien PRATO
- **Christian ZEDET**	- Marie AMMIRATI

- **DE DESIGNER** 3 personnalités qualifiées représentant une association de personnes à mobilité réduite, une association d'usagers et une association de parents d'élèves

Associations spécifiques et qualifiées
- APF Association France Handicap

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_101-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- FNAUT Fédération Nationale d'Associations d'Usagers des Transports
- FCPE Fédération des Conseils de Parents d'Elèves

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_102-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_102 : Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Désignation d'un élu référent au Conseil d'Administration (CA) de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_102-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_102
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) – Désignation d'un élu référent au Conseil d'Administration (CA) de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA)	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire de désigner un élu référent au Conseil d'administration (CA) de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA). Il s'agit d'un élu qui siègera au CA avec voix délibérative.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 ;

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu l'ordonnance n+2022-306 du 2 mars 2022, instituant un Etablissement Public Local (EPL) de financement de la LNPCA, dénommé « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » (SLNPCA), tel que permis par l'article 4 de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) pour les grands projets d'infrastructures de transport terrestre dont la réalisation représente un coût prévisionnel excédant un milliard d'euros hors taxes ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2019_115 du 28 juin 2019 du conseil communautaire approuvant le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2021_259 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse du 16 décembre 2021 approuvant le Protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur d'un montant de 3,459 milliards € entre 2023 et 2035 pour les phases 1 et 2, dont 4,55 millions d'€ (0.33%) financés par la CAPG ;

Vu la délibération n° DL2025_028 du 27 février 2025 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse précisant que, sur le dossier LNPCA, l'engagement financier global pour la Communauté d'Agglomération du pays de Grasse pour la période 2023–2036 s'élève à 3,5 millions d'euros au lieu des 4,55 millions d'euros prévus initialement ;

Considérant que cet EPL permettra de lever des ressources fiscales propres, ainsi que d'assumer une dette commune, réduisant d'autant la part des collectivités partenaires en subvention d'équipement ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_102-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Considérant qu'en vertu de l'article 1 du décret n°2022-638 du 22/04/2022 relatif à la SLNPCA, chaque collectivité territoriale doit désigner un représentant, qui siègera au Conseil d'Administration avec voix délibérative ;

Considérant qu'un (e) conseiller(e) communautaire doit donc être désigné (e) ;

Il est proposé au Conseil Communautaire de désigner :

- Monsieur Claude SERRA pour siéger au conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** pour siéger au conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA) :
    - **Claude SERRA**
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant à mettre en œuvre la présente délibération, ainsi qu'à signer tous les actes et documents relatifs à son application.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_102-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_103 : Approbation de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA, pour l'année 2026

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_103
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
MOBILITES - TRANSPORTS	
Approbation de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA, pour l'année 2026.	
SYNTHESE **Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA afin d'encourager la pratique du covoiturage sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse. Le montant alloué par la CAPG pour faciliter le covoiturage sera de 70 000 euros. A cela s'ajoute un reliquat de l'année 2025 de 25 000 euros.**	

Monsieur le Président expose au Conseil Communautaire :

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu le décret n°202O-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices ;

Vu le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage ;

Vu la délibération n°DL2O19-115 du 28 Juin 2019 approuvant la Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2023_022 en date du 9 février 2023 approuvant la convention relative à l'attribution d'aide financière aux covoitureurs par Klaxit/Comuto SA pour l'année 2023 ;

Vu la délibération n°DL2023_199 en date du 14 décembre 2023 approuvant la convention relative à l'attribution d'aide financière aux covoitureurs par Klaxit/Comuto SA pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n°DL2024_244 en date du 12 décembre 2024 approuvant la convention relative à l'attribution d'aide financière aux covoitureurs par Blablacar Daily/Comuto SA pour l'année 2025 ;

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport. Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage ;

Considérant que la Loi d'Orientation des Mobilités a mis en place un registre de preuve du covoiturage. Il s'agit d'un service public de l'Etat géré par un système d'information dématérialisé opéré par la direction interministérielle du numérique, permettant à l'ensemble des opérateurs de covoiturage labellisé d'y publier leurs données de covoiturage (le covoiturage repose entièrement sur des plateformes numériques téléchargées sur portable, par lesquelles les conducteurs et passagers sont mis en relations en ce qui permet d'archiver la preuve du trajet, jusqu'à sa trace GPS, évitant ainsi tout risque de fraude) ;

Considérant que, depuis le 1er janvier 2024, toutes les communautés d'agglomération et communautés de communes des Alpes-Maritimes ont intégré le dispositif de financement des covoitureurs à partir de l'application Klaxit puis BlaBlaCar Daily - Comuto SA ;

Considérant que, de fait, le coût de l'incitatif financier de la pratique du covoiturage pour la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse a significativement baissé car il est désormais supporté, en partie, par les différentes collectivités limitrophes ;

Considérant, que durant l'été 2024, la migration de l'application Klaxit vers l'application BlablaCar Daily a sensiblement impacté à la baisse le recours au covoiturage ;

Considérant que, compte-tenu de ces nouvelles données, l'enveloppe prévue en 2025 d'un montant de 110 000 € n'a pas été intégralement consommée et que le reliquat s'élève à 25 000 € ;

Considérant qu'il est nécessaire de reporter intégralement l'enveloppe non dépensée en 2025 pour conserver l'aide financière aux covoitureurs pour l'année 2026,

Considérant que, nonobstant les évolutions techniques, la pratique du covoiturage connaît une croissance structurelle et constante sur le territoire, rendant indispensable la mobilisation d'une enveloppe globale minimale de 95 000 € afin de pérenniser l'incitatif financier et de répondre aux besoins des usagers pour l'année 2026 ;

Considérant que l'engagement budgétaire de 95 000 euros constitue une enveloppe fermée jusqu'à épuisement des crédits. Dans l'hypothèse où cette enveloppe serait consommée, le dispositif prendrait fin. Une nouvelle convention affectant une enveloppe de crédits supplémentaire serait alors nécessaire afin de poursuivre cette action. Ce mécanisme garantit donc à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse la maîtrise du dispositif ;

La convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA pour l'année 2026 est annexée à la présente délibération.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibérée et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par BlaBlaCar Daily - Comuto SA pour l'année 2026, d'un montant total de 95 000 € qui constitue un report de 25 000 euros du reliquat de l'année 2025 et un montant de 70 000 euros pour l'année 2026 ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer la présente convention ;

- **DE DIRE** que le budget alloué à cette action est prévu au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 4 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

BlaBlaCar Daily

DÉVELOPPEMENT DU COVOITURAGE QUOTIDIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE

-

Convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE, Communauté d'Agglomérations dont le siège est situé au 57 AVENUE PIERRE SEMARD 06130 GRASSE, SIRET n° 20003985700012,

Représentée par Jérôme VIAUD, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet par une délibération ,

Ci-après dénommée la « **Collectivité** »,

D'UNE PART,

ET :

La société **COMUTO DAILY**, société par actions simplifiée au capital de 1.052.750 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 990 078 321 et ayant son siège social sis 84, avenue de la République, 75011 à Paris,

Représentée par Monsieur Nicolas Brusson, Directeur Général,

Ci-après dénommée l'« **Opérateur** »,

D'AUTRE PART,

La Collectivité et l'Opérateur étant ci-après dénommées, individuellement ou collectivement, la ou les « **Partie(s)** ».

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

PRÉAMBULE

Considérant la politique publique portée par la Collectivité consistant à organiser la mobilité ;

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport ;

Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage ;

Considérant le « Registre de preuve de covoiturage » porté par la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de la Mer (« **DGITM** », Ministère de la Transition Écologique), permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués en Covoiturage ;

Considérant que l'Opérateur est implanté sur le Territoire de la Collectivité et qu'il :

- A su développer un réel savoir-faire en matière d'accompagnement des collectivités, des employeurs et de communication terrain auprès du grand public lui permettant ainsi de bénéficier d'une forte communauté de Covoitureurs ;
- Met en avant sur son application les points de rencontre Covoiturage spécifiques à la Collectivité ;
- A mis en place des mécanismes spécifiques de vérification d'identité des Covoitureurs, de confirmation de leurs trajets et de leur conformité afin d'offrir des garanties suffisantes sur la bonne utilisation de l'incitation financière aux Covoitureurs.

Dans ce contexte, la Collectivité souhaite encourager et développer la pratique du covoiturage sur son Territoire par l'intermédiaire de la plateforme BlaBlaCar Daily (ci-après, **le** « **Projet** »).

Il est ainsi décidé de conclure une convention afin d'organiser les modalités du versement d'une incitation financière aux Covoitureurs dont le Trajet a été avéré (ci-après, **la** « **Convention** »).

EN CONSÉQUENCE LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans le cadre de la Convention, les Parties conviennent que les termes et expressions commençant par une majuscule auront la signification suivante :

« **Covoiturage** » tel que défini par l'article L. 3132-1 du Code des transports est « *l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte. Leur mise en relation, à cette fin, peut être effectuée à titre onéreux […]* ». Il y a donc covoiturage dès le partage d'un Trajet entre un Conducteur et un Passager.

« Conducteur » désigne la personne mettant à disposition son véhicule à des fins de Covoiturage.

« Covoitureur » désigne aussi bien le conducteur que le passager formant un équipage de covoiturage.

« **Montant de l'Opération** » représente la somme allouée par la Collectivité à l'Opération, éventuellement complétée d'un reliquat d'une précédente Opération.

« **Opérateur** » désigne la société Comuto Daily, personne morale opérant le service de covoiturage pour mettre en relation les covoitureurs et redistribuer la politique incitative.

AR Prefecture
006-200039915-20260521-DL20260_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

« Opération » désigne le dispositif de soutien financier mis en place par la Collectivité et détaillé à *l'Article 3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION*. Cette Opération pourra faire l'objet de renouvellement.

« Passager » désigne la personne transportée par le conducteur à des fins de covoiturage.

« Périmètre du Projet » désigne la zone géographique sur laquelle se déroule le Projet, à savoir le Territoire de la Collectivité ainsi que tous les Trajets entrants et / ou sortants depuis ce Territoire.

« **Registre de preuve de covoiturage** » ou **« RPC »** désigne le système d'information porté par la DGITM (Ministère de la Transition Écologique), permettant à l'Opérateur d'y faire converger ses preuves de covoiturage.

« Utilisateur » désigne un covoitureur utilisant l'application BlaBlaCar Daily.

« Territoire » désigne la zone géographique sur laquelle la Collectivité exerce sa compétence administrative.

« Trajet » désigne le trajet en covoiturage d'un Conducteur avec un Passager en Covoiturage réalisé par le biais de l'Opérateur. Un Trajet est comptabilisé par Passager. Deux Passagers transportés en même temps par le même Conducteur équivaut donc à deux Trajets.

2. OBJET, MONTANT, ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les conditions et modalités de (i) l'Opération de la Collectivité visant à la distribution d'une politique incitative en faveur du Covoiturage, (ii) de sa réactualisation ou (iii) du lancement d'une Nouvelle Opération.

Par la présente, l'Opérateur s'engage :

- à signaler l'ensemble des Trajets réalisés via son service au Registre de preuve de covoiturage et ;
- à reverser la totalité des incitations versées par la Collectivité aux Covoitureurs éligibles à l'Opération
- à respecter strictement les conditions générales d'utilisation du Registre de preuve de covoiturage.

Les différentes fournitures et prestations éventuellement commandées par la Collectivité à l'Opérateur ne sont pas couvertes par la présente Convention, mais feront l'objet d'un contrat dédié.

Les modalités de l'Opération sont les suivantes :

Le **Montant** de l'Opération est de :	70,000 € A ce montant est ajouté celui du reliquat de la précédente convention signée le 22/11/2024 avec Comuto SA à son terme.
L'Opération ici subventionnée est mise en œuvre **à compter du** :	01/01/2026 (ci-après, la « **Date de démarrage de l'Opération** »)
L'Opération ici subventionnée est **mise en œuvre jusqu'au** :	31/12/2026 (ci-après, la « **Date de fin de l'Opération** »).

La Convention entre en vigueur à la Date de démarrage de l'Opération et prend fin le dernier jour du troisième mois complet suivant la Date de fin de l'Opération.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DE12026_1DS-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

En cas de fin anticipée de l'Opération en raison (i) de la consommation totale du Montant de l'Opération ou (ii) d'une résiliation anticipée, la Convention prend fin le dernier jour du troisième mois suivant cette fin anticipée.

En cas de non-renouvellement de l'Opération et de consommation totale du Montant de l'Opération avant la Date de fin de l'Opération, l'Opérateur devra informer les Covoitureurs de la fin anticipée de l'Opération.

En cas de renouvellement de l'Opération, d'augmentation de son Montant ou de prolongation de sa durée, un avenant de prorogation à la présente Convention pourra être conclu. Les Parties pourront également décider de conclure une nouvelle Convention.

3. DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

3.1. Éligibilité à l'incitation

Les Trajets incités dans le cadre de l'Opération sont les Trajets répondant aux critères cumulatifs suivants :

- les Trajets dans le Périmètre du Projet ; et les
- Trajets inscrits dans le Registre de preuve de covoiturage avec des niveaux de classe de type B ou C tels que définis par le Registre de preuve de covoiturage.

Les restrictions suivantes seront appliquées :

- 6 Trajets maximum pour le conducteur par jour (équivalent à 2 voyages avec 3 passagers à bord par jour) ;
- Une distance minimale de 2 km par Trajet ;
- Une distance maximale de 80 km par Trajet ;
- Une incitation maximum mensuelle (du premier au dernier jour du mois) de 150 € pour les Conducteurs.

3.2. Modalités de l'incitation

3.2.1. Modalités de l'incitation :

	Trajets de 2 à 15 km	De 15 à 30 km	De 30 à 80 km
Gain Conducteur [GC]	**1,5€** par Passager transporté	**1,50€ + 0,10€ par km**	**3€ par Passager transporté**
=			
Incitation de Collectivité [IC]	**1,50€**par Passager transporté	**1,50€ + 0,10€ par km** par Passager transporté	**3€** par Passager transporté
+			

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

	Reste à charge pour le Passager	**0€**
	[= GC - IC]	

L'Opérateur s’engage à reverser les sommes conformément au présent article et les éventuels changements de subventionnement devront faire l’objet d’un accord écrit entre les deux Parties.

4. MODALITÉS DE VERSEMENT

4.1. Appels de fonds intermédiaires

L’Opérateur tient à jour pendant toute la durée de la présente Convention, un fichier présentant au premier euro, l’ensemble des Trajets réalisés, les incitations versées aux Covoitureurs ainsi que la consommation du Montant de l’Opération.

L’Opérateur adresse à l’attention de la Collectivité des appels de fonds intermédiaires, à hauteur du montant total des incitations versées sur la période passée considérée:

- à la fin de chaque période calendaire : Trimestrielle, soit fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre ; et
- à la Date de fin de l’Opération pour le solde du montant des incitations.

Pour chaque appel de fonds seront mentionnés par l’Opérateur les éléments suivants :

- La période visée par la demande (date de début et date de fin) ;
- Le nombre de Trajets éligibles au financement effectués durant cette période ;
- Le calcul du montant du versement.

  Toutefois, l’Opérateur se réserve le droit de facturer la Collectivité dès la consommation intégrale du Montant de l’Opération le cas échéant.

4.2. Solde

A la Date de fin de l’Opération, éventuellement prolongée ou à la date de résiliation de la Convention, l’Opérateur adressera sous 45 jours ouvrés un état de solde, signé par son représentant dûment habilité, à l’attention de la Collectivité, dans lequel il présentera un récapitulatif des sommes versées par la Collectivité comprenant (i) le total des sommes perçues par l’Opérateur sur la durée de l’Opération et (ii) le total des sommes reversées aux Covoitureurs au titre des Trajets éligibles sur cette même période.

4.3. Délais de paiement

Les versements correspondant aux appels de fonds intermédiaires sont effectués par la Collectivité au profit de l’Opérateur dès la réception de l’appel de fonds, par virement bancaire aux coordonnées indiquées en Annexe 1 de la présente Convention.

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires s’appliquent avec un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.4. Contacts comptabilité

AR Prefecture
006-200039501-20260521-DE260526_10-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Les contacts concernant la comptabilité (y compris pour les appels de fonds intermédiaires) sont :

		Nom	Titre	Courriel	Téléphone
Opérateur	Contact projet	Benjamine DUPIRE	Responsable Partenariat Collectivité	benjamine.dupire@blablacar.com	06 76 80 15 84
	Contact comptabilité	Deborah MOUTHON	Administration des ventes	billing@blablacar.com	01 84 17 64 49
	Responsable du service comptabilité	Olivier ANTOINE	Responsable comptabilité	olivier.antoine@blablacar.com	01 84 17 64 49
Collectivité	Contact projet	Joannie APRILE	Chargé de mission de conseil en mobilité	japrile@paysdegrasse.fr	06 58 95 15 65
	Contact comptabilité	Brigitte GUYONNET	Responsable Finance	bguyonnet@paysdegrasse.fr	
	Responsable du service comptabilité	Gérald MAIARELLI	Directeur financier	gmaiarelli@paysdegrasse.fr	

5. CONTRÔLE

En cas d'audit diligenté par le RPC, l'Opérateur s'engage à répondre aux questions de l'auditeur dans la plus grande transparence. Le RPC s'engage à respecter le caractère confidentiel des données transmises par l'Opérateur.

En cas de non-respect avéré de cette Convention, la Collectivité, après demande de mise en conformité, pourra résilier de plein droit la présente convention dans les conditions prévues à l'Article 8.

6. MANDAT D'ATTRIBUTION D'ALLOCATION FINANCIÈRE

6.1. Nature des opérations et pouvoirs confiées au Mandataire

Dans le cadre de l'attribution d'une incitation financière aux covoitureurs, la Collectivité (le "Mandant") donne mandat à l'Opérateur (le "Mandataire") pour verser ces incitations financières aux covoitureurs selon les modalités définies à la présente Convention (le "Mandat" ou la "Convention de mandat").

AR Prefecture
006-200039667-20260603-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies au présent Mandat. A ce titre, le Mandataire est notamment chargé d'appliquer l'incitation mise en place par le Mandant, selon la politique de soutien au covoiturage définie par ce dernier et convenue dans le cadre de l'attribution de l'incitation financière dont les modalités de versement sont notamment prévues à l'article 3. Conformément aux dispositions de l'article D. 1611-20 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans tous les documents qu'il établit au titre du mandat, le mandataire fait figurer la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de ce dernier.

Ce mandat est conclu conformément aux articles L. 1611-7-IV II et **D. 1611-16** et suivants du CGCT et à la convention portant sur l'opération d'incitation financière conclue entre les Parties.

Au titre de sa mission et en vertu du Mandat qui lui est confié, le Mandataire est habilité à réaliser les opérations de versement des incitations financières calculées pour chaque covoitureur, dès validation du trajet effectué et éligible à l'incitation financière.

Il aura en charge :

- La vérification de l'éligibilité du trajet effectué par le covoitureur à l'incitation financière,
- La vérification de la conformité des trajets effectués selon les critères du RPC et les classes de preuves définies comme éligibles par la présente convention,
- Le versement des incitations financières,
- La récupération des versements indus auprès de l'usager est réalisée par le mandataire dans le cadre de la procédure de recouvrement amiable dont il est responsable. Dans le cadre d'une fraude du covoitureur, l'opérateur est tenu à la seule mise en œuvre des moyens nécessaires au recouvrement amiable de l'indus. Dans le cadre d'une erreur de l'opérateur seul, des éventuels indus relèvent de la responsabilité de l'opérateur et la collectivité peut en demander le recouvrement.

6.2. Durée et montant du Mandat

Le Mandat est donné pour toute la durée de l'Opération.

La Convention de mandat entre en vigueur à compter de la Date de démarrage de l'Opération pour la durée de validité de la Convention et s'achève au plus tard à après le versement de la totalité des sommes qui seraient éventuellement dues par le mandant auprès du Mandataire.

L'exécution de la Convention de mandat est réalisée par le Mandataire à titre gratuit

6.3. Obligations à la charge du Mandataire

Établissement d'une comptabilité séparée : Le Mandataire tient une comptabilité séparée qui retrace l'intégralité des mouvements de caisse opérés pour le versement des dépenses engagées par le Mandataire visées au présent Mandat, ainsi que le remboursement des éventuelles dépenses indûment versées conformément à l'article D. 1611-22 du CGCT.

Obligation de contrôles : Pour le versement des incitations aux covoitureurs, le Mandataire a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de la régularité des trajets,
- Un contrôle de la régularité des versements,
- Un contrôle des demandes de paiement des covoitureurs.

AR Prefecture
006-200039857-20260522-D120026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour le remboursement d'éventuels versements indus effectués, le Mandataire exerce les contrôles suivants

- Un contrôle de la validité de la dette,
- Un contrôle du caractère libératoire du paiement.

Reddition annuelle des comptes : Une reddition des comptes et des pièces justificatives est réalisée annuellement conformément au modèle en Annexe 3. La date limite de transmission de la reddition annuelle est fixée de la façon suivante :

- Arrêt des comptes : 31/12
- Transmission : 15/02 année N+1

Les comptes produits par le Mandataire retraçant la totalité des opérations de dépenses (et de recettes le cas échéant) décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Ils comportent en outre :

- la balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition,
- les états de développement des soldes certifiés par l'organisme mandataire conformes à la balance générale des comptes,
- la situation de trésorerie de la période,
- pour les éventuelles dépenses à tort, un état précisant la nature de la dépense et les motifs de la restitution, le montant de la dépense à rembourser, les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Il est précisé que ne sont remises au moment de la reddition des comptes que les pièces qui n'auraient pas été transmises précédemment.

Les comptes seront transmis au contact comptabilité du Mandant tel qu'indiqué à l'article 4.4 ci-dessus.

6.4. Contrôles comptables du Mandataire par le Mandant

Le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable du Mandant. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

6.5. Assurance

L'assurance souscrite par le Mandataire devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent Mandat.

L'attestation d'assurance devra être transmise au Mandant à première demande de ce dernier.

7. COMMUNICATION

Chacune des Parties autorise l'autre Partie à utiliser son ou ses nom(s), marque(s) et/ou logo(s) afin de communiquer sur l'Opération dans les conditions précisées ci-dessous.

Toute utilisation devra respecter la charte graphique de la Partie titulaire du ou des nom(s), marque(s) et/ou logo(s) concernés. (la "Charte Graphique")

A cet effet, toute communication de la Collectivité mentionnant les raisons sociales ou les marques et logos dont

AR Prefecture
006-200043387-20260521-DL2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

l'Opérateur est titulaire, ou d'une façon plus générale portant sur l'Opérateur sera préalablement soumise à l'accord de l'Opérateur qui disposera d'un délai de deux jours ouvrés pour faire part de ses observations. A défaut de commentaires dans ce délai, et à condition que la Charte Graphique de l'Opérateur soit respectée, la communication sera considérée comme validée.

Il est précisé que l'Opérateur pourra librement utiliser les logos de la Collectivité en tant que référence commerciale.

La Collectivité et l'Opérateur s'engagent réciproquement à ne pas dénigrer l'autre partie ou à communiquer sur celle-ci de façon malveillante.

L'Opérateur s'engage à ne faire aucune utilisation ou diffusion qui puisse porter atteinte à l'image de la Collectivité ou à l'ordre public.

8. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'Opérateur prendra en charge toute assistance technique sollicitée par les Covoitureurs dans le respect de ses conditions générales d'utilisation.

L'Opérateur se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute question que celle-ci pourrait se poser ou qui lui serait posée par les participants à l'Opération, ou tout autre acteur ou partenaire.

9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

À la demande expresse et motivée de l'une des parties, la Convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis de trente (30) jours démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

  Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente Convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à état de solde tel que défini à l'Article 3.2 La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Opérateur.

10. RÈGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par le droit français.

Les Parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la Convention. A défaut de règlement amiable, dans un délai de trois mois courant à compter de l'envoi par la partie la plus diligente d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Paris.

11. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la Convention sont les suivantes :

- La présente Convention datée et signée ;
- en Annexe 1: Les coordonnées bancaires de Comuto Daily SAS ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-D126_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- en Annexe 2: La délibération autorisant à signer la présente Convention.
- en Annexe 3: Un Modèle d'Etat Comptable

12. ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile en leur siège respectif.

13. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les Parties conviennent expressément que la Convention signée par voie électronique constitue l'original du document et fait foi entre les Parties.

Les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante de la Convention sur le fondement de sa nature électronique. En conséquence, les Parties reconnaissent expressément que la Convention pourra valablement leur être opposée.

Ces stipulations sont valables pour tout avenant à la Convention que les Parties seraient amenés à signer.

La présente Convention est établie en un exemplaire électronique.

Fait à Paris,

Avis conforme du comptable public

Date :

All new signature blocks will go here.

Pour la Collectivité,

x

Signatory: [empty member name]

Email of signatory: [empty member email]

En qualité de Président

Timestamp: [empty signing timestamp]

Pour L'Opérateur,

x

Signatory: [empty member name]

Email of signatory: [empty member email]

Timestamp: [empty signing timestamp]

All new signature blocks will go here.

AR Prefecture
006-200039857-20260601_2026_1010_DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 1 - COORDONNÉES BANCAIRES DE L'OPERATEUR

CONFIDENTIEL

Article L. 311-6 du Code des relations entre le public et l'administration

Les Coordonnées bancaire de BlaBlaCar Daily sont les suivantes :

Établissement	Guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30003	**03609**	**00020052067**	**35**	**PARIS REAUMUR ENT (03609)**

IDENTIFICATION INTERNATIONALE :

IBAN	**FR76 3000 3036 0900 0200 520 6735**
Code B.I.C.	**SOGEFRPP**

TITULAIRE DU COMPTE : **Comuto Daily, 84 avenue de la République, 75011 PARIS**

AR Prefecture
006-200053965-20260521-DE2026_103-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 2 - DÉLIBÉRATION AUTORISANT LA COLLECTIVITÉ À SIGNER LA CONVENTION

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105_DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

BlaBlaCar

AOM XX
Etat au 31/12/2023

09:11
19/06/2024
Page 9 of 9

Journal Entry	Journal Source	Transaction	Accounting Date	Book Code	Ledger Account	Transaction Currency	Debit Amount	Credit Amount	Translation Currency	Memo	Worktags	Exclude from Spend Report
0000135161 - COMUTO SA - 31/12/2023 - BBC Daily B2G Subsidies - 12/2023	Manual Journal		31/12/2023		46700003:AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS - B2G SUBSIDY	EUR	84 834,18		EUR	BBC Daily B2G Subsidies - 12/2023	Business Model: Daily excl. ESC Cost Center: Daily Customer: xx Function: Direct Costs - Ride Subsidies Region: France	No
0000136222 - COMUTO SA - 31/12/2023 - BBC Daily B2G Subsidies - 11/2023 reclass	Year-End Adjustments		31/12/2023		46700003:AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS - B2G SUBSIDY	EUR	91 601,08		EUR	BBC Daily B2G Subsidies - 11/2023	Business Model: Daily excl. ESC Cost Center: Daily Customer: xx Function: Direct Costs - Ride Subsidies Region: France	No
0000136223 - COMUTO SA - 31/12/2023 - BBC Daily B2G Subsidies - 10/2023 Reclass	Year-End Adjustments		31/12/2023		46700003:AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS - B2G SUBSIDY	EUR	87 517,17		EUR	BBC Daily B2G Subsidies - 10/2023	Business Model: Daily excl. ESC Cost Center: Daily Customer: xx Function: Direct Costs - Ride Subsidies Region: France	No
							Total: 4 093 958,09	3 917 522,83				

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_104 : Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques et hybrides (IRVE) : Approbation des Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU), de la convention de mandat de gestion de recettes et de la convention tripartite de prélèvement automatique SEPA du service WiiiZ

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_104
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

MOBILITES - TRANSPORTS

Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques et hybrides (IRVE) : Approbation des Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU), de la convention de mandat de gestion de recettes et de la convention tripartite de prélèvement automatique SEPA du service WiiiZ

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver, dans le cadre du service public de recharge électrique WiiiZ :

- **Les nouvelles Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU) du service ;**
- **La convention de mandat de gestion de recettes désignant la société SMEG comme mandataire pour l'encaissement et le reversement des recettes issues des recharges ;**
- **Ainsi que la convention tripartite relative à la mise en place du prélèvement automatique SEPA pour le paiement des abonnements et consommations, consécutivement au changement d'exploitant du réseau IRVE dans le cadre du groupement de commandes de l'Ouest 06.**

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°DL2015_200 du 18 décembre 2015 relative au transfert de la compétence « Organisation de la Mobilité » à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, incluant la création et l'entretien des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;

Vu la délibération n°DL2019_018 du 8 février 2019 du conseil communautaire du Pays de Grasse actant le lancement de la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la délibération n°DL2019_147 du 4 octobre 2019 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative à la convention de partenariat afin de mettre en œuvre les actions communes du Plan Climat Energie Territorial Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la délibération n°DL2019_214 du 13 décembre 2019 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative à la convention constitutive du groupement de commandes pour l'élaboration de la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial Ouest 06 (PCAET) ;

Vu la décision n°DB2021_034 du 29 avril 2021 du bureau communautaire du Pays de Grasse portant sur l'approbation et la signature de la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'agglomération du Pays de Grasse,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

de Sophia-Antipolis, de Cannes - Pays de Lérins, Esterel Côte d'Azur agglomération et la Communauté de communes Alpes-d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'Ouest 06 ;

Vu la délibération n°DL2025_065 du 3 avril 2025 du conseil communautaire du Pays de Grasse relative à l'adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes entre les Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse, de Sophia Antipolis, de Cannes-Pays de Lérins, Estérel Côte d'Azur pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables ;

Vu la délibération n°DL2022_021 du 24 février 2022 du conseil communautaire du Pays de Grasse portant sur l'approbation des Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU) du service WIIIZ ;

Vu la délibération n° DL2022_022 du 24 février 2022 et la délibération n° DL2025-216 du 11 décembre 2025 approuvant la convention de mandat de gestion des recettes du service WiiiZ et son avenant n°1 ;

Considérant que depuis 2018, dans le cadre du Plan Climat Air Energie Ouest 06, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Communauté d'Agglomération Cannes - Pays de Lérins (CACPL) déploient un réseau d'infrastructures de recharge pour accompagner et faciliter le développement des véhicules électriques et hybrides sur le territoire ;

Considérant que ce déploiement harmonisé à l'échelle de l'Ouest 06 a pour but de faciliter la mobilité électrique sur le bassin de vie, de répondre aux enjeux de qualité de l'air, de réduction des émissions des gaz à effet de serre du plan de protection de l'atmosphère des Alpes Maritimes et de participer à l'attractivité du territoire. En 2021, deux nouveaux territoires ont souhaité intégrer le réseau WiiiZ : Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur (CCAA) ;

Considérant que le service de charge WiiiZ est un service public commercial qui doit disposer de conditions légales de vente, appelées conditions générales d'accessibilité et d'utilisation (CGAU), définissant les modalités d'utilisation du service WiiiZ en fonction du profil de l'utilisateur ;

Considérant que dans le cadre du groupement de commande entre la CAPG, la CACPL, la CASA, la CCAA et ECAA, le précédent marché étant arrivé à son terme, l'exploitation des bornes et du service de recharge WiiiZ a été confiée au groupement SMEG/FAUCHE pour une durée de 4 ans ;

Considérant que ce changement d'exploitant implique la mise à jour des conditions générales d'accessibilité et d'utilisation du service WiiiZ ;

Considérant qu'il convient, à ce titre, d'approuver une convention de mandat de gestion de recettes ;

Considérant que la CAPG dispose d'une flotte de véhicules électriques et souhaite maintenir le paiement de ses abonnements et consommations par prélèvement automatique SEPA, nécessitant la conclusion d'une convention tripartite entre la CAPG, la société SMEG Développement et le comptable public ;

Il est proposé d'approuver les nouvelles conditions générales d'accessibilité et d'utilisation, de la convention de mandat de gestion de recettes et de la convention tripartite de prélèvement automatique SEPA du service WiiiZ, en vigueur au 1er juillet 2026, ci-annexées à la présente délibération ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote le conseil communautaire l'unanimité **DECIDE :**

- **D'APPROUVER** les nouvelles Conditions Générales d'Accessibilité et d'Utilisation (CGAU) du service WiiiZ, applicables à compter du 1er juillet 2026, telles qu'annexées à la présente délibération ;

- **D'APPROUVER** la convention de mandat de gestion de recettes désignant la société SMEG comme mandataire pour l'encaissement et le reversement des recettes issues des recharges du réseau WiiiZ, jointe en annexe ;

- **D'APPROUVER** la convention tripartite relative à la mise en place du prélèvement automatique SEPA pour le paiement des abonnements et recharges sur le réseau WiiiZ ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à mettre en œuvre la présente délibération, ainsi qu'à signer l'ensemble des conventions, actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

04 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Annexe à la DL2026_104A1

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACCÈS ET D'UTILISATION DU SERVICE DE RECHARGE WIIIZ 1ER JUILLET 2026

PRÉAMBULE

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté de Communes Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération mettent à disposition un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables installées en voirie, selon les présentes Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation (« CGAU »). L'exploitation de ce réseau, dénommé « **Wiiiz** », a été confiée à SMEG Développement (agissant sous la marque « EVzen »), société anonyme monégasque, au capital de 150 000 euros, dont le siège social est situé 10 avenue de Fontvieille, 98000 Monaco, et immatriculée au RCI de Monaco sous le numéro 20 S 08489 (l'« **Exploitant** » ou « **EVzen** »).

Les présentes Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation, et lorsqu'elles sont complétées par un Formulaire de Souscription, forment ensemble le Contrat tel que défini ci-après et constituant un ensemble indivisible.

ARTICLE 1ER : DEFINITIONS

Les termes commençant par une lettre majuscule dans les présentes ont la signification qui leur est donnée ci-après.
"Abonné" : désigne toute personne physique ou morale (de droit privé ou de droit public) qui utilise le Service de Recharge à l'aide de l'Application en créant un Espace Personnel. Un Abonné peut ou non souscrire la formule d'abonnement mensuel.
"Accessoires" : désigne tout équipement homologué permettant le branchement du Véhicule à une Borne de Recharge. Un câble de branchement homologué fourni par l'Abonné ou l'Usager est considéré comme un Accessoire.
"Application" : désigne l'application mobile disponible dans le cadre du Service de Recharge et dénommée WiiiZ, fonctionnant en environnement iOs et Androïd, qui permet à un Abonné notamment de localiser et d'utiliser une Borne de Recharge, de créer et d'accéder à un Espace Personnel pour consulter ou modifier ses données personnelles, consulter l'historique des Recharges effectuées et les factures correspondantes. Elle permet également à l'Usager Anonyme de localiser et d'utiliser les Bornes de Recharge.
"Badge(s) WiiiZ" : désigne le(s) badge(s) de type RFID délivré(s) à l'Abonné lors de la souscription ou en cours d'exécution du Contrat permettant d'accéder et d'utiliser le Service de Recharge.
"Badge(s) Tiers" : désigne un (des) badge(s) proposé(s) par d'autres opérateurs de mobilité que l'Exploitant, autorisés par WiiiZ, permettant à un Usager Tiers d'accéder et d'utiliser des Bornes de Recharge dans le cadre de l'Itinérance entrante de la Recharge.
"Borne(s) de Recharge" : désigne les bornes de recharge de Véhicules exploitées par l'Exploitant et disponibles dans le cadre du Service de Recharge objet des présentes Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation. Une Borne de Recharge est équipée d'un ou plusieurs Points de Recharge.
"Borne(s) de Recharge Tiers" : désigne une (des) borne(s) de recharge de Véhicules autres que celles du réseau Wiiiz, qu'un Abonné peut utiliser à l'aide d'un Badge WiiiZ, dans le cadre de l'Itinérance sortante de la Recharge
"EPCI" ou « Intercommunalités » : désigne la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté de Communes des Alpes d'Azur et Estérel Côte d'Azur Agglomération.
"Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation" ou **"CGAU" :** désigne le présent document accepté par l'Abonné lors de la souscription au Service de Recharge, ou par l'Usager Anonyme lors de l'utilisation de l'Application.
"Contrat" : désigne le contrat de service de recharge souscrit par l'Abonné ou l'Usager Anonyme auprès de l'Exploitant. Le Formulaire de Souscription et les présentes CGAU forment le Contrat.
"Exploitant" : désigne la société EVzen telle que mentionnée en préambule.
"Formulaire de Souscription" : désigne le formulaire de souscription tel que complété et accepté par l'Abonné à partir du Site Internet ou de l'Application. Le Formulaire de Souscription fait partie intégrante du Contrat.
"Itinérance entrante de la Recharge" : désigne pour un Usager Tiers la faculté d'utiliser les Bornes de Recharge à l'aide d'un Badge Tiers et sans avoir souscrit de Contrat auprès de l'Exploitant.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

"Itinérance sortante de la Recharge" : désigne pour un Abonné la faculté d'accéder et d'utiliser des Bornes de Recharge Tiers à l'aide du Badge WiiiZ, sans nécessité de conclure un abonnement auprès des opérateurs des Bornes de Recharge Tiers.
Partenaire(s) : désigne les partenaires d'EVzen pour le déploiement et l'exploitation des Bornes de Recharge dans le cadre du Service de Recharge.
"Particulier" : désigne tout Abonné ou Usager personne physique qui utilise les Bornes de Recharge à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale.
"Point de Recharge" : une interface intégrée à une Borne de Recharge et associée à un emplacement de stationnement qui permet de Recharger un seul Véhicule à la fois.
"Recharge" : désigne les différents types de recharge pouvant être proposées dans le cadre du Service de Recharge, à savoir :

- Recharge Normale : correspond à une puissance de recharge inférieure ou égale à 3kW.
- Recharge Accélérée : correspond à une puissance de recharge comprise entre 3 et 22kW.
- Recharge Rapide ou à haute puissance : correspond à une puissance de recharge supérieure à 22 kW.

"Service de Recharge" : désigne le service de recharge objet du Contrat, tel que mentionné en préambule et à l'article 2.
"Site Internet" : désigne le site internet du Service de Recharge accessible à l'adresse suivante : www.WiiiZ.fr
"Station de Recharge" : désigne une station de recharge du Service de Recharge, qui se compose de deux places de stationnement équipées d'une Borne de Recharge permettant une Recharge Accélérée, Normale ou Rapide. La liste des Stations de Recharge mises à disposition dans le cadre du Service de Recharge est disponible sur le Site Internet et sur l'Application.
"Usager" : désigne indifféremment un Usager Anonyme et/ou un Usager Tiers utilisant le Service de Recharge.
"Usager Anonyme" : désigne toute personne physique ou morale (de droit privé ou de droit public) utilisant le Service de Recharge en dehors de l'Application sans créer d'Espace Personnel.
"Usager Tiers" : désigne toute personne physique ou morale (de droit privé ou de droit public) utilisant les Bornes de Recharge dans le cadre de l'Itinérance entrante de la Recharge.
"Véhicule" : désigne le véhicule privatif de l'Abonné ou de l'Usager, électrique ou hybride rechargeable, et pour lequel celui-ci utilise le Service de Recharge. Sans autres précisions, le terme "Véhicule" fait référence au Véhicule lui-même et à ses Accessoires. Le Véhicule peut être un véhicule particulier (« de tourisme »), un véhicule utilitaire léger ou un deux-roues électrique de type scooters et motos à propulsion électrique

ARTICLE 2 : OBJET DES CGAU – DESCRIPTION DU SERVICE DE RECHARGE

2.1. Les CGAU définissent les modalités de souscription et d'exécution du Service de Recharge, entre l'Exploitant et l'Abonné ou l'Usager Anonyme. L'utilisation du Service de Recharge et des Bornes de Recharge est soumise à l'acceptation et au respect par l'Abonné ou l'Usager Anonyme des droits et obligations prévus aux présentes CGAU.

Les Usagers Tiers accédant aux Bornes de Recharge dans le cadre de l'Itinérance entrante au moyen d'un Badge Tiers sont, quant à eux, soumis aux règles d'accès, d'usage et de sécurité des Bornes de Recharge prévues aux présentes CGAU.

2.2. Le Service de Recharge comprend les prestations suivantes :
• **L'accès à la Recharge d'un Véhicule**
Dans le cadre du Service de Recharge, l'Abonné ou l'Usager peut procéder à la Recharge de son Véhicule sur une place de stationnement équipée d'une Borne de Recharge. L'Abonné accède et utilise le Service de Recharge à l'aide d'un Badge WiiiZ ou via l'Application. Dans le cadre du Service de Recharge, l'Abonné peut demander à se voir délivrer plusieurs Badges WiiiZ illimité par Contrat, lors de sa souscription ou en cours d'exécution du Contrat.
L'Usager Anonyme accède et utilise le Service de Recharge via les instructions figurant sur la Borne de Recharge concernée.
• **L'accès à l'Espace Personnel,** accessible depuis le Site Internet ou l'Application, permettant notamment à l'Abonné d'activer un Badge WiiiZ, de consulter ses factures ou consulter son historique de consommation (lieu, durée, coût de chaque Recharge).

2.3. Le Contrat permet l'accès et l'utilisation de Bornes de Recharge Tiers à l'aide du Badge WiiiZ dans le cadre de l'Itinérance sortante de la Recharge.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 3 : CONDITIONS ET MODALITES DE SOUSCRIPTION

3.1. La souscription au Service de Recharge est ouverte aux personnes morales et aux personnes physiques sous réserve de l'acceptation et du respect des présentes CGAU, et de la fourniture des renseignements requis.

L'Abonné déclare que toutes les informations et documents fournis lors de la souscription sont exacts et s'engage en cas de modification, à en informer l'Exploitant sans délai via l'Espace Personnel ou par courriel à l'adresse mentionnée à l'article 17.2. L'absence de notification ou la fourniture d'informations insuffisantes ou erronées pourra entraîner la résiliation de plein droit du Service de Recharge.

3.2. L'Abonné peut demander à bénéficier du Service de Recharge en souscrivant un Contrat en se connectant sur le Site Internet ou depuis l'Application. L'Abonné devra notamment compléter le Formulaire de Souscription en ligne, prendre connaissance et accepter les CGAU. En souscrivant au Service de Recharge, l'Abonné déclare avoir pris connaissance et accepter les présentes CGAU.

3.3. L'Usager Anonyme, sous réserve de prendre connaissance et de s'engager à respecter les CGAU, peut accéder et utiliser le Service de Recharge à l'aide de son téléphone mobile lorsqu'il se trouve devant une Borne de Recharge en suivant les instructions qui figurent ci-dessous et sur la Borne de Recharge :

1. L'Usager Anonyme scanne à l'aide de son téléphone portable le QR Code présent sur la Borne de Recharge ;
2. L'Usager Anonyme valide son empreinte bancaire. Si elle est validée, il peut charger ;
3. L'Usager Anonyme reçoit à l'adresse électronique qu'il a renseignée (non obligatoire) sa facture ;

L'Usager Anonyme doit démarrer la Recharge dans le laps de temps indiqué. A défaut, il devra recommencer le parcours client de la Borne de Recharge ci-dessus indiqué.

ARTICLE 4 : DROIT DE RÉTRACTATION

4.1. Abonnés Particuliers

En application du Code de la consommation (art. L. 221-18 à L. 221-28), l'Abonné Particulier bénéficie, en cas de souscription à distance, d'un droit de rétractation qu'il peut exercer sans pénalités et sans motifs, dans un délai de quatorze (14) jours francs à compter de la date de souscription. Lorsque ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

L'Abonné Particulier informe l'Exploitant de l'exercice de son droit de rétractation en renvoyant le formulaire de rétractation fourni dans les présentes CGAU ou de toute autre déclaration dépourvue d'ambiguïté, accompagné de son Badge Wiiiz (s'il l'a reçu), à l'adresse indiquée sur celui-ci ou en adressant un courrier à l'Exploitant à l'adresse postale mentionnée à l'article 17.2.

Lorsque le droit de rétractation est exercé, l'Exploitant rembourse, s'il y a lieu notamment dans le cas où il aurait souscrit la formule d'abonnement mensuel, l'Abonné Particulier de la totalité des sommes versées au titre du Contrat, dans un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle l'Exploitant est informé de la décision de l'Abonné Particulier de se rétracter.

L'Abonné Particulier pourra demander expressément à bénéficier immédiatement du Service de Recharge, sans préjudice du droit de rétractation. Dans ce cas, s'il exerce son droit de rétractation, l'Abonné sera redevable des sommes dues à l'Exploitant au titre de sa souscription et de l'utilisation du Service de Recharge jusqu'à la date d'exercice du droit de rétractation (en ce compris la formule d'abonnement mensuel qu'il aurait souscrit et grâce à laquelle il aurait bénéficié de tarifs préférentiels).

4.2. Usagers Anonymes Particuliers

L'Usager Anonyme Particulier est informé qu'il ne peut exercer son droit de rétractation dans la mesure où il demande que la Recharge soit pleinement réalisée avant la fin du délai de rétractation et que la Recharge est d'utilisation immédiate, conformément à l'article L. 221-28 1° du Code de la consommation.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION DU SERVICE DE RECHARGE

5.1. Application et Badge WiiiZ

Les Abonnés accèdent aux Bornes de Recharge du Service de Recharge au moyen de l'Application via leur Espace Personnel ou au moyen d'un Badge WiiiZ.

Chaque Badge WiiiZ permet :

- d'accéder aux Bornes de Recharge disponibles dans le cadre du Service de Recharge, ainsi que d'y recharger un

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Véhicule, en lui permettant de s'identifier en tant qu'Abonné ;
- de déclencher la Recharge de son Véhicule ainsi que de débuter la facturation du Service de Recharge associé, par apposition du Badge WiiiZ sur le lecteur situé sur la Borne de Recharge ;

Le Badge WiiiZ n'est pas un moyen de paiement. Le Badge WiiiZ est la propriété de l'Abonné à compter de sa réception et nécessite une activation par l'Abonné sur le Site Internet ou sur l'Application pour devenir fonctionnel, au moyen du numéro et du code d'activation imprimés sur le Badge WiiiZ.

Précautions d'emploi
Chaque Badge WiiiZ dispose d'une puce et d'une antenne dont le bon fonctionnement dépend de précautions d'utilisation de base. L'Abonné est seul responsable de l'utilisation de chaque Badge WiiiZ délivré et s'engage à respecter l'ensemble des consignes d'utilisation portées à sa connaissance, notamment ne pas le soumettre à des torsions, pliages, découpages, à de hautes ou basses températures, à des effets électromagnétiques, à un niveau d'humidité élevé et à n'importe quel autre traitement manifestement inapproprié au bon fonctionnement du pass. A défaut du respect de ces consignes, le Service de Recharge peut être dégradé et l'Abonné risque des anomalies de facturation.

Perte, vol ou défectuosité de Badge(s) WiiiZ
En cas de perte ou de vol de Badge(s) WiiiZ, l'Abonné est tenu de désactiver immédiatement son Badge WiiiZ depuis son Espace Personnel. A défaut, l'Exploitant décline toute responsabilité en cas d'utilisation abusive par un tiers d'un Badge WiiiZ perdu ou volé, l'Abonné restant alors redevable des sommes dues au titre de toute utilisation au moyen de ce Badge jusqu'à sa désactivation.
L'Abonné pourra demander l'émission de Badges WiiiZ de remplacement qui lui seront délivrés et facturés dans les conditions tarifaires figurant sur le Site Internet.

En cas de défaillance d'un Badge WiiiZ, l'Abonné en informe l'Exploitant sans délai puis retourne le Badge WiiiZ défectueux à l'Exploitant à l'adresse postale figurant à l'article 17.2, à ses frais.
Si, après vérification, le dysfonctionnement n'est pas imputable à l'Abonné, le Badge WiiiZ défaillant sera remplacé sans frais, ce remplacement constituant l'unique engagement de l'Exploitant.
En revanche, si la défaillance est imputable à l'Abonné, celui-ci pourra demander l'émission d'un nouveau Badge WiiiZ s'il le souhaite via son Espace Personnel, celui-ci étant alors facturé dans les conditions tarifaires figurant sur le Site Internet.

Demande de remplacement et de retrait de Badge WiiiZ
L'Exploitant peut prendre l'initiative de la désactivation ou de l'éventuel remplacement du Badge WiiiZ en cas de résiliation du Contrat par l'Exploitant, de fraude, d'altération ou de contrefaçon du Badge WiiiZ ou d'incompatibilité avec les perfectionnements apportés par l'Exploitant au Service de Recharge et/ou aux Bornes de Recharge. Dans tous les cas, l'Exploitant en informera préalablement l'Abonné et lui fournira un nouveau Badge WiiiZ et désactivera le précèdent Badge WiiiZ, rendant ce dernier inopérant sur les Bornes de Recharge. L'Abonné devra activer le nouveau Badge WiiiZ selon les modalités prévues aux présentes.

5.2. Accès et utilisation des Bornes de Recharge à l'aide d'un Badge Tiers
Les Usagers Tiers accèdent aux Bornes de Recharge en étant porteurs d'un Badge Tiers autorisé par les accords souscrits entre l'Exploitant et les autres EMSP (*e-Mobility Service Provider ou fournisseur de services de mobilité électrique)*.

5.3. Conditions d'utilisation du Service de Recharge
Pour utiliser une Borne de Recharge, l'Abonné ou l'Usager doit garer le Véhicule sur une place d'une Station de Recharge identifiable grâce à une signalétique et un marquage au sol spécifiques.
L'Abonné ou l'Usager fournit un câble homologué, compatible avec la Borne de Recharge et permettant le branchement de son Véhicule à la Borne de Recharge.
Avant toute utilisation, l'Abonné ou l'Usager doit s'assurer qu'il utilise le Point de Recharge qui correspond à ses besoins et aux caractéristiques techniques de son Véhicule.

Pour procéder à la Recharge de son Véhicule, l'Abonné ou l'Usager doit passer son Badge sur le lecteur de badge de la Borne de Recharge afin de déverrouiller l'accès au Point de Recharge et de permettre le branchement du Véhicule

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ou s'il est un Usager Anonyme, scanner le QR Code présent sur la Borne de Recharge, afin de lancer le processus de déverrouillage avec l'Application. Le câble de recharge doit être ensuite branché sur le Point de Recharge et sur son Véhicule.

En fin d'utilisation, l'Abonné ou l'Usager doit libérer la Borne de Recharge en débranchant du Véhicule et du Point de Recharge le câble de recharge en procédant comme indiqué dans le parcours client de la Borne de Recharge.
En cas d'impossibilité de libération correcte de la Borne de Recharge, l'Abonné ou l'Usager doit prévenir l'Exploitant par téléphone au numéro mentionné sur la Borne de Recharge ou indiqué à l'article 17.1 (en sélectionnant l'Assistance Technique).

5.4. Affectation des places de stationnement à la Recharge
Les places de stationnement des Stations de Recharge dédiées au Service de Recharge ne peuvent être utilisées que pour les besoins de la Recharge des Véhicules. En conséquence de quoi l'Abonné ou l'Usager i) ne doit pas stationner sur ces places de stationnement et ii) libérer lesdites places si le Véhicule n'est pas en cours de rechargement ou s'il décide d'interrompre la Recharge.

5.5. Sécurité
L'attention de l'Abonné ou de l'Usager est attirée sur la nécessité de s'assurer du bon état des Accessoires avant toute utilisation des Bornes de Recharge. L'Abonné ou l'Usager doit rester vigilant à tout signal émis par les voyants d'alerte apparaissant sur la Borne de Recharge et/ou sur son Véhicule. En cas d'alerte, telle qu'une anomalie ou une défaillance constatée sur la Borne de Recharge, l'Abonné ou l'Usager prendra toutes les mesures conservatoires pour assurer la sécurité du Véhicule et des tiers, telles que notamment débrancher sans délai son Véhicule et appeler le numéro mentionné à l'article 17.1 (en sélectionnant l'Assistance Technique).
Sont strictement interdits : l'utilisation d'accessoires non homologués, toute tentative de forcer ou d'ouvrir une Borne de Recharge, toute manipulation autre que celles prévues dans les instructions d'utilisation, le fait de laisser traîner un câble au sol, ou tout comportement susceptible de causer un danger ou une dégradation.

ARTICLE 6 : DURÉE

6.1. Abonnés au Service de Recharge
Le Contrat est souscrit et entre en vigueur à compter de la date de la validation par l'Abonné du Formulaire de Souscription et ce, pour une durée indéterminée. Le Contrat étant souscrit à distance, il est réputé conclu à la date de réception par l'Abonné du courriel de validation de sa demande de souscription

6.2. Usagers Anonymes
Chaque Recharge est effectuée par l'Usager Anonyme sans engagement.

ARTICLE 7 : TARIFS – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

7.1. Tarifs du Service de Recharge
L'Abonné peut souscrire, sans engagement, un abonnement mensuel qui lui permet de bénéficier de tarifs préférentiels. Les frais de souscription sont de 15,00€ TTC comprenant la fourniture du badge. Chaque badge supplémentaire sera facturé 12,00€ TTC
Les tarifs applicables sont présentés sur chaque Borne et sur le Site Internet. Les tarifs diffèrent suivant la souscription ou non d'un abonnement mensuel, le type de recharge et la zone de recharge (urbaine ou de montagne).
Tout Abonné et Usager doit se renseigner en amont sur la puissance de charge compatible avec son Véhicule.

7.2. Modalités de facturation et de règlement
Les factures au titre du Service de Recharge sont émises par l'Exploitant au nom et pour le compte des Intercommunalités dans le cadre d'un mandat de collecte de recettes donné par ces dernières.
Les factures sont mises à disposition sur l'Espace Personnel sous format électronique pour les Abonnés, ou envoyées à l'adresse électronique renseignée par les Usagers Anonymes pour ces derniers.

Les factures sont exigibles dès leur mise à disposition. Le règlement est exigible à la date de la Recharge. En cas de contestation de la facture, l'obligation de paiement n'est pas suspendue.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

L'Abonné doit régler ses factures au titre du Service de Recharge par carte bancaire enregistrée sur son Espace Personnel.

Les données communiquées lors de l'enregistrement du moyen de paiement de l'Abonné ne sont ni connues, ni stockées par l'Exploitant, mais le sont par les prestataires de paiement, lesquels mettent à disposition les conditions d'utilisation de leurs services et les conditions de sécurité des paiements effectuées.

L'Abonné ne peut pas régler par chèque.

Cette procédure ne s'applique pas aux collectivités régies par les principes de la comptabilité publique. Si l'Abonné est une entité publique, l'Exploitant sera en mesure d'émettre une facture selon la procédure et les conditions de paiement en vigueur dans celle-ci et conformément à la législation (utilisation du logiciel Chorus Pro par exemple).

Empreinte bancaire
Lors de l'enregistrement de la carte bancaire par l'Abonné ou préalablement à l'utilisation du Service de Recharge, une empreinte bancaire pourra être réalisée par le prestataire de paiement mandaté par l'Exploitant.
Cette empreinte n'a pas valeur de paiement et constitue uniquement une préautorisation visant à vérifier la validité du moyen de paiement et à sécuriser le règlement des consommations.
Le montant correspondant à l'empreinte bancaire est bloqué temporairement par l'établissement bancaire de l'Abonné puis automatiquement libéré dès la vérification du moyen de paiement pour l'Abonné ou dès le règlement du montant exact dû au titre de la Recharge pour l'Usager Anonyme. L'Abonné reconnaît qu'une empreinte bancaire constitue une préautorisation temporaire et que le délai effectif de libération des fonds dépend exclusivement de son établissement bancaire.

Mesures en cas de non-paiement d'une facture ou d'incidents de paiement
A défaut de paiement intégral des factures dans le délai imparti ou en cas d'échec de paiement :
- L'Exploitant informe l'Abonné par email ou tout autre moyen de contact renseigné qu'il n'a pas réglé les sommes dues et que son accès au Service de Recharge est suspendu ;
- A défaut de règlement ou d'accord entre l'Exploitant et l'Abonné dans un délai de dix (10) jours calendaires suivant la suspension de l'accès au Service de Recharge, l'Exploitant pourra résilier le Contrat selon les modalités définies à l'article 11.2. La situation d'impayé est transmise par l'Exploitant aux EPCI pour transfert au Trésor Public concerné pour recouvrement ;
- À tout moment, si l'Abonné s'acquitte du montant impayé, l'accès au Service de Recharge sera rétabli.

7.3. Frais de remplacement d'un Badge WiiiZ ou de demande de Badge WiiiZ supplémentaire
En cas de demande de remplacement du ou des Badge(s) ou de Badges supplémentaires, des frais dont le montant figurera sur le Site Internet, seront facturés à l'Abonné.

7.4. Utilisation des Bornes de Recharge par un Usager Anonyme à l'aide de l'Application
L'utilisation du Service de Recharge par les Usagers Anonymes se fait grâce au scan du QR code figurant sur la Borne. Le téléchargement et l'utilisation de l'Application sont gratuits (à l'exception du coût de communication appliqué le cas échéant par son opérateur de téléphonie).

7.5. Utilisation de Bornes de Recharge à l'aide d'un Badge Tiers
L'accès et l'utilisation des Bornes de Recharge à l'aide d'un Badge Tiers seront facturés à l'Usager Tiers à partir des données qui seront transmises à l'opérateur de mobilité de ce dernier par l'Exploitant, et selon le prix fixé par les Intercommunalités, sans préjudice du montant de l'abonnement éventuellement appliqué par cet opérateur et au titre du contrat souscrit par l'Usager Tiers auprès de ce dernier. L'Usager Tiers doit s'acquitter de ces sommes conformément aux modalités de règlement prévu par ledit opérateur de mobilité.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITE DE L'ABONNE ET DE L'USAGER

8.1. L'Abonné ou l'Usager Anonyme s'engage à utiliser le Service de Recharge conformément aux présentes CGAU et après les avoir acceptées. A ce titre, l'Abonné ou l'Usager s'engage à :
- Faire un usage normal de la Borne de Recharge en conformité avec sa destination et avec les caractéristiques techniques de son Véhicule ;
- Respecter les instructions du constructeur du Véhicule sur la durée et la puissance maximales de la Recharge ;
- Ne brancher sur la Borne de Recharge que des Véhicules électriques ou des Véhicules hybrides rechargeables

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

commercialisés sur le marché. S'il utilise un câble qu'il fournit, celui-ci doit être homologué ;
- Informer l'Exploitant de toute panne ou dégradation affectant la Borne de Recharge en appelant le numéro mentionné à l'article 17.1 (en sélectionnant l'Assistance Technique).

8.2. L'Abonné, notamment s'il commande plusieurs Badges WiiiZ, est le seul responsable à l'égard de l'Exploitant.

8.3. L'Abonné ou l'Usager est, tant vis-à-vis de l'Exploitant, des Intercommunalités, que des tiers, responsable de son Véhicule et de ses Accessoires dont il assume la pleine et entière garde lors de sa Recharge et/ou de son stationnement au sein des Stations de Recharge.

8.4. Sauf cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du Code Civil, l'Abonné ou l'Usager est responsable envers l'Exploitant et/ou les Intercommunalités pour tout préjudice et tout coût subis par l'Exploitant et/ou les Intercommunalités en cas d'utilisation d'une Borne de Recharge et/ou des Accessoires non conformes aux présentes CGAU lui étant imputable et ayant entraîné une dégradation de celle-ci. La responsabilité de l'Abonné ou de l'Usager pourra notamment comprendre les coûts des réparations nécessaires pour permettre le fonctionnement normal de ladite Borne de Recharge, ainsi que le cas échéant les frais d'intervention, les frais de déplacement et les coûts liés à l'immobilisation de la Borne de Recharge.

8.5. Les CGAU s'imposent à la fois à l'Abonné ou l'Usager, au payeur (si ce dernier est différent) et à tout porteur d'un Badge WiiiZ même lorsque ce dernier n'a pas personnellement souscrit au Contrat.
L'Abonné est entièrement responsable de la garde et de l'usage du(des) Badge(s) WiiiZ et du respect des dispositions des présentes CGAU, y compris par les porteurs d'un Badge WiiiZ. L'Abonné est seul responsable vis-à-vis de l'Exploitant.

8.6. L'attention de l'Abonné ou de l'Usager est attirée sur le fait que les places de stationnement réservées au Service de Recharge ne peuvent être utilisées que pour les besoins de la Recharge des Véhicules. En conséquence, il est strictement interdit à l'Abonné ou à l'Utilisateur de stationner sur une place de stationnement réservée au Service de Recharge si le Véhicule n'est pas branché. Tout stationnement abusif sur les places de stationnement réservées au Service de Recharge en méconnaissance de l'interdiction visée ci-avant, donnera lieu à une contravention établie par les forces de police.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT

9.1. L'Exploitant ne pourra voir sa responsabilité engagée que dans les limites prévues par le droit commun de la responsabilité civile contractuelle, c'est à dire à raison des dommages qui sont la conséquence directe d'une inexécution des obligations contractuelles mises à sa charge.

9.2. L'Exploitant ne pourra en aucun cas être tenu responsable, vis à vis de l'Abonné ou de l'Usager, de :
- la perte, la détérioration ou le vol du Véhicule, de ses Accessoires ou des objets et effets personnels durant la Recharge ou le stationnement. L'Exploitant n'assume aucune obligation de surveillance ;
- toute conséquence d'une fraude, d'une mauvaise utilisation ou de l'utilisation d'un Badge WiiiZ non conforme à sa destination par l'Abonné ;
- des incidents, dommages ou risques liés à un défaut du Véhicule, de sa batterie, de son système électrique ou de tout Accessoire fourni par l'Abonné ou l'Usager ;
- le dysfonctionnement, l'indisponibilité ou la perturbation temporaire du Service de Recharge, d'une ou plusieurs Stations de Recharge, du Site Internet et/ou de l'Application, notamment en cas :
  - de perturbation et/ou d'indisponibilité totale ou partielle des réseaux GSM/GPRS/3G ou du réseau Internet,
  - de virus informatique transmis par le réseau Internet,
  - d'interruption des services accessibles depuis le Site Internet et/ou l'Application,
  - de travaux d'entretien, de renforcement, de réaménagement ou d'extension des installations des réseaux GSM/GPRS/3G par l'opérateur de télécommunication utilisé pour le Service de Recharge par les Intercommunalités,
  - de dégradation du signal GSM/GPRS/3G ou du signal GPS dû, notamment aux conditions météorologiques,
  - des interruptions, limitations ou baisses de puissance liées aux infrastructures électriques ou au réseau public de distribution, ou à toute intervention d'un gestionnaire de réseau,
  - de l'impossibilité de fournir le Service de Recharge, de l'inaccessibilité ou l'indisponibilité d'une ou plusieurs Stations de Recharge du fait de travaux de voirie ou de réseaux à l'initiative d'un tiers nécessitant la mise hors service d'ouvrages, notamment à l'initiative des pouvoirs publics ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- en cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil ;
- des dommages indirects tels que la perte de marché, le préjudice commercial, la perte de clientèle, le trouble commercial quelconque, la perte de profit, la perte de l'image de marque.

9.3. L'Exploitant n'assure pas l'entretien ni la maintenance des Stations de Recharge, confiées par les Intercommunalités à l'un de leurs prestataires. Toutefois, en cas de dysfonctionnement, de panne ou de défaut d'une Station de Recharge empêchant la Recharge, l'Abonné ou l'Usager s'adresse directement à l'Exploitant, qui pourra faire intervenir ledit prestataire si la résolution du dysfonctionnement nécessite son intervention.

9.4. Le Service de Recharge pourra être interrompu en cas de travaux ou d'inspection de l'espace public à l'initiative des Intercommunalités, de leurs prestataires ou d'un tiers. L'Exploitant ne pourra être tenu responsable par l'Abonné ou l'Usager en cas d'interruption de Recharge, d'indisponibilité du Service de Recharge ou d'inaccessibilité des Stations de Recharge de ce fait.

9.5. Le Service de Recharge repose sur un principe de libre-service et de disponibilité raisonnable, sans garantie de continuité ou de performance. L'Exploitant ne garantit ni l'absence d'interruptions, ni un délai maximal de réparation, ni la disponibilité d'une Borne de Recharge particulière ; il ne peut être tenu pour responsable de l'absence de Bornes de Recharge disponibles.

ARTICLE 10 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Les EPCI, en leur qualité de Responsables du traitement, prennent les mesures propres à assurer la protection, l'intégralité et la confidentialité des données à caractère personnel des Abonnés et des Usagers, qu'ils collectent, détiennent ou traitent dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement Européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD »).
L'Exploitant, société de droit monégasque, agit en qualité de Sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD, pour le compte des EPCI.

10.2. Les données collectées dans le cadre du Service de Recharge sont destinées aux EPCI (Responsables du traitement), à l'Exploitant (Sous-traitant), ainsi qu'à leurs prestataires techniques et partenaires respectifs intervenant dans le cadre du Contrat et du Service de Recharge, aux établissements financiers et postaux dans le cadre des opérations de paiement, ainsi qu'aux tiers autorisés en vertu d'une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque certains traitements ou opérations techniques sont réalisées depuis Monaco, les données personnelles peuvent être consultées ou manipulées depuis un pays situé hors de l'UE. Ces accès constituent un transfert vers un pays tiers et sont, à ce titre, encadrés par des garanties appropriées conformément à l'article 46 du RGPD, notamment la mise en place de Clauses Contractuelles Types entre les EPCI et l'Exploitant.

10.3. Les données sont collectées pour les besoins de la souscription, de la fourniture et de l'exécution du Contrat, ainsi que pour permettre la gestion du Service de Recharge, sur les bases légales prévues à l'article 6 du RGPD (exécution contractuelle, obligation légale et intérêt légitime des EPCI et de l'Exploitant).
Les données traitées incluent notamment : données d'identification (nom, prénom, coordonnées), données contractuelles (compte, abonnement), données d'identification électronique (numéro badge, identifiant), données de paiement, données relatives aux sessions de recharge (date, heure, point de charge utilisé, durée, énergie délivrée), données techniques ou de journalisation, ainsi que les échanges avec l'Exploitant.

La collecte de certaines données est obligatoire lorsqu'elles sont nécessaires à la gestion du Contrat (notamment la facturation et le recouvrement).
D'autres données, relatives notamment aux sessions de recharge sur le réseau Wiiiz par l'Abonné ou l'Usager sont utilisées sous forme anonymisée à des fins statistiques et d'analyse du Service de Recharge.
Les données techniques et de journalisation sont collectées automatiquement afin d'assurer la sécurité du Service de Recharge, la supervision technique des Bornes de Recharge, la détection d'anomalies et la prévention des fraudes.

10.4. Les données relatives à la gestion du Contrat et de l'opposition à recevoir de la prospection sont conservées pendant la durée du Contrat et 5 années à compter de sa date de résiliation ou de sa cessation, conformément aux

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

délais légaux de prescription applicables. Les données techniques ou de journalisation sont conservées pour une durée de 3 mois. Les données rendues anonymes peuvent être conservées sans limitation de durée.

10.5. L'Abonné ou l'Usager dispose, s'agissant des données personnelles le concernant, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition sans frais, ainsi que d'un droit à la limitation du traitement et d'un droit à la portabilité de ses données.

L'Abonné ou l'Usager peut exercer les droits susvisés :
- auprès du Gestionnaire par courrier postal ou par courriel aux coordonnées mentionnées à l'article 17 ;
- s'agissant de la prospection commerciale par voie électronique, par le lien de désabonnement figurant dans les courriels envoyés par l'Exploitant ;
- et auprès du Délégué à la Protection des Données d'EVzen par courriel à l'adresse dpo@smeg.mc ou par courrier postal à l'adresse SMEG Développement – Le Délégué à la Protection des Données – 10 avenue de Fontvieille, 98000 Monaco.

L'Abonné ou l'Usager dispose également de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) - https://www.cnil.fr/fr.

En cas de demande d'exercice des droits, l'Abonné ou l'Usager devra fournir à l'Exploitant les éléments nécessaires à son identification (son nom, prénom, numéro d'Abonné/d'Utilisateur), ainsi que toute information permettant de traiter sa demande.
En cas de doute raisonnable sur l'identité, l'Exploitant pourra solliciter la transmission d'un justificatif d'identité (copie barrée avec mention « copie fournie pour l'exercice des droits » suivie du nom de l'Exploitant et de la date), dont la copie sera supprimée dès vérification de l'identité.
L'Abonné ou l'Usager pourra indiquer une adresse de réponse différente de celle de l'adresse renseignée lors de la souscription, ou lors de la Recharge pour les Usagers Anonymes.

ARTICLE 11 : SUPPRESSION DU SERVICE – RESILIATION DU CONTRAT

11.1. Résiliation par l'Abonné
L'Abonné peut résilier le Contrat à tout moment et sans préavis ni pénalités, notamment s'il ne souhaite plus bénéficier du Service de Recharge ou en cas de non-acceptation d'une évolution des tarifs ou d'une modification des CGAU conformément à l'article 12.
L'Abonné peut le faire en toute autonomie via son Espace Personnel avec effet immédiat ou peut adresser sa demande de résiliation du Contrat à l'Exploitant par courriel ou par courrier aux adresses mentionnées à l'article 17.2, la résiliation prenant alors effet à compter de la date de réception ou de première présentation dudit courrier.

11.2. Suspension - Résiliation du Contrat en cas de manquement de l'Abonné à ses obligations contractuelles
En cas de manquement à ses obligations contractuelles par l'Abonné, l'accès au Service de Recharge lui sera suspendu jusqu'à régularisation.
Le Contrat pourra être résilié en cas de manquement grave ou répété de l'Abonné à ses obligations contractuelles, notamment en cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues dans les délais impartis ou de fraude. L'Exploitant peut procéder à cette résiliation sans délai après en avoir informé l'Abonné.

11.3. Résiliation de plein droit
L'arrêt du Service de Recharge ou de sa gestion par l'Exploitant, pour quelque cause que ce soit, entraîne la résiliation automatique et de plein droit du Contrat.

11.4. Dispositions communes
La résiliation du Contrat entraîne l'obligation pour l'Abonné de payer l'intégralité des sommes dues à ce titre jusqu'au jour de la résiliation effective, et la remise à l'Exploitant de son ou ses Badges WiiiZ à ses frais. Tout mois commencé est dû dans son intégralité pour ce qui concerne l'abonnement mensuel.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES D'ACCES ET D'UTILISATION

L'Exploitant se réserve la possibilité de modifier à tout moment les présentes CGAU, notamment pour tenir compte de l'évolution du Service de Recharge, des dispositions légales ou réglementaires applicables, ou de toute autre nécessité opérationnelle.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Pour les Abonnés, toute modification substantielle des CGAU leur sera notifiée sur un support durable, par courriel ou par tout autre moyen de communication approprié, au moins 30 jours avant sa date d'application. A compter de cette date, les CGAU modifiées se substitueront aux présentes et seront applicables de plein droit aux utilisations du Service de Recharge réalisées à compter de la date de prise d'effet de la (des) modification(s).
Toutefois, en cas de non-acceptation de la (des) modification(s), l'Abonné a la faculté de résilier le Contrat conformément à l'article 11.1, avant la date d'entrée en vigueur des nouvelles CGAU.

Pour les Usagers Anonymes, les CGAU modifiées s'appliqueront à toute nouvelle utilisation du Service de Recharge à compter de leur mise en ligne.

ARTICLE 13 : INVALIDITE

Si l'une quelconque des dispositions des CGAU est reconnue en tout ou partie, nulle, illégale ou inopposable en vertu du droit applicable, cette disposition, ou la partie concernée, sera réputée ne pas faire partie des CGAU. Toutefois, le reste des dispositions des CGAU resteront applicables et de plein effet.

ARTICLE 14 : CESSION

EVzen pourra céder tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Service de Recharge à une société qui, au sens des articles L. 233-1 et suivants du Code de Commerce (i) contrôle directement ou indirectement EVzen, (ii) est contrôlée directement ou indirectement par EVzen ou (iii) est sous contrôle commun avec EVzen, dans la mesure où les conditions mentionnées aux présentes sont maintenues.

ARTICLE 15 : CONVENTION SUR LA PREUVE

De convention expresse entre EVzen et l'Abonné ou l'Usager, les supports électroniques sont réputés constituer au moins un document original ou à tout le moins des commencements de preuve par écrit.

ARTICLE 16 : LOI APPLICABLE - MODES DE REGLEMENT DES LITIGES - ELECTION DE DOMICILE

16.1. La loi applicable au Contrat est la loi française.

16.2. Pour les Abonnés ou Usagers Anonymes Particuliers : en cas de litige relatif au Service de Recharge, l'Abonné ou l'Usager Anonyme Particulier peut adresser une réclamation écrite à l'Exploitant aux coordonnées mentionnées à l'article 17.2.
Si la réponse ne le satisfait pas :

- Le consommateur peut recourir gratuitement à une médiation conformément aux articles L. 211-3 et L. 611-1 et suivants du Code de la consommation ;
- Il peut également saisir gratuitement le Médiateur national de l'énergie, conformément aux articles L. 612-1 du Code de la consommation et L. 122-1 du Code de l'énergie (www.energie-mediateur.fr).

Tout litige non résolu amiablement peut être porté, au choix du consommateur, devant la juridiction compétente de son domicile ou devant toute juridiction compétente

16.3. Pour les autres Abonnés ou Usagers Anonymes (non Particuliers) :
En cas de litige relatif au Service de Recharge, l'Abonné ou l'Usager Anonyme non Particulier peut adresser une réclamation écrite à l'Exploitant aux coordonnées mentionnées à l'article 17.2.
Tout litige non résolu amiablement peut être porté, au choix du consommateur, devant la juridiction compétente de son domicile ou devant toute juridiction compétente

16.4. Caractère facultatif des modes amiables
Les procédures amiables mentionnées ci-dessus sont facultatives et n'excluent pas la possibilité de saisir à tout moment les juridictions françaises compétentes.

16.5 Election de domicile
L'Abonné fait élection de domicile à l'adresse communiquée lors de la souscription du Contrat.
L'Exploitant fait élection de domicile en son siège social.

ARTICLE 17 : CORRESPONDANCE ET INFORMATIONS

17.1. L'Exploitant met à la disposition des Abonnés et des Usagers les numéros de téléphone suivants :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ASSISTANCE TECHNIQUE : 09 82 08 72 12 (appel non surtaxé) disponible (7j/7, 24h/24).
SERVICE COMMERCIAL : 09 82 08 72 12 (appel non surtaxé) disponible (lundi-vendredi hors jours fériés, 8-18h).

17.2. L'Abonné ou l'Usager peut également adresser à l'Exploitant une demande :

- par courriel à : support@evzen.com
- par courrier : **SMEG Développement - Service clients EVzen -** 10 avenue de Fontvieille, 98000 Monaco.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

FORMULAIRE DE RETRACTATION

Si vous souhaitez exercer votre droit de rétractation, nous vous invitons à nous retourner par email ou par courrier dans un délai de 14 jours (cache de La Poste faisant foi) après la conclusion de votre Contrat les documents suivants :

1. Votre RIB
2. Le(s) badge(s) de votre commande
3. Ce formulaire complété et signé

SMEG Développement

Service clients EVzen
10 avenue de Fontvieille,
98000 Monaco

Nous vous recommandons un envoi avec suivi

Je vous notifie par la présente ma rétractation du contrat portant sur la formule ci-dessous :

Nom et prénom du client titulaire du contrat : ……

Adresse email : ……

Date de conclusion du contrat :

Signature :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION DE MANDAT DE RECETTES RELATIVES A LA GESTION MONETIQUE DU RESEAU IRVE SUR L'OUEST DES ALPES MARITIMES ET LE SUD DU VAR

Dans le cadre du marché de fourniture conclu par le groupement de commandes constitué entre

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.)

La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.)

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.)

La Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A)

La Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération (E.C.A.A)

Coordonnateur du Groupement

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

57 avenue Pierre Sémard

06130 GRASSE

Tel : 04.97.05.22.00

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Entre :

La société SMEG Développement, Société anonyme de droit monégasque au capital de 150 000 €, ayant son siège social sis c/o SMEG, 10 avenue de Fontvieille à Monaco, dûment habilitée à cet effet,

Représentée par Monsieur Anthony DUPONT, en sa qualité de Directeur Mobilité Electrique dûment habilité à cet effet,

désignée dans les présentes par le « **Mandataire de gestion** »,

Et :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, désignée dans les présentes par le « **Mandant** »,

Désignées dans les présentes individuellement ou ensemble la/les « ***Partie(s)***».

PREAMBULE

Un groupement de commandes pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'Ouest des Alpes Maritimes et le sud du Var a été constitué.

Il est composé de :
La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.).
La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.),
La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A),
La Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A)
La Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération (E.C.A.A)

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.), est le coordonnateur de ce groupement de commandes, chargée de mettre en œuvre les procédures de marchés publics et les éventuelles modifications au contrat et de les notifier au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement émet les bons de commandes, paie directement le titulaire et s'assure de la bonne exécution du contrat pour ce qui le concerne.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Ce groupement de commandes permet à chacun de ses membres de disposer d'un parc de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables dont ils ont la propriété. Dans le cadre de l'utilisation de ces bornes et de ces points de charge, un service de charge avec un système d'accès et de paiement est mis en place.

Le marché n° 2025/35 a été attribué et notifié le 16 décembre 2025 à la Société SMEG Développement pour une durée de 4 ans à compter du …… (en attente 1er BDC)

Dans le cadre du marché passé, il est prévu que l'attributaire dudit marché soit chargé notamment de :

- La gestion des accès ;
- L'émission et l'envoi des avis des sommes à payer aux usagers du service ;
- La gestion de la collecte auprès des usagers du service des recettes relatives au service de charge dédié aux véhicules électriques et abonnements associés ;
- Dans le cadre de l'itinérance entrante, l'émission et l'envoi aux opérateurs de mobilité concernés des avis des sommes à payer au titre de l'utilisation du service de charge par leurs clients, ainsi que la gestion de la collecte auprès de ces opérateurs des recettes correspondantes ;
- Les dépôts et l'encaissement de subventions, telles que les primes ADVENIR et le reversement aux collectivités
- Si nécessaire, l'encaissement de la TIRUERT et le reversement aux collectivités.

D'autre part, les collectivités membres du groupement de commandes ont décidé de réunir l'ensemble de leurs infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) en créant un réseau dénommé *WiiiZ* dont la CASA, la CAPG, la CACPL, ECAA et la CCAA sont toutes propriétaires à concurrence des installations situées sur leur territoire. A cette fin, elles ont déposé cette marque le 24 janvier 2018 auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI). De plus, les EPCI ont convenus d'un tarif unique et de conditions d'utilisation communes à l'ensemble de ce réseau.

La Société SMEG Développement s'est vu confier l'exploitation des bornes et du service de recharge WiiiZ dans le cadre du marché précité.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente convention de mandat de recettes, conclue à titre onéreux, soumise aux dispositions du Code des Marchés Publics pour sa passation et son exécution, ainsi qu'au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et **notamment aux dispositions des articles L1611-7-1, D1611-16 à D1611-26,**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

D1611-32-1 à D1611-32-9 issus du décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015.

Elle est conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ci-après désignée « **Le Mandant** » et le prestataire chargé de la gestion financière et monétique du marché public cité précédemment, titulaire dudit marché public, la société SMEG Développement, ci-après désignée « **Le Mandataire de gestion** ».

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Opérateur de mobilité électrique : opérateur, public ou privé, exploitant des bornes de recharge électrique.

Interopérabilité : Démarche initiée au niveau communautaire (voir, notamment, la directive européenne du 22 octobre 2014 sur les carburants alternatifs) et reprise au niveau national (article L. 2224-37 du CGCT), visant à garantir aux conducteurs de véhicules électriques ou hybrides, la possibilité de brancher leur véhicule sur tout type d'infrastructure de recharge accessible au public

Itinérance de la recharge : Faculté pour l'utilisateur, titulaire ou non d'un contrat ou d'un abonnement avec un opérateur de mobilité, d'utiliser les réseaux de recharge de différents opérateurs d'infrastructures de recharge de façon transparente, c'est à dire sans inscription préalable auprès de l'opérateur exploitant le réseau dont il utilise ponctuellement le service de recharge, soit en ayant accès à la recharge et au paiement du service par l'intermédiaire d'un opérateur de mobilité avec lequel il a un contrat ou un abonnement, soit en ayant accès à la recharge et au paiement du service directement auprès de l'opérateur de l'infrastructure à laquelle il recharge son véhicule.

Itinérance entrante : Situation dans laquelle un abonné d'un service de recharge autre que celui de WiiiZ utilise le réseau d'infrastructure de charge.

Client : utilisateurs abonnés aux services.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Client anonyme : utilisateur ne disposant pas d'un abonnement auprès d'un opérateur de mobilité ou bien disposant d'un abonnement auprès d'un opérateur de mobilité avec lequel aucune convention d'itinérance n'a été passée. Il accède au service de recharge de WiiiZ au moyen d'une application sur smartphone qui permet son identification et le paiement du service qui lui est fourni.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

En application des articles L1611-7-1, D1611-16 à D1611-26, D1611-32-1 à D1611-32-9 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), Le Mandant donne mandat au Mandataire de gestion pour encaisser, en son nom et pour son compte les Recettes et le cas échéant les Abonnements, et subventions conformément à l'article 7 de la présente convention, générés par l'exploitation du réseau de Bornes de recharge de véhicules électriques dénommé WiiiZ.

Le présent mandat se rattache au marché n°2025/34 « Déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) » notifié le 16 décembre 2025.

Le Mandataire de gestion agira au nom et pour le compte dans les conditions définies au présent mandat. À ce titre, le Mandataire de gestion est notamment chargé d'appliquer la tarification mise en place par Le Mandant, selon la politique tarifaire définie par ce dernier.

Il est convenu entre les Parties que toute modification de l'objet et de ses modalités donnera lieu à la signature d'un avenant entre les Parties.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée commençant à courir au jour de sa signature par les deux Parties jusqu'à 90 jours après expiration de l'accord cadre.

En effet, le marché de fourniture, d'installation et de mise en service de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, de mise en place d'un système de supervision et des matériels et abonnements de communications associés, système monétique, maintenance et signalétique a été notifié le 16 décembre 2025. La date de début du marché débute à la date du premier bon de commande et cela pour une durée de 4 ans. Le titulaire encaissera les recettes jusqu'au

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

dernier jour du marché et devra donc les reverser jusqu'à 90 jours après expiration de celui-ci.

Il pourra être mis fin à la présente Convention, avant son terme, dans les conditions fixées à l'article 16.

ARTICLE 4 – NATURE DES OPERATIONS SUR LESQUELLES PORTENT LE MANDAT

Au titre de sa mission et en vertu du présent mandat qui lui est confié, le Mandataire de gestion est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- Facturer aux clients l'accès aux bornes de charge dans les conditions prévues par le marché ;
  Ces utilisateurs peuvent être les abonnés du service, et en fonction de l'évolution du service, des « clients anonymes », ou des opérateurs de mobilité électrique dont les abonnés utilisent les bornes dans le cadre de l'itinérance entrante ;
- Collecter/encaisser auprès des clients décrits ci-dessus les recettes dues au titre de cet accès ;
- Rembourser les recettes encaissées à tort. Par exception à la présente Convention de mandat de recettes, le Mandataire de gestion est autorisé à reverser aux Usagers ou aux opérateurs de mobilité les recettes encaissées à tort qui sont telles que définies par l'article D1611-32-6 du CGCT ainsi qu'il suit :

  1° Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
  2° Le reversement des excédents de versement ;
  3° La restitution des sommes indûment perçues.

- Recouvrer les impayés éventuels des clients dans les conditions prévues par le marché, étant entendu que le mandataire de gestion ne dispose pas, par le présent Mandat, d'un mandat de justice et qu'il ne saurait donc attraire le client indélicat devant le juge compétent à raison d'un non-paiement à l'échéance d'une facture liée à la charge ;
- Encaisser les subventions sur demande du mandant ;
- Reverser au Mandant les recettes collectées au titre des missions décrites ci-dessus.

Les recettes seront reversées au plus tard le 20 du mois suivant la fin du trimestre.

Conformément aux termes du marché dont il est titulaire, le Mandataire de gestion garantit la recette au Mandant et est seul responsable du recouvrement. Toutefois, dans un souci de transparence et de retraitement statistique, il informera le Mandant de toutes les sommes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

non recouvrées tel que défini ci-après dans les modalités de reddition des comptes.

En outre, dans le cadre de l'itinérance entrante, le Mandataire de gestion est chargé de l'émission et de l'envoi aux opérateurs de mobilité concernés des avis des sommes à payer au titre de l'utilisation du Service de Recharge par leurs clients, ainsi que de la gestion de la collecte auprès desdits opérateurs de mobilité, des Recettes relatives au Service de Charge.

Le Mandataire de gestion est compétent pour l'accomplissement de ces seules opérations.

ARTICLE 5 – CONTROLES MIS A LA CHARGE DU MANDATAIRE DE GESTION

Conformément à l'article D1611-32-3 du CGCT, il est précisé que le Mandataire de gestion est tenu d'exercer les contrôles suivants :

1 Pour l'encaissement des recettes, le Mandataire de gestion a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir des recettes ;
- Dans la limite des éléments dont il dispose, contrôler la mise en recouvrement des créances et la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, la Mandataire de gestion exerce les contrôles suivants :

- Un contrôle de la validité de la dette ;
- Un contrôle du caractère libératoire du paiement.

ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA CONVENTION ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article D1611-19 du CGCT, le Mandataire de gestion souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du mandat.

En application de l'article D1611-20 du CGCT, le Mandataire de gestion fait figurer la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte du groupement de collectivités propriétaires du Service WiiiZ dans tous les documents qu'il établit au titre du mandat (Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service de Charge Wiiiz, Avis des sommes à payer, courrier divers aux Usagers, …).

La bonne exécution de la présente Convention est liée à la bonne exécution du marché dont le Mandataire de gestion est titulaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Outre les spécifications des pièces constitutives du marché que le Mandataire de gestion et le Mandant se doivent de respecter, il convient de préciser que :

- Le Mandataire de gestion s'engage à proposer des prestations actualisées et conformes à l'ensemble des lois et réglementations nationales et communautaires en vigueur relatives à la prestation décrite dans la présente Convention ;

- Le Mandataire de gestion se reconnaît seul responsable en cas de manquement par lui aux obligations stipulées au présent article. En cas de dommage résultant d'un tel manquement, le Mandataire de gestion convient de renoncer à tout recours contre le Mandant et s'engage à demander une semblable renonciation à son assureur.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REVERSEMENT DES FONDS

- Le Mandataire de gestion collecte au nom et pour le compte du Mandant les Recettes du Service de Charge et d'Abonnements associés, réglés par les Usagers ou opérateurs de services de mobilité selon les modalités prévues dans les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service de Recharge Wiiiz ou dans l'accord d'itinérance entrante conclu avec chaque opérateur de mobilité. Il est précisé que le Prestataire ne collecte et ne reverse pas aux Mandants les sommes correspondantes aux abonnements éventuellement facturés par les opérateurs de service de mobilité à leurs clients. Ensuite, il reverse les recettes brutes correspondant à cette collecte au Mandant selon les modalités définies ci-après :

  - Les recettes d'Abonnement au Service de Charge collectées auprès des Usagers sont reversées au Mandant selon les modalités suivantes :

    - Reversement intégral de la recette issue d'un Usager résidant au sein du territoire du Mandant en question ;
    - Reversement intégral de la recette issue d'un Usager dont l'adresse de résidence ne se situe sur aucun des territoires des propriétaires des Bornes de recharge WiiiZ, répartie en 5 entre les 5 EPCI, propriétaires du réseau.

  - Les recettes inhérentes au Service de Charge collectées auprès des Usagers et des opérateurs de mobilité, utilisant le service grâce à l'interopérabilité des réseaux, sont reversées en totalité au Mandant en question lorsque les Bornes de recharge utilisées sont situées sur son périmètre.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

La tarification de ces services par le Mandataire de gestion sera effectuée à un prix qui sera toujours identique au prix délibéré par les EPCI et défini par profil de bornes

Un changement de tarification de l'Abonnement doit être validé par l'ensemble des membres de WiiiZ et ne saurait intervenir en cours de trimestre. Ainsi, une modification de tarif d'Abonnement ne sera applicable que le trimestre suivant la décision du Mandant.

- En cas de divergence entre les tarifs affichés sur les Points de Charge et les tarifs de l'Espace Gestionnaire, les tarifs affichés sur les Points de Charge prévaudront.

- Le Mandataire de gestion émet un avis des sommes à payer au nom et pour le compte de l'EPCI concerné.

- L'avis des sommes à payer établi à l'Usager ou à un opérateur de mobilité par le Mandataire de gestion, sera réglé par le débit du Compte Usager de l'Usager ou du compte bancaire de l'opérateur de mobilité, par carte bancaire ou prélèvement SEPA.

- Les recettes collectées par le Mandataire de gestion ne peuvent donner lieu à placement de sa part.

- Par ailleurs, le compte de dépôt étant ouvert au nom du Mandataire de gestion, le mandataire de gestion agréé pourra être en charge d'assurer la répartition des fonds entre les différents comptes de dépôt le cas échéant et pourra ouvrir un compte en son nom pour les besoins de cette prestation.

- Le rythme de reversement des fonds est trimestriel. Ainsi, le Mandataire de gestion est astreint au reversement des fonds perçus (Abonnements et Services de Charge) le 20 du mois suivant le trimestre concerné, à la caisse du comptable assignataire figurant en annexe 1.

- Conformément à l'article D1611-32-4, afin de retracer ces opérations, le Mandataire de gestion tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et charges constatés et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat.

ARTICLE 8 – MODALITES DE GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayés, le mandataire de gestion effectue trois relances par email à l'usager. Si l'Usager ne règle pas sa facture à l'issue de ces trois relances, la situation d'impayé est transmise au Mandant pour transfert au Trésor Public concerné.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ARTICLE 9 – MODALITES DE REDDITION DES COMPTES

9.1 - REDDITION INFRA-ANNUELLE DES COMPTES

Le Mandataire de gestion est astreint à une obligation générale de reddition des opérations qu'il a effectuées au nom et pour le compte du Mandant en vue de leur intégration dans la comptabilité du Mandant.

A cette fin, tous les trimestres et au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre, le Mandataire de gestion transmet au Mandant, en vue de leur validation par ce dernier avant transmission au comptable pour réintégration dans la comptabilité du Mandant, les justificatifs suivants :

- Un état synthétisant sa gestion de la totalité des Recettes des Abonnements et du Service de Charge pour le trimestre précédent (grand livre et balance des comptes dédiés au service) ;

- Un état récapitulatif détaillé en nombre et en montant, des Abonnements et des Services de Charge effectués par les Usagers le trimestre précédent tel que présenté en annexe 2 sous format Excel ;

- Un état récapitulatif détaillé en nombre et en montant, des Services de Charge effectués par les clients des opérateurs de mobilité le trimestre précédent tel que présenté en annexe 2 sous format Excel ;

- Pour le remboursement des Recettes encaissées à tort, il remet respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article D1611-32-6 du CGCT, les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par le Mandataire de gestion:

  1° Un état précisant la nature de la Recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
  2° Un état précisant la nature de la Recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
  3° Un état précisant la nature de la Recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ces états justifient le montant total des Abonnements et du Service de Charge afin de permettre au comptable public assignataire d'opérer ses contrôles avant intégration dans la comptabilité du Mandant.

L'ensemble de ces justificatifs devront faire apparaître les dates de début et de fin de période à laquelle ils s'appliquent et être transmis par voie dématérialisée sous format Excel aux adresses électroniques transmises par le Mandant. Ils devront être transmis systématiquement en faisant apparaître un état néant si besoin.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

9-2 - REDDITION ANNUELLE DES COMPTES

Le Mandataire de gestion opère la reddition de ses comptes une fois par an, pour l'année civile, au plus tard le 31 décembre de l'année suivante.
En tout état de cause, le Mandataire de gestion produit des comptes qui retracent la totalité des opérations décrites par nature, sans contradiction entre elles. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de reddition ;
- Les états de développement des soldes certifiés, par le Mandataire de gestion, conformes à la balance générale des comptes ;
- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées établies par le débiteur et par nature de produit ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le Mandataire de gestion remet les pièces justificatives suivantes :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.

Ces documents devront être produits à l'expiration de la présente Convention quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 10 – SANCTION DE L'INOBSERVATION DES OBLIGATIONS DE REDDITION

En cas de non-production des justificatifs ou lorsque leur contrôle par le Mandant le conduit à constater des anomalies, le Mandant demandera au Mandataire de gestion par lettre recommandée de régulariser la situation dans les 8 jours à compter de la réception du courrier.

A défaut, le Mandant refuse l'intégration des opérations du Mandataire de gestion dans sa comptabilité.

Le comptable public peut également refuser l'intégration des opérations dans la comptabilité du Mandant du fait d'anomalies relevées à l'occasion

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

de ses contrôles règlementaires ou si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.

En cas de défaillance ou de retard du Mandataire de gestion au titre de ses obligations de reddition ou dans le versement des fonds, le Mandataire de gestion est astreint à des pénalités financières à hauteur de 50 euros par jour ouvré de retard courant à compter de l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure.

Faute de régularisation de cette situation par le Mandataire de gestion ou faute de reddition de ses comptes par le Prestataire dans les délais contractuels, ce dernier est alors justiciable de la chambre régionale des comptes compétente en qualité de Mandant de fait de fonds publics.

ARTICLE 11 – PRIX, MODALITES DE REMUNERATION DU MANDATAIRE DE GESTION, PAIEMENT ET FACTURATION

11.1 – LES TARIFS

Chaque Abonnement au Service de Charge sera tarifé mensuellement à l'Usager sur la base de la date d'envoi du mail de confirmation de commande. Le montant de cet Abonnement est défini en commun accord de l'ensemble des membres de WiiiZ et ne peut être modifié en cours de trimestre.

Chaque Service de Charge sera tarifé à l'Usager ou aux opérateurs de mobilité pour leurs clients utilisant un Point de Charge aux tarifs pratiqués par le Mandant sur ses Points de Charge et qui seront préalablement enregistrés sur l'Espace Gestionnaire.

Le Mandataire de gestion tiendra une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits des charges constatées et des mouvements de caisse opérés au titre de la Convention.

11.2 – L'AVIS DES SOMMES A PAYER

Le Mandataire de gestion établit pour chaque Usager un relevé des transactions effectuées au nom du ou des EPCI concernés, disponible pour ce dernier sur son Espace Usager.

Le relevé des transactions, précise pour chaque titulaire de carte et pour chaque carte :

- La référence de la transaction,
- Le nom de la station,
- La ville,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

- La date,
- La durée tarifée,
- Le total tarifé à l'acte.

Le Mandataire de gestion établit pour chaque opérateur de mobilité un relevé des transactions effectuées au titre de l'utilisation du Service de Charge par ses clients dans le cadre de l'itinérance entrante.

Le relevé des transactions, précise pour chaque opérateur de mobilité et pour chaque utilisation du Service de Charge effectuée par ses clients :

- La référence de la transaction,
- Le nom de la station,
- La ville,
- La date,
- La durée tarifée,
- Le total tarifé à l'acte.

11.3 – LA REMUNERATION DU MANDATAIRE DE GESTION

Le Mandataire de gestion reverse la totalité des recettes versées par les clients au Mandant. Les prestations réalisées dans le cadre du Mandat prévu au présent article donnent lieu à la rémunération prévue de 0 %.

ARTICLE 12 – LE RESPECT DU PRINCIPE DE NON-CONTRACTION DES RECETTES ET DES DEPENSES

Toute contraction, pour quelque motif que ce soit, entre les montants à reverser au Mandant et les sommes éventuellement dues au Mandataire de gestion est strictement interdite.

ARTICLE 13 -TVA

Au regard de la TVA, le Mandataire de gestion est traité comme mandataire de gestion transparent. Par conséquent, il n'est pas responsable des opérations de TVA sur les prix facturés pour les Abonnements ou les Services de Charge.

Symétriquement, le Mandant est responsable du versement de la taxe et assumera ses propres obligations au regard de la TVA.

ARTICLE 14 – GESTION DES COMPTES

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Le Mandant accède, via la plateforme de reporting dédié EVzen analytics, notamment aux informations d'usage et financières suivantes :

- Le relevé de transactions du mois par station et par groupement de collectivités extractible aux formats .csv et .xls ;
- Une partie financière comprenant les remises et les virements.

Le Mandataire de gestion mettra à disposition du Mandant et de chaque groupement de collectivités sur la partie « gestion financière » le récapitulatif de l'activité réalisée sur les Points de Charge pour le mois écoulé, ainsi que le récapitulatif des Abonnements indiquant l'adresse d'envoi de la carte d'abonnement.

Ce récapitulatif mensuel fera notamment apparaître clairement les Recettes d'Abonnements et des Services de Charge collectées par le Mandataire de gestion auprès des Usagers ou des opérateurs de mobilité au titre de l'utilisation des Points de Charge du Mandant par jour et par transaction (décrit en Annexe II).

ARTICLE 15 – INFORMATION DU COMPTABLE DU MANDANT

Le Mandataire de gestion est soumis aux contrôles du comptable public. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le mandataire de gestion pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Il est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire et le pouvoir Aménageur. Le Mandataire de gestion s'engage à apporter, dans un délai de quinze jours, au comptable public toute information et toute justification que ce dernier sollicitera concernant l'exécution de la Convention.

ARTICLE 16 - DONNÉES PERSONNELLES DES USAGERS

Le Mandant est propriétaire des données relatives à l'identité des Usagers. Ces données lui seront transmises par le Mandataire de gestion.

ARTICLE 17 – RESILIATION

L'une ou l'autre des Parties pourra résilier tout ou partie de la Convention en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai de trente (30) jours, sans préjudice de tous dommages et intérêts qu'elle pourrait lui réclamer.

La Convention serait résiliée de plein droit après reddition finale des comptes si le Mandataire de gestion venait à être résilié au titre du marché

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

public de fourniture, d'installation et de mise en service de Bornes de recharge.

Fait à Grasse,
le

Pour le Mandant,

Monsieur Jérôme VIAUD
Président de la C.A.P.G

Pour le Mandataire de gestion,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 1

COORDONNEES BANCAIRES DU COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE GRASSE
119 RTE DE LA PAOUTE
06131 GRASSE CEDEX

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00596 E0650000000 76
IBAN : FR58 3000 1005 96E0 6500 0000 076
BIC : BDFEFRPPCCT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE
57, avenue Pierre Sémard
BP 91015 - 06131 GRASSE Cedex
Tél : 04 97 05 22 00

Certifié Conforme

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

ANNEXE 2

REDDITION DES COMPTES TRIMESTRIELLE : ETAT DETAILLE

Période : Trimestre T1 2022
A rapprocher des charges effectuées

Date d'encaissement	Montants financiers encaissés (TTC)	Nombre de factures
01/01/2022	300	12
02/01/2022	400	10
04/01/2022	200	3
06/01/2022		
…		
25/03/2022	300	3
26/03/2022	300	4
27/03/2022	400	5
28/03/2022	200	10
29/03/2022	300	12
30/03/2022	400	14
31/03/2022	200	12
Total encaissements trimestre	**3 000**	**85**
Total frais bancaires trimestre	**- 50**	
Net à verser trimestre	**2 950**	

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

CONVENTION TRIPARTITE

Préambule

L'article 2 de l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application de l'article 34 du décret du 7 novembre 2012 qui énumère les moyens de règlement des dépenses publiques (NOREFIE1239638A, Journal officiel du 27 décembre 2012) considère le prélèvement comme un mode de paiement de la dépense publique de droit commun.

Convention entre

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, N° SIRET : 200 039 857 00012 ; Représentant : Jérôme VIAUD agissant en qualité de : Président désignée ci-après par "l'ordonnateur"

Le créancier SMEG DEVELOPPEMENT

Le comptable public XXX pour le règlement des dépenses relatives à la fourniture de services de mobilité électrique

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement de la fourniture d'énergies et de services *(références du marché et du ou des lot(s) concerné(s), ou références du contrat, ou catégorie de dépenses)* par prélèvement SEPA sur le compte Banque de France indiqué par le comptable de la collectivité.

Tout nouveau contrat signé avec le même créancier et relatif au règlement par prélèvement SEPA de cette même catégorie de dépenses entre dans le champ de la présente convention, sauf s'il est soumis à des clauses particulières. Dans ce dernier cas, un avenant à la présente convention devra être signé.

Article 2 : Mise en place du prélèvement SEPA

Le créancier de la collectivité ou de l'établissement public établit un mandat de prélèvement SEPA à faire signer par le comptable public titulaire du compte BDF.

Le comptable remplit et signe ce mandat de prélèvement SEPA et le retourne accompagné(e) de son relevé d'identité bancaire comportant son RIB et son IBAN automatisés au créancier qui dématérialise le mandat SEPA et en transmet les informations avec les opérations de prélèvement SEPA.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier peut émettre des prélèvements SEPA domiciliés sur le compte BDF du comptable.

Article 3 : La réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

Les prélèvements seront effectués conformément à ou aux échéancier(s) joint(s).

Si l'ordonnateur ne dispose pas d'un échéancier des prélèvements, le créancier doit, au moins 14 jours, avant l'émission du prélèvement, l'informer du montant et de la date du prélèvement.

Cette information doit permettre à l'ordonnateur :

- de s'assurer de la disponibilité des fonds pour la date d'échéance du prélèvement ;
- en cas de désaccord sur l'opération, de réagir auprès du créancier ou du comptable avant que le prélèvement ne soit effectué.

L'ordonnateur transmet cette information au comptable selon les modalités à définir entre les deux parties.

En tout état de cause, le comptable dispose toujours, après la réalisation du prélèvement SEPA sur son compte BDF, de la faculté de demander à la BDF le rejet de l'opération au titre de l'un des motifs et dans les délais prévus par la réglementation interbancaire.

Article 4 : Définition de la référence du prélèvement

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont données en annexe technique.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_104-DE
Reçu le 04/06/2026
Publié le 04/06/2026

Article 5 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable

Les dépenses, objet de la convention, seront exécutées soit après l'émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur soit sans ordonnancement préalable dans les conditions fixées par l'arrêté du 16 février 2015 (FCPE1430400A) fixant les dépenses des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des établissements publics de santé pouvant être payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable ou avant service fait.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie, le comptable pourra dénoncer la convention et supprimer les mandats de prélèvement SEPA correspondants conformément à l'article 7 infra.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée du contrat qui lie la collectivité ou l'établissement public local au créancier.

Article 7 : Dénonciation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée par anticipation, avec préavis d'un mois, par une des parties par simple lettre pour mettre fin au paiement par prélèvement des biens ou services par le créancier, soit pour demander le retour à un autre mode de paiement (avec ou sans mandatement préalable), soit en raison de la résiliation par la collectivité du contrat conclu avec le créancier.

En cas de dénonciation, le comptable doit demander au créancier la révocation du mandat de prélèvement SEPA.

Fait à Grasse, le

L'ordonnateur
Jérôme VIAUD

Le comptable public

Le créancier

Président de la CA
Du Pays de Grasse

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_105 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Initiative Terres d'Azur (2026-2029)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_105
RAPPORTEUR : Clément THIERY	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Initiative Terres d'Azur (2026-2029)

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur du développement économique, mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif de favoriser l'implantation et le développement des activités économiques sur le Pays de Grasse.

Afin de poursuivre ses objectifs en lien avec notre territoire, l'association Initiative Terres d'Azur doit pouvoir disposer de locaux, de services et de matériels constituant le support de ses missions. En tant que co-financeur historique des actions conduites par cette structure, la CAPG souhaite la soutenir dans leur mise en œuvre.

Il est donc proposé au conseil communautaire de signer une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Initiative Terres d'Azur.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subvention publique ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la circulaire préfectorale du préfet des Alpes-Maritimes du 28 juin 2022 relative au cadre juridique régissant les subventions publiques au profit d'associations et autres organismes de droit privé ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2015_197 du 18 décembre 2015 relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les organismes de droit, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2023_092 du 6 avril 2023 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

Vu l'arrêté N°AR2026_026 du 27 avril 2026 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

Considérant que les activités de l'association Initiative Terres d'Azur présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement économique exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériels conclues le 2 mai 2023 pour une durée de 3 ans avec l'association Initiative Terres d'Azur arrive à son terme prochainement ;

Considérant que lesdits locaux mis à disposition sont situés au R+1 du bâtiment 24 dénommé Espace Jacques Louis Lions sis 4 Traverse Dupont à 06130 Grasse et représentent une surface de 84,10 m² ainsi qu'un avantage en nature évalué à 40 895,08 euros HT par an ;

Considérant que ladite association a adressé à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse une demande de renouvellement de ladite convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériels ;

Étant précisé que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant qu'en tant que co-financeur historique des actions conduites par cette association, il est proposé au Conseil communautaire de reconduire la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

Monsieur Jérôme VIAUD ne prend pas part au vote et quitte la salle.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstention : Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la reconduction de la mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux au bénéfice de l'association Initiative Terres d'Azur ;

- **D'AUTORISER** un membre du bureau désigné dans l'ordre du tableau des nominations appelé à suppléer Monsieur le Président sur les affaires en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur conformément à l'arrêté de déport N°AR2026_026 du 27 avril 2026, à signer la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels, avec l'association Initiative Terres d'Azur, annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 8 JUIN 2026

Le secrétaire de séance

Philippe BONELLI

Le Premier Vice-Président

Pays de Grasse

Jean-Marc DELIA

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS (2026-2029)

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son vice-président en charge du Développement économique, en exercice, **Monsieur Raymond ALBIS**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 05 mars 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association dénommée « Initiative Terres d'Azur », association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et du décret du 16 Août 1901, dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ALUNNI**, agissant en vertu des statuts de l'association.

Dénommée ci-après **« L'association »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

PREAMBULE

Vu l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subvention publique ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la circulaire préfectorale des Alpes-Maritimes du 28 juin 2022 relative au cadre juridique régissant les subventions publiques au profit d'associations et autres organismes de droit privé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les organismes de droit, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°2023_092 du 6 avril 2023 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse et avec Initiative Terres d'Azur ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

Vu l'arrêté n°2025_006 du 11 mars 2025 par lequel le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse donne délégation au vice-président, Monsieur Raymond ALBIS, dans le domaine du développement économique ;

Considérant que l'objectif de l'association Initiative Terres d'Azur, « Plateforme d'initiative locale », vise à accompagner les porteurs de projets et les chefs d'entreprises engagés dans une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise, à attribuer des prêts d'honneurs et à animer des rencontres et ateliers d'information à destination des entreprises ;

Considérant que cet objectif présente un intérêt public local et qu'il correspond à la mise en œuvre de la politique de développement économique exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que l'association doit pouvoir disposer de locaux, de services et de matériels constituant le support de l'exécution de leurs missions ;

Considérant que la CAPG, en tant que cofianceur historique des actions conduites pour cette structure, souhaite soutenir l'association dans leur mise en œuvre ;

Considérant que la convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériel conclue le 2 mai 2023 pour une durée de 3 ans avec l'association arrive à son terme prochainement ;

Considérant que, l'association a adressé à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse une demande de renouvellement de ladite convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériel ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise à disposition de locaux, de matériels à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Bâtiment 24 dénommé Espace Jacques-Louis Lions 4 Traverse Dupont – 06130 GRASSE ainsi que les engagements de chaque partie.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- Cinq bureaux privatifs situés au R+1 de la Pépinière d'entreprises InnovaGrasse (Cf. annexe plan des locaux), soit 84,10 m² au total ;
- Deux salles de réunions et un espace de conférence mutualisés, disponibles sur réservation ;
- Une salle de conférence disponible sur réservation ;
- Une banque d'accueil mutualisée ;
- Un local de stockage de fournitures.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

La CAPG met également à disposition de l'association 7 places de stationnement privatives (accès avec badge nominatif).

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LOCAUX

Lesdits locaux sont mis à disposition de l'association pour lui permettre d'établir ses bureaux administratifs, d'accueillir les créateurs d'entreprise et organiser des formations et ateliers pour les entrepreneurs du Pays de Grasse.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 40 985,08 € HT par an.

En raison de la nature des activités de l'Association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1) L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit ;

2) L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect de l'ordre public, des règles de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter des règles de sécurité, sanitaires, soit toute règlementation en vigueur liée à son activité sous sa seule responsabilité ;

3) L'association s'engage à n'utiliser que les locaux visés à l'article 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 3 ;

4) L'association ne fera aucune démolition, construction, changement de distribution, cloisonnement ou percement d'ouvertures sans le consentement exprès et par écrit de la CAPG ;

5) L'association souffrira l'exécution de toutes réparations, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Communauté d'agglomération estimera nécessaires, utiles ou même simplement convenables, et qu'il fera exécuter pendant le cours de la convention dans le local, et ne pourra demander aucune indemnité quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si leur durée excédait 40 jours ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

6) A la fin de la convention, le local sera laissé en bon état de nettoyage et d'entretien, tous les embellissements, les améliorations resteront la propriété de la CAPG sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1. Engagements de l'association

Le champ d'intervention de l'association porte sur l'accompagnement des entreprises « responsables », dans leur phase de création, de reprise et/ou de développement et qui sont situées sur le territoire de la CAPG, ainsi que sur l'organisation d'ateliers et formation pour les entrepreneurs du Pays de Grasse.

Les locaux mis à disposition serviront exclusivement à des activités liées à l'objet de l'association. Acteur du développement local, Initiative Terres d'Azur s'engage à mener les actions mentionnées dans la convention d'objectifs et de financement.

L'association s'engage en outre à respecter la réglementation des Etablissements recevant des travailleurs (ERT) des Etablissements recevant du public (ERP) et les consignes de sécurité régissant l'utilisation du bâtiment et de contrôle d'accès.

6.2. Engagements de la CAPG

6.2.1. Le nettoyage des locaux

Le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux mis à disposition sont assurés par la CAPG selon le même niveau de service que celui des locaux de la pépinière InnovaGrasse.

6.2.2. Le courrier

Le service courrier et l'affranchissement est assuré par la CAPG.

ARTICLE 7 : SYSTEME D'INFORMATION ET TELEPHONIE

La CAPG intègre les équipements informatiques utilisés par l'association à son infrastructure de télécommunication et téléphonie sans contrepartie financière.

7.1. Prestations et moyens suivants mis à disposition de l'association

Pour assurer l'exécution de la présente convention, la CAPG met à disposition de l'association, les prestations et moyens suivants :

- Accès Internet central

L'accès Internet est un service central mutualisé. L'accès est permis par le réseau filaire et le réseau WIFI. La bande passante de l'accès principal étant mutualisée, les débits montants et descendants ne peuvent être garantis.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

- Accès Infrastructure système

Un espace de stockage indépendant est mis à disposition de l'association pour le dépôt et le partage des ressources numériques. Cet espace est intégré au processus de sauvegarde mis en œuvre par la DSI de la collectivité.
Les accès aux espaces de stockage sont définis par la création de compte utilisateurs avec mot de passe.

- Service de téléphonie fixe

Des postes de téléphonie fixe avec numéro d'accès direct sont fournis. Un numéro de tête avec fonctionnalités de standard est aussi mis à disposition. Un serveur vocal interactif est configuré pour la gestion des appels hors et dans les plages horaires d'ouverture.

- Prestations d'assistance

La Direction des Systèmes d'Information de la CAPG propose les missions suivantes :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage :
  - Aide à l'achat
  - Définition des besoins
  - Pilotage de projets techniques

- Gestion des infrastructures réseau et systèmes :
  - Conception et planification des infrastructures
  - Déploiement des infrastructures
  - Exploitation des infrastructures
  - Support technique des infrastructures

- Support Informatique

La DSI assistera l'association en cas d'éventuel dysfonctionnement technique concernant les services mutualisés octroyés. Cette Direction dispose d'un service hotline accessible au 04 89 35 91 00 les jours ouvrés de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ou par mail à l'adresse support@paysdegrasse.fr.

Sur la base des tickets d'incidents créés, la DSI de la CAPG met en œuvre les solutions adéquates (assistance à distance ou sur site) pour pallier le dysfonctionnement dans les meilleurs délais.

En cas de panne de l'accès Internet et téléphonie de l'opérateur, un délai contractuel de rétablissement est fixé à 4 heures 5 jours sur 7 de 8h à 18h.

7.2. Périmètre non couvert ou à la charge de l'association

D'une manière générale les charges d'investissements sont décidées et engagées par l'association en fonction de ses besoins. Elle en garde la propriété et supporte les amortissements du matériel lui appartenant (ordinateurs fixes et/ou portables, imprimantes, etc.).

7.3. Conditions d'utilisation

L'association au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter les règles relatives au fonctionnement du système d'information en

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

vigueur. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans les locaux mis à sa disposition.

L'association devra fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

L'association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.

La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de sa mise à disposition.

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX

Les locaux sont remis en l'état, les parties se dispensent d'établir un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 : DUREE – RENOUVELLEMENT

La présente convention de mise à disposition à titre précaire est consentie et acceptée au titre de l'exercice 2026 pour une durée de trois ans et prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

Toutefois, elle pourra être renouvelée, uniquement, après acceptation expresse du Président de la CAPG pour une nouvelle période de trois ans. Dans ce cas, la demande de renouvellement par l'association devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et devra intervenir trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois et sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la CAPG de l'acte portant dissolution de l'association.

ARTICLE 12 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'association ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement sans agrément de la Communauté d'agglomération préalable.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 14 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 16 : ANNEXES

- Plan de situation des locaux ;
- Attestation d'assurance pour les locaux.

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention et lient les parties.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Initiative Terres d'Azur**
Le vice-président en charge du développement économique,	Le Président,
Raymond ALBIS	**Henri ALUNNI**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_105-DE
Reçu le 08/06/2026
Publié le 08/06/2026

BAT 24 EJLL R+1

Bureaux mis à disposition d'Initiative Terres d'Azur

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_106 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions (2026-2029)

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_106
RAPPORTEUR : Clément THIERY	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association EnvirobatBDM au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions (2026-2029)

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique, mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, cette dernière accueille des acteurs du développement économique territorial au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions.

L'association EnvirobatBDM, a pour mission de promouvoir l'intégration des principes du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Elle dispose d'une seule antenne locale dans les Alpes-Maritimes depuis un an au sein d'InnovaGrasse et l'association souhaite continuer de renforcer son ancrage au sein du Pays de Grasse.

Afin de poursuivre ses objectifs en lien avec notre territoire, il est proposé au Conseil communautaire de conclure une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels avec l'association EnvirobatBDM pour 3 ans moyennant une indemnité mensuelle de 378 € TTC.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2015_197 du 18 décembre 2015 relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°2025_070 du 3 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre onéreux avec l'association EnvirobatBDM ;

Considérant que l'association EnvirobatBDM a pour mission de promouvoir l'intégration des principe du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence Alpes Côte d'Azur et que pour atteindre cet objectif elle déploie six axes d'action prioritaires :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

débattre, innover et développer, former, évaluer, capitaliser et valoriser, et que ces missions se traduisent par des actions et outils répondant à des critères d'innovation et d'intérêt général ;

Considérant que les missions de l'association présentent donc un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique conduite par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériels conclues le 1er juillet 2025 avec l'association arrive à son terme prochainement ;

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre la mise à disposition de locaux, de services, et de matériels au profit de l'association et ainsi de conclure une nouvelle convention pour une durée de 3 ans moyennant une indemnité de 378 € TTC ;

Il est proposé au conseil communautaire de conclure une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels avec l'association EnvirobatBDM pour 3 ans moyennant une indemnité mensuelle de 378 € TTC ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la conclusion de la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie au bénéfice de l'association EnvirobatBDM ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels, avec l'association EnvirobatBDM, annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS (2026-2029)

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**.

D'une part,

ET

L'association ENVIROBATBDM identifiée sous le numéro SIREN 480512201, ayant son siège social Le Phocéen, bâtiment C - 32 Rue de Crimée – 13003 Marseille, enregistrée le 09/05/2003 sous le numéro W131001042, représentée par son Directeur en exercice, **Monsieur Frédéric CORSET**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »**.

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

PREAMBULE

L'association **ENVIROBATBDM** a pour mission de promouvoir l'intégration des principes du développement durable dans les domaines de la construction, de la réhabilitation et de l'aménagement, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'association dispose d'une seule antenne locale dans les Alpes-Maritimes depuis un an au sein d'InnovaGrasse et une partie de ses équipes était déjà présente au sein des espaces de coworking d'InnovaGrasse depuis 2024. L'association souhaitant continuer à renforcer son ancrage au sein du Pays de Grasse.

Il apparaît que ses missions présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique exercée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à son champ de compétences.

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités d'occupation de locaux, de matériels et de refacturation des services à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions 4 Traverse Dupont – 06130 GRASSE ainsi que les engagements de chaque partie.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

Sont concernés par la présente convention les locaux suivants :

- Un bureau situé au R+2 de l'Espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux) d'une surface de 17,5 m² ;
- Des espaces communs à différentes fins : salle de réunions sur réservation, espace repas, petit salon, un bureau dédié aux appels téléphoniques et une kitchenette ;
- Les services de l'accueil, du standard téléphonique pour la réception des appels, de tri du courrier, du postage du courrier départ ;
- Les parties communes, des sanitaires. ;
- Des appareils de reprographie, de télécopie, de reliure, des écrans géants tactiles et des appareils de projection, sous respect de leurs conditions d'utilisation ;
- Du mobilier de bureau mis à la disposition de l'occupant dans le cadre de l'occupation des locaux qu'il utilise ;
- La fourniture d'électricité, des installations de chauffage, de climatisation et de ventilation, de nettoyage des locaux, aux conditions prévues par la présente convention.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LOCAUX

Lesdits locaux lui permettent d'établir ses bureaux administratifs et d'organiser des réunions, formations, ateliers et conférences conformément à son objet social.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une **indemnité mensuelle de base susceptible d'évolution de 18 €/m², soit un montant total de 315 € HT/mois ou 378 € TTC/mois.**

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1) L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit ;

2) L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect des règles l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter les règles de sécurité, sanitaires, soit toute règlementation en vigueur liée à son activité sous sa seule responsabilité ;

3) L'association s'engage à n'utiliser que les locaux visés à l'article 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 3 ;

4) L'association ne fera aucune démolition, construction, changement de distribution, cloisonnement ou percement d'ouvertures sans le consentement exprès et par écrit de la CAPG ;

5) L'association souffrira l'exécution de toutes réparations, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Communauté d'agglomération estimera nécessaires, utiles ou même simplement convenables, et qu'il fera exécuter pendant le cours de la convention dans le local, et ne pourra demander aucune indemnité quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si leur durée excédait 40 jours ;

6) A la fin de la convention, le local sera laissé en bon état de nettoyage et d'entretien, tous les embellissements, les améliorations resteront la propriété de la CAPG sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1. Engagements de l'association

Le champ d'intervention de l'association porte sur le fait de rassembler les professionnels de la construction et de l'aménagement durables pour la généralisation du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

et d'aménager, principalement en région PACA. Les locaux mis à disposition serviront exclusivement à des activités liées à l'objet de l'association.

L'association s'engage en outre à respecter la réglementation des Etablissements recevant du public (ERP) et les consignes de sécurité et de contrôle d'accès.

6.2. Engagements de la CAPG

6.2.1. Le nettoyage des locaux

Le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux sont assurés par la CAPG selon le même niveau de service que celui des autres locaux de l'Espace Jacques Louis Lions.

ARTICLE 7 : SYSTEME D'INFORMATION ET TELEPHONIE

La CAPG intègre dans son infrastructure Système d'Information l'association lui permettant un accès à son Système d'Information ainsi qu'à son accès internet et téléphonique. La CAPG met à disposition de l'association une infrastructure de télécommunication et téléphonie sans contrepartie financière.

7.1. Prestations et moyens suivants mis à disposition de l'association

Pour assurer l'exécution de la présente convention, la CAPG met à disposition de l'association, les prestations et moyens suivants :

- Accès Internet central

L'accès Internet est un service central mutualisé.

- Accès Infrastructure réseaux et télécoms

L'association est intégrée dans le réseau informatique CAPG lui permettant l'accès au système téléphonique ainsi qu'à son réseau public Wifi.

- Prestations d'assistance

La Direction des Systèmes d'Information de la CAPG propose les missions suivantes :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage :
  - Aide à l'achat
  - Définition des besoins
  - Rédaction de cahier des charges technique
  - Contrôle qualité et vérification d'aptitude et/ou performance
  - Pilotage de projets techniques

- Gestion des infrastructures réseau et systèmes :
  - Conception et planification des infrastructures
  - Déploiement des infrastructures
  - Exploitation des infrastructures
  - Support technique des infrastructures

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Gestion de la sécurité :
  - Audit technique et fonctionnel
  - Conception et déploiement de systèmes de protection
  - Sécurisation des accès internet
  - Sauvegarde et restauration

- Support Informatique

La DSI assistera l'association en cas d'éventuel dysfonctionnement technique concernant les services mutualisés octroyés. Cette Direction dispose d'un service hotline accessible au 04 89 35 91 00 les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ou par mail à l'adresse support@paysdegrasse.fr.

Dès enregistrement de l'incident, les techniciens mettent en œuvre les solutions adéquates dont ils disposent (assistance à distance ou sur site) pour pallier le dysfonctionnement dans un délai le plus court possible.

Au regard de l'évolution régulière des Technologies de l'Information et de la Communication, de nouvelles prestations de nature informatique et téléphonique sont susceptibles d'être mises à disposition de l'association.

7.2. Périmètre non couvert ou à la charge de l'association

D'une manière générale les charges d'investissements sont décidées et engagées par l'association en fonction de ses besoins. Elle en garde la propriété et supporte les amortissements du matériel lui appartenant (ordinateurs fixes et/ou portables, imprimantes, etc.).

7.3. Conditions d'utilisation

L'association au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter les règles relatives au fonctionnement du système d'information en vigueur. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans les locaux occupés.

L'association devra fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

L'association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.

La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de l'occupation.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX

Les locaux sont remis en l'état, les parties se dispensent d'établir un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 : DUREE – RENOUVELLEMENT

La présente convention à titre précaire est consentie et acceptée au titre de l'exercice 2026 pour une durée de 3 ans et prendra effet à compter de la date de signature des deux parties de la présente convention.

Toutefois, elle pourra être renouvelée, uniquement, après acceptation expresse du Président de la CAPG pour une nouvelle période de 3 ans.
Dans ce cas, la demande de renouvellement par l'association devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et devra intervenir trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois et sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice.

La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la CAPG de l'acte portant dissolution de l'association.

ARTICLE 12 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'association ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement sans agrément de la Communauté d'agglomération préalable.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 14 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 16 : ANNEXES

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'association ENVIROBATBDM**
Le Président,	Le Directeur,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Frédéric CORSET**

PROJET

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_106-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE - Plan de situation des locaux

Bureau occupé par EnvirobatBDM

BAT 24 EJLL R+2

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_107 : Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, et de deux avenants aux conventions de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec les associations Pôle Innov'Alliance et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

---

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_107
RAPPORTEUR : Clément THIERY	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, et de deux avenants aux conventions de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels avec les associations Pôle Innov'Alliance et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

SYNTHESE

La politique intercommunale conduite en faveur du développement économique, mise en œuvre par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, a pour objectif de favoriser l'implantation et le développement des activités économiques, ainsi que l'agriculture sur le Pays de Grasse. Les actions mises en œuvre par les associations Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité (Innov'Alliance) et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse concourent à cet objectif.

Afin de poursuivre leurs missions en lien avec notre territoire, ces associations doivent pouvoir disposer de locaux, de services et de matériels. En tant que co-financeur historique des actions conduites par ces structures, la CAPG souhaite les soutenir. De plus, des modifications de locaux mis à disposition des associations Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse au sein de l'Espace Jacques-Louis Lions nécessite la signature d'un avenant.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'approuver la signature :

- **d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Club des entrepreneurs du Pays de Grasse ;**
- **de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels avec l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité ;**
- **de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels avec l'association et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse.**

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifié par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier ;

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subvention publique ou d'un agrément de l'État ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu la circulaire préfectorale du préfet des Alpes-Maritimes du 28 juin 2022 relative au cadre juridique régissant les subventions publiques au profit d'associations et autres organismes de droit privé ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°2018_153 du 16 novembre 2018 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les organismes de droit, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°2023_092 du 6 avril 2023 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2025_073 du 03 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité ;

Vu la décision du Président n°DP2024_32 du 4 mars 2025 par laquelle Monsieur le Président de la CAPG a décidé la conclusion d'une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse ;

Considérant que les activités des associations Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité (Innov'Alliance) et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse présentent un intérêt public local et qu'elles correspondent à la mise en œuvre de la politique de développement économique et agricole exercée par la Communauté d'Agglomération conformément à son champ de compétences ;

Considérant que la convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériels conclue le 2 mai 2023 avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse arrive à son terme ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Considérant que ladite association a adressé à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse une demande de renouvellement de ladite convention de mise à disposition de locaux, de services, et de matériels ;

Considérant que lesdits locaux sont situés au rez-de-chaussée du bâtiment 24 dénommé Espace Jacques-Louis Lions sis 4 Traverse Dupont à 06130 Grasse et représentent une surface de 39,10 m² ainsi qu'un avantage en nature évalué à 22 681,64 euros HT par an ;

Considérant que la décision de modifier les locaux mis à disposition des associations Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse nécessite de conclure un avenant pour chacune d'elle ;

Considérant que les locaux mis à disposition de l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité sont situés au rez-de-chaussée du bâtiment 24 dénommé Espace Jacques-Louis Lions sis 4 Traverse Dupont à 06130 Grasse et représentent une surface de 17,20 m² ainsi qu'un avantage en nature évalué à 5 390,20 euros HT par an ;

Considérant que les locaux mis à disposition de l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse sont situés au rez-de-chaussée du bâtiment 24 dénommé Espace Jacques Louis Lions sis 4 Traverse Dupont à 06130 Grasse et représentent une surface de 15,3 m² ainsi qu'un avantage en nature évalué à 4 479,80 euros HT par an ;

Étant précisé que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision ;

Considérant qu'en tant que co-financeur historique des actions conduites par cette association, il est proposé au conseil communautaire de reconduire une convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstentions : Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la reconduction de la mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux au bénéfice de l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux au bénéfice de l'association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle Innov'Alliance) ;

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels consentie à titre gracieux au bénéfice de l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition de locaux, de services et de matériels, avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions de mise à disposition de locaux, de services et de matériels, avec les associations Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle Innov'Alliance) et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, annexés à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS (2026-2032)

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège social se trouve au 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association du Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, association régie par la loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé au 57 avenue Pierre Sémard, 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 443 186 325 00025 et représentée par son Président en exercice **Monsieur Arnaud PINTE**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

PREAMBULE

L'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse (CEPG) a pour objectif de renforcer l'attractivité économique du Pays de Grasse en facilitant le développement et le rayonnement des entreprises ainsi que la promotion de la dynamique économique locale par l'accompagnement des entreprises du territoire dans la transition écologique, l'innovation et la coopération interentreprises. De plus, elle met en œuvre des projets collectifs et des réflexions sur les thématiques stratégiques contribuant au projet de territoire et à la mise en œuvre d'initiatives collectives visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés.

Afin de permettre à l'association de poursuivre ses missions en lien avec notre territoire, elle doit pouvoir disposer de locaux, de services et de matériels. En tant que co-financeur historique des actions conduites par cette structure, la CAPG a souhaité apporté son soutien par la mise à disposition de locaux, de services et de matériels acté par la signature d'une convention avec l'association le 2 mai 2023.

Cette convention arrivant à son terme et suite à la demande de transmise par le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, il convient de procéder à son renouvellement et d'établir une nouvelle convention.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise à disposition de locaux, de matériels et de refacturation des services à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Bâtiment 24 dénommé Espace Jacques-Louis Lions 4 Traverse Dupont – 06130 GRASSE ainsi que les engagements de chaque partie.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- Trois bureaux situés au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux), soit 39,10 m² ;
- Une salle de réunion, disponible sur réservation ;
- Une salle de conférence disponible sur réservation ;

La CAPG met également à disposition de l'association 10 places de stationnement privatives (accès avec badge nominatif).

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES LOCAUX

Lesdits locaux sont mis à disposition de l'association pour lui permettre d'établir ses bureaux administratifs et d'organiser des réunions, formations, ateliers et conférences, à l'exception de « La carte des possibles » ainsi que de toute autre activité commerciale concurrentielle.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 22 681,64 € HT, soit 27 217,97 € TTC par an.

En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1) L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent et s'interdit toutes réclamations pour quelque cause que ce soit ;

2) L'association s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect de l'ordre public, des règles de l'hygiène et des bonnes mœurs et à respecter des règles de sécurité, sanitaires, soit toute règlementation en vigueur liée à son activité sous sa seule responsabilité ;

3) L'association s'engage à n'utiliser que les locaux visés à l'article 2 et à n'exercer dans lesdits locaux que les activités prévues à l'article 3 ;

4) L'association ne fera aucune démolition, construction, changement de distribution, cloisonnement ou percement d'ouvertures sans le consentement exprès et par écrit de la CAPG ;

5) L'association souffrira l'exécution de toutes réparations, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Communauté d'agglomération estimera nécessaires, utiles ou même simplement convenables, et qu'il fera exécuter pendant le cours de la convention dans le local, et ne pourra demander aucune indemnité quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si leur durée excédait 40 jours ;

6) À la fin de la convention, le local sera laissé en bon état de nettoyage et d'entretien, tous les embellissements, les améliorations resteront la propriété de la CAPG sans qu'il ait à payer aucune indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1. Engagements de l'association

Le champ d'intervention de l'association porte sur l'organisation de projets collectifs de réflexion sur les thématiques stratégiques contribuant au projet de territoire et initiatives collectives concrètes visant à répondre aux besoins des entreprises et des salariés habitants en lien avec l'attractivité économique durable du territoire et l'accompagnement des entreprises du territoire dans la transition écologique, l'innovation et la coopération interentreprises.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Les locaux mis à disposition serviront exclusivement à des activités liées à l'objet de l'association.

L'association s'engage en outre à respecter la réglementation des Établissements recevant du public (ERP) et les consignes de sécurité régissant l'utilisation du bâtiment et de contrôle d'accès.

6.2. Engagements de la CAPG

6.2.1. Le nettoyage des locaux

Le nettoyage, l'entretien et la maintenance des locaux mis à disposition sont assurés par la CAPG selon le même niveau de service que celui des locaux de la pépinière InnovaGrasse.

6.2.2. Le courrier

Le service courrier et l'affranchissement est assuré par la CAPG.

ARTICLE 7 : SYSTEME D'INFORMATION ET TELEPHONIE

La CAPG intègre les équipements informatiques utilisés par l'association à son infrastructure de télécommunication et téléphonie sans contrepartie financière.

7.1. Prestations et moyens suivants mis à disposition de l'association

Pour assurer l'exécution de la présente convention, la CAPG met à disposition de l'association, les prestations et moyens suivants :

- Accès Internet central

L'accès Internet est un service central mutualisé. L'accès est permis par le réseau filaire et le réseau WIFI. La bande passante de l'accès principal étant mutualisée, les débits montants et descendants ne peuvent être garantis.

- Service de téléphonie fixe

Des postes de téléphonie fixe avec numéro d'accès direct sont fournis.

- Prestations d'assistance

La Direction des Systèmes d'Information de la CAPG propose les missions suivantes :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage :
  - Aide à l'achat
  - Définition des besoins
  - Pilotage de projets techniques

- Gestion des infrastructures réseau et systèmes :
  - Conception et planification des infrastructures
  - Déploiement des infrastructures
  - Exploitation des infrastructures
  - Support technique des infrastructures

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Support Informatique

La DSI assistera l'association en cas d'éventuel dysfonctionnement technique concernant les services mutualisés octroyés. Cette Direction dispose d'un service hotline accessible au 04 89 35 91 00 les jours ouvrés de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ou par mail à l'adresse support@paysdegrasse.fr.

Sur la base des tickets d'incidents créés, la DSI de la CAPG met en œuvre les solutions adéquates (assistance à distance ou sur site) pour pallier le dysfonctionnement dans les meilleurs délais.

En cas de panne de l'accès Internet et téléphonie de l'opérateur, un délai contractuel de rétablissement est fixé à 4 heures 5 jours sur 7 de 8h à 18h.

7.2. Périmètre non couvert ou à la charge de l'association

D'une manière générale les charges d'investissements sont décidées et engagées par l'association en fonction de ses besoins. Elle en garde la propriété et supporte les amortissements du matériel lui appartenant (ordinateurs fixes et/ou portables, imprimantes, etc.).

7.3. Conditions d'utilisation

L'association au même titre que chaque utilisateur de la CAPG, s'engage à respecter les règles relatives au fonctionnement du système d'information en vigueur. Elle définit les conditions générales et particulières d'utilisation des moyens et ressources informatiques mis à disposition.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à l'un des principes protégés par la loi, la responsabilité pénale ou civile de l'utilisateur est engagée.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant sa responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'elle organise dans les locaux mis à sa disposition.

L'association devra fournir, à la signature de la présente convention, une attestation dûment établie par son assureur.

L'association s'engage à réparer et indemniser la CAPG pour les dégâts matériels éventuellement commis.

La CAPG décline toute responsabilité en raison des vols qui pourraient être commis dans les locaux pour la durée de sa mise à disposition.

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX

Les locaux sont remis en l'état, les parties se dispensent d'établir un état des lieux contradictoire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 10 : DUREE – RENOUVELLEMENT

La présente convention de mise à disposition à titre précaire est consentie et acceptée au titre de l'exercice 2026 pour une durée de six ans et prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

Toutefois, elle pourra être renouvelée, uniquement, après acceptation expresse du Président de la CAPG pour une nouvelle période de six ans. Dans ce cas, la demande de renouvellement par l'association devra être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et devra intervenir trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Etant consentie à titre précaire et révocable, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la CAPG ou l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois et sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice.

La présente convention pourra également être résiliée sans préavis et de plein droit en cas de force majeure, pour tout autre motif d'intérêt général ou pour non-respect des engagements prévus aux articles de ladite convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties. La présente convention sera résiliée de plein droit dès réception par la CAPG de l'acte portant dissolution de l'association.

ARTICLE 12 : CESSION ET SOUS LOCATION

La présente convention est consentie *intuitu personae*, l'association ne pourra céder les droits en résultant.

De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement sans agrément de la Communauté d'agglomération préalable.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants qui seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 14 : LITIGES

Le présent contrat est régi par la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

ARTICLE 16 : ANNEXES

- Plan de situation des locaux ;
- Attestation d'assurance pour les locaux.

Les annexes susmentionnées font partie intégrante de la présente convention et lient les parties.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Arnaud PINTE**

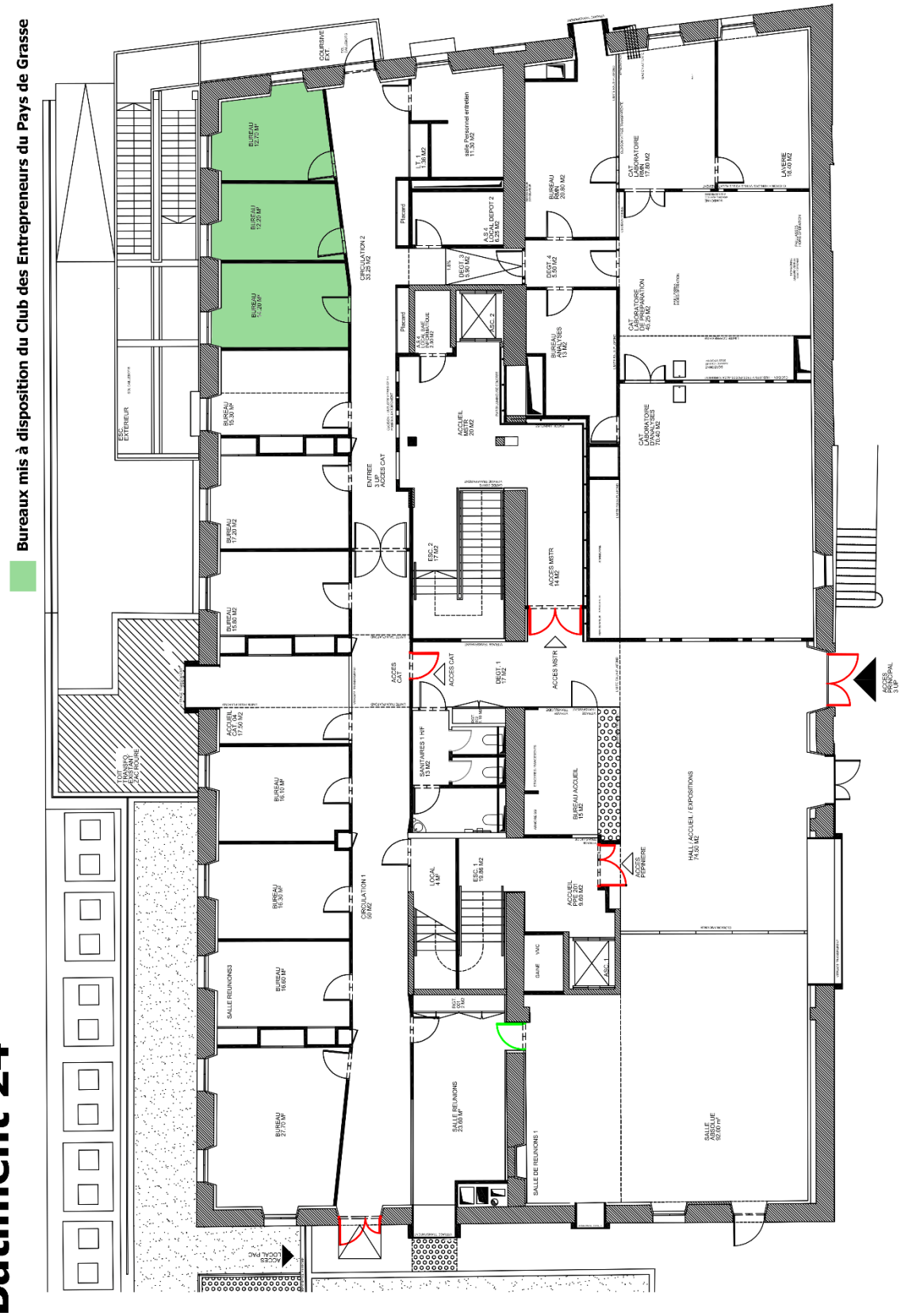
AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE

Espace Jacques-Louis Lions
Bâtiment 24

RDC

Bureaux mis à disposition du Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse



Annexe à la DL2026_107

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est située 57 avenue Pierre Sémard à Grasse déclarée à la sous-préfecture le 04/03/2009 et parution au journal officiel le 23/05/2009 sous le n°200900210070 et représentée par sa Présidente en exercice**, Madame Armelle JANODY,** agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.
N° de SIRET : 521 073 726 00015

Dénommée ci-après **« L'association »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels signée le 12 mars 2024 est de redéfinir les modalités de mise à disposition de locaux à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions, 4 Traverse Dupont - 06130 GRASSE, notamment, la désignation des locaux et les modalités financières s'y rapportant.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- 1 bureau situé au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux) ;
- Une salle de réunion, disponible sur réservation.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 4 479,80 € HT, soit 5 375,76 € TTC par an.

En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 6 : ANNEXE

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse**
Le Président,	La Présidente,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Armelle JANODY**

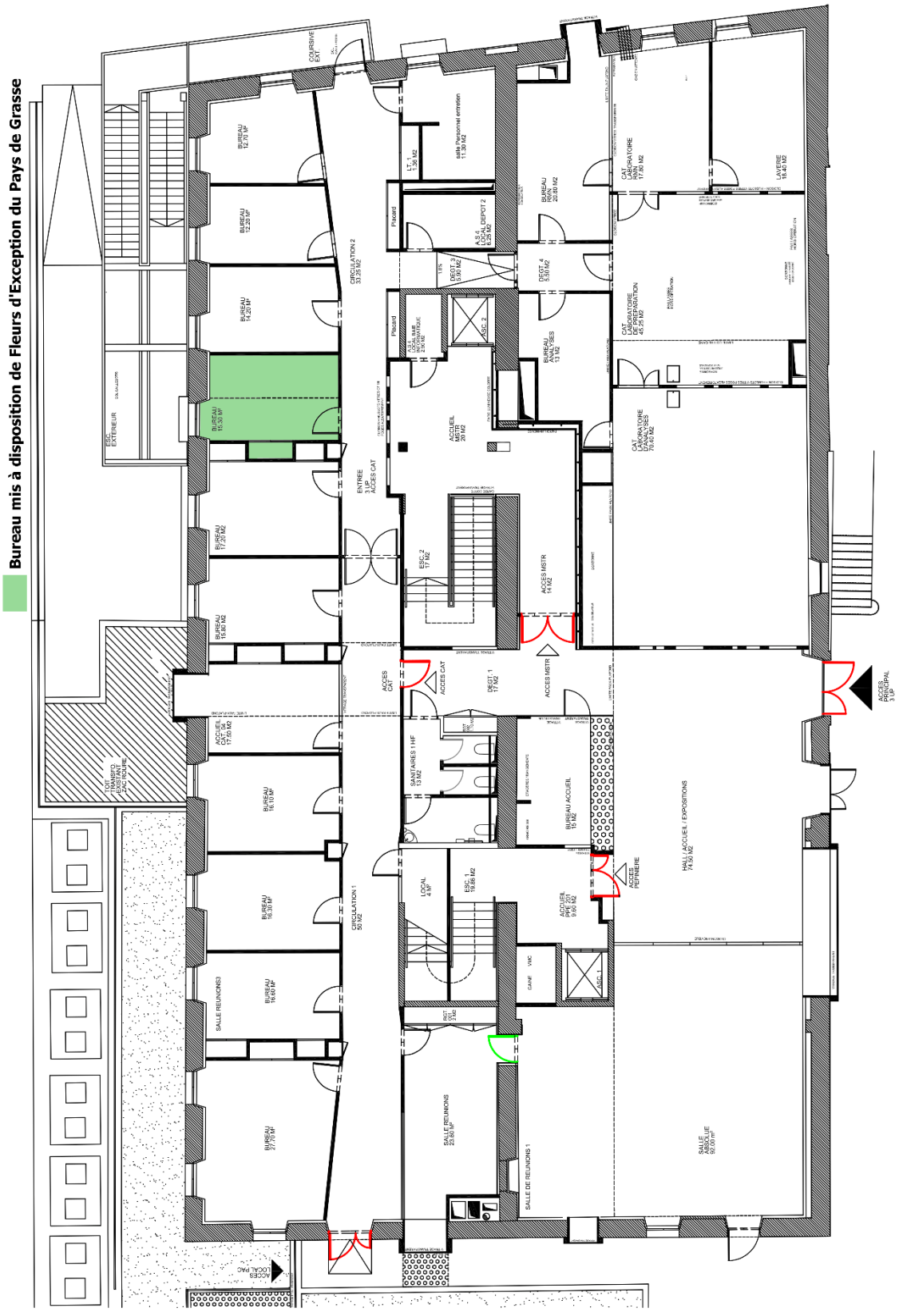
PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE

Espace Jacques-Louis Lions
Bâtiment 24

RDC



AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX, DE SERVICES ET DE BIENS MATERIELS

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard, 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Dénommée ci-après **« La CAPG »**

D'une part,

ET

L'Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité, association régie par la loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé au 100 Rue Pierre Bayle - Cité de l'Alimentation - BP 11548 – 84916 AVIGNON Cedex 9, identifiée sous le numéro de déclaration au journal officiel W842000759 – numéro SIRET 487 722 183 00034 et représentée par son Président en exercice **Monsieur Jean-François GONIDEC**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Dénommée ci-après **« L'association »** ou **« Pôle Innov'Alliance »**

D'autre part.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels signée le 17 avril 2025 est de redéfinir les modalités de mise à disposition de locaux à l'association, ci-après désignés, appartenant à la CAPG sis Espace Jacques-Louis Lions, 4 Traverse Dupont - 06130 GRASSE, notamment, la désignation des locaux et les modalités financières s'y rapportant.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La CAPG met à la disposition de l'association les locaux suivants :

- 1 bureau situé au RDC de l'espace Jacques-Louis Lions (Cf. annexe plan des locaux) ;
- Une salle de réunion, disponible sur réservation ;
- Une salle de conférence, disponible sur réservation.

L'association déclare parfaitement connaitre les locaux pour les avoir visités avant la signature de la présente convention et s'en déclare satisfait.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

La valorisation de la présente mise à disposition est évaluée à 5 390,20 € HT, soit 6 468,24 € TTC par an.

En raison de la nature des activités de l'association et du fait qu'elle participe directement à la politique de développement économique intercommunale, la CAPG consent la présente mise à disposition à titre gracieux.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 6 : ANNEXE

- Plan de situation des locaux ;

L'annexe susmentionnée fait partie intégrante de la présente convention et lie les parties.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Fait en deux exemplaires à Grasse, le XX/XX/2026.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-Être Naturalité**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jean-François GONIDEC**

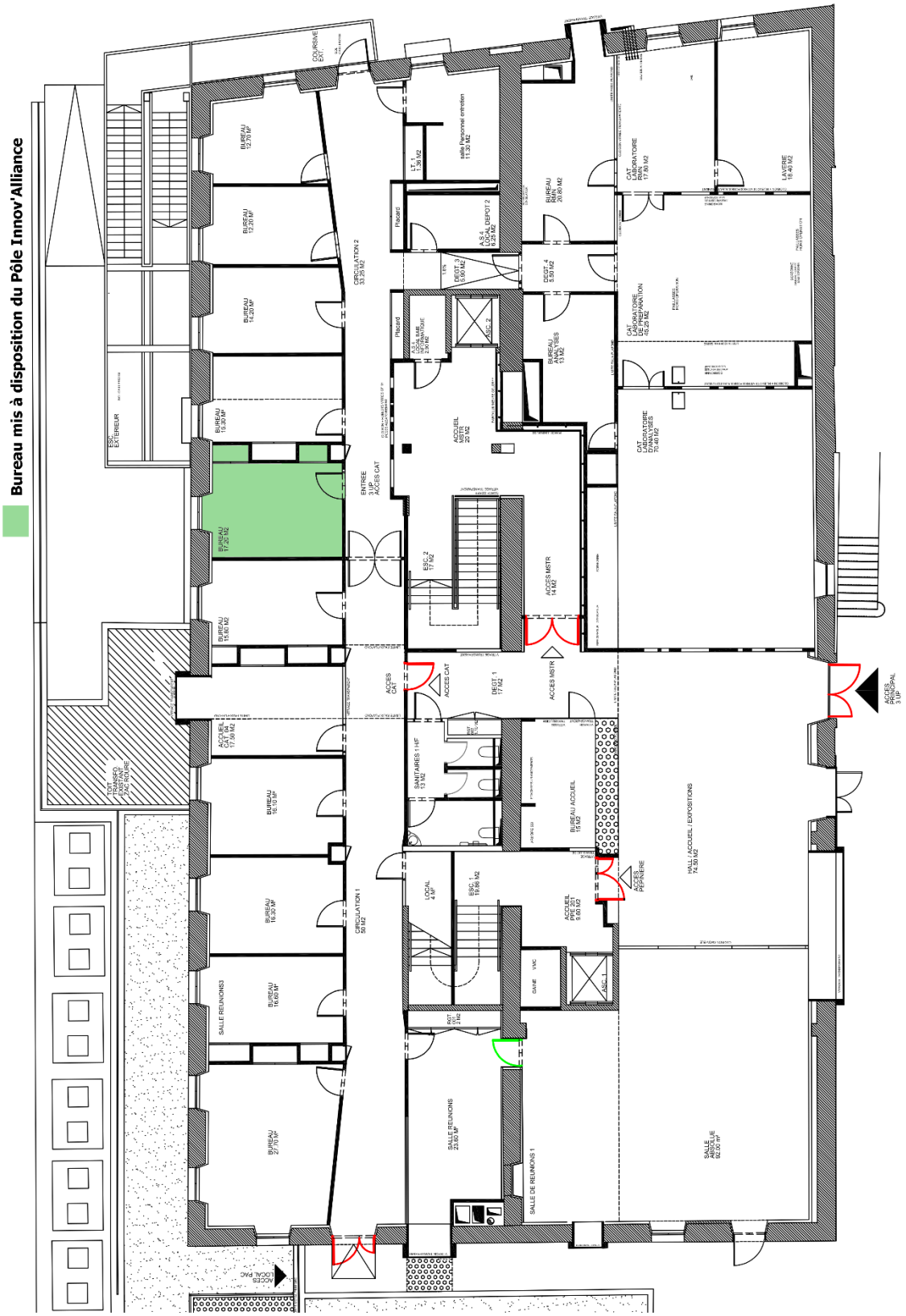
PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_107-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE

RDC

Espace Jacques-Louis Lions
Bâtiment 24



AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_108 : Programmation action économique et agriculture 2026 : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_108
RAPPORTEUR : Clément THIERY	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Programmation action économique et agriculture 2026 : Attributions de subventions et signatures des conventions d'objectifs et de financement

SYNTHESE

Dans le cadre de la politique intercommunale de soutien au développement économique déployée par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse visant notamment à favoriser l'implantation, le développement et la pérennisation des activités économiques et agricoles sur le territoire communautaire, la présente délibération prévoit de soutenir 14 projets pour un montant total de 258 940 €, incluant 10 500 € de mise à disposition de personnel.

Il est donc proposé d'attribuer des subventions aux structures suivantes au titre de la programmation 2026 du développement économique et de l'agriculture :

1. **Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 € ;**
2. **Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 € ;**
3. **Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 € ;**
4. **Association Eurobiomed - Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 € ;**
5. **Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 125 500 € (dont 10 500 € de mise à disposition de personnel) ;**
6. **Association Pégase - Pôle de compétitivité SAFE : 7 500 € ;**
7. **Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité - Pôle de compétitivité Innov'Alliance : 10 000 € ;**
8. **Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 € ;**
9. **Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 € ;**
10. **Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 € ;**
11. **Association Les Fleurs d'exception du Pays de Grasse : 23 000 € ;**
12. **Association Membres de l'Ordre du Mérite Agricole – AMOMA : 300 € ;**
13. **Chambre de l'agriculture du Var – Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) : 2 000 € ;**
14. **Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 €.**

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire portant création de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et définissant les subventions attribuées aux organismes de droit privé ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 visant à renforcer le respect des principes de la République ;

Vu le décret n°2021-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la circulaire Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et ses dispositions L2251-3-1 et R2251-2 ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°DL2023_157 du 09 novembre 2023 par laquelle le conseil de communauté a approuvé la signature d'une Charte d'engagements réciproques avec les associations, un règlement général de gestion des subventions ainsi qu'un modèle de convention d'attribution de subvention ;

Vu la délibération n°DL2026_038 du 16 avril 2026 du conseil communautaire portant adoption du budget 2026 ;

Vu l'arrêté N°AR2026_026 du 27 avril 2026 portant déport de Monsieur Jérôme VIAUD, président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur les dossiers en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur ;

Vu le formulaire de demande de subvention Cerfa n°12156*06 déposé par les associations, la chambre d'agriculture et le syndicat ;

Considérant que les associations, le syndicat et la chambre d'agriculture s'engagent à leur initiative et sous leur responsabilité, à mettre en œuvre les projets énumérés ci-dessous ;

Considérant que ces projets peuvent concerner l'ensemble des activités et donc le financement global des associations et du syndicat ;

Considérant que ces projets présentent un intérêt public local et qu'ils correspondent à la mise en œuvre de la politique intercommunale de développement économique en faveur de l'implantation et du développement des activités économiques et agricoles en Pays de Grasse exercée par la Communauté d'agglomération conformément à son champ de compétences et à la définition de l'intérêt communautaire ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Considérant que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération attribuée à ces projets n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations ;
- La vérification par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Considérant que les conseillers communautaires possédant un intérêt à l'affaire faisant l'objet de la présente décision doivent s'abstenir et que ceci implique notamment de ne pas être rapporteur du projet donnant lieu à la délibération ainsi que de sortir de la salle au moment du vote de la délibération afin de ne pas influencer la décision.

La présente délibération prévoit de soutenir 14 projets pour un montant total de 258 940 €.

Au titre de la programmation 2026, il est proposé d'attribuer une subvention aux bénéficiaires suivants :

1. Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 44318632500025 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Arnaud PINTE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Faciliter le développement et le rayonnement des entreprises et promouvoir la dynamique économique du territoire par la réflexion prospective et le développement de projets novateurs. Valoriser le patrimoine économique sociétal et culturel et être un lieu d'échanges.

Intitulé et description du projet :

Le projet « Soutien au lancement du Pôle de l'innovation Post-Croissance par le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse » s'inscrit dans la dynamique collective du Défi Post-Croissance proposé par l'association et vise à accompagner les entreprises du territoire dans la transition écologique, l'innovation, la coopération interentreprises et l'attractivité économique du Pays de Grasse. Il poursuit un objectif général : renforcer la résilience économique locale et favoriser l'émergence de projets collectifs à impact environnemental, social et économique.

Il s'articule avec les démarches déjà engagées, notamment l'écologie industrielle et territoriale, la marque Grasse Expertise, les initiatives issues de Régén'ère Azur ou encore les actions portées par la communauté Grasse à la Tech. L'objectif du projet est de donner une impulsion forte à cette dynamique globale en structurant les premiers volets opérationnels du Pôle tout en consolidant les actions transversales existantes.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- La coordination et le lancement opérationnel du Pôle d'Innovation de la Post-Croissance, qui constitue le projet structurant des prochaines années, en fédérant acteurs économiques, institutionnels et académiques autour d'un lieu et d'une plateforme dédiés à l'innovation territoriale ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- La poursuite du Programme Resoorce d'écologie industrielle et territoriale, intégrant l'optimisation des ressources, la mutualisation entre entreprises, la réduction des impacts environnementaux et l'accompagnement des entreprises vers des trajectoires de décarbonation ;
- Le développement et l'animation de Grasse Expertise, qui valorise les savoir-faire d'excellence du territoire, renforce l'attractivité du bassin grassois et contribue au maintien de la reconnaissance des savoir-faire liés au parfums en Pays de Grasse, par l'UNESCO ;
- L'animation de la communauté Grasse à la Tech, en appui aux entreprises innovantes et aux dynamiques d'innovation numérique et industrielle du territoire ;
- L'organisation d'événements fédérateurs et d'ateliers collectifs, visant à stimuler l'intelligence collective, favoriser la montée en compétences, encourager l'adaptation écologique et renforcer l'attractivité du Pays de Grasse.

À l'exclusion de « La carte des possibles » ainsi que de toute autre activité commerciale concurrentielle.

Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

2. Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 7 avenue Michel Chevalier 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 85179758900013, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Julien HELLY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Favoriser la connaissance et les échanges entre les entreprises, entrepreneurs et salariés de l'ensemble des sociétés du parc d'activité des Bois de Grasse. Réaliser toute action d'intérêt commun visant à dynamiser, promouvoir, valoriser le parc et visant à l'amélioration du cadre de vie. Représenter les entreprises membres de l'association auprès des interlocuteurs publics et privés.

Intitulé et description du projet :

Co-construction de projets avec la CAPG autour des actions d'aménagement du Parc. Actions d'animation et de promotion des entreprises (afterwork, ateliers, challenges sportifs…). Renforcement de la dynamique collective au service de la biodiversité et établissement d'un leadership inspirant pour les territoires.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- La représentation des entreprises du Parc auprès de la CAPG, des services de la mairie et des différents partenaires publics ;
- La co-construction de projets et participation avec la CAPG aux actions d'aménagement du parc (sécurisation, signalétique…) ;
- L'animation de la démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) en partenariat avec la CAPG, la CCI Nice Côte d'Azur et le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;
- L'approfondissement du programme d'actions des « Sentinelles de la Biodiversité » ;
- La poursuite des différentes actions par commission (soirée Impulse, actions en lien avec la mobilité, l'emploi, l'énergie et la promotion du tissu industriel) ;
- L'approfondissement des liens et la co-construction avec les acteurs de l'ESS du territoire ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- L'animation de l'association via des évènements de type afterwork, ateliers, challenges sportifs (EBG Days, activités de bien être...) ;
- Le relai des actualités et des actions territoriales de la CAPG, en coordination avec les acteurs du dispositif Grasse Entreprises ;
- La mise en avant systématique du partenariat avec la CAPG dans chacune des actions.

Indicateurs de réalisation :

- Pourcentage de réalisation du plan d'action ;
- Nombre d'évènements organisés en collaboration avec la CAPG ;
- Nombre d'actions co-construites avec les partenaires du territoire ;
- Nombre d'adhérents entreprises (représentativité du club) ;
- Nombre de membres engagés en commission (répartition dirigeants/ collaborateurs) ;
- Nombre d'actions de développement durable effectivement mises en place.

3. Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 7 avenue Michel Chevalier 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 85179758900013, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Julien HELLY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Favoriser la connaissance et les échanges entre les entreprises, entrepreneurs et salariés de l'ensemble des sociétés du parc d'activité des Bois de Grasse. Réaliser toute action d'intérêt commun visant à dynamiser, promouvoir, valoriser le parc et visant à l'amélioration du cadre de vie. Représenter les entreprises membres de l'association auprès des interlocuteurs publics et privés.

Intitulé et description du projet :

Poursuite et pérennisation de la démarche d'Ecologie Industrielle Territoriale (EIT).

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Mettre en œuvre des synergies industrielles d'envergure afin de consolider un leadership inspirant autour de l'association EBG, en partenariat stratégique avec la CCI Nice Côte d'Azur ;
- Travailler sur la mutualisation d'outils de production entre industriels des Bois de Grasse (Gestion des eaux usées, production de chaleur, vapeur...) ;
- Mettre en cohérence le projet avec le PCAET porté par la CAPG ;
- Structurer une dynamique collective au service de l'EIT en favorisant son essaimage en Pays de Grasse, en partenariat avec le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;
- Approfondir les projets d'économie circulaire en partenariat avec les acteurs de l'ESS, les stratégies collectives autour des enjeux de naturalité et massifier les démarches d'EIT ;
- Poser les bases d'une démarche coopérative plus globale (inter-parcs) au service de l'EIT.

Indicateurs de réalisation :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Remise d'une étude d'opportunité concernant le partage de réseaux de chaleur ;
- Établissement d'un schéma de portage pour mettre en œuvre le projet en autoconsommation collective ;
- Organisation de réunions multi-acteurs dans le cadre du dispositif Territoire d'Industrie pour identifier les difficultés liées à l'expérimentation de Reuse, identifier les bons leviers de mise en œuvre et de déploiement ;
- Organisation d'un événement issu de la stratégie d'essaimage SymbiOSE (en inter-parc et/ou sur un autre parc).

4. Association Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1682 rue de la Valsière, 34790 Grabels, identifiée sous le numéro SIRET 48947695200085, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Éric VACARESSE, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Animation et promotion de la filière santé/science et technologie du vivant sur le territoire Région Sud-Région Occitanie. Le Pôle mène des initiatives territoriales, fournit des ressources et propose des solutions aux entreprises et aux organismes de recherche. Il les aide à innover, financer, développer et atteindre leurs objectifs stratégiques et commerciaux.

Intitulé et description du projet :

Catalyseur du secteur de la santé du Sud et de la France, le Pôle de compétitivité mène des initiatives territoriales, fournit des ressources et propose des solutions aux entreprises et organismes de recherche.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement des entreprises via des permanences et des événements à Grasse Biotech et InnovaGrasse ;
- Rencontrer les adhérents du Pôle implanté sur le Pays de Grasse une fois par mois ;
- Organisation d'un petit déjeuner sur la créativité au sein des entreprises ;
- Participer aux comités de sélection de Grasse Biotech et d'InnovaGrasse ;
- Favoriser l'émergence de projets à fort potentiel de croissance, en répondant de manière ciblée aux besoins identifiés des acteurs
- Financement de projets.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'adhérents ;
- Nombre d'évènements ;
- Nombre de projets financés ;
- Nombre d'entreprises accompagnées.

5. Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 125 500 € (dont 10 500 € de mise à disposition de personnel)

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 42450696200036 et représentée par son

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Président en exercice, Monsieur Henri ALUNNI, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Plateforme d'initiative locale. Accompagnement de projets d'entreprises engagées dans une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise. Attribution de prêts d'honneurs. Animation de rencontres et d'ateliers d'information à destination des entreprises.

Intitulé et description du projet :

« Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement »..

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement individuel technique et financier des entreprises et créateurs d'entreprises ;
- Rencontres collectives (en présentiel ou distanciel) sur différentes thématiques (création d'entreprises, référencement web, réseaux sociaux, gestion, etc.) ;
- Renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire en animant des ateliers créateurs et en organisant des permanences sur les différentes communes du moyen et haut pays.

Indicateurs de réalisation : cf. convention d'objectifs et de financement 2026.

6. Association Pégase – Pôle de compétitivité SAFE : 7 500 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Domaine Petit Arbois Avenue Louis Philibert BP10028 Bâtiment Henri Poincaré 13545 Aix-en-Provence Cedex 4, identifiée sous le numéro SIRET 49295757600035, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Benoît HANCART, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Le programme 2026 du Pôle SAFE vise à renforcer la compétitivité, l'innovation, la résilience et la souveraineté des filières aéronautique, spatial, sécurité et défense. Il s'inscrit dans la Phase V des pôles de compétitivité, en cohérence avec France 2030, la SRDEII, et les enjeux de transition écologique et numérique. Les actions sont structurées autour d'une double logique : filières industrielles et défis transverses (résilience, mobilités durables, transition numérique, performance environnementale). Le projet poursuit également le développement des grands projets structurants (« totems ») et le soutien aux acteurs régionaux à travers l'innovation, l'internationalisation, l'accès aux financements et l'animation de l'écosystème.

Intitulé et description du projet :

En 2026, SAFE renforcera sa gouvernance, modernisera son processus de labellisation de projets, et évaluera son modèle économique. L'innovation reste le cœur du programme, avec un objectif de 38 projets financés, une intensification des actions Europe (5 projets européens déposés), et une montée en puissance des expérimentations (résilience, sécurité civile, cybersécurité…). L'action internationale se poursuit via partenariats (GIFAS, Business France, clusters étrangers) et la participation à des salons stratégiques.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Innovation : renforcement de l'émergence et du montage de projets innovants, avec un appui accru sur les guichets France 2030 et européens. SAFE structure, labellise et accompagne les projets afin d'accélérer leur mise sur le marché et soutenir la compétitivité de ses filières.
- International : appui à l'export et développement du rayonnement international des entreprises du réseau via des partenariats structurants (GIFAS, Business France…) et la participation à des salons et missions export.
- Europe : consolidation de la présence de SAFE et de ses adhérents dans les programmes européens, avec un objectif de dépôts réguliers de projets et un accompagnement renforcé aux guichets Horizon Europe et FED.
- Emploi–Formation : réponse aux besoins croissant de compétences, de dynamisation et d'attractivité des filières par l'anticipation des métiers émergents et la mise en œuvre d'actions de mise en relation entreprises–talents.
- OIR : consolidation de l'action territoriale et contribution à la structuration industrielle régionale via des projets stratégiques régionales comme : Industrie du Futur, Smart Tech, Sécurité-Défense et Énergies de demain. En reliant filières et défis.
- Croissance des entreprises : accompagnement personnalisé des PME sur leurs leviers de développement (stratégie, financement, certifications, RSE…) et soutien à la transition environnementale et numérique.
- Autres actions sur les filières du pôle : actions transverses portant sur les territoires, la RSE, la cybersécurité, l'IA et la communication. L'axe vise à renforcer la cohésion du réseau et le rayonnement des filières, tout en soutenant les dynamiques locales et l'amélioration continue interne.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'adhérents ;
- Nombre de projets financés ;
- Nombre d'entreprises locales accompagnées.

7. Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité (Pôle de compétitivité Innov'Alliance) : 10 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 100 rue Pierre Bayle, BP 11548, 84916 AVIGNON, identifiée sous le numéro SIRET 48772218300034, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-François GONIDEC, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Accompagner l'innovation autour du végétal et de la naturalité. Le Pôle se positionne notamment sur la dynamique, l'accompagnement et l'animation des entreprises adhérentes dans les domaines de l'agriculture, l'alimentation, la nutraceutique, la cosmétique et les parfums et arômes sur les enjeux liés à l'innovation, la transition écologique et numérique.

Intitulé et description du projet :

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Animation de huit groupes d'émergence pour renforcer l'expertise collective autour de thématiques comme l'extraction, l'upcycling, la biotechnologie l'écoconception ou encore l'emballage.
- Organisation d'un rendez-vous Innova'Cheers (afterwork pour animer la communauté des membres sur le territoire et présenter les nouvelles actions).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Programmation d'un rendez-vous des Innov'Alliés (visite collective d'une entreprise adhérente, ouverte aux adhérents) ;
- Organisation d'une visite technique d'un laboratoire académique du territoire ;
- Contribution aux évènements de Grasse Entreprises ;

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'adhérents (suivi CA – effectifs) ;
- Nombre d'événements organisés sur le territoire et nombre d'événements proposés aux acteurs du territoire en digital ;
- Nombre de rendez-vous adhérents ;
- Nombre des participants adhérents aux actions du Pôle ;
- Nombre d'entreprises accompagnées ;
- Nombre de projets labellisés ;
- Nombre de projets financés ;
- Financements publics mobilisés.

8. Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 265 promenade des Anglais, Villa la Luna, 06200 Nice, identifiée sous le numéro SIRET 48487396300033, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Anne-Laure ROLLET, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Plateforme d'interaction entre les différents acteurs scientifiques des domaines de recherche, de l'industrie, de l'éducation et de la culture. Développement d'un projet de recherche. Accompagnement personnalisé des diplômés en sciences (bac+5 à bac+8) via des entretiens individuels et des réunions collectives.

Intitulé et description du projet :

Consolidation du projet de rapprochement laboratoires-entreprises. Ce projet a pour objectif de rassembler les acteurs des mondes économiques et académiques, de favoriser la compétitivité des entreprises innovantes et l'emploi des diplômés du territoire.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accroître les opportunités de rencontres entre le monde économique et le monde académique ;
- Faire bénéficier les PME, PMI, TPE & Start-up de la compétence R&D des laboratoires et plateformes technologiques régionaux ;
- Les aider à développer leur activité et à se différencier par l'innovation.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'entreprises (dont celles ayant suivi une démarche EFC) et de Laboratoires impliqués ;
- Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre PME, PMI, TPE, Start-up et laboratoires ;
- Nombre de partenariats initiés (en cours ou aboutis) dont le nombre de projets inscrits dans une démarche de transition écologique ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, alternants, doctorants, jeunes docteurs, ingénieurs dont le nombre de projets inscrits dans la démarche Alternance-Doctorat ;
- Estimation de la valeur financière :
  - Des investissements par les entreprises dans les partenariats ;
  - Des subventions publiques captées, pour chaque territoire ;
- Nombre d'emplois créés au cours de l'année en CDD ou CDI ;
- Suivi statistique du dispositif depuis son lancement.

9. Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Immeuble Premium, 61, avenue Simone VEIL, 06200 Nice, identifiée sous le numéro SIRET 79023165800028, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Christophe COLINEAUX, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Association d'entraide entrepreneuriale composée de chefs d'entreprises engagés pour soutenir de nouveaux entrepreneurs. Création d'emplois et de richesse sur le territoire. L'association a pour mission de verser des aides financières (Prêts d'honneur) pour favoriser le lancement ou le développement d'entreprises.

Intitulé et description du projet :

Accompagner à la création et au développement des entreprises locales : entrepreneurs, créateurs, repreneurs et développeurs à fort potentiel de création d'emploi. Octroi d'aides financières (prêts d'honneur).

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Accompagnement individuel pendant plus de 3 ans ;
- Accompagnement collectif pendant 2 ans entre pairs ;
- Accompagnement financier par l'octroi de prêts d'honneur.

Déroulement : les entrepreneurs candidats sont accompagnés en deux temps :

- Tout d'abord, ils rencontrent individuellement 6 chefs d'entreprise qui les challengent sur leur projet et les aident dans la construction de leur business plan ;
- Ensuite, les candidats sont présentés devant un jury qui va décider du montant du prêt accordé et proposer un accompagnateur pour 3 ans, avec un mentorat par un ou plusieurs chefs d'entreprise bénévoles, mensuellement.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'entreprises accompagnées ;
- Heures de bénévolat ;
- Nombre d'événements ;
- Nombre de personnes sur chaque événement ;
- Nombre d'emplois crées.

10. Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 €

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 10-12 Rue des Arbousiers 06510 CARROS, identifiée sous le numéro SIRET 39352481400059, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Mélanie CASSARD, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Groupement des Agriculteurs Biologiques des Alpes-Maritimes œuvrant pour la promotion de l'agriculture biologique, l'accompagnement des producteurs et des porteurs de projet d'installation agricole, le développement des marchés et la structuration des filières.

Intitulé et description du projet :

Diffuser les connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs pour l'amélioration de leurs productivités, de leurs compétences et de leur niveau de vie. Les former et mettre en place des actions nécessaires à la pérennité et au développement de la profession.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Événement national « De ferme en ferme », week-end de découverte des fermes du 06. Les visiteurs peuvent découvrir les exploitations agricoles et le métier d'agriculteur. Cette opération vise aussi à sensibiliser aux services rendus par l'agriculture biologique et agroécologique en faveur de l'environnement notamment en présentant les bonnes pratiques mises en place par les agriculteurs pour préserver la qualité des sols, de l'eau et de la biodiversité ;
- Fête « Un été bio à Collongues » : il s'agit d'une manifestation ayant pour objectif d'inviter les consommateurs à venir découvrir le Haut-Pays, ses initiatives et son agriculture dans une ambiance conviviale et festive ;
- Edition du guide « Où trouver des produits bio ? » qui consiste à recenser et rendre visible les producteurs bio du département.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre de fermes participant à l'événement ;
- Nombre de visiteurs comptabilisés ;
- Nombre de relais de presse ;
- Satisfaction des agriculteurs accueillants ;
- Nombre d'exposants au marché ;
- Satisfaction des exposants ;
- Actualisation du guide.

11. Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse – FEPG : 23 000 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 52107372600015, et représentée par sa Présidente en exercice, Madame Armelle JANODY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

Promotion et valorisation des productions florales et végétales du Pays de Grasse. Faire rayonner la filière des plantes à parfum aromatique et médicinale (PPAM). L'association participe également à la préservation et à la mise en valeur du terroir, des paysages et des savoir-faire locaux. Elle promeut la culture biologique des productions florales du Pays de Grasse, encourage et facilite l'installation de nouveaux agriculteurs.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Intitulé et description du projet :

Déploiement des actions du Pôle Territoriale de Coopération Economique Ensemble (label de l'Etat), mise en service du laboratoire de transformation végétal mutualisé (label de l'Etat : Manufacture de Proximité)

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Pérenniser les emplois de l'agriculture biologique de la plante à parfum sur notre territoire ;
- Impacter positivement l'ensemble de la filière et redynamiser l'économie du territoire ;
- Contribuer à la promotion du dossier Unesco, notamment par la sauvegarde du patrimoine des plantes à parfum et par la mise en place du projet « Aromatic FabLab » et du Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) ;
- Animer l'ODG (Organisme de Défense et de Gestion) dans le cadre de l'obtention de l'IG absolue Pays de Grasse portée par l'association et homologuée le 6 novembre 2020 ;
- Poursuivre les actions de promotion, de communication, les relations presse afin de promouvoir le territoire et son savoir-faire (journées du patrimoine, salon Simppar, évènements IG, etc.).

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre de demandes d'information de la part des porteurs de projets ;
- Nombre de producteurs accueillis/installés ;
- Nombre de stagiaires reçus sur l'AFL (Aromatic FabLab) ;
- Nombre de salariés/d'entreprises reçus sur l'AFL ;
- Nombre de médiations/scolaires reçus sur l'AFL ;
- Statistiques pages réseaux sociaux (Facebook et LinkedIn) ;
- Publications d'articles de presse ;
- Nombre d'entreprises ayant obtenues l'homologation de l'indication géographiques ;
- Mise en œuvre du Pass Saisonnier ;
- Capacité à lever des fonds privés.

12. Association Membres de l'Ordre du Mérite Agricole – AMOMA : 300 €

Régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 288 Chemin de Saint-Claude 06600 Antibes, identifiée sous le numéro SIRET 51894035800014, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Laurent Gilles DUPUY, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social de l'association :

L'Association des Membres de l'Ordre du Mérite Agricole a pour objet de concourir au prestige de l'Ordre, d'œuvrer dans les domaines agricoles, d'organiser des manifestations, d'instituer des œuvres d'entraide, de perpétuer le souvenir, d'instaurer entre ses membres des relations amicales.

Intitulé et description du projet :

Reconnaissance et développement de l'agriculture en Pays Grassois

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Identifier et reconnaitre les personnes méritantes ayant apporté un service important à l'agriculture depuis au moins 10 années sur le territoire ;
- Rencontrer les acteurs clés de l'agriculture du territoire ;
- Promouvoir l'agriculture en Pays Grassois ;
- Identifier une aide potentielle de l'AMOMA pour Grasse Campus.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre de nominations obtenues au grade de chevalier et promotions au grade d'officiers en janvier et juillet 2026 ainsi qu'en janvier 2027 ;
- Nombre de visiteurs lors des manifestations organisées par l'association sur le territoire.

13. Chambre de l'Agriculture du Var – Organisme de Gestion Collective (OUGC) : 2 000 €

Régie par la loi du 3 janvier 1924, dont le siège social est situé à 26 Boulevard Jean Jaurès – CS40203 83006 Draguignan Cedex, identifiée sous le numéro SIRET 18830002400018, et représentée par son Président en exercice, Monsieur Sylvain AUDEMARD, agissant au nom et pour le compte de ladite chambre d'agriculture en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social :

- Soutenir les exploitations agricoles dans le développement économique et la création de revenu ;
- Accompagner les agriculteurs dans l'ensemble de leurs démarches ;
- Représenter et défendre les intérêts des agriculteurs auprès des pouvoirs publics ;
- Promouvoir les innovations pour répondre aux défis de demain.

Intitulé et description du projet :

Animation et mise en œuvre de l'Organisme unique de Gestion Collective (OUGC) de l'eau d'irrigation agricole du bassin de l'Artuby.
La chambre d'agriculture s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Collecter/Actualiser les besoins des irrigants (intentions d'assolement et surfaces irrigables) ;
- Faire valider le plan de répartition annuel des prélèvements par les services de l'Etat et notifier aux irrigants le volume annuel alloué ;
- Gérer le volume global d'eau agricole à l'échelle du bassin versant en période d'étiage (diffusion des bulletins info-sécheresse aux irrigants, mise en œuvre des tours d'eau et règlements d'usage...) ;
- Animer les instances de gouvernance de l'OUGC : organisation de réunions de concertation au sein de l'ASL Artuby (structure porteuse), liens avec les partenaires et acteurs du territoire ;
- Rendre compte annuellement des volumes prélevés auprès de l'administration et communiquer sur le rapport d'activités de l'OUGC.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'agriculteurs irrigants concernés par l'OUGC ;
- Nombre de réseaux collectifs et/ou canaux concernés par l'OUGC ;
- Nombre de réunions de concertation avec les acteurs (Etat, irrigants, partenaires)
- Conclusion de l'Arrêté inter-préfectoral de renouvellement de l'autorisation de prélèvement ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Production du Plan annuel de répartition de l'eau 2026.
- Bilan d'activité de l'OUGC.

14. Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 €

Régi par la loi du 21 mars 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920, dont le siège social est situé à MIN FLEURS Box 116 – 06296 Nice Cedex 3, numéro SIRET 40954692600018, et représenté par son Président en exercice, Monsieur Adrien MEGE, agissant au nom et pour le compte dudit syndicat en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Objet social du syndicat :

Le syndicat départemental a pour but de présenter et de défendre les intérêts matériels, moraux et sociaux de ses adhérents. Le syndicat départemental adhère au syndicat régional Jeunes Agriculteurs, lui-même adhérent au syndicat national Jeunes Agriculteurs.

Intitulé et description du projet :

Le syndicat s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées :

- Promotion du métier d'agriculteur auprès des étudiants des écoles du territoire ;
- Réalisation d'évènements festifs et fédérateurs avec une mise en avant de nos produits maralpins ;
- Parrainage des jeunes en installation, ou dont c'est le projet, sur une ou plusieurs années en fonction des besoins.

Indicateurs de réalisation sur la CAPG :

- Nombre d'agriculteurs adhérents ;
- Nombre de classes sensibilisées ;
- Nombre d'évènements itinérants sur le territoire.

Ne prend pas part au vote et quitte la salle : Jérôme VIAUD.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité (abstention : Leïla TONNERRE) **DECIDE** :

— **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention aux bénéficiaires suivants :
- Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse – CEPG : 50 000 € ;
- Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG : 8 000 € ;
- Association Entreprises des Bois de Grasse – EBG / Projet Symbiose - Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) : 8 640 € ;
- Association Pôle de compétitivité Eurobiomed : 5 000 € ;
- Association Initiative Terres d'Azur – ITA : 125 500 € (dont 10 500 € de mise à disposition de personnel) ;
- Association Pégase – Pôle de compétitivité SAFE : 7 500 € ;
- Association Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité – Pôle de compétitivité Innov'Alliance : 10 000 € ;
- Association Recherche et Avenir – REA : 5 000 € ;
- Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur : 7 000 € ;
- Association Agribio Alpes-Maritimes – AGRIBIO 06 : 5 000 € ;
- Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse – FEPG : 23 000 € ;
- Association Membres de l'Ordre du Mérite Agricole - AMOMA : 300 € ;

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- Chambre de l'Agriculture du Var – Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) : 2 000 € ;
- Syndicat Jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes : 2 000 € ;

– **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les conventions d'objectifs et de financement 2026 avec les associations Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse et Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre ;

– **D'AUTORISER** un membre du bureau désigné dans l'ordre du tableau des nominations appelé à suppléer le Président sur les affaires en lien avec l'association Initiative Terres d'Azur conformément à l'arrêté de déport N°AR2026_026 du 27 avril 2026, à signer la convention d'objectifs et de financement 2026 avec l'association Initiative Terres d'Azur, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

– **DE DESIGNER** Monsieur le Président, Jérôme VIAUD, en tant que titulaire, Monsieur le Vice-Président, Clément THIERY, en tant que suppléant, pour siéger au sein des instances des associations Pôle Européen Innovation Alimentation Bien-être Naturalité et Eurobiomed, durant toute la durée de leur mandat ;

– **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Initiative Terres d'Azur

Année 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Vice-Président en exercice, **Monsieur Jean-Marc DÉLIA**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Initiative Terres d'Azur, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard 06130 Grasse identifiée sous le numéro SIRET 42450696200036 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Henri ALUNNI**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Initiative Terres d'Azur a initié et conçu le projet « *Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement* ».

Ce projet vise à améliorer la pérennité des entreprises, développer l'économie et l'emploi local et participer au rayonnement du Pays de Grasse.

Il s'inscrit dans la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique visant à favoriser l'implantation et le développement des activités économiques et agricoles sur le Pays de Grasse.

Dans le cadre de la programmation 2026 et à la demande de l'association, la CAPG a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération n°DL2026_XXX du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction du Développement économique et Touristique de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 426 015 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 125 500 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 426 015 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 125 500 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à titre gratuit faisant l'objet d'une valorisation évaluée à 40 436,08 € HT, soit 48 523,30 € TTC par an.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la collectivité, en fonction :

- des besoins du projet financé ;
- des contraintes de trésorerie de la collectivité ;
- de l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la collectivité peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- acompte initial : un premier versement, d'un montant et à une date déterminés par la CAPG, peut être effectué dès la signature de la convention ou après validation des premiers justificatifs (ex. : attestation de démarrage du projet).
- versements intermédiaires : la CAPG peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.
- solde : le solde de la subvention est versé après validation par la CAPG des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3. Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la CAPG,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la CAPG se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 61 » (« Interventions économiques transversales ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : INITIATIVE TERRES D'AZUR
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL/CCM GRASSE
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00022451940 / Clé RIB : 95

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2026

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Initiative Terres d'Azur**
Le Vice-Président,	Le Président,
Jean-Marc DÉLIA	**Henri ALUNNI**

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant : « *Accompagner et financer les porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise et les chefs d'entreprises en développement* » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
426 015 euros	125 500 euros	342 515 euros

a) Objectifs :

- Améliorer la pérennité des entreprises ;
- Développer l'économie et l'emploi local ;
- Participer au rayonnement du Pays de Grasse.

b) Publics visés :

Jeunes, demandeurs d'emploi, publics défavorisés, personnes handicapées, femmes, migrants, bénéficiaires de minima sociaux, salariés, salariés sous contrats aidés, travailleurs âgés, créateurs d'activités, entrepreneurs et indépendants, personnes sous-main de justice, habitants des zones défavorisées. Tous les publics sont éligibles si pas d'interdiction bancaire ou pas d'activité de transaction financière ou immobilière.

c) Localisation : territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

d) Moyens mis en œuvre :

- Equipe de 6 personnes, dont une personne mise à disposition par la CAPG à hauteur de 30% ;
- Bénévoles ;
- Mobilisation de partenaires et d'experts bénévoles ;
- Mobilisation de chefs d'entreprises lors des actions collectives ;
- Organisation d'ateliers, de conférences, de clubs des créateurs, de speed business meetings et d'événements permettant l'accompagnement des porteurs de projet et la mise en lien de chefs d'entreprises.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes accueillies et informées ;
- Nombre de rendez-vous d'accompagnement sur le plan d'affaire ;
- Nombre d'entrepreneurs suivis ;
- Nombre de projets présentés en comité ;
- Nombre de projets validés ;
- Nombre de prêts à engagés ;
- Nombre d'emplois directs créés ou maintenus.

Indicateurs qualitatifs :

- Taux de pérennité à 3 ans ;
- Effet levier sur les prêts bancaires accordés.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2026, en euros

5. Budget[1] de l'association

Année 2026 *ou exercice du* 01/01/2026 *au* 31/12/26

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	10 000
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures	3 500	74 - Subventions d'exploitation[2]	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs		Politique de la Ville	14 000
Locations	2 900		
Entretien et réparation	10 000		
Assurance	200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	300	Région SUD	96 337
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	28 000		
Publicité, publication	5 000		
Déplacements, missions	13 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	14 800	CAPG développement économique	138 000
63 - Impôts et taxes		CAPG Part Fonds d'Intervention	-52 000
Impôts et taxes sur rémunération		CAPG Entrepreneuriat dans les quartiers	31 000
Autres impôts et taxes	3 100	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	280 715	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	127 678
Rémunération des personnels	200 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	80 715	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	8 000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	32 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	6 000
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	64 000	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	15 000
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	426015	**TOTAL DES PRODUITS**	426 015
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	31 000	871 - Prestations en nature	31 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	63 000	875 - Bénévolat	63 000
TOTAL	94 000	TOTAL	94 000

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Janvier 2022 - Page 4 sur 9

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association signée

cf. charte d'engagement réciproque entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirecte – Mise à disposition

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2026_XXX du 21 mai 2026 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Initiative Terres d'Azur ;

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2026_005 du 5 mars 2026 relative à la mise à disposition d'un agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à l'association Initiative Terres d'Azur.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse

Année 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 57, avenue Pierre Sémard – 06130 Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 44318632500025 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Arnaud PINTE**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « *Soutien au lancement du Pôle de l'innovation Post-Croissance par le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse (CEPG).* »

Ce projet s'inscrit dans la dynamique collective du Défi Post-Croissance proposé par l'association et vise à accompagner les entreprises du territoire dans la transition écologique, l'innovation, la coopération interentreprises et l'attractivité économique du Pays de Grasse. Il poursuit un objectif général : renforcer la résilience économique locale et favoriser l'émergence de projets collectifs à impact environnemental, social et économique.

Il s'articule avec les démarches déjà engagées, notamment l'écologie industrielle et territoriale, la marque Grasse Expertise, les initiatives issues de Régén'ère Azur ou encore les actions portées par la communauté Grasse à la Tech. L'objectif du projet est de donner une impulsion forte à cette dynamique globale en structurant les premiers volets opérationnels du Pôle tout en consolidant les actions transversales existantes..

Il s'inscrit dans la politique intercommunale conduite en faveur du développement économique visant à favoriser l'implantation et le développement des activités économiques et agricoles sur le Pays de Grasse.

Dans le cadre de la programmation 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération n°DL2026_XXX du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution de subventions et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « *Soutien au lancement du Pôle de l'innovation Post-Croissance par le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse (CEPG).* » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association, à l'exception de « La carte des possibles » ainsi que de toute autre activité commerciale concurrentielle.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

La Direction du Développement économique et touristique de la CAPG assure la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 478 157 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 50 000 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 478 157 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 50 000 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association (à l'exception de « La carte des possibles » ainsi que de toute autre activité commerciale concurrentielle) par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à titre gratuit faisant l'objet d'une valorisation évaluée à 22 681,64 € HT, soit 27 217,97 € TTC par an.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la CAPG, en fonction :

- des besoins du projet financé ;
- des contraintes de trésorerie de la CAPG ;
- de l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la CAPG peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- acompte initial : un premier versement, d'un montant et à une date déterminés par la CAPG, peut être effectué dès la signature de la convention ou après validation des premiers justificatifs (ex. : attestation de démarrage du projet) ;
- versements intermédiaires : la CAPG peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises ;

- solde : le solde de la subvention est versé après validation par la CAPG des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3. Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la CAPG, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la CAPG se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 61 » (« Interventions économiques transversales ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : CLUB DES ENTREPRENEURS DU PAYS DE GRASSE/CCM GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CREDIT MUTUEL
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 00024662940 / Clé RIB : 52

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 : PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 : CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 : SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2026

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	**Pour l'Association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse**
Le Président,	Le Président,
Jérôme VIAUD Maire de Grasse, Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Arnaud PINTE**

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention : « « *Soutien au lancement du Pôle de l'innovation Post-Croissance par le Club des entrepreneurs du Pays de Grasse (CEPG).* »

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
478 157 euros	50 000 euros	140 000 euros

a) Objectifs :

Le projet porté par le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse s'inscrit dans la dynamique collective du Défi Post-Croissance et vise à accompagner les entreprises du territoire dans la transition écologique, l'innovation, la coopération interentreprises et l'attractivité économique du Pays de Grasse. Il poursuit un objectif général : renforcer la résilience économique locale et favoriser l'émergence de projets collectifs à impact environnemental, social et économique.

Le Pôle d'Innovation de la Post-Croissance en constitue l'axe majeur. Ce futur lieu, associé à une plateforme numérique, vise à rassembler l'ensemble des acteurs économiques autour de nouvelles pratiques entrepreneuriales et territoriales. Il s'articule avec les démarches déjà engagées, notamment l'écologie industrielle et territoriale, la marque Grasse Expertise ou encore les actions portées par la communauté Grasse à la Tech. L'objectif du projet est de donner une impulsion forte à cette dynamique globale en structurant les premiers volets opérationnels du Pôle tout en consolidant les actions transversales existantes.

b) Publics visés :

- 185 dirigeantes et dirigeants d'entreprises adhérents à l'association ;
- 15 000 salariés travaillant pour ces entreprises ;
- Les établissements d'enseignement supérieur et les jeunes talents du territoire ;
- Les acteurs économiques participants aux actions ;
- Les autres salariés habitants du Pays de Grasse ;
- Centre Hospitalier de Grasse, patients atteints d'un cancer ;
- Acteurs de la gestion des déchets.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

c) Localisation : Pays de Grasse et pôle métropolitain dans le cadre du projet Régén'ère Azur.

d) Moyens mis en œuvre :

- Le projet mobilise une équipe permanente de six salariés, représentant environ 4,3 équivalents temps plein ;
- Une équipe de bénévoles (40 personnes) ;
- Support de communication ;
- Locaux (mis à disposition) ;

Les moyens matériels mobilisés comprennent les locaux du CEPG situés à Grasse, les outils numériques de coordination et de production de contenus, les supports de communication, le matériel d'animation (mobilier, audiovisuel, outils collaboratifs), ainsi que les locations ponctuelles de salles ou d'équipements nécessaires à la tenue des rencontres et ateliers. L'ensemble constitue une base solide pour accompagner efficacement les entreprises du territoire et déployer les différentes actions prévues.

Aucun recrutement supplémentaire n'est prévu à ce stade, mais l'équipe pourra être ponctuellement renforcée par des stagiaires ou alternants selon les besoins opérationnels.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers ;
- Nombre d'heures de bénévolat ;
- Nombre total de participants aux actions ;
- Nombre d'articles de presse ;
- Nombre d'emplois et de soins au Centre CEW du CH de Grasse.

Indicateurs qualitatifs :

- Effet levier sur l'emploi ;
- Effet levier sur l'investissement public et privés des projets initiés ;
- État d'avancement des projets ;
- Impact sur le long terme des initiatives menées ;
- Image du territoire au National et à l'International.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2026, en euros

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* 01/01/20 *au* 31/12/20

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	14 940	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	26 400
Achats matières et fournitures		**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	190 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	85 467	Agence de l'eau	40 000
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	66 050	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CAPG	100 000
63 - Impôts et taxes	800		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	309 400	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	50 000
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	500	**75 - Autres produits de gestion courante**	261 757
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1 000	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	478 157	**TOTAL DES PRODUITS**	478 157

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	105 893	**87 - Contributions volontaires en nature**	105 893
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	13 680	871 - Prestations en nature	13 680
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	92 213	875 - Bénévolat	92 213
TOTAL	584 050	**TOTAL**	584 050

La subvention sollicitée de 100 000 **€, objet de la présente demande représente** 17,1 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association

cf. charte d'engagement réciproque signée entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirecte – Mise à disposition

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2026_XXX du 21 mai 2026 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse ;

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Convention annuelle d'objectif et de financement avec l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

Année 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé 57 Avenue Pierre Sémard – 06130 GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une délibération du Conseil communautaire n°DL2026_XXX prise en date du 21 mai 2026, visée en préfecture de Nice le xx/xx/2026.

Ci-après dénommée la CAPG,

D'une part,

ET :

L'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse, régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est située 57 avenue Pierre Sémard à Grasse identifiée sous le numéro SIRET 521 073 726 00015 et représentée par sa Présidente en exercice, **Madame Armelle JANODY**, agissant au nom et pour le compte de ladite association en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

Ci-après dénommée, l'Association,

D'autre part.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Préambule

Conformément à ses statuts, l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse a initié et conçu le projet « *Déploiement des actions du Pôle Territorial de Coopération Economique Ensemble (label de l'Etat) , mise en service du laboratoire de transformation végétal mutualisé (label de l'Etat : Manufacture de Proximité)*».

Ce projet vise à :

- Favoriser les projets de coopérations de la filière, en prenant en compte tous les acteurs de l'amont à l'aval ;
- Encourager l'innovation au travers des coopérations, dans une démarche Economie Sociale et Solidaire (PTCE) ;
- Sécuriser le renouvellement des générations d'agriculteurs en plante à parfum ;
- Permettre aux agriculteurs installés de diversifier leurs revenus et développer leurs activités.

Il s'inscrit dans les politiques de Développement Economique et d'Economie Sociale et Solidaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse par notamment la structuration d'une filière écoresponsable et solidaire des Plantes à Parfums Aromatiques et Médicinales (PPAM) organisée dans le cadre d'un "Pôle Territorial de Coopération Economique" – PTCE - et d'une "Manufacture de Proximité".

Dans le cadre de la programmation 2026, la CAPG à la demande de l'association, a prévu de la soutenir dans son projet d'intérêt économique général.

Le conseil communautaire dans sa délibération DL2026_XXX du 21 mai 2026 a approuvé l'attribution d'une subvention et la signature d'une convention d'objectifs et de financement qu'il convient d'établir.

Pour cela, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général « Déploiement des actions du Pôle Territorial de Coopération Economique Ensemble (label de l'Etat) , mise en service du laboratoire de transformation végétal mutualisé (label de l'Etat : Manufacture de Proximité) » et précisé en annexe I à la présente convention. Ce projet peut concerner l'ensemble des activités et donc le financement global de l'association.

La CAPG contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne relative à l'application des articles 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

La présente convention et ses annexes précisent notamment le projet soutenu et ses modalités de mise en œuvre : les objectifs poursuivis, le public et le territoire

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

visé, les moyens dédiés à sa réalisation ainsi que les dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation (annexe II).

Les Directions du Développement économique et touristique, de l'insertion Professionnelle et Innovation Sociale, services de l'Agriculture, et de l'Economie Sociale et Solidaires, de la CAPG assurent la correspondance opérationnelle et technique avec l'Association pour toute question relative à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION ET CONDITION DE RECONDUCTION

La convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée aux dispositions relatives au contrôle et à l'évaluation des objectifs fixés tels que définis aux articles 9 et 10 suivants relatif à l'évaluation et au contrôle de la subvention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 437 418 euros conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible au 3.1.

L'association notifie ces modifications à la CAPG par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION

4.1 La CAPG contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 23 000 euros, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 437 418 euros, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2026, la CAPG contribue financièrement pour un montant de 23 000 euros.

4.3 Les contributions financières de la CAPG mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de la CAPG ;
- Le respect par l'Association de l'ensemble de ses obligations ;
- La vérification par la CAPG que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.4 Au titre des aides et contributions indirectes, la CAPG apporte également son soutien à la réalisation du projet de l'Association par la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers :

- Mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à titre gratuit faisant l'objet d'une valorisation évaluée à 4 479,80 € HT, soit 5 375,76 € TTC par an.

Les dispositions de ces contributions indirectes sont décrites à l'annexe V de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1.1 Principes généraux : la subvention accordée par la CAPG est versée selon un échéancier défini par la CAPG, en fonction :

- des besoins du projet financé ;
- des contraintes de trésorerie de la CAPG ;
- de l'avancement du projet et des justificatifs transmis par l'Association.

5.1.2 Échelonnement des versements : la CAPG peut procéder à des versements échelonnés, sans que cela ne constitue un engagement automatique sur le montant total ou les dates de versement. Les modalités sont précisées comme suit :

- acompte initial : un premier versement, d'un montant et à une date déterminés par la CAPG, peut être effectué dès la signature de la convention ou après validation des premiers justificatifs (ex. : attestation de démarrage du projet).
- versements intermédiaires : la CAPG peut, à sa discrétion, effectuer des versements complémentaires en cours d'exercice, sous réserve de la disponibilité des crédits et de la transmission par l'Association des pièces justificatives requises.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- solde : le solde de la subvention est versé après validation par la CAPG des documents finaux (bilan financier, compte rendu d'activité), et au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

5.1.3. Conditions de versement : les versements sont subordonnés à la transmission par l'Association des justificatifs demandés par la CAPG, conformément à l'Article "6 - Justificatifs" et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

En cas de non-respect des engagements de l'Association (retard, non-transmission des justificatifs, utilisation non conforme des fonds), la CAPG se réserve le droit de suspendre ou de réduire les versements, ou d'exiger le reversement des sommes indûment perçues (cf. Article 8 -Sanctions).

5.2 La subvention est inscrite au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) de la section fonctionnement ; nature 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) ; fonction « 61 » (« Interventions économiques transversales ») ; code analytique « subventions » ; du budget principal 2026 de la CAPG.

5.3 Les fonds sont versés par virement selon les procédures comptables en vigueur sur le compte référencé dans le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire de la subvention :

Raison sociale du titulaire du compte : FLEURS D'EXCEPTION DU PAYS DE GRASSE
Nom de la Banque et de l'agence bancaire : CRÉDIT MUTUEL CCM GRASSE
Code banque : 10278 / Code guichet : 08955
Numéro de compte : 0020442801 / Clé RIB : 29

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la CAPG.
Le comptable assignataire est le comptable public accrédité pour la CAPG.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir à la CAPG dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CAPG et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la CAPG de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations, communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la CAPG sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'association déclare respecter les principes et les valeurs de la Charte d'engagement réciproque conclue avec la CAPG.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la CAPG, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

8.3 La CAPG informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CAPG. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La CAPG contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la CAPG peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet soutenu, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'Association.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Association octroie à la CAPG le droit d'utiliser librement et comme elle juge bon les résultats du projet soutenu.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

L'Association est seule responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. La CAPG ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenue pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par la CAPG.

L'Association est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

ARTICLE 13 - CONFLITS D'INTERETS

L'Association s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la CAPG. L'Association s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La CAPG se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger de l'Association des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

La CAPG et l'Association s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la CAPG, conformément à la charte graphique définie, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

L'Association s'engage également à rendre visible et à promouvoir son appartenance à la communauté des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire du Pays de Grasse, en intégrant les éléments du kit de communication « Acteurs de l'économie solidaire » sur tous ses supports de communication et en valorisant cette appartenance par tous moyens de communication.

Par ailleurs, l'Association et le service du Développement économique de la CAPG s'engagent mutuellement à partager leur calendrier évènementiel de manière à pouvoir se mettre en résonnance autant que possible, étant entendu que les actions de l'Association participent pleinement au développement économique du territoire.

ARTICLE 16 - MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CAPG et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 18 - SUSPENSION

L'Association peut suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile. Elle en informe sans délai la CAPG avec toutes les justifications et précisions nécessaires, et indique la date prévisible de reprise de la réalisation.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Si une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle est empêchée par un cas de force majeure.

Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

En cas de force majeure, la subvention préalablement payée à l'Association n'est pas recouvrée par la CAPG.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 20 - RECOURS

La subvention est régie par les dispositions de la convention et par les textes législatifs et réglementaires applicables aux subventions. Les décisions de la CAPG prises pour l'application de la convention peuvent faire l'objet d'un recours de l'Association auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

L'Association dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée par la CAPG pour introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Si l'Association introduit un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée, le délai de recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant la décision de rejet expresse ou implicite prise par la CAPG contre le recours gracieux ou hiérarchique.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Fait en deux exemplaires à Grasse, le xx xxxxx 2026

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse

La Présidente,

Armelle JANODY

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexes :

ANNEXE I : LE PROJET

Obligation :

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention : « Déploiement des actions du Pôle Territoriale de Coopération Economique Ensemble (label de l'Etat) , mise en service du laboratoire de transformation végétal mutualisé (label de l'Etat : Manufacture de Proximité) »

Charges du projet	**Subvention de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**	**Somme des financements publics (affectés au projet)**
437 418 euros	23 000 euros	120 500 euros

a) Objectifs :

- Favoriser les projets de coopérations de la filière, en prenant en compte tous les acteurs de l'amont à l'aval ;
- Encourager l'innovation au travers des coopérations, dans une démarche Economie Sociale et Solidaire (PTCE) ;
- Sécuriser le renouvellement des générations d'agriculteurs en plante à parfum ;
- Permettre aux agriculteurs installés de diversifier leurs revenus et développer leurs activités.

b) Publics visés :

- Les adhérents et plus largement l'ensemble des agriculteurs de PPAM du territoire ;
- L'agriculture biologique, ses acteurs et bénéficiaires directes et indirectes ;
- Le territoire et les acteurs économiques ;
- Les entreprises de la filière parfum, arômes, cosmétiques ;
- Les associations (Patrimoine vivant du Pays de Grasse, Amis des Jardins du MIP, Innov'Alliance, ...) ;
- Les étudiants du collège au Master ;
- Le grand public (local, national, international) ;
- Les touristes (au niveau local, national, international) ;
- Les médias (presse en ligne, presse écrite, TV, radio, podcasts, ...) ;
- Les demandeurs d'emploi.

c) Localisation :

- Territoire historique de la culture des Plantes à Parfum du Pays de Grasse.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens matériels :

- Terrain Aromatic Fablab à Mouans Sartoux avec champs, serres, matériel végétal, équipement agricole ;
- Laboratoire de transformation végétal mutualisé (en service en avril 2026) avec 2 alambics, un outil de séchage ;
- Outils de communication.

Moyens humains :

- Un groupe de bénévole actif (CA de 14 personnes) ;
- Une directrice ;
- Une alternante sur les projets de territoire ;
- 3 techniciens agricoles sur 2026 chargés du développement de la pépinière et de la mise en service du laboratoire ;
- 2 ETP saisonniers.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de demandes d'information de la part des porteurs de projets
- Nombre de producteurs accueillis / Installés
- Nombre de stagiaires reçus sur l'AFL (Aromatic FabLab)
- Nombre de salariés / d'entreprises reçus sur l'AFL
- Nombre de médiations / scolaires reçus sur l'AFL
- Statistiques pages réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn)
- Publications d'articles de presse
- Nombre d'entreprises ayant obtenu l'homologation de l' Indication géographique
- Mise en œuvre du Pass Saisonnier
- Capacité à lever des fonds privés

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET

Année ou exercice 2026, en euros

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année 2026 *ou exercice du* *au*

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	61705.24	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	161884.62
Achats matières et fournitures	61305.24	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures	400	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	120500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	35688.51	PTCE	40000
Locations	23639.78	FDVA	2500
Entretien et réparation	5211		
Assurance	6837.73	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Region Sud R&D	30000
		Région sud promotion	5000
62 - Autres services extérieurs	47212.90	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	23032.36		
Publicité, publication	17272		
Déplacements, missions	5935	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	973.54	CAPG	23000
63 - Impôts et taxes	2976	France Agrimer (IG)	15000
Impôts et taxes sur rémunération	1390		
Autres impôts et taxes	1586	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	223369	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	5000
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	134196.38
		756. Cotisations	90102
		758. Dons manuels - Mécénat	44094.38
66 - Charges financières	1742	**76 - Produits financiers**	2540.78
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	64724.66	**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	17426.81
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	869.72
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	437418.31	**TOTAL DES PRODUITS**	437418.31

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	154133.05	**87 - Contributions volontaires en nature**	154133.05
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	117206.05
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	36927	871 - Prestations en nature	36927
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	117206.05	875 - Bénévolat	
TOTAL	591551.36	**TOTAL**	591551.36

La subvention sollicitée de 23 000 **€, objet de la présente demande représente** 3.9 **% du total des produits du projet**
(montant sollicité/total du budget) x 100.

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_108-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Annexe IV : Charte d'engagement réciproque CAPG/Association

cf. charte d'engagement réciproque signée entre la CAPG et l'Association.

Annexe V : Contribution indirecte – Mise à disposition

cf. décision du président n°DP2024_032 du 4 mars 2024 relative à la mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels au bénéfice de l'Association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse.

cf. délibération du conseil communautaire n°DL2026_XXX du 21 mai 2026 relative à la signature d'un avenant à la convention de mise à disposition de locaux, de services et de biens matériels à l'association Les Fleurs d'Exception du Pays de Grasse.

PROJET

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_109-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_109 : Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « 06 à Table »

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_109-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_109
RAPPORTEUR : Raoul CASTEL	

AGRICULTURE

Désignation de représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « 06 à Table »

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation d'un délégué titulaire pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la SCIC « 06 à Table ».
Les missions de la SCIC « 06 à Table » sont notamment :
- Amélioration de la qualité de l'alimentation de la restauration collective hors domicile
- Renforcement de la cohésion territoriale en favorisant la coopération, à différentes échelles du territoire, entre les acteurs opérationnels, permettant la mise en œuvre d'une transition alimentaire saine et durable ;

Monsieur le membre du bureau communautaire expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2121-21, L. 2121-33, L. 5211-1 ;

Vu, le Code de commerce, et notamment les articles L. 225-218 et L. 228-1 et suivants ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de la SCIC « 06 à Table » ;

Vu, la délibération DL2024_078 du 4 avril 2024 autorisant la participation au capital de la SCIC « 06 à Table » ;

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant que conformément aux statuts de la SCIC « 06 à Table », il convient de procéder à la désignation d'un délégué titulaire pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la SCIC « 06 à Table » ;

Considérant que la désignation d'un représentant CAPG s'inscrit dans le cadre de la stratégie communautaire en faveur de l'agriculture locale et des circuits courts, conformément aux orientations du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_109-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Considérant que l'action de la SCIC est cohérente avec les objectifs communautaires en matière de transition alimentaire et de soutien aux filières locales ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L. 2121-21 et L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, ces désignations ont lieu au scrutin majoritaire, à bulletins secrets ;

Considérant que, conformément à ces mêmes dispositions, le conseil communautaire de chaque établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou règlementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Considérant qu'aucune disposition législative ou règlementaire ne prévoit expressément le scrutin secret concernant la désignation de représentants au sein de la SCIC « 06 à Table » ;

Etant précisé que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative ;

Etant précisé qu'en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

Monsieur le Président propose comme délégué titulaire :

- Raoul CASTEL

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** le délégué titulaire ci-dessous pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la SCIC « 06 à Table » :

  - Raoul CASTEL

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_109-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_110-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_110 : Désignation de représentants de la CAPG au sein de la SCIC Terre Adonis

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_110-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_110
RAPPORTEUR : Raoul CASTEL	

AGRICULTURE

Désignation de représentants de la CAPG au sein de la SCIC Terre Adonis

SYNTHESE

Suite au renouvellement du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la SCIC «Terre Adonis».
Les missions de la SCIC «Terre Adonis» sont de permettre le portage du foncier agricole sur une période de 7 à 15 ans.

Monsieur le membre du bureau communautaire expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2121-21, L. 2121-33, L. 5211-1 ;

Vu, le Code de commerce, et notamment les articles L. 225-218 et L. 228-1 et suivants ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu les statuts de la SCIC « Terre Adonis » ;

Vu, la délibération DL2021_162 du 23 septembre 2021 portant participation au capital de la SCIC Terre Adonis ;

Considérant que depuis 2021 la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est actionnaire de la SCIC Terre Adonis, elle a souscrit à 2 parts sociales et désigné M. Raoul CASTEL comme représentant titulaire de la CAPG.

Considérant qu'à chaque renouvellement de mandat, il convient de désigner des délégués pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein des organismes extérieurs auxquels elle adhère ;

Considérant que conformément aux statuts de la SCIC « Terre Adonis », il convient de procéder à la désignation d'un délégué titulaire pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au sein de la SCIC « Terre Adonis » ;

Considérant que la nécessité d'assurer une représentation continue et effective de la collectivité au sein de la SCIC, notamment en prévoyant la désignation d'un suppléant pour pallier les éventuelles indisponibilités du titulaire ;

Considérant que l'importance stratégique de la SCIC Terre Adonis pour faciliter l'accès au foncier agricole par les jeunes agriculteurs nécessite de maintenir une représentation active de la CAPG au sein de cette structure ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_110-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Considérant que cette participation s'inscrit dans le cadre de la stratégie communautaire en faveur de l'agriculture locale et des circuits courts, conformément aux orientations du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L. 2121-21 et L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, ces désignations ont lieu au scrutin majoritaire, à bulletins secrets ;
Considérant que, conformément à ces mêmes dispositions, le conseil communautaire de chaque établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou règlementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Considérant qu'aucune disposition législative ou règlementaire ne prévoit expressément le scrutin secret concernant la désignation de représentants au sein de la SCIC « Terre Adonis » ;

Etant précisé que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative ;

Etant précisé qu'en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

Monsieur le Président propose ;
- Raoul CASTEL comme titulaire
- Clément THIERY comme suppléant

Il demande si d'autres candidats souhaitent se présenter ;

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** Monsieur Raoul CASTEL en qualité de représentant titulaire de la CAPG au sein (inutile de le préciser plus bas il est précisé CA aussi) de la SCIC « Terre adonis » ;

- **DE DESIGNER** Monsieur Clément THIERY en qualité de représentant suppléant de la CAPG au sein de la SCIC « Terre adonis » ;

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le
05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_110-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_111-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_111 : Désignation des élus représentant la CAPG au sein de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_111-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_111
RAPPORTEUR : Christian ZEDET	

TOURISME

Désignation des élus représentant la CAPG au sein de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme

SYNTHESE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est actionnaire majoritaire de la Société Publique Locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme. Cette participation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique touristique et plus particulièrement de la compétence partagée de l'animation et de l'action touristique. Conformément aux statuts de ladite SPL, il convient de désigner les sept représentants de la CAPG siégeant au conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code du tourisme ;

Vu le Code de commerce ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1524-5 ;

Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 64 et 66 ;

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2024_245 du 12 décembre par laquelle le Conseil communautaire approuve l'entrée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans l'actionnariat de la Société Publique Locale (SPL) Pays de Grasse Tourisme ainsi que ses statuts ;

Considérant que les statuts de ladite SPL prévoient la nomination de douze membres à son conseil d'administration dont sept représentants issus de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Monsieur le vice-président propose une liste de personne ;

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Jérôme VIAUD	- Jérôme VIAUD
- Florent ROSSI	- Florent ROSSI
- Jean-Marc DELIA	- Jean-Marc DELIA
- Adrien PRATO	- Adrien PRATO
- Christian ZEDET	- Christian ZEDET
- Clément THIERY	- Clément THIERY
- Jean-Marc MACARIO	- Jean-Marc MACARIO

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_111-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Il demande si d'autre personnes souhaitent se présenter ;

Ne prend pas part au vote et quitte la salle : Damien MATTEOLI.

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **DE DESIGNER** les conseillers suivants représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme :

CONSEIL D'ADMINISTRATION	ASSEMBLEE GENERALE
- Jérôme VIAUD	- Jérôme VIAUD
- Florent ROSSI	- Florent ROSSI
- Jean-Marc DELIA	- Jean-Marc DELIA
- Adrien PRATO	- Adrien PRATO
- Christian ZEDET	- Christian ZEDET
- Clément THIERY	- Clément THIERY
- Jean-Marc MACARIO	- Jean-Marc MACARIO

- **D'AUTORISER** ses représentants à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou tous mandats spéciaux qui lui seraient confiés par le Président du Conseil d'Administration.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_111-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521_DL2026_112-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_112 : Désignation d'un référent ou d'une référente pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_112-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_112
RAPPORTEUR : Marino CASSEZ	
ENERGIE	
Désignation d'un référent ou d'une référente pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06	
SYNTHESE **Suite au renouvellement général du conseil communautaire, il convient de procéder à la désignation d'un référent ou d'une référente pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Ouest 06 (CAPG/CACPL/CASA).**	

Monsieur le Vice-président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire en date du 16 avril 2026 ;

Considérant qu'il convient de désigner une élue référente ou un élu référent titulaire afin de représenter la communauté d'agglomération lors des comités décisionnels pour toute validation concernant les actions spécifiques et communes au PCAET Ouest 06 comprenant les EPCI suivants : Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins et Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis ;

Monsieur le Président propose de désigner : Marc COMBE.

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_112-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DE DESIGNER** pour représenter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre du PCAET :
  - Marc COMBE

- **DE NOTIFIER** la présente délibération au président du comité décisionnel du PCAET.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_112-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_113-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_113 : Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie dotée de simple autonomie financière du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la CAPG

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_113-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_113
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	
EAU ET ASSAINISSEMENT	
Désignation des représentants au conseil d'exploitation de la régie dotée de simple autonomie financière du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la CAPG	
SYNTHESE **Suite au renouvellement du Conseil Communautaire, il convient de procéder à la désignation des représentants des communes membres au conseil d'exploitation de la Régie intercommunale du SPANC.**	

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'installation du nouveau conseil communautaire le 16 avril 2026 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu la décision du Président n° DP2020_047 du 10 juin 2020 portant création de la Régie d'assainissement non collectif, dotée de la seule autonomie financière ;

Vu la délibération n° DL2024_127 du 20 juin 2024 relative à la modification des statuts de la régie dotée de la simple autonomie financière du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) de la CAPG ;

Vu les statuts en vigueur de la régie à seule autonomie financière du SPANC ;

Considérant que suite au renouvellement des conseillers communaux et communautaires, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants ;

Considérant que l'article 5.2 des statuts, relatif à la composition du conseil d'exploitation dispose que:

« Chaque commune du territoire de la régie doit disposer au sein du conseil d'exploitation d'au moins un représentant qu'il soit conseiller municipal ou conseiller communautaire. La commune de Grasse disposera quant à elle d'au moins trois représentants en considération de son poids.

Les membres du Conseil d'exploitation sont répartis en trois collèges de représentants avec :

- *Un collège de quatre représentants issus du conseil communautaire de la CAPG, conseillers communautaires des communes du territoire de la régie ;*

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_113-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

- *Un collège de deux représentants issus des conseils municipaux, conseillers municipaux des communes du territoire de la régie ;*

Le nombre total de membres de l'ensemble de ces deux collèges doit être égal à 6.

- *Un collège d'un représentant extérieur non élu, membre d'association des usagers.*
-

Le nombre total des membres du conseil d'exploitation est ainsi fixé à 7. […] »

Considérant dès lors qu'il convient de désigner :

- Quatre membres du collège des représentants issus du conseil communautaire de la CAPG ;
- Deux membres du collège des représentants issus des conseils municipaux des communes du territoire de la régie ;
- Un membre d'association des usagers.

Monsieur le Président propose en conséquence :

- Pour le collège des représentants issus du conseil communautaire de la CAPG :
  - François ROUSTAN (commune de Grasse)
  - Elodie BARBIER (commune de Grasse)
  - Jean-Pierre BICAIL (commune de Grasse)
  - Joëlle NAVARRO (commune de La Roquette-sur-Siagne)

- Pour le collège des représentants issus des conseils municipaux des communes du territoire de la régie :
  - Jean-Pierre BERTAINA
  - Julien VANGHENT

- Pour le collège d'un représentant extérieur non élu :
  - UFC que Choisir

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil de communautaire à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'ACTER** la nouvelle composition du conseil d'exploitation et la désignation de ses membres selon la répartition suivante :

Pour le collège des représentants issus du conseil communautaire de la CAPG	M. François ROUSTAN	Conseiller communautaire (Commune de Grasse)	Président
	Mme Elodie BARBIER	Conseillère communautaire (Commune de Grasse)	Vice-Présidente
	M. Jean-Pierre BICAIL	Conseiller communautaire (Commune de Grasse)	Membre désigné
	Mme Joëlle NAVARRO	Conseillère communautaire (Commune de La Roquette-sur-Siagne)	Membre désigné

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_113-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pour le collège des représentants issus des conseil municipaux des communes du territoires	M. Jean-Pierre BERTAINA	Conseiller Municipal de la commune de Pégomas	Membre désigné
	M. Julien VANGHENT	Conseiller Municipal de la commune d'Auribeau-sur-Siagne	Membre désigné
Pour le collège du représentant extérieur	UFC que Choisir	Association	Membre désigné

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

0 5 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Pays de Grasse
communauté d'agglomération

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE

SEANCE DU JEUDI 21 MAI 2026

Délibération n°DL2026_114 : Délégation de Service Public – Création et désignation des membres de la commission de concession spécifique du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées »

Date de la convocation : 13/05/2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-et-un mai à quatorze heures, en application des articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-6 et L. 5211-11 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au siège sis 57 avenue Pierre Sémard à Grasse, sous la présidence de Jérôme VIAUD, Maire de Grasse et Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES EN EXERCICE : 72

PRESENTS : Anthony AMAVET LONGO, Marie AMMIRATI, Ali AMRANE, Pierre ASCHIERI, Pauline BAUDY, Jean-Pierre BICAIL, Philippe BONELLI, Gérard BOUCHARD, Aline BOURDAIRE, Catherine BUTTY, Cendrina CADOT, Marino CASSEZ, Raoul CASTEL, Nicolas CATTET, Marie CHABAUD, Murièle CHABERT, Henri CHIRIS, Jérôme COCHET, Marc COMBE, Dominique CONDO, David COPPINI, Julie CREACH, Aude DECLERCQ, Jean-Marc DELIA, Patricia DI SANTO, Nicolas DOYEN, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Marie GIACCONE, Sandrine GIRAUD, Marie-Madeleine GUALLINO, Jessica GUIAUD, François LAURENT, Brigitte LUCAS, Jean-Marc MACARIO, Christophe MARTELLO, Damien MATTEOLI, Joëlle NAVARRO, Ismaël OGEZ, Annie OGGERO-MAIRE, Adrien PRATO, Hervé ROMANO, Gilles RONDONI, Florent ROSSI, Sandrine SANCHEZ, Ludovic SANCHEZ-ZAMPOLINI, Florence SIMON, Clément THIERY, Anne-Laure TILLI DEGL'INNOCENTI – HERNANDEZ, Leïla TONNERRE, Martine UBALDI, Jérôme VIAUD, Brigitte VIDAL, Adrien VIVES, Alain YBERT, Christian ZEDET.

REPRESENTÉ : Jean-Louis CONIL par Patrick TOSELLO (suppléant).

ARRIVÉS EN COURS DE SÉANCE : Elodie BARBIER après l'appel nominal, David VARRONE à partir de la délibération n°063.

PARTIS EN COURS DE SEANCE : Ali AMRANE après le vote de la délibération n°098, Marie CHABAUD après le vote de la délibération n°098.

PROCURATIONS : Cedric BASCHIERA à Patricia DI SANTO, Valérie COPIN à Philippe BONELLI, Simon DARAGON à Aude DECLERCQ, Annie FRECHE à Jean-Marc DELIA, Jean-Marc GARNIER à François LAURENT, Marie-Louise GOURDON à Christophe MARTELLO, François ROUSTAN à Jérôme VIAUD, Claude SERRA à Brigitte LUCAS, Pierre TRAMI à Pierre ASCHIERI,
Ali AMRANE à Annie OGGERO-MAIRE à partir de la délibération n°099,
Marie CHABAUD à Cendrina CADOT à partir de la délibération n°099.

ABSENTS : Jean-Paul CAMERANO, Patricia CHARRIER, Myriam LAZREUG, Christophe MOREL.

A ETE DESIGNE SECRETAIRE DE SEANCE : Philippe BONELLI

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

CONSEIL COMMUNAUTAIRE	DELIBERATION
DU 21 MAI 2026	N°DL2026_114
RAPPORTEUR : Monsieur le Président	

ASSAINISSEMENT

Délégation de Service Public – Création et désignation des membres de la commission de concession spécifique du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées »

SYNTHESE

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la création d'une commission de délégation de service public spécifique d'ouverture et d'analyse des candidatures d'une concession de service public qui sera passée entre la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CACPCL), Syndicat Intercommunal de l'eau potable du grand bassin Cannois (SICACIL) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en vue de la passation et de l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif comprenant en option un volet réutilisation des eaux usées traitées.

Monsieur le Président expose au conseil communautaire :

Vu la directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (refonte), dite DERU 2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 1411-1 et suivants, L.2224-8 et suivants, L.5216-5 et suivants et R 1411-1 et suivants ;

Vu le Code de la Commande Publique (C.C.P.), plus particulièrement les articles L.3100-1 et suivants, L.3112-1 et suivants et R.3111-1 et suivants ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (Loi MAPTAM) ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (Loi « engagement et proximité ») ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 portant création de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse au 1er janvier 2014, regroupant les Communes de Amirat, Andon,

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Escragnolles, Gars, Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Le Mas, Le Tignet, Les Mujouls, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Séranon, Spéracèdes et Valderoure modifié par arrêté préfectoral du 17 décembre 2013 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en vigueur ;

Vu la délibération n°DL2025_230 du conseil communautaire du 11 décembre 2025 portant sur le choix du futur mode de gestion et du principe du recours à une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées » (REUT), sur les territoires de la C.A.C.P.L., de certains membres de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (Communes d'Auribeau-sur-Siagne, de La Roquette-sur-Siagne et de Pégomas) et du Syndicat Mixte des Communes Alimentées par les Canaux de la Siagne et du Loup en tant qu'autorité organisatrice de la compétence « eau potable » ;

Vu la délibération n°DL2025_231 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2025 portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes entre la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et le SICASIL pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « REUT » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° DL2026_052 du 21 mai 2026 portant élection des membres de la Commission de D.S.P. de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « REUT » du 11 décembre 2025 entre la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et le SICASIL ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) est compétente en assainissement collectif et non collectif, et qu'elle exerce sa compétence via deux délégations de service public : l'une de collecte, de transport et de l'épuration des eaux usées pour les communes de Auribeau-sur Siagne, Grasse et la Roquette-sur-Siagne, la seconde de collecte et de transport des eaux usées pour la Commune de Pégomas ;

Considérant que le contrat liant la C.A.P.G à son délégataire de collecte et de transport des eaux usées de la commune de Pégomas prend fin le 31/12/2027 ;

Considérant que, suite notamment à l'adoption de la nouvelle Directive sur les Eaux Résiduelles Urbaines (dites DERU II), la mise aux normes exigée du système d'assainissement représente des enjeux financiers et techniques forts pour les années à venir ;

Considérant que la C.A.P.G. souhaite préparer dès à présent le prochain chapitre de la gestion du service public des eaux usées ;

Considérant que les eaux usées provenant des réseaux des communes d'Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne et de Pégomas, membres de la C.A.P.G se déversent dans le réseau de la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L) pour être traitées sur la station d'épuration d'Aquaviva ;

Considérant que dans une perspective de solidarité territoriale et d'efficience technique et financière, la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CACPL) et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G) se sont rapprochées afin de mener une réflexion commune sur le futur du système d'assainissement ;

Considérant par ailleurs, que la compétence « eau potable », transférée à la communauté d'agglomération du Pays de Grasse le 1er janvier 2020 continue d'être exercée pour les

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

communes de Auribeau-sur-Siagne- La Roquette-sur-Siagne et Pégomas par le Syndicat Mixte des Communes Alimentées par les Canaux de la Siagne et du Loup (S.I.C.A.S.I.L.) au sein duquel la C.A.P.G. s'est substituée de plein droit à ses communes membres ;

Considérant que le S.I.C.A.S.I.L souhaite développer le recours aux eaux non conventionnelles (eaux usées traitées) afin de préserver la ressource ;

Considérant qu'au regard des éléments précédemment exposés et des enjeux en découlant sur chacun de leurs territoires, la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et le S.I.C.A.S.I.L. ont ainsi décidé de mutualiser leurs compétences en la matière afin de conduire conjointement une procédure d'attribution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées » (REUT) ;

Considérant que, par délibération du Conseil Communautaire n°DL2025_230 du 11 décembre 2025 susvisée, la CAPG s'est prononcée sur le choix du futur mode de gestion de ce service public et sur le principe du recours à une concession de service public en matière d'assainissement ;

Considérant que, par délibération du Conseil Communautaire n° DL2025_231 du 11 décembre 2025 précitée, la Communauté d'agglomération a approuvé la constitution d'un groupement d'autorités concédantes avec la C.A.C.P.L. et le SICASIL pour l'attribution et l'exécution de cette concession de service public ;

Considérant que les modalités de fonctionnement de ce groupement d'autorités concédantes ont été définies dans le cadre d'une convention constitutive dudit groupement qui prévoit notamment, en son article 7, la mise en place d'une commission concession (ou Commission de Délégation de Service Public (D.S.P.)) ad hoc chargée de procéder à l'analyse des dossiers de candidature afin de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et à analyser les offres reçues ;

Considérant que, conformément à l'article 7.2 « Composition - Droits de vote », chaque partie dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant choisis parmi les membres de sa propre Commission Concession (ou Commission de D.S.P.) ;

Considérant que, par délibération du Conseil Communautaire n° DL2026_052 du 21 mai 2026 susvisée, la C.A.P.G. a procédé à l'élection des membres de sa Commission de D.S.P., qu'ainsi, il convient donc de désigner parmi ses membres un représentant titulaire et un représentant suppléant devant siéger au sein de cette Commission concession ad hoc ;

Considérant qu'au regard des articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) par renvoi de l'article L.5211-1 du même code, cette désignation a lieu au scrutin majoritaire, à bulletins secrets;

Considérant que, conformément à ces mêmes dispositions, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou règlementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Considérant que les Commissions Concession ad hoc sont des structures sui generis et que la désignation de leurs représentants s'effectue parmi les membres ayant voix délibérative au sein des Commissions Concession de chaque membre du groupement disposant d'une Commission Concession ;

Considérant qu'aucune disposition législative ou règlementaire ne prévoit expressément le scrutin secret concernant la désignation de représentants au sein des Commissions de Concession ;

AR Prefecture
006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026

Considérant qu'en conséquence, la désignation du membre titulaire et de son suppléant, représentant de la C.A.P.G. à la Commission Concession dudit groupement, peut avoir lieu à mainlevée à l'unanimité des membres présents et représentés ;

Considérant que si le scrutin a toutefois lieu à bulletins secrets et que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3ème tour et l'élection a lieu à la majorité relative ;

Considérant qu'en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

Considérant qu'en application de l'article L. 2121-21 du C.G.C.T. précité, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Président ;

Considérant que l'article 7.2 de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes dispose que « Le Président de la Commission Concession est le représentant titulaire de la C.A.C.P.L. en tant que coordonnateur du groupement » ;

Monsieur le Président propose les personnes suivantes :

TITULAIRE	SUPPLEANT
Florence SIMON	Florent ROSSI

Après avoir délibéré et procédé au vote, le conseil communautaire à l'unanimité **DECIDE :**

- **DESIGNER** les conseillers suivants pour représenter la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) au sein de la Commission Concession (ou Commission de D.S.P.) du groupement d'autorités concédantes pour l'attribution et l'exécution d'une concession de service public d'assainissement collectif et non collectif, de gestion des eaux pluviales urbaines et comprenant en option un volet « Réutilisation des Eaux Usées Traitées » :

  - Florence SIMON, membre titulaire
  - Florent ROSSI, membre suppléant

  - AUTORISER Monsieur le Président à signer tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente délibération ainsi qu'à entamer toutes les démarches afférentes.

Fait à Grasse, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture et publié le

05 JUIN 2026

Le secrétaire de séance
Philippe BONELLI

Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

AR Prefecture

006-200039857-20260521-DL2026_114-DE
Reçu le 05/06/2026
Publié le 05/06/2026